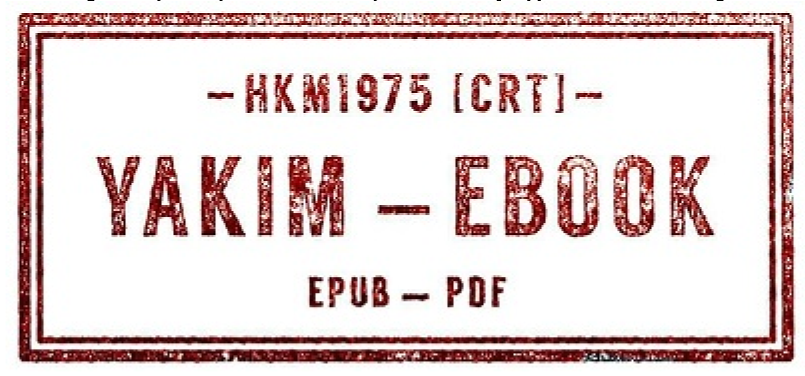
Gordon Thomas

HISTOIRE DES SERVICES SECRETS BRITANNIQUES

nouveau monde
éditions

Édition électronique au format Epub, réalisée à partir du scan du livre ‘‘Histoire des services secrets britannique’’ de Gordon Thomas. Édition Nouveau Monde 2008.

[Scan, Ocr, Correction, Mise en page et Relecture]



Juin 2017

Scanner utilisé : Brother
Ocr : Omnipage
Mise en forme du texte : Atlantis
Mise en page [Epub] : Atlantis – Sigil – Calibre
Polices de caractères utilisées : Garamond, taille : 12 -14

Bonne lecture !

Gordon Thomas

HISTOIRE DES SERVICES SECRETS BRITANNIQUES

Traduit de l'anglais
Par Mickey Gaboriaud

Nouveau monde
Éditions

Table

I

Agent secret de Sa Majesté

Par un matin de la mi-mars 2007, une voiture bleu foncé, conduite par un chauffeur de la branche spéciale de Scotland Yard, traversa la banlieue ouest de Londres en direction du cœur de la ville. Seul passager à l'arrière, Sir John McLeod avait un aspect intimidant et incarnait l'establishment britannique. Peut-être était-il banquier ou président d'une grande firme ? Son costume sur mesure de chez Gieves & Hawkes, sa chemise à doubles manchettes cousue main et sa cravate du Traveller's Club renforçaient cette impression.

Scarlett était un agent secret de Sa Majesté, un maître espion qui savait depuis longtemps que l'échiquier du renseignement n'est soumis à aucune règle. À cinquante-neuf ans, il avait conservé l'élocution châtiée qu'il tenait de son éducation privée à Epsom et des trois ans durant lesquels il avait officié à Oxford, au Magdalen College. Il y avait enseigné l'histoire avant d'entrer au MI-6 — également appelé SIS *(Secret Intelligence Service*/Service secret de renseignement) — et de découvrir un monde où la tromperie et la trahison allaient devenir les pierres angulaires de son travail. Pendant trente-deux ans, ses talents en matière d'espionnage et de contre-espionnage lui avaient permis de monter régulièrement en grade jusqu'à finir par prendre le commandement du service. Quatorzième à occuper ce poste, il avait été fait chevalier par la reine en début d'année. Marié et père de quatre enfants adultes — trois garçons et une fille —, il se passionnait pour les livres d'histoire, les églises médiévales et la gastronomie.

Ces agréables passe-temps allaient bien avec l'énorme bureau en acajou qui avait autrefois orné la cabine de l'Amiral Nelson sur le Victory, et derrière lequel s'étaient assis ses prédécesseurs. Ce meuble était muni d'un encrier rempli d'encre verte et le stylo plume Parker avec lequel Scarlett signait toute sa correspondance reposait à côté. Un standard permettait d'accéder directement au Premier ministre, au chef du MI-5, au directeur de la CIA et aux dirigeants d'autres services secrets européens. Il suffisait

d'appuyer sur un bouton pour faire sonner un téléphone à environ cinq mille kilomètres, sur le bureau du directeur général du Mossad.

Le mobilier du bureau était complété par une horloge ancienne, entièrement construite jusqu'au dernier engrenage, par Sir Mansfield Smith Cumming, et qui donnait encore l'heure exacte près d'un siècle plus tard. Cumming avait exigé que toutes les communications émanant de lui soient considérées comme « produits des services secrets » et marquées du sigle CX, signifiant « Cumming eXclusivement » et ce code était resté en vigueur. Dans son testament, il avait légué au service une grande huile représentant un groupe de fermiers français face à un escadron de tireurs prussiens durant la guerre de 1870, et ce tableau avait suivi les bureaux du MI-6 à chacun de ses déménagements dans Londres. Il en était allé de même pour la coutume qui consistait à ne pas désigner Cumming par un autre terme que « Chef ».

Lorsque Scarlett avait été nommé, le 6 mai 2004, c'était ainsi que la reine l'avait appelé. La première fois qu'il s'était adressé à elle, il avait dit « Votre Majesté » mais, par la suite, cela avait toujours été « Ma'am ». Chez l'un comme l'autre, ce protocole était inné.

Un ordinateur sécurisé était relié au standard de Scarlett. Il contenait toutes les informations relatives à l'état actuel des missions du MI-6 à travers le monde : à Moscou, Pékin, Bagdad et Téhéran ; dans les profondeurs de l'Amazonie et les jungles d'Afrique centrale ; dans les montagnes de l'Afghanistan et du Pakistan ; dans tous les endroits ou Scarlett et son personnel de haut niveau avaient détecté des menaces terroristes contre le Royaume-Uni. Les opérations de terrain coûtaient extrêmement cher et envoyer un agent sur place exigeait souvent la participation de nombreuses personnes.

Le MI-6 est le service secret de renseignement extérieur de la Grande-Bretagne et ses attributions sont donc internationales. Il rend des comptes au secrétaire aux Affaires étrangères alors que le MI-5 dépend du secrétaire à l'Intérieur. Dans les deux cas, les directeurs sont nommés par le Premier ministre en place, auquel ils peuvent accéder directement. Ces services sont, l'un comme l'autre, représentés au JIC, le comité qui fait le lien avec le gouvernement. Ils travaillent en étroite collaboration pour lutter contre la menace terroriste mondiale actuelle.

Mais, depuis les attentats du 11 septembre 2001, les considérations

budgétaires n'étaient plus le principal problème. Le M1-6 recevait des sommes considérables pour financer son travail d'espionnage, de contre-espionnage et de surveillance électronique, dont les gadgets représentaient encore en 2007 une industrie en expansion dans le monde du secret. Scarlett avait dans son ordinateur une carte de la situation actuelle de la menace terroriste au sein du Royaume-Uni. En ce matin de mars, elle était « sérieuse », juste un niveau en dessous de « critique ».

Le nombre « 35 » apparaissait en surimpression sur la carte. Il rappelait combien de réseaux islamistes se trouvaient dans la capitale selon les estimations du MI-6. On en avait identifié quatre-vingts autres, opérant dans les communautés musulmanes des Midlands, de Leicester, de Birmingham, de Derby et de Nottingham. Plus au nord, dans la conurbation de Leeds, Bradford et Manchester, on en comptait soixante de plus. À l'ouest, dans la ville portuaire de Liverpool, vingt réseaux avaient été découverts. De l'autre côté de la frontière galloise, on en avait localisé dix, non seulement à Cardiff et à Swansea mais également dans les montagnes de Brecon Beacon, où des terroristes présumés avaient été vus en train de s'entraîner avant les attentats sur Londres de juillet 2005. Il y avait douze autres réseaux en Écosse et deux de plus de l'autre côté de la mer d'Irlande.

La plupart de ces réseaux étaient constitués de deux ou trois membres ; quelques-uns comprenaient jusqu'à une douzaine d'hommes et de femmes. Après leur radicalisation, ils se mêlaient à leur communauté et devenaient des agents dormants qui se voyaient à la mosquée pour les prières du vendredi en attendant tranquillement de recevoir l'instruction d'attaquer. Leurs emplois d'instituteur, professeur, médecin, infirmier, commerçant ou représentant leur servaient de couverture. Il fallait oublier la vieille image populaire selon laquelle les terroristes de l'IRA étaient peu éduqués. Al-Qaïda essayait d'enrôler des titulaires de diplômes universitaires plutôt que des traîne-savates. En attendant d'être activés, les djihadistes cherchaient les faiblesses procédurales, légales ou culturelles de leur société qu'ils pourraient exploiter.

Ces réseaux avaient engendré Richard Reid, un Britannique converti à l'islamisme qui, en décembre 2001, avait essayé de faire sauter un avion de ligne américain entre Paris et Miami avec des explosifs cachés dans ses chaussures. Les auteurs des attentats de juillet 2005 à Londres appartenaient tous à un réseau ; deux d'entre eux, Mohammed Sidique Khan et Shahzad

Tanwir, avaient suivi un entraînement au terrorisme au Pakistan avant de rentrer en Angleterre pour y devenir des agents dormants. Quatre autres avaient monté une sorte d'usine de poison dans une banlieue paisible du nord de Londres, où ils utilisaient les techniques que leur avait enseignées un chimiste dans un camp d'entraînement, en Afghanistan, avant de venir au Royaume-Uni.

Même en sachant que les djihadistes étaient là, il était difficile d'agir contre eux avant qu'ils ne soient sur le point de frapper. Ni le MI-5 ni le MI-6 n'avaient le pouvoir de les arrêter, et les avocats britanniques spécialisés dans les droits de l'homme faisaient bon usage des lois nationales pour empêcher les arrestations.

Le jour où il était devenu directeur général, lors d'un briefing, Scarlett avait rappelé à ses plus hauts directeurs de services : « Nous sommes engagés dans une guerre mondiale et totale contre le terrorisme, et c'est dans cet état d'esprit que nous devons continuer de nous impliquer à fond. »

En janvier 2007, une équipe d'agents s'était envolée pour la Somalie, déchirée par la guerre, pour tenter d'obtenir des échantillons d'ADN de quatre terroristes nés en Grande-Bretagne qui se trouvaient parmi la centaine de djihadistes tués lors d'un raid de bombardement aérien américain sur un camp d'entraînement d'Al-Qaïda, sur l'île de Lamu, dans l'océan Indien. Ces hommes, qui étaient nés et avaient grandi à Leeds, avaient dit à leurs familles qu'ils allaient rendre visite à des parents à Islamabad. Au lieu de cela, ils étaient allés en Somalie, où ils avaient retrouvé d'autres djihadistes venus de France, d'Espagne, d'Italie et d'Allemagne. Les informations figurant sur les passeports des quatre Britanniques avaient laissé une empreinte électronique de leur voyage à Lamu, notamment de leur passage à l'aéroport d'Athènes et à Mogadiscio, dans la Corne de l'Afrique. De là, ils s'étaient rendus à Lamu, où ils n'étaient arrivés que quelques jours avant les bombardements américains. Aussitôt après le raid, leurs instructeurs avaient enterré leurs corps avec ceux des autres et étaient repartis pour Mogadiscio.

De Londres, les agents du MI-6 avaient d'abord pris un vol pour le Koweït, puis un autre appareil les avait amenés sur un porte-avions américain en patrouille dans la mer d'Oman, d'où des hélicoptères de l'US Navy les avaient conduits à Lamu. Pendant trois dangereuses journées, protégés par des commandos de la SAS et de la Force Delta, ils avaient

exhumé des corps peu enterrés à fleur de surface. Au bout de quatre jours, ils avaient fini par trouver les quatre britanniques. Ils avaient tous leur passeport.

Des prélèvements de leur ADN avaient été envoyés au porte-avions et étudiés sur place avant d'être transmis à Londres afin que des médecins légistes les comparent à ceux que leurs familles avaient fournis sans se douter de rien. Grâce aux informations figurant sur les passeports, les experts du service technique du MI-6 avaient trouvé les adresses des familles. En se faisant passer pour un employé des services sanitaires locaux venu vérifier le taux de contamination de l'eau, suite à une explosion des tuyaux d'arrivée due à des inondations inhabituelles pour la saison, un agent s'était présenté à chaque adresse et y avait fait des prélèvements. Ceux-ci avaient été portés à Londres, où un scientifique du Home Office (le ministère de l'Intérieur) les avait comparés avec ceux des corps de Lamu. Ils correspondaient tous parfaitement.

Mais, selon les calculs du MI-6, il restait environ mille six cents terroristes sur le territoire britannique. Cela avait été l'une des premières informations que Scarlett avait données à Gordon Brown lors de sa première réunion avec les services secrets, juste avant qu'il prenne ses fonctions de Premier ministre.

*

Tony Blair, alors au crépuscule de ses dix ans au pouvoir, avait été le mentor et le protecteur de Scarlett dans la jungle de Whitehall. Cependant, malgré les conseils de ce dernier, le Premier ministre avait pris la surprenante décision d'annoncer son désir de se retirer de la scène politique alors que son mandat ne s'achevait que deux ans plus tard. Suite à cela, il était devenu une sorte de canard boiteux, raillé par les médias et sournoisement critiqué au sein de son propre cabinet. Au MI-6, certains se disaient que si Blair quittait son poste, Scarlett ne tarderait pas à suivre. Les détracteurs du directeur n'avaient pas oublié le tort qu'il avait causé au MI-6 à la fameuse époque où, en 2003, le cabinet de crise de Blair s'était réuni avant la guerre d'Irak. Scarlett avait alors lu, à haute voix, les derniers renseignements sur Bagdad que contenait son dossier à couverture couleur peau de chamois et orné de la croix rouge de Saint George. Puisqu'il

dirigeait le JIC *(Joint Intelligence Committee*/Commission mixte au renseignement), Blair lui avait offert une place à la table du cabinet et s'était appuyé sur ses informations pour affirmer que Saddam Hussein disposait d'armes de destruction massive. Cette assertion avait ensuite été reprise dans un document, signé du Premier ministre et présenté au Parlement. Scarlett avait grandement participé à sa rédaction.

Au moment où le cabinet de crise était devenu un cabinet de guerre — c'est-à-dire, après l'invasion de l'Irak —, Scarlett savait que Saddam ne possédait pas d'ogives remplies du virus de la variole pour répandre des épidémies chez ses ennemis ; pas plus que de laboratoires mobiles d'armement chimique se déplaçant, la nuit dans les déserts irakiens pour tuer les gens par milliers ; ni que de missiles nucléaires susceptibles d'être lancés en quarante-cinq minutes sur les forces de coalition qui étaient en train de se rassembler au Koweït. Il n'y avait aucune arme de destruction massive. Il n'y en avait jamais eu.

Quand on apprit que c'était Scarlett qui avait insisté pour que l'on inclue ce que l'on a ensuite appelé les « pépites d'or » aux documents — les raisons pour lesquelles Bush et Blair étaient partis en guerre contre l'Irak —, et que ces « pépites » n'étaient que des vues de l'esprit reposant sur des sources extrêmement douteuses, la population le critiqua très vivement et demanda sa démission.

Au lieu de cela, Blair le nomma à la tête du MI-6. Au SIS, on avait peine à y croire. De nombreux agents étaient convaincus que cette affectation n'était, pour Blair, qu'une façon de rétribuer Scarlett pour son soutien dans l'affaire des armes de destruction massive. Ce point de vue était également partagé dans les couloirs du ministère de la Défense et de Langley. Un agent de la CIA ayant personnellement participé aux recherches d'armes de destruction massives m'a confié : « Jusqu'aux pépites d'or, Scarlett avait bonne réputation. Ce n'est plus le cas. Si Blair a été le caniche de Bush, Scarlett a été l'âne de Blair. »

Après cela, à Washington, on ne risquait plus de demander à Scarlett de participer aux évaluations concernant la guerre d'Irak ; il était désormais le chef du renseignement qui avait commis une erreur catastrophique.

Mais Scarlett était convaincu de tenir une occasion de montrer à ses pairs que, sous son commandement, le MI-6 pouvait mener une opération qui ferait référence en matière de planification et d'héroïsme, et que cela

redorerait son blason dans les milieux où il en avait le plus besoin : dans le monde secret du renseignement et auprès du nouveau gouvernement de Gordon Brown. Quant aux autres — les commentateurs des talk-shows du dimanche matin, les analystes retraités devenus experts —, il continuerait de les mépriser et de les considérer comme « des culs-de-jatte qui voudraient donner des leçons de course à pied ». L'opération serait l'apogée bienvenue de sa carrière.

*

L'un de ses professeurs d'Oxford était aussi chasseur de têtes pour le MI-6. Après une formation à Fort Monkton, près de Gosport, dans le Hampshire, Scarlett avait été envoyé à Nairobi. Pour l'une de ses premières sorties, il était allé à l'Oasis Club, près du vénérable hôtel Norfolk. Depuis longtemps, ce club était l'un des favoris des hommes d'affaires kenyans, des membres du milieu politique et des espions étrangers. Dans son cadre obscur, on pouvait boire jusqu'à l'aube et, éventuellement, emmener une serveuse dans l'une des chambres du fond, après avoir vérifié son dernier certificat médical afin de s'assurer qu'elle n'avait pas le sida.

Moshe Goldberg, un *katsa* — c'est-à-dire un agent d'opération du Mossad —, avait rencontré Scarlett alors qu'il se familiarisait avec la ville et l'avait invité à prendre un verre au club. Plus tard dans la soirée, un agent sud-africain les avait rejoints : sobre, sa conversation était amusante ; ivre, il pouvait devenir grossier et violent. En apportant une nouvelle tournée, un serveur renversa malencontreusement un verre sur la tenue safari du Sud-Africain.

Selon Goldberg : « Il s'est jeté sur lui et Scarlett a dû se lever pour le retenir. On n'entendait plus un bruit dans le club. Scarlett a calmement demandé au serveur d'apporter d'autres boissons et s'est tourné vers le Sud-Africain en lui rappelant qu'il n'était pas au Cap. C'était une leçon de choses sur l'usage de la confiance en soi associée à la certitude. »

Au Kenya, Scarlett avait su tirer profit de ses qualités relationnelles. Il était cultivé et aimait autant regarder les matchs de polo que faire la fête. À Londres, on estimait que ses rapports sur l'influence des Russes et des Chinois sur le pays comptaient parmi les mieux documentés. On l'avait ensuite envoyé à Moscou, l'endroit le plus dangereux qui soit pour un

espion.

Son deuxième séjour dans la capitale russe était sur le point de s'achever quand, en janvier 1994, le KGB l'avait pris lors d'une rencontre avec Vladimir Sinstov, un contact qu'il avait recruté l'année précédente, à Londres, dans une foire aux armes. Sinstov était directeur de l'exportation dans une société d'armement moscovite. Les agents secrets russes avaient fait une descente dans un café proche du Kremlin pour arrêter les deux hommes. Scarlett venait juste de payer Sinstov pour les informations très récentes qu'il lui avait fournies au sujet d'armes vendues à la Syrie et à l'Irak, ainsi que pour les noms de ses contacts à Budapest, Paris et Damas. Scarlett avait été expulsé, et Sinstov condamné à dix ans de travaux forcés dans un goulag sibérien auxquels il n'a pas survécu. Au cours des dix mois qui avaient suivi leur première rencontre, Scarlett lui avait versé huit mille livres (soit un peu plus de dix mille euros).

Après cela, Scarlett avait reçu un emploi de bureau. Il avait été nommé directeur de la sécurité et de la communication. Son travail consistait à s'occuper du contrôle interne du Service ; sa seule tâche en matière de « communication » était de s'assurer qu'on parle le moins possible du MI-6 dans les médias. Il avait rempli ces deux missions avec ce qu'un ancien agent, Richard Tomlinson, a qualifié de « froide efficacité », en précisant : « De nombreux agents qui n'étaient pas à la hauteur des exigences de Scarlett se sont soudain retrouvés au chômage. »

*

En 2001, Tony Blair avait nommé Scarlett directeur du JIC, le pont invisible par lequel tous les informations importantes circulent jusqu'à Downing Street. Ce cadeau du Premier ministre en avait étonné plus d'un au MI-6. Non seulement, le directeur précédent était apprécié au SIS, mais il savait trouver « la distance correcte entre le renseignement et la politique ». Pourtant, après seulement sept mois à ce poste, il avait été envoyé à Bruxelles pour représenter la Grande-Bretagne à l'OTAN. Au MI-6, on avait perçu cette mutation comme une rétrogradation.

Elle marquait aussi, probablement, le moment où Scarlett était devenu un homme à surveiller. Des agents de carrière, tels que Mark Allen, longtemps considéré comme le meilleur spécialiste de la culture arabe du service,

n'avaient pas cherché à cacher leur inquiétude. Comme Scarlett, Allen était entré au MI-6 à sa sortie d'Oxford. Il redoutait que la présence de Scarlett à la tête du JIC ne conduise à la « politisation inévitable » des services secrets. La longue amitié qui unissait Blair et le directeur n'y était d'ailleurs pas pour rien. Le Premier ministre avait, lui aussi, fait ses études à Oxford, en même temps que Nigel Insker, le directeur adjoint du MI-6. Allen pensait que les missions à l'étranger de ce dernier faisaient de lui l'homme idéal pour remplacer le chef en place, Richard Dearlove. En effet, Insker avait, entre autres, passé de longues périodes en Extrême-Orient, ce qui lui avait apporté une connaissance considérable du milieu du renseignement chinois — déjà une menace naissante.

Dearlove avait informé Blair qu'il « envisageait sérieusement » de prendre sa retraite afin de réaliser le rêve de sa vie en devenant directeur du Pembroke College, à Cambridge, l'un des postes les plus prestigieux de toute l'académie. Il avait confié à des amis avec qui il était allé à l'école de Monkton Down, près de Bath, qu'il en avait « assez de ces endroits où les rues changent de nom en fonction du metteur en scène ».

Il n'avait pas dit à Blair quand il partirait, mais il lui avait laissé entendre que lorsqu'il le ferait, avec Insker à la barre, le MI-6 serait en sécurité durant les tempêtes nécessitant des jugements froids. Mais, le temps venu, Blair se contenta de demander tranquillement à Scarlett s'il se sentait prêt à relever le défi de prendre les commandes du JIC. Plus tard, Richard Tomlinson déclara : « Compte tenu de son ambition démesurée, c'était une offre que Scarlett ne pouvait pas refuser.

Trois jours après la nomination de Scarlett à la direction du JIC, les attentats du 11 septembre 2001 survinrent. Scarlett remarqua avec quelle soudaineté ces attaques — aussi simples que sinistrement efficaces — contre le World Trade Center et le Pentagone plongèrent le milieu du renseignement américain dans l'hébétude. Il écrivit alors que la catastrophe était, de toute évidence, « un révélateur impitoyable de l'échec des services secrets américains ».

Pourtant les signes étaient là : la chute du mur de Berlin en 1989, la guerre du Golfe, l'effondrement du communisme soviétique, le glissement vers l'anarchie des Balkans, l'émergence d'Al-Qaïda, la révolte des militants contre les régimes au pouvoir dans le monde musulman et l'évolution de l'idéologie religieuse vers une puissante force cohésive qui prenait chaque

jour plus d'ampleur, non seulement chez les pauvres des grandes villes mais également dans le milieu bourgeois des professions libérales.

« Sur ces sujets, les renseignements américains n'ont fourni à leur décideurs politiques aucune information susceptible de leur permettre d'exercer les pressions nécessaires pour prévenir ces événements », avait écrit Scarlett.

Il continuait en affirmant que, pour la Grande-Bretagne, la meilleure façon de gérer la menace terroriste était d'admettre qu'une surveillance à l'échelle mondiale était essentielle. En quarante-huit heures, il avait rassemblé tous les éléments dont disposaient les services secrets britanniques afin que Blair puisse se faire une idée claire de l'ampleur du danger. Il avait lui-même porté son rapport à Downing Street dans un dossier couleur peau de chamois, orné de la croix rouge de Saint George, symbole manifeste de son patriotisme.

Là, après trois ans à la tête du MI-6, John Scarlett estimait avoir prouvé la légitimité de ses points de vue.

*

La victoire écrasante du New Labour à l'élection de mai 1997 conduisit à des rumeurs corrosives au sein du MI-6. Certaines étaient graves car, selon elles, John Reid — futur secrétaire d'État à l'Intérieur et, de son propre aveu, ancien membre du parti communiste — avait encore des liens avec Moscou. On dépoussiéra les dossiers des autres politiciens socialistes et leur contenu circula entre les différents dirigeants du MI-6. Jack Straw, futur secrétaire d'État aux Affaires étrangères, qui avait exprimé ses réticences envers la guerre d'Irak, et Peter Mandelson, devenu commissaire européen, faisaient tous deux l'objet d'un dossier ; tout comme Cherie Booth, l'épouse de Tony Blair. (Le Premier ministre maintint, plus tard, que Scarlett ne l'en avait jamais informé.) Mohammed al-Fayed, le propriétaire du grand magasin Harrods et bête noire de la famille royale depuis qu'il avait accusé le prince Philip d'être impliqué dans la mort de la princesse Diana, avait également son dossier. Il y en avait aussi sur John Lennon et sur des groupes de rock tels que les Sex Pistols ou Primal Scream. En tout, il y avait une centaine de dossiers concernant des célébrités, des leaders syndicaux, des politiciens ou des avocats spécialisés dans les droits de

l'homme. Les anciens du MI-6 se souvenaient que la dernière fois que les socialistes avaient été au pouvoir, sous Harold Wilson, on s'était méfié de Downing Street, de crainte que le Premier ministre ait des liens avec Moscou.

Scarlett pensait que Tony Blair serait un chef politique très différent de Wilson. Selon lui, le nouveau Premier ministre était « d'une ouverture rafraîchissante, disposé à écouter et, bien qu'il ne connaisse pas vraiment le fonctionnement des services secrets, il était prêt à apprendre ».

Quand Scarlett vit là une opportunité d'être celui qui informerait Blair sur le travail du MI-6, Richard Dearlove accepta sans problème. Scarlett ne tarda pas à devenir un visiteur régulier de Downing Street. Cherie Blair l'invitait souvent à dîner et lui préparait, en un tournemain, sa potée du Lancashire. Le couple était également souvent convié à manger autour de la table en noyer de Scarlett. Quand, en juin 2001, le parti travailliste fut réélu avec une majorité de cent soixante-dix-neuf sièges, les Scarlett firent partie des amis qui dansèrent jusqu'au bout de la nuit.

Mais, malgré les efforts de Scarlett pour tenter d'établir une certaine confiance, une suspicion mutuelle persistait entre les politiciens socialistes, qui demandaient des rapports détaillés sur les dépenses du MI-6, et le service secret, qui affirmait que révéler de telles informations serait « préjudiciable à la sécurité des opérations ». Selon une enquête du Cabinet Office (le bureau du cabinet), le MI-6 « manquait d'objectifs précis » et avait recommandé qu'il soit « réduit, car il [semblait] n'avoir plus rien à faire ». Scarlett avait réfuté cela et rappelé à Blair que le programme électoral du parti ne proposait aucune politique « discernable » en matière de renseignement. Le secrétaire aux Affaires étrangères, Robin Cook, dont le MI-6 dépendait, s'était montré l'un des plus féroces détracteurs du service, à qui il reprochait « son manque de résultats et, souvent, le gaspillage de l'argent du contribuable ».

Une fois de plus, Scarlett prouva son aptitude à parer en douceur de telles attaques. Conscient que la plupart des politiciens socialistes qui venaient de prendre leurs fonctions n'avaient jamais, ou très peu, eu de contacts avec son service, il se mit à organiser des dîners privés lors desquels il leur présentait un enivrant cocktail d'activités du MI-6 : missions dangereuses dans les Balkans et au Moyen-Orient, dans ces lieux où les rues n'avaient pas de nom, et où c'était tuer ou être tué. Ces histoires étaient

entrecoupées d'anecdotes croustillantes relatives à l'aspect humain du MI-6 : l'agent qui avait financé son divorce en empochant les frais d'un indicateur fictif alors qu'il rédigeait ses rapports en se basant sur l'hebdomadaire *The Economist ;* l'espion qui avait vendu de faux passeports à un homme d'affaires du Moyen-Orient afin qu'il les refourgue à des trafiquants de drogue. En présentant leurs papiers à l'immigration, ils avaient été arrêtés. Quant au businessman, il avait fini assassiné dans une ruelle de Beyrouth. Plus tard, Robin Cook se souvint : « Scarlett voyait cela comme quelque chose de positif vis-à-vis des travaillistes car toutes ces affaires douteuses avaient eu lieu à l'époque où Margaret Thatcher était Premier ministre. »

Scarlett promit de s'assurer que cela ne se reproduise pas sous son mandat. Comme il s'en doutait, cet engagement arriva aux oreilles de Blair, ce qui permit de commencer à cimenter la nouvelle relation qui s'établissait entre Downing Street et le MI-6. Celle-ci fut régulièrement entretenue grâce à l'art qu'avait Scarlett de constamment cultiver le côté mystérieux et important du travail des services secrets, ainsi qu'en conviant des hommes politiques de haut niveau, triés sur le volet, au quartier général du MI-6. Il les raccompagnait toujours, avec le sourire, jusqu'à la voiture gouvernementale qui devait les reconduire à Whitehall, à quelques pas de là.

*

En ce matin de mars 2007, la voiture de Scarlett roulait en direction du quartier général du MI-6. Le *London Eye — la* grande roue sur laquelle les touristes s'élèvent lentement dans les cieux pour admirer la capitale en vue panoramique — et la grande arche qui surplombe le nouveau stade de Wembley étaient noyés dans l'obscurité qui laisserait bientôt place à l'aube. En avril 2006, un complot visant à les détruire avait été découvert, sur le site Web d'Al-Qaïda, par l'un des innombrables experts en informatique que l'on surnommait les « surfeurs ». Ces derniers travaillaient dans la lumière tamisée d'une grande salle sans fenêtre, agencée en espace ouvert, dans le centre de Londres, au sein des locaux du JTAC *(Joint Terrorism Analysis Centre*/Centre mixte d'analyse du terrorisme), instauré en 2003. Les « surfeurs » pouvaient localiser un site extrémiste, repérer une menace et transmettre leurs données aux analystes en quelques millisecondes. En plus

du MI-6 et du MI-5, la CIA et le Mossad faisaient partie de ceux qui recevaient leur « produit ».

De plus en plus de sites d'Al-Qaïda opéraient depuis le Pakistan, un pays qui était à la fois l'épicentre de l'extrémisme islamique et un important allié de l'Occident. Son président, Pervez Musharraf, présentait la lutte contre le terrorisme comme sa toute première priorité. Cependant, il était désormais évident qu'Al-Qaïda était devenue une force dominante dans le pays, et Musharraf n'avait réchappé que de justesse à plusieurs tentatives d'assassinat.

Depuis sa forteresse, quelque part dans les montagnes de la frontière nord-ouest, Oussama Ben Laden avait transformé les rues d'un incroyable nombre de villes en un sanglant champ de bataille, sur lequel mouraient les membres des minorités non-musulmanes — chrétiens, hindous et parsis. En Afghanistan, pays voisin, des villes et des villages entiers avaient été « talibanisés » et leurs habitants avaient dû choisir entre soutenir l'extrémisme ou mourir. Les jeunes villageois étaient forcés d'aller dans les camps d'entraînement, où l'on en faisait des kamikazes et leur remettait de faux papiers pour qu'ils partent en Europe rejoindre les centaines d'extrémistes aussi motivés que préparés qui attendaient le moment de frapper. John Kringen, le directeur du service des analystes de la CIA, avait prévenu : « Nous rencontrons de plus en plus d'extrémistes entraînés. Nous constatons que de plus grosses sommes sont dépensées pour leur préparation. Et nous remarquons que cette activité prend de l'ampleur. »

On découvrit que les menaces contre le *London Eye* et l'arche de Wembley émanaient d'un site basé à Karachi. Un message prioritaire du centre antiterroriste pakistanais confirma l'information ; financé en commun par la CIA et le MI-6, le centre avait ouvert après les attentats du 11 septembre. Supervisé sur place par les deux services, il était devenu une organisation bien gérée où travaillaient de jeunes agents pakistanais, formés à Londres ou à Washington.

Le centre disposait d'appareils de radiogoniométrie ultrasophistiqués. Il s'agissait de dispositifs permettant de localiser un site Web à quelques centaines de mètres près, et c'était donc l'équipe radiogoniométrique de Karachi qui avait confirmé l'endroit depuis lequel le site était administré. Deux heures plus tard, un détachement de la police pakistanaise, accompagné par un agent du MI-6, fit une descente dans l'appartement. Un

camion emporta six membres présumés d'Al-Qaïda et deux ordinateurs Dell. Moins d'une heure plus tard, un agent avait ouvert une ligne vers le GCHQ *(Government Communication Headquarters/*Quartier général des communications du gouvernement) — le service de renseignement électronique du Royaume-Uni, basé à Cheltenham — et transmis le contenu des disques durs. Il n'avait fallu que quelques secondes pour remporter une nouvelle petite victoire contre le terrorisme.

*

Depuis l'épisode de Karachi, les « surfeurs » avaient découvert trente-deux autres complots. Ils avaient tous été fomentés par des groupes du Moyen-Orient, d'Asie et des républiques musulmanes de l'ex-Union soviétique. « L'ennemi n'est pas seulement à nos portes électroniques ; il est aussi à l'intérieur du pays », avait déclaré Eliza Manningham-Buller, la directrice générale du MI-5, lors de son dernier discours sur le terrorisme. (Elle a pris sa retraite le 20 avril 2007.) Bien qu'elle ait pris soin de ne citer aucune organisation radicale, le message s'adressait, de toute évidence, aux deux millions de musulmans de Grande-Bretagne.

Pour faire face à l'ennemi au niveau des portes électroniques, sur Internet, Scarlett développa le GRC *(Global Risks Controllerate*/Observatoire des risques internationaux) en réunissant six services déjà existants du MI-6 et les commandants des stations locales au Moyen-Orient, en Europe de l'Est et en Extrême-Orient. Certains agents perdirent leur travail et d'autres démissionnèrent de colère. Le moral commença alors à baisser au sein du MI-6. Des rumeurs se mirent à circuler sur les méthodes qu'employait Scarlett lorsqu'il était à Nairobi et à Moscou. « Sans états d'âme » et « froid » étaient les deux qualificatifs qui revenaient le plus souvent. On racontait qu'à Pretoria il n'avait pas réussi à « protéger correctement » une source précieuse qui disposait de preuves tangibles confirmant que le Pakistan cherchait bien à recruter des scientifiques sud-africains pour travailler sur son programme nucléaire.

Les ragots n'ébranlaient en rien la détermination de Scarlett à remodeler le MI-6. La meilleure preuve de sa réussite était l'argent que recevait le GRC. Celui-ci absorbait une part considérable du budget annuel du MI-6, qui s'élevait à deux milliards et demi de livres (un peu plus de trois

milliards d'euros). Ce financement provenait d'un fonds secret du gouvernement, le SUV *(Single Unified Vote/*Vote unifié exceptionnel), institué pour couvrir les coûts de fonctionnement d'un service de renseignement moderne. Tous les plus grands pays occidentaux disposaient de tels fonds, mais la Grande-Bretagne arrivait en deuxième position, juste derrière les États-Unis, pour ce qui était d'investir des sommes suffisamment importantes pour garantir que ses services secrets ne seraient jamais confrontés à une pénurie pécuniaire.

Entre autres, ce budget permettait au MI-6 de s'offrir la collaboration régulière d'agents secrets de la CIA et du Mossad. On avait également ouvert un bureau du GCHQ, sur Riverside Drive, près du complexe de la NSA *(National Security Agency*/Agence de sécurité nationale), en Virginie. Scarlett y avait placé un agent de haut niveau chargé de fournir des noms de cibles spécifiques du MI-6 à la NSA pour que ses satellites les localisent. Étant donné que la majorité de ces cibles se trouvaient être les mêmes que celles de Fort Meade, il était rare que le problème du coût du repositionnement d'un satellite l'emporte sur les résultats escomptés. Ces liens ombilicaux avec la NSA, la plus grande organisation d'« espions spatiaux » du monde, étaient renforcés par le fait que deux agents du SIS officiaient à la base de la NSA de Menwith Hill, dans le nord de l'Angleterre.

Les incertitudes sur l'avenir auxquelles le MI-6 avait été confronté à la fin de la guerre froide — et qui avaient failli causer la diminution de son budget — avaient totalement disparu avec l'émergence d'Al-Qaïda. Grâce à ses talents de négociateur, Scarlett avait réussi à convaincre le Trésor de mettre fin aux conflits d'arrière-salle qui opposaient les chanceliers aux directeurs du renseignement depuis des années. Ce que Scarlett demandait, il l'obtenait. On recruta du nouveau personnel et on loua de nouveaux locaux à Londres — derrière Harrods, le grand magasin du quartier de Knightsbridge, et sur Sloane Square, là où l'on avait interrogé l'espion renégat Kim Philby. En tout, à partir de son arrivée à la direction, Scarlett parvint à obtenir douze nouveaux bâtiments. L'argent utilisé pour financer cette expansion apparaissait sous une forme déguisée dans les comptes du ministère de la Défense et du Foreign Office (le ministère des Affaires étrangères). Le gouvernement Blair encourageant la sous-traitance, on retrouvait de nombreux agents du SIS retraités dans des cabinets de consultants privés, tels, par exemple, que *Controlled Risle*, qui se

spécialisait dans les négociations relatives aux enlèvements. Ces sociétés fournissaient de très utiles couvertures aux opérations secrètes du MI-6.

Avant l'arrivée de Scarlett à la tête du service, la grande restructuration imposée par la fin de la guerre froide avait déjà eu lieu, et c'était là que le JIC avait décidé d'ajouter le terrorisme et le crime international — narcotiques, espionnage économique et contre-prolifération — à la liste des cibles prioritaires du SIS. Scarlett était convaincu que, pour protéger la Grande-Bretagne des ennemis qui se trouvaient à sa porte, il fallait que l'espionnage traditionnel soit renforcé par la technologie de pointe.

Afin de soutenir les opérations secrètes au Moyen-Orient et, plus particulièrement, en Iran, on construisit une base d'écoute à Ayos Nikolaos, à Chypre. On en améliora une autre, cogérée avec la CIA, sur l'île de Guam, dans l'océan Pacifique, afin de pouvoir mieux surveiller la Chine et la Corée du Nord.

L'idée d'utiliser des entreprises comme « façades » derrière lesquelles les agents du MI-6 pouvaient se cacher était fortement appréciée depuis que, dans les années 1930, le deuxième directeur du service, Hugh Sinclair — un grand cinéphile — avait persuadé Alexander Korda de laisser sa société, London Films, servir de couverture à ses agents. En 1947, on avait acheté les agences de voyages Marshalls et Casuro.

Comme tous les services secrets, le MI-6 était conscient de la valeur de la propagande noire et, après la Seconde Guerre mondiale, son service des achats avait acquis l'agence de presse Britanova pour influencer l'Union soviétique et l'ANA *(Arab News Agency*/Agence de presse arabe) pour faire de même au Moyen-Orient. À la demande de Scarlett, on avait augmenté le nombre de planques à travers le monde et leurs emplacements n'étaient communiqués qu'aux agents qui en avaient besoin. Elles étaient toutes régulièrement entretenues et désinsectisées.

En ce jour de mars, John Scarlett était à la tête d'une organisation d'envergure mondiale, employant deux mille cinq cents personnes à plein temps et deux fois plus de contractuels. Le SIS — dont les activités avaient commencé en 1909 par une opération ne nécessitant qu'un seul homme — avait désormais à sa disposition permanente deux hélicoptères et plusieurs détachements du SBS *(Special Boat Service/*Service spécial de la marine) et du SAS *(Special Air Service*/Service spécial de l'aviation). En plus de *Controlled Risks,* il y avait également *Sandline International,* une société

enregistrée aux Bahamas, sur King's Road, à Londres et, dans la même rue, *Executive Outcomes*. Surnommés les « irréguliers de King's Road », les employés de ces organisations étaient toujours prêts à faire ce que leur demandait le MI-6, sachant que leurs activités seraient protégées par la loi sur les services secrets de 1994.

*

Après les attentats dont Londres a été victime en 2005, la sécurité a été grandement renforcée dans les ports et les aéroports britanniques, ainsi que dans les centrales nucléaires, les terminaux ferroviaires et les plus grands carrefours-ponts. En outre, des policiers armés, des agents du MI-5 et du MI-6, ont été placés auprès des employés du service de l'immigration. Le développement le plus significatif a été la propagation des caméras de surveillance. En 2007, plus de cinq cents millions de livres (environ six cent trente millions d'euros) avaient déjà été dépensés pour installer quatre millions deux cent mille caméras, ce qui représente un cinquième des caméras de surveillance du monde entier. Désormais, chaque édifice gouvernemental dispose de son quota d'objectifs qui transmettent, sans jamais « cligner des yeux », leurs images à une salle de contrôle interne. Afin de prévenir les attentats, les galeries marchandes ont, elles aussi, été équipées. Dans les rues de Londres et de nombreuses autres villes d'Angleterre, en moyenne, chaque personne est filmée trois cents fois par jour. L'ADN de plus de trois millions de personnes a été prélevé et enregistré dans les ordinateurs de la police. On a seulement dit à ces gens : « C'est dans l'intérêt de la sécurité nationale. »

À l'exception de la Chine, aucune nation au monde n'est aussi surveillée. Chaque jour, on utilise suffisamment de pellicule pour faire le tour de la Terre au niveau de l'équateur. Quand on l'estime « justifié », les images sont analysées et stockées pour une éventuelle utilisation ultérieure. Un porte-parole du Home Office a expliqué : « On décide de ce qui est justifié en fonction de critères de sécurité nationale. »

Un réseau de surveillance est consacré à l'identification des plaques minéralogiques : ses caméras permettent de suivre la piste de véhicules utilisés par des terroristes ou des délinquants présumés. Quelles que soient les conditions climatiques, elles peuvent lire quotidiennement cinquante

millions de plaques et transmettre les données aux stations de reconnaissance optique informatisée disséminées dans toute la Grande-Bretagne. Il ne s'écoule que quelques secondes entre la prise du cliché et l'identification de la cible.

Dans cette forêt d'observateurs silencieux se trouvent également des caméras du MI-6. Depuis l'arrivée de Scarlett à sa direction, le service a doublé sa surface filmée. De nombreuses caméras sont disposées aux abords des zones majoritairement musulmanes et reliées à un centre de contrôle dans le sud de Londres. Le bâtiment ressemble à un entrepôt et ne diffère en rien des autres constructions qui bordent la Tamise. Cependant, il est cerné d'une barrière de sécurité conçue pour résister à des attentats à la bombe tels que ceux qui ont lieu à Bagdad et l'on peut distinguer le bourdonnement grave du système d'aération qui, à l'intérieur, refroidit les ordinateurs. Jour et nuit, ces derniers passent des millions d'informations au crible. Ils les associent et les classent avec les autres millions de renseignements contenus dans les bases de données. On peut, par exemple, y trouver les caractéristiques d'un individu : adresse, employeur, banque, salaire, habitudes de consommation. Les e-mails, les fax et les appels téléphoniques sont tous stockés et accessibles en une fraction de seconde.

Les techniciens qui travaillent dans ce bâtiment disposent du plus récent matériel pour convertir les images en 3D, augmenter le contraste entre le sujet et son environnement, ou effacer totalement le décor pour favoriser une inspection plus détaillée lorsque c'est nécessaire. Cet immense centre de contrôle illustre parfaitement les changements de paramètres survenus dans le fonctionnement du renseignement qui, avec l'apparition de la guerre cybernétique, ont marqué le passage du MI-6 de l'espionnage contre l'Union soviétique durant la guerre froide à la lutte contre Al-Qaïda.

La mort du communisme soviétique a signifié la fin d'un ennemi identifiable, le KGB, ainsi que celle de son service associé, le GRU, le renseignement militaire. Ces derniers employaient à peu près les mêmes méthodes que le MI-6 et tous les autres grands services secrets occidentaux, en opérant sur les points chauds du globe : Berlin en 1961, Cuba en 1963 et le Moyen-Orient à partir de 1967. De temps en temps, on entendait parler de leurs activités dans les médias, entre autres, pour des histoires de valises contenant des bombes atomiques ou de missiles à ogive biologique.

Depuis le 11 septembre, c'était Al-Qaïda qui était dans le collimateur des

services secrets. Le M1-5 et le MI-6 avaient, l'un comme l'autre, à leur ordre du jour de surveiller du matériel pouvant être détourné de son usage initial pour fabriquer des bombes « sales », comme, par exemple, les pompes à vide des scanners d'imagerie médicale et les barres d'uranium utilisées dans les hôpitaux.

En 2007, les services secrets consacraient toujours une grande partie de leur travail à rechercher les origines du financement d'Al-Qaïda. L'argent provenait des nombreuses « bonnes œuvres » privées islamistes basées en Grande-Bretagne, qui étaient, elles-mêmes, soutenues par les richissimes princes de la famille royale d'Arabie saoudite. Selon un document du MI-6 de décembre 2006 : « Actuellement plus de trois cents membres de la famille régnante saoudienne versent de l'argent à Al-Qaïda. » Avec leurs grosses maisons bourgeoises au centre de Londres et dans la campagne environnante, les princes étaient membres de la secte wahhabite, qui tire son nom du fondateur extrêmement puritain de l'intégrisme islamique moderne. C'était des comptes que ces milliardaires en pétrodollars détenaient dans les banques de la City que provenait l'argent servant à financer les nouvelles mosquées ou les écoles et les lycées musulmans dans lesquels les imams semaient souvent les premières graines du terrorisme. Chaque fois qu'un prédicateur radical était expulsé, il était aussitôt remplacé. Les auteurs des attentats de Londres étaient issus de ce milieu et cela confortait Scarlett dans son idée que la surveillance était la seule façon de prévenir le danger.

« C'est la meilleure méthode pour découvrir les trésoriers du terrorisme et fermer les lieux où l'on en fait l'apologie », avait-il expliqué au Premier ministre Tony Blair, à la fête de Noël de Downing Street, en 2006. Quelques mois plus tard, une opération du MI-6 avait conduit à la fermeture de la *Jemaah Islamiyah Faith School*, un établissement situé sur un terrain de vingt-deux hectares, en bordure d'un joli village anglais, dans le Sussex. Le prédicateur radical Abou Hamza — qui purge actuellement une peine de sept ans à la prison haute sécurité de Belmarsh, à Londres, pour « apologie de l'assassinat et participation à des activités terroristes » — y avait organisé un camp d'entraînement d'été. C'était lorsqu'un agent du MI-6 avait interrogé un musulman anglais détenu à Guantanamo qu'on avait découvert l'affaire. Le jeune homme était un ancien élève de cette école. L'imam de l'établissement, Bilal Patel, reconnut avoir reçu huit cent mille livres (environ un million d'euros) de riches musulmans vivant en Arabie

saoudite. Cependant, il refusa de donner leurs noms sous prétexte que cela serait « contraire à ses convictions religieuses ».

Peu après le raid de la police sur l'école, une équipe de surveillance du MI-6 identifia quatorze musulmans londoniens ayant des liens avec l'établissement. Parmi eux se trouvait Abou Abdoullah, qui répétait régulièrement lors de ses sermons, dans la célèbre mosquée de Finsbury Park, qu'il adorerait « voir [ses] djihadistes partir tuer des soldats britanniques et américains en Irak ». Les quatorze individus furent arrêtés.

En 2007, ces bons résultats conduisirent à l'installation de nouveau matériel de surveillance. À Londres et dans les autres villes accueillant d'importantes communautés musulmanes, on planta de hauts poteaux d'acier de couleur mate et résistants au climat. Chacun d'entre eux contenait de la fibre optique reliée à une caméra boulonnée au sommet. Chaque caméra était équipée de huit objectifs puissants qui permettaient une vue panoramique. Grâce à un logiciel, ils pouvaient repérer jusqu'à cinquante types de comportement. À partir du moment où une cible était identifiée, un neuvième objectif, situé à la base de la caméra, zoomait pour suivre les moindres mouvements du suspect. La netteté de l'image était garantie par une puce informatique qui ajustait constamment les objectifs, soigneusement nettoyés, pour compenser les gaz d'échappement et toutes les autres formes de pollution.

*

En plus des suspects liés au terrorisme, les caméras du MI-6 gardaient l'œil sur les nombreux agents secrets étrangers qui opéraient à Londres. Certains d'entre eux travaillaient pour les États-Unis, le Canada ou des États membres de l'Union européenne, sous immunité diplomatique, et étaient souvent enregistrés à leurs ambassades comme troisièmes secrétaires ou attachés de presse. D'autres dirigeaient des missions commerciales ou des offices de tourisme. Dans une liste qui circulait dans le milieu du renseignement, il était noté qu'ils provenaient de nations « amies ». Certains s'étaient « signalés » au Home Office comme agents des services secrets et n'étaient soumis qu'à une surveillance minimale.

Les espions travaillant pour des pays avec lesquels la Grande-Bretagne entretenait de moins bons rapports, tels que les agents de l'ambassade de

Syrie, figuraient sur la liste des individus qu'il fallait soumettre à une surveillance rapprochée, y compris électronique. Sur cette même liste se trouvaient également les cinquante-deux agents des services secrets de Russie fédérale, qui constituaient un quart du personnel de leur ambassade. Aucun d'entre eux ne s'était « signalé ».

Grâce à ce que le MI-6 appelait la « surveillance intermittente », les agents avaient remarqué que les espions russes recherchaient des armes biologiques que le KGB avait secrètement cachées dans la campagne anglaise durant la guerre froide. Selon le docteur Alexander Kouzimov — qui a occupé de hautes fonctions dans le programme d'armement biologique russe, Biopreparat, et s'est installé en Nouvelle-Zélande après l'effondrement de l'Union soviétique —, les fioles de virus mortels contenaient ceux de l'Ebola, de l'anthrax et de la variole. Il affirmait également que certaines d'entre elles étaient conçues pour diffuser des toxines « permettant de contrôler les émotions humaines et capables de générer des sentiments incontrôlables de peur et de panique chez la population ».

Kouzimov assurait n'avoir jamais su où les fioles avaient été déposées. Cependant, il révéla que l'opération avait été supervisée par une femme, agent du KGB, dont le nom de code était Rosa et qui était venue travailler en Angleterre sous la couverture de microbiologiste de recherche. Selon Kouzimov, sa véritable tâche consistait à repérer des cibles telles que des réservoirs et des centres de recherche pharmaceutique ou biologique. Malgré de scrupuleuses prospections, on ne trouva pas de trace Rosa dans les tonnes de dossiers sur le KGB dont disposait le MI-6. Mais, au début de l'année 2007, une voiture dont la plaque minéralogique portait le préfixe attribué à tous les véhicules diplomatiques russes — 2480 — fut repérée dans le Wiltshire, près de Porton Down, le centre de recherche biologique britannique. Kouzimov confirma : « Cet établissement aurait certainement pu être une cible en cas d'attaque biologique soviétique. » Il supposa que la voiture était probablement là « pour récupérer des preuves embarrassantes mais qu'il [était] possible que, si elles étaient localisées, les fioles soient vendues à un groupe terroriste ».

La crainte qu'Al-Qaïda soit en train de planifier un attentat en Grande-Bretagne augmenta quand Meir Dagan, le directeur général du Mossad, envoya à Scarlett — ainsi qu'à plusieurs autres chefs de services secrets

européens — un document où il concluait ainsi : « Al-Qaïda sera bientôt en mesure de créer des agents biologiques fabriqués artificiellement et susceptibles de répandre une maladie à une échelle inédite. Il est impératif de vérifier, au plus vite, le passé de tous les étrangers venus étudier la chimie et la biologie dans vos universités. La science qu'on leur enseigne peut être adaptée pour fabriquer les armes les plus effrayantes du monde. »

Le MI-6 avait de plus en plus de mal à repérer les espions de la République populaire de Chine. En 2007, seule une poignée des quarante-sept agents identifiés étaient basés à leur ambassade. Les autres agissaient sans couverture diplomatique : employés dans les banques chinoises de la City, étudiants ou importateurs d'un quelconque produit — un grand classique de l'espionnage. Leur principale tâche consistait à obtenir des informations économiques, industrielles et militaires. Les campus universitaires et les fournisseurs de l'armée avaient été avertis de la menace que représentaient les espions chinois toujours en quête de renseignements sur l'armement et la technologie britanniques. Mais chaque fois qu'un espion était découvert, et généralement expulsé, il semblait toujours y en avoir des tas d'autres pour le remplacer.

Le développement d'Internet permettait au service de renseignement chinois, le CSIS, de travailler encore plus facilement à l'échelle mondiale et coïncidait avec la signature d'un important accord entre Israël et Pékin, « obligeant les deux parties à travailler conjointement aux investigations en cas de fuite et permettant à la Chine et Israël de monter des opérations ensemble ». Cette perspective mettait le MI-6 mal à l'aise.

Au début du mois de février 2007, Scarlett envoya des agents au centre de recherche nucléaire top secret américain de Los Alamos, près d'Albuquerque, au Nouveau-Mexique, pour voir si les secrets du *Trident*, le nouveau sous-marin nucléaire britannique, faisaient partie de ceux qui venaient juste d'être volés dans l'établissement. Suite à un accord secret passé durant la guerre froide entre Londres et Washington, les renseignements concernant les armes nucléaires britanniques étaient stockés à Los Alamos, car on craignait, à l'époque, que l'Union soviétique détruise l'arsenal nucléaire britannique lors d'une frappe préventive.

Le vol des disques hautement classifiés avait été découvert lors d'une opération de « routine » de la police du centre, qui recherchait de la drogue à l'intérieur de Los Alamos. Quelques heures plus tard, une équipe du FBI

fit une descente sur ce qu'elle décrivit comme « un mobil-home complètement pourri » proche du complexe. La caravane appartenait à un dealer bien connu, qui approvisionnait certains employés de Los Alamos. Mais, sous un matelas, les policiers trouvèrent des disques sur lesquels on pouvait lire « informations hautement classifiées ». Ils avaient été subrepticement sortis par une technicienne de la division X, dont les locaux étaient profondément enterrés et à laquelle on ne pouvait accéder qu'avec une carte magnétique dont les codes étaient changés quotidiennement. C'était là que l'on conservait les secrets britanniques concernant le *Trident.* La femme maintint qu'elle n'avait montré les disques à personne et qu'ils n'avaient pas été copiés. Malgré des interrogatoires intensifs, elle s'en tint à cette version. Finalement, elle fut accusée de vol de propriété du gouvernement. Les agents du MI-6 rentrèrent chez eux sans savoir si les disques avaient été copiés ou non. Lors d'un entretien téléphonique, Michael Anastasia, le directeur de Los Alamos, m'a confié : « Mon aptitude à aborder ce sujet est toujours limitée par la gravité des faits. Les implications internationales vont très loin. » David Dastych, un vétéran de la CIA, spécialisé dans le terrorisme nucléaire, a ajouté : « Nous ne devons pas oublier que ce sont les Chinois qui ont volé les plans de la bombe à neutrons dans des laboratoires américains. »

*

En tout, en 2007, il y avait plus d'une centaine d'espions étrangers à Londres. Il y avait, parmi eux, deux agents de la Dina *(Dirección de inteligencia nacional*/Direction nationale du renseignement), les services secrets chiliens ; trois agents du NIB *(National Intelligence Bureau*/Bureau national du renseignement) de Birmanie ; et six agents du SASS *(South-African Secret Service*/Services secrets sud-africains), dans leurs bureaux bien situés, avec vue sur Trafalgar Square. Le Mossad avait sa base à l'ambassade d'Israël, dans le quartier de Kensington. Dans la banlieue nord, l'unique espion de la Corée du Nord travaillait officiellement comme deuxième secrétaire de son ambassade. Il était régulièrement invité aux soirées du Foreign Office, de Buckingham ou des légations étrangères qui célébraient leur fête nationale. Avec sa redingote, le Nord-Coréen ne passait pas inaperçu. Scarlett, qui l'avait rencontré à un cocktail organisé pour la

fête nationale canadienne, avait remarqué qu'il lui faisait penser à Oddjob, le serviteur dans le film de James Bond, *Goldfinger*. Cuba, le Soudan et la Zambie avaient un espion chacun. Ceux-ci transmettaient leurs messages par la valise diplomatique alors que le MI-6 savait depuis longtemps qu'ils les rédigeaient surtout à partir d'informations publiées dans la presse britannique. Les espions du MITI, l'agence japonaise chargée de recueillir des renseignements économiques et commerciaux, ceux de l'Argentine, du Mexique et des autres nations sud-américaines étaient tous présents à Londres. Pour une bonne partie d'entre eux, c'était une affectation qui offrait un mode de vie agréable en dehors des moments où il fallait rassembler des données.

L'Irlande avait un membre de sa petite agence de renseignement à son ambassade. Il avait contribué à identifier cinq groupes terroristes islamistes, liés à Al-Qaïda, basés à Dublin. Il s'agissait du *Djihad* égyptien, *d'Al-Gamaa Al-Islamiyah*, du Groupe islamique armé algérien, du Hamas et du *Djihad* palestinien. On savait qu'ils apportaient tous « un soutien financier et logistique à d'autres organisations terroristes à l'étranger ». Les noms des deux cents membres de ces groupes étaient dans les ordinateurs du MI-6, ainsi que toutes les informations les concernant. Une fois de plus, les services secrets irlandais avaient été les premiers à tirer la sonnette d'alarme. Ils avaient signalé qu'on recrutait de jeunes musulmans, originaires du Moyen-Orient et d'Asie, employés dans l'industrie informatique irlandaise, alors en plein essor. Le but était de les envoyer au Pakistan pour y apprendre les techniques nécessaires à la pratique du terrorisme cybernétique ; une forme d'offensive qui pourrait gravement perturber le fonctionnement des aéroports, des centrales énergétique et des réseaux de communication britanniques. Le MI-6 avait alors dressé une liste des suspects à surveiller dont une copie avait été envoyée à la station d'Islamabad. De là, elle avait été transmise aux services de renseignement pakistanais. Trois musulmans basés en Irlande furent arrêtés en 2007.

Les liens d'Al-Qaïda avec le terrorisme irlandais remontaient à l'an 2000, époque à laquelle le trésorier de l'organisation islamiste, Hamid Aich, opérait depuis Dublin. Cet Algérien, mince, élégant et à la beauté ténébreuse, avait trois adresses dans les banlieues chic de la ville. À partir de celles-ci, il avait organisé le financement des attentats du 11 septembre par le truchement de la *Mercy Relief Agency*, une organisation caritative islamique qui servait de façade à Al-Qaïda. Aich avait quitté l'Irlande juste

quelques jours avant la catastrophe. Il a été tué en Afghanistan, lors d'un raid aérien américain dans les montagnes de Tora Bora, durant la traque d'Oussama Ben Laden.

Scarlett dînait régulièrement avec le chef de la station londonienne de la CIA, généralement dans une salle privée du Traveller's Club. La plupart des ennemis de Scarlett estimaient que c'était là l'occasion de partager un secret ou de ternir discrètement une réputation. Les ennemis en question étaient des politiciens et des agents mécontents, pour qui le MI-6 avait fait du secret une fin en soi dans le seul but de protéger ses activités et que Scarlett était expert en la matière. Ce qui était déjà plus certain, c'était que les deux hommes partageaient la profonde conviction que l'Union européenne, particulièrement l'Allemagne, avait fourni ce que Scarlett appelait « la base de rassemblement arrière qui [avait] conduit à une décennie de terrorisme islamiste ». Certains des pilotes d'Al-Qaïda qui avaient participé aux attentats du 11 septembre venaient de Hambourg.

Dans l'intimité de la salle à manger privée, les maîtres espions pouvaient utiliser le jargon de leur profession : *« play-back »*, le fait de diffuser de fausses informations dans la presse ; « *flap potential* » (potentiel d'agitation), le risque, pour des services secrets, de se trouver embarrassés par la révélation de ses activités illégales ou discutables ; « *to discard* » (se défausser), exposer un informateur afin d'en protéger un autre plus important. Il existait tout un lexique de termes comme ceux-ci. Selon Richard Tomlinson : « Au MI-6, l'apprentissage du jargon faisait partie des premières leçons qu'un agent devait maîtriser. Une fois qu'on le maîtrisait, on nous disait de ne jamais l'utiliser qu'entre nous et uniquement en situation sûre, car cela risquait de nous faire identifier comme espions. Il nous fallait connaître environ deux mille expressions employées par la CIA, le Mossad, les Français et, bien sûr, les Russes. » Après son expulsion de Russie, Scarlett avait régulièrement fait des exposés sur les expressions russes, et Tomlinson se souvenait en avoir notées deux dans son carnet : *duboc* (boîte morte) et *flashi* (transfuge).

Là, en ce début du mois de mars 2007, la plus importante opération impliquant un transfuge depuis que Scarlett était arrivé à la tête de du MI-6 venait de toucher à sa fin.

II

Le vol du faucon

En ce matin glacial du 11 décembre 2006, un 737 de passagers d'Iran Air décolla de l'aéroport de Chiraz, au pied des monts Zagros. La cabine était remplie, à l'exception du premier rang qui n'était occupé que par une seule personne. Le général Ali-Reza Asgari avait embarqué en dernier et serait le premier à descendre, une prérogative due à son rang. Avec ses cheveux noirs et sa moustache bien taillée, il ne paraissait pas ses cinquante-sept ans, qu'il avait récemment fêtés avec les deux épouses que la loi musulmane l'autorisait à avoir. Après cela, il avait quitté Téhéran et pris un vol pour Chiraz, son lieu de naissance, afin de se rendre sur la tombe de ses parents. Ce serait la dernière fois qu'il leur rendrait hommage, qu'il verrait les montagnes aux sommets enneigés sous le 737 ou qu'après l'atterrissage, il apercevrait le cours d'eau, appelé Chatt-el-Arab, qui sépare l'Iran de l'Irak.

Suite au renversement de Saddam Hussein, de nombreuses patrouilles américaines et des forces de coalition sillonnaient les voies maritimes afin d'empêcher la contrebande d'armes entre l'Iran et les insurgés chiites irakiens. Une ligne invisible séparait les côtes iraniennes des côtes irakiennes. Les gardes révolutionnaires patrouillaient à bord de canonnières puissantes et bien armées du côté iranien. Il y avait déjà eu plusieurs incidents entre les deux armées, dont la capture d'une patrouille de la Royal Navy, que l'Iran accusait d'être entrée dans ses eaux territoriales. Grâce à d'intenses pressions diplomatiques, les marins avaient été relâchés. Le général Asgari faisait partie des officiers de haut niveau qui avaient conseillé qu'il en soit ainsi après avoir tiré le maximum de propagande de la situation.

Au sein du régime théocratique et hermétique de l'Iran, il avait joué un rôle significatif dans la fomentation de la révolution islamiste par le terrorisme et, ce qui était encore plus important, dans la protection de l'inexorable progression du pays vers la fabrication d'une bombe atomique. Ce processus avait atteint le stade où il était considéré comme une menace capitale pour Israël, ainsi que pour son allié, les États-Unis. Le programme

nucléaire de la Corée du Nord n'avançait que lentement, car le pays était proche de la famine, et à cause de l'inquiétude croissante de sa voisine, la Chine, qui avait fini par admettre que Washington avait raison d'affirmer que le régime de Pyongyang était dangereusement versatile. Si les pays occidentaux avaient accepté, non sans réticence, que le Pakistan s'équipe en armement nucléaire, c'était surtout parce que ses missiles étaient tournés vers l'Inde, son ennemi traditionnel, et non vers eux. Mais depuis que la République islamique d'Iran avait annoncé, en octobre 2003, qu'elle avait secrètement fabriqué de l'uranium hautement enrichi à usage militaire, le régime des mollahs était devenu plus dangereux et imprévisible que jamais.

Le danger que représentait un Iran doté de l'arme atomique avait déjà spectaculairement ébranlé la balance du pouvoir au Moyen-Orient, ce qui avait alarmé Washington et Londres. Israël avait menacé de lancer un assaut préventif contre le principal site nucléaire iranien, à Natanz, où des centaines de scientifiques et de techniciens travaillaient, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, pour produire de l'uranium enrichi. En tout, huit autres sites étaient en train d'œuvrer à la constitution de l'arsenal nucléaire du pays. À Saghand, des mineurs excavaient des tonnes d'uranium, qui étaient ensuite envoyées à Arkadan afin d'y être purifiées puis enrichies à Natanz. Il y avait également des réacteurs à Arak, Bushehr et Téhéran. Asgari était l'une des rares personnes à être informées de l'état de la production sur les sites et du moment où l'Iran serait en mesure d'attaquer Israël.

Avant de s'envoler pour Chiraz — où il s'était rendu sur la tombe de ses parents en décembre —, Asgari avait appris que l'Amérique projetait d'attaquer l'Iran. Des missiles de croisière Tomahawk seraient tirés depuis des navires et des sous-marins de l'US Navy, installés dans le Golfe, et viseraient les dispositifs de défense aérienne et les sites nucléaires iraniens. Les Tomahawk sont conçus pour que l'on puisse modifier leur trajectoire en vol, de manière à pouvoir être dirigés vers une autre cible lorsque celle qui était prévue initialement a déjà été atteinte. Des bombardiers furtifs B2 de l'aviation américaine, tous équipés de bombes « bunker buster » de plus de deux tonnes, décolleraient depuis la base de l'US Air Force de Fairford, dans le Gloucestershire, en Angleterre. Chacune des bombes pouvait traverser six mètres de béton armé.

Tout cela avait été discuté à Londres, lors d'une réunion au ministère de la Défense dirigée par le général Sir Michael Walker, le chef d'état-major de

la Grande-Bretagne. Il y avait été déterminé qu'à l'exception de la Grande-Bretagne et des États-Unis, seul Israël pourrait participer à l'attaque. Les cent vingt missiles de ses trois sous-marins *Dolphin Class* — qui se trouvaient dans le Golfe — pourraient cibler les défenses aériennes du site nucléaire. Sur le plan diplomatique, l'attaque serait probablement soutenue par l'Australie et la Pologne et, peut-être, par l'Allemagne, la France et l'Espagne. On était moins sûr des positions qu'adopteraient les autres pays européens. Cependant, on savait qu'un assaut pourrait déclencher des représailles dévastatrices contre les huit mille cinq cents soldats américains basés en Irak, et que l'Iran cesserait certainement de fournir du pétrole aux pays occidentaux. Il y aurait une augmentation des attentats-suicides contre Israël, et la Chine et la Russie entreraient en confrontation avec l'Occident.

Le fait que le respecté *Daily Telegraph* ait publié la nouvelle n'étonnait pas Asgari. Cela faisait longtemps qu'il savait que la désinformation faisait partie intégrante de l'espionnage. N'était-ce pas ce qu'était l'article ? Ce qui le surprenait, c'était que le MI-6 cherche à le tester, à le faire douter de son propre jugement ; c'est-à-dire qu'il faudrait à l'Iran « au moins encore trois ans pour fabriquer une bombe atomique ». Il savait que cela dépendrait beaucoup du fait qu'on le croie ou non.

Asgari avait la vingtaine durant les dernières années du règne du shah et de ses tentatives manquées de moderniser la nation. Alors que le pays possédait dix pour cent des réserves de pétrole mondiales, la majorité des Iraniens vivaient exactement comme leurs ancêtres médiévaux ; des millions d'entre eux n'avaient ni électricité, ni eau courante, ni routes goudronnées. Le besoin de changement avait fini par propulser l'ayatollah Khomeini au pouvoir, quand il était rentré de Paris, en 1979, en prêchant avec la ferveur d'un nouveau prophète.

Asgari était devant le Majlis, le Parlement iranien, quand Khomeini avait été nommé *faqih,* le titre donné aux juristes religieux de la nation, et qu'il s'apprêtait à demander aux érudits musulmans d'enseigner au peuple la véritable signification du *velayat-e faqih* — une doctrine si rigoureuse que même les douze apôtres du culte chiite ne l'avaient pas prêchée. La consommation d'alcool était punie par la flagellation publique, et l'adultère par la lapidation à mort. Ces châtiments étaient infligés par les gardes révolutionnaires. Résolu à trouver sa place dans le nouveau régime, Asgari avait réussi l'examen d'entrée de l'université de Téhéran. Il était le premier

de sa famille à faire des études supérieures. Trois ans plus tard, une licence d'anglais et d'arabe en poche, il s'était engagé dans les services secrets de la Garde. Il n'avait pas tardé à retrouver des membres survivants du célèbre service de sécurité du shah, la Savak *(Szmn-e Ettel't va Amniyat-e Keshvar).* Une fois pris, ces derniers étaient soulevés par une grue, au bout d'une corde, et on les laissait mourir d'étranglement en public.

Étape après étape, Asgari était monté dans la hiérarchie du renseignement et on l'avait transféré au Vevak, dont il avait fini par devenir l'un des directeurs de service en 1983. La même année, on l'avait envoyé à Beyrouth en tant qu'agent de liaison entre la Garde révolutionnaire et le Hezbollah. Il était arrivé dans une ville qui avait jadis fait la fierté de la France coloniale mais tombait maintenant en ruines. La livre libanaise avait aussi peu de valeur que le mark dévalué de la République de Weimar. Au-dessus de la rue Hamra, dans la banlieue ouest, de la corniche du front de mer jusqu'aux ruelles de Kantari, à l'est, flottait le drapeau du Hezbollah. Asgari avait constaté que les stratèges de l'organisation étaient fermement déterminés à voir la ville — comme le Liban tout entier — irréversiblement détruite. Le Hezbollah s'élèverait alors des ruines et revendiquerait le territoire pour l'Iran. C'était pour contribuer à rendre cela possible qu'Asgari était là.

Il expliqua alors aux dirigeants du Hezbollah qu'ils devraient commencer par prendre des otages étrangers. L'un des premiers fut le chef de la station beyrouthine de la CIA, William Buckley. Dans la matinée du vendredi 16 mars 1984, alors que les imams appelaient leurs fidèles à la prière, Buckley fut kidnappé dans son appartement-terrasse, dans l'ouest de la ville. Après quatre cent quarante-quatre jours de captivité et de torture, le 3 juin 1985, le chef espion mourut dans sa cellule enfouie sous les ruines. Le Hezbollah annonça sa mort par un communiqué de presse.

Asgari apprit aux artificiers du Hezbollah à étudier les photos d'une cible et à déterminer la quantité exacte *d'hexagon,* un explosif volatil, qu'il fallait ajouter à la nitroglycérine, tout aussi instable, pour obtenir le résultat escompté. Tout en les regardant agir comme le faisaient autrefois les alchimistes et les écoutant parler une langue regorgeant de mots annonciateurs de mort — oxydant, désensibilisateur, plastifiant et dépresseur de point de congélation —, il leur montra comment sélectionner la quantité d'explosifs nécessaire pour pulvériser un parking souterrain ou

une tour. Pour la destruction de la base des marines, près de l'aéroport de Beyrouth, Asgari recommanda la composition B, un mélange standard, composé de soixante pour cent de RDX (un explosif qui renforce la puissance de la bombe) et de trente-neuf pour cent de TNT. Il fallait y ajouter un pour cent de cire pour envelopper et désensibiliser l'explosif suffisamment longtemps pour que le chauffeur adolescent ait le temps de jeter son camion contre la cible. Il expliqua aux dirigeants du Hezbollah qu'il savait qu'à Téhéran le massacre serait acclamé et leur rappela qu'ils s'étaient lancés dans cette guerre parce que leurs ennemis avaient manqué aux principes sacrés de leur dieu. Plus tard, l'une de ses dernières actions à Beyrouth consista à organiser le transfert à Téhéran du pilote israélien Ron Arad, dont l'avion avait été descendu dans le sud du Liban par les forces aériennes syriennes.

En rentrant à Téhéran, Asgari découvrit qu'il avait été promu directeur adjoint du Vevak. Il se rendit alors à Damas et dans plusieurs autres capitales pour y parler d'un centre d'intérêt commun : la façon dont l'Iran pouvait continuer de promouvoir le terrorisme. Il alla ensuite en Égypte, en Tunisie et en divers autres points de l'est du Bassin méditerranéen. Mille ans plus tôt, dans ces régions, les chiites avaient régné en paix auprès de leurs frères sunnites jusqu'à ce qu'un schisme les divise durant les premiers siècles de l'islam. À en croire ce qu'Asgari expliquait aux autres chefs de services secrets, cet événement avait ouvert la voie à des hordes d'infidèles. Il assurait à ses hôtes que lorsque l'Iran aurait sa bombe nucléaire, l'ennemi sentirait sa chaleur, surtout en Israël.

Trois mois avant son retour de Chiraz à Téhéran, Asgari avait été convoqué dans le bureau privé de Mahmoud Ahmadinejad. Autour d'un café et de quelques gâteaux, dans son palais, le président lui avait appris qu'une nouvelle responsabilité lui incombait : découvrir le traître qui se cachait dans l'équipe du programme nucléaire. Il lui avait expliqué que, la nuit précédente, il avait fait un rêve dans lequel l'un des milliers de scientifiques et de techniciens qui travaillaient sur les sites nucléaires avait été soudoyé — soit par les Israéliens soit par les États-Unis — pour saboter la première bombe atomique du pays. Il fallait absolument le trouver. Tout ce dont Asgari aurait besoin pour cela serait mis à sa disposition.

À aucun moment, le président Ahmadinejad n'avait soupçonné le général Ali-Reza Asgari d'être ce cheval de Troie, un espion qui travaillait

désormais pour le MI-6.

*

C'était Asgari qui avait fait le premier pas. Ce phénomène s'était souvent produit durant la guerre froide, mais il était inhabituel qu'un espion du Moyen-Orient offre ses services et, encore plus, quelqu'un du statut d'Asgari.

Pour vérifier les motivations de ce dernier, on avait commencé par demander au chef de station du MI-6 de fournir le maximum de détails sur son passé, et cela avait répondu à certaines des questions posées par Londres. De l'avis général, Asgari était un agent extrêmement professionnel. On ne savait pratiquement rien de sa vie familiale, si ce n'est que son mariage semblait heureux et qu'il vivait dans le confort correspondant à son statut social. Il fallait faire d'autres vérifications. Scarlett redoutait que, faute de réponse rapide, Asgari propose ses services à une agence de renseignement étrangère ; la CIA, les services secrets français ou le BND allemand ne se feraient certainement pas prier pour l'accueillir. D'après ce que l'on avait découvert sur lui, Asgari avait probablement réfléchi longuement et sérieusement avant de décider de passer à l'Ouest. Apparemment, jusqu'alors, il avait toujours été d'une loyauté exemplaire envers son pays. S'était-il jeté dans les bras du MI-6 par pur intérêt personnel ou pour une raison encore inexpliquée ?

Il n'y avait qu'une façon de le savoir : on lui organisa un rendez-vous en tête à tête avec son contrôleur (son contact et superviseur au MI-6). Une fois de plus, on n'a jamais rien su du moment et de l'endroit de cette rencontre. L'agent du MI-6 chargé de l'interrogatoire avait la réputation d'avoir les mêmes compétences que le légendaire Jim Skardon, qui avait réussi à faire cracher à l'atomiste Klaus Fuchs les raisons pour lesquelles il avait trahi son pays en faveur du KGB.

Durant cette entrevue, il fut convenu qu'Asgari serait appelé « le Faucon ». Les codes et les méthodes de communication furent établis, les horaires de contact décidés, et les conditions financières entendues. On avait beaucoup réfléchi aux sommes qui lui seraient versées : trop d'argent lui donnerait l'impression qu'on n'attendait que lui et un montant insuffisant

pourrait l'offenser.

Peu à peu, on comprit pourquoi il souhaiter aider. Il considérait que l'Occident ne pouvait plus tolérer l'extrémisme des dirigeants iraniens. Il aimait son pays mais il ne voulait pas voir son peuple endurer ce qu'avait subi l'Irak. Après s'être maintes fois fait prendre à mentir par l'Agence internationale de l'énergie atomique, le gouvernement continuait à traîner la jambe et à ne pas tenir ses engagements. Mais l'Occident n'autoriserait jamais un Iran nucléarisé — une théocratie à plusieurs strates, dotée de bombes atomiques — à se développer. Asgari avait conclu en expliquant simplement qu'il voulait aider à empêcher son pays de continuer à courir, tête baissée, vers la destruction. Pour cela, il était prêt à révéler tout ce qu'il savait.

*

Seuls les plus hauts membres du MI-6 savaient exactement où, quand et par qui il avait été recruté. Au début, ils s'étaient demandé si ses motivations étaient financières ; ce qui était assez courant dans les cas des transfuges. Se pouvait-il qu'il redoute que la CIA et le Mossad soient sur le point de faire ce qu'ils avaient fait au Liban et qu'il se dise qu'en proposant ses services au MI-6, il pourrait négocier sa sécurité en échange d'informations fiables ? C'était une possibilité. Comme tant d'autres, ces questions lui furent posées.

Les réponses d'Asgari s'avérèrent une mine de renseignements, à commencer par une information concernant un changement important à la direction d'Al-Qaïda qui avait eu lieu à la fin du mois d'octobre 2006. Juste avant de rencontrer son contrôleur, Asgari avait rencontré Mohammad Khalil al-Hakaymah, qui venait d'être nommé chef du renseignement d'Al-Qaïda, chargé de coordonner ses plus importants attentats et d'entraîner ses agents à infiltrer les services secrets étrangers. Al-Hakaymah se targuait de pouvoir apprendre à ses recrues comment déjouer les détecteurs de mensonges et utiliser des poisons biologiques ou chimiques. Sur le plan hiérarchique, il était désormais juste en dessous d'Ayman al-Zawahiri, depuis longtemps sous-chef de l'organisation. Les deux hommes étaient nés dans les bas-fonds du Caire et avaient, l'un comme l'autre, été recrutés par Ben Laden. Al-Zawahiri restait le stratège officiel d'Al-Qaïda et al-

Hakaymah était chargé d'analyser les méthodes des services secrets occidentaux. Son arrivée dans les hautes sphères d'Al-Qaïda était un signe évident de la sophistication avec laquelle l'organisation allait conduire ses futures opérations.

Une autre révélation d'Asgari, relative à une autre arrivée dans la structure de commandement d'Al-Qaïda, en disait aussi long. Saïf al-Adel faisait le lien entre l'organisation et le régime de Téhéran et avait réussi à devenir très proche du président Mahmoud Ahmadinejad. D'autre part, il partageait une maison bourgeoise, dans la banlieue ouest de la ville, avec deux fils de Ben Laden, Saad et Mohammed, pour qui il était une sorte de mentor.

Saïf al-Adel avait été colonel dans les forces spéciales égyptiennes avant de rejoindre Al-Qaïda, dans les années 1980, pour combattre avec les moudjahidine contre l'armée soviétique en Afghanistan. Depuis les attentats du 11 septembre, son nom figurait sur les listes des terroristes les plus recherchés du FBI et de la CIA. Il était accusé d'avoir contribué à la planification de l'assassinat de dix-huit soldats américains en Somalie, en 1993, et à des attentats au camion piégé contres les ambassades des États-Unis, au Kenya et en Tanzanie, en 1998.

Al-Adel avait donné de nombreuses informations à Asgari sur la mauvaise santé de Ben Laden : son problème rénal exigeait des dialyses régulières et une surveillance médicale constante. Cependant, al-Adel avait bien insisté sur le fait que Ben Laden n'avait rien perdu de sa capacité à occuper une position prédominante, non seulement en tant qu'homme le plus recherché de la planète mais également pour ce qui était de s'assurer de rester une figure héroïque pour des millions de musulmans. Il savait, en effet, qu'il ne devait pas uniquement sa popularité au fait d'avoir toujours réussi à échapper à la capture mais aussi à sa réputation de probité, d'austérité et de dignité, qui contrastait totalement avec la mauvaise gestion, à la limite de l'incompétence, de nombreux régimes arabes.

Asgari avait été franc en ce qui concernait son opinion sur Ben Laden : il admirait la manière dont le terroriste avait su résister à la tentation de la richesse personnelle et faire preuve de patience, d'un excellent sens stratégique et d'exceptionnelles aptitudes au commandement. Selon son contrôleur, cette apologie reflétait simplement la considération que peut éprouver un professionnel pour un ennemi compétent et avait pour mérite

de présenter l'homme qui avait propulsé le *djihad* à l'échelle mondiale sous un jour différent.

Asgari continua à fournir des renseignements de valeur qui, entre bien d'autres choses, soulevèrent des questions quant à l'engagement de Musharraf, le président du Pakistan, à lutter contre le terrorisme. Le transfuge révéla que de nombreux médecins pakistanais avaient été envoyés en Afghanistan pour soigner les combattants talibans blessés et les faire passer au Pakistan pour les opérer, notamment dans les principaux hôpitaux de Quetta. Musharraf avait personnellement envoyé un message de félicitations aux médecins.

On demanda au commandant du MI-6 à Islamabad de vérifier si cette allégation était vraie et il découvrit que tel était bien le cas. Il trouva des patients portant le turban taliban à divers stades de leur convalescence. Certains se vantaient ouvertement d'être guéris et de s'apprêter à retourner sur les champs de bataille afghans. Cette nouvelle donnait de la crédibilité à une autre affirmation d'Asgari, selon laquelle ses propres agents avaient découvert que des dirigeants talibans, dont le mollah Omar, vivaient dans la campagne pakistanaise sous la protection des services secrets du pays.

Quelques semaines plus tard, Asgari avait déclaré que la *Continuing IRA*, le groupe terroriste extrémiste irlandais, apportait son expertise pour superviser la fabrication de bombes ultrasophistiquées, destinées à être placées sur les bords de routes, dans trois manufactures d'armes, à Lavizan, dans la banlieue de Téhéran. Les terroristes irlandais s'étaient d'abord rendus à Francfort, d'où ils avaient pris un vol pour Damas. Ensuite, un avion de l'armée iranienne les avait conduits à Téhéran. À l'époque où leurs bombes avaient été utilisée durant les conflits en Irlande du Nord, elles avaient tué et blessé de nombreux soldats britanniques et semé la terreur dans les rues de Belfast. Durant l'été 2006, grâce au macabre talent de leurs fabricants, les bombes du Hezbollah étaient devenues efficaces contre l'armure israélienne. Adaptées pour être tirées par des lance-missiles antichars, elles devenaient des boules de feu qui se déplaçaient à la vitesse de deux mille mètres par seconde avant de frapper les tanks israéliens. Asgari expliqua qu'elles partaient, par bateau, d'Irak et d'Afghanistan, et passaient par la Syrie avant d'arriver dans le sud du Liban.

Une fois de plus, à Londres, on vérifia ses affirmations et on les compara avec le contenu des nombreux dossiers qu'avait le MI-6 sur les activités de

la *Continuing IRA.*

Ce n'était pas la première fois que l'organisation monnayait son savoir-faire en matière de fabrication de bombes. En 2001, trois de ses membres s'étaient rendus en Colombie pour y entraîner les FARC. Arrêtés par le DAS, le service de renseignement national, grâce à un tuyau du MI-6, ils avaient été condamnés à de longues peines d'emprisonnement par le tribunal de Bogota mais les terroristes locaux les avaient aidés à s'évader. Ils avaient ensuite réussi à rentrer en Irlande. Le gouvernement colombien avaient demandé leur extradition afin qu'ils purgent leur peine, mais Dublin avait refusé.

Des agents du renseignement espagnol avaient également appris que, vers la fin de l'été 2006, des membres de la *Continuing IRA* avaient rencontré les terroristes d'un groupe sud-africain appelé le PAGAD. Ayant d'abord porté le nom de *People against Gangsterism and Drugs* (le Peuple contre le banditisme et la drogue), l'organisation s'était formée en 1995 dans le but d'éradiquer les dealers des rues d'Afrique du Sud. Mais son idéologie avait changé sous l'influence des musulmans du pays — dont le nombre s'élevait à plus d'un million — et elle s'était mise à entretenir des liens étroits avec le régime de Téhéran. Les rencontres avec la *Continuing IRA* avaient eu lieu à Sotogrande, dans le sud de l'Espagne, l'une des destinations favorites des touristes irlandais. Les agents espagnols avaient découvert que le PAGAD voulait que les terroristes viennent en Afrique du Sud pour y travailler dans leurs camps d'entraînement, dans l'arrière-pays de Durban, mais que l'affaire n'avait pas été conclue, faute d'accord sur les conditions financières.

Le contrôleur d'Asgari pouvait se réjouir de la qualité et de la régularité des informations que lui donnait le Faucon.

*

Évidemment, comme toutes les relations de ce type, celle-ci avait été compliquée dès le début, car le MI-6 voulait qu'Asgari reste en Iran ; il avait trop de valeur pour seulement changer de camp. Étant donné l'ampleur que prenait la crise relative au programme nucléaire iranien, le MI-6 avait absolument besoin de renseignements extrêmement récents. Pour Asgari, cela augmentait considérablement les risques, car il pouvait commettre une

erreur fatale. La priorité de son contrôleur était donc que cela ne se produise pas.

Ari Ben-Menashe, qui s'est occupé de plusieurs informateurs du Mossad, m'a expliqué ce que cela impliquait : « Quand vous demandez à un informateur de travailler pour votre service, vous ne lui dites que ce qu'il a besoin de savoir, pour sa propre sécurité comme pour la vôtre. Vous voulez connaître ses secrets, mais vous ne lui révélez pas les vôtres — ou, si c'est vital pour le garder dans votre camp, vous lui racontez des sornettes parfaitement convaincantes qu'il ne peut pas vérifier. Vous lui rappelez constamment qu'il ne doit rien faire sans votre consentement. Vous lui donnez un code — un mot ou une expression courte — que seuls lui et vous connaissez. Dès le départ, vous devez établir qu'il travaille uniquement pour vous. À un moment donné, il aura probablement besoin que vous jouiez le rôle du confesseur, que vous le rassuriez. Même pour un agent entraîné, quelle que soit son expérience, cela revient à entrer dans un monde rempli de faux-semblants inédits pour lui. Il trahit les collègues qui lui font confiance. À cause de cela, il peut se mettre à douter de celle qu'il doit vous accorder. Allez-vous le trahir une fois que vous estimerez qu'il n'y a plus d'informations à tirer de lui ? Vous devez être totalement rassurant sur ce point. Mais, au bout du compte, votre relation avec un informateur sera toujours semblable à celle d'Orphée, sauf qu'il n'y a ni amour ni musique. »

Cette description reflète exactement la relation que son contrôleur entretenait avec le général Ali-Reza Asgari.

De toute la longue histoire des opérations du MI-6 en Iran, jamais un agent double n'avait été mieux placé, ou plus au fait des affaires politiques, qu'Asgari. Non seulement il était superbement compétent pour évaluer la qualité des informations qu'il fournissait, mais son sang-froid était digne de celui d'un agent double de la Seconde Guerre mondiale.

*

À la fin de cette guerre, le MI-6 avait un nouveau chef de station à Téhéran : Christopher Montague Woodhouse, pur produit du système des écoles privées britanniques, qui avait servi avec les partisans en Grèce, dans la SOE *(Special Operations Executive*/Direction des opérations spéciales), l'équivalent de l'OSS américain. Son dossier personnel au MI-6 le présentait

comme « un exemple, aussi brillant que rare, d'homme qui comprend les exigences politiques de sa mission jusque dans les moindres détails ». Woodhouse avait prédit : « Puisque, depuis la fin de la guerre, les communistes se sont concentrés sur leur expansion en Europe de l'Est et en Extrême-Orient, il n'est pas difficile de deviner qu'après cela ils se tourneront vers le Moyen-Orient, dont ils n'ont, pour l'instant, qu'égratigné la périphérie. L'Iran semble en être le point le plus faible. »

Avant de quitter Londres, il avait été préparé par un agent du MI-6 très expérimenté, Ann Katherine Swynford-Lambton, qui avait passé ses années de guerre à l'ambassade britannique à Téhéran, sous la couverture d'attachée de presse. Sur place, Woodhouse avait bien pris note de tous les murmures corrosifs qu'on entendait sur ce qui se passait à Londres ; plusieurs agents de carrière étaient déçus par le premier gouvernement travailliste d'après-guerre. « C'était le temps du tragique rétrécissement de la Grande-Bretagne et de la transformation de son Premier ministre (Clement Attlee) en un sphinx sans énigme », se souviendrait-il plus tard. Pour George Young, un autre agent de haut niveau, il était « déprimant de travailler pour des politiciens qui ne savaient dire que "ne faites pas ça" ou "soyez prudents" ».

À Téhéran, le complexe de l'ambassade s'étendait sur six hectares et demi de gazon bien taillé, de parterres de fleurs sculptés et de courts de tennis, avec un terrain de croquet et une piscine, le tout protégé des regards de la population par une haute muraille. « Inutile de les rendre jaloux », avait expliqué Woodhouse. C'était une époque où la pauvreté et le despotisme régnaient sur le pays et où les fonctionnaires iraniens, beaucoup trop nombreux, étaient très mal payés. Les richesses de la nation étaient concentrées entre les mains de la classe propriétaire : les marchands, l'échelon le plus élevé de la société, les « vieilles fortunes » et les militaires de haut grade. Parmi les plus riches, on trouvait les directeurs de l'AIOC *(Anglo-Iranian Oil Company*/Compagnie pétrolière anglo-iranienne), qui avaient récemment réaffirmé leur engagement, datant de 1933, à consacrer une partie de leurs profits au développement économique et social de l'Iran sous la bienveillante tutelle de Londres.

Woodhouse était arrivé à une époque où le climat politique était chaque jour plus instable. Le Premier ministre au pouvoir, Mohammed Mossadegh, voulait nationaliser l'AIOC. On avait tenté d'assassiner le shah et, dans son rapport à Londres, Woodhouse avait écrit que « le culte des balles et des

couteaux [était] entré dans la politique iranienne pour crier vengeance ». Il avait ajouté qu'il n'avait pas à regarder très loin pour identifier la force motrice de cette agitation idéologique. L'ambassade soviétique ne se trouvait qu'à une rue du complexe britannique. « Très pratique pour garder l'œil sur ce que font ces salauds », avait déclaré Woodhouse à son personnel.

Ses agents avaient les idées aussi arrêtées qu'ils étaient compétents dans leur travail. L'un d'entre eux avait créé un réseau pour se tenir informé des liens entre les Iraniens et les communistes. Un autre entretenait des rapports avec le chef de la police iranienne et passait des nuits entières à jouer aux cartes avec lui dans l'arrière-salle d'un salon de thé. D'autres avaient servi dans l'armée pendant la guerre. Un séduisant ancien officier de la RAF, descendant de Russes blancs, s'était servi de ses agréables manières en société pour fréquenter la fille d'un riche marchand qui rêvait de se marier et d'aller vivre dans la campagne anglaise.

George Young, le plus vieux membre de la station du MI-6, portait un regard caustique et méprisant sur les nations arabes. Lors des dîners à l'ambassade, il se moquait impitoyablement de leurs habitudes alimentaires et de leur façon d'être. « Tandis que l'Européen construit, l'Arabe pille et détruit. » Quand il était lancé, même les petites remontrances de Wilson ne suffisaient pas à l'arrêter. Mais ses riches invités iraniens l'encourageaient à continuer, et il était toujours le premier à être convié chez eux en retour. C'était sa façon d'élaborer son réseau. L'un de ses informateurs était Robin Zaehner, professeur d'histoire persane à l'université de Téhéran, qui, d'après ce que Young avait dit à Woodhouse, était doté de « toutes les excentricités typique d'un savant fou, y compris les lunettes en cul-de-bouteille et la voix aiguë ». Young trouva qu'il avait le profil idéal pour alerter discrètement ses élèves — et, par leur intermédiaire, leurs parents — sur les dangers de l'infiltration soviétique dans le pays. Tant qu'il y était, Zaehner se lança dans une croisade visant à essayer de renverser Mossadegh par « tous les moyens possibles ». Woodhouse obtint de Londres que l'opération de Young soit financée par le MI-6. Cependant, l'ambassadeur, Sir Francis Shepherd, ne devait pas en être informé.

Un puissant groupe de manipulateurs d'opinion — avocats, ingénieurs, banquiers, médecins et journalistes — ne tarda pas à faire circuler le mot que plus longtemps Mossadegh resterait au pouvoir, plus le risque serait

grand que l'Iran tombe sous contrôle soviétique.

*

On avait pris conscience de cette possibilité vers le début de la Seconde Guerre mondiale, quand Moscou avait envoyé des agents secrets en Iran pour y établir des contacts avec les nationalistes opposés à la mainmise de la Grande-Bretagne sur l'industrie pétrolière. Notamment parce que leur connaissance de la culture iranienne se limitait au strict minimum, les Russes n'avaient obtenu que peu de résultats et le chef du MI-6, Stewart Menzies, malgré le fort antibolchevisme des plus gradés de ses agents, avait estimé que la présence des espions soviétiques ne représentait aucun risque majeur.

Menzies, le troisième homme à diriger le MI-6, était un ancien d'Eton. Il passait ses week-ends à chevaucher avec les équipages de vénerie Beaufort et Quorn. Il lui arrivait parfois d'affirmer discrètement à ceux qu'il invitait à sa maison de campagne qu'il était le fils illégitime du futur roi Édouard VII. En plus de générer un frisson d'exaltation, cela ajoutait au mystère qu'il prenait plaisir à cultiver. Quand la guerre éclata, il consacra une partie de son temps à lire les communications des agents français, belges, norvégiens et néerlandais qui travaillaient pour leurs gouvernements en exil à Londres. Il s’était arrangé pour que tous les ordres qu'ils transmettaient aux groupes de résistants de leurs pays occupés soient envoyés depuis le MI-6.

Peu après le début des hostilités, des agents clés du SIS furent arrêtés par la Gestapo en Autriche et aux Pays-Bas et leurs réseaux furent détruits. Quand la *Blitzkrieg* s'abattit sur la Pologne, d'autres agents furent capturés ou durent fuir vers des pays neutres. À Madrid et à Lisbonne, ils installèrent des postes d'écoute. Mais quand Paris tomba, encore d'autres agents furent pris. En l'espace de quelques mois, le MI-6 se retrouva dans un état de confusion dont seuls les cryptologues de Bletchley pouvaient le tirer. Il s'agissait d'un groupe de mathématiciens, aussi brillants qu'excentriques, qui travaillaient dans une maison, dans la campagne anglaise. Ses membres avaient accompli l'un des plus grands exploits de cette guerre — voire, de n'importe quelle autre — en réussissant à déchiffrer les codes top secret allemands. Depuis août 1940, le service de sécurité radio du MI-6 captait les transmissions de *l'Abwehr,* le service de renseignement allemand, et les

cryptologues de la station X de Bletchley Park avaient déchiffré les codes qu'ils envoyaient à l'aide de leur machine Enigma. Le système qu'utilisaient les cryptologues s'appelait Ultra et offrait au MI-6 une extraordinaire porte ouverte sur le monde secret de l'espionnage allemand. Cet atout faisait d'Ultra la meilleure arme de l'arsenal que Menzies s'efforçait de reconstruire.

À ce moment-là, il avait déjà établi des relations de travail avec le tout récent OSS *(Office of Strategic Services/*Bureau des services stratégiques) américain, l'ancêtre de la CIA. Jeunes et enthousiastes, ses employés n'avaient pratiquement aucune expérience professionnelle dans le milieu du renseignement. Cependant, Menzies fut impressionné non seulement par leur fort engagement chrétien mais également par leur profonde conviction que Dieu était du côté américain et que la vocation de l'OSS était de combattre les forces du mal.

Allen Dulles était le chef de la station de l'OSS à Berne, en Suisse. En lui rendant visite, Menzies fut étonné de trouver sur la porte de son bureau une plaque expliquant qui il était et ce qu'il faisait. Des années plus tard, l'agent de la CIA William Buckley m'a confié : « Dulles m'a expliqué que c'était sa façon à lui de montrer qu'il n'avait pas à faire de mystères sur son travail parce qu'il pouvait tous les espionner mieux qu'eux. » Après la rencontre, Menzies organisa une collaboration entre les agents de l'OSS et les siens puis ouvrit un bureau du MI-6 à New York afin de coordonner des opérations communes, montées autour d'Ultra, qui permirent de détruire des sous-marins ennemis dans l'Atlantique et le Pacifique.

Néanmoins, Menzies ne put que constater qu'il avait perdu la bataille pour ce qui était de voir le MI-6 contrôler la résistance dans l'Europe occupée. Cela devint alors le rôle du SOE, au service duquel il dépêcha plusieurs de ses meilleurs agents. De nuit, des avions Lysander se mirent alors à décoller de leur base de Tempsford, dans le Bedfordshire, pour parachuter des agents et du ravitaillement en France. Quoi qu'il en soit, à Londres, Menzies avait toujours l'attention de Winston Churchill, qui était totalement fasciné par le monde obscur du renseignement. Chaque soir, le chef portait les derniers déchiffrages d'Ultra à Whitehall. Il se présentait au bunker souterrain qu'occupait le Premier ministre en temps de guerre, et les deux hommes sirotaient du whisky pendant que Menzies répondait aux questions dont l'assaillait Churchill. Il était fréquent que le jour commence à

se lever quand le chef retournait, à pieds, vers son bureau. Les hauts politiciens et les dirigeants militaires qui ne jouissaient pas d'un tel accès ne cachaient pas leur jalousie.

À la fin de la guerre, ce fut ensemble qu'ils signalèrent au nouveau gouvernement travailliste que, selon eux, au début des hostilités, le « produit » du MI-6 avait été irrégulier. En outre, un autre problème attira une attention malvenue sur le SIS. Avec l'approbation de Menzies, le service avait contribué à retarder les bateaux de réfugiés qui transportaient les rescapés de l'Holocauste d'Europe en Palestine (qui, en 1948, devint l'État d'Israël). Il y avait eu des sabotages et des ralentissements volontaires des démarches administratives. Ceci ne manqua pas d'outrager l'importante communauté juive de Grande-Bretagne et Menzies fut contraint de demander la cessation de ces pratiques.

D'autre part, Menzies percevait l'arrivée de la CIA comme une menace à la suprématie du MI-6. Avec son énorme budget, l'Agence incarnait la détermination — très soutenue par l'opinion publique américaine — du gouvernement Truman à ce que les États-Unis ne se laissent dépasser ni par les vieux empires européens, britannique ou français, ni par celui, tout récent, de l'Union soviétique. Les agents et les analystes de la CIA avaient chèrement acquis leur expérience durant la guerre. Avec les universitaires et les avocats qu'on avait engagés, il était certain que l'Amérique n'avait jamais disposé d'un tel service de renseignement en temps de paix et son personnel ne demandait qu'à servir sa patrie. En tout, plus de cinq mille personnes travaillaient pour l'Agence (en 2007, on en comptait vingt-trois mille cinq cents). Le MI-6 n'avait que mille employés. Inévitablement, dans les rapports entre les deux services, la CIA prit l'ascendant sur le SIS. Certaines conversations à Whitehall inquiétaient encore plus Menzies : on parlait d'une éventuelle fusion entre le MI-6 et le MI-5, qui aurait alors le rôle dominant. À cause de tout cela, en juillet 1952, à l'âge de soixante-deux ans, le directeur général décida de prendre sa retraite. Quand il mourut en mai 1968, il pratiquait toujours la chasse à courre.

À cette époque, l'Iran était au centre de deux luttes de pouvoir. L'une était due à la politique d'expansion de l'Union soviétique. L'autre opposait les États-Unis à la Grande-Bretagne à cause de la détermination de cette dernière à rester une puissance mondiale, même si elle était en train de perdre totalement son empire en perpétuel rétrécissement. Avec les

événements survenus à Téhéran sous le régime de Mohammed Mossadegh et le projet de ce dernier de nationaliser l'AIOC, l'Iran n'avait fait que précipiter le conflit.

*

En 1952, à la station du MI-6 de Téhéran, les tentatives de renversement de Mossadegh étaient supervisées par le nouveau directeur londonien, John Sinclair, surnommé « Sinbad » parce qu'il avait aussi bien servi dans la Royal Navy que dans l'armée de terre. Durant la Seconde Guerre mondiale, il avait passé deux pénibles années à souffrir constamment du mal de mer dans des sous-marins. En revanche, en 1944, sa remarquable carrière dans l'armée de terre lui avait valu le poste de directeur adjoint de l'état-major et il avait ainsi participé à la planification du débarquement de Normandie.

Les rapports que Sinclair recevait de Woodhouse sur la situation à Téhéran devenaient de plus en plus inquiétants. Progressivement, Mossadegh avait réussi à éroder l'autorité du jeune shah, Mohammad Reza Pahlavi, qui régnait depuis 1941 sous la houlette de la Grande-Bretagne. Sinclair suggéra à Woodhouse d'exploiter les dangers de l'influence politique des Soviétiques sur Mossadegh et le shah écouta avec attention ses avertissements réguliers. Woodhouse commença également à glisser des allusions au fait que les États-Unis étaient « très intéressés » par l'industrie pétrolière du pays. Il était capital pour les Britanniques d'en conserver le contrôle car cela empêchait l'expansion soviétique de s'étendre au Golfe et à l'océan Indien, par lesquels le carburant transitait des raffineries du sud du pays vers le Royaume-Uni et le reste de l'empire.

En 1951, Mossadegh nationalisa l'AIOC sous prétexte que la Grande-Bretagne en tirait beaucoup plus de bénéfices que l'Iran. Peu après, le secrétaire d'État américain, Foster Dulles, se rendit au Moyen-Orient et rapporta que la nationalisation était « une nouvelle preuve que l'influence britannique dans la région [était] sur le déclin et l'influence soviétique, en progression ». Il décida que Washington devait se lancer dans une campagne politico-diplomatique dans les pays arabes pour montrer que l'Amérique n'était « pas du côté des empires britannique et français ». Mais, avant toute chose, il voulait reprendre l'AIOC de ce qu'il appelait « les petites mains crasseuses » de Mossadegh et s'assurer que ce serait

l'Amérique qui en profiterait même si c'était le MI-6 qui dirigeait l'opération. La dépêche qu'envoya Monty Woodhouse à Londres indiquait clairement qu'il était urgent d'agir : « Grâce à leurs contacts au sein du gouvernement iranien, mes agents ont recueilli des preuves que Mossadegh a l'intention de faire venir les Russes sur les champs pétroliers. »

Pendant que Sinclair s'adonnait à son passe-temps estival favori — assister à des matchs de cricket —, Woodhouse avait les mains libres pour préparer un coup d'État. Il y avait en lui quelque chose de Lawrence d'Arabie. Avec la voiture de l'ambassade, il se rendit jusque dans le nord du pays pour convaincre les chefs de tribus de résister à toute invasion soviétique. Ils lui répondirent qu'ils avaient besoin d'argent pour acheter des armes. Woodhouse persuada la RAF à Al-Habbaniyah, sa plus grande base au Moyen-Orient, de leur fournir des pistolets-mitrailleurs Sten, ainsi que des fusils de leur propre arsenal. L'attaché aux affaires aériennes de l'ambassade, l'irréductible Beverly Barnard, fit apparaître un vieux Dakota. L'armement y fut chargé et livré aux autochtones. En plus des caisses d'armes et des munitions se trouvaient des sacs de souverains d'or, tirés des réserves que Woodhouse gardait « en cas d'urgence ». Ils furent distribués aux tribus et chaque pièce donnée fut enregistrée dans un document envoyé au service comptable du MI-6, sous le libellé de « dépenses spéciales ». Deux mois plus tard, Mossadegh était déposé.

On créa alors une compagnie pétrolière nationalisée, la National Iran Oil Company. BP (British Petroleum), l'ancienne AIOC, en détenait soixante pour cent et les quarante pour cent restants étaient partagés entre Gulf, Mobil, Standard Oil of New Jersey, Texas Company et Standard Oil of California. Jusqu'à cette année 1951, la Grande-Bretagne avait toujours contrôlé tous les champs pétroliers iraniens. Woodhouse avait alors fait la remarque suivante : « Encore un signe de la puissance croissante des États-Unis. Mais, les Rouges ont été maintenus à distance, au moins pour le moment. »

À Chiraz, les parents, les oncles et les grands-parents du futur général Ali-Reza Asgari avaient souvent eu des conversations animées à propos de ces événements. Tout au long des années suivantes — tout d'abord, à l'université puis alors qu'il grimpait les échelons hiérarchiques dans la Garde révolutionnaire et, enfin, au Vevak Asgari était resté fasciné par la façon dont la Grande-Bretagne et les États-Unis s'étaient disputés le

contrôle suprême sur l'Iran après la destitution de Mossadegh. Nulle part, ce phénomène ne s'était mieux illustré que dans les relations entre le MI-6 et la CIA. Les opérations mixtes appartenaient désormais au passé ; d'un côté comme de l'autre, la confiance et le respect réciproques avaient laissé place à la suspicion.

À Washington, en 1951, le département d'État partageait les points de vue du directeur adjoint de la CIA, Allen Dulles (il deviendrait directeur deux ans plus tard) qui, pendant la guerre, avait appris à être prudent avec ses contacts au MI-6. Dulles était, de longue date, un anglophobe invétéré. Déjà, pendant ses études, il avait rendu un devoir trimestriel dans lequel il prenait parti pour les Boers d'Afrique du Sud dans leur guerre contre la Grande-Bretagne. À l'instar de son frère Foster, il estimait que « la politique impériale britannique ne devait pas être autorisée à concurrencer les intérêts politiques et commerciaux américains ». Allen Dulles avait déclaré à ses collègues que cela faisait trop longtemps que le MI-6 prenait l'Iran pour son terrain de jeu exclusif et y opérait comme bon lui semblait. La CIA allait s'assurer qu'il n'ait plus cette liberté. Les informations ne seraient plus partagées à moins qu'il y ait un intérêt commun à le faire ; comme, par exemple, si l'Union soviétique menaçait la région.

À l'université, Asgari avait lu *Les Sept Piliers de la sagesse* de T.E. Lawrence. Sa description du rôle que les services secrets avaient joué en usant des Arabes pour renverser les Turcs l'avait convaincu que le MI-6 avait été le plus puissant des services de renseignement, et qu'il l'était encore dans la région. Il avait lu comment, plus tard, le SIS avait manipulé le shah et aidé l'ayatollah Khomeini à prendre le pouvoir puis avait continué en essayant de déstabiliser les mollahs quand l'Iran avait révélé son intention de devenir une puissance nucléaire. Asgari considérait le MI-6 comme un regroupement de stratèges froids et calculateurs. Il est fort possible que ce soit au moment où il en était arrivé à une telle conclusion que l'idée de travailler secrètement pour le service britannique ait germé dans son esprit. Il se souvenait d'un passage de l'ouvrage de Lawrence : « Tous les hommes rêvent, mais pas de la même façon. Ceux qui rêvent la nuit, dans les recoins poussiéreux de leur esprit, se réveillent au matin en constatant que tout n'était qu'illusion : mais ceux qui rêvent le jour sont des gens dangereux, car ils risquent de jouer le rôle qu'ils rêvent les yeux grands ouverts pour les rendre possibles. » Une fois recruté, le général Asgari avait choisi d'utiliser les mots clés de cet extrait pour signaler à son contrôleur du

MI-6 qu'il avait besoin de le contacter.

En rentrant de Chiraz, où il était allé prier sur la tombe de ses parents, il activa ce code pour signaler qu'il voulait quitter le pays.

*

La demande d'Asgari déclencha une réaction immédiate chez son contrôleur. Était-il en danger de se faire arrêter ? Il s'écoula plusieurs heures avant que la réponse ne tombe. Asgari n'en était pas certain, mais il se pouvait que le service de surveillance interne de la Garde révolutionnaire ait commencé à enquêter sur lui. Son contrôleur savait qu'Asgari avait assez d'expérience pour ne pas avoir commis de bévue mais dans un régime iranien de plus en plus paranoïaque, on entamait souvent des investigations sans même avoir l'ombre d'un soupçon.

La première d'une série de rencontres entre le directeur des opérations du MI-6 et le chef du bureau iranien eut lieu dans l'antre de Scarlett, à l'intérieur de ce qui était largement reconnu comme l'un des plus magnifiques quartiers généraux du monde du renseignement. Conçu par Terry Farrell, le doyen de l'architecture postmoderne anglaise, le bâtiment donnait sur la Tamise, au sud du pont de Vauxhall. Il s'élevait sur quatre étages et ressemblait à un gâteau de mariage, couvert de panneaux de béton couleur miel et de triples vitrages vert marin aux étages inférieurs. Plusieurs grands atriums s'élevaient en divers points de l'édifice. Il s'agissait de vérandas menant à des coins et des recoins où les membres du personnel pouvaient avoir des conversations privées. Un étage était réservé à Scarlett et aux directeurs qui l'assistaient. Il se distinguait par une rangée d'ifs importés de Toscane et acclimatés en Écosse ; quatre tonnes de terre remplissaient leurs bacs et ils étaient alimentés et arrosés par un système automatique. Au rez-de-chaussée, d'autres arbres, des buissons taillés, de la glycine et de la lavande entouraient un belvédère et des fontaines crachaient leurs jets d'eau. Le tout ressemblait à un jardin typique de la campagne anglaise. À son ouverture, en 1993, le bâtiment avait coûté quatre cent soixante millions de livres (environ cinq cent quatre-vingts millions d'euros) ; ses équipements de sécurité comprenaient des fenêtres antibombes et toute une gamme d'appareils de brouillage pour empêcher que des espions puissent écouter les conversations depuis l'extérieur. Tous

les coûts avaient été pris en charge par le SUV.

À l'approche de Noël 2006, les réunions dans le bureau de Scarlett avaient continué. Il y avait été décidé qu'au départ, et peut-être également plus tard, l'exfiltration d'Asgari nécessiterait l'aide du Mossad. Scarlett avait donc appuyé sur le bouton de son standard qui le mettait directement en contact avec le bureau du directeur du Mossad, Meir Dagan, à Tel-Aviv.

Il y avait bien eu quelques heurts entre le MI-6 et le Mossad quand ils avaient empiété sur leurs territoires réciproques sans accord préalable — comme, par exemple, quand les Israéliens avaient mené une opération en Grande-Bretagne sans en informer le MI-6 ou quand les agents du SIS avaient débarqué à Gaza sans s'être annoncés — mais Scarlett respectait Dagan et avait appris à l'apprécier. Musclé, avec sa poignée de main ferme et son visage irradiant l'autorité, Dagan occupait le poste de *menume* depuis cinq ans. Il avait accepté de rester dix-huit mois de plus pour faire face à la menace de plus en plus importante que représentait le programme nucléaire iranien pour Israël. Comme Scarlett, il faisait de longues journées, souvent sept jours sur sept. Il avait pris cette habitude pendant les combats de la guerre du Kippour et au Liban, où il avait brillamment mené ses hommes au front. Toujours comme Scarlett, il ne supportait pas l'incompétence et respectait toujours ses engagements.

Les deux hommes partageaient la même passion pour l'histoire et les leçons que l'on pouvait tirer des guerres gagnées ou perdues. Lors de leur première rencontre, Dagan avait rappelé que la première opération de renseignement connue était la fois où Moïse avait envoyé Caleb et ses hommes à Canaan pour voir si le peuple disposait d'importants stocks de poisons et de germes épidémiques susceptibles d'avoir des effets dévastateurs sur les Juifs, qui avaient déjà beaucoup souffert en fuyant l'Égypte. Caleb n'avait rien trouvé qui puisse menacer l'entrée des Israélites en Terre promise et avait rapporté que Canaan regorgeait, comme le dit la Bible, « de lait et de miel ». Meir Dagan, artiste doué, avait donné à John Scarlett un paysage qu'il avait lui-même peint, une petite aquarelle représentant l'endroit où Caleb avait annoncé la bonne nouvelle à Moïse.

Là, trois mille ans après cet événement historique, Dagan accepta immédiatement que le Mossad participe à I'exfiltration d'Asgari. Comme « stratégie de sortie », il proposa de passer par la Turquie ou la Syrie, deux pays où Asgari se rendait régulièrement. Le Mossad savait qu'il était allé en

Syrie pour parler des tout derniers renseignements sur Israël que les agents du pays avaient recueillis au Liban. En Turquie, Asgari rencontrait souvent les trafiquants d'armes de l'Ordre du Soleil levant, la plus puissante famille criminelle d'Europe de l'Est, dirigée par Semion Yukovich Mogilevich. L'organisation était spécialisée dans la vente d'armes volées dans l'ancien arsenal soviétique. Le bureau iranien du MI-6 était au courant de ces contacts, car Asgari avait tout dit à son contrôleur et lui avait appris que Mogilevich voyageait avec un passeport israélien, un fait que Dagan avait confirmé à Scarlett. Ce passeport n'avait pas été annulé. Il permettait au Mossad de suivre plus facilement les mouvements de Mogilevich. C'était un exemple typique de ce que Meir Amit, le légendaire maître espion du Mossad, m'avait un jour expliqué : « Dans le monde du renseignement, les intérêts communs contournent toujours les frontières. » À Istanbul, Asgar devait s'occuper d'affaires personnelles : il avait des intérêts financiers dans une petite, mais lucrative, société d'importation d'huile d'olive de qualité en Iran.

Le MI-6 se servit de cet élément pour commencer à élaborer le plan d'exfiltration d'Asgari. Puis, en janvier, un problème survint. Asgari exigea la garantie formelle qu'il ne serait pas extradé vers les États-Unis afin d'y être jugé pour sa participation au massacre des marines américains au Liban. Tant qu'il ne l'aurait pas, il ne bougerait pas. À ce moment-là, au MI-6, on n'était que trop conscient de la valeur d'Asgari. Il avait déjà répondu à des questions aussi capitales que les origines de l'uranium iranien. Il avait révélé que le pays disposait de réserves de quatre mille tonnes et qu'elles provenaient de la République du Congo — où les contrôles d'exportation sont inexistants — ainsi que de Somalie et du Kazakhstan. Cette information avait confirmé les soupçons du MI-6. Le chef du bureau iranien avait dit à Scarlett qu'Asgari en savait certainement encore beaucoup. La nécessité de le faire sortir prenait alors tout son sens.

Si l'opération fonctionnait, le Mossad voudrait sa part du « produit » d'Asgari. Le service israélien avait ses propres agents sous couverture en Iran mais aucun d'entre eux n'était assez proche du noyau du régime pour connaître l'état d'esprit de Mahmoud Ahmadinejad : ses conversations avec ses plus proches confidents ; la façon dont il réagissait aux difficultés ; son besoin de se justifier, voire d'expier. De telles informations étaient inestimables pour les analystes du Mossad mais également pour le *Kidon* car, en temps voulu, elles permettraient de retirer le nom d'Ahmadinejad des

« mesures à prendre ». Avec ses menaces, il était incontestable que de nombreux Israéliens trouvaient qu'il devenait de plus en plus dangereux. Mais rien ne se ferait sans l'autorisation écrite du Premier ministre en place. « Un tel aval est essentiel pour que l'action soit légale. Le *Kidon* ne diffère en rien des bourreaux que l'on trouve dans d'autres pays », m'a un jour affirmé l'ancien directeur du Mossad Meir Dagan.

Scarlett appela Washington. Porter Goss, qui avait remplacé George Tenet à la tête de la CIA — un changement très impopulaire chez le personnel de haut niveau de l'Agence — avait soudainement démissionné. Ceci s'était produit suite à des accusations de « comportement irrégulier » et à des « luttes territoriales » avec John Negroponte, le directeur — très habile sur le plan politique — du renseignement national américain ; un poste de supervision créé par le président Bush après le 11 septembre.

Les contacts de Scarlett avec Negroponte furent limités mais, après une conversation téléphonique, il fut entendu qu'Asgari obtiendrait sa garantie de ne pas être jugé pour la mort des marines américains au Liban à condition que le MI-6 partage ses informations avec la CIA. Scarlett accepta. Puis il y eut une nouvelle difficulté. Asgari voulait que ses deux épouses — Ziba Ahmadi et Zahra Abdollahpour —, ainsi que ses deux fils et sa fille, viennent avec lui. Il était possible de faire sortir clandestinement un tel nombre de personnes, mais que devaient savoir les membres de la famille avant leur départ définitif d'Iran ? Comment pouvait-on être certain qu'ils ne feraient pas capoter toute l'opération en parlant à des parents où à des proches ? Il n'existait pas de réponses toutes faites à ces questions, que tout le monde considérait comme des facteurs de risques. Finalement, Scarlett accepta de faire sortir toute la famille d'Asgari.

Le 18 février 2007, Asgari annonça à sa famille qu'il avait réservé des vacances pour tout le monde à la station balnéaire de Samsun, sur la mer Noire. À ce moment-là, le service de renseignement turc, le MIT, avait déjà était informé de l'opération. La Turquie est membre de l'OTAN et entretient des rapports étroits avec les États-Unis, Israël et la Grande-Bretagne sur le plan militaire. Parallèlement, elle a de forts liens culturels avec l'Iran. Les planificateurs du MI-6 avaient tenu compte de ce point avant de demander au MIT de les aider à mettre en place une opération de surveillance sur l'hôtel où la famille était en vacances afin de s'assurer qu'elle n'était pas suivie par des agents iraniens.

Le 21 février, Asgari prit un vol Iran Air de Téhéran à Damas. Il allait passer les six jours suivants à rencontrer des agents syriens et des dirigeants du Hezbollah pour parler de la nouvelle guerre que l'organisation pourrait éventuellement déclarer à Israël pendant l'été 2007.

Il s'agissait du point le plus risqué d'une opération déjà extrêmement dangereuse. Il était donc impératif qu'Asgari soit encore plus vigilant que d'habitude pendant son séjour à Damas, sachant qu'à partir du moment où il atterrirait, ses moindres mouvements seraient épiés. Comme cela aurait été le cas pour n'importe quel étranger, le fait qu'il jouisse de la confiance du régime ne changeait rien. Cette surveillance était la procédure standard. Même l'Iran avait moins de services de renseignement que la Syrie. En fait, le pays en avait quinze qui, à eux tous, contrôlaient chaque aspect de la vie politique et culturelle du pays. On ne publiait pas de journaux ou de magazines et on ne diffusait pas d'émissions de radio ou de télévision sans autorisation préalable ; même les sujets abordés dans les « clubs de discussion » de quartier devaient être approuvés.

Le plus important des services syriens était l'impitoyable *Shu'bat al-Mukhabarat al-Askariyya*, le renseignement militaire. Il disposait de son propre centre d'interrogatoire dans la banlieue de Damas, où l'on trouvait des cellules souterraines et des salles de torture. Des femmes et même des enfants y avaient péri. *L'al-Mukbabarat* contrôlait totalement l'ensemble du renseignement stratégique et tactique du pays, et la recherche des dissidents syriens de plus en plus nombreux qui avaient fui pour l'Europe ou les États-Unis faisait partie de ses attributions. Quand on ne pouvait pas s'occuper de ces insoumis, leurs familles restées en Syrie étaient victimes des méthodes brutales de *l'al-Mukbabarat.*

Le général Hassan Khalil était l'un de ceux qu'Asgari était venu voir. Dans son bureau du palais présidentiel, le chef trapu et couvert de médailles du renseignement militaire était un maître espion rompu à la tradition islamique de la *taqîya*, l'art de la dissimulation.

Le 28 février 2007, Asgari expliqua à ses hôtes que, sur le chemin du retour vers Téhéran, il avait l'intention de s'arrêter à Istanbul pour prendre des nouvelles de sa société d'exportation d'huile d'olive. En arrivant dans la capitale turque, il s'installa à l'hôtel Ceylan où une chambre avait été réservée à son nom. Après dîner, il fit une promenade vespérale qui le mena jusqu'à un autre hôtel des environs, où une chambre avait également été

réservée. Les deux chambres avaient été louées sur place par des agents du Mossad. Des heures auparavant, la famille d'Asgari avait été mise à bord d'un vol Alitalia à destination de Rome avec de nouveaux passeports britanniques.

Le 1er mars, dans la soirée, Asgari quitta l'hôtel Ceylan. Son lit était ouvert, ses vêtements pendaient dans le placard et ses affaires de toilettes étaient soigneusement disposées dans la salle de bains. On ne le reverrait jamais à Istanbul. Durant la nuit, muni d'un tout nouveau passeport britannique, couvert de suffisamment de visas pour montrer que son détenteur était un voyageur régulier, Asgari fut conduit jusqu'à la frontière bulgare par un agent des services secrets turcs. Un agent du MI-6 l'y attendait. Il emmena Asgari à l'aéroport international de Sofia. Ensemble, ils prirent un vol pour Rome. Aux premières heures du jour, Scarlett fut réveillé par la nouvelle qu'Asgari allait arriver à Londres. Il se fit conduire au quartier général du MI-6 par son agent de la branche spéciale. À ce moment-là, les membres de la famille du transfuge étaient déjà à l'abri dans une planque choisie par les « logeurs » du MI-6. On avait engagé un professeur, répondant aux critères de sécurité nécessaires, pour leur donner des leçons d'anglais. À Téhéran, le ministère des Affaires étrangère émit une demande de localisation urgente du général disparu en soulignant qu'il « pourrait avoir été enlevé par des agents étrangers ». Le Faucon s'était envolé.

John Scarlett lut cette requête lors d'une réunion dans son bureau. Dans leurs costumes sombres, les hommes assemblés autour de la table de conférence ne purent réprimer un sourire.

III

Les espions de la fée marraine

Par un matin de printemps ensoleillé d'avril 2007, Eliza Manningham-Buller, la directrice générale du MI-5, arriva sur son lieu de travail à 7 h 30. Sa ponctualité était légendaire ; elle n'était jamais en retard aux réunions et ne laissait personne dépasser le temps de parole qui lui était imparti. Ses rendez-vous étaient gérés avec la même précision que celle de sa montre-bracelet, un cadeau de son père, un ancien lord chancelier.

Durant la Seconde Guerre mondiale, sa mère, Marie, avait été affectée à la collecte des messages envoyés par les agents du MI-5 infiltrés dans l'Allemagne nazie. Eliza Manningham-Buller n'avait découvert la contribution de sa mère qu'après être entrée au Service de sécurité. Après avoir pris sa retraite, quelques jours plus tard, en ce mois d'avril, elle avait raconté que son père lui avait dit que « tout le milieu de l'espionnage [était] légèrement sordide ». Elle avait également dévoilé un aspect étonnant de sa personnalité en avouant que, dans sa famille, elle était connue comme une fan de rock musclé qui chérissait sa collection d'albums des Rolling Stones et des White Stripes. Avec son style vestimentaire classique, son langage mesuré et ses grands éclats de rire occasionnels, elle était loin de donner l'image d'une femme qui pouvait chantonner et se trémousser sur ce genre de musique en préparant le petit-déjeuner dominical de ses petits enfants.

Peu de ses collègues connaissaient beaucoup de choses sur sa vie hors du bureau, sinon qu'elle était mariée à un certain David — un catholique irlandais et ancien professeur de théologie morale reconverti, avec succès, dans la menuiserie —, déjà père de cinq enfants avant leur rencontre. Elle n'en avait aucun, de son côté, lorsqu'elle l'avait épousé à l'âge de trente-quatre ans. Ils avaient une ferme dans les Cotswolds et, le dimanche, après déjeuner, elle s'y détendait en faisant des mots croisés.

Dans sa soixante et unième année, Manningham-Buller était une femme grande et vigoureuse, aux cheveux gris acier et au regard perçant, dotée d'une voix puissante qui s'élevait au-dessus des foulards Laura Ashley

qu'elle portait pour rehausser ses tenues formelles. Un jour, l'un de ses détracteurs au MI-5 m'a déclaré : « Elle a une manière impérieuse de regarder de haut les gens qui l'irritent. Sa réprimande faite, elle repart comme une fusée. » D'autres se souviennent plutôt de ses petites attentions, telles que prendre des nouvelles d'un enfant ou d'une épouse malade, ou recommander un restaurant pour une fête d'anniversaire. Selon Oleg Gordiersky, l'ancien directeur adjoint de la station du KGB à l'ambassade soviétique de Londres, dont elle contribua à la défection, elle était « brillante, vive d'esprit et haute en couleur ».

Il lui restait encore un petit quelque chose de l'institutrice qu'elle avait été ; son aptitude à ramener un problème à l'essentiel et à en donner la solution d'une voix claire comme le cristal. « Tenace » et « impatiente » étaient les adjectifs dont on la qualifiait le plus souvent. D'autre part, elle pouvait résumer des faits par écrit très rapidement avec une exactitude infaillible. En ce matin d'avril, le MI-5 comptait deux mille huit cent quarante-huit employés ; ce chiffre n'avait fait qu'augmenter depuis les attentats du 11 septembre. Désormais, un quart d'entre eux avaient moins de trente ans, six pour cent étaient issus de minorités ethniques et, à eux tous, ils parlaient cinquante-deux langues. Les employés de la section antiterroriste enquêtaient sur trente-quatre complots contre le Royaume-Uni, dont un tiers semblait provenir de l'étranger — Pakistan, Yémen et Soudan. Sur la planète, cent dix-sept services de renseignement étaient prêts à aider le MI-5 à déjouer ces conspirations.

Eliza Manningham-Buller percevait un salaire annuel de cent soixante-quinze mille livres (deux cent vingt mille euros) et jouissait d'un accès pratiquement immédiat au Premier ministre, ainsi qu'à son propre supérieur politique, le secrétaire à l'Intérieur. Aucune femme, dans le monde de l'espionnage, n'avait autant de pouvoir qu'elle lorsqu'il s'agissait d'engager des sommes aussi importantes que le budget secret dont elle disposait pour lutter contre fout ce qu'elle pouvait considérer comme un danger pour la Grande-Bretagne.

Pourtant, quatorze jours plus tard, le 20 avril, Eliza Manningham-Buller prendrait sa retraite et n'occuperait plus le poste de directrice générale du Service de sécurité. Elle n'aurait plus la responsabilité de gérer la menace croissante du terrorisme islamiste, un danger bien plus grand que tout ce qu'elle avait pu imaginer en entrant au MI-5 trente-deux ans auparavant, à

l'époque où l'on craignait surtout l'IRA.

Depuis les événements du 11 septembre, le terrorisme s'était développé sous toutes ses formes et la Grande-Bretagne était devenue à la fois l'une des principales cibles de ceux qui le pratiquaient et une terre d'asile pour ses partisans — les fondamentalistes islamistes, autorisés à prêcher et publier leurs idées extrémistes dans le pays.

En se fondant sur les chiffres du Home Office, Jonathan Evans, l'adjoint de Manningham-Buller, qui allait bientôt lui succéder, avait estimé que pas moins de quatre cent mille musulmans nés en Grande-Bretagne avaient voyagé entre le pays et le Pakistan en 2006 et qu'ils étaient de plus en plus nombreux à se rendre dans les provinces de la frontière nord-ouest afin d'entrer en Afghanistan. La branche G, chargée de la lutte contre le terrorisme, avait informé Evans qu'il y avait de fortes chances qu'au moins dix pour cent d'entre eux « aient des liens avec Al-Qaïda, soit en tant que sympathisants, soit en tant qu'agents dormants en Grande-Bretagne ». Pour Manningham-Buller, la vérité pure était que « de plus en plus de gens [passaient] de la sympathie passive au terrorisme actif en se laissant radicaliser ou endoctriner par leurs amis ou leurs familles, en allant dans des camps d'entraînement organisés à l'étranger, par des images à la télévision ou par l'intermédiaire de forums ou de sites Web ».

Elle avait habilement géré la pression qu'implique de protéger soixante millions de citoyens britanniques. Celle-ci résultait des critiques — émanant du Parlement et des médias — dont elle avait fait l'objet à la suite des opérations manquées, des fuites sur les guerres territoriales avec le commandement du service antiterroriste de Scotland Yard et des virulents reproches d'anciens agents du MI-5. Selon les écrits de Stella Rimington, la première femme à avoir été directrice du Service de sécurité (de 1990 à 1996) : « Le recoupement de toutes les informations, petites ou grandes, provenant de toutes sortes de sources, la poursuite des pistes, toutes les techniques classiques de l'espionnage, sont également nécessaires dans la lutte antiterroriste. Apparemment, vu de l'extérieur, il se pourrait que les investigations de ce type n'aient pas été suffisamment rigoureuses. »

Si Manningham-Buller fut blessée par les critiques indirectes de ses dirigeants, elle n'en montra rien. Au lieu de cela, elle répondit calmement : « On ne peut ni se vanter des réussites, ni expliquer les échecs. »

Elle avait résumé son travail en une seule phrase : « La raison d'être du

Service de sécurité est la défense du royaume et rien d'autre. » Elle s'y était consacrée pendant trente-deux ans.

L'un des grands moments de sa carrière avait été la direction de l'équipe du MI-5 qui avait enquêté sur l'une des premières offensives terroristes, l'attentat contre le vol 103 de la Pan Am, qui, en 1988, avait coûté la vie à deux cent soixante-dix personnes au-dessus de la ville de Lockerbie, en Écosse. Un an et demi plus tard, en 1990, durant la première guerre du Golfe, elle avait était mutée à Washington comme agent de liaison du MI-5 avec la CIA et le FBI. La première fois qu'elle était entrée dans le hall de la CIA, elle avait pris soin de ne pas marcher sur l'emblème de l'Agence, sur le sol de marbre — une étoile à seize branches sur un bouclier surmonté du profil d'un aigle (un pygargue à tête blanche), dans un cercle sur lequel on peut lire, en haut, *Central Intelligence Agency* et, en bas, *United States of America.* Ces quelques pas de côté étaient sa façon d'exprimer son respect envers une agence qu'elle admirait ouvertement. Elle avait été impressionnée par le fait que la principale cafeteria soit séparée en deux sections distinctes : une pour le personnel et l'autre pour les visiteurs, afin d'éviter le risque qu'un agent soit identifié. Son statut lui permettait de dîner au restaurant du septième étage avec le directeur et les agents de haut niveau.

Quand elle était rentrée à Londres pour se marier, on l'avait nommée à la tête du service chargé du terrorisme irlandais, un nouveau poste créé quand le MI-5 avait pris la relève de la branche spéciale de Scotland Yard pour lutter contre l'IRA. Le seul indice sur les raisons de sa réussite nous a été révélé par David Bickford, un ancien conseiller juridique en chef du MI-5 : « Elle a arraché les tripes des unités actives de l'IRA grâce à une succession d'opérations brillantes dont l'objectif était de réunir suffisamment de preuves pour que leurs membres puissent être jugés. » Peu après, elle avait pris le contrôle de toutes les opérations techniques ou de surveillance et renforcé les relations du MI-5 avec certains services secrets étrangers. Elle ne reculait jamais devant ce qui semblait impossible et cet état d'esprit — qu'elle avait développé pendant son séjour à Washington — avait beaucoup plu aux services australiens et canadiens. Le lendemain du 11 septembre, elle s'était de nouveau rendue à Washington afin de faire la liaison avec les autorités américaines ; quelques heures après son arrivée, elle avait prévenu son patron, Sir Stephen Lander, qu'il devait mettre en place un cercle de protection autour du Parlement. Plus tard, quand ce dernier avait pris sa

retraite, c'était à elle que l'on avait pensé en premier pour prendre sa succession. Et, là, dans deux semaines, une carrière qui, selon David Bickford, « était dans ses gènes » allait prendre fin. Elle ne projetait pas d'écrire ses mémoires, comme l'avait fait Stella Rimington, ni même de faire des conférences. Elle avait l'intention de passer ses journées dans sa ferme. Les seules ombres noires qu'elle voulait bien encore voir étaient celles des nuages qui survolaient la campagne.

Elle avait organisé sa fête d'adieux avec son habituel sens du détail : pour les invitations, elle avait choisi une couleur pastel et calligraphié chaque nom à la main. Elle en avait envoyé une à tous les directeurs de services secrets européens, des hommes qu'elle appelait par leurs prénoms — tels, par exemple, qu'August Hanning, le chef du BND allemand — et avec qui elle échangeait des cartes de vœux à Noël. Ils acceptèrent tous sans hésiter. Elle avait également invité des membres du milieu du renseignement américain. Certains d'entre eux avaient fait savoir qu'ils seraient plus que ravis d'être là. Des amis du ministère de la Défense et du MI-6 avaient également promis de venir. En tout, plus de cinquante convives allaient pouvoir apprécier un dîner raffiné, du champagne millésimé et une vaste gamme d'alcools forts.

Quoi qu'il en soit, elle soupçonnait que derrière les chaleureuses poignées de main, les grands sourires et les verres levés, les questions non posées seraient bien là. *Pourquoi partait-elle ?* Avait-elle simplement décidé d'en finir avec cette longue époque durant laquelle il avait fallu être disponible en permanence, expliquer comment vaincre de nouvelles cibles, sans cesse refaire de nouvelles évaluations et tenir le Premier ministre et le secrétaire à l'Intérieur informés ? À force, était-ce devenu trop lourd à porter ? Ou bien les grands pontes de Whitehall et les médias avaient-ils réussi à l'obliger à partir ? Après les attentats de Londres, une véritable déferlante de gros titres avait accusé le MI-5 — et donc, elle-même — de ne pas s'être aperçu que les islamistes radicaux, nés et élevés dans le pays, avaient opéré, selon les termes d'un journal, « sous le nez des espions ». Pour un autre tabloïd, le MI-5 aurait dû utiliser les méthodes de la série télévisée éponyme, dans laquelle une poignée d'acteurs pouvaient tout découvrir et tout résoudre.

Ce sarcasme était le premier auquel elle avait réagi. « Dans la réalité, le travail des services secrets ne se passe pas comme dans la série *MI-5,* dans

laquelle une demi-douzaine de personnes résolvent tout en enfreignant un nombre incalculable de lois pour parvenir à leurs fins — et tout cela, en un seul épisode. Il est potentiellement très néfaste que l'on nous croie totalement au-dessus des lois. »

Dans le véritable monde du renseignement, *son monde à elle,* glaner des informations nécessitait d'assembler les pièces du puzzle, ce qui prenait souvent un temps douloureusement long, puis de les évaluer et de les juger, tout en restant objectif et intègre, sans oublier de conserver un regard sceptique. « Même à la fin, on ne sait jamais tout de l'histoire », avait-elle déclaré.

Il y avait toujours un moment où il fallait choisir entre rassembler suffisamment de preuves pour qu'un procès soit possible et intervenir dans un complot quand le danger pour la population atteignait soudain son paroxysme. Alors qu'elle quittait son poste, Manningham-Buller savait que les risques allaient augmenter et que plus le dernier acte de terrorisme commis en Grande-Bretagne était loin, plus le prochain était proche.

*

Souvent, l'une des premières tâches des espions étrangers envoyés à Londres consistait à aller repérer les quartiers généraux du MI-6 et du MI-5. Certains d'entre eux les confondaient à cause de leur proximité. D'autres se demandaient s'il ne s'agissait pas que de façades et si, en réalité, les services n'opéraient pas ailleurs. Un agent birman avait même rapporté à son quartier général, à Rangoon, que le MI-5 était installé au siège de la Grande Loge maçonnique d'Angleterre, à Covent Garden, l'ancien marché de la capitale. En fait, la BBC avait utilisé des plans extérieurs de cet immeuble pour la série *MI-5*. L'erreur de l'agent était compréhensible ; le siège de la Grande Loge et le quartier général du SIS se ressemblaient singulièrement.

Selon Carlos Rodriguez, un agent du DAS, le service colombien : « Voir les bâtiments, dont j'ai eu affaire aux occupants depuis Bogota au sujet de problèmes communs tels que la drogue et le terrorisme, m'a rappelé que leurs murs abritaient des acteurs importants de l'échiquier du renseignement international. »

Thames House, le quartier général du MI-5, se trouve au carrefour de

Horseferry Road et Millbank, et donne sur le pont de Lambeth. L'architecture de l'édifice doit beaucoup au style néoclassique impérial d'Edwin Lutyens, le concepteur du cénotaphe de Whitehall. En 1929, Thames House avait poussé sur ce qui avait jadis été l'un des bas quartiers de la ville. C'était une construction massive, en pierre de Portland, acclamée comme « le plus bel édifice de l'empire britannique ». En 1994, le MI-5 s'était installé dans les huit étages des bâtiments nord et sud. Stella Rimington, la première femme à avoir dirigé le MI-5, voyait Thames House comme « un grand fantôme pâle ». Les autres employés trouvaient que les gaz d'échappement et l'odeur de la rivière envahissaient ses moindres recoins.

Ceux qui ne travaillaient pas au MI-5 mais avaient des relations professionnelles avec lui devaient se conformer à un rituel : tout d'abord, remettre leur passeport à l'un des gardes postés dans le hall d'entrée puis se faire accompagner pour passer les barrières de sécurité afin de prendre un ascenseur pour l'étage voulu. À chaque niveau, il y avait des couloirs, bordés de part et d'autre de portes de bureaux avec des inscriptions qui n'indiquaient pas qui les occupait.

L'agent du Mossad Moshe Goldberg se souvenait de sa visite : « On m'a fait entrer dans une salle de conférence avec vue sur la Tamise. Il y avait des sandwichs, du café et des boissons sans alcool sur la table. Un homme en costume sombre et cravate m'a salué chaleureusement puis a quitté la pièce. Un moment plus tard, une porte latérale s'est ouverte et Eliza Manningham-Buller est entrée. Nous nous sommes serré la main, elle m'a conduit à la table et m'a servi comme si elle me recevait dans sa maison de campagne. Nous nous sommes assis dans des fauteuils, face à face, puis elle m'a demandé comment les choses se passaient en Israël et m'a dit à quel point elle admirait nos cultures intensives. Je savais qu'elle possédait sa propre ferme où elle élevait des poulets et des alpagas importés d'Amérique du Sud. Puis, soudain, elle se concentra uniquement sur les affaires. »

Les visiteurs étaient souvent étonnés par le mobilier. Une sculpture de plus d'un mètre quatre-vingts, qui représente l'emblème du MI-5 et a coûté quarante mille dollars (plus de vingt-cinq mille euros), trône dans le hall d'entrée. C'est un symbole qui n'a rien à envier à l'emblème de la CIA dans le hall de Langley. Près de cette statue se trouve une pièce d'art moderne qui, selon certaines rumeurs, viendrait de la Tate Gallery. Sur le chemin de

ce célèbre musée, nombreux sont les touristes qui se sont trompés et sont entrés dans Thames House en quête d'œuvres d'art ; le MI-5 a été obligé de signaler sur son site Web que les visites étaient interdites. Mais les gens ont continué à venir.

Un jour, Martin McGuinness, l'un des leaders du Sinn Fein, la branche politique de l'IRA, était entré dans le bâtiment en se croyant au siège du parti travailliste. C'était à l'époque où la campagne d'attentats de l'IRA était à son apogée en Grande-Bretagne et, après avoir donné son nom et expliqué quelle organisation il représentait, il avait déclaré être venu voir son « contact ». Ce fut pratiquement la panique jusqu'à ce qu'un agent de haut niveau sorte d'un ascenseur et lui explique poliment qu'il devait descendre un peu plus bas sur Millbank. Mais pendant plusieurs semaines, à Thames House, certains restèrent convaincus qu'il était venu en éclaireur. On n'avait aucun motif pour l'arrêter ! Plus tard, McGuinness a confirmé qu'il s'était réellement trompé.

On avait dépensé plus de cinq cents millions de livres (environ six cent trente millions d'euros) pour construire un quartier général rivalisant de grandeur avec celui du MI-6. Entre autres extravagances, l'argent de Thames House était passé dans une moquette à cent cinquante livres le pied carre (plus de deux mille euros le mètre carré) pour le restaurant du personnel et dans le remplacement du revêtement du .court de squash, au sous-sol, qui gondolait parce qu'il avait été posé à la mauvaise température la première fois. On avait également construit un gymnase et un parking de huit cents places pour le personnel. Il y avait aussi une place à l'italienne et deux bars bien équipés. La décoration de l'ensemble était impeccable, avec ses blancs et ses gris qui se mêlaient à des baies de verre dépoli. Au cinquième étage, des salles à manger privées permettaient au directeur général et au personnel de haut rang de bien accueillir leurs hôtes importants. Les murs de chacune de ces pièces étaient couverts du meilleur noyer, suffisamment poli pour que s'y mirent les tables et les chaises sculptées à la main ou le bleu profond de la moquette.

Tout en bas, au deuxième niveau en sous-sol, se trouvait le registre, où un système ultrasophistiqué de mini-chariots montés sur monorail permettait de faire circuler les dossiers dans tous les étages. En 2007, le registre contenait au moins sept cent cinquante mille dossiers, dont certains dataient de 1909, l'année de la création du Service de sécurité. Quarante-

cinq mille d'entre eux étaient liés à l'administration et à la politique ; cinquante mille concernaient des sujets allant de l'Arctique au Zoulouland ; quatre-vingt-cinq mille étaient relatifs à des individus ou des groupes de personnes ayant reçu des « conseils de protection », dont la famille royale, des ministres du cabinet ou l'archevêque de Cantorbéry ; les autres dossiers, bien plus d'un demi-million, étaient consacrés à des personnes qui, au cours de presque un siècle, avaient, à un moment donné, fait l'objet d'enquêtes du Service de sécurité — beaucoup d'entre elles étaient mortes depuis longtemps mais leurs dossiers restaient ouverts. La moitié des dossiers avaient été transférés sur des microfilms, souvent classés dans des catégories restrictives, et le personnel du MI-5 n'y avait accès que pour des « recherches spécifiques ». Les dossiers personnels étaient couleur peau de chamois. En 2007, il y en avait plus de vingt mille. Les dossiers bleus contenaient des informations sur toutes les organisations politiques et groupes islamistes de Grande-Bretagne. Ceux auxquels s'appliquait le plus haut niveau de sécurité s'appelaient les dossiers Y. Il s'agissait de boîtes fermées à clé contenant des informations classifiées sur des espions et des transfuges ; il fallait la signature du directeur général pour les ouvrir.

Des millions de livres sterling avaient été dépensés en matériel informatique, dont une partie avait été fabriquée spécialement pour le MI-5. L'un des systèmes s'appelait Promis. Conçu par une société spécialisée dans les logiciels — Inslaw, à Washington —, il servait à remonter rapidement jusqu'aux suspects. Ce programme pouvait localiser les millions de documents secrets entreposés au registre. Mais malgré tout son équipement technologique, le MI-5 n'avait pas réussi à éradiquer la menace d'Al-Qaïda, qui explosa dans toute sa furie lors des attentats de Londres en juillet 2005.

Le lendemain, à Thames House, Eliza Manningham-Buller s'adressa à tout son personnel : « Ce que nous redoutions a fini par se produire. Ce n'était qu'une question de temps. Nous ne pouvons pas tout surveiller parce que la démesure de ce à quoi nous sommes confrontés est impressionnante. Nous ne ferons pas toujours les bons choix et il nous faut être conscients que nous nous attirerons peu de sympathie si nous ne parvenons pas à empêcher une nouvelle atrocité. Même si nous trouvons de nouvelles techniques, de nouvelles sources et de nouveaux contacts, beaucoup de choses resteront obscures et la radicalisation continuera. La menace qu'Al-Qaïda fait peser sur le Royaume-Uni, l'Europe et le monde entier est aussi grave que croissante et, selon moi, elle subsistera pendant une génération. »

Deux ans plus tard, on jugerait ce cri de ralliement comme un aveu du fait que les attentats de Londres étaient le plus grand échec du MI-5, dont le rôle principal consistait à défendre le royaume.

*

Par un certain jour d'avril 2007, à Thames House, plusieurs opérations étaient en cours.

Le directeur de l'antiterrorisme avait passé une partie de la matinée à étudier le dernier rapport d'une équipe d'agents du MI-5 : les *watchers* (les observateurs), qui surveillaient la ville de Bradford, dans le nord de l'Angleterre. Leur présence ne faisait que confirmer la constante croissance du danger terroriste, dont des partisans, en provenance du Moyen-Orient, du Pakistan et d'Afghanistan, s'étaient installés dans le pays. Beaucoup avaient combattu les Soviétiques en Afghanistan, dans les années 1980, et leurs souvenirs galvanisaient de jeunes musulmans nés en Grande-Bretagne. La plupart de ces derniers étaient issus de familles respectables et travailleuses qui avaient toujours fait en sorte qu'ils aillent à la mosquée et obtiennent de bons diplômes à l'école. Mais l'arrivée des vétérans afghans, accompagnés de prédicateurs radicaux, avait généré un changement spectaculaire au sein de leur communauté. Oussama Ben Laden était devenu un héros pour les jeunes et ils étaient toujours plus nombreux à se radicaliser ; surtout une fois que des associations musulmanes leur avaient payé le voyage pour se rendre au Pakistan et monter jusqu'à la frontière nord, où se trouvait la base d'Al-Qaïda.

Des centaines de jeunes rentraient convaincus qu'ils devaient contribuer à la propagation d'un islamisme radical en Grande-Bretagne. Le vendredi, ils assistaient aux réunions de prière, où des prédicateurs fondamentalistes déclamaient les textes que leur fournissait le Front islamique international pour le *djihad* contre les Juifs et les croisés, fondé par Oussama Ben Laden en 1998. Les discours semblaient aussi inintelligibles que les réactions, encore plus fortes, qu'ils provoquaient. Quand des agents du MI-5 retrouvaient leur bureau après un passage occasionnel dans une mosquée, ils envoyaient un mémo à la branche spéciale de Scotland Yard pour lui conseiller d'y envoyer quelqu'un qui comprendrait ce qui se disait lors des prêches. Mais, tout comme le MI-5, la branche spéciale était focalisée sur

l'IRA. On laissa donc les prédicateurs radicaux continuer à convertir les jeunes musulmans. Bientôt, chaque mosquée britannique eut sa collection de troncs pour recueillir des fonds destinés à diverses causes islamistes au Cachemire, en Tchétchénie ou en Palestine. Des résonances d'un antique appel au *djihad* — c'est-à-dire à la guerre sainte — se mêlaient aux cris des fidèles.

Elles ne furent jamais mieux entendues que lorsqu'elles sortirent de la bouche de deux leaders du militantisme islamiste en Grande-Bretagne : Abou Hamza (en 2007, il purgeait toujours une peine de sept ans d'emprisonnement pour apologie du terrorisme) et le scheik Omar Bakri Mohammed, un imam syrien, fondateur de l'organisation extrémiste Al-Muhajiroun et expulsé d'Arabie saoudite, en 1985, à cause de ses idées. Quand il s'était présenté en Grande-Bretagne comme « réfugié politique », le Home Office lui avait accordé l'asile. Abou Hamza étant solidement installé en tant que voix de la mosquée de Finsbury Park, Bakri commença à opérer au niveau de la rue, en écumant les quartiers musulmans de la ville pour embrigader de nouvelles recrues. Il ne tarda pas à se targuer d'avoir enrôlé plus de sept cents volontaires, tous prêts à aider Oussama Ben Laden à créer son califat mondial. Il lança également une *fatwa* contre tous ceux qui coopéraient avec les services de renseignement. Pourtant, le MI-5 n'agissait toujours pas. Sur une note de service, Bakri était présenté comme « un orateur de plus ». Deux ans plus tard, on finit tout de même par l'expulser, et il se lança dans une guerre d'usure sur Internet depuis sa tanière de Beyrouth.

Longtemps auparavant, plusieurs musulmans attirés par la mosquée londonienne de Hamza, à Finsbury Park, s'y étaient fait recruter. Zacarias Moussaoui, surnommé « le vingtième pirate de l'air », arrêté en Amérique après les attentats du 11 septembre 2001, y avait prié ; tout comme Richard Reid, « le terroriste aux chaussures piégées » ; ainsi qu'Ahmed Ressam, qui avait été intercepté en 1999, alors qu'il tentait de faire entrer du matériel servant à fabriquer des bombes aux États-Unis par la frontière canadienne, dans l'intention de faire sauter l'aéroport de Los Angeles lors des célébrations du millénaire. Le 11 septembre avait non seulement abasourdi l'Amérique et l'ensemble de ses services secrets mais également fait retentir la sonnette d'alarme au MI-5. Manningham-Buller avait alors demandé à son personnel d'enquêter auprès de ses sources dans la communauté musulmane afin de découvrir s'il fallait s'attendre à des attentats similaires à

Londres.

L'unique question qu'elle se posait continuellement était : Cela pourrait-il arriver à Londres ? Ce carnage pourrait-il se reproduire dans la capitale en frappant les principaux symboles de l'hégémonie britannique — sa puissance commerciale et financière à l'échelle mondiale — et remettre en question les certitudes et les convictions qui avaient survécu alors que l'empire britannique n'était plus qu'un souvenir qui s'estompait ?

« C'était l'heure du rattrapage », m'a confié Annie Machon, un ancien agent de la brigade antiterroriste du MI-5. Mais le Service de sécurité était également confronté aux groupes de défense des libertés civiles, opposés à certaines méthodes de « rattrapage ». En août 2002, le secrétaire à l'Intérieur de l'époque, David Blunkett, avait — phénomène inédit — présenté des excuses publiques aux musulmans britanniques au sujet des « descentes d'investigation conduites par le MI-5 dans les communautés musulmanes ». Amnesty International avait également protesté en signalant « de graves violations des droits de l'homme sur des citoyens britanniques détenus à Guantanamo Bay ». Thames House avait ignoré ces critiques. Les représailles tombèrent le 7 juillet 2005, lorsque des kamikazes musulmans britanniques frappèrent en plein centre de Londres et firent cinquante-deux morts et sept cents blessés, dont une grande partie gravement.

Là, deux ans plus tard, en ce jour d'avril 2007, les *watchers* avaient découvert que les hommes qu'ils observaient en cachette avaient été des fidèles de la mosquée de Finsbury Park avant de s'installer à Bradford. Il y avait parmi eux des Pakistanais, des Tunisiens, des Marocains et des Algériens — tous unis par leur haine de l'Occident. Ils avaient assisté à l'une de leurs réunions régulières dans une maison d'aspect minable après avoir participé aux prières dans une mosquée dont les minarets se dessinaient sur l'horizon de la ville. Le groupe était constitué de deux bouchers *halai,* d'un homme qui tenait une agence de taxis, du cousin de ce dernier et d'un libraire qui vendait des textes et des brochures islamistes. C'était son commerce qui avait attiré l'attention du MI-5.

On avait demandé à l'un des nombreux informateurs que le MI-5 avait recrutés depuis les attentats de Londres d'acheter quelques-uns des livrets et des CD les plus radicaux qui s'y trouvaient. Ayant suivi des cours intensifs d'arabe et d'ourdou, l'homme parlait couramment les deux langues. Ce qu'il découvrit lui sembla suffisant pour alerter son directeur. Non seulement ces

documents étaient brûlants mais ils étaient récemment arrivés en Grande-Bretagne, presque certainement importés illégalement par l'un des djihadistes nés en Angleterre qui voyageaient régulièrement entre Bradford et Islamabad. Avec leurs véritables passeports britanniques, ils pouvaient librement entrer et sortir. Quand ils rentraient, les agents de l'immigration n'avaient pas les compétences linguistiques pour lire les livrets et les CD étaient maquillés en disques musicaux, semblables à ceux que l'on trouvait à tous les étals pakistanais sur les marchés. Les messages de haine étaient insérés entre les chansons. Un technicien pakistanais expérimenté n'avait plus qu'à les extraire pour les copier sur un autre disque. Le message que l'agent avait traduit et remis au directeur avec les livrets expliquait comment fabriquer du cyanure d'hydrogène et le diffuser dans les galeries marchandes.

Le directeur était confronté à un dilemme immédiat. Fallait-il arrêter le libraire sur-le-champ ou le placer sous surveillance pour voir quels autres membres du complot on pourrait identifier et présenter au tribunal ? Mais attendre était très risqué. La facilité avec laquelle on pouvait commettre un attentat au gaz était terrifiante. Des composés de cyanure, sous forme de poudre, mélangés à de l'acide suffisaient à créer du cyanure d'hydrogène, un gaz équivalent au Zyklon B qu'avaient utilisé les nazis pour exterminer les Juifs dans les camps de concentration. En attendant, on prenait le risque que des dizaines ou, plus probablement, des centaines d'innocents se fassent gazer dans une galerie marchande. Cependant, l'idée de déjouer le complot et de frapper fort contre l'infiltration croissante d'Al-Qaïda en Grande-Bretagne était irrésistiblement tentante.

Le directeur décida de monter une grande opération de surveillance. Le libraire allait être ajouté à une liste d'individus à épier, et l'on prendrait note de toutes ses allées et venues, de toutes ses rencontres et de toutes ses conversations. Un groupe de *watchers* fut réuni. Parmi eux, se trouvaient deux experts du service technique que l'on surnommait affectueusement les *buggers* (ce qui peut aussi bien signifier « bougres » que « poseurs de micros »). Ils étaient capables d'installer toutes sortes de dispositifs d'écoute : sous la voiture d'un suspect, sur les murs extérieurs de son domicile et de la mosquée où il se rendait le vendredi, dans les restaurants où il mangeait, sur son lieu de travail. Les micros étaient assez sensibles pour capter des murmures et avaient suffisamment de portée pour atteindre l'une des camionnettes de surveillance que l'on avait disposées de manière à

former un réseau électronique hautement sophistiqué au-dessus d'une vaste zone.

L'équipe comprenait également trois membres d'une autre unité très spécialisée, créée suite aux attentats de Londres. Les hommes dont elle était composée avaient été recrutés dans diverses communautés musulmanes ou s'étaient portés volontaires pour infiltrer les cellules terroristes. Après deux ans d'un travail difficile et dangereux, ils avaient appris à maîtriser leur tâche et s'étaient frayé un chemin vers des positions suffisamment élevées pour recueillir des informations cruciales. Les trois qui avaient été sélectionnés pour l'opération de Bradford comptaient parmi les tout meilleurs. Cependant, pour obtenir les renseignements voulus, ils pouvaient se retrouver contraints à prendre part à des actions terroristes.

Selon Colin Wallace, qui avait travaillé pour le MI-5 en Irlande du Nord : « Si un informateur était arrêté, le plan consistait à le faire libérer en disant le moins possible à la police sur les raisons de sa présence. Cela nécessitait parfois l'intervention du commissaire des policiers ayant procédé à l'arrestation, voire celle du chef de la brigade antiterroriste de Scotland Yard. Mais c'était une priorité. Bien sûr, l'informateur devenait inutile. On faisait le bilan de sa mission et, si possible, on lui trouvait un autre poste, loin de l'endroit où il avait opéré. » Il restait la question de trouver le bon moment pour intervenir quand une information pouvait sauver des vies mais que le risque était grand de mettre une précieuse source en danger. Ce n'était qu'une seule des nombreuses difficultés auxquelles était confronté le directeur de l'antiterrorisme tandis qu'il supervisait l'opération de surveillance de Bradford.

*

Pendant ce temps, des agents, également sous son commandement, modernisaient les systèmes de sécurité d'endroits susceptibles d'être le point de départ de nouveaux attentats, comme, par exemple, les aérodromes des environs de Londres, où les terroristes auraient pu louer des avions privés pour venir se jeter sur Big Ben ou les chambres du Parlement. Depuis les attentats de Londres, les bombardiers de la RAF étaient constamment « parés à décoller » et pouvaient atteindre la capitale en soixante secondes si un avion semblait menaçant. Si un appareil suspect n'obéissait pas à

l'ordre d'évacuer la zone, il s'exposerait au risque d'être abattu. On redoutait également qu'un kamikaze entre dans la plus grande centrale nucléaire britannique, en Cumbrie, avec un camion bourré d'explosifs. Les gardes avaient l'ordre permanent d'ouvrir le feu si un camion refusait de s'arrêter. La possibilité d'une « bombe sale », fabriquée à partir de barres d'uranium volées dans le service de médecine nucléaire d'un hôpital puis recouvertes de TNT, était également une autre inquiétude constante qui nécessitait des vérifications hebdomadaires dans les services concernés.

En ce matin d'avril, le dernier rapport des *watchers* de Bradford indiquait que le complot de gazage en était encore au « stade des discussions ». Mais pour combien de temps ?

*

Aux services de sûreté et de sécurité, les agents poursuivaient leurs recherches téléphoniques en contactant les campus des quarante-huit universités du pays pour connaître le nombre d'étudiants ayant adhéré à des associations islamistes, dont beaucoup faisaient la promotion d'idées radicales. En 2006, plusieurs anciens étudiants arrêtés pour avoir projeté de faire sauter des vols de passagers transatlantiques avaient appartenu à de tels groupements. L'un d'entre eux, Anjem Choudary, avait obtenu ses diplômes à l'université du Surrey avant de devenir recruteur pour Al-Muhajiroun. Grâce aux éléments recueillis par le MI-5, le secrétaire à l'Intérieur avait fini par interdire l'organisation. Un étudiant de l'université de Brunei, identifié en 2006 comme le « commandant » d'Oussama Ben Laden pour la Grande-Bretagne, était en train de purger une peine de quarante ans de réclusion pour avoir planifié des attentats.

Les étudiants musulmans d'Oxford, de Cambridge et de l'Imperial College — des universités ayant des liens de longue date avec le ministère de la Défense — étaient particulièrement observés. Certains avaient été secrètement photographiés par des agents du MI-5 en train de distribuer des tracts portant des titres tels que *Le Djihad en Grande-Bretagne* ou *Blair et Bush sont les terroristes à rechercher à tout prix*. Les orateurs invités à la Société islamique commençaient invariablement par un démenti standard : « Nous ne sommes pas ici pour faire la promotion d'Oussama Ben Laden, bien que nous le soutenions, ce qui n'est pas un délit. Mais nous le

reconnaissons comme notre dirigeant et posons la question : comment peut-il être un terroriste ? Qu'est-ce qui définit ce qui est mal ou bien ? Certainement pas notre gouvernement répressif et ses services de sécurité. » C'était un avocat, spécialiste des droits de l'homme, qui leur avait conseillé de prononcer ces mots.

Au département antiterroriste, on conservait les dossiers des sympathisants d'Al-Qaïda qui avaient essayé de se faire engager au MI-5 en proposant leurs services en tant que traducteurs pour les quatre-vingt-dix langues et dialectes parlés en Grande-Bretagne. Trois d'entre eux étaient des policiers de Scotland Yard d'origine pakistanaise. En 2006, ils s'étaient rendus à la frontière nord-ouest du Pakistan où Oussama Ben Laden avait établi son dernier quartier général. À leur retour, les agents du MI-5 les avaient interrogés en profondeur et ils avaient nié tout lien avec le terrorisme. Cependant, leurs noms avaient été inscrits sur une liste des individus à surveiller. Une descente, dirigée par le MI-5, au domicile d'un partisan présumé avait mené à la découverte d'une traduction anglaise d'un manuel tactique d'Al-Qaïda, *Gestion de la férocité,* écrit par l'un des stratèges de l'organisation. Il conseillait : « Infiltrez les forces de police, les services de l'armée, les différents partis politiques, les compagnies pétrolières, les sociétés de sécurité privées et des médias tels que la BBC. » À l'intérieur de l'ouvrage se trouvait un mot manuscrit : « À utiliser pour les recrutements dans les universités. »

Selon le *Daily Mail,* le quotidien londonien, qui avait de bons contacts au Service de sécurité, un agent de police avait été trouvé en possession de photos diffusées sur Internet montrant des décapitations et des attentats commis sur des bords de routes en Irak. Le journal continuait ainsi : « Il a déclaré avoir voulu "élargir" le débat sur la guerre. Des rapports classifiés des services secrets font état d'une inquiétude croissante quant au fait que l'on ne puisse pas utiliser les antécédents d'un policier pour justifier son renvoi. »

Avant son arrestation, Omar al-Timimi, condamné à neuf ans de prison pour avoir stocké des manuels expliquant comment faire exploser des voitures, avait postulé pour travailler comme employé d'entretien à la police du Grand Manchester, et l'on redoutait de plus en plus que les terroristes essaient d'infiltrer d'autres organisations du secteur public. Depuis les attentats de Londres, les procédures de contrôle s'étaient durcies mais les

vérifications du passé des candidats dépendaient des agences étrangères — au Pakistan, en Afrique et au Moyen-Orient — chargées de s'en occuper sur place. On craignait de plus en plus que ces organisations aient déjà été infiltrées par Al-Qaïda et empêchent, par conséquent, la détection de certains islamistes radicaux.

Au même moment, en 2007, le MI-5 avait lancé sa propre campagne de recrutement et fait, pour la première fois, de la publicité dans le métro et les bus londoniens pour trouver des agents et du personnel des services généraux. Pour faire face à une menace terroriste en perpétuelle expansion, il lui fallait cinq cents hommes et femmes de plus. Les linguistes étaient toujours une priorité, suivis par les agents de surveillance et les experts en technologie. On avait également placé des annonces dans les salles de sport réservées aux femmes. Tous les candidats étaient soumis à six mois de contrôles de sécurité. Beaucoup trouvaient cette intrusion dans leur vie privée inacceptable et retiraient leur candidature.

Le MI-6 avait, lui aussi, lancé sa campagne pour engager des agents traitants, des agents de ciblage et des agents de rapport : « La candidature de femmes titulaires de diplômes universitaires, autonomes, d'une grande intégrité et dotées d'un bon sens des rapports humains est bienvenue. » On avait créé le profil d'un « agent féminin type » que l'on avait baptisé Isobel. Dans la publicité, elle était jeune, mariée et avait droit à des congés de maternité. Elle avait pu faire venir son mari et ses enfants quand on lui avait confié un poste en Asie. Le MI-6 payait une école internationale pour ses enfants et elle pouvait ne travailler que quatre jours par semaine. Ce portrait faisait monter des sourires cyniques aux lèvres des vrais agents. Selon l'un d'entre eux : « Isobel a été créée par quelqu'un qui n'a jamais travaillé dans le renseignement. »

Le Mossad avait également commencé à recruter. Son annonce, parue dans plusieurs publications juives, était simplement formulée. « Le Mossad a des postes à pourvoir. Seul votre cœur vous dira si vous êtes capable de penser différemment, de vous dépasser. » Cette méthode s'avéra plus efficace que la création d'Isobel. En janvier 2007, plus de six cents candidats — dont la moitié de femmes — avaient répondu à l'institut. Pourtant aucun autre service de renseignement né demandait à ses femmes d'avoir recours au sexe pour piéger l'ennemi dans le cadre de leur travail. Meir Dagan, l'ancien directeur général du service, m'a expliqué ce que cela

impliquait.

« Coucher avec l'ennemi. Utiliser le sexe pour le bénéfice du pays. Toutes les femmes du Mossad connaissent les risques que cela comporte. Faire ce qu'on leur demande exige une forme particulière de courage. Si une femme est mariée, comme c'est le cas de beaucoup, elle doit trahir ses vœux de mariage. Mais ce n'est pas une prostituée. Elle vit conformément aux idéaux de la profession qu'elle a choisie — le renseignement. »

Le cas de Cheryl Bentov illustre bien ce que le Mossad attend d'un agent féminin. Née à Orlando, en Floride, elle avait été recrutée une semaine après être rentrée de sa lune de miel en Espagne. Son mari, Ben, ne lui avait avoué qu'il était, lui-même, un agent de haut niveau au service d'Israël que pendant le vol de retour. Comme toutes les recrues du Mossad, Cheryl dut passer une série de tests pour évaluer ses aptitudes sociales et son QI. Les psychologues du Mossad lui expliquèrent qu'elle ne devait faire confiance qu'à ses collègues. On lui enseigna la duperie et des méthodes en totale contradiction avec tout *ce* en quoi elle avait cru jusqu'alors. Elle apprit à dégainer un pistolet sans se lever de sa chaise, à mémoriser autant de noms que possible après les avoir vus défiler sur un petit écran. On lui montra comment ranger son Beretta dans sa culotte et confectionner une ouverture cachée sur sa jupe afin de pouvoir facilement attraper son arme. Elle découvrit comment entrer par effraction dans une chambre d'hôtel et voler des documents dans un bureau. Elle utilisa ses charmes pour ramasser un touriste dans un night-club et lui administrer subrepticement une drogue à action rapide, un cocktail d'amphétamines ne laissant aucune trace dans le sang, conçu par les chimistes de l'institut. Le but était qu'à son réveil l'homme croie qu'il avait été volé. Cela permettait également de voir comment Cheryl s'accommodait de cette situation.

Pendant trois mois, une équipe d'instructeurs du Mossad lui fit perfectionner ses aptitudes à utiliser le sexe pour contraindre, séduire et dominer. On lui inculqua également d'autres compétences. Elle apprit à mettre du coton dans ses joues pour transformer son visage, à voler une voiture, à simuler l'ivresse et à créer une boîte morte, une cachette convenue à l'avance — par exemple, sous un arbre — où l'on pouvait laisser un message codé. Pour signaler qu'un message était en attente, les méthodes préférées du Mossad consistaient à peindre une petite marque sur un poteau électrique ou à poser une petite pierre près d'une tombe. Une autre

technique que dut acquérir Cheryl se résumait à s'asseoir sur un banc public, dans un parc, « de façon naturelle et décontractée ». « Ensuite, je devais punaiser un mot sur le banc et m'en aller », se souvint-elle plus tard. Son formateur du Mossad, qui l'avait observée de loin, récupérerait le message ultérieurement. C'était un exemple classique d'utilisation réussie d'une boîte morte. Après avoir été admise, elle fut envoyée à Madrid. Elle retourna à l'hôtel où elle avait passé sa lune de miel avec son mari mais, cette fois, en compagnie d'un instructeur. Son apparence transformée comme on le lui avait enseigné, elle put constater qu'aucun membre du personnel de l'hôtel ne la reconnaissait. Par la suite, Cheryl Bentov a accompli de nombreuses missions pour le Mossad avant de devenir, à son tour, instructrice au centre de formation du Mossad, dans la ville balnéaire d'Herzliya, près de Tel-Aviv.

Ari Ben-Menashe, ancien conseiller en lutte antiterroriste du gouvernement israélien, a décrit de façon très imagée ce que le Mossad attend de ses recrues : « Ce travail exige un jugement calme, clair et avisé, ainsi qu'une perception des choses équilibrée. On peut avoir toutes sortes de raisons de vouloir entrer au Mossad. Il y a le prétendu glamour de l'espion. Certains aiment l'idée de l'aventure. Certains pensent que s'engager leur conférera un plus haut statut, des petits qui rêvent d'être grands. Quelques-uns recherchent un pouvoir secret qu'ils croient que le Mossad leur apportera. Ce ne sont pas de bonnes raisons de s'enrôler. »

*

Au G9C, la section de la branche G spécialisée dans le repérage des menaces d'attentats-suicides d'Al-Qaïda, on tentait toujours d'établir l'existence de vidéos tournées par des kamikazes qui n'étaient pas encore passés à l'action. On avait eu cette idée en constatant que l'enregistrement de l'un des terroristes responsables des attentats de Londres, Mohammed Sidique Khan, présentait des similitudes frappantes avec les vidéos qu'avaient réalisées les deux musulmans nés en Grande-Bretagne qui avaient fait sauter un night-club à Tel-Aviv deux ans auparavant. Dans les deux cas, elles avaient étaient filmées devant un mur orné de motifs géométriques que les agents du G9C connaissaient pour être les préférés des jeunes djihadistes britanniques. En outre, les trois kamikazes portaient tous,

autour de la tête, le même type de bandeau que celui des autres radicaux qui, à leur retour du Pakistan, se targuaient, sur leurs sites Web, d'être prêts à mourir. Un examen détaillé des images apporta des indices supplémentaires. Alors qu'ils affirmaient n'agir qu'en réaction à la menace qui pesait sur leur culture, leur peuple et leur vie tout entière, les kamikazes employaient des expressions identiques et manifestaient leur colère de la même façon, comme s'ils cherchaient à maintenir leur univers psychologique en ordre. Dans les trois cas, leurs yeux montraient des signes de consommation de drogue. Cependant, les pharmacologues n'avaient pas réussi à déterminer de quel type de stupéfiant il s'agissait. Selon une source musulmane fiable, il était possible que la vidéo de Khan ait été tournée un an avant les attentats de 2005 et conservée pour être diffusée sur Al-Jazira, la chaîne d'information arabe, après sa mort. Ce dont on était plus certain, c'était que, comme celle des deux autres kamikazes, la façon de parler de Khan avait quelque chose de distant. Le ton était plat et ne collait pas au discours. « On aurait dit des acteurs travaillant sur le même script », m'a relaté l'une de mes sources. Mais on ne savait toujours pas où se trouvaient ces enregistrements.

*

En 2007, les huit étages de Thames House étaient répartis entre les divers services. La branche A réunissait les unités de soutien opérationnel, auxquelles appartenait l'AIA, spécialisée dans les opérations techniques — les effractions secrètes pour placer des micros — et la vidéosurveillance. L'AIA travaillait en collaboration avec l'AIF, qui était chargée de la surveillance à long terme des ambassades, des missions étrangères commerciales, de certaines banques étrangères et des agences de voyages spécialisées dans le Moyen-Orient et l'Asie. Au fond des locaux de la branche A, un petit bureau hébergeait des photographes et des cameramen, spécialistes des images volées, ainsi que des serruriers et des perceurs de coffres, formés pour ouvrir tous les modèles de serrures.

À un autre étage se trouvait la branche D. Ses agents s'occupaient des organisations non-terroristes : organisations criminelles et trafiquants de drogue. L'unité D7 avait remarqué le dealer Christopher Benbow en 2006 dans un night-club londonien. On l'y avait entendu clamer qu'il savait où la

centrale nucléaire la plus accessible du monde avait entreposé plus de deux tonnes d'uranium et de plutonium enrichis à usage militaire. Selon lui, elles n'étaient protégées que par une clôture de barbelés rouillés et une poignée de gardes. Ancien joyau de l'arsenal soviétique, l'Institut scientifique national de Vina — situé à une quinzaine de kilomètres au sud de Belgrade, la capitale serbe — avait fermé en 1984 et l'on avait éteint son réacteur. Depuis, ce site de plus de vingt-sept hectares était tombé en décrépitude. La branche du MI-5 chargée du terrorisme international, le G2, avait alors vérifié l'information. Benbow avait dit la vérité. Il n'y avait qu'un concierge sur le site et, même si tenter de voler la matière fissible revenait à s'exposer à des radiations susceptibles d'entraîner des maladies mortelles, la centrale restait « une cible rêvée pour les terroristes ».

L'homme à qui Benbow avait parlé était Gilbert Wynter, un homme de main de la plus puissante organisation criminelle de Grande-Bretagne. Quand il n'était pas en train d'exécuter les ordres de son parrain, Terry Adams, Wynter était toujours en train de chercher des occasions d'augmenter la fortune — estimée à deux cents millions de livres (deux cent cinquante millions d'euros) — que la famille avait acquise grâce à la drogue, au blanchiment d'argent et au trafic de filles étrangères pour le florissant commerce du sexe britannique. Wynter avait une effrayante réputation : un jour, il avait massacré un homme avec un sabre de samouraï. D'ailleurs, il avait déjà fait cinq ans de prison quand Adams l'avait engagé et aidé à devenir l'homme le plus craint de la pègre nationale. Wynter avait rapporté au parrain ce que Benbow avait dit de Vina.

Terence George Adams s'habillait et s'exprimait comme un président de multinationale. Il portait des costumes Armani retouchés à ses mesures et sa voix ne s'élevait que rarement au-dessus d'un ton modulé. Il vivait dans une maison bourgeoise à Barnsbury, une ville très huppée de la banlieue nord de Londres, où Tony et Cherie Blair avaient autrefois habité une demeure victorienne. Décoré avec goût, son domicile regorgeait de meubles anciens et d'objets d'art venus de Paris, Rome ou Moscou — des villes où ses activités criminelles lui avaient valu d'être respecté. En outre, sa culture et son goût pour l'art, les livres anciens, la grande cuisine et les bons vins renforçaient son image. Aux courses d'Ascot, il louait une loge, proche de l'espace réservé à la famille royale, où avec son épouse, Ruth, il accueillait de grands financiers de la City. Le couple étant très catholique, des évêques de l'Église romaine étaient régulièrement invités à leur table et Adams

faisait des dons très généreux à leurs bonnes œuvres. Même s'ils se doutaient de la façon dont il avait gagné son argent, ses riches voisins lui adressaient de respectueux signes de la main lorsqu'il passait devant eux dans son taxi londonien favori, l'une des douze voitures anciennes qu'il possédait.

Adams avait consacré trente de ses cinquante-deux ans d'existence à bâtir son empire. Il avait commencé par racketter les commerçants des marchés londoniens puis avait continué en organisant des vols à main armée et en faisant du trafic de drogue et d'êtres humains. Dans le milieu, son organisation était surnommée la *A-Team*, car elle s'occupait rapidement des rivaux qui essayaient d'usurper sa position. Selon la rumeur, Adams avait déjà commandité plus de vingt meurtres. Cependant, on n'était jamais parvenu à remonter jusqu'i lui, ce qui augmentait l'impression qu'il était invincible e confortait la pègre dans sa conviction qu'il soudoyait des détectives, des avocats et des procureurs. Quiconque était considéré comme un informateur se retrouvait généralement paralysé à vie.

En 2000, Adams était à la tête d'une organisation familiale liée aux barons de la drogue colombiens, aux criminels mexicains et à la mafia new-yorkaise. Tous l'aidaient à inonder Londres de cocaïne de première catégorie.

Christopher Benbow était l'un des distributeurs de Terry Adams. Quand il avait suggéré au « Boss » — seule Ruth l'appelait « mon Terry » — qu'il pourrait s'enrichir encore plus avec les matériaux nucléaires, il s'était montré suffisamment intéressé pour ne pas rejeter l'idée comme il l'avait si souvent fait en qualifiant de nombreuses propositions de « débilités ». Ce que le parrain ignorait, c'était que de hauts membres de Scotland Yard avaient déjà participé à une première réunion avec le MI-5, sous la houlette de Jonathan Evans, le directeur adjoint du Service de sécurité, afin d'élaborer un plan pour l'empêcher d'agir. C'était en luttant contre l'IRA et les organisations criminelles de Belfast qui armaient et cachaient ses membres qu'Evans s'était forgé la réputation dont il jouissait au MI-5. Il avait proposé aux détectives du Yard de réunir des agents des branches D et A pour former une unité spéciale dont le but serait d'obtenir suffisamment de preuves pour anéantir l'organisation d'Adams. Evans avait prévenu qu'il faudrait patiemment travailler dans l'ombre pendant des mois pour y parvenir. L'opération ultrasecrète s'appellerait « Trinity ».

Quand arriva l'été 2006, une équipe composée d'agents des deux branches était prête à passer à l'action. On lui loua une maison près de chez Adams. Deux techniciens de surveillance se firent passer pour des mécaniciens et prirent la place de ceux qui venaient régulièrement entretenir le parc automobile du parrain. Ils placèrent des micros dans la chambre de maître, dans le gymnase adjacent où Adams faisait ses exercices quotidiens et dans le salon où il rencontrait ses comparses quand ils venaient lui présenter leurs respects ou lui remettre les énormes recettes du commerce de la drogue. Sachant qu'Adams faisait régulièrement inspecter son domicile par une société de sécurité privée pour vérifier s'il n'y avait pas de micros, l'équipe du MI-5 posa les siens de manière à ce qu'on ne puisse pas les trouver sans défaire toutes les installations. Certains n'étaient pas plus gros qu'une tête d'épingle ; d'autres étaient cachés dans les gonds des portes ou les grilles du chauffage au sol.

Les enregistrements permirent d'en savoir plus sur les activités d'Adams : comment il faisait payer à d'autres gangsters le droit de dire qu'ils étaient ses associés alors qu'ils géraient leurs propres affaires criminelles. Se prétendre de son organisation leur garantissait d'être respectés. Mais ceux qui usaient de ce stratagème sans avoir payé au préalable subissaient un dur traitement : le chef d'un gang local de l'Essex eut les deux jambes brisées et se retrouva condamné à finir ses jours en fauteuil roulant. C'était précisément ce que recherchait Adams, qui voulait que sa victime « se rappelle toute sa vie qu'elle avait passé les bornes », ainsi qu'on pouvait l'entendre l'expliquer sur un enregistrement. Sur d'autres, on apprenait comment la drogue était stockée. Mais il n'avait pas encore réagi à l'idée de revendre les matériaux nucléaires de Vina que lui avait suggérée Benbow. Il avait juste ordonné à Wynter de dire à Benbow qu'il y réfléchissait toujours.

Pendant ce temps, des agents du D7 s'étaient fait passer pour des intermédiaires liés à Al-Qaïda et s'étaient appuyés sur le contenu des transcriptions des conversations d'Adams pour commencer à négocier les matériaux nucléaires avec Benbow afin de pouvoir l'arrêter pour trafic. Il confirma qu'il avait accès à du strontium 90, un isotope radioactif du même type que celui de la centrale de Vina, un élément important pour générer des retombées. Il demandait un million de livres sterling pour une douzaine d'onces du matériau mortel (un million deux cent cinquante mille euros pour trois cent quarante grammes). Les atomistes expliquèrent aux agents que c'était suffisant pour faire d'immenses ravages dans une ville de la taille

de Londres. On demanda à Benbow de fournir un échantillon de ce qu'il avait à proposer. Il refusa, sous prétexte qu'il n'avait pas l'expertise nécessaire pour manipuler un tel matériau, et leur demanda de verser la moitié de la somme sur son compte numéroté au Crédit suisse en gage de « bonne foi ». Puis, tandis que le directeur réfléchissait à la prochaine action, Benbow quitta Londres. Les agents du D7 pensaient qu'il était parti à Tampa, en Floride. Deux jours plus tard, ils y arrivèrent à leur tour et trouvèrent Benbow avec un groupe d'Arabes, sur un yacht, dans la marina de Miami. Ils prirent des photos de la rencontre et les expédièrent à Londres. Les hommes qui se trouvaient avec Benbow étaient fichés comme contacts d'Al-Qaïda.

Au cours des semaines qui suivirent, Benbow se rendit dabord à Bogota, en Colombie, puis il prit un vol pour l'Europe de l'Est. Les agents du D7 avaient été rejoints par ceux de l'unité G2 de la branche G, spécialisés dans la contre-prolifération nucléaire, et ceux du G9C, qui s'occupaient des extrémistes islamistes. À Budapest, Benbow rencontra des membres de la plus grande organisation criminelle d'Europe.

L'Ordre du Soleil levant, spécialisé dans le blanchiment d'argent, les meurtres sur contrat et le trafic de drogue, était dirigé par Semion Mogilevich. Avec l'aide de l'ancien magnat de la presse Robert Maxwell, il avait obtenu un passeport israélien qui lui avait permis de voyager dans le monde entier pour monter pas 'moins de cinquante sociétés illégales, officiellement dirigées par des prête-noms, en des lieux où l'argent et la politique du « pas de questions » ne faisaient qu'un : Chypre, le Lichtenstein et les îles Caïman. En 2007, David Dastych, un ancien agent de la CIA qui avait traqué Mogilevich, m'a confié qu'il disposait « de solides preuves que, par l'intermédiaire de ces sociétés écrans, Mogilevich vait commencé à faire entrer de l'argent aux USA pour tenter d'influencer les élections de 2008 ».

Le MI-5 savait que cela faisait longtemps que l'organisation planifiait de trafiquer des matériaux nucléaires mais, pour les agents secrets qui suivaient Benbow, il y avait une question plus urgente : Benbow avait-il essayé de faire affaire avec le Soleil levant ? Mais il partit à nouveau, cette fois, pour a Costa del sol, en Espagne, pour y voir deux membres de l'organisation de Terry Adams. La rencontre eut lieu à Marbella, la station balnéaire devenue un repaire de trafiquants de drogue et d'armes. Sur l'un des luxueux yachts amarrés dans la marina malfamée de Puerto Banus

Benbow avait de nouveau été secrètement enregistré en train d'expliquer qu'une « bonne source » lui avait proposé « une cargaison de drogue ». Il voulait que la famille Adams « décharge la drogue » pour lui en échange de cinquante pour cent. Il révéla qu'il l'avait obtenue d'Al-Qaïda en échange de matériaux nucléaires. Maintenant, il était disposé à la revendre à Adams.

Mais les membres du gang Adams commencèrent à se méfier et à suspecter Benbow, malgré ses vives protestations —toutes enregistrées —, de faire partie d'un coup monté de la police. Pendant que Benbow voyageait en Amérique du Sud, Terry Adams avait été arrêté à Londres.

N'ayant pas réussi à faire affaire à Marbella, Benbow retourna à Tampa. Des agents du FBI l'y attendaient à l'aéroport. Ils l'arrêtèrent pour trafic de matériaux nucléaires. En mars 2007, Benbow fut condamné à la réclusion à perpétuité et incarcéré dans la prison la plus sécurisée des États-Unis, l'ADX Florence, dans le Colorado. Sa seule vue sur l'extérieur se limitait à une fente d'à peine plus d'un mètre de long sur le mur de sa cellule, par laquelle on entrevoyait la cour réservée à la gymnastique, un des miradors de la prison et le fil barbelé sur le haut des murailles, renforcées par sept épaisses barres d'acier. Entre autres, il avait pour voisins Richard Reid, « le terroriste aux chaussures piégées », et Zacarias Moussaoui, toujours le seul terroriste à avoir été condamné pour les attentats du 11 septembre. Une autre cellule abritait Omar Abdel-Rahman, l'ecclésiastique égyptien accusé d'avoir organisé l'attentat contre le World Trade Center de 1993. La cellule adjacente à celle de Benbow était occupée par Theodore Kaczinski, dit Unabomber, dont les attentats aux colis piégés avaient terrorisé les États-Unis pendant dix-huit ans.

*

L'opération Benbow eut un résultat inattendu : la découverte d'un complot d'Al-Qaïda visant à détruire le réseau Internet britannique, ce qui aurait forcé la Bourse de Londres à fermer et aurait déclenché une panique totale au niveau du commerce international. Le pays aurait également été immobilisé, car les systèmes des aéroports, des ports, du réseau ferroviaire et des communications n'auraient plus fonctionné.

À l'époque où l'opération de surveillance de Benbow touchait à sa fin, on avait envoyé deux hommes de l'A4, l'unité Internet du MI-5, travailler avec

le GCHQ. Les sept mille employés de l'organisation contrôlent tout ce qui circule par voie électronique vers ou depuis la Grande-Bretagne. Dans leur quartier général en forme de beignet, près de Cheltenham, ils gèrent des milliards de messages par jour. Certains d'entre eux sont chargés des interceptions pour le MI-5 et le MI-6. Le nom de Benbow avait été ajouté à la liste d'intérêts du GCHQ,

Les douzaines d'e-mails que Benbow avait envoyés à ses contacts pour tenter de fourguer ses matériaux fissibles étaient d'abord passés par les locaux de Telehouse Europe, dans les Docklands de Londres, où l'on gérait tout le trafic Internet commercial du pays. Les messages figurant sur la liste d'intérêts du GCHQ étaient immédiatement redirigés vers Cheltenham. Dans le cas de Benbow, le GCHQ en avait envoyé des copies à l'A4.

L'un des premiers courriels de Benbow avait été expédié à un site Web, l'un des millions enregistrés dans les ordinateurs de Telehouse. De celui-ci, il avait été redirigé vers un autre que l'équipe de l'A4 ne connaissait pas. Après des recherches auxquelles participa l'unité HI, composée de spécialistes de l'informatique, on découvrit que le site était basé dans une maison d'Ealing Broadway, une banlieue de Londres où vivaient de nombreuses personnes originaires du Moyen-Orient. Certaines d'entre elles figuraient déjà sur la liste de surveillance du MI-5 mais ce n'était pas le cas du gérant du second site.

Pendant que les agents du D7 continuaient de suivre les mouvements de Benbow, on plaça le site d'Ealing sous surveillance électronique. On coupa la ligne téléphonique afin qu'un *bugger* puisse se présenter en se faisant passer pour un technicien de British Telecom venu chercher l'origine de la panne. Il installa dans l'appareil un micro assez puissant pour capter une conversation dans n'importe quelle pièce de la maison. Un autre agent de surveillance avait loué une chambre juste en face afin de pouvoir enregistrer les conversations grâce à un instrument surnommé « l'aspirateur ». Une fois par jour, un agent passait chercher les enregistrements et les portait à Thames House pour qu'ils y soient analysés.

Des terroristes, qui étaient déjà venus en reconnaissance à Telehouse Europe, furent enregistrés en train de parler de leur projet de prendre le bâtiment d'assaut et de se faire sauter en même temps que lui avec de puissants explosifs attachés autour de leur corps. Cet attentat étant prévu pour seulement quelques jours plus tard — par pure coïncidence, au

moment où le clan Adams avait refusé la proposition de Ben-bow à Marbella —, les agents de la brigade antiterroriste de Scotland Yard firent une descente à la maison d'Ealing et arrêtèrent les comploteurs.

*

Au deuxième étage de Thames House se trouvaient des scientifiques et des techniciens qui concevaient de nouveaux gadgets. Une vitrine abritait des objets acquis auprès d'autres services. Il y avait parmi eux une cigarette « king-size », contenant une seule balle de 22 mm, conçue par la CIA. Elle avait été testée sur un agent double dans l'Allemagne d'après-guerre, au cours des expériences du célèbre MK-ULTRA — le programme secret développé par l'Agence pour tenter de contrôler le comportement humain et trouver de nouvelles méthodes d'assassinat. La cigarette-pistolet ne faisait pas partie du programme principal mais avait été élaborée comme un à-côté par les chimistes de la CIA. Après avoir tué l'agent double, l'arme fut classée « apte à l'emploi » mais elle ne fut jamais utilisée sur le terrain. La Stasi, l'ancien service de renseignement d'Allemagne de l'Est, avait créé une trousse à outils contenant une lime, deux lames coupantes et une petite meule que les agents pouvaient dissimuler dans leur rectum. Les grosses têtes du MI-5 avaient tenté de l'adapter pour y cacher des microfilms mais son utilisation restait inconfortable. Une invention plus exploitable était la « farine explosive » de la CIA, qui causait de « gros dégâts » au moment de la cuisson quand on l'employait pour faire du pain ou des gâteaux. Les résultats avaient été transmis au MI-6 et les savants avaient repris l'idée pour créer des carottes et des choux explosifs afin de s'en servir comme bombes à retardement en Europe de l'Est durant la guerre froide.

Le troisième étage abritait la salle des opérations, aménagée en espace ouvert et réservée aux situations d'urgence majeure, telles que les attentats de Londres de juillet 2005 ou la traque des kamikazes qui avaient tenté de faire sauter des vols transatlantiques en 2006. Elle était constamment « parée au combat », prête pour les occasions où le personnel de haut rang devait gérer une menace significative. Des écrans plasma, des tableaux blancs et des cartes étaient accrochés aux murs. Des postes de travails étaient prévus pour les analystes et les linguistes. D'autres aires étaient réservées aux comportementalistes, aux psychologues et aux psychiatres —

surnommés « les spécialistes » — qui établissaient les profils des terroristes présumés. Les profileurs avaient leur propre section, équipée de consoles directement reliées à celles de leurs homologues de Scotland Yard, du MI-6, du GCHQ et, si nécessaire, des forces de police régionales du pays.

IV

« L'ennemi a passé nos portes »

Depuis que le président Bush avait déclaré la guerre au terrorisme en 2001, le nombre de conseillers juridiques du MI-5 était passé d'une poignée à pratiquement une centaine d'hommes et de femmes, selon les chiffres de 2007. Certains d'entre eux avaient été repérés dans les écoles de droit par les chasseurs de têtes, d'autres avaient été sélectionnés dans des grandes sociétés de la City. Ils avaient tous été triés sur le volet, non seulement pour leurs compétences professionnelles mais aussi pour des qualités telles que la précision intellectuelle et une très grande maîtrise des constants changements du système législatif britannique. Plusieurs d'entre eux connaissaient bien les lois européennes et celles de l'islam.

Lors de leur premier entretien, on expliquait aux légistes qu'ils devaient être capables de « penser logiquement et latéralement ». Officiellement, ils travailleraient pour le Home Office ou le ministère de la Défense. En réalité, ils auraient leurs bureaux à Thames House et agiraient « dans le cadre de *l'Official Secrets Act* » (la loi sur les secrets officiels). En 2007, le salaire annuel de départ était de cinquante mille livres (soixante-trois mille euros) avec des augmentations régulières. Pour être engagé, une condition essentielle était de ne pas révéler que l'on travaillait pour le Service de sécurité. Un jeune avoué se souvenait que, comme pour ajouter au côté James Bond, son entretien avec un haut conseiller juridique du MI-5 s'était terminé par le rappel : « La protection du service et la vôtre dépendent de la discrétion ». Ce candidat n'avait pas été retenu parce qu'il avait reconnu qu'il serait mal à l'aise s'il était confronté à des problèmes éthiques.

Les avocats étaient le bouclier du MI-5 face à des légistes aussi qualifiés qu'eux qui faisaient bon usage des nombreuses possibilités d'opposition que leur offraient les lois relatives aux droits de l'homme. On faisait de plus en plus souvent appel à ces lois complexes pour contrecarrer le pouvoir du gouvernement britannique et cela générait d'interminables batailles juridiques sur l'extradition et les droits démocratiques de base. Plusieurs verdicts avaient fait l'objet d'appels devant la plus haute cour du pays, la

Chambre des Lords, puis devant la Cour européenne des droits de l'homme. Certaines affaires avaient duré plusieurs années. La libération de certains suspects avait courroucé l'opinion publique, également choquée par les immenses sommes dépensées pour obtenir leur liberté. Le MI-5 avait été lourdement critiqué pour n'avoir pas réussi à fournir des preuves irrévocables à la cour et le rôle de ses avocats consistait également à s'assurer que ses opérations soient aussi conformes à la loi que possible afin d'éviter les accusations d'arrestation illégale.

Pourtant, malgré cette protection juridique, le Service de sécurité continuait d'accumuler les échecs. En 2006, sa branche sécurité et contre-espionnage reçut ce qu'elle appela plus tard « un renseignement crédible », selon lequel une bombe au cyanure capable — ainsi que le formula ultérieurement un journal — « de tuer des milliers de Londoniens » se trouvait chez une famille musulmane du sud de Londres. Plus de deux cents agents de Scotland Yard — armés pour la plupart —, une unité spécialisée dans l'armement biologique et des agents du MI-5 firent une descente à la maison de Forest Gate. On ne trouva ni bombe ni le moindre indice d'activité terroriste. Le logement familial ayant été mis en pièces, sa remise en état fut financée par le SUV, le fonds secret du MI-5 et du MI-6.

Quand on lui reprocha ce revers, la directrice générale, Eliza Manningham-Buller, proposa sa démission. John Reid, le secrétaire à l'Intérieur, la refusa. Il aurait alors déclaré : « Ce sont des choses qui arrivent. » Quelques mois plus tard, peu après la fin des dix ans de mandat de Tony Blair, il annonça son propre départ. Mais la débâcle consécutive au fiasco de Forest Gate n'était pas le seul nuage à stagner au-dessus de la tête de Manningham-Buller. Elle savait qu'un rapport final de l'ISC *(Intelligence and Security Committee/*Comité au renseignement et à la sécurité) sur les attentats perpétrés à Londres en 2005 conclurait à la culpabilité du MI-5. Quand il fut publié en mars 2007, les observations s'avérèrent accablantes. Page après page, on y découvrait la liste des manquements du MI-5 : le manquement de ses *watchers* à « surveiller de façon professionnelle et continue » les deux kamikazes ; son manquement à prêter « une attention suffisante » aux « informations crédibles » du FBI à qui des agents d'Al-Qaïda, arrêtés à New York, avaient révélé l'existence d'un projet d'attentat sur Londres ; son manquement à tenir la brigade antiterroriste de Scotland Yard pleinement informée de l'imminence du danger ; son manquement à signaler aux forces de police provinciales l'endroit où vivaient les suspects,

ce que le MI-5 avait découvert douze mois avant la catastrophe. Ces lourds constats d'échec s'étalaient d'un bout à l'autre du document.

Le rapport de l'ISC soulevait de graves questions. Comment le Service de sécurité pouvait-il ne pas avoir été capable de prédire une menace beaucoup plus grande que celles de l'IRA ? Pourquoi ne s'était-il pas rendu compte qu'Al-Qaïda était bien plus dangereuse que l'IRA, bien mieux organisée et protégée au sein de ses communautés ? Où était passée la « gestion de risque » pour laquelle le MI-5 était supposément réputé ? Eliza Manningham-Buller n'avait pas amélioré la situation en déclarant aux ministres du gouvernement que le MI-5 « ne pouvait pas être certain de connaître plus de la moitié des noms des membres présumés d'Al-Qaïda présents en Grande-Bretagne qui [avaient] des liens avec l'organisation ». Elle comparait Al-Qaïda à « un travail de crochet » : « C'est complexe, entre-tissé et impénétrable. Vous pensez en tenir un bout et, soudain, tout se défait entre vos doigts. »

Au sein du MI-5, les agents de haut niveau, qui estimaient avoir souvent dû montrer comment faire leur travail à des recrues inexpérimentées, évoquèrent le problème de la formation. Annie Machon, une ancienne de l'antiterrorisme, ne cachait pas que sa « formation de base » n'avait duré qu'une « quinzaine de jours ».

L'une des activités les plus difficiles à apprendre était la filature. Il fallait un minimum de deux équipes, de quatre agents chacune, pour suivre un suspect à pied, deux devant et deux derrière. Sur le trottoir opposé, on plaçait quatre autres agents en renfort. De temps en temps, pour éviter que la cible s'aperçoive de quelque chose, les équipes s'intervertissaient sur ordre d'un agent de haut niveau qui dirigeait l'opération grâce à un micro-cravate connecté aux oreillettes de l'équipe. Un vétéran des opérations de ce type m'a confié : « En multipliant le nombre de suspects à surveiller par le nombre de terroristes impliqués dans les attentats de Londres, nous n'avions pas assez d'agents correctement entraînés pour effectuer cette tâche. C'est encore plus difficile quand la cible est en voiture. Il faut un minimum de quatre véhicules pour inter-changer les positions sur la route. Il faut que chacun d'entre eux ait un nombre différent de passagers, par exemple, deux hommes, un homme et une femme, un chauffeur seul de sexe masculin, deux femmes. Cela permet de réduire le risque que la cible se doute qu'elle est suivie. Pour les attentats de Londres, il nous aurait fallu soixante

personnes, travaillant tous les jours pendants des semaines, voire des mois. »

Le manque d'équipes de surveillance suffisamment entraînées n'était pas le seul problème à faire débat au Service de sécurité. Les analystes reprochaient aux agents de l'antiterrorisme de ne pas découvrir suffisamment d'indices pour permettre ce que l'un d'entre eux appela « au moins une prédiction raisonnable de ce qui se préparait ». Cette même personne expliquait : « Il est très facile de faire l'erreur de croire que ne pas trouver la preuve de quelque chose signifie que cette chose n'existe pas. C'est, de toute évidence, ce qui s'est produit pour les attentats de Londres. »

Eliza Manningham-Buller s'était toujours montrée compétente pour gérer les médias — comme, par exemple, quand elle dînait avec le rédacteur en chef d'un journal national soigneusement choisi ou du correspondant aux affaires de sécurité de la BBC : elle leur en dévoilait juste assez pour obtenir un écho favorable sur quelque opération récente du MI-5. Elle avait toujours su charmer des journalistes malléables avec des histoires de missions réussies. Mais, cette fois, elle en était réduite à s'abriter derrière cet aveu : « D'autres attentats perpétrés par des extrémistes islamistes sont inévitables. La vérité est que nous ne pourrons pas tous les empêcher. »

Le nuage de l'échec s'installait, toujours plus noir, au-dessus de Thames House, et il avait des répercussions sur tous ceux qui y travaillaient. Les relations, déjà difficiles, entre le Service de sécurité et le monde extérieur étaient plus mauvaises que jamais. Au Parlement, on posa des questions pleines de sous-entendus sur la façon dont le MI-5 avait pu échouer de façon si catastrophique. Beaucoup demandèrent à ce que la raison d'être du MI-5 soit redéfinie et encore plus appelèrent à la démission d'Eliza Manningham-Buller. Le 20 avril 2007, elle s'exécuta, et son chauffeur de Scotland Yard la conduisit pour la dernière fois à Thames House. C'était une fin peu glorieuse à une carrière qui avait pourtant toujours semblé prometteuse depuis son arrivée au MI-5.

*

Elizabeth Lydia Manningham-Buller, Eliza pour sa famille et ses amis, était née le 14 juillet 1948. La guerre en Europe avait cessé en mai 1945 et, trois ans plus tard, le peuple britannique était encore en train de s'en

remettre lentement. La sous-alimentation restait un problème : la viande, le fromage, le sucre et le thé étaient strictement rationnés ; l'année de sa naissance, la quantité hebdomadaire de bacon par personne était toujours limitée à une once (un peu plus de vingt-huit grammes) ; le pain, qui n'avait pas été rationné pendant la guerre, l'était désormais sur décision du nouveau gouvernement travailliste. Les immeubles démolis par les bombes étaient légion et la saleté que générait leur destruction s'imprégnait dans les meubles, les vêtements, la peau et les cheveux. Comme celles de toutes les autres grandes villes du pays, les banlieues de Londres étaient infestées de rats et la puanteur de la pollution s'étendait comme un voile infini au-dessus des zones industrielles. Plus d'un tiers des douze millions de maisons de la nation n'avaient plus de baignoire ou d'eau chaude. Il n'y avait pas assez de charbon pour alimenter les centrales électriques. Le marché noir allait bon train.

Mais les fusils étaient silencieux, les bombardiers au sol, les bateaux de guerre ancrés, les projecteurs de surveillance éteints et les soldats, les marins, les aviateurs portaient les costumes civils de piètre qualité qu'on leur avait remis à leur démobilisation. C'était le moment, pour les enfants de la crise, qui étaient passés à l'âge adulte alors qu'ils étaient à la guerre à l'étranger, de commencer leur voyage dans la vie civile. Les jeunes combattants démobilisés, heureux d'avoir survécu à leurs blessures, et leurs fiancées se mariaient par milliers, pris d'une passion irrésistible, telle que leurs parents n'avaient jamais exprimée en public. Ils se tenaient la main au cinéma en regardant *Brève rencontre et Noblesse oblige,* et après cela, ils allaient prendre du thé et des toasts dans l'un des établissements de la chaîne de restauration *J. Lyons and Co.* C'était l'époque d'une nouvelle langue, et les jeunes étaient désormais des « teenagers », un terme qui avait traversé l'Atlantique. De leur côté, les GI qui rentraient en Angleterre par bateaux entiers parlaient l'argot cockney et avaient promis de revenir à toutes les filles qu'ils laissaient derrière eux. À Londres, sur Fleet Street, les journaux publiaient des articles sur ce que l'avenir réservait et expliquaient que le « réajustement » étant inévitable, on pouvait résoudre le problème en fondant un foyer heureux. Mais il était difficile de se loger dans les rues bombardées de la capitale ou de toutes les autres villes ravagées par la guerre.

Un quart de Londres était en mines et les dix mille cabanes de tôle, dites « huttes Nissen », qui avaient abrité les troupes avant leur embarquement

pour les plages de Normandie, répondaient à peine aux besoins de logement. Les jeunes mariés vivaient à l'étroit chez leurs parents, où ils écoutaient les reportages radio venus d'outre-Atlantique. Ils y entendaient que les mariées américaines portaient des robes à la mode new look tandis que les Anglaises devaient se débrouiller avec une robe par an, cent treize grammes de laine et un mètre quatre-vingt-trois de tissu — de quoi faire le tiers d'un jupon ou le cinquième d'une chemise de nuit. À Hyde Park, le lieu traditionnel des protestations à Londres, un orateur clamait que la victoire avait permis de survivre, mais que c'était à peu près tout. Puis vint le terrible hiver de 1947, durant lequel les parents d'Eliza, comme des millions d'autres, se retrouvèrent à vivre, mois après mois, sous des températures inférieures à zéro, alors qu'à cause des blizzards, les couches de neige — dont les chutes battaient des records — s'entassaient les unes sur les autres dans tout le pays. L'Angleterre était paralysée par le froid ; les usines fermaient, l'électricité était limitée à cinq heures par jour et six millions de personnes étaient au chômage.

Peu de gens comprenaient que c'était également l'époque où la domination du monde échappait aux mains d'un empire britannique moribond en faveur des puissants États-Unis. Ce changement avait commencé lorsque le président Harry Truman, en juillet 1946, avait signé une charte du Congrès autorisant un prêt de trois milliards sept cent cinquante millions de dollars au gouvernement de Sa Majesté pour liquider l'obligation de l'Amérique de reconstruire le Royaume-Uni après la guerre (ce prêt, avec ses intérêts cumulés, a été fini de rembourser en 2007). Après une lutte de six ans contre l'Allemagne nazie, en acceptant cette transfusion de dollars, la Grande-Bretagne — jadis fière, expansionniste et dénuée de dettes — n'avait pu que se courber de gratitude. Tout le reste en avait découlé : l'acceptation de l'Amérique comme première superpuissance de l'après-guerre, accompagnée de la domination de la *Central Intelligence Agency*, le plus grand et le mieux équipé des services secrets du monde entier.

Le gouvernement avait décidé de résoudre le problème du logement en construisant des tours d'appartements. Transplantés de leurs demeures familiales dans ces mornes structures, de nombreux couples manifestèrent dans les rues. Leur colère n'était pas encore retombée lorsque le premier cerveau du parti travailliste, Evan Durbin, annonça : « Ces endroits sont très bons pour l'éducation sélective. »

À ce moment-là, le MI-5 était en pleine transition. Des centaines de ses employés, qui avaient traqué les espions nazis et les collaborateurs dans les rues privées d'éclairage, retournaient à la vie civile. D'autres étaient mutés dans des unités militaires en Allemagne occupée pour rechercher les criminels de guerre et identifier les agents secrets nazis. Mais à l'époque de la naissance d'Eliza, un allié de la guerre, l'Union soviétique, se mit à projeter son ombre sur l'Europe. Le vent de la guerre froide commençait à souffler.

À Moscou, Staline avait donné le premier de ses discours extrémistes lors d'un immense rassemblement sur la place Rouge. Il y avait dénoncé la coexistence démocratique et promis de conduire une révolution prolétarienne à l'échelle mondiale. Truman avait réagi en déclarant au Congrès que l'Amérique « remplirait [ses] obligations envers le monde libre ». Ces paroles furent appelées « la doctrine Truman » ; la volonté de repousser la Russie derrière ses frontières d'avant-guerre. Moscou lança alors sa première riposte sérieuse : le gel du trafic ferroviaire entre Berlin-Ouest et l'Allemagne de l'Ouest. La Grande-Bretagne et les États-Unis réagirent en envoyant des avions se poser sur les deux aéroports de la ville, Tempelhof, dans le secteur américain et Gatow, en zone britannique. Deux millions et demi de personnes vivaient à Berlin-Ouest, et il fallait quatre mille tonnes de provisions pour les maintenir en vie — ce qui nécessitait l'atterrissage d'un appareil toutes les cent six secondes, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Ceci n'avait jamais été fait dans toute l'histoire de l'aviation : on livrait du charbon pour que les fours et l'éclairage continuent de fonctionner. À bord des avions surchargés arrivèrent aussi les espions qui firent de la ville la première capitale du renseignement de l'après-guerre. À Londres, le père d'Eliza était de ceux qui suivaient les événements de près et indiquaient au gouvernement comment éviter une confrontation avec les Russes.

Il s'agissait de Reginald Manningham-Buller, qui avait été ministre du gouvernement de guerre avant de devenir procureur général puis lord chancelier. Eliza confia plus tard qu'elle avait grandi « comme l'un des enfants les mieux informés du pays, rien qu'en écoutant ». Son père avait reçu le sobriquet peu flatteur de *Bullying Manners* (manières de brute) dont elle hérita à l'époque où elle était à l'école, avec la princesse Anne, à Benenden, l'un des plus prestigieux établissements privés d'Angleterre. Son éducation privilégiée permit à cette enfant dodue devenue une adolescente

potelée — un problème de poids qui la poursuivrait toute sa vie — d'entrer à Oxford, où elle étudia l'anglais au Lady Margaret Hall. Elle y impressionna son professeur par son analyse perspicace de da menace croissante que le communisme représentait pour la paix dans le monde. À table, son père disait : « L'ennemi a passé nos portes. » Des années plus tard, elle reprendrait cette formule au sujet d'Al-Qaïda.

Lors de sa dernière année à Oxford, Eliza eut un entretien d'orientation. Elle avait pensé à l'enseignement. Son professeur lui demanda si elle aimerait faire « quelque chose de plus intéressant, comme travailler pour le gouvernement de manière inhabituelle ». En rentrant chez elle, elle en parla à son père. « Non, c'est hors de question. Nous n'avons pas besoin d'une espionne dans la famille ! » lui répondit-il. Elle rentra à Oxford pour y faire son dernier semestre et participa à la pièce *Cendrillon* dans le rôle de la fée marraine (en 2007, elle était la marraine de trente enfants).

Après Oxford, elle enseigna à Queen's Gate, un établissement très huppé de Londres. La future cuisinière vedette de la télévision britannique Nigella Lawson comptait parmi ses élèves. Plus tard, le MI-5 essaya également de la recruter mais elle reçut de son père, alors chancelier de l'Échiquier (ministre des Finances), le même conseil qu'avait reçu Eliza : « Reste à l'écart des gens du renseignement. »

*

Dans les années 1970, le MI-5 recrutait à tour de bras pour lutter contre le communisme intérieur ; plus de cinquante mille citoyens étaient fichés comme membres du parti. On rappela des agents de carrière qu'on avait laissés partir à la fin de la guerre, mais l'exiguïté des nouveaux locaux du MI-5, à Leconfield House, près de Hyde Park, devint rapidement un problème et les sous-stations se mirent à pousser comme des champignons dans toute la ville. Il était inévitable que cela conduise à une concurrence entre les divers fiefs et à de la rétention d'informations. On ignorait souvent qui faisait quoi et ceci était particulièrement vrai dans le domaine du contre-renseignement : les agents sous couverture ne partageaient qu'avec réticence ce qu'ils découvraient avec les autres services. La profonde suspicion que leur inspirait Whitehall — et, plus précisément, les politiciens travaillistes — n'arrangeait pas les choses.

La campagne de recrutement était focalisée sur des universités telles que Cambridge et Oxford. Il en sortait des diplômés qui, au retour de la guerre, avaient bénéficié des études supérieures gratuites promises par le gouvernement. Cela avait permis à de jeunes hommes, issus de familles de mineurs galloises et à des femmes d'origine paysanne d'acquérir une certaine maturité. Ils pensaient qu'une carrière dans le renseignement leur offrirait une chance d'observer l'évolution du monde de façon privilégiée et d'y apporter leur contribution. Adroitement, les recruteurs du MI-5 faisaient appel au patriotisme de ceux qu'ils contactaient et la formule « faites-le pour le roi et votre patrie » était souvent un argument décisif. Entrer au Service de sécurité ne rapporterait pas autant que de travailler dans le monde de l'industrie ou de la banque mais serait autrement plus intéressant que de plancher sur des livres de comptes. Les activités du renseignement étant devenues plus sophistiquées qu'auparavant — écoutes téléphoniques, etc. —, le niveau des recrues était de plus en plus élevé : on engageait des ingénieurs, des experts en électronique et des scientifiques, sélectionnés par des professeurs d'université qui faisaient office de chasseurs de têtes. Cette campagne de recrutement apporta au MI-5 des agents capables de raisonner analytiquement et de conserver leur sang-froid lors d'opérations qui étaient tout sauf calmes.

Pour « voir comment un type s'adaptait » — pour citer Lord Carver, le chef d'état-major de la Défense nationale —, le MI-6 avait recours à plusieurs tests écrits et psychologiques depuis longtemps établis, dont certains se déroulaient sous forme de week-ends à la campagne en compagnie d'agents du bureau de sélection de l'administration. De son côté, pour repérer ses futurs agents, le MI-5 avait ses propres méthodes. Stella Rimington a, d'ailleurs, rappelé qu'en ces temps d'après-guerre : « Le recrutement se faisait surtout par les amis et les contacts — dans le style "tape sur l'épaule". C'était un processus assez mystérieux. Les jeunes gens qui s'engageaient recevaient l'ordre de ne pas dire ce qu'ils faisaient à leurs épouses et certains d'entre eux ne le leur révélèrent jamais. »

Il existait un domaine pour lequel on manquait toujours de candidats : les transcriptions. On avait besoin d'énormément de dactylos et d'employées de bureau pour taper les conversations secrètes afin de pouvoir les conserver soigneusement. Seules celles qui avaient une autorisation spéciale pouvaient effectuer les transcriptions Y. De temps en temps, l'une de ces jeunes femmes était promue dans une autre partie de la division A, à

laquelle appartenaient les *watchers* et le service technique. Ces deux services traquaient les espions ennemis à l'aide des quelques gadgets dont ils disposaient alors, c'est-à-dire surtout divers types de systèmes d'écoute téléphonique. Ce qui était encore plus excitant pour une jeune fille de bonne famille, c'était d'être nommée aux branches C ou D, chargées des sabotages et des opérations secrètes. Enfin, pour les amatrices de voyages, la branche E proposait des opportunités d'emploi aux quatre coins de l'empire, dans l'une ou l'autre des stations du MI-5 : à Hong Kong, Singapour, New Delhi, Canberra, Washington, Ottawa, Johannesburg ou aux Bermudes. Selon une croyance bien ancrée, seules celles qui couchaient avec des agents de haut niveau obtenaient les meilleures affectations.

*

Personne au MI-5 ne se doutait qu'un scandale sans précédent, profondément enfoui, était en train de remonter, lentement mais inexorablement, à la surface. Celui-ci était lié à Roger Hollis, qui avait démissionné après dix ans à la direction générale. Son départ avait suscité peu de regrets. On le disait « autoritaire » et « aussi froid qu'un directeur de banque qui vous refuse un prêt ». Ses plus sévères détracteurs étaient les agents du contre-renseignement. Ils lui reprochaient sa réticence à se concentrer franchement sur l'infiltration du KGB dans les syndicats britanniques et au parti travailliste. Selon Peter Wright — un vétéran du MI-5, entré en 1955 —, Hollis leur avait, chaque fois, sorti son sourire de Chat du Cheshire avant de dire : « Laissez-les courir un peu plus longtemps. Le temps travaille pour nous. »

Après le départ de Hollis, en 1965, les soupçons perdurèrent. Était-il une taupe soviétique ? Au début, son successeur, Martin Furnivall Jones, rejeta cette idée. Plus tard, il expliqua que si les rumeurs avaient continué et s'étaient avérées infondées, cela aurait entraîné des problèmes à long terme pour le Service de sécurité. Néanmoins, un groupe d'agents de carrière, mené par Wright, se plongea dans les dossiers personnels de Hollis pour tenter d'y trouver des indices d'un éventuel contact au KGB. Était-il possible qu'un fils d'évêque, qui avait gravi les échelons un à un, ait été secrètement recruté dans les années 1930, à l'époque où il travaillait en Chine pour la *British American Tobacco Company ?* Wright en était

convaincu. Mais il ne disposait d'aucune preuve pour confirmer ses soupçons. Le seul point discutable de la longue carrière de Hollis était l'aventure qu'il avait eue avec sa secrétaire. Mais en vérifiant le passé de cette dernière, on constata qu'elle n'était rien de plus que ce que disait son dossier : la fille d'un homme d'affaires sans connexion connue avec des communistes ni, d'ailleurs, avec des fascistes.

Les enquêtes internes auraient pu s'arrêter là mais Wright — qui deviendrait plus tard directeur adjoint du MI-5, avant d'écrire son autobiographie, *Spycatcher* — fit connaître son point de vue au chef de la CIA : « Nous sommes certains à quatre-vingt-dix-neuf pour cent que Sir Roger était un espion soviétique. » Ce message fut envoyé directement à l'ambassade américaine afin qu'il parvienne dès le lendemain au département d'État, à Washington, par la valise diplomatique. De là, il fut porté, en mains propres, au président Lyn-don Baines Johnson par John Alex McCone, le directeur de la CIA. Après avoir lu le rapport du chef de station, Johnson ordonna à McCone de mener une enquête sans précédent « sur l'ensemble du dispositif de renseignement britannique. Le MI-5, le MI-6, tout ». McCone envoya deux agents de haut niveau à Londres. Ils obtinrent plein accès au MI-5 et au MI-6 en prétextant être venus trouver des terrains d'entente sur les méthodes de lutte contre le KGB. Mais leur rapport — dont le MI-5 et le MI-6 reçurent, plus tard, des copies — déclencha la furie, car il laissait entendre que les deux services avaient été infiltrés par le KGB. Martin Furnivall Jones eut « le sentiment d'une grande trahison », tandis qu'à Washington, selon une note de service de la CIA, McCone ordonna « une prudente période de refroidissement de tous ses contacts, à l'exception de l'essentiel, avec le SIS et le MI-5. »

Peter Wright dirigea une dernière enquête mixte du MI-5 et du MI-6 sur l'infiltration présumée de Hollis. Il ne parvint pas à prouver que Hollis avait été un agent double soviétique — bien que cette revendication ait survécu jusqu'à ce jour. Bien avant cela, Hollis était mort dans sa maison de Wells, dans le Somerset, brisé par les diffamations qu'il avait endurées jusqu'à la fin. Wright quitta le MI-5, aigri de n'avoir pas réussi à démasquer Hollis. Il essaya une dernière fois de le faire dans son ouvrage *Spycatcher.* Le livre généra une tempête politique, principalement parce que le Premier ministre Margaret Thatcher essaya d'en interdire la publication, ce qui contribua à en faire un best-seller planétaire. Ce fut, si l'on peut dire, une revanche pour Wright, qui put dès lors consacrer ses vieux jours à élever du bétail en

Tasmanie.

À ce moment-là, McCone avait été remplacé à la CIA par l'amiral William Francis Raborn, un patriote à l'ancienne, qui n'avait aucune connaissance directe des complexités du renseignement international. Son adjoint de l'époque, Richard McGarrah Helms, m'a personnellement confié que « à moins d'une crise absolue, il ne fallait pas le déranger pendant les week-ends, durant lesquels il jouait au golf du matin au soir ». Selon un autre assistant de Raborn : « À l'époque, nous avions des codes pour tout. J'étais le type qui écrivait les noms véritables pour le directeur. Un jour, Raborn me fit chercher et se mit à hurler : "Je vous ai demandé de traduire ce mot crypté." J'ai dit : "Mais, mon amiral, je l'ai fait." Il a répondu : "Bien sûr que non ! KOWEIT, c'est le nom de code de quoi" ? » Raborn ne resta qu'un an à peine à la tête de la CIA. Il fut remplacé par Helms, un anglophile qui avait servi dans l'OSS en Europe et était l'un des membres fondateurs de l'Agence. Plus tard, il m'a confié : « J'avais conscience qu'il importait d'avoir de bonnes relations avec les services secrets britanniques. Ils sont là depuis bien plus longtemps que nous. Je trouvais leurs rapports plus concis, plus pertinents. Quand ils affirmaient que quelque chose était probable, cela signifiait qu'il y avait cinquante ou soixante-quinze pour cent de chances que ce soit exact. Nous avons vite remarqué cela. »

Pendant que Helms rassurait Martin Furnivall Jones et Dick White, le directeur du MI-6, sur le fait que les choses étaient revenues à la normale avec la CIA, Eliza Manningham-Buller avait, de nouveau, été contactée par le MI-5. Elle venait alors de passer trois ans à enseigner et elle commençait à s'en lasser. Chez elle, elle recevait souvent à sa table des visiteurs américains — des juristes, des diplomates et, quelquefois, des hommes qui n'expliquaient jamais vraiment ce qu'ils faisaient et, encore moins, qu'ils appartenaient à la CIA ou à un autre service de renseignement des États-Unis — et l'on y parlait de la menace que représentait l'Union soviétique. Lors de l'un des ces dîners, un ancien professeur d'Eliza à Oxford, un invité régulier, la prit à part et lui demanda si elle avait repensé à entrer au MI-5. Il ajouta que son père n'y voyait plus d'objection.

Il lui dit qu'il pensait qu'elle se débrouillerait sûrement plutôt bien dans une agence de renseignement. Eliza Manningham-Buller sourit — c'est-à-dire qu'un bref et décisif mouvement apparut sur ses lèvres et repartit aussi vite qu'il était venu — en acquiesçant de la tête ; ce qui n'était pas sans

évoquer cette soirée où, sur scène, elle avait agité sa baguette magique en direction de Cendrillon. Le 24 avril 1974, elle signa *l'Official Secrets Act* et devint une nouvelle recrue du MI-5.

*

Dans sa tenue classique, avec ses chaussures sages, sa coiffure démodée et juste une touche de rouge à lèvres pour égayer son visage, Eliza Manningham-Buller se présenta pour son premier jour de travail au MI-5. Elle avait vingt-cinq ans et était prête à jouer son rôle d'espionne.

Sa destination était le 1 Curzon Street, un bâtiment aux airs de bunker, construit dans les années 1930, dont la cave avait servi d'abri à la famille royale pendant le Blitz, car il était proche du palais de Buckingham. Elle commencerait aux transcriptions, le poste de départ de toutes les recrues de sexe féminin. Située au sous-sol, surchauffée par des radiateurs sujets à de fréquentes poches d'air, avec ses tapis inchangés depuis la guerre et ses murs d'un vert déprimant, la salle était agencée comme l'atelier d'une usine textile : des rangées de tables de travail et un éclairage criard. Mais, au lieu du cliquetis des machines à coudre, c'étaient les staccatos des claviers qui retentissaient dans la pièce. La directrice des transcriptions y circulait en ne s'adressant aux dactylos que lorsqu'elles lui rendaient une bande transcrite et qu'elle leur en remettait une suivante. Elle appelait toutes les employées « jeune fille », leur interdisait de manger en travaillant et tenait à ce qu'elles lui rendent une transcription terminée avant de prendre la moindre pause : sur huit heures de travail continu, une seule visite aux toilettes était autorisée. Parler était déconseillé et évoquer le contenu des transcriptions, strictement interdit. Ces conditions de travail permettaient de tester la motivation des jeunes recrues. Certaines abandonnaient. Celles qui restaient étaient toutes aussi déterminées les unes que les autres à quitter, un jour, ce plus bas échelon de la hiérarchie qu'était le service des transcriptions.

La directrice vérifiait l'orthographe des pages tapées avant de les faire porter à un autre bâtiment du Service de sécurité, tout près, sur Bolton Street. Des mois passèrent avant qu'Eliza n'apprenne que la structure de style staliniste hébergeait les bureaux de diverses branches antiterroristes. Celles-ci s'occupaient des menaces qui émergeaient encore du sous-continent indien depuis la séparation du Pakistan et du Cachemire : les

militants des deux pays protestaient par des actes de violence contre ce qu'ils considéraient comme un tracé des frontières inéquitable. Tandis que l'empire continuait de rétrécir inexorablement, plusieurs nations sur lesquelles flottait toujours l'Union Jack demandaient leur indépendance avec une agressivité croissante. Les combattre était le travail des agents du contre-espionnage qui officiaient au 40 Gower Street et recevaient les transcriptions. Ceux qui officiaient au sous-sol avaient tous accompli le même exploit : ils avaient survécu au processus d'approbation.

Celui-ci avait été mis en place par le gouvernement travailliste de 1948, qui craignait que des communistes essaient de se faire engager à des postes gouvernementaux sensibles et transmettent des secrets défense à l'Union soviétique. Quiconque postulait pour un emploi à Whitehall, dans les établissements de la Défense ou même à la BBC, y était soumis. Pour ceux qui étaient classés comme « risques pour la sécurité », il devenait pratiquement impossible d'obtenir un poste permanent digne de ce nom. Il y avait un bureau à la BBC — la salle 105, à l'intérieur de la *Broadcasting House* —, d'où les noms de tous les candidats étaient envoyés à la branche B du MI-5. Des monteurs, des journalistes, des réalisateurs et des producteurs talentueux étaient refusés sur recommandation du Service de sécurité. On ne leur donnait ni explication ni possibilité d'appel. Ce processus dura jusqu'en 1985, après que le secrétaire à l'Intérieur de l'époque, Lord Rees, eut révélé ne rien savoir de ces vérifications secrètes. Seuls le directeur général de la BBC et deux cadres supérieurs restent désormais sujets au processus d'approbation, car ils sont tenus « de s'assurer que la diffusion continue en cas de situation d'urgence nationale ». Cependant, il est toujours d'actualité pour tous ceux qui souhaitent entrer au MI-5, au MI-6 ou au GCHQ, qui s'occupe également de la sélection des planques, de la sécurité interne de tous les bâtiments du Service de sécurité et détient les dossiers de tous les membres du personnel d'un rang inférieur à celui de directeur de service. Ceux des agents de haut niveau se trouvent dans le bureau du directeur général adjoint. Celui de ce dernier est conservé dans le coffre-fort du directeur général.

Malgré ses origines familiales irréprochables, Eliza Manningham-Buller avait été soumise au processus, conçu, entre beaucoup d'autres choses, pour vérifier si elle avait eu des problèmes de santé mentale, caché un casier judiciaire — y compris pour conduite en état d'ivresse — ou s'était livrée à une quelconque activité susceptible de l'exposer au chantage. Discrètement,

on avait posé aux membres de sa famille et à ses amis, dont elle avait fourni la liste, des questions sur ses petits amis — voire ses petites amies. Qu'elle soit féminine ou masculine, l'homosexualité reste un obstacle pour entrer au Service de sécurité. Selon Pamela Radcliff, qui a dû quitter le Service de sécurité quand sa liaison avec une autre femme a été découverte : « Sur le plan sexuel, le MI-5 est pire qu'un couvent ou un monastère. »

L'agent chargé de l'approbation d'Eliza voulait s'assurer qu'elle était dotée de ce que la branche B appelait le « TLR » : *Trust, loyalty and reliability/*Confiance, loyauté et fiabilité. Le docteur William Sargant, psychiatre consultant au MI-5 m'a relaté : « On invitait le candidat à passer un week-end dans une maison à la campagne et je l'observais. Ensuite, je rédigeais un rapport dans lequel je notais si le type ou la fille buvait un peu trop, était trop loquace ou faisait preuve d'une familiarité excessive avec les autres durant la fête qu'on avait organisée à la maison. » Peter Wright comparait les participants à ces rassemblements du week-end à « des membres d'un club de gentlemen qui souffriraient tous d'une extraordinaire maladie consistant à croire qu'en matière de sécurité, les classes sociales élevées sont dignes de confiance et les plus basses ne le sont pas ».

Bien qu'Eliza Manningham-Buller ait aisément obtenu son approbation, elle devait, malgré tout, comme les autres filles issues de la haute société, passer huit heures par jour avec des écouteurs sur la tête à transcrire des conversations téléphoniques entre les diplomates du pacte de Varsovie et Londres. Quand elle doutait d'un mot, elle consultait son dictionnaire de russe. Capable de taper quatre-vingts mots à la minute, elle était considérée comme la spécialiste des transcriptions urgentes.

Son père lui avait inculqué que les services secrets d'un pays étaient le reflet de sa moralité et que l'espionnage était un élément essentiel du processus politique dans une démocratie telle que la Grande-Bretagne. Après ses premiers mois aux transcriptions, Eliza avait compris que ce que d'autres pourraient appeler la « sale besogne » était important pour la sécurité nationale. Son travail lui avait également permis d'en apprendre plus sur les ressources de ceux qui obtenaient les bandes. Ils enregistraient grâce à des micros cachés sous des plaques d'égouts, dans des cheminées ou des jardinières de fleurs posées sur des bords de fenêtres. Les compétences de l'unité qui installait ces appareils impressionnaient Eliza et elle était résolue à participer, un jour, aux actions dont elle tapait les comptes-rendus

plutôt que de remettre ses pages à son intraitable directrice afin qu'elle puisse les faire circuler. Les employées des transcriptions ne considéraient souvent leur travail que comme une étape sur la route du mariage. Au contraire, Eliza Manningham-Buller passait ses soirées à la bibliothèque du registre, où elle s'imprégnait de l'histoire du MI-5, bien décidée à laisser son empreinte sur le Service de sécurité. Son enthousiasme n'était pas passé inaperçu et avait été noté dans son dossier personnel.

*

Ce fut sous le règne d'Élisabeth Ire que l'espionnage commença à jouer un rôle vital dans le système de défense britannique. Jusqu'alors, on s'était contenté de laisser les diplomates et les courtisans rapporter les informations importantes dont ils avaient eu vent. Rares étaient ceux qui comprenaient ce dont il s'agissait et, comme ils devaient payer leurs sources de leur propre poche, ils ne prêtaient que peu d'attention aux propos des centaines d'agents mal informés qui ne leur proposaient généralement que des ragots et cherchaient juste à augmenter leurs revenus en se faisant passer pour des gens influents à la cour. Les renseignements erronés étaient donc monnaie courante.

Cela changea en 1573, lorsque la reine Élisabeth Ire nomma Sir Francis Walsingham secrétaire d'État. Il avait toutes les qualités requises pour la plus haute fonction de la cour. Il s'était occupé de secrets durant toute sa vie professionnelle : les secrets des liaisons illégitimes des courtisans, les secrets de ceux qui corrompaient et volaient, les secrets de la chambre de la reine. Au cours de son ascension dans la hiérarchie royale, il avait tout noté. Ce secrétaire au visage pincé était si obsédé par sa tâche qu'il enlevait toute sa correspondance de son bureau avant de laisser quiconque entrer dans son salon et qu'il marchait doucement dans les couloirs afin de surprendre les courtisans dans leurs bureaux. Il était la quintessence même du maître espion particulier de la reine.

Après sa nomination, il ne lui avait fallu que quelques mois pour recruter un grand nombre d'informateurs. Il leur faisait signer un document que l'on peut considérer comme l'ancêtre de *l'Official Secrets Act*. En retour, exécuter ses ordres leur garantissait la protection royale. Il commença par leur demander d'espionner les familles catholiques du royaume et les prêtres

de l'Église romaine suspectés de comploter contre la reine. Peu après, il les envoya évaluer l'importance des flottes et des armées françaises et espagnoles, ce qui marqua la naissance du renseignement militaire. Au niveau intérieur, Walsingham avait étendu son réseau d'espions de manière à en avoir dans toutes les villes et villages du pays ; suite à leurs activités, des dizaines d'hommes et de femmes finirent la tête sur le billot.

La défaite de l'Armada espagnole mit fin aux menaces étrangères contre la Grande-Bretagne et les agents de Walsingham n'eurent plus rien à faire. Beaucoup revinrent à leurs anciennes sources de revenu : vol, chantage et proxénétisme. Walsingham mourut en 1590, au bord de la ruine, après avoir pratiquement créé l'espionnage de toutes pièces. Bien que n'ayant pas manqué de louer ses incontestables exploits, notamment sa découverte du complot que Marie Ire d'Écosse avait fomenté contre elle, la reine ne s'en était pas moins montrée avare au moment de subvenir aux besoins matériels du réseau de Walsingham.

Quand, en 1653, Oliver Cromwell devint le premier Lord protecteur d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, il envoya de nombreux agents en Europe pour obtenir des informations sur la puissance militaire de son vieil ennemi, l'Espagne catholique, avant de lancer une guerre dont il sortit victorieux. Il clama haut et fort que c'était la qualité supérieure de son service de renseignement qui le lui avait permis et l'on se mit à considérer l'Angleterre comme le pays le mieux informé du monde. Nulle part les agents de Cromwell ne furent plus actifs qu'en Irlande, où la famine avait généré une immense haine envers les propriétaires terriens britanniques, qui avaient, eux-mêmes, été recrutés comme espions. Plus tard, dans les années 1840, avec l'apparition *des fenians* (les rebelles nationalistes irlandais), un grand nombre d'entre eux furent pendus sur des gibets placés le long des routes. Des pancartes les dénonçaient comme traîtres.

Pendant ce temps, à Londres, le gouvernement avait voté le fonds des services secrets, qui allait rester d'actualité pendant deux siècles. L'argent était dépensé à mauvais escient : les députés l'employaient pour financer leurs campagnes électorales et un Premier ministre conservateur, Lord Bute, alla même jusqu'à utiliser quatre-vingt mille livres (cent mille euros) pour soudoyer des députés afin qu'ils soutiennent ses mesures. Un autre Premier ministre, William Pitt le Jeune, déclara que son gouvernement avait absolument besoin de ce fonds pour faire face à la subversion intérieure

consécutive à la Révolution française. Malgré ses beaux discours, peu nombreux furent ceux qui le crurent ; dans le pays, on disait que le financement du renseignement n'était qu'une manière supplémentaire de permettre aux politiciens de se livrer à la corruption.

Au milieu du dix-neuvième siècle, le réseau d'espions du gouvernement était toujours décentralisé et désorganisé. Quand, en 1885, *les fenians* lancèrent leur première campagne d'attentats pour revendiquer leur indépendance de la Grande-Bretagne, il n'y avait pas de service de renseignement digne de ce nom pour les contrer. Ce ne fut qu'après la guerre que le War Office (le ministère de la Guerre) finit par prendre conscience qu'il lui fallait impérativement se pourvoir de véritables services secrets structurés. En 1889, *l'Official Secrets Act* fut révisé : alors qu'auparavant l'État devait fournir la preuve de la culpabilité des accusés, c'était désormais aux suspects de prouver leur innocence. De cette nouvelle loi allaient naître le MI-5 et le MI-6, tous deux dotés de certains pouvoirs auxquels le Parlement ne pouvait pas s'opposer.

*

Le premier directeur général du MI-5 s'appelait Vernon Kell. Son père étant issu d'une famille de militaires, il était hors de question que Vernon ne suive pas la tradition : il irait à Sandhurst avant de rejoindre le régiment de son père, celui du South Staffordshire. Sa mère, cependant, tenait à ce que le jeune homme apprenne d'autres choses que le métier des armes. Elle lui enseigna le français, le polonais et le russe, des langues qu'il parlait couramment en entrant au régiment. En 1900, lors d'un voyage en Irlande, il rencontra Constance, la fille d'un propriétaire terrien de Cork, et l'épousa peu après. À cette époque, l'asthme dont il avait commencé à souffrir durant son enfance avait empiré et son travail était souvent interrompu par des crises.

Quelques mois après son mariage, Kell fut envoyé en Chine, où il combattit lors de la révolte des Boxers. Quand il rentra en Angleterre, en 1904, sa santé se dégradait toujours et il fut muté à un poste de bureau au War Office. Au début, il fut chargé d'enquêter sur une organisation armée secrète appelée l'IRB *(Irish Republican Brotherhood/* Confrérie républicaine irlandaise), issue du mouvement *fenian*, qui luttait aux côtés du

parti parlementaire irlandais pour obtenir l'indépendance du pays. Au même moment, il était préoccupé par la menace que représentait l'agitation dans l'Allemagne de l'empereur Guillaume. Ce furent les premiers contacts de Kell avec le renseignement et il fit preuve d'aptitudes pour l'espionnage. Cependant, certains aspects de sa personnalité étaient plutôt déplaisants : il était arrogant, sexiste et raciste — des caractéristiques que l'on retrouvait également chez une bonne partie de ses supérieurs.

Winston Churchill, alors secrétaire à l'Intérieur, remarqua son travail et, peu après son trente-cinquième anniversaire, Kell devint le plus jeune chef de service du War Office. Son département s'appelait le *Military Operations Five,* l'ancêtre du MI-5. Dans une salle du War Office, il partageait deux grands bureaux et un placard à dossiers avec son équipe. Il disposait d'un budget annuel de sept mille livres (presque neuf mille euros) — une somme considérable pour l'époque — pour payer ses neuf hommes et conduire des opérations de contre-espionnage. Il avait deux particularités qui plaisaient à Churchill : il était convaincu que les espions allemands menaçaient de plus en plus la sécurité de la Grande-Bretagne et il avait un véritable don pour comprendre le fonctionnement de la bureaucratie militaire. « Moins les supérieurs en savent, mieux c'est », répétait-il constamment à son équipe. Il insistait sur le fait que les impératifs du gouvernement devaient toujours l'emporter sur les conséquences que l'espionnage pouvait avoir sur la vie privée des individus. Mais, avec ses ressources limitées, la surveillance se limitait plus ou moins à l'observation et aux filatures. On n'avait pas encore acquis les ficelles du métier et le « produit du renseignement » ne consistait qu'en quelques rapports manuscrits signés de la main de Kell.

De 1889 à 1902, la guerre des Boers avait tiré l'establishment militaire britannique de son autosatisfaction victorienne et révélé d'inquiétantes déficiences dans la préparation d'un nouveau conflit, cette fois contre les forces a. niées en perpétuelle expansion de l'empereur Guillaume. On craignait également que l'Allemagne ne décide de frapper l'Angleterre en attaquant l'Irlande et force ainsi Londres à envoyer ses troupes défendre le plus proche territoire de son empire.

Jusqu'à l'arrivée du MI-5, le renseignement en Irlande dépendait de la branche spéciale de Scotland Yard, que s'appuyait sur des informateurs qui, comme les espions de Cromwell, étaient des propriétaires terriens de la côte ouest du pays rétribuant les tuyaux de leurs employés. Les informations

étaient transmises à l'ambassade britannique de Dublin et ajoutées au contenu de la valise diplomatique envoyée au Foreign Office, à Londres. On y trouvait des coupures de presse et des « noms intéressants » de passagers ayant emprunté le ferry de nuit pour la Grande-Bretagne.

Les espions de Kell opéraient dans un contexte de plus en plus nationaliste ; avec leurs articles traitant de la menace croissante que représentait l'Allemagne contre la suprématie de la Royal Navy, des journaux tels que le *Daily Mail,* propriété de Lord Northcliffe, trouvaient de plus en plus de lecteurs. Le *Weekly News,* quant à lui, offrait dix livres — soit une douzaine d'euros, une fortune pour l'époque — à quiconque pourrait prouver qu'il avait vu un espion. Kell demanda à ce que toutes les lettres envoyées au journal lui soient transmises et ainsi naquit le registre du MI-5. Cependant, les courriers ne conduisirent à l'arrestation d'aucun espion.

En 1914, Kell avait déjà fiché seize mille étrangers, dont onze mille Allemands. Le registre était constamment actualisé, si bien que lorsque la Grande Guerre éclata, en août de la même année, on connaissait les identités de trente-sept agents allemands présumés. Le registre contribua souvent à la réussite des premières opérations de contre-espionnage du MI-5.

Kell avait confié à l'un de ses hommes la mission de dénicher les complots de sabotage dans les docks maritimes. Les soupçons de l'agent se portèrent sur un journaliste allemand, Max Schultz, qui louait une péniche aménagée à Exeter. Schultz passait la majeure partie de la journée à lire la presse locale, à se rendre dans les ports de Plymouth et de Portsmouth, et à copier des articles pour le magazine new-yorkais pour lequel il prétendait travailler. Personne ne se doutait qu'il s'agissait d'un agent de Gustav Steinhauer, le maître espion du Kaiser.

L'Allemand à la superbe moustache avait d'abord travaillé comme détective pour Pinkerton avant de devenir le garde du corps personnel du Kaiser. Depuis son bureau de Potsdam, en Prusse, Steinhauer menait une opération d'espionnage aussi téméraire qu'inventive. Ses cibles étaient les docks de Londres et les chantiers navals de Plymouth et Portsmouth ; les principales bases de la Royal Navy, d'où le Kaiser pensait que viendrait la réponse britannique quand il lancerait la guerre qu'il projetait. Pour tenir le haut commandement allemand informé, Steinhauer avait élaboré un

système de communication compliqué. Des Allemands installés en Grande-Bretagne recevaient ses ordres dans des lettres qu'ils réexpédiaient ensuite à Schultz et autres agents sous couverture infiltrés dans le pays ; avec leurs timbres et leurs cachets anglais, elles n'attiraient l'attention de personne. Les espions disposaient d'une liste de personnes, dont des serveurs, des coiffeurs et des domestiques, par l'intermédiaire desquels ils pouvaient répondre à Steinhauer.

Il avait également créé un code afin que les espions puissent faire parvenir leurs informations à Potsdam sous forme cryptée. Les lettres étaient envoyées à des adresses en France ou dans d'autres pays européens, d'où d'autres espions les faisaient suivre. Ce système fonctionna parfaitement jusqu'à la fois où Schultz estima que le renseignement qu'il venait d'obtenir était si urgent qu'il décida de l'envoyer directement à Steinhauer, juste le jour où un agent du MI-5 faisait une vérification de routine à Exeter. Un postier chargé du courrier pour l'étranger montra l'enveloppe à l'agent qui la rapporta à Londres, où Kell l'ouvrit et ordonna l'arrestation de Schultz. Redoutant d'être emprisonné pour espionnage, l'Allemand accepta de collaborer et révéla le fonctionnement du code. Le réseau fut démantelé.

Le début de la Première Guerre mondiale généra un déchaînement de l'espionnage dans toute la Grande-Bretagne. Aucun poste de police n'échappait aux signalements quotidiens d'agents allemands opérant dans le secteur. Les éleveurs de pigeons voyageurs étaient soupçonnés d'utiliser leurs oiseaux pour faire passer des messages en Allemagne. Le 14 septembre 1914, Sir Basil Thomson, le directeur de la branche spéciale, un homme habituellement connu pour ses propos mesurés, déclara au *Daily Mail : «* Il est incontestablement dangereux d'être vu en train de nourrir un pigeon. Un étranger qui se promenait dans les parcs londoniens a été arrêté parce qu'on avait vu un pigeon s'envoler depuis l'endroit où il s'était arrêté. » On n'a jamais entendu parler d'espion allemand ayant eu recours à un pigeon pendant la guerre.

Grâce aux pressions qu'exerça Kell sur le War Office, d'une poignée d'hommes dans une pièce, le MI-5 devint une organisation de cent trente-cinq employés. Il y avait, parmi eux, des chimistes capables de faire parler les encres invisibles et les premiers cryptologues, chargés de déchiffrer les faux télégrammes commerciaux qui attiraient les soupçons des censeurs des

communications. Avec son nouveau budget de cent mille livres (environ cent vingt-cinq mille euros), Kell dépêcha un agent aux Pays-Bas, après qu'un espion, Karl Lody, eut avoué que sa « boîte aux lettres » se trouvait à Rotterdam. Lody était entré en Grande-Bretagne avec un passeport volé américain et avait été arrêté le lendemain en train de faire des croquis des systèmes de défense du port de Portsmouth. Il est mort sous les balles d'un peloton d'exécution, le 6 novembre 1914, à la Tour de Londres. Au cours des mois à venir, d'autres espions le suivraient, sans jamais accepter qu'on leur bande les yeux. En 1916, Kell avait anéanti le réseau infiltré allemand ; au cours des deux ans qu'allait encore durer la guerre, on n'arrêta et n'exécuta, à la Tour, que cinq autres espions. À ce moment-là, le registre du MI-5 s'était agrandi et comptait cent trente-sept mille références, ce qui en faisait la plus grande banque de données factuelles de l'empire. On y trouvait les noms et les adresses des personnes fichées mais également leurs habitudes personnelles ainsi que des informations professionnelles et leur situation de famille. On y apprenait aussi dans quel pub un homme traînait, dans quels magasins une femme achetait ses vêtements et à quelle école allaient ses enfants. À l'aide des renseignements des autres services gouvernementaux, on pouvait reconstituer la vie d'un suspect à partir du jour de sa naissance. Il arrivait que quelqu'un s'embarque pour l'Inde, l'Afrique ou n'importe quelle autre destination, aux confins de l'empire, et qu'à peine quelques semaines plus tard, l'endroit où il se trouvait soit inscrit au registre avec des précisions sur les personnes qu'il y voyait.

Kell avait passé un arrangement confidentiel avec les services secrets américains et le Deuxième Bureau français. Il leur fournissait des informations sur leurs ressortissants figurant au registre. En retour, ils lui faisaient parvenir des copies des transmissions radio interceptées dans lesquelles des travailleurs américains et français encourageaient leurs homologues britanniques à perturber l'effort de guerre. Kell fit paraître dans la presse des articles selon lesquels l'agitation était financée par « de l'or allemand ». Selon le plus alarmiste, le MI-5 avait découvert un complot dont l'objectif était de tuer le Premier ministre, David Lloyd George, avec une fléchette empoisonnée tirée avec une carabine à air comprimé pendant qu'il jouerait au golf. Kell avait identifié les conspirateurs comme des « sympathisants de l'Allemagne », mais on ne les avait jamais retrouvés.

À force de faire le tour de toutes les organisations gouvernementales, Vernon Kell parvint à convaincre ses supérieurs d'augmenter son personnel

à huit cents personnes. On recruta des femmes pour lire tout le courrier de la nation. Un cambrioleur professionnel entraîna une équipe à pénétrer par effraction dans les ambassades des pays neutres pour ouvrir leurs coffres-forts et photographier leurs documents. Une unité s'installa au standard téléphonique central de Londres pour contrôler les conversations et des agents provocateurs firent monter l'agitation dans les manifestations pacifistes afin que la branche spéciale puisse procéder à des arrestations.

Au nom du patriotisme, Kell instaurait la peur chez les opposants à la guerre, indignés par les dizaines de milliers de morts qu'elle faisait dans les tranchées françaises. Mais dans les couloirs du pouvoir, à Whitehall, c'était un héros. Cependant, malgré la puissance de son service de renseignement, il négligea totalement ce qui se passait en Irlande. L'insurrection de Pâques 1916, à Dublin, révéla une énorme faiblesse du MI-5 : le réseau d'informateurs irlandais du Service de sécurité n'avait, en effet, pas su prévoir ce qui allait se passer ce dimanche-là. Le soulèvement ne dura que quelques jours mais la violence incroyable de la réaction de la garnison anglaise unifia le peuple irlandais et le poussa à soutenir totalement la cause républicaine. Dès lors, le MI-5 eut du mal à recruter des espions au sein du mouvement et Michael Collins, le chef du renseignement du Sinn Fein — qui se battait pour l'indépendance avec sa branche armée, l'IRA — organisa une courageuse attaque contre les espions de Kell et tua douze d'entre eux dans leur forteresse du château de Dublin. Pour Kell, ce fut un douloureux rappel du fait que les espions allemands n'étaient pas le seul problème contre lequel il devait lutter.

En 1917, la révolution bolchevique lui donna une chance de redorer le blason du MI-5. Quand il découvrit que les révolutionnaires avaient des partisans jusqu'au sein des forces armées britanniques, il envoya, de nouveau, des agents provocateurs dans les casernes pour y dénicher les prospectus probolcheviques. Plusieurs soldats furent pris à les distribuer e passèrent devant la cour martiale. Conscient que les bolcheviques auraient encore plus de sympathisants dans la classe ouvrière, Kell créa la première équipe de *watchers* du MI-5. Elle était composée d'agents sous couverture chargés de repérer ce qu'il appelait les « subversifs » dans les syndicats. En 1924, l'élection du Premier ministre travailliste de Grande-Bretagne Ramsay McDonald inquiéta Kell car plusieurs dirigeants du parti étaient sous la surveillance du MI-5. Sur ses conseils, McDonald les exclut de son cabinet mais cela marqua le début d'une longue période de suspicion entre

le parti travailliste et le MI-5.

Kell avait appris que, durant la Grande Guerre, l'Amérique avait sa propre unité de décryptage, dont le nom de code était « Black Chamber » (la Chambre noire). Cofinancée par l'État et les départements de guerre, elle était dirigée par Herbert Yardley, un joueur de poker professionnel qui, ainsi qu'il le raconta plus tard, avait pour consigne de « lire les télégrammes codés des gouvernements étrangers par tous les moyens imaginables, sachant qu'il serait très regrettable de se faire prendre ». Faisant bon usage des compétences grâce auxquelles il avait gagné une petite fortune autour des tables de jeux, Yardley conçut plusieurs systèmes pour déchiffrer les codes d'une douzaine de pays, dont ceux qu'utilisait le MI-5 pour communiquer avec ses espions à travers l'empire. Après l'entrée des États-Unis dans le conflit, Yardley révéla au département d'État qu'il pouvait décrypter le code qu'utilisait le Vatican pour échanger des messages avec ses nonces — les diplomates pontificaux, qui œuvraient alors dans une Europe déchirée par la guerre — car un officiel du War Office lui avait appris que l'on craignait que le Saint-Siège ne soit pro-allemand. Sa proposition ne fut pas acceptée. À la fin des hostilités, Yardley et ses cryptologues avaient déchiffré plus de cinquante mille messages codés. La Chambre noire continua néanmoins de travailler jusqu'à ce que Henry Stimson la ferme, en 1929, en devenant secrétaire d'État, et fasse son immortelle déclaration : « Les gentlemen ne lisent pas le courrier d'autrui. »

À la fin de la Première Guerre mondiale, on remercia Kell en le faisant chevalier. Cependant, la paix revenue, les politiciens, soucieux des coûts, avaient moins besoin du Service de sécurité. Son budget passa alors de cent mille à vingt-cinq mille livres (de cent vingt-cinq mille à trente et un mille euros). Kell avait besoin d'un nouvel ennemi à traquer. Il le trouva dans une lettre de l'amiral Reginald Hall, qui avait déjà travaillé pour lui au développement d'un système que Yardley ne puisse pas décrypter afin d'empêcher Washington d'en déchiffrer les codes en temps de paix. Hall avait écrit : « La bataille a été dure et âpre, nous sommes désormais confrontés à un ennemi beaucoup, beaucoup plus impitoyable. Un ennemi qui, tel une hydre, a plusieurs têtes et dont la puissance maléfique va se répandre sur le monde entier. Cet ennemi est la Russie soviétique. »

*

En 1924, Kell fit appel à l'un des quelques authentiques excentriques du MI-5 pour diriger l'infiltration la plus réussie de l'entre-deux-guerres. Grand, avec un nez bulbeux et un menton d'acteur, Charles Henry Maxwell Knight aimait les costumes taillés dans du tissu à chevrons et les chaussures à bouts renforcés. Sa première épouse s'était suicidée après avoir touché à la magie noire avec l'occultiste Aleister Crowley. Remarié, Knight avait choisi de vivre seul dans l'un des immeubles d'appartements les plus chers du centre de Londres, Dolphin Square, et payait le loyer sous l'un de ses pseudonymes, « Miss Copelstone ». Lors de ses rares passages au quartier général du MI-5, il tenait absolument à ce qu'on ne l'appelle que M. Lorsque Kell lui demanda pourquoi, il lui répondit : « Le MI-6 a C, vous avez M. » C était le nom de code du chef du MI-6 et M avait choisi le sien en référence à son deuxième prénom. Quoi qu'il en soit, la question ne fut plus jamais abordée par la suite.

Selon les époques, Knight avait dans son appartement un petit ours qu'il promenait au bout d'une chaîne, un babouin qui passait ses journées assis sur le canapé, plusieurs couleuvres ou encore un coucou qu'il avait achetés chez Harrods, le célèbre grand magasin de Knightsbridge. C'était le MI-5 qui avait payé pour cette ménagerie car Knight maintenait qu'elle faisait partie de sa couverture de zoologue. En revanche, il n'avait pas son pareil pour élaborer un réseau. Ses agents étaient jeunes — les hommes beaux et les femmes attirantes — et possédaient tous quelque chose qu'il exigeait : des revenus personnels. « L'idée de devoir payer quelqu'un pour espionner pour son pays est inacceptable », avait-t-il un jour déclaré à Kell. Recruté dans les boîtes de nuit dont Knight avait fait sa résidence secondaire — sans oublier de noter scrupuleusement toutes ses dépenses pour se les faire rembourser par le service financier du MI-5 —, son réseau était constitué de play-boys, de débutantes et d'écrivains. Aucun d'entre eux n'avait le droit de venir chez lui. Il les avait divisés en cellules, dirigées depuis leurs propres logements, où il passait régulièrement pour recueillir les dernières informations. Leur tâche consistait à démasquer les communistes.

Plus le réseau de Knight infiltrait leurs cellules, plus Kell était convaincu que le bolchevisme restait la principale menace à laquelle le MI-5 était confronté. Le danger irlandais était toujours présent mais il n'était plus son principal souci cela faisait maintenant trente ans qu'il dirigeait le MI-5 — et

il pensait qu'Hitler ne lancerait pas de nouvelle offensive d'espionnage contre la Grande-Bretagne. L'ennemi, c'était la Russie. Knight alimentait ses craintes. Les deux hommes partageaient un intérêt pour l'ornithologie. En outre, il n'était pas rare que Knight sorte de sa poche une boîte d'allumettes pleine d'insectes dont ils discutaient avant d'aborder les dernières menaces communistes. Pour se rencontrer dans les halls des hôtels de Cromwell Road, où se trouvait désormais le quartier général du MI-5, ils avaient l'habitude de sauter d'un bus à l'autre afin de s'assurer de ne pas être suivis.

*

Parallèlement, il y avait de plus en plus de partisans d'Hitler dans la noblesse anglaise, dont les propriétés et le mode de vie n'avaient pas été affectés par la Grande Guerre et qui tenaient à ce que les choses restent ainsi. Le chaos de la République de Weimar et le choix de l'Amérique de tourner le dos à la Société des Nations les avaient confortés dans leur conviction qu'Hitler était l'homme fort qu'il fallait pour contrôler l'Europe et que la Grande-Bretagne devrait le soutenir. Dans les garden-parties estivales et les bals des débutantes, juste présentées à la cour, le soutien à Hitler prenait de l'ampleur. Il était le *Führer* qui avait construit des *Autobahn* et créé une puissante armée qui pouvait les emprunter pour défendre les frontières de son pays. Il était aussi le leader qui était venu à l'aide du général Franco, en Espagne, quand ses forces fascistes risquaient d'être battues par leurs opposants communistes. Il était encore le politicien qui répétait constamment, lorsqu'il assistait à des manœuvres militaires, que ses tanks et ses avions n'étaient là que pour défendre le Reich en cas d'attaque. En Grande-Bretagne, Sir Oswald Mosley, le directeur du parti fasciste britannique, dont la chemise noire de l'uniforme était copiée sur celle des nazis, approuvait ces points de vue. Dans les quartiers populaires de l'est de Londres, ainsi que dans les zones défavorisées d'autres villes anglaises, Mosley crachait son venin, particulièrement contre les Juifs, dont il demandait l'expulsion — un appel auquel adhéraient secrètement des aristocrates tels que le duc de Westminster, le plus riche propriétaire terrien du pays, ou le duc de Bedford.

Winston Churchill avait prévenu que la guerre d'Espagne avait été un

entraînement d'une valeur inestimable pour la Légion Condor d'Hitler en matière de tactiques de guerre éclair et que les larges autoroutes allemandes étaient parfaites pour que des forces blindées puissent franchir rapidement les frontières des pays voisins, mais dans les manoirs de la campagne anglaise, ses propos avaient été qualifiés d'alarmistes.

Hitler avait beau avoir envahi ce qu'il restait de la Tchécoslovaquie, dans la petite noblesse rurale, on se disait qu'il n'irait pas plus loin. En 1939, certains membres de cette classe sociale s'étaient rendus à la Foire universelle de New York en même temps qu'un autre Anglais indécis : George VI, roi, par la grâce de Dieu, de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi que de ses autres domaines et territoires, roi-empereur d'Inde, chef du Commonwealth, défenseur de la foi. Il était accompagné par sa reine, Elizabeth Angela Marguerite Bowes-Lyon. Le couple royal avait été personnellement invité par le président Roosevelt. Peu avant, ce dernier avait poliment rappelé à Berlin que l'Amérique recevrait avec plaisir la garantie du Führer qu'aucune « nation faible ne serait attaquée ». Hitler avait alors déclaré à un Reichstag totalement sous le charme qu'il n'avait nulle intention d'envahir les États-Unis. Cette promesse était tombée après que son chef de la propagande, le docteur Josef Goebbels, eut décrit Roosevelt comme un « Juif insignifiant » et ajouté : « L'apparence complètement négroïde de sa femme indique qu'elle est métissée. »

Mais cet affront n'avait causé pratiquement aucun remous aux États-Unis ; pour beaucoup, l'Europe était loin et les fulminations en provenance de la Wilhelmstrasse avaient peu de conséquences, si ce n'était qu'Hitler voulait Dantzig et avait signé un pacte de non-agression avec la Russie. Certains Américains, cependant, comprenaient que l'empire britannique n'était plus la plus puissante force stabilisatrice du monde ; la Royal Navy régnait toujours sur les mers, mais, si Hitler envahissait la Pologne et la France, la Grande-Bretagne se retrouverait piégée sur son île. Pourtant, à leur grand étonnement, lorsqu'ils abordaient de tels sujets avec les visiteurs qui accompagnaient le roi, on leur répondait qu'il n'y avait pas de quoi s'inquiéter. Neville Chamberlain n'était-il pas rentré de sa rencontre avec Hitler, à Munich, avec une feuille de papier qu'il s'était empressé d'agiter en descendant de l'avion ? « Nous avons la paix pour notre époque », avait-il déclaré d'un air solennel. Ces mots avaient également convaincu Kell.

V

Des codes et des micros

Par un matin de juillet 1940, un homme d'âge moyen se tenait près de la barrière du pont d'un paquebot et contemplait le lever du soleil sur le Old Head of Kinsale, un cap de la côte sud de l'Irlande ; la vue de cet endroit ne manquait jamais de l'émouvoir. Un siècle plus tôt, les grands-parents de William Donovan avaient embarqué au port voisin de Cobh. Ils étaient deux des nombreux immigrants pauvres et souvent sans instruction qui étaient partis pour le Nouveau Monde en quête d'une autre vie. Les Donovan avaient réussi à économiser juste assez pour deux billets d'entrepont.

Aujourd'hui, leur petit-fils — un brillant avocat de Manhattan — voyageait en cabine de luxe et mangeait à la table du capitaine. Le fait qu'il ait laissé dans le coffre-fort de ce dernier un paquet scellé et sans inscription indiquait qu'il était devenu un homme important. Avant de quitter New York, Donovan avait donné des instructions strictes au capitaine : si jamais, malgré son pavillon neutre des États-Unis, le bateau venait à être attaqué par l'un des sous-marins allemands qui patrouillaient dans l'Atlantique nord, il faudrait détruire le paquet. À l'intérieur se trouvait une lettre « à l'attention exclusive » du Premier ministre Winston Churchill, signée de Cordell Hull, le secrétaire d'État américain. Ce dernier s'engageait à ce que l'Amérique aide la Grande-Bretagne « par tous les moyens possibles ». Cette offre avait pour condition que Donovan soit convaincu que le renseignement britannique « lui avait montré ses seins » — une formule que le puritain Hull avait hésité à employer jusqu'à ce que Donovan lui révèle que c'était le genre d'expression que Churchill apprécierait.

Pour la Grande-Bretagne, la guerre avait mal commencé. La Pologne avait été envahie en onze jours et les Pays-Bas avaient mis encore moins de temps à capituler, suivis de près par la Belgique. L'armée britannique avait héroïquement évacué ses troupes des plages de Dunkerque et, peu après, la France était tombée. Le sort de l'Angleterre dépendrait peut-être de la façon dont ses Spitfire et ses Hurricane s'en tireraient au-dessus de la Manche, et de la voix sonore de Churchill déclamant ces nobles paroles, tirées *d'Henri*

V, de Shakespeare : « Cette fière Angleterre ne s'est jamais couchée aux pieds d'un conquérant et jamais ne le fera. » Cet engagement avait fait naître une nouvelle vague d'émotion chez Donovan et l'avait conforté dans sa détermination à ce que son voyage permette à l'Europe, alors plongée dans la nuit, de connaître une nouvelle aube.

Par rapport aux autres catholiques irlando-américains, qui étaient pratiquement tous démocrates, Donovan faisait figure de cas à part car c'était un républicain et un anglophile invétéré qui ne voyait pas l'intérêt de raviver le souvenir de la domination britannique sur la république. En 1918, il avait reçu la médaille de l'honneur pour sa bravoure au combat, en France, lors de la Grande Guerre. Néanmoins, quand il était rentré, après l'armistice, il était persuadé que la paix ne durerait pas. Contrairement à de nombreux Américains, durant l'entre-deux-guerres, il n'avait pas été isolationniste. Il était convaincu que l'Allemagne reviendrait à la charge et que, cette fois, elle menacerait les États-Unis. Son point de vue avait attiré l'attention du président Roosevelt et, à la demande de celui-ci, vers la fin des années 30, il s'était régulièrement rendu en Europe pour observer les manœuvres allemandes dans les Sudètes, en Yougoslavie et en Italie. Après chaque voyage, il avait confirmé à Roosevelt qu'il était de plus en plus certain qu'Hitler se préparait à la guerre.

Lors d'une réunion à la Maison-Blanche, en juin 1940, Donovan fit remarquer au président, à Henry Stimson — alors secrétaire à la Guerre — et à Cordell Hull que l'empire d'Hitler était déjà plus grand que celui de Napoléon. Il leur dit que les Américains ne devaient pas se contenter d'admirer le fait que les quatre premières notes de la Cinquième Symphonie de Beethoven — trois points et un trait, un V comme Victoire en alphabet morse — que la BBC passait avant chacune de ses émissions rappellent à l'Europe occupée que tout n'était pas perdu. Ou devait-on considérer que les Américains avaient suffisamment contribué en accueillant dans leurs foyers plus de trente-deux mille enfants évacués d'Angleterre ?

Il était vital que les États-Unis aient accès aux informations qui leur permettraient de connaître la prochaine direction de l'inexorable avancée des colonnes vert-de-gris d'Hitler. Déjà, leurs conquêtes montraient aux isolationnistes à quoi ils pouvaient s'attendre : des bombardiers Stuka plongeant sur des hordes de malheureux réfugiés en fuite, des civils fusillés dans les rues de Varsovie et de Rotterdam, des trains entiers de Juifs en

route vers l'Est, le bruit des bottes des troupes qui chantaient *Wir fahren gegen England — «Nous* avançons vers l'Angleterre ». Dans le bureau Ovale, Donovan s'était tourné vers son auditoire silencieux et avait répété : « D'une manière ou d'une autre, il nous faut obtenir des informations pour protéger nos propres côtes. »

Pondéré malgré sa ferveur, Donovan avait expliqué qu'il était convaincu que toute l'aide que les États-Unis apporteraient serait récompensée par tout ce que leurs futurs services secrets avaient à apprendre des services de renseignement britanniques. « Ce sont des organisations qui ont contribué à diriger un empire », avait-il conclu.

Le président ne posa qu'une seule question. Sous quelle forme Donovan voyait-il l'aide américaine ? La réponse ne se fit pas attendre : de l'argent, des bateaux, des avions et, pour finir, des combattants. Roosevelt avait diplomatiquement rappelé au fougueux Irlandais que les États-Unis n'étaient pas en guerre.

« Non, pas encore, avait répondu Donovan. Mais nous le serons, monsieur le président. Tout ce que j'ai vu d'Hitler me l'indique. »

À la fin de cette réunion du mois de juin, Hull avait écrit une lettre que Donovan devrait porter en main propre à Churchill. Il y expliquait clairement que la coopération américaine deviendrait une priorité de la politique extérieure du gouvernement Roosevelt si William Donovan se déclarait satisfait à son retour de Londres.

Là, en ce matin de juillet 1940, alors qu'il regardait Old Head of Kinsale disparaître dans la brume matinale et que le bateau continuait à zigzaguer en direction de Southampton, William Donovan se préparait pour une série de réunions à Londres.

Au cours du mois suivant, il avait dîné avec Winston Churchill et le roi George ; appris que la Grande-Bretagne avait inventé le radar dans le plus grand secret ; vu les avions de combat sortir des chaînes de montage ; et visité les défenses côtières. On l'avait informé de la réussite de la guerre de propagande que le MI-5 et le MI-6 menaient en Europe. On lui avait également révélé que le SOE — une organisation dont Churchill avait approuvé la création et qu'il avait autorisée à « mettre le feu à l'Europe » — avait commencé à faire entrer ses saboteurs en France occupée. À Tempsford, dans le Bedfordshire, Donovan avait même visité la base secrète depuis laquelle ils s'envolaient pour leurs périlleuses missions. À la

lumière du jour, elle ressemblait à n'importe quelle ferme des environs. La nuit, on écartait les meules de foin et les abris des animaux pour faire apparaître les avions Lysander qui emmenaient les agents en France.

*

La confiance que ses hôtes accordaient à Donovan ne fut jamais plus évidente que lorsque Churchill autorisa personnellement qu'on lui montre le très secret centre d'interprétation. Il s'agissait d'un endroit préparé pour les généraux nazis capturés — « et, capturés, ils le seront », avait insisté le Premier ministre en agitant l'un des cigares cubains que Donovan lui avait offerts.

Le centre avait été conçu par Stewart Menzies. Il était le fruit de l'une des premières décisions qu'il avait prises en devenant le troisième chef du MI-6, deux mois après l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne. Par un dimanche matin du début du mois d'août, alors qu'il conduisait Donovan au centre, Menzies déclara : « Durant toute ma carrière, je me suis préparé à la guerre contre l'Allemagne. Pourtant, je ne comprends toujours pas ce qui a poussé son peuple à suivre Hitler, surtout les dirigeants militaires. Ils sont tout sauf idiots. Comment une nation qui a engendré Luther, Kant, Goethe et Beethoven a-t-elle pu laisser cela se produire ? »

Il espérait que Trent Park lui apporterait une réponse. Situé dans les collines vallonnées d'Ealing, à la campagne, juste en dehors des limites de Londres, le centre avait jadis été la réserve de chasse d'Henri IV d'Angleterre. Des siècles plus tard, la famille Sassoon y avait fait construire un magnifique manoir, où elle avait reçu des rois, des pairs et des industriels. Menzies avait trouvé l'endroit parfait pour en faire son centre d'interrogatoires.

Pendant des semaines, les techniciens du MI-6 avaient dissimulé de minuscules micros, conçus par la BBC, dans les chambres à coucher, les salons et les salles à manger de la maison. Les prisonniers de Menzies seraient libres de circule comme ils le voudraient et se verraient servir les meilleurs aliments disponibles en cette période de restrictions et de rationnement. Ils pourraient écouter de la musique, lire des livres pris à l'ambassade allemande et même regarder des films. Ils vivraient dans le confort, à l'écart de la guerre. Menzies pensait qu'une ambiance

décontractée amènerait ses prisonniers à plus parler entre eux et, avec un peu de chance, à en révéler beaucoup plus sur Hitler que ce que des interrogateurs pourraient tirer d'eux.

Les analystes du MI-6 avaient déterminé les cibles à capturer en priorité : de grands généraux, des commandants de division, des généraux de brigade et des officiers d'état-major, ainsi que de hauts officiers de la *Waffen SS* et de la *Kriegsmarine.* En tout, la liste comptait une centaine de noms. En tenant compte des morts, de cause naturelle ou au combat, Menzies estimait qu'il lui faudrait épier un peu plus d'une cinquantaine de dirigeants militaires allemands. Il savait qu'avec les interrogatoires directs, les réponses pouvaient être distordues et les questions éludées. Il espérait donc qu'en laissant discuter entre eux des prisonniers enregistrés à leur insu, il obtiendrait des informations de valeur, notamment sur le moral des Allemands par rapport à la guerre et au fronts intérieurs, voire sur ce que les militaires pensaient d'Hitler.

Menzies avait ordonné que les micros restent ouverts en permanence et qu'une petite équipe d'Allemands et d'Autrichiens exilés soit recrutée pour écouter les conversations des prisonniers. Chaque auditeur avait suivi une formation en terminologie militaire allemande et dès qu'un détenu parlait de quelque chose d'important, on faisait des enregistrements sur gramophone. Ceux-ci étaient transcrits par une unité spéciale créée spécialement par Menzies. En attendant d'avoir de hauts officiers de l'élite militaire hitlérienne, des officiers de moindre envergure avaient été enfermés à Trent Park afin de tester le système de surveillance. Chaque jour, les prisonniers recevaient un journal en anglais. Lord Beaverbrook, le propriétaire du *Daily Express* et l'un des principaux membres du gouvernement de coalition de Churchill, avait demandé à ses rédacteurs d'en faire une édition spéciale truffée de faux comptes-rendus d'écrasantes victoires britanniques — qu'il faudrait, en réalité, encore attendre un bon moment. Cela généra l'inquiétude escomptée chez les prisonniers.

Donovan trouvait que Trent Park offrait de très intéressantes possibilités. Lorsqu'il rentra à Washington, il demanda à Stimson de mettre en place un camp du même type pour le moment où l'Amérique entrerait en guerre. On choisit le site de Clifton, dans le Mississippi. En tout, trente-deux généraux allemands y furent enfermés et épiés. Comme celles des prisonniers de Trent Park, leurs conversations révélèrent leur rôle dans la guerre et ce à

quoi il fallait s'attendre à l'avenir. Les prisonniers parlèrent de l'orientation générale de la politique et de la stratégie allemandes mais également des tentatives manquées d'assassinat contre Hitler de juillet 1944, de l'Holocauste et de divers crimes de guerre.

Les transcriptions des conversations restèrent l'un des derniers secrets relatifs au renseignement durant la Seconde Guerre mondiale jusqu'à ce que Sönke Neitzel, professeur d'histoire moderne à l'université de Mayence, les publie en août 2007. Toujours choquantes à lire, elles mirent une fin définitive à la légende qui voudrait que la *Wehrmacht* ait mené une « guerre propre » et que seuls les dirigeants politiques nazis, la SS et la Gestapo aient été responsables des crimes de guerre. Même le général Choltitz — capturé lors de la prise de Paris et acclamé, plus tard, comme un héros pour avoir désobéi à l'ordre d'Hitler de détruire la ville — reconnaît dans sa transcription qu'il avait « systématiquement exécuté les ordres de liquidation des Juifs en Crimée, en 1941 et 1942 ».

*

En 1940, Vernon Kell avait soixante-sept ans et sa santé déclinait : parfois ses crises d'asthme étaient si fortes qu'il frôlait l'étouffement. Sa moustache était devenue grise et cela donnait à son visage un air décharné. Il faisait un nombre incroyable d'heures supplémentaires mais avait perdu l'appétit. Un soir de mai de la même année, vers minuit, Churchill le convoqua dans son bureau, à l'amirauté. Une fois sur place, Kell dut attendre une heure avant d'être appelé devant le Premier ministre. En tirant sur son cigare, Churchill lui dit : « Kell, j'ai trouvé quelqu'un d'autre pour diriger mon service de renseignement. » Pendant un moment, respirant bruyamment, Kell fixa, sans mot dire, l'homme qui venait brutalement de mettre un terme à sa longue carrière. Le Premier ministre leva la tête d'un document qu'il avait recommencé à lire et, réalisant que Kell était toujours là, il répéta : « Vous êtes renvoyé. Partez. » Il n'y eut ni poignée de main, ni verre d'adieu. Rien. Kell, accablé, tourna les talons et quitta la pièce. Le lendemain, Constance, Lady Kell, rassembla son équipe de travailleurs bénévoles et, sans chercher à cacher son amertume, elle leur annonça : « Votre précieux Winston a viré mon mari. »

Kell se retira dans le village d'Emerton, au fin fond de la campagne du

Buckinghamshire, et déterra ses parterres de fleurs afin d'y planter des légumes pour l'effort de guerre. Il devint alors *Special Constable*, c'est-à-dire, auxiliaire de police civil. Son travail consistait à traquer les braconniers qui chassaient les lapins et à patrouiller dans le village pour vérifier que le couvre-feu était bien respecté. Peu de ses anciens subordonnés vinrent lui rendre visite avant sa mort, qui eut lieu dans la froide matinée du 27 mars 1942. Lady Kell ne reçut aucunes condoléances de Churchill ou de ses ministres. Kell n'avait appris que quelques semaines avant sa disparition que son successeur était David Petrie, un agent sagace, âgé de soixante et un ans, qui avait dirigé l'IPS *(Indian Political Service/*Service politique indien). Cet homme corpulent, large d'épaules et au cou épais avait tout de suite fait comprendre qu'il ne recherchait pas l'approbation de son personnel. En Inde, il avait acquis une réputation d'agent méthodique et méticuleux, toujours à la hauteur de ce. que l'on attendait de lui. L'ordre de Churchill avait été clair : « Petrie, je veux que vous dirigiez le Service de sécurité avec fermeté. Tout ce que vous devrez faire pour cela, faites-le. »

*

Une fois directeur général, la première décision importante de Petrie fut de reloger le Service de sécurité dans deux endroits différents. Curieusement, les transcriptions, le contre-espionnage et divers autres services emménagèrent à Wormwood Scrubs, l'une des principales prisons de Londres, dont on avait transféré les détenus vers d'autres établissements et scellé la salle d'exécution. Selon Petrie : « Le spectacle de nos dames élégantes venant travailler aux transcriptions ne tarda pas à exclure tout semblant de secret dans le voisinage. » Le personnel occupait des cellules reliées entre elles par d'étroits couloirs et traversait fréquemment la cour destinée aux exercices physiques. Les portes des cellules n'ayant pas de poignée à l'intérieur, si une porte était fermée, il était impossible d'en sortir en cas de raid aérien. La vie était plus agréable au registre, désormais installé dans la splendeur médiévale du château de Blenheim. Selon Petrie : « De belles filles et de jeunes hommes représentant de bons partis y avaient instauré une ambiance quelque peu festive. »

Après qu'une bombe incendiaire eut été lâchée sur la prison, il fut décidé

de déplacer les opérations sur Saint James Street, au cœur du quartier des night-clubs de Londres. Les noceurs qui en sortaient au petit matin croisaient des messagers à moto qui apportaient des dossiers du registre ou les rapportaient au château de Blenheim. Un jour, pendant la planification du débarquement en Normandie, un motocycliste laissa sa sacoche ouverte et des documents top secret se retrouvèrent éparpillés tout le long de son itinéraire. Il fallut déployer une foule de policiers pour les récupérer. Aucun document ne fut perdu mais le malheureux messager fut muté en Écosse.

Dès les premiers mois de la guerre, le MI-5 rafla une trentaine d'espions allemands. On les interrogea à Latchmere House, le centre spécialement mis en place à cet effet dans le village de Ham Common, à la lisière de Londres. La grande maison victorienne, qui avait servi d'hôpital militaire durant la Première Guerre mondiale, était devenue le principal centre d'interrogatoires du MI-5. Il était dirigé par un personnage inhabituel, entré au Service de sécurité à la veille de la guerre.

Né en Égypte au début du siècle,. Robin Stephens avait été envoyé chez les Gurkhas, le régiment d'élite des troupes népalaises de l'armée britannique, renommé pour sa férocité au combat. Avec sa mâchoire de mastiff, son monocle et ses cheveux en brosse, Stephens était connu pour son tempérament intraitable et son aptitude à jurer dans sept langues différentes. Il éprouvait une antipathie profondément ancrée envers les Juifs, les homosexuels et les Allemands —dans cet ordre précis. Quoi qu'il en soit Petrie, lui-même imprégné des mœurs de l'empire, avait trouvé que cela faisait de Stephens l'homme idéal pour diriger Latchmere House. En outre, Stephens avait une autre particularité. Il n'avait pas son pareil pour évaluer une personnalité, une qualité que, selon lui, il devait autant à ses cinq années passées à étudier la mentalité complexe des Gurkhas qu'à la lecture de Freud et de Jung.

Le jour de son arrivée au commandement de Latchmere House, il informa son personnel qu'il ne tolérerait aucune violence physique contre les prisonniers.

« Notre travail consiste à casser un espion psychologiquement, à réduire son esprit en pièces et à examiner ces pièces. S'il peut être utile à l'effort de guerre — comme, par exemple, en devenant un agent double —, il faut le reconstruire. Ceux qui n'ont pas les qualités requises finiront pendus ou fusillés à la Tour de Londres. »

Il conclut son briefing par un rappel qui allait rester dans son dossier au MI-5 : « On naît avec la capacité de mater les autres, cela ne s'acquiert pas. Il faut avoir certaines qualités innées : une haine implacable de l'ennemi, une certaine agressivité, une tendance à l'incrédulité et, surtout, une volonté inébranlable de briser les défenses psychologiques d'un espion, même s'il est sympathique et quel que soit le temps nécessaire. Et il ne faut jamais perdre son calme. Mais ne vous montrez jamais courtois. Ne vous laissez aller à aucun ragot. N'offrez pas de cigarettes. Un espion doit être gardé à la pointe de l'épée. »

Il avait déjà commencé à mettre son discours en pratique. Latchmere House était entourée de nombreux barbelés. Les chambres, ressemblant à des cellules, où étaient enfermés les prisonniers étaient sur écoute. La nourriture était basique. Chaque matin, à 9 h 30 précises, après un copieux petit-déjeuner et vêtu de son uniforme de lieutenant-colonel des Gurkhas, Stephens entrait dans une cellule. Là, pendant que l'ampoule du plafond se reflétait dans son monocle, il cherchait à découvrir toute la vérité sur un suspect avant de le confier à d'autres pour qu'ils le forment à devenir un agent double lorsque cela était possible. Stephen pouvait consacrer des heures, des jours, voire des semaines, à déterminer si un homme pouvait être utile ou devait être envoyé à la Tour.

Eddie Chapman, un petit délinquant londonien, pris au moment où les Allemands avaient envahi les îles Anglo-Normandes, se souviendrait toujours de sa première rencontre avec Stephens, quand *l'Abwehr* l'avait parachuté en Grande-Bretagne et qu'il était spontanément venu proposer de travailler comme agent double pour le MI-5 : « Même en restant planté devant la porte de la cellule, Stephens créait une atmosphère de tribunal et j'avais reçu l'ordre de me lever pour répondre à ses questions comme devant un juge. » Stephens avait brisé le silence sur un ton à hérisser le poil : « Je ne dis pas cela comme une menace mais vous êtes enfermé dans une prison des services secrets britanniques et notre travail consiste à nous assurer de tout savoir sur vous. Vous comprenez ? » Chapman avait compris. Jusqu'à la fin de la guerre, il fut le meilleur agent double du MI-5.

Les très pénibles conditions de détention de Latchmere House entraînèrent plusieurs suicides dans les cellules. Quinze espions échouèrent au passage sur le gril de Stephens et furent pendus ou fusillés à la Tour. Quatorze acceptèrent de devenir des agents doubles et utilisèrent leurs

radios allemandes pour envoyer de fausses informations à Berlin. Ce fut ce que l'on appela l'opération « Double Croix », le début d'une campagne de désinformation à distance. Petrie approuva également un plan consistant à envoyer des appareils de la RAF au-dessus de la Manche pour y lâcher des pigeons porteurs de faux renseignements, dans l'espoir qu'ils retournent vers les pigeonniers que possédaient des sympathisants nazis en France et que cela sème la confusion. Les oiseaux qui reprenaient la voie de l'Angleterre couraient le risque d'être tués par l'un des faucons de l'Unité d'interception aviaire que le MI-5 avait postée sur la côte sud de l'Angleterre. Celle-ci était commandée par Lord Tredegar, l'un des meilleurs fauconniers du pays.

*

En juillet 1941, William Donovan continuait à pousser le président Roosevelt à créer un service de renseignement capable de confirmer les nouvelles qu'il recevait constamment de ses contacts au MI-5 et au MI-6. L'Allemagne ayant envahi l'Europe et avec la Russie pour alliée, Hitler se préparait-il à traverser la Manche ? Sans pour autant douter de la résistance que lui opposerait la Grande-Bretagne, Menzies et Petrie étaient conscients que l'on ne pouvait pas écarter l'hypothèse d'une invasion. Si la Grande-Bretagne tombait, la Royal Navy serait-elle sabordée comme l'avait été la flotte allemande à Scapa Flow, à la fin de la Grande Guerre ? Ou bien irait-elle se réfugier dans l'un des ports de l'empire, en Afrique du Sud ou en Australie ? L'Allemagne avait-elle fabriqué une bombe longue portée capable d'atteindre la côte est de l'Amérique ? À ces questions, les services secrets anglais n'avaient apporté que des réponses rassurantes : Churchill n'abandonnerait pas ; rien n'indiquait que l'Allemagne disposait d'une arme capable de traverser l'Atlantique ; la Royal Navy continuerait de partir des ports britanniques pour protéger les convois de sauvetage américains. Mais n'était-il pas temps, demandait Donovan à Roosevelt, que les États-Unis disposent de leurs propres services de renseignement afin de pouvoir fournir une confirmation indépendante au président ?

Roosevelt finit par accepter et Donovan fut nommé directeur du COI *(Office of Coordination of Information/*Bureau de coordination des informations). C'était la première fois que les États-Unis avaient une agence de renseignement civile, en tant de paix, dont les objectifs étaient purement

militaires. En approuvant sa création, Roosevelt révélait publiquement que l'Amérique abandonnait sa politique isolationniste et que le pays ne pouvait — ou ne voulait — plus rester à l'écart de ce qui se passait en Europe. La nouvelle enchanta le MI-5 et le MI-6, et Churchill invita leurs directeurs à dîner. Le 7 décembre 1941, alors que le COI en était encore aux douleurs de l'accouchement, le Japon frappa à Pearl Harbor. Trois jours après, l'Allemagne et l'Italie déclarèrent la guerre aux États-Unis. Un an plus tard, on créa l'OSS *(Office of Strategic Studies/*Bureau d'études stratégiques) pour lancer une guerre souterraine en Europe. L'arrivée de ce puissant allié, qui pourrait soutenir leurs propres missions sur le continent, fit encore plus le bonheur du MI-5 et du MI-6.

*

Seule une infime claudication trahissait le pied bot avec lequel Allen Welsh Dulles était né et qui, malgré la chirurgie réparatrice, l'avait laissé avec un équilibre imparfait. Bill Buckley — qui travaillait alors dans les bureaux de la direction des opérations — jouissait de toute sa confiance. Selon lui, dans les périodes calmes, Dulles ruminait sur cette difformité et il avait fait jurer solennellement à sa famille de ne jamais en parler à des étrangers. Selon Clover, son épouse, cette requête avait coïncidé avec son entrée dans les services secrets. Avec sa silhouette légèrement courbée et ses sourcils broussailleux, Dulles avait l'air d'un professeur d'université. On disait que la fumée qui émanait de sa pipe de bruyère indiquait les premiers résultats de ses réflexions lorsqu'un sujet le préoccupait : quand la fumée était blanche, il n'avait pas encore pris sa décision ; quand elle était noire, c'était fait. Dulles avait dit à Buckley que cette fable était totalement absurde mais qu'il la laissait courir sans la démentir.

En 1941, Dulles avait cinquante ans. Il avait obtenu ses diplômes de droit à Princeton et à l'université George Washington. Après cela, il avait travaillé aux services diplomatiques américains avant de démissionner pour devenir instituteur en Inde. C'était là qu'il avait développé son aversion durable pour la Grande-Bretagne et son empire. « Elle méprise tout sauf elle-même », avait-il écrit à son frère, le futur secrétaire d'État John Foster. Allen Dulles était ensuite rentré à New York pour y ouvrir son cabinet juridique qui, devenu l'un des plus respectés de la ville, avait attiré

l'attention de Donovan. Les deux hommes s'étaient alors aperçus qu'ils étaient aussi convaincus l'un que l'autre que les États-Unis devraient avoir leur propre agence de renseignement. Un soir, alors qu'ils dînaient ensemble à l'appartement-terrasse de Donovan, ce dernier avait proposé à Dulles de diriger les services secrets américains en Europe, tandis qu'il continuerait à mettre l'OSS en place. Il avait appris que Dulles connaissait déjà un peu le milieu de l'espionnage. En effet, après l'entrée de l'Amérique dans la Grande Guerre, Washington l'avait envoyé en Autriche, où les bolcheviques étaient en train de préparer leur révolution. L'un d'entre eux était Lénine. Il avait demandé à rencontrer Dulles mais celui-ci avait ignoré sa demande sous prétexte qu'il n'était « pas très important ». Des années plus tard, Dulles regrettait : « Si j'avais vu Lénine, j'aurais peut-être changé le cours de l'histoire. » Lénine était rentré en Russie et y avait lancé une révolution qui, elle, avait changé la face du monde.

Quoi qu'il en soit, la perspective de devenir un service secret à lui tout seul plaisait à Dulles. Début 1943, il arriva à Berne, en Suisse, avec une lettre de crédit d'un million de dollars sur la Bank of America et une malle contenant deux costumes, une demi-douzaine de chemises et une paire de chaussures orthopédiques de rechange. Il avait également apporté le livre de codes que Donovan lui avait fourni. Dulles parlait bien allemand et ne cachait pas pourquoi il était venu à Berne. Les Suisses riaient de bon cœur : ce comportement ne convenait pas à un espion. Dulles n'avait pas seulement choisi Berne pour sa gastronomie et ses bons vins mais aussi pour ses jeunes femmes. Son appétit sexuel était insatiable et plus d'une dactylo new-yorkaise avait partagé sa couche. Il eut autant de succès à Berne et nombreuses furent les *Mädchen* à succomber à son charme.

Son arrivée, quoi qu'il en soit, généra de l'inquiétude chez les quelques agents étrangers présents dans le pays. Un agent du MI-6, officiellement consul de Grande-Bretagne, un agent de *l'Abwehr,* qui tenait une librairie, et un agent du NKVD russe, sous la couverture surprenante d'importateur de caviar, essayèrent tous de gagner son amitié dans l'espoir de lui faire passer de fausses informations. Dulles les écoutait poliment raconter leurs salades en buvant du schnaps et en mangeant du cerf rôti dans les restaurants de la ville sans jamais leur laisser entrevoir qu'ils n'avaient pas réussi à le duper.

Suivant une intuition qui lui fut fort utile par la suite, Dulles se mit à partager tout ce qu'il apprenait avec le directeur du renseignement suisse,

qui se trouvait être fortement pro-américain et éprouvait le même dédain que lui à l'égard des espions britanniques et allemands qui opéraient dans le pays. Au moment où l'OSS commença à s'activer en Europe occupée, Dulles était idéalement placé pour jouer un rôle décisif dans les opérations de sabotage et d'espionnage contre le Troisième Reich. Sa spécialité étant la propagande noire, il fit faire des centaines de tracts et de documents afin que la résistance les fasse circuler. Le directeur des services secrets suisses l'avait aidé à trouver un imprimeur genevois qui disposait de polices de caractères allemandes et françaises, ainsi que de papier des deux pays, pour que ses faux soient plus crédibles. Le résultat sema une belle pagaille dans le Troisième Reich.

Cette vie convenait parfaitement à Dulles : il ne devait de comptes qu'à Donovan, pouvait aller et venir à sa guise, et avait de quoi généreusement entretenir ses conquêtes ou rétribuer d'éventuelles futures recrues pour son réseau. En retour, il envoyait régulièrement à Washington des câbles codés contenant des informations que, selon lui, le MI-6 ignorait. L'idée « de marquer un point de plus que les Rosbifs », comme il le formula plus tard, lui faisait le plus grand plaisir. Il tomba donc des nues lorsqu'il reçut un câble de Donovan : « Le War Department se désintéresse à cent pour cent de votre travail. » Un second câble, encore plus sévère, ne tarda pas à suivre : « Sachez que ce que vous nous envoyez ne concorde pas avec ce que nous obtenons d'ailleurs. Vos informations sont désormais les moins cotées de toutes celles que nous recevons. Cela semble indiquer que vous devez porter le plus grand soin à la vérification de toutes vos sources. »

Dulles était victime d'une machination du MI-6. Selon ce qu'on pouvait lire dans un rapport, le SIS le considérait comme « un dandy patriote yankee tombé du ciel et peu apte à fournir de véritables informations ». Alors que Londres croulait sous les services de renseignement des gouvernements en exil, pour le MI-6, un nouveau venu comme Dulles ne comprenait forcément rien à la façon dont il fallait mener cette cruciale guerre secrète. Le SIS avait monté son réseau d'espions et d'informateurs en Europe occupée deux ans avant l'entrée en guerre des États-Unis. Un rapport affirmait : « Dulles semble trop s'enflammer pour de petits résultats. »

Cependant, histoire de garder un œil sur ce qu'il rapportait, les cryptologues de Bletchley avaient reçu l'ordre de déchiffrer ses câbles. Les

transcriptions étaient ensuite envoyées au MI-6. Kim Philby, une taupe soviétique au SIS, faisait partie de ceux qui les lisaient. Bien qu'il n'y ait rien trouvé d'alarmant, en 1943, il signala les activités de Dulles à son contrôleur à Moscou. La nouvelle y causa une certaine inquiétude car, si lentement mais sûrement l'Armée rouge était en train de repousser l'ennemi nazi, Dulles risquait d'accorder beaucoup d'attention à la propagande de plus en plus importante de Goebbels selon laquelle l'avancée vers l'ouest des Soviétiques avait pour but d'occuper des territoires situés au-delà des frontières allemandes. Philby avait reçu l'ordre de discréditer toutes les informations de Dulles qui iraient en ce sens et, avec son léger bégaiement, il commença à en parler aux réunions des dirigeants qu'organisait Menzies chaque lundi matin : Dulles se laissait-il embobiner par des sornettes qui ne faisaient qu'alimenter ses prédispositions antibritanniques ?

Menzies finit par demander au chef de station du MI-6 à Washington de rappeler à ses contacts au War Department du danger qu'il y avait à prendre les renseignements qu'ils recevaient pour argent comptant au lieu de les analyser. Cette alerte avait pour objectif de servir d'avertissement à Dulles mais cela ne fonctionna pas. Il ne tint aucun compte des messages de Donovan et lui répondit, par câble, qu'il avait toujours eu confiance en son propre jugement et n'avait aucune intention de changer. Il en profita pour donner sa propre description du point d'origine des critiques concernant ses sources : « un endroit où l'on n'a pas toujours raison, ainsi que j'ai pu le découvrir ». Après cela, il ne reçut plus jamais de câbles mettant ses compétences en doute.

Les espions de Dulles valaient bien plus que des propagandistes nazis. Le niveau auquel ils opéraient et les risques qu'ils prenaient étaient absolument remarquables. Berne avait son quota d'agents de la Gestapo et ils ne lâchaient pas de l'œil les ressortissants du Reich présents en ville. Fritz Kolbe était l'un de ces derniers. Il s'agissait d'un haut diplomate du ministère des Affaires étrangères allemand, qui, lors de l'un de ses passages précédents, était entré en contact avec un agent du MI-6 pour proposer ses services. L'offre avait été transmise à Londres et Sir Claude Dansey, le directeur adjoint du SIS, l'avait rejetée, estimant que Kolbe était « de toute évidence, une taupe ». Kolbe se tourna alors vers Dulles qui consacra des semaines à vérifier l'authenticité de sa démarche, jusqu'à ce que l'Allemand se mette à rapporter de Berlin des copies des télégrammes secrets qui passaient sur son bureau. Dulles fut impressionné par la qualité de ces

documents et Kolbe devint son meilleur informateur. En l'espace de dix-huit mois, il fournit plus de mille cinq cents documents qui, en 1944, s'avérèrent contenir des informations inestimables sur les projets d'Hitler. En mai de la même année, Dulles envoya un câble à Washington : « Je suis persuadé que nous manquerons de véritables opportunités si nous négligeons ce que j'obtiens. »

En plus de Kolbe, le petit — mais sans cesse croissant —réseau de Dulles comptait d'autres agents importants. L'un d'entre eux était membre d'une organisation antinazie secrète. Il informa Dulles du projet d'assassinat d'Hitler. En juillet 1944, le complot faillit fonctionner. Hélas, il en résulta que les frontières allemandes furent fermées, ce qui empêcha Kolbe de venir en Suisse et réduisit les autres informateurs au silence. Dulles n'apprit leur exécution qu'après la fin de la guerre. À ce moment-là, le maître espion avait acquis la conviction que l'Union soviétique était la menace contre laquelle ils l'avaient averti. En 1945, il rentra à Washington, bien résolu à continuer de défendre cette thèse.

Le 12 mai 1946, Dulles entendit Churchill user pour la première fois de la métaphore du « rideau de fer », qui ferait bientôt partie intégrante du lexique lié au danger dont l'ombre se propageait sur le monde. Lors d'un vibrant discours, il avait souligné la menace que l'Union soviétique représentait pour la démocratie. Dulles était à Washington lorsque, le 12 mars 1947, Truman avait, à son tour, développé ce thème face au Congrès : « Je vais vous flanquer une peur de tous les diables avec ce que je m'apprête à vous demander. » Il voulait quatre cents millions de dollars pour lutter contre le communisme en lançant la doctrine qui allait porter son nom et dont l'objectif était de « soutenir les peuples libres résistant aux régimes totalitaires qui [tentaient] de les assujettir ». Il avait ensuite expliqué : « Les États-Unis ne doivent pas hésiter, sinon nous risquerions de mettre en péril la paix dans le monde et nous ferions incontestablement courir un risque au bien-être de notre nation. » Dulles était également présent lorsque les chefs des états-majors avaient informé la CIA, en juin 1948, de ce que l'on attendait d'elle ; c'est-à-dire de connaître à l'avance les projets militaires soviétiques.

À partir de là, Dulles fut au centre des opérations visant à empêcher Moscou de mener à bien son plan de propagation du communisme et de domination du monde. Il se trouvait déjà à Berlin pour superviser le

lancement de la propagande antisoviétique en Europe, quand le blocus avait commencé. Cependant, il était arrivé trop tard pour arrêter la fuite des cerveaux de l'Allemagne nazie. Quand les Russes avaient pris la ville, plus d'un millier de scientifiques et de techniciens avaient été capturés et envoyés en Union soviétique — d'où une grande partie d'entre eux ne reviendraient jamais. Des établissements tels que l'institut de recherche atomique Kaiser Wilhelm, la base d'essais de missiles de Brandenbourg et l'usine d'instruments optiques de Thuringe avaient été démontés et envoyés en Russie par voie ferroviaire, conformément aux accords de Potsdam, qui autorisaient Moscou à demander « réparation pour les pertes humaines soviétiques subies pendant la guerre ». Un quart du matériel métallurgique, chimique et industriel allemand avait été emporté.

Quand Dulles était arrivé à Berlin-Ouest, de l'autre côté, à Berlin-Est, Lavrenti Beria, le chef du NKVD, avait son quartier général dans la zone soviétique de la ville, en banlieue, à Karlshorst. Dulles avait déjà participé au lancement d'une opération contre Beria : au nez et à la barbe du NKVD, il avait aidé à faire sortir Wernher von Braun et son équipe de spécialistes des missiles, qui avaient envoyé des V1 et des V2 sur Londres durant les derniers mois de la guerre. Il avait aussi recruté le général de la *Wehrmacht* Reinhard Gehlen, qui était chargé de recueillir des informations militaires sur l'Union soviétique. Le 20 septembre 1945, il avait organisé son départ secret, en avion, vers Washington, avec huit caisses — fermées par des cadenas à combinaison en acier — qu'il avait personnellement enterrées dans les Alpes bavaroises pour s'en servir de monnaie d'échange avec les Américains. Elles contenaient des milliers de documents rédigés par les informateurs de *l'Abwehr* en Union soviétique et la liste des agents de terrain de l'OSS suspectés d'être membres du parti communiste américain (une piste qui ne fut jamais suivie). On y trouvait également des informations détaillées sur la vie quotidienne de Staline, du Politburo et des dirigeants militaires russes. La pièce maîtresse était l'ordre de bataille soviétique au moment où l'Allemagne était sur le point de s'effondrer, dans lequel on pouvait lire que les Russes projetaient d'envahir d'autres pays. Enfin, le trésor de Gehlen contenait tous les détails sur son propre réseau d'espions. Il proposait de tous les mobiliser pour travailler pour les États-Unis, sous son commandement, dans le cadre du tout nouveau BND, *Bundesnachrichtendienst*, le service de renseignement fédéral, qui devint un élément clé de la guerre de la CIA contre la section « terrorisme et

diversion » du NKVD, le SMERSH — un acronyme russe signifiant « mort aux espions ».

Une fois de plus l'aversion, voire la profonde défiance, qu'éprouvait Dulles à l'égard de la Grande-Bretagne le poussa à faire en sorte que ni le MI-5 ni le MI-6 ne joue un rôle majeur dans ces opérations. Selon ses propres termes, ils ne seraient que des « bénéficiaires mineurs » des renseignements obtenus grâce aux caisses de Gehlen.

*

Trois ans plus tôt, le 4 février 1945 — alors que la victoire des Alliés était en vue et que leurs armées étaient prêtes à prendre Berlin —, Stewart Menzies et Allen Dulles faisaient tous deux partie des agents représentant leurs délégations à la Grande Alliance : les États-Unis, la Grande-Bretagne et la Russie s'étaient, en effet, réunis pour s'entendre sur les frontières du monde d'après-guerre. En cette froide journée, à Yalta, l'ancien terrain de jeu des tsars, cinquante nations s'étaient jointes à la cause alliée et soixante millions c'e soldats avaient été mobilisés.

Churchill et Roosevelt avaient beau avoir exprimé le vain espoir que les tueries seraient bientôt terminées, le nombre de morts était sur le point d'augmenter. La veille au soir, au dîner, Staline avait exigé que Dresde soit détruite afin d'empêcher les renforts allemands de monter jusqu'à la ligne de front de l'Armée rouge. Menzies avait alors demandé à l'un des membres de la délégation britannique, le maréchal Lord Alexander, sur quelles informations reposait cette requête de Staline. Alexander avait ouvert les bras et haussé les épaules. Quelques jours plus tard, plus de mille deux cents bombardiers anglais et américains dévastèrent Dresde : trente-neuf mille sept cent trente-sept corps furent officiellement identifiés et vingt mille furent classés « trop brûlés pour être reconnaissables ».

Vers la fin de la réunion, Staline avait imposé sa méthode pour obtenir ce qu'il voulait : la reddition inconditionnelle d'Hitler et une Allemagne qui ne pourrait plus jamais menacer la Russie, comme elle l'avait déjà fait deux fois au cours des trente ans passés, ainsi qu'un vaste emmaillotage de l'Europe de l'Est, qui se soumettrait désormais à sa souveraineté pour devenir un ensemble d'États satellites de Moscou. Ceci marqua le point de départ de l'Union soviétique.

Le pire cauchemar de Churchill — qu'il avait espéré pouvoir éviter grâce à la conférence de Yalta — était devenu réalité. Il le poursuivait jusque pendant ses trajets entre le palais de Vorontsov, où était installée la délégation britannique, et les réunions avec Staline et Roosevelt. Le plus haut point avait été atteint lorsqu'il avait rencontré Staline pour tenter de sauver quelque chose pour la Grande-Bretagne. « Cela vous conviendrait-il d'avoir quatre-vingt-dix pour cent de prédominance en Roumanie, que nous ayons quatre-vingt-dix pour cent de pouvoir décisionnel en Grèce, et que nous fassions moitié-moitié pour la Yougoslavie ? » avait demandé le Premier ministre. Staline l'avait regardé impassiblement en écoutant la traduction de cette proposition.

Churchill avait noté les chiffres sur son carnet et l'avait tendu à Staline qui l'avait regardé avant de le lui rendre sans un mot. Churchill avait alors ajouté : « Cinquante pour cent chacun en Hongrie et soixante-quinze contre vingt-cinq en faveur de la Russie pour la Bulgarie. » Une fois de plus, Staline avait étudié le papier puis il avait souri pour la première fois et, sortant un stylo bleu, avait tiré un grand trait sur la page. La Pologne, pour laquelle la Grande-Bretagne était entrée en guerre, la Tchécoslovaquie et la division de l'Allemagne ne furent même pas été évoquées.

Ainsi avait commencé un partage de l'Europe auquel la Grande-Bretagne avait toujours résisté depuis l'époque du Kaiser, de Napoléon, de Louis XIV — le Roi Soleil —, et même avant, de celle de l'Armada espagnole, au dix-septième siècle. Aucune puissance unique n'avait jamais dominé l'Europe comme le ferait désormais la Russie.

Avant de reprendre un avion pour Londres, Menzies avait averti Dulles : « Staline va non seulement disposer d'une puissante armée pour faire le travail mais il va également être soutenu par son service de renseignement. Et, souvenez-vous bien de mes paroles, nous serons ses principales cibles. La Grande-Bretagne et les États-Unis, dans cet ordre-là. »

Les premières victimes de Yalta furent les prisonniers de guerre soviétiques qu'on avait obligés à se battre contre l'Armée rouge. Ils furent rendus à Moscou, en même temps que des Juifs russes, tout juste sortis des camps de concentration, et un nombre inconnu de personnes déplacées, coincées dans la dévastation de l'Europe. Forcés à entrer dans l'armée soviétique sous la menace des fusils, beaucoup d'entre eux se suicidèrent. Quelques jours après la conclusion des accords de Yalta, la Pologne et

l'Allemagne de l'Est furent annexées par l'Union soviétique.

De retour à sa retraite de Warm Springs, le président Roosevelt avait réussi à reprendre assez de forces pour agripper les accoudoirs de son fauteuil roulant et grogner : « Il est impossible de traiter avec Staline. » Quelques heures plus tard, il était mort. Entre autres choses, il laissa en héritage les conséquences de son incapacité à comprendre que Staline était ce que le secrétaire d'État John Foster Dulles appelait « un authentique monstre ».

VI

Les espions atomiques

Aux premières heures du 13 juin 1944, un nouveau bruit terrifiant emplit le ciel de Londres. Plus effrayant encore que le bourdonnement des bombardiers allemands pendant le Blitz, il s'agissait du son des réacteurs qui propulsaient des fuselages contenant chacun plus de huit cents kilos de charge explosive. Le vrombissement de ces bombes volantes sans pilotes ressemblait à celui d'insectes géants qui seraient venus exécuter la vengeance promise par Hitler après la destruction de Dresde et les bombes incendiaires sur Hambourg. Alors que les Londoniens, terrifiés, scrutaient le ciel, le bruit menaçant s'arrêta puis il fut suivi de celui des bombes qui dégringolaient avant d'exploser au sol. En l'espace de deux jours, quarante-cinq autres bombes volantes s'amassèrent au-dessus de Londres pour lâcher leurs charges meurtrières sur les maisons et les bureaux.

Dans la nuit du 17 juin, alors que la ville avait reçu deux cent dix-sept autres missiles, Churchill convoqua Menzies et Petrie afin qu'ils se joignent aux stratèges de l'Air Force pour répondre à une question : comment pouvait-on protéger le centre de Londres ? Selon les analystes du ministère de l'aviation, les bombes visaient cette zone parce qu'elle était le cœur de l'effort de guerre contre l'Allemagne nazie.

Parmi ceux qui étaient réunis autour de la table de conférence de la salle d'opérations se trouvait un autre de ces personnages extraordinaires que le MI-5 avait l'art de recruter. Son nom était John Cecil Masterman et il était, en tout point, l'archétype de l'Anglais de la haute société. Avec son élocution d'homme cultivé, ses manières de dandy et son physique attirant, il plaisait aux femmes. Professeur d'histoire réputé à Oxford, il avait représenté son pays au hockey sur gazon et, dans son temps libre, il écrivait des romans policiers. Ce dernier point avait été son plus proche rapport avec le monde du renseignement jusqu'au jour où on l'avait engagé pour diriger le Comité vingt, qui supervisait les agents doubles ayant survécu aux interrogatoires de Robin Stephens, à Latchmere House. Si le signe distinctif de Stephens était son monocle, celui de Masterman était d'aimer dormir à

même le sol, dans le salon de coiffure pour hommes de son club, le Reform. « J'y restais étendu, éveillé, à écouter les bombes volantes puis le silence assourdissant, en espérant qu'au prochain silence, je ne serais pas mort », se souvint-il, plus tard.

Masterman avait choisi le nombre vingt comme symbole du comité parce qu'il avait une signification dans son esprit d'homme éduqué : en chiffres romains, il s'écrit XX, une double croix.

En cette chaude nuit de juin, alors que la sirène venait de signaler la fin des bombardements, la question que Churchill posa à Masterman était directe : comment ses agents doubles pouvaient-ils faire passer à leurs contrôleurs allemands des informations qui auraient pour effet de pousser les techniciens des sites de lancement de missiles à modifier les coordonnées de leurs cibles ?

Dans le silence de la salle de conférence, tout le monde comprit ce qu'il voulait dire. De nouvelles coordonnées trop éloignées du centre de Londres susciteraient immédiatement les soupçons des Allemands.

Tout le monde se souvenait que les agents doubles avaient déjà joué un rôle important pour les berner sur le lieu du débarquement du Jour J. Et personne ne doutait qu'avant la fin de la guerre, on aurait encore plus besoin de leur savoir-faire. D'autre part, si les attaques sur le centre de Londres continuaient, les conséquences seraient désastreuses. Mais si l'on pouvait persuader les techniciens des sites de lancement de raccourcir leur portée en leur faisant croire que, pour l'instant, ils envoyaient leurs bombes trop loin, cela ferait une grande différence. En fait, cela signifierait que les missiles tomberaient sur l'East End, déjà bien abîmé, et dans la campagne environnante, qui, jusque-là, avait était largement épargnée par la mort et la destruction. Churchill était-il prêt à réduire considérablement les risques pour le centre de Londres — le siège du gouvernement — en approuvant un plan qui, s'il devenait connu du public, aurait d'énormes répercussions politiques du fait qu'il sacrifiait une partie de la ville pour le bénéfice d'une autre ?

De nombreux Juifs — tailleurs, chemisiers, cordonniers, pâtissiers — vivaient, avec leurs familles, dans la zone est de la ville. Malgré l'importance de leurs voix au gouvernement, ils n'avaient pas réussi à convaincre Churchill et les dirigeants de l'aviation de demander aux bombardiers Lancaster de détruire, au moins, les chambres à gaz des camps

de concentration sur le trajet qu'ils empruntaient pour attaquer les villes allemandes. Le cabinet avait estimé qu'il ne s'agissait pas de cibles prioritaires. Alors que la Libération avait commencé à dévoiler les horreurs de l'Holocauste, à Auschwitz, Dachau et Bergen-Belsen, si les Juifs britanniques entendaient parler de la décision de dévier les bombes volantes, n'allaient-ils pas la percevoir comme un exemple supplémentaire de ce qu'ils considéraient déjà comme de l'indifférence envers le sort de leurs proches ?

Churchill valida la mise à exécution de la supercherie et Masterman la confia à son meilleur agent double, Eddie Chapman. Selon Ben Macintyre, le biographe de ce dernier : « Pour ces deux vétérans aguerris aux opérations militaires secrètes, ce plan était aussi clair que logique. » Le degré de participation de Menzies et Petrie à cette décision est gardé secret dans les dossiers hautement classifiés des deux services.

Il devenait chaque jour plus évident que Chapman devait agir urgemment. Le 1er juillet 1944, il envoya à son contrôleur de *l'Abwehr* un premier message dans lequel il affirmait que les missiles n'arrêtaient pas de « dépasser la cible ». Les bombes volantes suivantes commencèrent à tomber sur l'East End et les terres agricoles des alentours. Masterman jubilait. « Cette imposture a été une réussite absolue et a sauvé des milliers de vies », déclara-t-il plus tard.

Les messages de Chapman à son contrôleur furent détruits sur ordre de Petrie, qui n'était que trop conscient du tollé qui surviendrait si les habitants de l'est de Londres venaient à apprendre que Winston Churchill avaient sacrifié ceux qu'ils aimaient pour sauver le centre de la capitale. À la fin des bombardements, en août 1944, on comptait six mille cent quatre-vingt-quatre morts.

*

Alors que la victoire des Alliés devenait de plus en plus certaine, David Petrie envoya des agents faire la liaison avec les équipes du MI-6 et des services secrets américains qui, partant des plages normandes, s'enfonçaient dans le territoire français. Chaque équipe disposait d'un « livret pourpre », un cahier d'écolier dans lequel se trouvait la liste des noms des Allemands et des Français suspectés de collaborer avec les nazis. L'un d'entre eux était

P.G. Wodehouse. Durant la guerre, l'écrivain né en Grande-Bretagne avait animé des émissions à la radio allemande. Après sa capture, à Paris, il fut interrogé par un membre du service juridique du MI-5 qui estima qu'il n'y avait pas suffisamment de preuves pour faire comparaître Wodehouse devant un tribunal. L'auteur obtint l'autorisation de partir pour New York et jura de ne plus jamais remettre les pieds en Angleterre. D'autres collaborateurs ne s'en tirèrent pas si facilement. John Emery, un fasciste invétéré, fils du politicien Leo Emery, fut retrouvé dans un camp d'internement près de Rome. Il avoua facilement être partisan du nazisme et fut emmené à Londres, où il fut jugé à Old Bailey (la Haute Cour criminelle d'Angleterre) puis déclaré coupable et pendu. William Joyce, le célèbre propagandiste surnommé « Lord Haw-Haw », subit le même sort. En collaboration avec les services secrets français, néerlandais et norvégiens, le MI-5 rafla les prisonniers de guerre britanniques qui s'étaient portés volontaires pour servir la SS dans la Légion de saint George, sur le front russe. Ils furent remis à l'armée et emprisonnés en Angleterre. Après la guerre, on les autorisa à disparaître dans un monde à jamais transformé.

*

Tout au long de la guerre, la liste des publications que les agents du contre-espionnage du MI-5 devaient lire comprenait le *Daily Worker* (qui fut plus tard renommé le *Morning Star)* et les brochures éditées par le parti communiste britannique. Ils rappelaient que, bien que l'Union soviétique se soit jointe aux forces alliées pour combattre le nazisme en juin 1941, le communisme représentait une menace pour une paix durable après la guerre. C'était un thème qu'abordait toujours Petrie lors de ses réunions avec ses directeurs de services. L'un de ces derniers était Roger Hollis, de la division F, futur directeur général du MI-5, qui serait, par la suite, soupçonné d'être un agent double soviétique et ferait l'objet d'investigations sans précédent. Un événement survenu durant l'hiver 1945 allait contribuer à alimenter l'enquête.

Hollis avait à peine déverrouillé la porte de son bureau de Leconfield House — le nouveau siège du MI-5, dans le quartier de Mayfair, à Londres — qu'il avait demandé que l'on porte une enveloppe scellée au MI-6. À l'intérieur se trouvait un dossier couleur peau de chamois et une lettre de

Kim Philby, le directeur de la section IX, chargée du communisme international. Hollis avait rencontré Philby lors d'une conférence interservices consacrée à la menace communiste.

Philby était le fils de Sir Harry Philby, un haut membre du *Raj*. Il avait grandi dans un monde où la Grande-Bretagne régnait encore sur presque un quart de la surface terrestre et où, sous les ventilateurs, le document le plus important à se trouver dans le somptueux bureau de son père était son passeport britannique.

Sir Harry était l'un de ceux qui étaient chargés de faire appliquer les décisions de Londres. Il appartenait à la confrérie des deux mille personnes qui constituaient l'ICS *(Indian Civil Service*/Service civil indien). Ces gens habitaient de somptueuses demeures et voyageaient dans le luxe du *Hydrebread Express,* avec ses compartiments privés, où l'on buvait du champagne, tout juste sorti de seaux à glace en argent, avant de prendre des repas composés de huit plats, dans la voiture-restaurant réservée aux représentants du *Raj*. Durant ses jeunes années, Kim passait ses vacances à pratiquer les hobbies favoris des Britanniques en Inde : jouer au cricket, au polo ou au tennis sur la pelouse impeccable de la résidence familiale puis, quand il fut en âge, à rester assis sous la véranda avec son père, pendant que des serviteurs, tout de blanc vêtus, leur apportaient leurs premiers whiskys de la soirée.

Soudain, le spectacle éblouissant de cette vie de palais de marbre, de chasse au tigre et d'éléphants couverts de parures — le monde des Philby — disparut. Nul n'en comprenait la cause ; nul ne la comprendrait jamais. Dans les clubs du *Raj* de Bombay, de Delhi et jusqu'à ceux de Lahore ou Simla, on murmurait qu'il y avait eu de graves désaccords entre Sir Harry et son supérieur. « Peut-être avait-il fait des avances à sa *mensahib,* son épouse », avait écrit une grande dame à une cousine en Angleterre. Harry Philby avait la réputation d'être coureur de jupons. Sir Harry avait été l'un de ces Anglais dont la voix braillarde avait fait dire à Mohandas Gandhi : « Les Anglais descendent de l'âne et non du singe comme le reste de l'humanité. » Puis il avait quitté l'Inde sur un paquebot dont il avait débarqué en Égypte, au port de Suez.

Plein de rancœur et d'animosité envers la Grande-Bretagne, il s'était rendu en Arabie saoudite, où il avait trouvé l'oreille attentive d'Ibn Saoud, le fondateur de la famille royale saoudienne, qui estimait que la Grande-

Bretagne l'avait dupé sur ses droits pétroliers. Sir Harry avait alors fait usage de ses incontestables talents de négociateur pour permettre à des compagnies américaines d'obtenir des concessions.

À ce moment-là, Kim — que son père avait ainsi baptisé en référence au héros du roman d'espionnage et d'aventures de Rudyard Kipling — était devenu correspondant étranger pour le *Times* de Londres après avoir décroché ses diplômes à Cambridge. En 1937, on l'avait envoyé couvrir la guerre d'Espagne. Sa réserve et son espagnol courant lui avaient valu d'être bien accueilli par les forces fascistes du général Franco. Personne ne se doutait que la Russie l'avait déjà recruté comme espion pendant ses études.

La première mission que lui avait confiée son contrôleur moscovite, un agent du GRU, le renseignement militaire russe, consistait à envoyer des rapports sur les endroits où Franco avait l'intention d'attaquer les forces républicaines. Parmi les cibles, Philby avait identifié Guernica, la capitale spirituelle historique du Pays basque.

Franco donna l'ordre à la légion nazie Condor de détruire la ville — un acte condamné par toute la communauté internationale qui a inspiré à Picasso son célèbre tableau anti-guerre. Peu après, Philby fut blessé par un obus de l'artillerie républicaine, fourni par la Russie. À son retour en Angleterre, son contrôleur soviétique lui demanda de présenter sa candidature au MI-6. Il passa le cap du processus d'approbation et fut nommé à la section ibérique du SIS ; l'un de ses collègues était Graham Greene. Des années plus tard, le romancier se souvenait : « Une fois devenu chef de la section, Kim couvrait toutes les erreurs que nous pouvions faire. Il avait l'art de sembler parfaitement loyal envers son personnel alors que, bien sûr, toute sa véritable loyauté allait à la Russie. »

Cela faisait déjà longtemps que le GRU savait combien il était important de recruter des espions dans les universités traditionnelles britanniques que sont Oxford et Cambridge.

L'organisation russe n'ignorait pas qu'en s'y prenant tôt, il était possible de convaincre des étudiants intelligents et ambitieux d'embrasser la cause communiste et de continuer à la servir tout au long des grandes carrières que leurs diplômes leur garantissaient pratiquement. En bonus, il était possible d'exploiter le fait que ces deux campus attiraient des Américains. Whittaker Chambers, un rédacteur de *Time Magazine* et Alger Hiss, un officiel du département d'État — qui participa à la conférence de Yalta et fut

secrétaire général de la session de création des Nations unies —, avaient été recrutés par les services secrets soviétiques durant leurs études à Cambridge.

Ayant accès au registre, Philby transmettait à son contrôleur les renseignements qu'il y puisait sur les agents et les informateurs du MI-6 dans le monde entier. Quand la Grande-Bretagne et l'Union soviétique étaient devenues alliées, pendant la guerre, Philby avait reçu une nouvelle mission : découvrir si Churchill et Roosevelt prévoyaient de faire la paix avec l'Allemagne séparément, ce qui permettrait à Hitler de consacrer toute sa puissance militaire à attaquer l'Union soviétique. Philby avait rapporté que plusieurs agents de haut niveau du MI-5 et du MI-6 n'avaient rien contre cette idée. En mars 1943, un espion allemand, Otto John, qui travaillait pour l'amiral Canaris, le directeur du renseignement allemand, s'était secrètement rendu à Lisbonne pour y rencontrer une petite équipe du MI-6, à laquelle appartenait Philby. John avait révélé qu'un groupe de hauts dirigeants militaires allemands étaient prêts à entamer des négociations de paix avec la Grande-Bretagne.

Philby était rentré à Londres et avait fait un rapport à Stewart Menzies, dans lequel il affirmait que ce plan n'était « rien de plus qu'une façon de gagner du temps en faveur de l'effort de guerre nazi ». Il y expliquait également : « Si nous y adhérions, il faudrait que nous réduisions nos bombardements et nous nous concentrions davantage sur la guerre dans le Pacifique. Nous devrions également accepter d'arrêter de fournir des armes à l'Armée rouge. Otto John n'est pas fiable et, parfois, on pourrait presque le considérer comme un fantaisiste. Ce point de vue est partagé par Allen Dulles, en Suisse. »

Le rapport de Philby fut envoyé à Winston Churchill qui y inscrivit la mention « Pas d'action. » Staline n'avait plus à craindre de traité de paix séparé.

*

Dans la lettre qu'il avait remise à Hollis en ce matin d'hiver, Philby ne précisait pas pourquoi il lui remettait un certain dossier. Il ne disait pas non plus qu'une affaire urgente l'attendait à Istanbul.

Konstantin Volkov, un agent du renseignement russe basé à l'ambassade de son pays à Istanbul, avait contacté le consulat britannique en expliquant qu'il voulait faire défection. En échange de l'asile, il révélerait les noms des membres d'un réseau d'agents soviétiques opérant « au cœur même du gouvernement ». Il poursuivait : « L'un d'entre eux est un agent du renseignement. Deux autres travaillent au Foreign Office. » Alarmé, le consul avait envoyé un télégramme codé prioritaire au Prodome, l'adresse câble du Foreign Office, dans lequel il citait Volkov. Ces informations avaient été transmises à Stewart Menzies qui avait demandé à Philby d'enquêter. Celui-ci ne pouvait que comprendre qu'il était l'agent identifié par Volkov ; les autres étaient Donald Maclean et Guy Burgess, tous deux diplomates au Foreign Office et espions pour le compte de la Russie. Maclean photocopiait des documents top secret pour Moscou depuis 1938. Philby prit le premier vol pour Istanbul. À son arrivée, Volkov avait déjà disparu.

Depuis une cabine téléphonique, Philby envoya un message à son contact à l'ambassade soviétique. Istanbul était un haut lieu de l'espionnage, d'où les agents russes et alliés utilisaient des émetteurs à ondes courtes pour contacter leurs contrôleurs à Londres, Washington et Moscou. Le MI-6 y avait installé une équipe de son service de sécurité radio pour surveiller les transmissions sans fil. Après l'arrivée de Philby, plusieurs messages codés concernant la disparition de Volkov partirent de l'ambassade soviétique vers Moscou. Tout en faisant croire à ses collègues qu'il essayait de localiser Volkov, Philby tenait son contrôleur soviétique informé des endroits où le diplomate pourrait se cacher. Au bout d'une semaine, il envoya un message à Menzies : « Désolé, aucune trace. Abandonne. Rentre à Londres. »

Quelques jours plus tard, un appareil militaire soviétique se posa, sans avoir prévenu, à l'aéroport d'Ankara et l'on y embarqua un individu solidement attaché. Konstantin Volkov était en route pour Moscou, où l'attendait une mort certaine. On n'a jamais su quel rôle Philby avait joué dans sa capture.

*

Le dossier que Philby avait envoyé à Hollis concernait également un transfuge. Âgé de vingt-six ans, Igor Gouzenko travaillait sur les messages

codés à l'ambassade russe d'Ottawa. On devait le rapatrier à Moscou avec sa femme enceinte mais il avait entendu parler de la dureté de la situation au pays : les messages qui passaient par son bureau parlaient pratiquement de famine et relataient le comportement draconien de la police. Gouzenko avait décidé qu'il valait mieux que son épouse et lui restent au Canada. En échange, il proposerait des documents qu'il avait pris soin de dissimuler en cas d'une telle urgence. Il espérait que, s'ils étaient rendus publics, ils révéleraient ce qui se cachait réellement derrière la description propagandiste de la vie en Union soviétique que l'ambassade envoyait aux médias d'Ottawa. Il détenait également une liste codée des informateurs du GRU.

Dans son costume de mauvaise facture, le chétif cryptologue entra au bureau de l'*Ottawa Journal* et y proposa son histoire. Malgré son anglais limité et son agitation, il essaya de traduire les documents qu'il sortait de son sac à provisions. Mais plus il essayait, plus il avait l'air de l'un de ces hurluberlus qui se présentent régulièrement aux bureaux de tous les journaux. Le reporter lui offrit un café et le congédia. Furieux, Gouzenko se rendit au siège du Parlement canadien et essaya de voir le ministre de la Justice. Là encore, on lui demanda de partir. Visiblement contrarié, lorsqu'il arriva chez lui, ce ne fut que pour entendre sa femme hurler derrière la porte tandis que l'attaché militaire russe et deux autres diplomates de l'ambassade essayaient d'entrer. Pendant ce temps, un voisin avait appelé la police et deux agents arrivèrent. Les diplomates russes s'en allèrent sans avoir réussi à persuader Gouzenko de les accompagner mais leur présence fut consignée dans un rapport de police qui, à cause de leur immunité diplomatique, arriva entre les mains du directeur local du CSIS, le service de renseignement canadien.

Conscient que ce n'était pas tous les jours que « trois diplomates soviétiques essayaient de forcer la porte d'entrée de l'un de leurs employés », il fit passer l'information à Sir William Stephenson, qui supervisait toutes les opérations du MI-5 et du MI-6 en Amérique du Nord, depuis son bureau new-yorkais. Le chef du CSIS ajouta qu'il avait conservé les documents dont Gouzenko était en possession et que celui-ci et son épouse étaient en détention de protection tant qu'on n'avait pas pris de décision par rapport aux demandes répétées de l'ambassadeur qui voulait que le couple lui soit rendu, sous prétexte que Gouzenko avait volé des documents diplomatiques à l'ambassade. Cela suffit à alerter Stephenson,

qui sauta dans un avion pour Ottawa afin d'interroger Gouzenko. Ensuite, il appela Hollis pour lui dire qu'il devrait venir le rejoindre.

Stephenson était l'un de ces hommes riches et puissants que le monde ténébreux de l'espionnage fascine. Bon boxeur amateur — les commentateurs disaient qu'il aurait pu devenir professionnel —, il avait préféré continuer à s'enrichir dans l'industrie. Lors d'un séjour à New York, il avait rencontré William Donovan. L'Irlandais et l'Écossais s'étaient trouvé beaucoup de points communs, notamment leur passion pour le sport et leur goût pour les subtilités du droit, et étaient devenus amis ; le fait que Donovan soit devenu l'avocat personnel de Stephenson y était probablement aussi pour quelque chose. Lorsque le juriste était rentré d'un voyage à Londres qui avait conduit à la collaboration de l'Amérique avec le MI-5 et le MI-6, les deux hommes avaient mangé ensemble au club new-yorkais dont Donovan était membre. Au cours du déjeuner, Stephenson avait expliqué qu'il en avait assez de « seulement gagner de l'argent ». Donovan lui avait répondu qu'il pourrait éventuellement envisager « quelque chose de plus excitant ». Il avait alors révélé à l'industriel les détails de l'arrangement qu'il avait orchestré entre les services secrets américains et britanniques. « Une chance d'avoir une couchette sur ce bateau ? » lui avait demandé Stephenson. Il y en avait une : en quelques jours, Donovan avait convaincu Churchill de nommer Stephenson coordinateur du MI-5 et du MI-6 avec le COI.

Au moment où Stephenson retrouva Hollis, à son arrivée de Londres, Gouzenko avait été transféré dans l'ancien camp du SOE, au bord du lac Ontario. Dans le passé, on y avait entraîné des agents britanniques pour leurs missions en Allemagne nazie. L'ancien agent Ivan Drake m'a raconté : « L'endroit était conçu pour inspirer une terreur de tous les diables à ceux qui se croyaient déjà prêts à travailler pour le SOE. Dans un coin de la base, il y avait un complexe pour les interrogatoires spéciaux des agents doubles ou des espions présumés. »

C'était là qu'on avait enfermé Gouzenko. Il y endura des méthodes consistant à le priver de sommeil, lui refuser de la nourriture ou le menacer de le rendre aux Soviétiques sous prétexte qu'il essayait de donner de fausses informations. Hollis l'interrogea pendant des heures mais il s'en tint toujours à sa version des faits : les documents n'étaient pas des faux et il était prêt à coopérer en échange du droit de rester au Canada avec sa

femme. Au bout d'une semaine, Hollis estima qu'il disait la vérité et que les documents volés étaient bel et bien authentiques.

Gouzenko put retrouver son épouse et on l'installa, avec elle, dans une confortable planque du CSIS, près de Montréal, après lui avoir donné le nom de code de « Corby » et promis l'asile au Canada. À ce moment-là, Gouzenko avait déjà confirmé les identités de plus de vingt agents du GRU opérant au Canada et dont les noms figuraient dans la liste codée. « Ellie » était Kay Wilsher, qui travaillait au registre du Haut Commissariat britannique à Ottawa, un poste qui lui donnait accès aux dossiers de sécurité sensibles des agents secrets canadiens, américains et britanniques officiant dans le pays. Un autre faux nom cachait quelqu'un d'encore plus important. « Alek » était, en réalité, Alan Nunn May, un physicien britannique qui avait travaillé à l'élaboration de la bombe atomique lors du projet Manhattan. On allait découvrir qu'il avait secrètement transmis à son contrôleur russe des échantillons d'isotopes d'uranium, un élément crucial de la bombe. À la fin de le guerre, Wilsher fut condamnée à trois ans de travaux forcés et Nunn May, à dix ans d'emprisonnement.

Ces verdicts alarmèrent Washington, où l'on soupçonnait que des accords avaient été passés pour que les espions révèlent tout de leur trahison en échange de peines légères et que ceci permette au MI-5 et au MI-6 de s'immiscer dans toutes les brèches du système de sécurité américain. Même Donovan voyait mal comment Wilsher et Nunn May avaient pu échapper au sort — longue réclusion ou peine de mort — qui leur aurait été réservé aux États-Unis. Il avait alors posé une question brutale à Stephenson : les services secrets britanniques avaient-ils quelque chose à cacher ? Stephenson avait maintenu que ce n'était pas le cas. Mais en d'autres endroits de Washington, on continuait de s'interroger. Pourquoi le MI-5 et le MI-6 n'avaient-ils pas réussi à remarquer la trahison de Nunn May et Wilsher avant que, par pure chance, le cryptologue russe ait tiré la sonnette d'alarme ? Les avait-on couverts au sein du SIS ou du Service de sécurité pour de plus sinistres raisons que la protection de la réputation de ces organisations ? Y avait-il une autre taupe soviétique au renseignement britannique ? Et, dans ce cas, à quel niveau hiérarchique de quel service ?

Au MI-6, le démantèlement du réseau d'espions infiltrés au Canada fut perçu comme une victoire personnelle de Hollis. Kim Philby lui envoya un mot de félicitations.

*

David Petrie quitta son poste de directeur général du MI-5 en 1945, après avoir dignement mené une campagne visant à s'assurer que le nouveau gouvernement travailliste qui était passé au pouvoir cette même année, ne fusionne pas le MI-5 avec le MI-6. Cependant, il n'avait pas réussi à faire nommer son adjoint, Jasper Harker, à sa place. Ce dernier n'avait pas su convaincre Clement Attlee, le nouveau Premier ministre, qu'il avait les compétences nécessaires pour diriger le Service de sécurité. « Il doit avoir les qualités techniques qu'exige l'espionnage. Il doit être capable de contrôler une équipe d'individualistes participant à d'importants travaux secrets. Parallèlement, il doit avoir la plus grande considération pour les droits des citoyens », insistait Attlee. Il estimait que l'homme qui convenait le mieux était Percy Sillitoe, qui avait fait la plupart de sa carrière dans la police en Afrique du Sud et en Rhodésie (le Zimbabwe actuel). En 1943, Sillitoe avait été nommé directeur de la police du Kent. Son adjoint au MI-5 était Guy Liddell, qui était entré sous Kell, en 1919, et était considéré par ses collègues comme un agent de contre-espionnage exceptionnel. Bien que ne l'étant pas lui-même, il appréciait la compagnie des homosexuels. Le puritain Attlee trouvait cela « fort regrettable ».

La première impression qu'eut Liddell en rencontrant Sillitoe fut tout aussi peu flatteuse : « Avec ses chaussures de marche, il a l'air d'un péquenot venu passer la journée à Londres après avoir traqué des braconniers et des petits délinquants dans les ruelles du Kent. Ce qui n'est pas vraiment un bon entraînement pour travailler dans le renseignement », avait-il confié à un ami, au Chelsea Palais, un repaire d'homosexuels bien connu. Liddell s'amusait à ridiculiser Sillitoe en utilisant des épigrammes latines et des références codées qu'il ne saisissait pas. Sillitoe écrivit plus tard : « Parfois, je me sentais comme un petit garçon enfermé de force dans un monde clos. » Ces paroles reflètent parfaitement son absence d'autorité sur son personnel.

*

Winston Churchill et Theodore Roosevelt avait tous deux prêté beaucoup d'attention au renseignement durant la guerre. Roosevelt s'intéressait surtout aux espions et aux opérations secrètes. Rien ne lui faisait plus plaisir que d'entendre Allen Dulles parler des missions de l'OSS en Europe. Churchill, qui adorait également les récits d'actions téméraires, était très conscient de l'importance du rôle du Sigint, c'est-à-dire, le renseignement d'origine électromagnétique. Les connaissances mathématiques nécessaires pour déchiffrer un code avaient toujours fasciné le Premier ministre ; aux premières heures du jour, assis dans son lit, il étudiait des codes qui avaient déjà été décryptés. Il trouvait cela « beaucoup plus amusant que de faire des mots croisés ».

La mort soudaine de Roosevelt, en avril 1945, fit prendre une nouvelle orientation au renseignement américain. Selon l'analyste Christopher Andrew : « S'il avait vécu, Franklin Roosevelt n'aurait certainement pas fermé l'agence de renseignement dont les Américains disposaient pendant la guerre, l'OSS, avant d'avoir solidement mis en place un remplacement de temps de paix. » Ce qui est certain, c'est que le successeur de Roosevelt, Harry Truman, bien moins intéressé par le renseignement, établit de nouvelles priorités quant à ce qu'il attendait de ses maîtres espions.

Truman était également préoccupé par l'importance des pouvoirs que le FBI avait acquis pendant la guerre et lorsqu'il avait rencontré son directeur, John Edgar Hoover, pour la première fois, il lui avait fait une annonce brutale : « Il n'est pas entièrement approprié que vous dépensiez des fonds fédéraux pour plus ou moins vous contenter de satisfaire votre curiosité sur la vie sexuelle des membres du Congrès. »

Le nouveau président avait aussi peu de considération pour les liens que l'OSS entretenait avec le MI-5 et le MI-6. Avec sa personnalité complexe, il avait du mal à accepter l'idée de maintenir une organisation s'occupant surtout de l'Europe. Selon lui, ce qu'il fallait, c'était une nouvelle agence sous « direction présidentielle ». Sa décision, ratifiée par le *National Security Act* (Loi sur la sécurité nationale) du 26 juillet 1947, confirma la prédominance de la CIA sur l'ensemble de la jeune communauté du renseignement américaine. Néanmoins, Truman accepta que le Sigint américain continue de coopérer avec la Grande-Bretagne. Le 4 septembre 1945, le secrétaire d'État, Dean Acheson, lui avait envoyé un mémo top secret (qui n'est encore que partiellement déclassifié) dans lequel il lui

rappelait : « Certaines nations étrangères pouvant avoir des intentions hostiles, il est recommandé que vous autorisiez une collaboration constante entre les États-Unis et le Royaume-Uni dans le domaine du renseignement d'origine électromagnétique. »

Une branche des services secrets britanniques — la GC&CS *(Government Code and Cipher School/*École gouvernementale de codage et de cryptage) — avait vu sa réputation grandie au sortir de la guerre. Il s'agissait des cryptologues qui travaillaient à Betchley Park. Avec leur machine Ultra, ils avaient réussi à déchiffrer les codes des sous-marins allemands. Rebaptisé *GCHQ (Government Communications Head-*quarters/Quartier général des communications du gouvernement) en 1946, le service quitta son environnement rural du Buckinghamshire pour s'installer dans des locaux d'apparence anodine, à Eastcote, une banlieue terne de Londres. Ce fut donc là que les cryptologues continuèrent de tenter de déchiffrer les messages codés des maîtres espions soviétiques et de leurs agents. Le service de renseignement russe avait été fondé en 1917 sous le nom de Cheka puis avait été successivement appelé GPU, OGPU, GUGB et, pendant la guerre, NKVD. (Le 13 mars 1954, il fut renommé *Komitet Gossoudarstvennoï Bezopasnosti*, KGB, avant de devenir le FSB, service fédéral de sécurité, en 2005.) Dans la mémoire du Politburo et des millions de Russes qui l'ont tant redouté, il est resté « l'épée et le bouclier du parti » — le bouclier pour protéger l'oligarchie du parti communiste et l'épée pour imposer ses volontés à l'intérieur et à l'extérieur de la Russie.

Les cryptologues britanniques et américains, qui avaient travaillé en étroite collaboration pendant la guerre pour déchiffrer les codes des nazis et des Japonais, continuèrent à œuvrer sur une base de partenariat équilibré. Cependant, à la fin de la guerre, l'Amérique, sous le gouvernement de Truman, était devenue la nation la plus puissante de la planète. Par conséquent, la CIA, avec sa puissance financière et ses compétences techniques, s'était mise à dominer d'autres domaines de son alliance avec le renseignement britannique. De plus, après la découverte du réseau d'espions de Nunn May, au Canada, le MI-5 et le MI-6 étaient devenus ce qu'Allen Welsh appelait « des services vivant sur leur réputation ».

Ce serait aux cryptologues du GCHQ de partiellement sauver la mise pour le MI-5. Les services secrets soviétiques utilisaient la méthode du « masque jetable » qui, utilisée correctement, rendait leurs messages radio

codés pratiquement indéchiffrables. Mais, quand le NKVD élargit son réseau mondial, il distribua des duplicatas des séries de masques. Arthur Martin, un agent de liaison entre le GCHQ et le MI-5 qui avait travaillé à l'interception des messages radio pendant la guerre, découvrit ce que les Russes étaient en train de faire et cela aboutit à l'une des premières grandes opérations de décryptage d'après-guerre. Grâce aux compétences de Martin, l'opération Verona permit de suivre les activités d'un réseau soviétique en Grande-Bretagne et aux États-Unis. À un rythme douloureusement lent, les informations émergeaient des décodages ; on n'obtenait souvent que des fragments de mots. Recoupés, ils commencèrent à révéler l'ampleur du réseau d'espionnage soviétique dans les deux pays et son infiltration dans le programme de bombe atomique.

Pendant que les cryptologues de l'opération Verona continuaient leur travail, le MI-5 traquait les espions soviétiques agissant dans d'autres branches : le contre-espionnage, l'unité de liaison avec les services secrets de l'empire et la section chargée de surveiller les activités des partis politiques nationaux. En 1948, plus d'une centaine de fonctionnaires de Whitehall furent interrogés à plusieurs reprises sans qu'on leur explique jamais comment on s'était mis à les soupçonner. Plus d'une vingtaine furent renvoyés ; certains d'entre eux avaient occupé des postes importants pendant la guerre. Quatre-vingt-huit furent affectés à de nouvelles tâches et virent leurs accréditations de sécurité réduites au niveau le plus bas. À Whitehall, plusieurs bureaux se retrouvèrent soudain inoccupés et des employés que l'on avait jusqu'alors estimés dignes de confiance furent mutés dans diverses autres organisations gouvernementales. On sépara des familles et de nombreux divorces s'ensuivirent.

Il n'était pas rare que des voisins murmurent qu'un homme, jadis fer de lance de sa communauté, était devenu « un Rouge ». Les dossiers s'accumulaient et de nombreuses femmes découvraient que leur nouvelle promotion les mènerait à travailler sous l'œil vigilant du directeur du registre, qui vérifiait que les dossiers étaient bien à leur place dans les index, sur leurs cartes, dans des rangées entières de tiroirs en bois. En 1949, des milliers de nouveaux noms avaient été ajoutés.

Quatre ans après qu'un bombardier B-29 de l'aviation américaine — auquel le pilote avait donné le nom de sa mère, *Enola Gay* — eut lâché la première bombe atomique sur Hiroshima, le 6 août 1945, le registre

contenait des informations extrêmement personnelles sur plus d'un million de citoyens britanniques ordinaires. Pourtant, ce système n'avait toujours pas permis d'établir l'identité des espions soviétiques qui se trouvaient parmi eux. À Washington, tout le monde s'accordait à dire que les taupes cherchaient à découvrir de nouveaux secrets concernant la bombe. Au FBI et à la CIA, la découverte du réseau canadien avait fait augmenter les craintes que l'on trouve d'autres traîtres en Grande-Bretagne.

*

À quatre heures du matin, le 3 septembre 1949, le contre-amiral Roscoe Henry Hillenkoetter fut réveillé par son téléphone, chez lui, à Georgetown, dans l'État de Washington, et entendit la nouvelle qu'il redoutait. Le directeur de la CIA — qui, à l'âge de cinquante et un ans, était le troisième à occuper ce poste — avait demandé qu'on l'appelle dès qu'il y aurait confirmation, quelle que soit l'heure. Il dirigeait l'Agence depuis deux ans, après avoir fait sa carrière comme chef du renseignement de l'amiral Nimitz, durant la guerre du Pacifique, contre le Japon. Cultivé, il continuait d'étudier les écrits de Marx, Lénine et Staline. Leurs ouvrages avaient la place d'honneur sur sa table de chevet. Plus Hillenkoetter les lisait, plus il était convaincu que l'Union soviétique était résolue à devenir le rival militaire de l'Amérique. Afin de s'y préparer, il avait mis en place un réseau d'informateurs dans les nations satellites du pays : de l'Allemagne de l'Est jusqu'au cœur même de la Russie, en passant par la Pologne, la Hongrie et la Bulgarie. Ces espions risquaient leur vie pour envoyer les messages qui arrivaient sur son bureau. Selon l'un d'eux, la Russie était pratiquement prête à faire exploser une bombe atomique. On en avait trouvé la confirmation dans un message intercepté par l'un des cryptologues de l'opération Verona. Mais il était frustrant de ne pas encore disposer d'informations sur le lieu et la date de l'essai. Là, à Washington, en cette matinée caniculaire, Hillenkoetter savait enfin.

À environ dix mille kilomètres de l'endroit où il s'était réveillé, des techniciens, à bord de l'avion de l'escadron de détection longue portée de l'US Air Force, contrôlaient une nouvelle fois leurs instruments. Les compteurs continuaient à indiquer qu'un nuage radioactif dérivait au-dessus de la zone nord-ouest de l'Union soviétique. S'il conservait son cap, il allait

survoler le nord du Canada et l'Atlantique avant de rejoindre les îles Britanniques. Dans les jours qui suivirent, on envoya des appareils de l'armée canadienne et de la RAF traverser le nuage pour prélever des échantillons qui furent ensuite transmis à la Commission à l'énergie atomique, aux laboratoires de Los Alamos et de Harwell, l'établissement de recherche atomique de la Grande-Bretagne. Les scientifiques parvinrent tous à la même conclusion : Entre le 26 et le 29 août, l'Union soviétique avait fait exploser une bombe atomique. Elle n'avait pas la même puissance destructrice que celle qui avait dévasté Hiroshima mais Hillenkoetter en avait tout de même tiré une conclusion : « Cette arme a pour but d'établir un monde communiste sous domination soviétique et il nous faut considérer que la possibilité d'une attaque directe contre les États-Unis est plus grande qu'avant. »

À ce moment-là, Verona avait abouti à une découverte capitale.

*

Depuis leurs locaux d'Eastcote, les équipes de décodage du GCHQ avaient accès au continent européen, où elles avaient des bureaux à Berlin et Gibraltar. À Tokyo, le complexe de l'ambassade britannique abritait une équipe de cryptologues. Une autre était installée à Hong Kong. En 1949, chaque ambassade de l'empire comptait au moins un décrypteur dans son personnel. Des copies de tous les messages interceptés étaient envoyées au MI-5 et au MI-6 puis partagées avec le service de la NSA qui travaillait sur Verona. Ses cryptologues recherchaient des réseaux d'espions soviétiques en Amérique du Nord et au Canada. Pour couvrir le Pacifique sud, la NSA et Eastcote travaillaient conjointement dans une station située à Shoal Bay, près de Darwin, en Australie, sous le contrôle du spécialiste de l'Extrême-Orient du MI-5. Ce dernier — qui, par ailleurs parlait couramment le mandarin — décoda des messages envoyés par Moscou à son ambassade de Canberra. Il découvrit alors que plusieurs réseaux soviétiques opéraient dans le pays. Suite à cela, Roger Hollis fut envoyé en Australie afin d'y donner des conseils pour la création d'un service de renseignement local, l'ASIS.

Le 9 octobre 1949, un cryptologue de Fort Meade déchiffra un message indiquant qu'il pourrait y avoir une autre taupe dans le projet de bombe

anglo-américain. Cette révélation tomba au moment où les communistes de Mao Zedong venaient de renverser Tchang Kaï-chek ; Washington n'avait eu aucun contrôle sur cette révolution et l'on annonça aux Américains qu'un cinquième de la population terrestre vivait désormais sous domination communiste. Des deux côtés de l'Atlantique, les cryptologues s'attelèrent à l'énorme tâche de revenir sur tous les messages soviétiques interceptés dans l'espoir d'y découvrir des indices sur l'identité de la taupe. Beaucoup n'avaient pas été correctement décodés, faute de personnel compétent. Maintenant, la NSA et Eastcote disposaient d'un total de douze mille cinq cents agents hautement qualifiés et des tout derniers appareils de décryptage.

Le message que le cryptologue de la NSA avait déchiffré en ce jour d'octobre avait été envoyé en 1945 à un agent soviétique basé à New York. Il contenait une copie d'un télégramme privé de Churchill à Truman concernant l'attitude à adopter avec Staline après la guerre. Le télégramme n'était pas sans rappeler la fois où, aux premiers jours de la guerre, Roosevelt avait déclaré, en plaisantant à moitié, qu'il trouvait parfois plus facile de conclure une affaire avec Staline qu'avec Churchill.

Même si ce dernier savait que la bravoure du peuple de Stalingrad pendant son siège avait généré chez de nombreux Américains quelque chose de proche du culte du héros, son télégramme rappelait à Truman que la famine déclenchée par Staline en Ukraine et l'horreur des goulags étaient « en tout point, aussi graves que les camps de concentration nazis ». Il ne fallait pas laisser l'isolationnisme américain d'avant-guerre faire son retour, insistait-il. Tout en continuant d'éprouver du respect pour la façon dont les Russes avaient fermement résisté à l'Allemagne nazie, il fallait tenir compte de la réalité : la politique internationale exigeait que l'Amérique admette que Joseph Staline était un tyran aussi diabolique que l'avait été Hitler.

Ce qui avait électrisé le cryptologue, c'était que le télégramme révélait qu'il restait un informateur « d'une valeur inestimable ». Mais de qui s'agissait-il ? Il persévéra patiemment dans ses recherches. Au bout d'une semaine, il découvrit un nouvel indice. Il apprit dans un message que la taupe était de sexe masculin et avait une sœur dans une université américaine. Mais laquelle ? Était-elle étudiante ou enseignante ? Où employée dans un autre service ? Un troisième message contenait une demande de clarification des derniers termes scientifiques utilisés pour « le

projet ». Le cryptologue reconnut ces mots. Il les avait déjà vus dans d'autres messages qu'il avait décodés et ils appartenaient au lexique du projet Manhattan.

Le FBI vérifia dans tous les campus des États-Unis. Il lui fallut plusieurs semaines pour découvrir que Kristel Fuchs était « probablement » la mystérieuse sœur. Elle étudiait au Swarthmore College. Une autre vérification transforma la probabilité en certitude : son frère était Klaus Fuchs, un scientifique qui avait travaillé sur le projet Manhattan et occupait désormais un haut poste à Harwell. Ce remarquable mathématicien et physicien était arrivé en Grande-Bretagne, avec sa sœur, vers le milieu des années 1930, pour fuir l'Allemagne hitlérienne. Comme tant d'autres Juifs en exil, quand la guerre avait éclaté, ils avaient tous deux étaient arrêtés. Mais lorsque les autorités s'étaient aperçues du parcours scientifique de Fuchs, ils avaient été libérés. Klaus était entré à Los Alamos et sa sœur était allée au lycée. Après la guerre, ils étaient revenus en Angleterre. Kristel y avait mené une vie tranquille et irréprochable tandis que son frère avait repris ses recherches secrètes à Harwell.

Le FBI étant de plus en plus convaincu que la taupe soviétique infiltrée au plus haut niveau du cœur du projet anglo-américain de bombe atomique était bien Klaus Fuchs, le MI-5 fut très embarrassé quand on sortit son dossier du registre et que Guy Liddell et Roger Hollis l'examinèrent. On pouvait y lire que Klaus Fuchs était « très probablement un espion soviétique avant son arrestation ». Rien ne venait étayer cette supposition ; il y avait seulement une note : « Les exigences de l'effort de guerre sont prioritaires sur toute autre considération. » Hollis et Liddell savaient que si le FBI et la CIA découvraient la vérité, cela entraînerait de désastreuses répercussions sur toutes les relations que le MI-5 entretenait avec les deux organisations. Ils décidèrent de montrer le dossier à Percy Sillitoe. Le directeur général le lut en silence. Liddell demanda que, « pour le bien du service », on n'en parle pas aux Américains. Sillitoe approuva. Hollis proposa de ne rien dire non plus au Premier ministre, Clement Attlee. Sillitoe accepta aussi. « Il faut interroger Fuchs », fut sa seule contribution à l'étape suivante.

Hollis et Liddell dressèrent une courte liste d'agents à la fois doués pour les interrogatoires et bien informés sur les méthodes de recrutement soviétiques. Celui qu'ils choisiraient devrait s'assurer que Fuchs ne puisse

absolument pas se douter qu'il avait été démasqué grâce au décryptage d'un code soviétique ; il risquait d'avoir le temps de le signaler à son contrôleur avant d'être arrêté. La seule façon de le faire condamner était donc de le faire passer aux aveux.

Hollis et Liddell finirent par choisir Jim Skardon, qui avait fait avouer de nombreux espions nazis pendant la guerre. La technique de Skardon consistait à rester assis pendant des heures avec le suspect en le laissant diriger la conversation mais en se débrouillant pour glisser la question fatale qui mènerait aux aveux ; au MI-5, ses méthodes en la matière étaient considérées comme des références dignes d'une *master-class.* Skardon s'était fendu d'un hochement de tête compatissant lorsque, dès leur première rencontre, Fuchs avait affirmé vivre depuis des années « dans un état schizophrénique ». Sous une pression modérée, l'espion avoua qu'il était déchiré entre son « amour » pour la Grande-Bretagne et sa « haine » envers le rôle qu'elle avait joué dans la destruction d'Hiroshima. Au fil des semaines, Fuchs révéla tout ce qu'il savait sur l'infiltration soviétique dans le projet de bombe atomique anglo-américain. Il parlait d'une voix basse et faisait des pauses pour laisser le temps à Skardon de prendre ses notes. Il développait volontiers quand on le lui demandait mais sans jamais admettre la gravité de sa trahison. Il avait déjà dénoncé deux Américains, Julius et Ethel Rosenberg, comme membres du réseau soviétique et révélé que son intermédiaire à Los Alamos était Harvey Gold. Américain naturalisé, d'origine russe, Gold avait d'abord nié connaître Fuchs ou les Rosenberg et maintenu qu'il n'avait jamais mis les pieds du côté de Los Alamos. Mais en fouillant son appartement, à Philadelphie, on avait trouvé des notes d'hôtel de Santa Fe, près du site.

Le 10 février 1950, Klaus Fuchs fut jugé à Old Bailey, où il plaida coupable à quatre accusations de divulgation d'informations à l'Union soviétique. Le procès dura quatre-vingt-cinq minutes. On n'y évoqua ni son dossier au MI-5 ni son contenu accablant qui prouvait qu'on le soupçonnait d'être un espion à la solde des Russes depuis presque dix ans. Lord Goddard, le président de la Cour suprême de Grande-Bretagne, le condamna à quatorze ans de réclusion. Ethel et Julius Rosenberg furent exécutés par électrocution pour espionnage, après une dernière manifestation devant la Maison-Blanche, durant laquelle les opposants à la sentence luttèrent contre ses partisans qui portaient des pancartes où était inscrit : « Deux Rosenberg frits ! Ça vient tout de suite ! » Gold eut la vie

sauve et fut condamné à la réclusion à perpétuité, en grande partie parce qu'il avait coopéré avec le FBI.

À Washington, on estima que Fuchs avait été le pivot central de l'une des opérations les plus réussies de toute l'histoire de l'espionnage international. Il avait été en mesure de décrire, en détail, le processus de diffusion gazeuse qui permet de séparer l'uranium 235 de l'uranium 236. « Les Russes auraient difficilement pu en apprendre plus sur nos armes nucléaires s'ils avaient été nos associés dans cette entreprise », avait rugi Roscoe Hillenkoetter. Les renseignements dont disposait désormais l'Union soviétique valaient bien plus que les deux milliards de dollars que l'Amérique avait investis dans ce programme qui avait fourni aux physiciens russes les connaissances théoriques dont ils avaient eu besoin pour faire exploser leur bombe en août 1949. Le test soviétique avait eu lieu à peine plus de quatre ans après l'entrée dans l'ère atomique de l'Amérique avec son premier essai dans le désert du Nouveau-Mexique. Deux Britanniques que l'on avait crus dignes de confiance, Klaus Fuchs et Alan Nunn May, avaient permis aux Russes de combler le fossé et précipité le début de la guerre froide d'au moins dix-huit mois.

La CIA et le FBI posèrent des questions rhétoriques qui n'étaient pas sans rappeler celles qu'on avait pu entendre lorsqu'on avait démasqué Nunn May. Pourquoi Fuchs — un homme sensible, intelligent et idéaliste, qui avait connu l'époque nazie — avait-il pu embrasser une forme de croyance qui voulait que le communisme remodèle le monde à l'image de Moscou ? Comment avait-il réussi à ne pas se faire repérer pendant si longtemps ? Comment était-il parvenu à cacher son allégeance à l'Union soviétique ? Pourquoi personne au MI-5 ou au MI-6 n'avait-il remarqué quelque chose de suspect durant son processus d'approbation, ce qui aurait permis d'éviter de lui ouvrir la porte des secrets du projet Manhattan et, plus tard, de lui accorder son accréditation pour travailler à Harwell ? À la CIA, on reprochait aux deux services britanniques d'avoir laissé Nunn May et Klaus Fuchs entrer trop facilement au cœur même de la défense américaine.

VII

Des taupes entre amies

Par un matin d'octobre 1950, deux hommes sautèrent d'un avion avant même que ses moteurs n'aient fini de tourner. Leurs cols relevés à cause du vent glacial qui soufflait sur le tarmac de la base de la Royal Air Force de Northolt, à l'ouest de Londres, ils se ruèrent vers le véhicule gouvernemental qui les attendait.

Le plus petit des deux hommes était le général Walter Bedell Smith, le nouveau directeur de la CIA. Il avait été nommé par le président Truman et approuvé par le Congrès une semaine avant de prendre ce vol de nuit pour Northolt. Sa réputation était celle d'un soldat qui avait monté les échelons jusqu'à devenir le chef d'état-major d'Eisenhower en Europe et, plus tard, ambassadeur des États-Unis à Moscou. À l'instar de son prédécesseur, Roscoe Hillenkoetter, Bedell Smith avait étudié Staline de près et en avait tiré une conclusion : « Ça, c'est un fils de pute. » S'il était connu pour ce genre de jugement, il l'était aussi pour le fait de perdre rapidement sa patience face aux imbéciles et pour une obsession pour la perfection qu'il partageait avec son héros, le général George Patton. En ce matin d'octobre, il avait cinquante-cinq ans et se remettait d'une opération pour des ulcères à l'estomac. L'intervention l'avait fait descendre à moins de cinquante-neuf kilos, ce qui faisait encore plus ressortir ses oreilles déjà proéminentes. Il y avait dans sa démarche quelque chose de menaçant qui donnait l'impression que quiconque ne lui apportait pas une partie de la réponse qu'il attendait faisait partie intégrante du problème. Il était accompagné par son adjoint, Allen Welsh Dulles.

Derrière eux, ils avaient laissé Washington aux griffes de la guerre froide qui s'était propagée à l'autre bout du monde. Pendant le dernier week-end de juin 1950, les forces communistes de la Corée du Nord avaient envahi la Corée du Sud, sur toute la longueur du trente-huitième parallèle. Truman avait aussitôt envoyé des navires de guerre, des avions, des chars, de l'artillerie et des troupes terrestres soutenir la Corée du Sud. Mais ses soldats n'étaient pas rompus au combat et leurs seules armes antichars

étaient des bazookas vieux de dix ans pratiquement inefficaces contre les T-34 soviétiques que Moscou avait fournis à la Corée du Nord. Les forces américaines s'étaient installées aux alentours de Pusan, l'un de ces nombreux noms, jusqu'alors inconnus, qui surgissaient, les uns après les autres, dans les gros titres des journaux américains en démoralisant toujours un peu plus les lecteurs. Le général Douglas MacArthur, le héros septuagénaire de la guerre du Pacifique, avait quitté son quartier général de Tokyo et s'était envolé pour Séoul dans son C-54, le *Bataan*, avec la ferme intention de repousser l'ennemi. Mais celui-ci continuait d'avancer en force par cet hiver 1950 encore plus froid sur le champ de bataille qu'il ne l'avait été pour Bedell Smith et Dulles lorsqu'ils avaient atterri à Northolt.

Pendant le vol, ils avaient parlé de la nécessité d'anéantir ce que Bedell Smith appelait « le plan de domination du monde de Staline ». Alors que l'appareil traversait l'Atlantique, les deux hommes avaient réfléchi au fait que la CIA n'ait pas été informée de l'imminence de l'attaque. « S'agirait-il d'un nouveau Pearl Harbor ? », avait demandé Bedell Smith. Dulles n'avait pas su quoi répondre. Cependant, il prédit plus tard (selon un document déclassifié en 2003) que la guerre de Corée était un signe avant-coureur de ce qui, selon lui, serait le véritable conflit entre l'Europe et le communisme.

*

Trois ans s'étaient écoulés depuis que le premier appareil américain s'était posé sur l'aéroport de Tempelhof, à Berlin, pour briser le blocus qu'imposaient les Soviétiques à la ville assiégée. Le peu de popularité dont jouissait encore Staline en Occident avait tourné à la peur quand l'URSS avait absorbé la Bulgarie et la Roumanie. On retrouvait le drapeau russe du cercle arctique jusqu'à la mer Baltique. Les troupes soviétiques avaient pris le contrôle du nord de l'Iran et, en Azerbaïdjan, Moscou avait proclamé un nouveau Parlement qui lui avait immédiatement accordé les droits d'exploitation des forages pétroliers. Douze divisions russes très aguerries étaient massées près de la frontière est de la Turquie. Le parti communiste italien avait reçu l'ordre de suivre la rigoureuse ligne idéologique du Kremlin et de s'opposer au plan Marshall, pour la reconstruction de l'Europe, du gouvernement Truman, que Staline avait condamné comme une tentative d'assujettissement économique et politique du continent. Une

vague de grèves, de manifestations et d'échauffourées avait glissé de Naples vers Rome puis de Rome vers Milan. En France, deux millions de travailleurs s'étaient joints au mouvement en signe de soutien.

La réaction de Washington ne se fit pas attendre. L'argent du plan Marshall n'était pas uniquement destiné à l'Allemagne mais également à la France et l'Italie. Avec lui, arrivèrent des spécialistes américains de la propagande noire qui mirent tout leur savoir-faire au service de la lutte contre le communisme tandis que des banquiers versaient secrètement des fonds aux partis non-communistes. Dans toute l'Europe de l'Ouest, les forces du communisme et de la démocratie se rassemblèrent sous leurs bannières respectives. En même temps, les espions du NKVD se répandirent partout : dans les nations satellites soviétiques, en Europe de l'Ouest, en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Face à eux se trouvaient ceux du MI-6, du MI-5 et de la CIA.

Lors de l'un des entretiens qu'il m'a accordés, Richard Helms est revenu sur cette époque de turbulences : « Nous étions dans une dynamique d'apprentissage rapide. Nous ne manquions certainement ni de fonds, ni de soutien, ni de personnel et nous n'avions plus besoin que les Britanniques nous montrent comment faire. Nous devions choisir nos propres méthodes et agir aussi sec. »

Toujours selon Helms, pour la CIA, l'ordre de Truman de lutter contre le communisme dans tous les pays où on le considérait comme un danger pour la démocratie ne signifiait rien de plus que : « Allez là où il faut et faites ce qu'il faut. » Il se souvenait aussi que le MI-5 et le MI-6 avaient dû accepter la présence d'« un nouvel intervenant dans le quartier », et le fait que la CIA soit déterminée à combattre la fracture entre le capitalisme et le socialisme qu'avait annoncée Staline en les présentant comme « deux systèmes qui ne peuvent pas coexister pacifiquement ». La réponse de Truman avait été succincte : « Le marxisme est la feuille de vigne de la respectabilité morale et intellectuelle de la Russie. Sans elle, face à l'histoire, elle n'est que la plus récente illustration d'une longue lignée de gouvernants aussi cruels que dilapidateurs, qui ont toujours implacablement imposé à leur peuple des sommets toujours plus hauts de puissance militaire afin d'assurer la sécurité extérieure de leurs régimes faibles au niveau intérieur. » Le président avait également admis que puisque la survie de l'Union soviétique dépendait de son agressivité, les États-Unis ne pourraient pas l'emporter seuls. Pour venir

à bout de la volonté de dominer le monde des communistes, ils auraient besoin de l'aide de leur alliée de la guerre, la Grande-Bretagne. Ce fut là que Bedell Smith et Dulles découvrirent que l'alliance anglo-américaine s'était encore plus détériorée qu'ils ne le pensaient.

*

Les soupçons des deux hommes avaient empiré à cause d'un nouveau grave problème de sécurité : le MI-5 avait commis des erreurs lors du processus d'approbation d'un physicien nucléaire, Bruno Pontecorvo, l'un des anciens collègues de Fuchs à Harwell. Ce Juif, qui avait fui l'Italie sous Mussolini, était l'un des rares scientifiques au monde à savoir quel type de réacteur il fallait employer pour produire du deutérure de lithium, l'élément clé nécessaire à la fabrication d'une bombe H, l'arme la plus puissante du monde. Après l'arrestation et les aveux de Fuchs, Pontecorvo avait été interrogé dans la même pièce que lui, la salle O55, au War Office. Cependant, son interrogateur du MI-5 n'avait pas su déceler les trous dans son histoire et Pontecorvo avait conservé son accréditation de sécurité de haut niveau.

Quelques jours avant l'atterrissage de Bedell Smith et de Dulles à Northolt, Pontecorvo, son épouse et ses enfants étaient discrètement partis pour Moscou. Ce n'était qu'à ce moment-là qu'on s'était aperçu de la bévue du MI-5.

Pontecorvo et sa femme étaient des communistes convaincus qui avaient quitté l'Italie pour les États-Unis en 1938 puis s'étaient installés en Grande-Bretagne avant le début de la guerre. Entre autres omissions, les raisons de ce dernier déménagement ne figuraient pas dans le dossier du MI-5. Le physicien et sa famille étaient ensuite retournés aux États-Unis. Ils y avaient acheté une maison dans le Connecticut et y avaient vécu comme des citoyens modèles. Pontecorvo n'y était, lui-même, que de temps en temps car il travaillait dans un laboratoire canadien sur le projet top secret Manhattan. Quand la défection d'Igor Gouzenko avait mené à la découverte du réseau d'espions de Nunn May, personne n'avait suspecté Bruno Pontecorvo. Le CSIS, le service de renseignement canadien, avait *supposé* qu'avant de quitter l'Angleterre, en 1943, pour venir travailler sur le projet, le scientifique avait été soumis au processus d'approbation. Personne n'avait

vérifié si cette supposition était correcte. En revanche, le train de vie du scientifique avait attiré la curiosité du FBI car il se rendait souvent à sa maison du Connecticut tout en gardant son appartement près de Toronto. Il était certain que son salaire ne lui permettait pas de telles dépenses. Peut-être recevait-il de l'argent provenant d'un héritage familial en Italie ? Ou d'une autre source ? Le CSIS n'avait rien contrôlé. Et pourquoi, après la guerre, lorsqu'il était allé travailler à Harwell, Pontecorvo avait-il conservé sa maison dans le Connecticut alors qu'il avait emmené toute sa famille avec lui en Angleterre ? Une fois de plus, le CSIS n'avait pas cherché la réponse. Ces manquements signifiaient que d'autres questions n'avaient pas été abordées.

Bien avant de travailler au Canada, Pontecorvo était-il déjà un agent dormant soviétique, remarqué pour ses qualités scientifiques et recruté à l'université ? Avant la guerre, avait-il reçu l'ordre d'aller à Londres afin d'être bien placé pour proposer ses services et obtenir des informations sur la recherche nucléaire britannique ? Avec ses qualifications spécialisées, Pontecorvo ne pouvait être qu'un atout bienvenu pour l'industrie de la défense du pays. En outre, en arrivant des États-Unis avec une femme et des enfants qui l'adoraient, sa décision de s'installer dans un pays à la veille de la guerre donnait un bel exemple du type de courage que Churchill demandait à sa nation. Personne ne lui avait demandé pourquoi la famille avait renoncé à la sécurité d'une Amérique neutre pour s'installer dans un Londres en plein black-out. De toute évidence, personne ne lui avait posé de questions.

Dans le Connecticut, pour les voisins du scientifique et de sa famille, le fait de conserver la maison signifiait qu'ils avaient l'intention de revenir un jour et de devenir citoyens américains. En vérité, Pontecorvo avait demandé la citoyenneté britannique en 1948. Par un de ces hasards dont la bureaucratie a le secret, la nouvelle finit par traverser l'Atlantique. Peut-être ne s'agissait-il de rien de plus que d'enregistrer dans quelque dossier qu'un ancien résident des États-Unis était désormais citoyen britannique. Quoi qu'il en soit, la maison de la famille Pontecorvo restait inoccupée.

Les impôts de la propriété n'ayant pas été payés et vu qui était Pontecorvo — son nom était brièvement apparu dans les médias durant l'hystérie consécutive à l'explosion de la bombe atomique à Hiroshima —, le FBI alla voir la maison. Les agents furent étonnés par ce qu'ils y

trouvèrent : une petite bibliothèque contenant des livres et des brochures vantant les vertus du communisme. Pour le FBI, c'était une preuve de plus que ce que les journaux appelaient le « péril rouge » s'était enfoncé un peu plus profondément aux États-Unis. La situation fut jugée assez importante pour que J. Edgar Hoover envoie un courrier relatant la découverte des agents à l'ambassade britannique de Washington.

La lettre arriva sur le bureau de Kim Philby, alors officiellement premier secrétaire de l'ambassade et, en réalité, agent de liaison du MI-6 avec la CIA et le FBI. Son poste était l'un des plus importants du SIS à l'étranger et le plaçait, en pratique, au même niveau que l'ambassadeur, ce qui lui permettait d'assister à toutes les réunions décisionnelles anglo-américaines et de lire tout ce qui circulait entre les deux pays en matière de renseignement. Tout comme la fois où il avait compris le danger auquel il était exposé quand le transfuge Konstantin Volkov avait failli le dénoncer comme taupe soviétique en Grande-Bretagne en échange de l'asile, Kim Philby prit des mesures décisives. Il savait qu'il ne pouvait ni envoyer la lettre à Londres car Pontecorvo serait interrogé ni la détruire car Hoover risquait de demander plus tard ce qu'avaient fait les Britanniques. Il « enterra » donc le courrier au registre de l'ambassade. Ce qu'il n'avait pas prévu, c'était qu'avant de s'envoler pour Northolt, Allen Welsh Dulles en avait reçu une copie de la main de Hoover. Elle se trouvait maintenant dans un attaché-case, à l'intérieur de la voiture dans laquelle Stewart Menzies conduisait Dulles et Bedell Smith à Londres.

*

Ils étaient plus que jamais convaincus qu'une autre taupe opérait au sein du MI-5 ou du MI-6 depuis que les cryptologues de Verona avaient découvert qu'il y avait eu un espion soviétique à l'ambassade britannique de Washington durant la dernière année de la guerre. Dans le message intercepté, les seuls indices sur son identité étaient une référence à son nom de code, « Homer », et la révélation qu'il était toujours en activité. J. Edgar Hoover avait ordonné au FBI de procéder à des vérifications sans précédent sur les membres du personnel de l'ambassade qui avait été engagés sur place, persuadé que c'étaient ceux qui risquaient le plus d'avoir été recrutés par l'un des espions basés à l'ambassade soviétique de Washington. À

l'instar du CSIS canadien avec Pontecorvo, Hoover avait fait l'erreur de *supposer* que les diplomates de l'ambassade de Grande-Bretagne avaient été soumis à des contrôles de sécurité à Londres avant d'être envoyés à Washington et qu'ils disposaient d'une accréditation suffisante pour avoir accès aux informations secrètes américaines.

Philby, qui était arrivé à Washington en septembre 1949, déjeunait régulièrement avec James Angleton qui, après avoir brillamment travaillé pour l'OSS en Italie pendant la guerre, avait été l'un des fondateurs de la CIA. Ils étaient souvent rejoints par Bill Harvey, un agent du FBI que Hoover avait désigné pour diriger la traque d'Homer. Quand il avait commencé à spéculer sur son identité, Philby avait fait valoir l'idée que s'il y avait une taupe — en insistant sur le fait que c'était un grand « si » —, il y avait de fortes chances pour qu'elle appartienne à ce qu'il appelait, avec son désarmant bégaiement, « la brigade des nettoyeurs de tapis et des laveurs de bouteilles ».

Philby commençait à sentir que Harvey et Angleton pensaient de plus en plus qu'Homer n'était pas qu'un simple employé de l'entretien. Guy Burgess et Donald Maclean, deux des fondateurs, avec Philby, du réseau d'espions soviétiques, occupaient alors des postes diplomatiques à l'ambassade et leur présence lui compliquait incontestablement la vie. Burgess avait réussi à persuader Philby de partager son logement et celui-ci n'avait pas tardé à devenir réputé pour ses soirées copieusement alcoolisées et ses invités homosexuels. Ces rassemblements avaient fini par attirer l'attention de l'ambassadeur qui avait recommandé que Maclean — dont les incursions dans la communauté de la prostitution masculine commençaient à faire jaser — soit muté à l'ambassade du Caire. Peu après son arrivée dans la capitale égyptienne, sous l'emprise de l'alcool, Maclean avait saccagé l'appartement d'un Américain qui l'avait invité chez lui et les dégâts étaient considérables. L'ambassade avait réglé la question en plaidant que Maclean souffrait d'une dépression nerveuse due à des « problèmes personnels ». Il était rentré à Londres, où il avait été hospitalisé et soigné par le docteur William Sargant, le psychiatre auquel le MI-5 et le MI-6 faisaient appel pour les cas sensibles. Pendant ce temps, à Washington, Burgess faisait la fête comme jamais et les réflexions antiaméricaines qu'il lançait dans les soirées, après avoir trop bu, scandalisaient de plus en plus. À cause de son comportement, pendant l'été 1950, Robert MacKenzie, l'agent responsable de la sécurité de l'ambassade, avait recommandé qu'il soit rappelé à Londres.

C'était dans ce contexte qu'Allen Welsh Dulles et Walter Bedell Smith s'étaient envolés pour la capitale britannique.

*

Durant les trois jours qu'ils passèrent à Londres, Dulles et Bedell Smith participèrent à plusieurs réunions avec Stewart Menzies et Percy Sillitoe. Dulles avait décidé, avec l'accord de Bedell Smith, que, dans un premier temps, ils ne montreraient pas la copie de la lettre de Hoover au sujet de Pontecorvo. « Nous cherchions à obtenir leur coopération et non à les mettre dans l'embarras », avait plus tard expliqué Dulles à Bill Buckley.

Pendant ce temps, Guy Liddell, le directeur adjoint du MI-5, avait entrepris de passer en revue les transcriptions de Verona concernant Homer et découvert que la taupe avait régulièrement voyagé de Washington à New York — alternativement, le 15 ou le 30 de chaque mois. Liddell en avait conclu qu'il allait voir son contrôleur. Une vérification auprès du service des déplacements de l'ambassade révéla que la seule personne dont les voyages correspondaient à ces dates était Donald Maclean.

Bedell Smith et Dulles demandèrent à ce qu'on leur amène Maclean pour l'interroger et, si nécessaire, le renvoyer à Washington pour continuer. Menzies avait émis des objections. Selon lui, on obtiendrait plus de Maclean en le plaçant sous surveillance car cela permettrait peut-être de découvrir l'identité de son contrôleur soviétique, voire les noms d'autres taupes. On confia à la branche spéciale la tâche de le suivre dans Londres. Hélas, on commit une nouvelle erreur en négligeant de tenir compte de la maison de campagne que Maclean avait dans le Surrey et seul le téléphone de son appartement londonien fut mis sous écoute.

Une fois convaincus qu'ils avaient fait tout ce qu'ils pouvaient faire à Londres, les deux Américains rentrèrent à Washington. Finalement, avant de partir, Dulles avait remis à Menzies une copie de la lettre de Hoover concernant Bruno Pontecorvo. Après l'avoir lue, le chef du MI-6 avait marmonné : « Je ne crois pas que cela aurait fait de différence. Ce n'est que maintenant que nous savons que notre Italien était prêt à se faire la belle depuis longtemps. »

En novembre 1950, le contrôleur soviétique de Philby demanda à le

rencontrer. Cette requête présentait de gros risques et indiquait donc l'urgence et l'importance de ce qu'il avait à lui dire. Philby devait trouver un moyen de prévenir Maclean que, non seulement, il était sous surveillance mais qu'il risquait également d'être arrêté. Le *rezident* soviétique de Londres tenait cela de l'une de ses sources. À ce jour, l'identité de cet informateur n'a jamais été révélée bien que l'on soupçonne un policier de Scotland Yard. Philby reçut pour instruction de dire à Maclean de quitter la Grande-Bretagne. Conscient que faire passer cet ordre l'impliquerait également, il avait transmis l'avertissement à Anthony Blunt.

Blunt était un autre membre fondateur du réseau d'espions soviétiques. Il avait été recruté à Cambridge où, comme Burgess, Maclean et Philby, il avait appartenu à l'élitiste société secrète des *Cambridge Apostles* (les Apôtres de Cambridge). Après ses études, Blunt s'était établi comme historien de l'art et était devenu le *Surveyor of Pictures* (conservateur des tableaux) de la reine, un titre archaïque qui non seulement lui donnait régulièrement accès à Sa Majesté, mais lui permettait aussi de circuler librement dans les palais royaux et d'être fréquemment invité aux banquets d'État. Il s'était constitué un cercle d'amis qui avaient incontestablement fait de lui l'espion ayant les meilleures connexions de son réseau et lui avaient fourni une place idéale pour devenir le recruteur du groupe, en usant de ses relations pour inviter des gens à travailler pour l'Union soviétique. Mais, à un certain stade, il avait commencé à s'interroger sur la légitimité de ses actes : ces doutes avaient commencé à naître en lui à partir du moment où la reine l'avait fait chevalier, en 1956. Parmi ceux qui avaient assisté à son adoubement se trouvaient Dick White — qui deviendrait directeur du MI-5 et, plus tard, du MI-6 — et Guy Liddell. Ils étaient tous deux des amis de Blunt. Leur présence à cette cérémonie ajouterait à l'embarras de leurs services quand, en 1979, le Premier ministre Margaret Thatcher annoncerait à une Chambre des communes abasourdie que Blunt était depuis longtemps une taupe au service de la Russie mais qu'en rétribution de ses « précieuses informations sur d'autres espions soviétiques », il ne serait pas jugé. Cependant, il serait destitué de son titre de chevalier. Humilié aux yeux de tous, Blunt disparut dans la nature. À Washington, on estima que la clémence dont il avait bénéficié prouvait, une fois de plus, que, selon l'acrimonieuse formule d'Allen Welsh Dulles, « le renseignement britannique et l'establishment qu'il représente feraient n'importe quoi pour protéger les leurs, même quand la sécurité du pays a été menacée ».

Après la défection de Burgess et de Maclean, la presse britannique avait présenté Blunt comme le troisième homme. Mais Dulles était convaincu qu'il y en avait un quatrième : Kim Philby. Dulles détestait tout en lui : son snobisme excessif en matière de gastronomie et de vin, sa condescendance, la façon dont il disait « mon tailleur de Saville Row ». Il était « si foutument british qu'on l'aurait cru tout droit sorti du *Raj* », confia, plus tard, Dulles à Bill Buckley.

Durant les vacances de Noël 1950, à Washington, Philby demanda à voir son contrôleur soviétique pour l'avertir que, selon lui, il était désormais vital que Maclean quitte la Grande-Bretagne. Ainsi qu'il l'expliqua plus tard, Philby avait « de plus en plus crainte » que le filet ne se referme sur lui. Si Maclean était pris, il l'impliquerait, ainsi très probablement que Guy Burgess, qui buvait encore plus qu'avant, affichait plus ouvertement son homosexualité et fustigeait à haute voix tout ce qui était américain. Puisque Londres n'avait pas réagi quand MacKenzie avait recommandé que Burgess soit rapatrié, alors qu'il était pratiquement incontrôlable, Philby décida qu'il était urgent de mettre de la distance entre lui et son collègue. De plus, il se disait qu'une fois à Londres, Burgess pourrait personnellement avertir Maclean des dangers qu'il encourait. Afin d'être sûr qu'il accepte, Philby rappela à Burgess les risques qu'il prenait en restant à Washington. Il lui demanda de se faire arrêter trois fois pour excès de vitesse dans la même journée et, à chaque fois, d'insulter l'agent jusqu'à ce qu'il le menace de l'arrêter. Évidemment, il n'aurait aucun mal à éviter cela mais son comportement n'en serait pas moins un abus flagrant de son immunité diplomatique. Comme prévu, après cela, l'ambassadeur ordonna à Burgess de quitter les États-Unis sous quarante-huit heures et à Philby, de l'accompagner à l'aéroport.

Burgess obtint un poste au Foreign Office. L'avertissement de Philby semblait avoir porté ses fruits. Burgess se mit à mener ce qui était pour lui une vie sobre ; on le voyait rarement dans ses vieux repaires de Soho et il ne se rendait plus dans les soirées gay auxquelles on l'invitait.

*

Le vendredi 25 mai 1951, Menzies estima qu'il avait enfin suffisamment d'indices pour faire interroger Maclean. L'interrogatoire commencerait le

lundi suivant. Ce vendredi soir, Burgess se rendit, en voiture, à la maison de campagne de Maclean, dans le Surrey. De là, ils partirent tous deux pour Southampton et prirent un ferry pour la France. Le lundi suivant, Kim Philby fut réveillé « à une heure affreusement matinale » par Geoffrey Patterson, l'agent de liaison du MI-5 à Washington, qui lui expliqua qu'il venait de recevoir un télégramme « haute priorité » de Londres. Philby se rua à l'ambassade et y trouva un Patterson au visage blême. Philby a, plus tard, raconté ce qui s'était passé ensuite : « "Kim, m'a-t-il dit à mi-voix, l'oiseau s'est envolé." J'ai eu le début d'une expression d'horreur (j'espère). "Quel oiseau ? Pas Maclean ?" "Si, m'a-t-il répondu. Mais il y a pire. Guy Burgess est parti avec lui." À cette révélation, ma consternation n'était pas feinte. » Maclean avait-il dit à Burgess qu'il ferait mieux de faire comme lui ? Ou une autre taupe infiltrée au MI-5 avait-elle prévenu les deux hommes ?

Burgess avait-il agi sur un coup de tête après avoir été mentalement déstabilisé ? Ou avait-il compris qu'une fois que Maclean aurait fui, on découvrirait qu'il était lui-même un agent double ? Il y avait autre chose d'extraordinaire dans cette histoire. Burgess avait laissé chez lui des documents prouvant que Blunt était une taupe soviétique. Cependant, ces documents ne furent jamais récupérés, à cause — selon des explications ultérieures — d'une « étrange décision » de Guy Liddell qui avait demandé à son vieil ami Anthony Blunt de l'aider à fouiller l'appartement. « Cette fine mouche d'esthète a discrètement glissé les documents compromettants dans sa poche pendant que la branche spéciale cherchait des indices ailleurs. Ensuite, il a brûlé les preuves », m'a plus tard confié une source du milieu du renseignement.

Le 13 juin 1951, trois semaines après la fuite de Burgess et Maclean, l'agent du FBI Bill Harvey envoya une copie d'une longue note de service adressée au chef des opérations spéciales. Faisant preuve d'un grand sens déductif, il y rappelait que Philby était l'une des rares personnes à vraiment savoir où en était l'enquête Homer, dans le cadre de laquelle on avait démasqué Maclean. Il avait également été impliqué dans l'affaire Volkov, à Istanbul. Dulles avait remis à Harvey des copies des messages du consul britannique de la ville dans lesquels on pouvait lire que le Russe avait proposé de dénoncer un agent britannique et deux employés du Foreign Office en échange de l'asile. Harvey en avait conclu que Volkov parlait de Burgess et Maclean et qu'étant donné leur amitié avec Philby, ce dernier

devait être l'agent en question. *Kim Philby était un espion soviétique !* Cinq jours plus tard, le 18 juin, Angleton, envoya, à son tour, un mémo aboutissant aux mêmes conclusions à Walter Bedell Smith. Le directeur de la CIA transmit ces deux documents à Stewart Menzies avec une annotation d'une ligne seulement : « Virez Philby ou nous interrompons nos relations professionnelles. » Bedell Smith ne pouvait rien faire de plus. C'était au MI-6 de renvoyer Philby. Mais, selon Menzies : « Il n'y [avait] pas suffisamment de preuves solides pour cela. »

Moins d'une semaine plus tard, Philby était de retour à Londres. Il savait qu'on n'avait guère plus que des soupçons pour l'associer à Maclean ; il n'avait jamais été proche de lui. Mais il en allait autrement pour Burgess. Ils avaient habité la même maison et partagé les mêmes secrets. À Washington, Bedell Smith enrageait. Comment se faisait-il que personne n'ait soupçonné Burgess ? À défaut d'autre chose, pourquoi personne n'avait-il prêté plus d'attention à son antiaméricanisme ? Combien d'autres taupes y avait-il chez les British ?

En arrivant à Londres, Philby s'aperçut qu'un bon nombre de ses collègues n'arrivaient tout simplement pas à croire qu'avec une carrière aussi brillante, celui dont beaucoup au SIS avaient pensé qu'il serait leur prochain directeur avait pu vouloir devenir un espion soviétique. Pour interroger Philby, Menzies choisit Dick White, le directeur du contre-espionnage. Bien que compétent, il n'était pas aussi doué pour les interrogatoires que Jim Skardon, l'homme qui avait obtenu les aveux de Fuchs. Philby savait que tant qu'il maintiendrait calmement qu'il était innocent et qu'il réfuterait les accusations, il ne risquerait rien. Fort de son expérience considérable, il ne tomba dans aucun panneau et l'on finit par l'autoriser à démissionner du MI-6 bien que White n'ait jamais cessé de le croire coupable de trahison. Si on laissait Philby s'en tirer à si bon compte, c'était surtout par crainte d'un scandale inévitable. Au MI-6, on appelait cela la CYAS — *Cover Your Ass Solution* (la solution « couvre ton cul »).

Puisque Philby avait survécu à d'autres interrogatoires — menés par Helenus Milmo, un ancien agent du MI-5, puis par Skardon — et qu'on n'avait toujours pas suffisamment d'éléments pour le juger, le secrétaire aux Affaires étrangères, Harold Mac Millan, le déclara innocent devant le Parlement. L'espion organisa aussitôt une conférence de presse à l'appartement de sa mère pour y célébrer son « absolution ». Le 23 juillet

1963, il quitta la Grande-Bretagne pour toujours et s'installa à Moscou. Cinq ans plus tard, il publia ses mémoires, intitulés *My Silent War* (Ma guerre silencieuse), dans lesquels il confirmait sa trahison, un acte qui continuerait de porter tort aux services secrets anglo-américains pendant plusieurs années.

Il devint un héros du service de renseignement soviétique, peut-être le meilleur agent double qu'il ait jamais recruté. Au MI-5, au MI-6 et à la CIA, ses activités avaient généré une crainte obsessionnelle des capacités du KGB et amené à se poser de perturbantes questions chaque fois qu'un transfuge arrivait en Grande-Bretagne ou aux États-Unis : si Philby avait réussi à les abuser pendant des décennies, les Russes qui proposaient leurs services pouvaient très bien être des taupes du KGB.

Le 14 mai 1988, à Moscou, Kim Philby fut enterré, avec tous les honneurs réservés aux membres du KGB, dans un cimetière de la banlieue ouest de la ville. Guy Burgess était mort en 1963, après avoir fini sa vie en ivrogne acariâtre et déshérité, ignoré par le KGB mais toujours accroché à ses convictions marxistes. David Maclean s'essaya à l'écriture et remporta un succès modéré avec un ouvrage d'analyse sur la politique extérieure britannique. Il se languissait de l'Angleterre et espérait pouvoir y revenir un jour. Ce vœu ne fut jamais exaucé.

À la CIA et au FBI, certains sont encore convaincus que les services ne se sont pas encore totalement remis de la grande trahison de Philby — à Washington, il avait réussi à avoir des contacts jusqu'au sommet de la hiérarchie de l'espionnage américain. La plupart du temps, il avait opéré seul ; un solitaire dans le monde des agents doubles. Personne ne saura jamais combien de morts il a causé par la main de ceux qui lui faisaient confiance.

*

Le 14 juillet 1952, après treize ans à la tête du SIS, Stewart Menzies, le troisième homme à avoir occupé ce poste, s'assit à son bureau pour rédiger une lettre, à l'encre verte comme le voulait la tradition. Il avait soixante-deux ans et, malgré ses cheveux grisonnants, il en paraissait dix de moins. Quand l'horloge sonna midi, Menzies se mit à écrire de la belle écriture anglaise qu'il avait acquise à Eton. C'était toujours à cette heure-là qu'il

s'occupait de son courrier personnel important. Mais celui-ci était différent de tous les autres : il s'agissait de sa démission. Plus tard, on murmurerait au MI-6, et jusqu'à Whitehall, qu'il avait pris cette décision suite à la douloureuse expérience qu'il avait vécue après la débâcle entraînée par l'affaire du réseau d'espions soviétiques. La vérité était plus personnelle. Sa première épouse, Pamela, avait succombé à une longue maladie. Quelques mois plus tard, il s'était remarié avec Audrey, la fille d'un financier millionnaire. Il voulait pouvoir lui consacrer plus de temps et assouvir la passion qu'il partageait avec elle pour les courses de chevaux. Entre ses nombreux voyages à Washington, où il se rendait pour tenter de récupérer la confiance du FBI et de la CIA, le couple n'en manquait aucune.

Walter Bedell Smith et J. Edgar Hoover avaient accepté ses excuses pour ce qui s'était produit et avaient convenu que celui qu'il avait nommé à la place de Philby était le choix idéal. Il s'appelait John Bruce-Lockhart et avait travaillé avec la CIA dès ses débuts. Son amitié personnelle avec Bedell Smith et James Angleton s'était développée durant les années d'après-guerre, à l'époque où il dirigeait les opérations du MI-6 en Allemagne. À l'instar de Menzies, sa force résidait en sa compréhension du fonctionnement de la politique américaine et le patron du SIS savait qu'il saurait instinctivement se frayer un chemin dans les couloirs du pouvoir à Washington. Lors de sa première rencontre avec Bedell Smith, il lui avait dit : « Walter, ce qui s'est passé avec Philby et les autres salauds a été la plus grande trahison que je connaisse. Mon boulot ici consiste à faire en sorte que l'on puisse passer là-dessus. »

Si Kim Philby était un charmeur insidieux, Bruce-Lockhart était, au contraire, d'une grande franchise. Il déclara que s'il pouvait faire quelque chose, il le ferait ; sinon, il expliquerait pourquoi. Même Dulles le considérait comme « un Rosbif avec qui il y a moyen de s'entendre ».

Bien entendu, rien de tout cela n'était évoqué dans la lettre de démission de Menzies. Mais, peu après midi, dans le costume gris pâle qu'il portait aux meilleurs jours de l'été, il quitta son bureau et se rendit tranquillement à son club — Whites, dans le quartier de Saint-James — en se frayant un chemin dans la foule. À midi et demi, précisément, il entra dans le bar et offrit une tournée de *pink gin* à ses amis pour fêter sa « liberté ». Personne ne posa de questions car tout le monde savait ce que cela signifiait. Cela faisait déjà longtemps qu'il leur avait promis que le jour où il prendrait sa

retraite, il paierait la première tournée. Après quelques verres, il leur fit partager son passe-temps favori : essayer de trouver le cheval gagnant grâce au tableau de pronostics du seul journal autorisé dans les lieux, *The Sporting Life*. Depuis que Philby avait été autorisé à démissionner, il n'avait pas une seule fois mentionné le nom de celui qu'il avait jadis considéré comme un ami, à qui il avait envoyé des cartes de vœux à Noël et offert des verres au bar. C'était comme si le traître n'avait jamais existé.

Stewart Menzies perpétua ce rite quotidien jusqu'à peu de temps avant sa mort, d'une pneumonie, à l'hôpital pour officiers King Edward VII, le 28 mai 1968. Certains de ses nécrologues écrivirent que l'héritage qu'il laissait derrière lui influencerait l'avenir du MI-6 ; d'autres, que l'on se souviendrait de lui comme du maître espion qui n'avait pas su découvrir à temps la vérité sur Kim Philby.

À ce moment-là, cela faisait déjà longtemps que le malheureux Percy Sillitoe, avec son titre de chevalier, avait annoncé qu'il quittait son poste de directeur général du Service de sécurité. Ce soir-là, en 1953, Guy Liddell et ses amis avaient bu du champagne en se gaussant du fait qu'il avait l'intention d'ouvrir une confiserie dans la station balnéaire d'Eastbourne, dans le Sussex. Cependant, avant de se poser derrière un comptoir pour vendre ses caramels préférés, Sillitoe avait surpris tout le monde : il allait consacrer six mois à faire le tour des stations du MI-5 réparties dans tout l'empire, en voyageant, dans la mesure du possible, sur des paquebots de luxe. L'image de l'homme que Guy Liddell appelait encore « le policier besogneux » en train de traverser l'Afrique et l'Asie pour visiter les avant-postes les plus lointains du Service de sécurité ne manqua pas de faire sourire ironiquement son adjoint. Mais Sillitoe annonça une autre nouvelle qui rendit Liddell fou de rage. Le nouveau directeur du MI-5 serait Dick White, l'ami d'Anthony Blunt et l'interrogateur qui n'avait pas su faire avouer Klaus Fuchs et Kim Philby.

Pour la deuxième fois de sa carrière, Guy Liddell voyait le plus haut poste lui passer sous le nez. Il avait d'autant plus de mal à l'accepter qu'il avait été le mentor de Dick White.

*

Aux premières heures du 1er novembre 1952, dans le monde entier, les

sismographes enregistrèrent une énorme éruption dont le centre se trouvait sur le minuscule atoll d'Elugelab dans les îles Marshall, dans le sud du Pacifique. En quelques minutes, les premiers rapports arrivèrent entre les mains de tous les directeurs de services secrets occidentaux : certains d'entre eux furent réveillés par leurs assistants alors que d'autres étaient en train de finir leur journée de travail. Tous les rapports confirmaient que les États-Unis venaient de faire exploser la première bombe à hydrogène. Cette arme de soixante-cinq tonnes avait été baptisée « Ivy Mike ». Elle explosa durant la dernière année de la présidence de Truman. Cela faisait des jours que les scientifiques de Los Alamos étaient à ses petits soins, dans son abri d'Elugelab, où elle était entourée de spectrographes à rayons bêta et de containeurs d'uranium et d'hydrogène. À l'aube, heure locale, les chronomètres qui se trouvaient à l'intérieur de la bombe atteignirent zéro et la première étoile de fabrication humaine s'éleva à quarante kilomètres d'altitude dans la stratosphère. Elle masqua le soleil de son nuage gris-bleu tandis qu'en dessous d'elle Elugelab fut littéralement calcinée et s'enfonça dans l'océan soudain devenu bouillant. Au fond de la mer, Ivy Mike creusa un canyon d'une longueur de mille cinq cents mètres et d'une profondeur de cent soixante-quinze mètres, ce qui constituait également une première de l'ère nucléaire. Dans plusieurs capitales, des scientifiques utilisèrent des repères locaux pour mieux visualiser l'ampleur des dégâts que pourrait causer cette boule de feu de plus de soixante kilomètres de large : la volatilisation de Manhattan ou du centre de Londres, Paris ou Madrid. « On n'a jamais connu de vision plus effrayante depuis la création », avait alors écrit un témoin qui se trouvait pourtant à plus de quatre-vingt-dix kilomètres de l'explosion. Neuf mois plus tard, au moment de l'anniversaire de la bombe atomique sur Hiroshima, le président du Conseil des ministres russe, Gueorgui Malenkov, annonça : « Les États-Unis n'ont plus le monopole de la bombe à hydrogène. » Les résultats de l'enquête à huis clos restent enveloppés d'un linceul de secret. À ce jour, la seule certitude est que Bruno Pontecorvo, le scientifique qui avait trahi la Grande-Bretagne, était arrivé suffisamment tôt en Russie pour pouvoir affirmer cela. Le cauchemar que craignait Albert Einstein s'était matérialisé. « L'anéantissement général représente de plus en plus la conséquence inéluctable », avait-il déclaré aux journalistes.

Au moment de cette prédiction, les directions du MI-5 et du MI-6 connaissaient d'importants changements.

*

Puisqu'il était l'adjoint de Menzies, en prenant sa succession, John Sinclair ne monta que d'un échelon dans la hiérarchie. Il occupait ce poste depuis 1945, lorsqu'il avait remplacé Claude Dansey, qui avait rejeté la principale source d'Allen Welsh Dulles sous prétexte qu'il était « de toute évidence, une taupe ». Avec son titre de chevalier et sa nouvelle épouse, une séduisante divorcée, Dansey s'était retiré à Bathampton, une agréable bourgade rurale du Somerset.

Le beau-père de Sinclair était l'archidiacre de Cantorbéry, notoirement opposé au communisme et à son athéisme, bien que son seul contact direct avec la Russie ait été d'avoir participé à la campagne de Mourmansk, dans le nord du pays, en 1918. Ce qu'il y avait vu ne l'avait pas impressionné : l'incapacité du communisme « à produire des biens de consommation, ce qui finirait par aboutir à son implosion économique ». Le fait de savoir que Moscou disposait désormais de sa propre bombe à hydrogène ne changeait rien à ce point de vue.

Sinclair était, lui aussi, l'un de ces excentriques qui se fraient parfois un chemin jusqu'au plus haut niveau des services secrets britanniques. Avec son humour décalé et son goût pour les comiques de music-hall, il déjeunait généralement à son bureau d'un bol de soupe et d'un morceau de fromage qu'il apportait de son domicile de Queen Anne's Gate, l'un des quartiers les plus prisés de Londres. Le week-end, il partait, avec femme et enfants, dans son cottage d'Hazelmere, dans le Sussex, où il ne manquait jamais la messe anglicane du dimanche matin. À Londres, il se rendait au travail à pied et s'arrêtait immanquablement pour échanger quelques paroles amicales avec un sans-abri qui portait des chaussures de cricket impeccablement blanchies d'un bout à l'autre de l'année. Sinclair ne lui demanda jamais pourquoi et quand, un jour, il ne le trouva pas et apprit qu'il était mort la nuit précédente, il fit envoyer des fleurs qui furent les seules à orner sa tombe.

Les bonnes relations de Sinclair avec la CIA, favorisées par Bruce-Lockhart, l'avaient encouragé à entrer dans une division internationale de renseignement : pour l'Extrême-Orient, le MI-6 était responsable de Singapour, de la Malaisie, de la Birmanie et de Hong Kong — les derniers vestiges de l'empire — tandis que l'Agence se concentrait sur la Thaïlande,

le Laos, le Vietnam, le Cambodge et l'Indonésie — des pays où l'influence soviétique devenait de plus en plus importante. Les deux services s'occupaient ensemble de l'Europe. Cela avait donné naissance à une opération commune à long terme dirigée contre l'Union soviétique et les pays des Balkans. Des douzaines de communistes avaient été recrutés dans ces régions puis entraînés au travail d'agent à Fort Monkton — le centre de formation du SIS, situé près de Portsmouth. Ceci fait, on les avait renvoyés sur place mais ils s'étaient tous fait prendre par le KGB.

En 1953, à Vienne, en Autriche, des envoyés du MI-6 réussirent à percer un tunnel sous l'hôtel Imperial, le quartier général de la *kommandatura* soviétique, dont les téléphones et les téléscripteurs étaient reliés à Moscou. Chaque jour, plus de cent cinquante bobines de bandes étaient enregistrées et envoyées à la station du MI-6 de la ville, d'où elles partaient pour Londres par des avions de la RAF afin que les linguistes du GCHQ puissent les traduire. L'opération fut un tel succès que Sinclair et Allen Welsh Dulles, qui dirigeait la CIA depuis février 1953, décidèrent d'en lancer une beaucoup plus ambitieuse. Il s'agirait, cette fois, de surveiller les communications de la plus importante base de l'Union soviétique : le quartier général du groupe central de l'Armée rouge à Zossen-Wünsdorf, en Allemagne de l'Est, dont partaient et où arrivaient toutes les informations militaires et d'espionnage échangées avec Moscou. Cette opération permettrait à la Grande-Bretagne et aux États-Unis de connaître à l'avance les plans de bataille du pacte de Varsovie et, donc, de savoir où et quand déployer les forces de l'OTAN.

Des experts en forage de tunnels passèrent des semaines à Berlin-Ouest avant de se décider pour un point précis sur la frontière avec la zone soviétique. À partir de là, des membres du corps des ingénieurs de l'armée des États-Unis *(US Corps of Engineers)* allaient devoir percer un tunnel de sept cent cinquante mètres sans se faire détecter. Baptisé « Stopwatch », ce projet devint pleinement opérationnel en décembre 1953, après plusieurs réunions à Londres, sous la direction de George Young, tout juste rentré de Turquie.

Les comptes-rendus de ces rencontres étaient rédigés par George Blake, un agent d'origine néerlandaise qui venait juste d'entrer au MI-6. S'il n'avait que trente-six ans, son profil n'en était pas moins inhabituel. Il était né aux Pays-Bas mais son père, un Juif détenteur d'un passeport britannique, était

originaire d'Égypte et l'un de ses cousins était un membre fondateur du parti communiste de ce même pays. Pendant la guerre, Blake avait combattu dans la résistance néerlandaise avant de fuir pour l'Angleterre, où il avait servi comme lieutenant dans le renseignement naval, sous les ordres de Ian Fleming, l'auteur de James Bond. Fleming lui avait recommandé de proposer sa candidature au MI-6 et il avait suivi un stage de russe intensif avant d'être nommé au service Extrême-Orient du Foreign Office, où venait également d'arriver Guy Burgess. En septembre 1948, on l'avait envoyé à la station du MI-6 de Séoul, en Corée du Sud. Il y était encore quand, en 1950, en envahissant le pays, les Nord-Coréens capturèrent les diplomates de l'ambassade. Libéré dans le cadre d'un échange de prisonniers, il était rentré à Londres et avait été nommé au département de Young. Son travail consistait à prendre des notes et à les communiquer à ceux qui avaient besoin de les voir. Ce fut donc lui qui consigna les détails de l'opération la plus secrète qu'on ait connue depuis l'élaboration du débarquement du jour J. Parmi les documents nécessaires à sa préparation se trouvait le plan d'un bâtiment de Zossen-Wünsdorf qui ressemblait à une station radar pour le trafic aérien de Templehof, l'aéroport de Berlin-Ouest.

Sous le complexe, on creusa un puits de neuf mètres de profondeur, menant à un tunnel de plus de quatre mètres de large. Afin de cacher l'énorme quantité de terre excavée aux éventuels observateurs de la zone soviétique, on avait bâti un immense entrepôt au-dessus du tunnel. Des camions y arrivaient avec des caisses que l'on pouvait croire remplies d'équipement pour la station radar et ils les remportaient pleines de terre. En tout, plus de trois mille tonnes de déblais furent évacuées de cette façon. Le haut du tunnel devait être proche de la surface afin d'offrir les meilleures conditions de travail possibles aux équipes de surveillance, tout en étant assez solide pour supporter les véhicules qui circulaient au-dessus du côté soviétique. Il fallait également que la pièce où serait installé le matériel d'écoute soit suffisamment isolée pour ne pas agir comme un immense caisson de résonance et rendre les messages interceptés inintelligibles.

Un jour, la progression avait été ralentie par des vibrations déclenchées par le trot d'un cheval ferré. Une autre fois, on avait entendu une série de bruits sourds. Il s'avéra, par la suite, qu'ils étaient le fait de *Vopos* — les policiers d'Allemagne de l'Est — en train d'installer un point de contrôle temporaire juste au-dessus du tunnel. Ils tapaient des pieds sur le sol gelé pour se réchauffer.

Pour que le dispositif d'écoute donne des résultats optimaux, il fallait que le tunnel mesure précisément quatre cent cinquante mètres. Afin de s'assurer que tel serait bien le cas, deux agents de la CIA, habillés en soldats américains, participèrent à l'une des visites régulières dans Berlin-Est auxquelles les Alliés étaient autorisés en contrepartie d'un droit équivalent dans Berlin-Ouest pour les patrouilles soviétiques. Ils simulèrent une crevaison à l'endroit où le tunnel était censé aboutir. Avant de repartir, ils laissèrent derrière eux un minuscule émetteur radio qui envoyait ses informations aux ingénieurs du tunnel. Ces derniers n'étaient plus qu'à trente centimètres d'un remarquable exploit technologique. Le 25 février 1955, les travaux furent enfin terminés. Ils avaient coûté trente millions de dollars et il s'agissait de la construction la plus onéreuse de toute la guerre secrète contre l'Union soviétique. Les techniciens téléphoniques britanniques installèrent vingt-cinq tonnes de matériel. Grâce à celui-ci, on pouvait intercepter jusqu'à cinq cents communications de la base de l'Armée rouge à la fois. Elles étaient ensuite transmises à Washington et à Regent's Park, à Londres, où des linguistes, parlant tous couramment le russe et l'allemand, travaillaient jour et nuit pour les traduire avant de les envoyer à la CIA et au MI-6.

Personne ne se doutait que le KGB avait réussi à infiltrer l'opération. George Blake avait été recruté par l'Union soviétique à l'époque où il était prisonnier en Corée du Nord et, depuis, toute l'évolution de sa carrière avait été planifiée par son contrôleur moscovite. Avec ses airs effacés, Blake avait repris les choses où Kim Philby, Donald Maclean et Guy Burgess les avaient laissées.

Aux premières heures du dimanche 22 avril 1956, une équipe technique soviétique qui vérifiait les dégâts causés par une tempête sur les lignes électriques souterraines de Berlin-Est découvrit le tunnel. Ce fut un coup dur dont John Sinclair ne se remit jamais et il démissionna. Après cela, il partagea son temps entre les réunions du conseil d'un séminaire anglican et la direction d'une organisation dépendante de l'Église d'Angleterre spécialisée dans le logement des prêtres de campagne à la retraite. Il mourut peu avant son quatre-vingtième anniversaire et ses noces d'or. Un nécrologue anonyme du *Times* évoqua son « incapacité, pour des raisons de sécurité, à répondre à certaines des critiques dont il avait fait l'objet longtemps après les événements ».

*

Après la découverte du tunnel, la première réaction de la CIA et du MI-6 fut de se demander si les Soviétiques en connaissaient l'existence depuis assez longtemps pour les avoir alimentés en fausses informations. Un passage en revue de tous les incidents enregistrés élimina toute possibilité que les Russes aient monté une opération de surveillance à proximité du tunnel, sauf au moment de leur point de contrôle temporaire. Le décryptage et l'analyse des renseignements recueillis durant les onze mois de fonctionnement du tunnel permirent de les authentifier. Ils confirmaient les révélations des informateurs en Allemagne de l'Est concernant les mouvements des troupes russes sur leur territoire national et dans les pays du pacte de Varsovie. On disposait d'une véritable mine d'informations sur les relations entre les dirigeants militaires soviétiques et sur divers aspects politiques du bloc de l'Est. Selon Allen Dulles : « C'était souvent comme si nous étions dans la même pièce que les planificateurs soviétiques, en train d'écouter toutes leurs décisions. »

Néanmoins, une question préoccupante subsistait. Se pouvait-il que le KGB ait un espion infiltré dans le projet et qu'il soit suffisamment important pour que Moscou estime que sa sécurité interdise toute action concernant le tunnel avant sa découverte accidentelle ?

On fit alors appel aux compétences intuitives de Bill Harvey. L'homme qui avait été le premier à déduire que Kim Philby était un agent double avait démissionné du FBI pour entrer aux opérations spéciales de la CIA, où on lui avait confié la tâche de traquer les taupes soviétiques qui pourraient s'y cacher. Harvey se rendit donc à Berlin pour voir s'il pouvait en déterrer une. Il passa des semaines à éplucher les noms de tous ceux qui occupaient des fonctions suffisamment importantes pour connaître la façon dont étaient traités les messages interceptés. Ses recherches exigèrent plusieurs allers-retours à Londres. Mais, finalement, il ne trouva aucun suspect et en conclut que l'opération n'avait pas été infiltrée.

Durant son séjour à Berlin, on avait demandé à Blake de développer des relations avec le BND, le service de renseignement d'Allemagne de l'Ouest, afin d'obtenir des informations sur les opérations susceptibles d'intéresser le MI-6. Le contact de Blake était Horst Eitner, une autre taupe du KGB.

Blake n'informa pas son contrôleur soviétique de ce contact — une erreur qui allait lui coûter cher.

En 1960, Blake fut envoyé à l'école de langues du Foreign Office, au pied des collines de Beyrouth, afin d'y apprendre l'arabe pour sa prochaine mission. Un an plus tard, le MI-6 lui demanda de rentrer à Londres. Le 4 avril 1961, il se rendit au service du personnel du SIS, sur Broadway, près de Saint James' Park. Un vigile lui indiqua la porte d'une petite salle de conférence, située tout près, sur Carlton Gardens, et donnant sur le Mall. Il s'y retrouva face à une redoutable équipe d'interrogateurs. Les quatre agents du contre-espionnage lui énoncèrent les éléments qu'ils avaient rassemblés. Horst Eitner l'avait dénoncé comme agent du KGB. Il y avait aussi les aveux d'un transfuge polonais, Michael Goleniewski, qui avait quitté Varsovie avec des documents du MI-6 dont le KGB et les services secrets de son pays étaient en possession. Le nom de Blake était l'un des rares à figurer sur les listes de distributions originales. On avait donc des preuves que c'était lui qui avait pris toutes les notes lors des réunions de planification du tunnel de Berlin.

Pendant deux jours, Blake fut confronté à une succession de faits compromettants. Chaque fois, il réfuta calmement les accusations. Enfin, dans un moment spectaculaire, le troisième jour, l'un de ses interrogateurs, John Quine, le directeur du contre-espionnage au MI-6, s'enfonça dans sa chaise et, cachant à peine le mépris dans sa voix, accusa Blake d'avoir trahi son pays pour de l'argent. Le silence régna soudain sur la pièce. Puis Blake s'emporta. Il n'avait jamais reçu d'argent. « Tous mes actes ont été motivés par de bonnes raisons idéologiques », s'écria-t-il. Il fallut deux jours de plus pour entendre ses aveux.

Le 3 mai 1961, Blake plaida coupable à cinq accusations d'espionnage à Old Bailey. Le juge Goddard, le président de la Haute Cour, le condamna à quarante-deux ans d'emprisonnement, la plus longue peine jamais infligée à un traître. Mais il ne fit que cinq ans. En octobre 1966, il s'évada de la prison de Wormwood Scrubs en escaladant le mur d'enceinte à l'aide d'une échelle de nylon renforcée par des aiguilles à tricoter en acier. À ce jour, nul ne sait vraiment comment Blake a réussi à échapper aux fouilles de la prison, à la police et aux agents du MI-5 et du MI-6 qui le recherchaient. Néanmoins, un an plus tard, il est réapparu à Moscou. Comme Philby, il a écrit son autobiographie, *No Abiding City* (Sans ville d'attache), sous la

houlette du KGB. En 1990, il a actualisé son ouvrage en le renommant *No Other Choice* (paru en France sous le titre *Une vie d'espion).*

*

Pendant que Bill Harvey avait essayé, en vain, de découvrir si un espion avait trahi le tunnel, le nouveau directeur du MI-5, Dick White, avait tout fait pour ne pas trouver l'œuvre d'une taupe soviétique devant la porte du Service de sécurité. Ses sources bien placées à Washington lui avaient appris que Carl Nelson, un agent du bureau des communications de la CIA qui avait participé à la création du tunnel, avait écarté la possibilité qu'une éventuelle taupe soit un Allemand ayant travaillé sur le projet pendant l'étape de la construction ou un agent de la CIA impliqué dans l'opération. Étant donné que le MI-5 n'avait été qu'un destinataire des renseignements obtenus grâce au tunnel, White en avait déduit que s'il y avait un traître, il était forcément du MI-6. Cependant, il avait pris soin de garder cette opinion pour lui. Finalement, il n'avait pas réussi à démasquer Philby et les critiques avaient été si dures qu'il avait envisagé de démissionner du Service de sécurité. Au lieu de cela, il avait été nommé directeur général quand Percy était parti pour sa croisière à travers le monde.

Non seulement cette promotion avait surpris cet homme de quarante-sept ans, mais elle était tombée à point nommé. Avec ses beaux traits enfantins et ses manières irréprochables, Dick White n'avait jamais eu de mal à attirer les femmes avant d'épouser la romancière Kate Bellamy, une divorcée, ayant déjà deux filles et qui lui donnerait deux fils. Ses années de célibat étant terminées, l'augmentation de salaire inhérente à son nouveau poste l'aiderait à faire face aux dépenses de son foyer agrandi.

White était entré au service de sécurité en 1936, après avoir étudié à Oxford ainsi qu'à l'université du Michigan et à l'UCLA, en Californie. Vernon Kell l'avait affecté au contre-espionnage et demandé à Guy Liddell d'être son mentor. Le vétéran du renseignement s'était rapidement aperçu que ses facultés d'analyse naturelles et son aptitude à réfléchir à une situation avant d'agir faisaient de lui un parfait chasseur d'espions. Durant la Seconde Guerre mondiale, White s'était distingué par le nombre d'espions nazis qu'il avait identifiés. Il s'était également montré capable de détecter l'espionnage sur les transmissions de l'Abwehr lorsqu'il avait servi en

Europe dans le vingt et unième groupe armé du général Montgomery, vers la fin de la guerre. Maintenant, en tant que directeur général, il savait que pour remporter la guerre contre le KGB, il fallait restructurer le MI-6. Les vieilles « divisions » de Kell devinrent des « branches », plus petites, des unités interconnectées ayant chacune leur responsabilité spécifique. Il élargit également le rôle du MI-5, qui jusqu'alors était un service intérieur, en établissant des stations, avec tout le personnel nécessaire, aux quatre coins de l'empire, afin de repérer et contrer la subversion et les guérillas. Des opérations du MI-5 en Malaisie péninsulaire, à Bornéo, au Kenya et à Chypre donnèrent d'excellents résultats contre les insurrections inspirées par les communistes.

White fut également le premier directeur d'un service de renseignement britannique à prendre conscience de l'importance que pourrait avoir le Mossad — le service de renseignement, alors balbutiant, d'Israël — s'il fournissait au MI-5 des informations sur le Moyen-Orient. Il s'était personnellement rendu à Tel-Aviv pour y rencontrer le nouveau directeur de l'institut, Isser Harel. Sur le plan physique, le contraste entre les deux hommes n'aurait pas pu être plus frappant : White était grand, blond et se déplaçait d'un pas d'athlète tandis qu'Harel mesurait à peine un mètre soixante-trois, avait les oreilles décollées et parlait un anglais limité avec un fort accent d'Europe centrale ; ses parents avaient émigré de Lettonie en 1930. Malgré le long vol depuis Londres, le costume de White n'avait pas un pli alors qu'on aurait dit qu'Harel avait dormi tout habillé. Mais les deux directeurs trouvèrent un terrain d'entente au sujet du nationalisme arabe qui couvait dans les capitales de la région. Harel avait souri de toutes ses dents cariées en expliquant que le Mossad avait des espions dans toutes les capitales hostiles et qu'ils obtenaient des renseignements inestimables qu'il serait ravi de partager avec le MI-5. Avant de raccompagner White à son avion de la RAF, Harel lui offrit une dague sur laquelle étaient gravés les mots du Psalmiste : « Le gardien d'Israël ne dort ni ne sommeille. » Plus tard, le directeur du Mossad présenta une dague gravée similaire à Allen Welsh Dulles lors d'une rencontre à Washington. À ce propos, Harel m'a, un jour, confié : « Je disposais d'un petit stock de dagues pour ceux en qui j'avais confiance. »

Ce cadeau mena à la création d'un partenariat entre le Mossad, le MI-5 et le MI-6 et donna naissance au premier « canal officieux » permettant aux services de communiquer, dans les deux sens, par messages codés ou par

téléphone. On pouvait ainsi éviter les contacts diplomatiques entre le Foreign Office et le ministère des Affaires étrangères israélien. Il s'agissait d'un remarquable accomplissement, étant donné l'ambivalence de nombreux Israéliens par rapport au rôle de la Grande-Bretagne durant la guerre d'Indépendance, en 1948, et au fait qu'elle avait essayé d'interrompre la *Bricha* — c'est-à-dire, en hébreu, l'évacuation d'Europe des survivants de l'Holocauste. Aux États-Unis, les organisations juives de secours avaient acheté — souvent à des prix exorbitants — pratiquement tous les bateaux en état de naviguer. Des dizaines de milliers de Juifs s'étaient entassés sur leurs ponts pour atteindre les rives d'Israël. On n'avait pas connu de telle opération depuis Dunkerque, en 1940. Isser Harel n'avait pas adressé un seul mot de reproche à Dick White au sujet de l'attitude de l'Angleterre avant qu'Israël acquière son indépendance en 1948.

Si White fut surpris, et certainement reconnaissant, de la diplomatie d'Harel, cela n'était rien comparé à l'étonnement qu'il avait dû ressentir quand, en juillet 1956, il avait été convoqué à Whitehall, au bureau de Sir Frank Newsome, le sous-secrétaire permanent, responsable des affaires politiques impliquant le MI-5 et le MI-6. Newsome avait entamé l'entretien en lui rappelant qu'il avait le devoir de faire tout ce que le Premier ministre lui demandait. White s'était alors demandé si, finalement, Anthony Eden n'allait pas lui demander sa démission à cause de son rôle dans les scandales relatifs aux espions soviétiques. Au contraire, Newsome lui avait annoncé : « Monsieur White, le Premier ministre désire que vous deveniez le nouveau directeur du SIS. » Sa nomination avait été scellée par une rapide poignée de main de félicitations et un verre supplémentaire du whisky single malt que Newsome gardait pour les grandes occasions. Dick White était ainsi devenu le seul maître espion, à ce jour, à avoir dirigé les deux services secrets britanniques.

À presque cinq mille kilomètres de Londres, dans la chaleur désertique du Caire, un jeune lieutenant-colonel qui, quatre ans auparavant, avait participé à la chute du souverain corrompu, le roi Farouk — avant que celui-ci ne s'enfuie avec sa collection pornographique et la plupart des lingots d'or du pays — avait pris la tête d'une junte nationaliste. Il s'appelait Gamal Abdel Nasser. Il était sur le point de déclencher une crise qui allait mobiliser les services secrets britanniques, français et américains et changer pour toujours l'équilibre politique de la région.

VIII

Les vents de la haine

Les nombreux signes avant-coureurs avaient échappé aux agents du MI-6 au Caire. La présence des troupes britanniques et des fonctionnaires de leur soutien logistique déplaisait tant aux Égyptiens qu'ils en étaient arrivés à mépriser leurs propres politiciens. Ce sentiment n'était nulle part aussi fort que parmi les jeunes qui vociféraient des injures contre le yacht emmenant le roi Farouk en exil à Naples, avec son butin de la Banque nationale entassé dans la cale, par caisses de douze lingots. Pourtant, au fil des ramadans et des pèlerinages à La Mecque, les avertissements étaient restés inaperçus aux yeux du commandant du SIS, John Collins, et de ses agents, qui sirotaient des cocktails sous les ventilateurs électriques du Gezira Sporting Club, à Zamalek, dans la banlieue chic du Caire.

Vingt ans plus tôt, le maréchal Bernard Montgomery était venu se détendre dans ce club alors qu'il étudiait la façon dont sa huitième armée allait repousser l'Afrika Korps d'Erwin Rommel hors d'Afrique du Nord. Depuis, l'endroit était devenu le point de ralliement favori des espions du MI-6 mais également de ceux de la CIA, du NKVD, du SDECE français et du Mossad israélien.

Selon Wolfgang Lotz, l'un des deux agents du Mossad de la ville : « Les Britanniques avaient leur coin à eux, près de la salle de billard, les Américains avaient colonisé une zone proche de l'entrée et les autres avaient chacun leur place. En pénétrant dans le club, on pouvait se faire une idée assez précise de l'état actuel du "grand jeu". Si les Russes avaient quelque chose en cours, ils buvaient comme des trous. Si les Français avaient déniché quelque chose, il y avait du champagne sur la table. »

En guise de couverture, Lotz possédait une école d'équitation. Cela lui donnait une parfaite excuse pour se rendre au club, dont de nombreux clients avaient des chevaux de course. Ses cibles étaient les riches Égyptiens qui savouraient des cocktails à base de raisins frais et de vodka. L'un d'entre eux était le directeur adjoint du renseignement militaire du pays

et le chef de la sécurité de la zone du canal de Suez. Il avait apporté à Lotz son premier résultat dans l'espionnage en lui remettant la liste complète des scientifiques nazis qui vivaient au Caire et avaient pratiqué, pendant la guerre, des expériences sur les prisonniers des camps de concentration. Ils avaient tous été exécutés par des *kidonim* — c'est-à-dire des membres de l'équipe d'assassinat du Mossad —, venus spécialement d'Israël, que Lotz avait guidés vers leurs cibles.

Dans la ville, les agents de la CIA étaient quatre fois plus nombreux que les diplomates du département d'État. Ceux du NKVD, basés à l'ambassade soviétique, se concentraient sur l'université du Caire pour essayer d'y recruter des jeunes en leur proposant des études gratuites dans des universités soviétiques. Ceux du BND avaient opté pour la fraîcheur du musée égyptien pour rencontrer leurs informateurs. Ils y apprenaient les derniers secrets du moment en se promenant parmi les merveilles antiques du pays. Les autres espions étrangers avaient, eux aussi, leurs lieux de rendez-vous de prédilection : à bord de l'un des bacs qui traversaient le Nil, aux jardins zoologiques, devant la gare routière centrale ou dans l'un des cafés en bordure de la route qui menait à la Cité des morts, la nécropole musulmane proche du vieux rempart de la ville.

Selon Eli Cohen, un agent du Mossad : « Pour un espion, Le Caire était, à tout point de vue, une parfaite affectation. Les Égyptiens emmagasinent naturellement les informations. Trouvez-en un bon, bien placé au gouvernement, et la moitié de votre travail est fait. » Cependant, Luke Battle, un ancien ambassadeur américain en Égypte était moins enthousiaste quant à la façon dont la CIA opérait dans la capitale : « Trop à la va-comme-je-te pousse et quand les choses tournaient mal, ils pensaient pouvoir les cacher sous le tapis. »

On retrouvait ce genre d'attitude à la station du MI-6. La fin de la Palestine mandataire, en 1948, et l'émergence d'Israël en tant qu'État souverain avaient entraîné la perte d'une solide base pour le SIS. Pour la remplacer, le choix du Caire s'était imposé de lui-même. Il permettait aussi bien de continuer à surveiller les activités soviétiques dans la région que d'empêcher le canal de Suez de tomber aux mains des Russes afin que le Royaume-Uni conserve ce lien vital avec l'Extrême-Orient, grâce auquel le pétrole pouvait circuler. Collins avait assuré à Londres que tant que la Grande-Bretagne contrôlerait le canal, le risque « d'une bande d'excités

musulmans faisant des difficultés » ne serait « pas un problème sérieux ».

Le 22 juin 1952, trois mille soldats égyptiens, dirigés par deux cents des meilleurs officiers de leur armée et sous le commandement du général Mohammed Naguib, entrèrent dans la ville, prirent le contrôle de la station de radio et s'emparèrent du pouvoir. Un mois plus tôt, Collins avait envoyé un télégramme au Foreign Office, à Londres : « L'armée est fidèle au roi. » Le jour du coup d'État, la station du MI-5 n'avait pas le moindre dossier sur Naguib.

L'arrivée au Caire de Kermit Roosevelt était un autre signe dont Colins n'avait pas tenu compte. Le petit-fils du président Theodore Roosevelt, l'homme que Kim Philby avait surnommé « l'Américain tranquille », avait dirigé l'OSS dans les régions arabes pendant la Seconde Guerre mondiale. Suite au coup d'État, il avait été envoyé en Égypte par le secrétaire d'État, Dean Acheson, pour entamer efficacement le processus de passation de pouvoir entre l'ancien et le nouveau monde, de la Grande-Bretagne aux États-Unis. À l'instar d'Allen Dulles, Roosevelt avait aussi peu d'estime pour l'empire britannique que pour l'incapacité de ses décideurs, à Whitehall, à admettre la réalité : un nouveau climat politique soufflait dans les vents du désert.

Roosevelt était venu en Égypte pour développer des « canaux officieux », déjà ouverts par le chef de station local, James Eichelberger, avec les officiers antibritanniques qui avaient participé au coup d'État. Non seulement Eichelberger parlait l'arabe depuis des années, mais il comprenait la mentalité des populations de la région. Il avait de l'argent à dépenser et il l'utilisait pour que les Américains influencent les officiers. En outre, son anticolonialisme lui avait valu de nombreux amis.

L'un d'entre eux était l'ultranationaliste Gamal Abdel Nasser. En début de trentaine et doté du charisme oratoire d'un agitateur-né, Nasser était le bras fort de Naguib et l'homme idéal pour permettre à Roosevelt de parvenir à ses fins. Sur le plan économique, les États-Unis soutiendraient le nouveau gouvernement autant qu'il le voudrait à condition que l'Égypte garantisse une stabilité politique « orientée vers le monde libre ». L'Amérique prendrait la place de la Grande-Bretagne en tant que principal banquier, fournisseur d'armes et défenseur du pays.

Les deux hommes s'étaient rencontrés de nuit, à l'ancien bureau de Farouk. Assis derrière le bureau du roi, Nasser en imposait dans son

uniforme kaki fraîchement lavé et ses galons d'épaule de colonel. Il avait écouté en silence ses yeux noirs comme le charbon fixés sur le visage brillant de Roosevelt jusqu'à ce qu'il ait terminé. Plus tard, il m'a confié : « Je me suis levé, j'ai fait le tour du bureau et j'ai serré la main de Roosevelt en lui disant que ses paroles étaient les plus merveilleuses que j'aie jamais entendues. Je lui ai dit qu'un jour, il aurait un monument en son honneur au Caire. »

Roosevelt fit verser la première partie de l'argent de la caisse noire de la CIA — qui finirait par atteindre la somme de douze millions de dollars — sur un compte indiqué par Nasser. La corruption allait devenir l'une des marques de fabrique de Roosevelt dans le pays. C'était, selon lui, « le moyen le plus rapide et le plus fiable d'acheter de l'influence ». En retour, Nasser tint sa promesse et utilisa une partie de l'argent pour faire construire la tour du Caire, un affreux monument, sur une île face au *Nike Hilton* — Nasser la baptisa *el wa'ef rusfel,* l'érection de Roosevelt.

Enfant, Nasser avait grandi dans les bas-fonds du Caire. Il y avait appris à haïr le luxe dans lequel vivaient les occupants des bases britanniques dans la zone du canal de Suez, où les officiers utilisaient leurs fouets à mouches sur les serviteurs arabes qui n'allaient pas assez vite. Sa colère avait macéré en lui jusqu'à son adolescence, où il avait dirigé une manifestation en face des camps, ce qui lui avait valu d'être cravaché par un soldat et jeté en prison. Après plusieurs mois d'incarcération qui n'avaient fait qu'augmenter sa haine de la Grande-Bretagne, il s'était engagé dans l'armée. Peu après, il avait rassemblé une petite coterie d'officiers qui partageaient ses idées et rêvaient de chasser les Britanniques. La proposition de Roosevelt allait parfaitement dans le sens de cet objectif, d'autant plus que les Américains lui avaient montré un document révélant que la Grande-Bretagne projetait d'établir un axe de pouvoir avec l'Iran et la Jordanie pour renforcer son emprise sur la région. Dans le bureau de Farouk, Roosevelt avait conclu l'entretien en affirmant que pour se débarrasser de ce qu'il appelait « le joug britannique », Nasser avait besoin d'un leader plus fort que Mohammed Naguib. En 1954, ce dernier fut poussé à démissionner et, grâce à une grande campagne du journal *Akhbar el Yom* — dont le propriétaire, Mustafa Amin, était un agent de la CIA —, Nasser devint président d'Égypte.

Un mois plus tard, Nasser prit encore de court la station du MI-6 du Caire. Par l'intermédiaire de Roosevelt, le nouveau président annonça qu'il

était prêt à passer un accord exécutoire par lequel il continuerait de considérer la Grande-Bretagne comme « un allié proche et important » à condition que ses troupes quittent la zone du canal en juin 1956 au plus tard.

À Londres, cette proposition fut perçue comme une « possibilité ». Au Foreign Office, on était conscient que le « statut international » de la Grande-Bretagne était déjà marginalisé et qu'il finirait par s'éroder totalement si les États-Unis et l'Union soviétique continuaient à créer leurs propres bases de pouvoir au Moyen-Orient. Dans une note prémonitoire, George Young, l'un des planificateurs du tunnel au malheureux destin de Berlin, avait alors écrit : « La dure vérité est que l'on pourrait nous imposer diverses actions parce que nous n'avons pas su prendre des décisions positives lors des premières phases. » Il y posait également les questions que beaucoup d'autres poseraient plus tard : « Comment le gouvernement britannique a-t-il pu se retrouver dans cette situation ? Pourquoi n'a-t-il pas rectifié sa politique moyen-orientale bien avant l'arrivée de Nasser ? »

Pendant que Young fulminait, suite à l'accession à la présidence de Nasser, à Londres, on avait formé le groupe Suez. Il avait pour objectif de s'opposer à tout retrait des troupes de la zone du canal, et des agents du JIC, le lien entre le MI-6 et Downing Street, comptaient parmi ses membres. Le JIC recevait les rapports du Caire et les faisait discrètement passer au groupe Suez. L'analyse de Collins était en totale contradiction avec le discours prudent de l'ambassade britannique du Caire, selon laquelle Nasser incarnait « la nouvelle voix de la politique égyptienne » à qui il fallait prêter une oreille bienveillante. Collins dépeignait Nasser tout autrement : « Un despote qui invective la Grande-Bretagne et soutient servilement les États-Unis. Il ne faut pas lui faire confiance et, encore moins, le prendre au sérieux. »

Les membres parlementaires du groupe Suez commencèrent à reprocher au gouvernement d'Anthony Eden de « vendre tous les intérêts impériaux britanniques » et à déambuler dans les couloirs de Westminster en parlant de « Nasser et ses sales métèques ». Un haut fonctionnaire du Foreign Office expliqua plus tard : « Une demi-douzaine des plus importants agents du MI-6 étaient d'extrême droite et pensaient que la Grande-Bretagne ne resterait une puissance mondiale qu'en conservant le contrôle du canal de Suez. »

Pendant l'été 1956, alors que Dick White devenait le nouveau directeur du MI-6, il fut décidé de réorganiser les relations avec les services de renseignement français et le Mossad, ainsi que d'exclure la CIA des projets secrets de sécurisation du canal de Suez.

*

Après sa prise de fonction, l'une des premières choses que Dick White approuva fin la circulation d'un document qui ressemblait à une lettre de motivation. Les gens qui comprenaient étaient ceux dont il avait besoin : « C'est à l'espion moderne que l'on a fait appel pour remédier à une situation due aux déficiences des ministres, des diplomates et des généraux. Les esprits des hommes sont, évidemment, modelés par leur environnement et nous, les espions, bien qu'ayant notre propre mystique, vivons peut-être plus près des réalités et des difficultés des relations internationales que les autres protagonistes du gouvernement. Nous sommes relativement épargnés par les problèmes de statut, de préséance, de cloisonnement des services et de rejet des responsabilités personnelles. Contrairement aux parlementaires qui y sont conditionnés toute leur vie, nous n'avons pas besoin d'apprendre à produire des expressions toutes faites, des réponses habiles et de grands sourires. Il n'est donc guère surprenant qu'aujourd'hui, l'espion se retrouve gardien de l'intégrité intellectuelle. »

Cette note de service avait pour objectif de rappeler à tous les agents ce que l'on attendait d'eux après les désastres que Philby et Blake avaient générés.

Pourtant, en quittant le MI-5, White craignait d'avoir laissé une autre taupe derrière lui. L'homme qui lui avait mis la puce à l'oreille était irréprochable. George Martin était l'agent de liaison du GCHQ avec le MI-5 et avait grandement contribué à démasquer Klaus Fuchs grâce au projet Verona. C'était un chasseur de taupes par excellence : froid et concentré, il vérifiait chaque détail trois fois avant de le coucher sur papier dans la langue dépouillée que l'on apprenait au GCHQ, Selon lui, Graham Mitchell, le directeur adjoint du MI-5, était « très probablement » une taupe soviétique.

Martin avait passé des semaines à relire les réponses qu'avait données Philby quand White l'avait interrogé. Il en avait déduit que les compétences

dont il avait fait preuve pour contourner les questions laissaient à penser qu'il avait été très entraîné à ne pas avouer et qu'il semblait savoir à quoi s'attendre. Martin était donc convaincu que Graham Mitchell l'avait averti.

Dick White avait respectueusement écouté les conclusions de George Martin même si elles lui rappelaient un peu trop souvent qu'il n'avait pas réussi à épingler Philby. Il connaissait Martin depuis seize ans et ils étaient devenus amis quand celui-ci avait épousé sa secrétaire, Joan Russel-King. Mais pour White, la situation était un dilemme : les scandales des espions soviétiques avaient laissé une ambiance démoralisante au MI-5 et la découverte d'une nouvelle taupe générerait une grave perte de confiance aussi bien au Service de sécurité qu'au MI-6. Cela risquerait d'aboutir à une rupture avec la CIA, le Mossad et plusieurs services secrets européens — les Français et les Allemands de l'Ouest en particulier. Cependant, si les soupçons de Martin s'avéraient fondés, les ignorer aurait des conséquences désastreuses sur sa propre situation et ferait du document qu'il avait fait circuler un sujet de moquerie. Il accepta donc de faire surveiller Mitchell par des agents du MI-6 : le téléphone de son logement des environs de Chobham Common, une bourgade pittoresque située aux portes de Londres, fut mis sur écoute et une équipe de *watchers* suivit ses mouvements. Mais on ne trouva aucune preuve contre Mitchell.

*

Pendant ce temps, la crise de Suez s'était aggravée. White s'était rendu au Moyen-Orient avec une délégation, conduite par Anthony Eden, dont le but était de tenter d'amadouer certains gouvernements de la région — dont ceux de l'Iran et de l'Irak — afin qu'ils signent un traité par lequel la Grande-Bretagne s'engageait à venir à la défense de tout pays attaqué. La menace provenait de l'Armée rouge, postée à la frontière sud de la Russie, bien placée pour s'emparer des champs pétroliers iraniens et irakiens. Eden avait prévu de signer le traité à Bagdad, le 4 avril 1955, quelques jours avant son investiture. Pour que le voyage soit un succès total, il fallait que Nasser le signe également. Selon Eden, cela lierait l'Égypte à la Grande-Bretagne et justifierait que les troupes restent dans la zone du canal.

Pendant que White s'était rendu à la station locale du MI-6, Eden était resté enfermé avec Nasser pendant plusieurs heures. Les détails de leur

conversation sont toujours classifiés « secret » aujourd'hui mais on sait que les manières patriciennes d'Eden conduisirent au désastre. Nasser déclara que l'Égypte ne signerait pas le pacte de Bagdad. Eden rentra en Angleterre avec sa délégation, furieux que Nasser ne soit « rien de plus qu'une marionnette soviétique ».

Avant même que l'avion de la BOAC ait atterri à Londres, Nasser commença à montrer qu'il n'était pas « quelqu'un que la Grande-Bretagne pouvait dominer », ainsi qu'il me l'a expliqué plus tard. Il ordonna à l'état-major du renseignement égyptien de mobiliser les *fedayins* qu'il avait entraînés et positionnés dans la bande de Gaza pour attaquer Israël. Ceci marqua le début d'une série de guerres menées par les Arabes contre l'État hébreu. Simultanément, la décision de Bagdad de signer le pacte d'Eden poussa Nasser à fomenter l'agitation en Irak. En quelques heures, des manifestations éclatèrent dans les rues de Bassorah et de plusieurs autres villes du pays. Plus inquiétant encore, Nasser passa son premier contrat d'armement avec le bloc soviétique en commandant une grande quantité de matériel tchécoslovaque. Pour quatre cents millions de dollars, il acheta quatre-vingts avions de chasse Mig-15, quarante-cinq bombardiers Iliouchine-28 et une centaine de tanks russes dernier cri.

Une fois Eden reparti du Caire, Kermit Roosevelt fut presque constamment présent dans l'entourage de Nasser et le conseilla sur la façon de gérer la confrontation croissante entre son pays et la Grande-Bretagne. Il lui recommanda de dire au nouvel ambassadeur britannique, Humphrey Trevelyan, que son achat d'armement était uniquement destiné « à rétablir l'équilibre avec la menace militaire que représentait Israël pour l'Égypte » et qu'après soixante-dix ans de domination britannique, Nasser n'allait pas laisser Eden décider avec qui son État devait traiter, que ce soit politiquement, économiquement ou militairement.

À Washington, John Foster Dulles, le secrétaire d'État du gouvernement Eisenhower, et son frère, Allen, allèrent voir le président. Ils lui signalèrent que, malgré les tentatives de Ker-mit Roosevelt de convaincre Nasser de soutenir les États-Unis dans la guerre froide, il devenait de plus en plus clair que « les Égyptiens et les Russes travaillaient de concert pour que tout le Moyen-Orient tombe aux mains des communistes ».

Une copie d'un télégramme « ultra urgent » de Trevelyan au secrétaire aux Affaires étrangères, Selwyn Lloyd, fut envoyé à White qui comprit

alors que Nasser était prêt à laisser l'Égypte devenir, comme la Syrie, un satellite soviétique. Ce fut là que l'idée d'assassiner le président égyptien fut évoquée pour la première fois.

Un exemplaire d'un guide de la CIA rédigé par le docteur Sidney Gottlieb, le directeur des services techniques de l'Agence, se trouvait au registre du MI-6. Ce document de huit pages était intitulé « Méthodes d'assassinat » et il s'agissait du premier manuel consacré aux meurtres commandités par l'État. On pouvait y lire cet avertissement : « Ces décisions et ces instructions ne devraient concerner que le strict minimum de personnes et, idéalement, ne s'appliquer qu'à un seul individu dont la mort représenterait de réels avantages. »

À Londres, Harold Caccia, ancien directeur du JIC et vétéran du MI-6, coinça White et lui dit de son accent traînant : « Écoutez, mon vieux, il faut vraiment que nous fassions quelque chose à propos de ce Nasser. Nous allons peut-être devoir nous en débarrasser. » White demanda alors à George Young de voir ce qui « était possible ». Young, un vétéran rompu aux « réalités de terrain », étudia les possibilités et porta son choix sur le chef de la station de Rome, John Far-mer. Les deux espions se retrouvèrent dans une planque du MI-6, près de la place d'Espagne, et Farmer proposa un plan. Il avait rencontré deux Égyptiens anti-Nasser qui lui avaient assuré le soutien de plusieurs militaires de haut grade, préoccupés par les relations de plus en plus étroites que leur président entretenait avec les Russes. Les intermédiaires avaient souligné que les officiers avaient proposé de faire arrêter Nasser par l'armée puis de faire jurer à l'ex-Premier ministre de mener une politique pro-occidentale. L'offre fut présentée à Dick White. Il alla voir le secrétaire aux Affaires étrangères, Selwyn Lloyd, qui, après une courte discussion, rejeta l'idée. Mais durant l'été 1965, la question de ce qu'il fallait faire de Nasser redevint urgente. À Washington, les frères Dulles trouvaient qu'il avait besoin d'une leçon qui nuirait à sa crédibilité auprès de ses compatriotes et montrerait à ces derniers où se trouvait leur véritable avenir : « Cesser de se blottir contre l'ours russe pour s'abriter sous les ailes de l'aigle américain », comme l'avait formulé Allen Welsh Dulles dans l'un de ses rares moments de poésie.

L'hiver précédent, John Foster avait accepté que les États-Unis prêtent cinquante-six millions de dollars à l'Égypte pour construire un barrage de trois mille six cents mètres à Assouan, sur le haut du Nil. Six mois plus tard,

Nasser avait reconnu la Chine communiste, annoncé une visite d'État à Moscou et vendu pour deux cents millions de dollars de coton à la Tchécoslovaquie. Le 19 juillet 1956, John Foster Dulles annula le prêt américain.

N'ayant plus de quoi financer ce qu'il avait présenté comme le projet qu'il laisserait à la postérité, Nasser cracha son venin contre les États-Unis. Il se répandit en injures sur Radio Le Caire : « Je regarde les Américains et je leur dis : étouffez-vous à mort sur votre furie ! Nous construirons le haut barrage comme nous le désirons ! Le canal de Suez rapporte cent millions de dollars par an. Pourquoi ne les prendrions-nous pas ? »

Chaque jour, un million et demi de barils de pétrole circulaient par le canal et les quatre-vingt-dix pour cent destinés à l'Europe de l'Ouest fournissaient les deux tiers du carburant nécessaire à son chauffage et à sa production. Le canal était la voie vitale qui permettait à la Grande-Bretagne et à la France d'accéder au pétrole iranien, à leurs marchés orientaux et à leurs lointaines colonies sans avoir à contourner le cap de Bonne-Espérance, en Afrique du Sud.

À Londres, la nécessité d'assassiner Gamal Nasser faisait l'objet de plus en plus de discussions. Le service juridique du MI-6 avait estimé que, la défense du royaume étant une priorité et la Grande-Bretagne étant gravement menacée, il était acceptable d'éliminer un chef d'État. On consulta le manuel d'assassinat de la CIA et George Young rencontra l'agent américain James Eichelberger, qu'Allen Dulles avait transféré du Caire à la station londonienne de l'Agence pour « garder l'œil sur ce que faisaient les Rosbifs ». Tout au long de leur dîner au Traveller's Club, Eichelberger et Young discutèrent du projet de tuer Nasser. Aussitôt après, l'agent de la CIA se rua à son bureau à l'ambassade et envoya un câble codé à Allen Dulles : « Il a parlé ouvertement d'assassiner Nasser, sans même utiliser un euphémisme comme "liquider". Il a dit que ses agents avaient des contacts avec des éléments adéquats en Égypte et dans le reste du monde arabe, ainsi qu'avec les Français qui voient les choses comme eux. »

Eichelberger rapporta également sa conversation avec Young à son chef de station, Chester Cooper, dont l'une des missions était de surveiller la santé chancelante du Premier ministre Eden. Les contacts de Cooper à Downing Street lui avaient appris que celui-ci survivait tant bien que mal avec moins de cinq heures de sommeil par nuit et une dépendance à ses

médicaments qui « semblaient avoir affecté son jugement ». Cooper révéla, à son tour, à ses contacts à Downing Street qu'Eden avait soulevé la question d'assassiner Nasser quand il avait appris que le SDECE, le service de renseignement français, avait formé une unité spéciale pour exécuter le président égyptien. Celle-ci avait pour nom de code RAP-700 et était commandée par Paul Léger, qui avait servi en Égypte. Elle avait déjà envoyé un assassin du nom de Jean-Marie Pel-ley au Caire. Aucune preuve écrite d'une éventuelle tentative de meurtre contre Nasser n'a survécu.

Encouragé par la quasi-obsession d'Eden de se débarrasser du président égyptien, le MI-6 demanda à son département Q de plancher sur une méthode. L'unité jouissait d'une bonne réputation méritée pour avoir conçu des armes et des munitions pour les sabotages de la Seconde Guerre mondiale et pour ses activités d'après-guerre, qui avaient consisté, ainsi que le formula Stewart Menzies, « à apporter une aide discrète là où les intérêts britanniques [étaient] menacés ».

Ce département était placé sous le commandement de Frank Quinn, un officier militaire engagé par le SIS, en 1946, pour inventer des méthodes d'assassinat qui ne puissent pas être imputables au MI-6. Jusque-là, les techniques de Quinn avaient servi à tuer des informateurs soviétiques et des agents doubles dans l'Allemagne d'après-guerre et cela lui avait valu l'ordre de l'Empire britannique qui accompagnait désormais sa Croix militaire. Cependant, il était conscient qu'assassiner un chef d'État exigeait des techniques plus sophistiquées qu'une bombe placée sous un lit comme on pouvait le faire pour un traître. Ayant lu le profil de Nasser dans les dossiers du MI-6, Quinn avait estimé que le poison pourrait être un moyen d'exploiter le faible qu'avait le président pour les célèbres chocolats Knopje égyptiens qu'on lui servait après chaque repas et dont il avait toujours une boîte sur son bureau. Une douzaine de boîtes de ces confiseries quittèrent Le Caire par la valise diplomatique pour que Quinn puisse procéder à des expériences.

On demanda à Porton Down, le centre d'armement chimique et biologique britannique, de déterminer un poison adapté ; il devait être inodore, rester efficace longtemps, agir immédiatement et donner l'illusion d'une crise cardiaque. On recommanda les toxines de coquillages. On apporta une fiole de la substance mortelle à Porton Down, au laboratoire de Quinn. Mais avant d'essayer d'injecter le poison dans les chocolats, le

spécialiste devait s'assurer que leurs emballages individuels ne paraissent pas suspects. Il ne fallait pas que la moindre marque de manipulation puisse être décelée sur le papier ou les chocolats. Quinn avait trouvé un moyen d'enlever la base des chocolats grâce à une plaque chaude avant d'y placer le poison mais chaque fois qu'il la remettait en place, cela laissait une trace. À force, il finit par trouver la température idéale et put fournir plusieurs boîtes de chocolats empoisonnés. Il n'a jamais su ce qu'il était advenu d'elles.

Il n'avait pas encore fini qu'on discutait déjà d'une autre façon de tuer Nasser. Deux agents des services techniques s'étaient rendus à Porton Down pour voir s'il était possible d'utiliser du gaz innervant. Les scientifiques en proposèrent trois variétés — tabun, soman et sarin — qu'on avait testées sur des animaux dans une ancienne base aérienne de la RAF au fin fond de la Cornouailles. Tous ces gaz pouvaient être diffusés par le système de climatisation du bureau de Nasser. White proposa l'idée à Eden. Le Premier ministre rejeta le projet sous prétexte qu'il entraînerait la mort d'innocents. Pour une fois, un problème éthique — la possibilité de contribuer à un meurtre de masse — l'avait emporté sur son désir de supprimer Nasser.

Cependant, Quinn — qui serait, plus tard, immortalisé sous le nom de « major Boothroyd Q » dans les films de James Bond — continua de chercher des armes adéquates. L'une d'entre elles était un paquet de cigarettes modifié que le docteur Gottlieb, de la CIA, avait développé parallèlement à son manuel d'assassinat : le paquet contenait une fléchette empoisonnée. L'homologue de Gottlieb à Porton Down, le docteur Ladell — que personne n'appelait par son prénom car tout le monde le surnommait « le Sorcier » — l'avait testé sur un des moutons que le centre avait dans ses étables. Son rapport ressemblait au script d'un film d'horreur : « Le mouton commence à fléchir des genoux et il se met à rouler des yeux avec de l'écume à la bouche. Peu à peu, l'animal s'effondre, en perdant lentement vie. » Quinn refusa cette proposition parce qu'on pouvait facilement remonter à sa source.

Pendant ce temps-là, le Mossad avait travaillé avec les scientifiques de l'Institut pour la recherche biologique, à Nes Ziona, dans la banlieue de Tel-Aviv, où l'on testait l'efficacité des armes chimiques et biologiques pour le *Kidon,* l'unité d'assassinat des services secrets israéliens. Les scientifiques en étaient arrivés à la conclusion que la meilleure façon d'exécuter Nasser était d'utiliser sa vanité. Malgré son goût pour les chocolats, le président se

souciait de son poids et tenait à prendre des édulcorants artificiels dans son café plutôt que du sucre. On avait d'abord testé la « sucrette » sur un Arabe qui avait fusillé un soldat israélien. Un jour, Victor Ostrovski, un ancien agent du Mossad, m'a expliqué : « Nous savions tous qu'un prisonnier amené à l'institut finissait forcément par servir de cobaye pour vérifier que les armes sur lesquelles travaillaient les scientifiques fonctionnaient correctement. » Après plusieurs semaines passées à chercher une occasion d'empoisonner le café de Nasser, Isser Harel utilisa le « canal officieux » pour annoncer à Dick White que le plan avait été abandonné faute d'opportunités.

Les projets du MI-6 étaient, eux aussi, restés sur le bord de la route. Mais ils avaient laissé des questions sans réponses. Selon l'agent renégat Peter Wright, le MI-6 tenait tellement à tuer Nasser que la question cruciale « d'une éventuelle infaisabilité n'avait jamais véritablement été envisagée ». Wright pensait que White avait déjà présenté tous les plans possibles au Premier ministre, pour qui Nasser était « désormais devenu une obsession constante ». À chaque opportunité — aux réunions du cabinet, durant ses rencontres avec les plus hauts officiels du Foreign Office et lors de ses contacts réguliers avec Dick White — Eden reposait sans cesse la même question sous des formes différentes : pendant combien de temps vais-je devoir encore supporter Nasser ? Dans un rapport adressé à Allen Dulles, le chef de la station de la CIA à Londres, Chester Cooper, avait écrit : « Eden est presque fou dès qu'il s'agit de Nasser. » Les dossiers du MI-6 indiquent clairement qu'Anthony Eden fut le premier des Premiers ministres britanniques à cautionner le meurtre de sang-froid d'un chef d'État.

*

Le 26 juillet 1956, dans le port d'Alexandrie, Nasser annonça qu'il allait nationaliser le canal de Suez. Les correspondants étrangers — dont je faisais partie — remarquèrent que le président était calme ; tous ignoraient qu'il venait juste d'apprendre de ses services secrets qu'il n'existait pas de véritable menace d'une réaction militaire de la part de la Grande-Bretagne. L'homme de confiance de Nasser, Ali Sabri, expliqua aux reporters qu'il ne fallait voir en cette nationalisation qu'une simple « décision de racheter les parts des actionnaires ».

Ce soir-là, à Downing Street, Dick White comptait parmi les invités au dîner qu'Anthony Eden organisait pour le roi Fayçal d'Irak et son Premier ministre de longue date, Nouri es-Saïd. Le repas fut interrompu par un télégramme de l'ambassadeur de Grande-Bretagne au Caire, Humphrey Trevelyan. Eden lut le message à haute voix ; il s'agissait du résumé du discours de Nasser. Il y eut un silence abasourdi. Nouri es-Saïd s'adressa directement à Eden : « Monsieur le Premier ministre, vous n'avez qu'une seule possibilité d'action et c'est de frapper fort et immédiatement. Sinon, il sera trop tard. » Eden lui sourit à pleines dents : « N'ayez crainte. Nous ne laisserons pas Nasser nous tenir par la gorge. » Eden s'était exprimé calmement avec une certitude dans la voix qu'on ne lui avait pas entendue depuis longtemps. Chester Cooper, invité aussi, se demanda si le Premier ministre n'avait pas pris un cachet de trop avant de passer à table.

White resta après le départ des autres convives, et les quelques ministres et hauts fonctionnaires qui composaient le comité égyptien arrivèrent avec le secrétaire du cabinet, Norman Brook. Le temps qu'ils s'installent autour de la table, le calme du Premier ministre avait laissé place à une explosion d'émotions. Eden hurlait presque en traitant Nasser de « Mussolini musulman » et en affirmant : « Je veux qu'il disparaisse et je me fiche que ce soit le chaos et l'anarchie en Égypte ».

Tout le monde était aussi agité que lui et l'on ne tarda pas à s'entendre sur le fait qu'il fallait apporter une « réponse ferme » à la décision de Nasser de s'emparer du canal. Les lignes directrices des mesures à prendre furent notées par Douglas Dodds-Parker, qui avait été agent de terrain du SOE pendant la guerre et travaillait désormais en étroite collaboration avec le MI-6, en tant que sous-secrétaire aux Affaires étrangères. Il écrivit sur son bloc : « Objectif des lignes directrices. Démonstration de puissance militaire précédée par une action sous couverture adaptée, incluant de la propagande sur Radio Le Caire et une réponse aux critiques à l'égard de notre rôle. Le nom de code la contre-offensive sera *Musketeer* ».

On décida que seul un petit nombre d'officiels de Whitehall — ceux qui avaient vraiment besoin de savoir — seraient informés de la décision du comité. Le plus important était de garder les États-Unis à l'écart du projet « Musketeer ». La réunion s'acheva au petit matin avec un Eden visiblement épuisé qui trouva néanmoins la force de faire une déclaration toute churchillienne : « Nous agirons seuls, sans les Américains ! »

Cette décision fut lourde de conséquences. La première d'entre elles fut que Chester Cooper envoya à Allen Dulles le message suivant : « Il semblerait que nos cousins (le MI-6) soient rentrés dans leur coquille. »

À Washington, les frères Dulles s'entretinrent et décidèrent qu'il était improbable que, même tourmenté physiquement et moralement, Anthony Eden entreprenne une action aussi déraisonnable.

*

Pendant l'été, à Londres, Paris et Tel-Aviv, le projet de reconquête du canal de Suez prit de la vitesse. George Young sélectionna Nicholas Elliot, un espion vétéran et parlant hébreu, pour se rendre à Tel-Aviv et faire la liaison avec le Mossad. La mission d'Elliot était si secrète qu'il avait pour instruction stricte d'éviter tout contact avec l'ambassadeur britannique en Israël — qui, comme tous les représentants du Foreign Office dans les capitales de la région, avait peu de sympathie pour le pays. Rafi Eitan, le directeur des opérations du Mossad m'a confié : « Pour eux, nous n'étions qu'une bande de terroristes qui les avaient combattus à l'époque du mandat britannique. »

La première chose que fit Elliot fut de préparer une connexion radio sécurisée et des codes secrets afin que le Premier ministre israélien, David Ben-Gourion, puisse communiquer avec Eden par le « canal officieux ». Isser Harel s'était arrangé pour qu'Elliot puisse avoir son propre bureau au quartier général du Mossad. C'était la première fois qu'un espion étranger bénéficiait d'un tel privilège et les deux hommes finirent par devenir de fidèles amis. Au début du mois d'août, après vérification des circuits de communication avec Londres, Elliot reçut un message lui demandant de voir avec Harel si Tsahal était suffisamment prête pour attaquer l'Égypte en passant par le désert du Sinaï. Rafi Eitan, qui était présent dans le bureau d'Harel lors de la discussion qui s'ensuivit, m'a rapporté : « J'ai dit à Elliot que notre peuple irait jusqu'au Caire si nécessaire. »

Sur leur ligne téléphonique sécurisée, Eden et Guy Mollet, le ministre des Affaires étrangères français, avaient estimé qu'Israël avait « de bonnes raisons » de se sentir suffisamment inquiet pour lancer une attaque préventive contre l'Égypte. Il faudrait que le Mossad se débrouille pour faire dire aux médias étrangers que Nasser menaçait de nouveau Israël. Selon

Rafi Eitan : « L'excuse était plutôt mince mais il fallait que cela suffise, et un tel plan nécessitait un accord à haut niveau confirmant à Israël que la Grande-Bretagne et la France pourraient intervenir pour maintenir la paix. »

À Londres, le comité égyptien — qui opérait toujours indépendamment et dans le plus grand secret — avait approuvé une autre idée. Le SAS irait au Caire pour tuer Nasser. Le service avait assuré au comité qu'en plus d'être « parfaitement réalisable », ce plan présenterait l'avantage capital d'être niable à cent pour cent. Pendant ce temps, le SIS avait affiné son projet d'utiliser ses stations de radios « pirates », basées à Chypre et Aden, pour diffuser des menaces d'attaques égyptiennes contre Israël.

Alors qu'août laissait place à septembre, au Moyen-Orient, les tambours de guerre grondaient chaque jour plus fort au rythme des ondes manipulées par le MI-6.

Peu après, à l'heure où la planification de l'intervention à Suez battait son plein, l'attention du MI-6 — tout comme celle des autres services secrets occidentaux — fut contrainte de se tourner vers l'est et, plus précisément, vers la Hongrie. Des dizaines de milliers d'étudiants avaient envahi les rues de Budapest pour exiger le retrait des troupes soviétiques, la libération de tous les prisonniers politiques et l'établissement d'un « régime communiste indépendant ». Dick White avait alors ordonné à John Bruce-Lockhart, le médiateur du MI-6, de se rendre sur place pour surveiller les événements. Le temps qu'il arrive, des milliers de travailleurs en colère avaient rejoint les manifestations estudiantines et scandaient les mêmes slogans. Dans un câble à Dick White, Bruce-Lockhart écrivit alors : « Ce qui aurait semblé impossible il y a un mois pourrait très bien se produire. »

À Paris et à Londres, Guy Mollet et Anthony Eden estimaient, l'un comme l'autre, que l'accord tripartite signé en 1950 permettait à la Grande-Bretagne et à la France d'occuper en toute légalité la zone du canal si la guerre éclatait entre Israël et l'Égypte. Eden ordonna à Dick White d'augmenter la propagande diffusée sur les stations de radio du MI-6 et le Mossad mobilisa ses contacts dans les médias internationaux afin que l'on y parle encore plus de la menace que Nasser représentait pour Israël. Il s'agissait là d'un exemple typique de cet art obscur qu'est la manipulation médiatique.

*

À Washington, alors que la chaleur suffocante de septembre laissait place aux brises rafraîchissantes du Potomac, la seule préoccupation de la population était de savoir si le président Eisenhower allait ressortir de sa visite médicale traditionnelle, à l'hôpital Walter Reed, avec un bilan de santé positif. Les événements qui se déroulaient en Europe et au Moyen-Orient semblaient bien loin pour les Américains qui s'apprêtaient à célébrer la fête du travail.

Cependant, à la CIA et au département d'État, les frères Dulles s'inquiétaient de plus en plus du silence calculé du Quai d'Orsay à Paris et du Foreign Office à Londres. Selon Allen Dulles, c'était « un signe que ces foutus Rosbifs et les Français mijotaient quelque chose ». Pourtant, chaque fois qu'ils posaient la question au MI-6 ou au SDECE, ils n'obtenaient que d'insipides réponses rassurantes. Il ne se passait rien.

*

En début de soirée, le 22 octobre 1956, un avion des forces aériennes israéliennes et un appareil de la flotte royale de la RAF percèrent un tapis de nuages bas pour atterrir sur une piste militaire française, près de Sèvres. À bord du vol en provenance de Tel-Aviv se trouvaient David Ben-Gourion, le ministre de la Défense Shimon Perez et le chef d'état-major, le général Moshe Dayan. De Londres étaient arrivés le secrétaire aux Affaires étrangères, Selwyn Lloyd, et son sous-secrétaire adjoint, Patrick Dean. Les deux groupes s'étaient entendus pour être aussi peu accompagnés que possible afin que leur rencontre reste un secret absolu. Dick White et le chef de la station du MI-6 de Paris, Rodney Dennys, représentaient les services secrets britanniques et Isser Harel, le Mossad.

« Il y avait, tout à la fois, de la tension et de l'espoir dans l'air, m'a raconté Harel. En gros, nous savions pourquoi nous étions là, évidemment, mais nous ne savions pas exactement ce qui était au menu. »

Patrick Dean, qu'Eden venait juste de promouvoir sous-secrétaire adjoint au Foreign Office, était un membre fondateur de la cabale, encore secrète et centrée autour du Premier ministre britannique, qui préparait la chute de Nasser depuis des mois.

Christian Pineau, le Premier ministre français, et Guy Mollet attendaient les deux délégations sur le tarmac. Ils avaient, l'un et l'autre, les traits tirés d'hommes qui avaient passé de longues nuits à converser et à répondre aux appels du secrétaire général des Nations unies, Dag Hammarskjöld, qui voulait éviter un conflit, et de Shimon Perez, qui ne s'était pas engagé sur le plan politique. Ils avaient également reçu des coups de téléphone du ministre des Affaires étrangères égyptien, Mahmoud Faouzi, qui se voulait rassurant en affirmant que son pays n'avait aucune intention hostile envers Israël. Quand Faouzi avait demandé que la France transmette cette promesse à Israël, Guy Mollet s'était contenté de lui accorder une oreille polie.

L'arrivée de ces groupes sur l'aérodrome français, en cette froide nuit d'octobre, prouvait que la requête égyptienne n'avait abouti à rien. Leur présence devait beaucoup à l'habile organisation de Pierre Boursicot, le directeur du SDECE, qui dirigeait l'antenne parisienne de l'opération « Musketeer » et supervisait la méticuleuse préparation de la participation française au projet d'invasion de l'Égypte. Aucun détail n'avait échappé à son attention. Sa limousine ouvrit le convoi pour sortir de l'aérodrome. Isser Harel était assis à l'arrière. Trois voitures de diplomates le suivaient. White et Dennys étaient dans le dernier véhicule. Au château où devait se tenir la réunion, Boursicot avait fait préparer des plats casher, français et anglais, ainsi que des boissons non-alcoolisées. En cuisine, on avait mis du champagne au frais pour le cas où les groupes présents parviendraient à s'entendre pour déclencher une guerre sans la moindre approbation de leurs gouvernements ou des Nations unies. Pour Isser Harel, « la situation avait quelque chose de médiéval ».

Cependant, pour parvenir à un consensus, le temps était limité. Il avait été convenu que cette rencontre prendrait fin à minuit afin que la délégation israélienne puisse être de retour à Tel-Aviv avant l'aube et que personne ne remarque l'absence de ses membres.

C'était Boursicot qui avait choisi le grand salon du château, avec son superbe mobilier et ses murs ornés de visages oubliés dans des cadres dorés, comme salle de réunion. La pièce adjacente était occupée par des techniciens du GCHQ et des services israéliens qui étaient arrivés plus tôt dans la journée pour mettre en place des connexions avec Londres et Tel-Aviv.

De l'autre côté de l'Atlantique, la NSA avait déjà repéré les tests de transmissions émanant du château et, vers le milieu de la soirée, elle enregistra une soudaine augmentation de la circulation des signaux codés. Les cryptologues de Fort Meade, à qui l'on avait demandé de se tenir prêts, se penchèrent alors sur les messages mais ils ne parvinrent pas à déchiffrer les codes. Pour Allen et John Foster Dulles, l'important débit des signaux pouvait vouloir dire qu'Israël allait demander son soutien à la France pour intervenir en Jordanie si l'armée irakienne envahissait le royaume hachémite. Cette hypothèse n'était que le fruit de la campagne de désinformation du Mossad.

À minuit, au château, un accord fut conclu. Israël lancerait un assaut terrestre contre l'Égypte dans le désert du Sinaï. Son objectif serait d'atteindre le canal de Suez en vingt-quatre heures, un engagement auquel Moshe Dayan avait ajouté : « Sinon moins. » La Grande-Bretagne et la France poseraient alors un ultimatum à Nasser : elles lui demanderaient de laisser leurs troupes entrer temporairement dans la zone du canal pour y maintenir la paix. Ceci fait, les forces israéliennes se retireraient du côté de la voie d'eau qui donne sur le Sinaï. Si Nasser refusait cette proposition, « sans autre avertissement », les Britanniques et les Français envahiraient l'Égypte et reprendraient la zone du canal. Le protocole fut rédigé avec des traductions française, anglaise et hébraïque en pièces jointes. L'un après l'autre, les ministres signèrent le document et s'engagèrent tous solennellement à ce que son contenu reste toujours secret. Après un signe de Boursicot, des serveurs apportèrent du champagne au salon pour fêter l'entente.

*

Durant la dernière semaine d'octobre, la station de la CIA à Tel-Aviv fit parvenir un message « très urgent » à Washington. Israël était en pleine mobilisation. Plus de cent mille soldats étaient postés sur la frontière égyptienne. John Foster Dulles envoya, à son tour, des messages tout aussi urgents à Londres et à Paris. Il y posait la même et unique question : que se passe-t-il ? Dans les deux capitales, la réponse fut rédigée dans le langage prudent qui a toujours été l'apanage de la diplomatie. On allait probablement découvrir que les mouvements des troupes israéliennes

n'étaient encore qu'une de ces manœuvres que Tsahal semblait affectionner. John Foster Dulles transmit ces réponses à Eisenhower, qui s'apprêtait à passer sa visite médicale à l'hôpital Walter Reed. En ce dimanche 28 octobre 1956, dans son lit d'hôpital, le président dicta une note pour Ben-Gourion. Il lui demandait pourquoi il avait mobilisé ses troupes. En remettant le message à Dulles pour qu'il le fasse suivre, il déclara : « Vous savez, Israël et le baryum vont parfaitement ensemble. »

Le lendemain, les forces israéliennes entrèrent en Égypte. « Nous avions planifié jusqu'à la dernière chenille de char », m'a plus tard confié Moshe Dayan. Il avait baptisé l'attaque « opération Kadesh ». Fidèle à lui-même, il avait dirigé ses troupes depuis le front, en observant ses tanks repousser rapidement les forces égyptiennes avec un minimum de pertes. Même l'observatoire du Moyen-Orient de la CIA — qui, à Washington, avait commencé à recevoir des photos des forces militaires rassemblées en Israël, prises depuis des U-2 — fut abasourdi par la vitesse de l'avancée de Tsahal. Cependant, alors que les chars roulaient encore en direction du canal de Suez, à l'observatoire, on avait peine à croire qu'avec un assaut aussi bien planifié, Israël était seul sur le sentier de la guerre.

Tout au long des mois qu'avaient duré les préparations secrètes — entre la France et la Grande-Bretagne ; entre Ben-Gourion, Eden et Mollet ; entre le SIS, le SDECE et le Mossad —, tous les participants avaient délibérément tenu leur plus puissant allié dans l'ignorance. Eisenhower vécut cela comme une grande trahison. À Londres, Eden s'adressa à la Chambre des communes. Debout à la tribune, il ne chercha même pas à dissimuler la satisfaction qui transparaissait dans sa voix : « Nous avons demandé aux deux camps de déposer les armes et au gouvernement égyptien d'accepter que les forces anglo-françaises s'installent temporairement sur les positions clés, autour du canal, avec autant de moyens qu'il le faudra. » Il avait emprunté ces mots au protocole du château qui, depuis, s'était consumé dans la cheminée de son appartement de Downing Street. Néanmoins, il en reste, encore aujourd'hui, une copie au registre du SDECE.

Après avoir appris l'invasion, Eisenhower avait quitté l'hôpital et on l'avait reconduit à la Maison-Blanche. Il autorisa la diffusion, sous son nom, d'une déclaration selon laquelle les États-Unis s'engageaient « à aider toute victime d'agression au Moyen-Orient ». Il s'agissait clairement d'un

avertissement à l'intention des pays complices.

Au Caire, Nasser apparut sur un balcon sous les applaudissements de la foule. Non sans évoquer les célèbres paroles de Winston Churchill, en 1940, lorsque c'était la Grande-Bretagne qui risquait d'être envahie, le président égyptien rugit dans son micro : « Nous ne nous rendrons pas. Nous combattrons nos ennemis partout où ils apparaîtront. » Il termina son discours de ralliement en demandant que tous les collaborateurs soient traqués et tués.

Aucune réponse à l'ultimatum n'étant arrivée à Londres ou Paris, des bombardiers Canberra de la RAF attaquèrent les bases aériennes égyptiennes autour du canal. Dans une annonce spéciale à la nation, Eisenhower déclara : « Toutes les hostilités doivent cesser. » Quatre jours plus tard, la Maison-Blanche apprit que des troupes anglaises et françaises avaient levé l'ancre depuis Chypre et que des parachutistes britanniques avaient "sauté sur la ville de Suez.

Pendant ce temps, dans la salle des opérations souterraine de la Maison-Blanche, Eisenhower avait étudié les photos de reconnaissance qu'un avion espion U-2 avait prises lors de plusieurs passages au-dessus d'une base aérienne égyptienne à l'ouest du Caire. Il avait été frappé par l'ampleur des dégâts. Allen Dulles ordonna alors que les clichés soient envoyés à Dick White, à Londres, accompagnés d'une note : « Est-ce que la Grande-Bretagne voulait ? » Agacé par le ton de la question, le chef du MI-6 répondit par câble : « La RAF affirme qu'elle n'avait jamais reçu d'évaluation aussi rapide des dégâts causés par ses bombardements. »

Le 3 novembre 1956, les premiers parachutistes britanniques et français se posèrent près du canal ; deux jours plus tard, les cent mille hommes de la force d'invasion anglo-française débarquèrent.

Ce soir-là, Nikolaï Boulganine, le président russe, avertit Eden, Mollet et Ben-Gourion qu'à moins qu'ils ne retirent leurs troupes « immédiatement », il leur enverrait ses missiles nucléaires.

Eisenhower prévint que si cela arrivait, les États-Unis répliqueraient en lançant leurs propres missiles nucléaires sur la Russie. Boulganine se rétracta et passa sa colère en écrasant le soulèvement hongrois. L'Armée rouge laissa un tapis de cadavres dans les rues de Budapest. Eisenhower ordonna que vingt millions de dollars du fonds de sécurité mutuelle soient dépensés en nourriture et en médicaments pour la Hongrie et autorisa

l'admission aux États-Unis de vingt et un mille cinq cents réfugiés, qui recevraient des emplois et des logements. En même temps, il exigea que la pression soit maintenue sur la France et la Grande-Bretagne pour qu'elles quittent la zone du canal. Les compagnies pétrolières que les États-Unis possédaient en Amérique du Sud cessèrent d'approvisionner les deux pays. À Londres, une vague de chauvinisme, accompagnée d'antiaméricanisme, se mit à monter. Des journaux tels que le *Daily Express* tempêtaient que « la relation spéciale » n'avait jamais rien eu de spécial mais n'avait été pour les États-Unis qu'un moyen d'obtenir le contrôle du canal. Cet état d'esprit se retrouvait au MI-6. George Young réprouva sévèrement l'Amérique : « Quand ses alliés ont essayé d'obtenir ce qu'ils estimaient être dans l'intérêt de leurs nations, elle a été la première à les en empêcher et a suivi sa propre voie. »

Eisenhower ordonna que le dollar ne soutienne plus la livre sterling et le franc dans les échanges internationaux, ce qui conduisit à une énorme ruée sur les deux devises. Le 23 août 1956, Anthony Eden, visiblement en proie à la maladie, souleva, une fois de plus, la question de faire assassiner Nasser. Il demanda à Dick White d'étudier cette possibilité. Ce fut le dernier ordre qu'il donna avant de partir en convalescence en Jamaïque, chez Ian Fleming — le créateur de James Bond, qui disposait bien d'un permis de tuer mais pas un chef d'État. Cette volonté d'exécuter un dirigeant national serait l'un des souvenirs que laisserait Anthony Eden. Le 22 décembre 1956, n'ayant avancé que de quelques kilomètres sur le canal de Suez et sous la pression inflexible des États-Unis, les forces d'invasion finirent par se retirer d'Égypte. Une force de paix des Nations unies s'installa à leur place pour y remplir véritablement le rôle qui avait été choisi comme couverture dans le château français deux mois auparavant.

Après cette humiliation, la Grande-Bretagne et la France abandonnèrent l'idée de reprendre le canal de Suez. À Tel-Aviv, Nicholas Elliot avait « honte » de la façon dont s'était achevée sa mission secrète et pensait qu'Eden aurait du prendre Boulganine au mot quand il voulait envoyer ses missiles nucléaires. Il oubliait là de prendre en compte le grand courroux d'Eisenhower, qui n'avait pour égal que le sentiment d'Allen Dulles : selon lui, les diplomates britanniques et français — à l'instar de leurs services secrets — s'étaient « laissé attirer par des miroirs aux alouettes ».

Ce ne fut pas avant mars 1957 que Dick White estima pouvoir se rendre

à Washington sans « courir le risque qu'il y ait du grabuge » afin de parler à Allen Dulles, dans le cadre d'une mission qui, de son propre aveu, avait pour objectif de limiter la casse. Incontestablement, il parvint à ses fins. À ce moment-là, Nasser avait encore plus de relations qu'avant avec l'Union soviétique et cela resta ainsi jusqu'à ce qu'il s'éteigne paisiblement en 1970 et qu'Anouar el-Sadate lui succède à la présidence. Bien avant cela, Eden avait démissionné et Dwight Eisenhower était mort. Le 28 juillet 1969, un an avant l'accession à la présidence de Sadate, Dulles était mort également. Dick White allait rester à son poste jusqu'à ce qu'il prenne sa retraite, en 1972, pour aller vivre dans la maison à ossature en bois qu'il avait construite dans le Sussex et y écrire de la poésie. Il mourut le 22 février 1993. La directrice générale du Service de sécurité, Stella Rimington, la première femme à exercer cette fonction, lut un passage de la Bible à sa messe d'enterrement.

*

En juin 2007, un milliardaire égyptien fut retrouvé mort au pied de la tour du centre de Londres où il avait son appartement. Il s'agissait d'Ashraf Marwan, qui avait épousé la fille de Nasser, Mona, et avait été l'un des plus proches conseillers du président durant la guerre de Suez. Il était apparemment tombé de son balcon pendant une conversation animée avec un individu qui n'a jamais été identifié. La mort de cet industriel de soixante-douze ans raviva le mystère qui l'entourait. Gad Shimron, un ancien agent du Mossad, révéla que Marwan était depuis longtemps un informateur de l'institut et qu'à la mort de Nasser, il avait été nommé conseiller à la sécurité nationale du président Anouar el-Sadate. Depuis que ce dernier avait été tué par balle, en 1981, pendant une parade militaire au Caire, Marwan, convaincu qu'on voulait l'assassiner, avait vécu, sous haute protection, en exil à Londres.

Mais qui aurait pu vouloir le tuer ? Selon Shimron, Marwan aurait perdu la confiance du Mossad qui le soupçonnait d'être un agent double pour le compte des Égyptiens. Un autre agent du Mossad m'a soutenu qu'il réfutait cette accusation : « Il y assez de gens qui posent problème pour ne pas avoir à tuer un vieillard qui a dépassé sa date limite de vente depuis longtemps. »

IX

Nouvelles frontières et espoirs perdus

Pour les Londoniens, cette belle matinée estivale de juillet 1969 compensait les retards du métro qui tremblait et oscillait sous la capitale. Stella Rimington se trouvait parmi ses passagers.

Avec son chemisier à rayures en soie indienne, sa minijupe à la mode qui laissait voir ses jambes bronzées et ses longs cheveux remontés en chignon sous son petit chapeau rond, elle paraissait dix ans de moins que ses trente-quatre ans. Elle était sur le point de se lancer dans un voyage très différent de celui qu'elle venait récemment de faire au sommet de la passe de Khyber, où elle avait vu les pics vertigineux de l'Himalaya. Ensuite, elle avait éprouvé un soudain sentiment d'incertitude, non seulement parce qu'elle allait quitter l'Inde mais également parce qu'elle se demandait si elle parviendrait à conserver son emploi permanent au MI-5, à Londres — non en tant que secrétaire mais comme chasseuse d'espions. Ses ennemis, comme en Inde, seraient les espions soviétiques. Seulement, au lieu de taper des rapports sur leurs activités pour le patron du MI-5 à Delhi, elle serait aux premières loges pour les pister elle-même. C'était une perspective enivrante qui la faisait bouillir d'impatience alors que le métro se déplaçait bruyamment sous les rues de la capitale.

Les passagers lisaient des journaux dans lesquels on parlait de l'incessante menace de la guerre froide mais aussi de la mission *Apollo 11* de la NASA, grâce à laquelle l'homme avait marché sur la Lune, un événement si extraordinaire qu'il avait nécessité vingt mille entrepreneurs et trois cent mille employés qualifiés. Il avait été couronné par le moment où Neil Armstrong avait posé sa botte de pointure 44 sur la surface de la Lune en s'écriant : « C'est un petit pas pour l'homme mais un bond de géant pour l'humanité. »

En descendant de son métro pour finir de se rendre à pied à Leconfield House, sur Curzon Street, pour son premier jour de travail, Stella Rimington aurait très bien pu s'approprier les paroles d'Armstrong. La claustrophobie

qui avait gâté son adolescence avait disparu et elle ne souffrait plus des crises de migraines qui, selon elle, étaient dues aux grandes quantités d'œstrogène présentes dans ses pilules contraceptives, qui lui avaient également laissé des taches sur le visage et une ligne sombre au-dessus de la lèvre supérieure.

Elle était de petite constitution et son visage, souvent dominé par un regard interrogateur, n'était pas sans attrait. Elle était mariée à son amour d'enfance, un haut fonctionnaire qui, quatre ans plus tôt, l'avait emmenée en Inde, où il avait occupé le poste de premier secrétaire (économique) du Haut Commissariat à Delhi. Au début, sa vie n'avait en rien différé de celle de toutes les autres épouses des diplomates affectés au sous-continent : un défilé permanent de cocktails, de dîners à organiser et d'invitations à des soirées dansantes. Le jour, on donnait des leçons d'anglais aux enfants des banlieues défavorisées ou on aidait un enfant anglais à préparer son examen d'entrée dans une grande école privée britannique. Le reste du temps, on donnait un coup de main à la clinique des fonctionnaires, à l'intérieur du complexe du Haut Commissariat. En surface, rien n'avait beaucoup changé dans cette enceinte depuis l'époque où Sir Harry Philby était un habitué des lieux.

Mais, au-delà de ces pelouses et de ces parterres de fleurs immaculés, on détruisait régulièrement ce qu'il restait du *Raj* britannique. Les statues de la reine-impératrice Victoria avaient été renversées ; les routes qui avaient jadis porté le nom du roi-empereur George s'appelaient désormais Gandhi ou Nehru. Chaque semaine des bateaux partaient pour l'Angleterre, l'Australie et le Canada avec des membres de la communauté anglo-indienne alignés le long des rambardes de leurs ponts : des juristes, des médecins et des professeurs bien contents de quitter le climat de plus en plus antibritannique qu'avait instauré Indira Gandhi. Plus tard, Stella Rimington parlerait de cette époque dans ses mémoires : « Elle n'avait aucune sympathie pour les Britanniques ni, d'ailleurs, pour les Américains : son soutien allait à l'Union soviétique et, à mesure que les Britanniques partaient, des colonies de Russes s'installaient. »

*

Bien avant leur arrivée, l'Inde avait été un emplacement important pour

le MI-5 et le MI-6. Certains de leurs agents étaient recrutés dans les rangs de l'armée britannique ou du service de renseignement de la Navy ; d'autres venaient de la branche spéciale de Scotland Yard ; d'autres encore étaient « cueillis » à Oxford et Cambridge. Après une formation, on les envoyait en Inde défendre le sous-continent contre les risques d'insurrection et s'assurer que la *Pax Britannica* continue à imprégner les dirigeants locaux de la conviction inébranlable qu'ils appartenaient à une race née pour régner, et nulle part plus qu'en Inde.

Avant que les avions de ligne aient permis de raccourcir la durée du voyage, les espions arrivaient par bateau. Debout sur le pont, ils pouvaient contempler avec révérence la Porte de l'Inde, une immense arche de basalte jaune s'élevant au-dessus de la baie de Bombay ; symbole même du plus grand empire que le monde ait jamais connu. Personne ne pouvait croire qu'un jour, prochain, cette arche ne serait plus qu'un tas de pierres oublié, rappelant que l'empire était mort, comme tant d'autres — moindres — avant lui.

Comme tous les nouveaux arrivants, en débarquant, les espions étaient engloutis par l'éternelle cohue qui régnait à la gare Victoria. La chaleur, l'arôme des épices, la puanteur de l'urine étaient si envahissants que les hommes, avec leurs amples *dhotîs* et leurs chemises claquant au vent, et les femmes, en *sari,* avec leurs bras nus et leurs chevilles couvertes de bracelets d'or, avaient du mal à croiser les soldats sikhs avec leurs turbans écarlates, les *sâdhus* émaciés dans leurs pagnes orange et les enfants difformes qui tendaient leurs membres amputés pour obtenir des *bakchichs* — un terme que les mendiants emploient en bien des points de la planète.

C'était ce monde qu'Allen Welsh Dulles — cinquième directeur de la CIA et détenteur du record de longévité à ce poste — avait aimé jusqu'à sa mort. Peu avant son dernier instant, il avait expliqué à Bill Buckley, entre les quintes de toux que lui causait sa pneumonie, combien il avait toujours haï la façon dont la Grande-Bretagne avait détruit le sous-continent indien. Selon Bucldey : « Il y avait quelque chose de presque touchant dans la manière dont il disait qu'il était content d'avoir vécu suffisamment longtemps pour voir "l'empire *britannique",* comme il l'appelait, devenir de l'histoire ancienne. »

Le MI-5 et le MI-6 avaient tous deux contribué à ce que l'empire survive aussi longtemps. Leurs agents avaient voyagé dans les terres arides du

Deccan. Ils avaient dansé des nuits entières dans les magnifiques bals impériaux de Simla, la capitale d'été, dans l'Himalaya ; ils avaient assisté à des matchs de cricket disputés sur les pelouses superbement entretenues du Bengal Club de Calcutta ; ils s'étaient assis avec des officiers subalternes, en smoking, dans la chaleur torride de la jungle, pour porter des toasts au monarque qui occupait le trône dans la lointaine ville de Londres. Les espions étaient infiltrés partout afin de pouvoir intercepter les moindres débuts de menace contre le royaume.

Dans le bureau du commandant de la station du MI-6 à Delhi se trouvait une citation encadrée de Churchill : « La perte de l'Inde serait définitive et nous serait fatale. Elle ne pourrait qu'appartenir à un processus qui nous réduirait à l'état de moignon de puissance mineure. » Il avait prononcé ces mots à la Chambre des communes en février 1931 et, pendant seize ans, ils étaient restés d'actualité, jusqu'au 14 août 1947, où Jawaharlal Nehru s'était adressé à la nouvelle assemblée constitutionnelle indienne, à New Delhi, en des termes tout aussi lourds de sens.

« Il y de longues années, nous avons pris rendez-vous avec le destin et voici venu le moment de tenir nos promesses. Au douzième coup de minuit, alors que le monde sera endormi, l'Inde s'éveillera à la vie et à la liberté. Il est des moments rares où l'ancien fait place au nouveau, où une ère prend fin et où l'âme d'une nation longtemps étouffée retrouve son expression. »

Ainsi que s'en était félicité Allen Dulles sur son lit de mort, l'Inde avait fini par se libérer de l'empire britannique.

*

À l'époque où les Rimington étaient arrivés à Delhi, la guerre froide était déjà bien implantée dans le sous-continent. Des avions en provenance de Moscou atterrissaient pratiquement tous les jours avec, à leur bord, des hommes et des femmes déterminés à laisser leur empreinte brutale sur l'Inde romantique de Kipling. Les nouveaux venus n'avaient aucun goût pour le cricket, le polo, la chasse au tigre dans l'Assam, ou encore pour les dîners encravatés dans la chaleur insoutenable de l'été, à la frontière nord-ouest, ou durant les violentes tempêtes de neige hivernales descendues de l'Himalaya. Dans leurs projets de prise de contrôle du pays, les Russes n'avaient prévu aucun rôle pour les maharadjahs qui avaient aidé la Grande-Bretagne à

régner sur le sous-continent.

Les bataillons de conseillers soviétiques avaient été bien préparés par des professeurs de l'université Patrice Lumumba, à Moscou. Ils avaient étudié la culture de l'Inde, son histoire et, plus récemment, sa partition. On leur avait expliqué comment et pourquoi, au moment de leur victoire, ses habitants s'étaient tournés les uns contre les autres, au mépris de la non-violence prêchée par leur plus grand leader, Mohandas Gandhi. Au contraire, les musulmans et les hindous s'entretuaient avec la même violence et le sous-continent se morcelait sur des bases religieuses : les musulmans devraient aller dans le nord, vers les nouvelles nations qu'étaient le Pakistan et le Cachemire, où ils pourraient continuer à prier Allah, unique et miséricordieux ; les hindous resteraient en Inde pour pratiquer une religion qui leur permettait d'honorer Dieu sous pratiquement toutes les formes qu'ils choisissaient de lui donner : les vaches sacrées qui erraient dans les rues ; les ancêtres ; les sages ; les esprits ; les flots du Gange et de ses petits confluents ; les langues de feu des dieux et des déesses à six bras, avec les serpents sacrés qui rampaient hors de leurs têtes ; les éléphants volants ; les singes vénérés ; et une multitude de symboles phalliques. L'hindouisme, le culte de Brahma, Shiva et Vishnou, consiste en la constante recherche d'un équilibre vital, de l'accession à l'absolu, en faisant appel à un étourdissant panthéon de plus de trois millions de divinités. Les musulmans se prosternent sur les tapis des mosquées, tournés vers La Mecque, en psalmodiant des textes coraniques.

Athées, les communistes soviétiques avaient envoyé leurs spécialistes de l'islam et de l'hindouisme éclairer leurs représentants sur les problèmes religieux en Inde. Une grande partie de ces conseillers — militaires, industriels, politiques, commerciaux ou financiers — étaient habités d'une ferveur semblable à celle des missionnaires qui, en leur temps, n'avaient pas réussi à convertir l'Inde britannique.

Des agents du KGB et du GRU étaient arrivés en même temps que les conseillers. De Madras au Bengale, au Penjab, de l'est à l'ouest du Pakistan, au Cachemire, les espions s'étaient répandus partout, jusqu'à être plus nombreux dans la région qu'en Europe de l'Est. Des agents de la CIA les traquaient. Ces derniers étaient jeunes et il s'agissait souvent de leur première mission après leur formation. Ils avaient cru être en train de remporter la guerre froide lorsque plus de sept cent cinquante mille

Pakistanais avaient accueilli Eisenhower à Karachi. À Delhi, un million d'Indiens avaient brandi des bannières acclamant le président comme le « prince de la paix ». Ils avaient lancé tellement de bouquets dans la décapotable où il se tenait debout qu'il avait des fleurs jusqu'aux genoux.

Dans la même ville, à l'intérieur de leurs bureaux du Haut Commissariat, les vieux de la vieille du MI-5 et du MI-6 avaient déjà été témoins d'une allégresse similaire quand, le 15 août 1947, Lord Louis Mountbatten, le dernier vice-roi du *Raj*, avait présidé le lever du nouveau drapeau indien, au plus fort des cérémonies d'indépendance du pays. Il s'agissait du plus grand désengagement entre deux nations de toute l'histoire. Cela signifiait également que le MI-6, comme tous les autres services de renseignement étrangers, allait devoir mettre en place de nouveaux réseaux afin de pouvoir continuer à opérer dans les deux pays.

*

Dans ce monde qui restait dangereux, Stella Rimington n'avait pas tardé à en avoir assez de sa routine de femme de diplomate et à être de plus en plus consciente qu'il y avait mieux à faire que de mener l'existence des autres épouses Pour ces dernières, prendre une grande décision consistait à choisir la robe qu'elles porteraient à une soirée ou le bon moment pour réserver un court de tennis. Avec sa licence d'anglais, brillamment obtenue à l'université d'Édimbourg, et son intérêt pour l'actualité internationale — elle avait suivi de près la crise de Suez et l'invasion de la Hongrie par les Soviétiques —, Stella Rimington ne voulait pas être seulement « identifiée par rapport à la situation de [son] mari, juste comme l'épouse d'un premier secrétaire ». Plus tard, elle expliqua : « J'avais l'impression de ne me consacrer qu'à des frivolités. Je me demandais comment changer cela quand, un jour de l'été 1967, alors que je traversais le complexe du Haut Commissariat, quelqu'un m'a tapé sur l'épaule. »

Il s'agissait du chef de la station du MI-5 en Inde. Il cherchait une secrétaire et se demandait si le poste intéresserait Stella. Cette dernière n'hésita pas une seconde et remplit un formulaire de demande d'approbation par lequel elle permettait que l'on fouille son passé. Quand Londres eut donné son accord, elle accepta un salaire de cinq livres (moins de six euros trente) par semaine et on lui montra comment utiliser la serrure à

combinaison pour entrer dans la zone du Haut Commissariat où se trouvaient les agents du MI-5 et du MI-6. Son travail consistait à taper des rapports qui partaient ensuite pour Londres par la valise diplomatique. Dans l'avion, en première classe, un messager de la reine plaçait ladite valise sur le siège à côté du sien.

La plupart des rapports étaient relatifs à des espions du KGB et du GRU qui opéraient depuis le magnifique palais blanc qui abritait l'ambassade soviétique à Delhi. Le bâtiment, plus modeste, où étaient installés la légation chinoise et ses espions, était dans la même rue. Certains agents passaient leurs journées garés en face du Haut Commissariat, à noter qui entrait et sortait sur leurs blocs.

Les Rimington avaient déjà failli être victimes d'un coup monté lorsque, sous un prétexte fallacieux, un professeur de l'université de Delhi les avait poussés à rencontrer un diplomate russe. Une rapide vérification avait révélé que le professeur était un communiste et le diplomate, un agent du KGB.

Là, après avoir connu un mode de vie rappelant encore celui du *Raj*, les Rimington étaient de retour à Londres et Stella, qui n'était plus une simple dactylo, était sur le point de s'embarquer pour une vie d'espionnage à plein temps au MI-5. Elle était convaincue que l'Inde lui avait apporté l'assurance et la maturité nécessaires.

*

On l'installa dans l'un des box d'une grande salle sans fenêtre de Leconfield House. Sur son bureau se trouvait le dernier numéro du *Morning Star* et l'instruction de le passer au peigne fin pour y relever les noms des individus sur lesquels il faudrait ouvrir un dossier. Elle devait se concentrer sur la zone rurale du Sussex, bastion de longue date des bourgeois propriétaires terriens et, selon elle, un refuge improbable pour un sympathisant soviétique.

Trois étages au-dessus du bureau dans lequel Rimington était plongée dans une prose ampoulée, Martin Furnival Jones, le directeur général du MI-5, continuait d'établir la liste des agents du KGB infiltrés au cœur même de la Grande-Bretagne : dans ses forces armées, ses syndicats et son

industrie. Stella Rimington ne découvrirait qu'en 1971 que sa sélection avait contribué à l'expulsion de soixante-dix agents soviétiques accusés d'espionnage. L'opération qui avait permis de les démasquer avait tout de l'un de ces thrillers dont l'action se situe pendant la guerre froide.

En 1970, Oleg Lyaline, un agent de bas niveau du KGB, affecté à l'ambassade russe de Londres, avait été repéré par les *watchers* du MI-5 alors qu'il avait une aventure avec une secrétaire mariée du bureau de la délégation commerciale soviétique. L'équipe du MI-5 avait secrètement filmé et enregistré les ébats passionnés du couple. Un agent du MI-5 avait confronté Lyaline à cette preuve et joué sur sa compréhensible crainte que sa maîtresse et lui-même soient renvoyés à Moscou si leurs supérieurs apprenaient leur relation.

La réaction de Lyaline avait surpris l'agent. Si on ne dénonçait ni sa maîtresse ni lui, il espionnerait pour le compte du Service de sécurité. Tout ce qu'il demandait en retour, c'était une planque pour pouvoir continuer les rendez-vous galants. On trouva un appartement dans le quartier de Fulham et on l'équipa de matériel audiovisuel. Pendant huit mois, Lyaline rencontra son contrôleur du MI-5 et lui apporta de précieuses informations sur les activités des autres agents du KGB dans le pays.

Puis, le 15 août 1971, un désastre survint. Après un après-midi passé à faire l'amour dans l'appartement, ayant bien profité de la généreuse quantité d'alcool fourni par le MI-5, Lyaline prit le volant. Il fut arrêté par une patrouille pour conduite en état d'ébriété et mené au poste de police le plus proche. Il demanda alors que le commissaire appelle son contrôleur au MI-5. Une demi-heure plus tard, l'agent du KGB fut libéré et emmené dans une planque du MI-5, dans le Sussex, le comté dans lequel Stella Rimington trouvait les communistes locaux qu'elle ajoutait à sa liste. Une équipe d'agents de haut rang du MI-5 interrogea Lyaline pendant des jours. Après avoir été, selon les termes de Furnival Jones, « pressé comme un citron », le Russe put retrouver sa maîtresse pour une nuit de passion. Le lendemain, on fit une proposition au couple : on pouvait leur donner de nouvelle identités et des passeports pour commencer une nouvelle vie. Mais la femme, mère de deux enfants, préféra retourner auprès de sa famille. Peu après, elle fit partie des agents soviétiques expulsés avec leurs familles et rapatriés sous escorte dans un avion de ligne russe. À ce moment-là, Lyaline avait déjà commencé une autre vie sous un faux nom. Aujourd'hui, nul ne sait où il est

ni même s'il est en vie. Sur la seule photo qu'on ait de lui, dans les dossiers du MI-5, il présente une ressemblance frappante avec le séducteur du grand écran, Robert Colman.

*

Durant toute cette matinée de février 1972, Frank Steele, un vétéran du MI-6, avait poursuivi le Russe dans les rues humides de Dublin. Il l'avait vu entrer dans un immeuble locatif délabré de Gardiner Street, dans le nord de la ville, où se trouvaient les bureaux du Sinn Fein, la branche politique de l'IRA, elle-même déclarée hors la loi. Après cela, le Russe avait traversé O'Connell Bridge, un pont qui permet de traverser la Liffey pour rejoindre le centre-ville. De temps en temps, il s'était arrêté pour prendre quelques édifices en photo, notamment les fameuses portes géorgiennes de Dublin. Sur sa demande d'accréditation auprès de l'office de tourisme irlandais, il s'était présenté comme un journaliste de la *Pravda*, le plus influent des journaux russes. Sur la photo agrafée au formulaire, on pouvait voir un homme à lunettes, au visage rond et d'âge moyen. Steele en avait envoyé une copie à Century House, au 100 Westminster Bridge, où se trouvait désormais le quartier général du MI-6. On y avait reconnu Alexandre Feoktisov, un agent du KGB qui avait servi à Berlin-Ouest et, plus tard, sous la couverture d'attaché de presse de la délégation soviétique aux Nations unies, à New York.

Depuis l'expulsion des espions soviétiques de Grande-Bretagne, le consulat soviétique en Irlande était soudain devenu une ambassade et l'on ne comptait plus les véritables journalistes russes et les missions commerciales qui arrivaient régulièrement à l'aéroport de Dublin. Ceci avait été bien accueilli par le département des Affaires étrangères qui y voyait un signe de l'importance que prenait le pays dans un monde où les États-Unis et l'Union soviétique continuaient à s'observer mutuellement à travers le prisme noir de la guerre froide. Dans le giron de l'Europe, les politiciens irlandais voyaient d'un œil optimiste leur pays jouer le rôle de pacificateur entre les deux superpuissances. Cette situation ne manquerait pas d'irriter leurs voisins britanniques mais, en ce qui concernait le vieux rêve d'une Irlande unifiée, le soutien de Moscou pourrait s'avérer d'une grande aide pour lever ce qu'un politicien appela « le joug anglais en provenance de

l'Ulster ». En ce jour de février, Charles Haughey, un nationaliste radical avec une haine viscérale des Anglais, avait invité Feoktisov à déjeuner au Parlement irlandais, le *Dáil*. Plus tard, Haughey m'a confirmé qu'il lui avait parlé, avec effervescence, de l'espoir que Moscou prête main-forte pour « chasser l'armée d'occupation britannique du Nord ».

Steele était à Dublin à cause d'une déclaration du général Jan Sejna, l'ancien directeur de la DIE, le service de renseignement tchécoslovaque, qui avait fait défection deux ans auparavant et subi un interrogatoire extensif à Washington. Après quelque hésitation, Richard Helms, le huitième directeur de la CIA, avait accepté que le MI-6 envoie deux agents questionner Sejna. Il leur avait dit que le KGB avait secrètement financé l'IRA en virant de l'argent depuis plusieurs banques suisses vers des comptes en Irlande. Une partie de ces fonds avait été consacrée à envoyer des terroristes s'entraîner à la DIE. Après un interrogatoire approfondi, les agents du MI-6 furent convaincus que Sejna, le plus gradé des transfuges du pacte de Varsovie, disait la vérité.

*

Si Helms avait un authentique respect pour le SIS, ce sentiment ne s'appliquait pas à John Rennie, son sixième directeur, nommé en 1968. Helms savait quelle était l'expérience la plus proche d'un travail de renseignement sur le terrain qu'ait jamais eue Rennie : lors des phases préliminaires de l'invasion de Suez, on l'avait chargé de diffuser de la « propagande noire » sur les stations de radio du MI-6, basées à Chypre et à Aden, pour contrer les appels au soulèvement de Radio Le Caire.

Si Rennie avait survécu aux critiques corrosives qui avaient circulé à Whitehall après l'échec de Suez, ce n'était que parce que ses amis de l'establishment ne l'avaient pas abandonné. Ils étaient restés fidèles à celui qu'ils avaient connu au Balliol College, à Oxford, et l'avaient guidé dans sa carrière diplomatique, à chaque échelon, toujours prêts à le rattraper au premier signe de risque de chute. Quand il avait épousé une Suissesse issue d'une riche famille, ses puissants amis étaient tous venus porter un toast à leur bonheur. Pendant la Seconde Guerre mondiale, Rennie avait été envoyé à New York pour travailler au BIS *(British Information Service/* Service d'information britannique). Plus tard, il avait été nommé premier secrétaire

(commercial) à l'ambassade de Washington puis ministre à celle de Buenos Aires. Il n'avait brillé à aucun poste mais en avait toujours fait suffisamment pour satisfaire ses alliés bien placés à Whitehall.

Il était ensuite devenu secrétaire adjoint à la Défense au Foreign Office. Il y avait continué à arborer l'air d'un homme qui sait quelque chose que personne ne pourrait jamais deviner et la plupart des membres de l'organisation supposaient qu'il en savait encore plus. Cette impression fut suffisante pour qu'on le nomme chef du MI-6 en 1968. Il fut donc invité à rencontrer Richard Helms, qui dirigeait la CIA depuis deux ans.

Ces deux chasseurs d'espions, les plus puissants du monde occidental, n'auraient pas pu être plus différents. Helms avait cinquante-trois ans le jour où il avait prêté serment à la Maison-Blanche, en écoutant l'orchestre de la marine interpréter ses airs préférés de la Seconde Guerre mondiale. Les cheveux gris bien coupés, le corps musclé par le tennis, il y avait dans tout ce que Helms faisait et disait quelque chose qui révélait sa détermination et son assurance. Rennie avait un an de plus que son hôte de Washington et était le fils d'un riche fabricant d'allumettes. Ses cheveux se raréfiaient et ses coûteux costumes classiques ne parvenaient pas tout à fait à cacher son ventre rebondi. Helms se rendait au travail au volant d'une Cadillac et arrivait chaque matin à 6 h 30 précises. Rennie préférait le confort de sa limousine avec chauffeur et arrivait à Century House à l'heure civilisée de 9 h 30. Helms ne prenait pratiquement aucun jour de repos et absolument aucun week-end complet ; on l'avait déjà vu arriver à l'heure habituelle le jour de Noël pour vérifier le bon déroulement des opérations. Pour Rennie, à moins qu'il n'y ait une très bonne raison de le faire revenir au bureau, le week-end était sacro-saint, voué à la peinture : ses œuvres avaient été exposées à la Royal Academy et au Salon de Paris. Les deux hommes avaient épousé des femmes indépendantes. Dans le cas de Rennie, cela avait été en secondes noces ; après avoir perdu sa première femme, il s'était marié avec une veuve, un an avant de devenir directeur. Helms était avec la même femme depuis vingt-sept ans.

Le jour où ils se rencontrèrent à Langley, Helms était à la tête de vingt mille personnes, dont plus de la moitié espionnaient à l'étranger, et tout ce dont elles avaient besoin leur était fourni grâce à un budget de plus d'un milliard de dollars (en 2007, il était trois fois plus élevé). En tout, Rennie dirigeait mille cinq cents employés, répartis dans soixante stations dans le

monde, avec un budget — à l'époque de sa rencontre avec Helms — de deux cent cinquante millions de livres (un peu plus de trois cent dix millions d'euros).

Leur première entrevue n'impressionna pas Helms. Quand il avait voulu savoir comment Rennie comptait agir face au KGB, il n'avait obtenu qu'une réponse vague. « Il faut anticiper le sens de la marée », avait plus tard expliqué Helms. Il attribuait la réponse de Rennie à son manque d'expérience concrète.

À son retour, le chef du MI-6 se vit demander par le Premier ministre, Edward Heath, de s'occuper sérieusement de l'Irlande du Nord, ce qui était depuis longtemps une prérogative du MI-5. « Le SIS n'opère pas en Angleterre, en Écosse et au Pays de Galles. Ce serait établir un mauvais précédent que de commencer en Irlande », déclara Rennie au Premier ministre. Ce dernier n'apprécia guère. Il avait lu le rapport des deux agents du MI-6 qui avaient interrogé Sejna et voulait que le MI-6 participe.

À l'insu de Heath, le SIS avait déjà reçu de l'aide pour s'occuper de ce que Rennie appelait « le problème irlandais ». Neuf ans avant sa prise de fonction, le Mossad avait envoyé Rafi Eitan, son directeur des opérations, à Belfast pour chercher des liens entre l'IRA et le Hezbollah. Durant l'été 1986, Sean Savage, un haut membre du groupe terroriste irlandais, avait été repéré à Beyrouth par un agent sous couverture du Mossad.

« Il était venu acheter des armes arabes pour l'IRA, m'a expliqué Eitan. Ces liens avec l'IRA posaient un problème direct à Israël. Le groupe irlandais était fort d'une expérience dont le Hezbollah pouvait bénéficier. Il avait accès à des fonds aux États-Unis qui pouvaient aider le Hezbollah à développer la base financière qui lui manquait encore pour attaquer Israël. Le terrorisme était déjà en ébullition : détournements, enlèvements d'hommes d'État, ambassades menacées. Une alliance entre les deux représentait une pression que le Mossad devait éliminer — et sans tarder. »

Sa visite en Irlande avait inquiété Eitan. Le RUC *(Royal Ulster Constabulary/*Police d'Irlande du Nord) n'avait pas réussi à vaincre l'IRA. Plus inquiétant encore, le MI-5, un service qu'il respectait depuis longtemps — c'est-à-dire depuis qu'il avait travaillé à Londres pour le Mossad —, semblait incapable d'infiltrer l'organisation. Selon lui : « C'était peut-être la seule raison pour laquelle plusieurs cargaisons d'armes avaient été débarquées sur la côte ouest de l'Irlande, dans le cadre du marché que

Savage avait passé à Beyrouth. Seul le MI-6 aurait pu empêcher de nouvelles livraisons maritimes mais il lui aurait fallu des indices solides. »

En octobre 1987, les espions du Mossad repérèrent un cargo irlandais, *l'Eskund*, qui venait de quitter la Libye avec cent vingt tonnes d'armes à son bord et traversait l'Atlantique pour rejoindre sa destination finale : les côtes balayées par le vent de Donegal. Là, des pleines caisses de missiles sol-air, de lance-roquettes, de mitraillettes, d'explosifs et de détonateurs pourraient être introduites clandestinement en Irlande du Nord.

Eitan décida qu'il fallait intercepter *l'Eskund* bien avant qu'il n'atteigne l'Irlande. L'endroit idéal serait au large de la Bretagne. Ni le gouvernement irlandais, ni le MI-5, ni le RUC n'en seraient informés à l'avance. Seuls le Mossad, la DST et le MI-6 seraient au courant. Il fut entendu que l'opération serait créditée au SIS, dont certains agents faisaient partie de l'équipe chargée d'intercepter le bateau.

Les membres de l'équipage de *l'Eskund* furent arrêtés et l'on confisqua la cargaison. Ce fut à partir de ce moment-là que le SIS se mit à opérer en Irlande du Nord.

*

Frank Steele fut nommé directeur des opérations en Ulster, sous la houlette de Howard Smith, un ancien ambassadeur à Moscou, qui se concentrerait sur le champ de mines politiques du pays. Rennie avait dit à Steele qu'il ne pouvait pas déjà diriger des agents recrutés comme il en avait au Moyen-Orient et au Soudan mais devait commencer par se contenter de faire bon usage de l'expérience considérable qu'il avait des situations de conflit. Après s'être rapidement documenté sur l'histoire et les divisions culturelles de la province, Steele avait compris que les opérations de contre-espionnage devraient être étayées par des évaluations politiques perspicaces. Ian Paisley, l'exubérant, et Gerry Adams, l'homme qui parlait vite, seraient des ennemis redoutables lors de cette bataille pour conquérir « les cœurs et les esprits » dont Rennie lui avait parlé pendant son briefing.

L'agent Colin Wallace — l'une de mes sources en ce qui concerne ce que l'on a appelé « la guerre sale secrète de l'Ulster » — développa, plus tard, les problèmes auxquels le MI-6 était alors confronté : « Sur une scène où les

agents du renseignement étaient déjà trop nombreux, le risque était de tomber les uns sur les autres. Les militaires avaient appris leurs tactiques anti-insurrection en Malaisie péninsulaire, à Aden et en divers autres points de l'empire, et celles-ci ne fonctionnaient pas dans les ruelles de Belfast et de Londonderry. En plus du RUC, le SAS et le MI-5 menaient leurs propres opérations. En outre, la CIA et des agents du BND et des services secrets français étaient également présents pour voir s'ils trouvaient des choses intéressantes pour eux. Enfin, il y avait les gens d'Amnesty International qui recueillaient des preuves de torture : bruit blanc, privation de sommeil, encagoulement, station debout immobile prolongée contre un mur. Ces techniques auraient peut-être fonctionné avec les Arabes mais elles n'étaient d'aucune utilité contre les membres de l'IRA qu'un long passé de haine envers les Anglais avait conditionnés à résister à de telles méthodes. »

Les agents du MI-6 se glissèrent dans la province sans s'annoncer et sans y être invités par les autres forces de sécurité. Ils étaient basés quelque part entre Belfast et Lisburn, dans un endroit qui reste inconnu à ce jour. Ils se familiarisèrent avec les noms qui commençaient juste à apparaître dans les gros titres de la presse internationale : Armagh, Newry, Coleraine et Londonderry. Ils commencèrent également à établir leurs contacts : un barman, un instituteur, un prêtre, quiconque était susceptible de fournir des informations sur l'IRA, en particulier sur les rapports de l'organisation avec les terroristes du bloc de l'Est et du Moyen-Orient et le développement de ses liens avec les groupes de guérilla urbaine européens.

La patiente collecte de renseignements du SIS fut perturbée quand l'armée et le RUC entrèrent dans les zones républicaines de la province et commencèrent à traquer les membres présumés de l'IRA. Mais leurs informations étaient erronées et cela permit à plusieurs membres clés de l'organisation de fuir vers leurs planques de Donegal ou de Monaghan, en République d'Irlande. Cette « nouvelle bourde », selon les termes de Steele, généra de graves discordes entre les commandants du RUC et de l'armée. Les méthodes brutales des soldats, qui brisaient les portes d'entrée et menaçaient les femmes et les enfants, incitèrent des tas de jeunes gens à rejoindre l'IRA. Ces actes marquèrent un tournant en ce qui concernait l'espoir de Rennie d'obtenir le soutien des catholiques — dont le nombre s'élevait presque à un million — et choquèrent de nombreux protestants.

Alors que les barbelés, les murs et les contrôles de véhicules qui créaient

une barrière visible entre les deux communautés religieuses commençaient à faire partie du quotidien, les agents de Steele s'attelèrent de nouveau à la tâche de rassembler des informations, principalement chez les catholiques ; elles étaient toutes enregistrées dans les ordinateurs du MI-6 et régulièrement envoyées à Century House pour y être analysées. Peu à peu, on découvrit que l'IRA était financée par ses partisans aux États-Unis et en Libye, ainsi que par le KGB. L'organisation avait des comptes dans des banques de Belfast, telles que la *Protestant Ulster Bank,* ou de Dublin, telles que la *Bank of Ireland* ou la *Allied Irish Bank.* L'IRA avait également établi des contacts avec d'autres groupes terroristes, tels que les séparatistes basques de l'ETA, les Italiens des Brigades rouges ou le Front populaire de libération de la Palestine.

Le plus inquiétant était que l'IRA commençait à devenir une puissante force de guérilla, équipée de talkies-walkies et de radios réglées sur les fréquences de la police. À ce moment-là, la province était en train d'entrer dans la guerre civile qui allait mener l'IRA — consciente de bénéficier de l'attention discrète mais bienveillante de Moscou — à la confrontation ouverte et aux échanges de tirs. En ce jour de février 1972, Frank Steele fut récompensé d'avoir pris Alexandre Feoktisov en filature dans les rues de Dublin, avant son déjeuner avec le fidèle partisan de l'IRA qu'était Charles Haughey.

De ses contacts, l'IRA avait appris l'importance d'avoir une structure impénétrable, organisée sous forme de cellules, et dans laquelle la trahison était synonyme d'exécution par ses escadrons de la mort. Elle avait également découvert les techniques de fabrication des faux passeports et la nécessité d'exploiter les convictions religieuses des membres de l'IRA, qui, pour la plupart, continuaient d'assister à la messe et de se confesser régulièrement. Un bon nombre de prêtres, tout en condamnant la violence, considéraient les membres de l'IRA comme des combattants de la liberté.

Alors que cela faisait un an qu'il participait aux opérations du MI-6, Steele informa Rennie qu'il allait bientôt devenir impossible de remporter la lutte armée contre l'IRA et qu'il lui semblerait « pragmatique de dialoguer avec son commandement ». À Londres, lors d'une réunion présidée par William Whitelaw, le secrétaire d'État à l'Irlande du Nord, et à laquelle assistaient Rennie et son homologue du MI-5, Michael Hanley, la proposition de Steele, bien qu'approuvée par les dirigeants militaires en

Ulster, et les plus hauts représentants du RUC, fut violemment rejetée.

Peu après, quelques membres importants de l'IRA traversèrent la frontière pour se rendre à Dublin et y prendre un vol Aer Lingus à destination de Francfort, où ils en prirent un autre pour Beyrouth. Ils étaient invités par le docteur Georges Habache, le chrétien palestinien qui avait abandonné la pratique de la médecine pour diriger le FPLP. Il en avait rapidement fait la plus sophistiquée des organisations terroristes du Moyen-Orient : les instructeurs du KGB avaient appris à ses agents à utiliser des encres invisibles, des codes et des boîtes aux lettres. En outre, le Hezbollah et les autres groupes terroristes admiraient les compétences du FPLP en matière de fabrication de bombes.

Pour un sommet se tenant dans un camp de réfugiés, au Liban, Habache avait réuni des groupes terroristes aussi différents que l'ETA espagnole, l'Armée rouge japonaise ou les Brigades rouges italiennes. Ils étaient tous là pour qu'il leur parle de sa vision d'un réseau terroriste à l'échelle mondiale. Parmi ceux qui applaudissaient le projet d'Habache se trouvait un mince guitariste sud-américain, porté sur les femmes et disposant de finances illimitées grâce à sa mère exagérément aimante, une séduisante divorcée très appréciée dans le milieu diplomatique londonien. Il s'appelait Ilich Ramirez Sanchez mais on le connaîtrait plus tard sous le nom de Carlos le Chacal et il deviendrait la bête noire de tous les services secrets du monde. Le dernier soir du sommet, il étonna la délégation de l'IRA en lui jouant des chansons folkloriques irlandaises avant qu'elle ne reparte pour Belfast dire à tout le monde que l'IRA devait participer à la révolution d'Habache. Cette rencontre marqua le début d'une décennie de terrorisme jusqu'alors sans précédent.

*

Au printemps 1973, Frank Steele quitta l'Irlande du Nord et retrouva son ancien terrain de chasse en prenant la direction du département Moyen-Orient du MI-6. Son premier appel téléphonique fut pour Zvi Zamir, le directeur général du Mossad de l'époque. Depuis la venue de Rafi Eitan en Ulster, d'étroites relations de travail s'étaient développées entre les deux services. Zamir et Steele avait récemment . discuté d'un problème de sécurité concernant le Premier ministre israélien, Golda Meir, qui devait se

rendre à Rome pour une audience privée, prévue de longue date, avec le pape Paul VI.

Chargé personnellement de la sécurité de Golda Meir, Zamir appela Steele depuis l'ambassade israélienne de la ville pour lui demander si l'IRA risquait de participer à une tentative d'assassinat contre elle. Les conséquences que pourrait entraîner un tel acte étaient incalculables. Le groupe Septembre noir avait déjà attaqué l'ambassade israélienne à Bangkok, hissé le drapeau de l’OLP sur le bâtiment et pris six diplomates en otage. Les terroristes avaient exigé qu'Israël libère trente-six prisonniers de l'OLP, à défaut de quoi ils exécuteraient les otages. Finalement, le gouvernement thaïlandais avait réussi à les persuader de libérer leurs otages en échange de pouvoir quitter le pays en sécurité. Les actions de ce genre ne connaissent que trop rarement une fin aussi pacifique.

Cette fois, Zamir craignait que Septembre noir essaie de tuer Golda Meir. Il avait demandé à Steele si, selon lui, il était possible que l'organisation fasse appel à un assassin moins reconnaissable physiquement et qui semblerait avoir une bonne raison d'être à Rome [7] par exemple, déguisé en prêtre venu rendre hommage au souverain pontife. Steele avait promis que le MI-6 ferait une enquête approfondie. On ne trouva aucun signe de la présence d'un envoyé de l'IRA à Rome. L'audience papale se déroula sans incident.

Mais avant le départ de Steele d'Irlande du Nord, on avait vaguement entendu dire qu'un contact identifié de Septembre noir avait rencontré un membre de l'IRA officielle à Dublin. Steele avait suggéré à son remplaçant, Craig Smellie, de vérifier cette information.

Smellie avait été directeur des opérations du MI-6 au Nigeria, où le KGB voulait s'infiltrer afin d'utiliser le pays comme tremplin pour soutenir le nouveau nationalisme africain et exploiter les rivalités tribales. Yaakov Cohen, un *katsa* du Mossad à Lagos, m'a raconté : « Comme nous, les Soviétiques étaient au Nigeria. Ils travaillaient avec quiconque acceptait de travailler avec eux. Cela signifiait que les deux camps savaient ce qui se passait. » Le Nigeria fournissait soixante pour cent du pétrole d'Israël en échange d'armes, qu'à l'origine, l'État hébreu tenait des Américains. Smellie avait pour mission de garder à l'œil les activités du KGB et du Mossad et de s'assurer qu'elles ne troublent pas les relations commerciales entre la Grande-Bretagne et le Nigeria.

Smellie avait confié les recherches concernant un éventuel lien entre l'IRA et Septembre noir à son nouvel adjoint, Fred Holroyd. Il mesurait presque un mètre quatre-vingt-trois et son embonpoint avait peu à envier à sa taille. Ses goûts vestimentaires se limitaient pratiquement à ses costumes de tweed marron et à un gilet jaune du type que portent habituellement les chasseurs. Lorsqu'il parlait, il plaçait un monocle sur son œil gauche ; quand il écoutait, il le laissait pendre sur son double menton. Avec son rire sonore et sa manie de faire tourner son index à toute vitesse lorsque quelque chose l'échauffait, il avait tout d'une caricature. À Dublin, sa tâche consistait à recruter des informateurs et, grâce à un généreux budget, il en invitait certains dans les meilleurs restaurants. Pourtant, malgré son charme, il n'arrivait pas à entraîner beaucoup d'entre eux plus loin que le dîner. Tout en menant l'existence d'un bon vivant, sous la couverture d'avoir hérité d'une fortune de famille, il était également chargé de trouver des moyens de compromettre des agents de l'IRA présents dans la république, de manière à embarrasser le gouvernement irlandais, qui, selon le MI-6, semblait les tolérer. Finalement, la chance finit par lui sourire.

En faisant le tour des bars du centre-ville, il rencontra deux frères, Kenneth et Keith Littlejohn. Ils étaient tous deux venus d'Angleterre dans l'espoir de mieux gagner leur vie. Tout en prenant quelques verres, Kenneth avait dit à Holroyd : « Nous sommes prêts à tout. » Keith avait ajouté : « Le problème, c'est que ces satanés Irlandais n'aiment pas les Britanniques. » Holroyd avait senti une ouverture et, quelques jours plus tard, il avait invité les Littlejohn à dîner au Shelbourne, le plus grand hôtel de la ville. Il était accompagné de John Wyman, un agent du MI-6 qui dirigeait déjà plusieurs informateurs dans la république ; il se présenta sous le nom de Douglas Smythe et déclara aux frères qu'il pourrait peut-être les aider « sur le plan professionnel ».

À mesure que le vin coulait, les deux espions finirent par être convaincus que, non seulement, les Littlejohn avaient peu d'estime pour les Irlandais mais également qu'ils détestaient l'IRA. Au moment des derniers verres, dans un recoin tranquille du bar de l'hôtel, Wyman proposa aux deux frères de travailler pour lui. Leur tâche serait inhabituelle et comporterait quelques risques. En revanche, la rétribution financière serait considérable. Les Littlejohn devraient braquer plusieurs banques de la république de manière à ce que l'on puisse en accuser l'IRA. L'offre fut immédiatement acceptée.

De nouvelles rencontres avec Wyman eurent lieu à Phoenix Park pour affiner les détails des braquages. Plus tard, Kenneth Littlejohn, évoqua la fin de l'un de ces entretiens : « Smythe a dit qu'il aimerait que nous accomplissions les assassinats politiques de certains dirigeants de l'IRA. Il m'a remis une liste sur laquelle se trouvaient les noms de Seamus Costello et de Joe McCann. » Il fut décidé que McCann serait la première cible. Mais avant que les Littlejohn n'aient eu le temps de le tuer, une patrouille britannique l'avait abattu à Belfast.

Les frères revinrent alors à la proposition originale, c'est-à-dire faire fortune en pillant des banques. À Dublin, ils attaquèrent la *Allied Irish Bank* et s'emparèrent de soixante-sept mille livres (environ quatre-vingt quatre mille euros). Il s'agissait du plus gros hold-up jamais commis dans le pays jusqu'alors. Les Littlejohn retournèrent en Anglererre mais furent arrêtés et renvoyés vers la capitale irlandaise. Bien que les frères aient nommé les deux agents, le MI-6 interdit à ces derniers d'assister au procès. Kenneth Littlejohn fut condamné à vingt ans de prison et son frère Keith, à quinze. Deux ans plus tard, Kenneth Littlejohn s'évada de la prison de Mountjoy, à Dublin. Personne n'a jamais su comment il avait orchestré cela.

En décembre 1972, deux explosions ébranlèrent le centre de Dublin. On commença par en accuser l'IRA mais la branche spéciale irlandaise établit que le MI-5 avait aidé les terroristes à poser leur bombe. À ce moment-là, Holroyd avait déjà quitté le pays mais, le 19 décembre, la police irlandaise disposait de suffisamment de preuves pour informer l'ambassadeur qu'il devait renvoyer son premier secrétaire, Andrew Johnstone, parce qu'il était « un agent de haut niveau du renseignement britannique », sans quoi les liens diplomatiques entre les deux pays risqueraient d'être brisés. Ceci marqua la fin des opérations officiellement approuvées du SIS en République d'Irlande. Le service continua de travailler en Ulster mais dut se conformer à des règles très strictes. En réalité, sur le terrain, le MI-5 venait de reprendre le contrôle de l'espionnage en Irlande du Nord.

Le fiasco de l'opération avec les Littlejohn porta un coup terrible à John Rennie qui fut très sévèrement critiqué pour son manque de jugement.

À la même époque, il était confronté à un problème plus personnel. Son fils aîné, Charles, et sa belle-fille s'étaient fait arrêter, dans une communauté, en possession d'héroïne et avaient été jugés à Old Bailey dans le même box que celui dans lequel plusieurs espions capturés avaient appris

le sort qui les attendait. Le Foreign Office avait demandé à tous les rédacteurs en chef de Fleet Street de ne pas révéler le lien entre le couple et le directeur du MI-6. Mais le scoop était trop bon ; les rédacteurs prévinrent les correspondants de la presse étrangère à Londres et ces derniers communiquèrent tous les détails à leurs propres journaux. L'hebdomadaire allemand *Stern* les publia et ouvrit ainsi les vannes qui permirent aux médias britanniques de s'engouffrer dans la brèche. Rennie démissionna, après cinq ans, en sachant qu'on se souviendrait surtout de lui comme du directeur qui n'avait pas réussi à dompter l'IRA et avait laissé le MI-6 dans la panade.

*

Vers le milieu des années 1970, Stella Rimington cessa d'être « agent assistant junior » et de passer ses matinées à éplucher le *Morning Star*. Elle rejoignit le registre en tant qu'« agent de bureau » pour y travailler dans l'une des équipes qui s'occupaient des enquêtes permanentes. Si la chasse aux espions communistes était toujours une priorité, il s'agissait également de rechercher les éventuels agents doubles au sein du MI-5 ; ceux qui avaient trahi le Service de sécurité avaient projeté sur Century House une ombre noire qui continuait d'imprégner l'immeuble. Dix ans plus tard, même chez les plus flegmatiques des agents, les noms de Burgess, Maclean et Philby suscitaient toujours la colère.

Cependant, pour Rimington, l'accès aux dossiers était toujours strictement contrôlé. Il évoluait, lentement mais sûrement, à mesure qu'elle grimpait les échelons. La situation était totalement différente de celle qu'elle avait connue à l'université, où on l'encourageait toujours à poser des questions. Ici, on ne lui disait que ce qu'elle avait absolument besoin de savoir pour prendre des décisions d'importance limitée.

*

Lorsqu'elle croisait ses collègues dans les couloirs, cramponnés à leurs dossiers, sur le chemin aller ou retour d'une réunion à un autre étage, Rimington se disait que certains d'entre eux avaient probablement déjà

atteint le sommet de leur échelle personnelle. Ils semblaient cultiver l'art d'être assez virils pour endurer le rythme exigeant de la vie à Century House et quand il était enfin l'heure de retourner vers leurs épouses et leurs enfants, elle se demandait s'ils estimaient avoir fait ce que l'on attendait d'eux dans la journée. Elle supposait que certains prenaient des trains de banlieue et que d'autres s'arrêtaient boire un verre dans l'un des pubs du quartier : boire faisait partie intégrante de la culture du MI-6. Elle se disait que cela avait toujours dû être le cas. Elle n'avait encore jamais parlé au directeur général, Michael Hanley. Cependant, elle avait entendu parler de ses colères, qui empourpraient encore plus son visage que d'habitude et, selon une blague de couloirs, s'il portait ses lunettes noires à l'intérieur de l'édifice, c'était pour qu'on ne puisse pas le reconnaître. Un mystère similaire enveloppait les agents du contre-espionnage qui allaient et venaient mais elle ne ressentait plus le besoin « d'idéaliser le grand jeu ».

La réalité n'était pas particulièrement romanesque. Le MI-5 était encore un monde masculin, regorgeant de vétérans du service colonial qui avaient acquis leurs compétences aux quatre coins de l'empire ; aux îles Salomon, au Kenya, à Singapour et autour de la ceinture du Pacifique. À Century House, ils formaient de petits groupes, au réfectoire, blottis les uns contre les autres comme s'ils s'attendaient toujours à être attaqués par des insurgés indigènes. On leur avait donné des surnoms tels que « les âmes du Soudan », « les habitués du Rwanda » ou « la mafia malaise ». Entrés en tant qu'agents — en anglais : *officers* —, il n'était effectivement pas rare qu'ils se comportent comme des officiers et appellent les femmes du personnel « les autres grades ». De leur côté, celles qui travaillaient au classement du registre étaient souvent soit des « débutantes » soit des filles de gros bonnets de Whitehall ou de grands officiers militaires. À cause de leurs interminables bavardages sur la société dans laquelle elles évoluaient en dehors du bureau, on les appelait « les filles de la nuit ».

Mais les temps changeaient en faveur de Rimington et, comme elle s'accrochait pour grimper les échelons, on lui confia de plus en plus de responsabilités. En 1974, elle devint agent à part entière et fut affectée à la contre-subversion, au contre-espionnage et à l'antiterrorisme. Ses cibles étaient les espions soviétiques et du bloc de l'Est opérant à Londres. Son travail consistait, entre autres, à rassembler des éléments pour que le Foreign Office puisse refuser des visas à des Russes sans statut diplomatique.

À partir de là, elle travailla sur le terrain : quand elle ne surveillait pas des boîtes mortes — des troncs d'arbres, dans les parcs royaux, où les informateurs du KGB laissaient des documents et récupéraient leurs salaires —, elle repérait des signes à la craie sur des réverbères ou des bouteilles de lait abandonnées sous des bancs publics, servant à signaler aux taupes qu'elles devaient contacter leur contrôleur russe. Elle épiait également des agents du GRU dans les bibliothèques. Ils y passaient des heures à photocopier des revues techniques et scientifiques, toutes librement accessibles au public. « Nous supposions qu'ils les estampillaient "secret" pour leur donner plus d'importance avant de les envoyer à Moscou », écrivit-elle dans son autobiographie, *Open Secret* (Secret de polichinelle).

*

À la fin des années 1970, Stella Rimington était devenue directrice adjointe de la section soviétique. Elle avait non seulement accès aux informations recueillies par les espions et les taupes du MI-5 mais elle voyait également celles qui provenaient des dispositifs d'écoute placés par les *buggers :* dans — et autour de — l'ambassade de Russie à Londres ; dans les bureaux des missions commerciales ; dans les chambres d'hôtel occupées par des dignitaires moscovites ; ainsi que dans les bureaux de l'agence Tass et de la Pravda, dont les journalistes étaient souvent des agents du KGB. Cette surveillance intensive était équivalente à celle à laquelle étaient soumis le personnel de l'ambassade britannique à Moscou et les visiteurs étrangers en Russie. De temps en temps, afin de les comparer aux renseignements qui passaient sur son bureau, Rimington étudiait également les photos prises par les U-2, les avions espions américains.

Ces appareils aérodynamiques et entièrement noirs devaient voler à suffisamment haute altitude pour échapper aux radars soviétiques quand ils quittaient leur base de Peshawar, au Pakistan, et traversaient l'Afghanistan et l'Hindou Kouch avant d'entrer dans l'espace aérien soviétique pour suivre un itinéraire qui passait par la mer d'Aral et ses bases militaires secrètes avant de survoler la mer de Barents et d'atterrir, pour finir, sur une piste américaine, à Bodø), en Norvège.

C'étaient les images de ces longs vols qui intéressaient Rimington. Ils relevaient du cycle d'espionnage classique qui était devenu une partie de sa

vie professionnelle : analyse, discussion, action. Avec ses sept objectifs infrarouge, chaque avion pouvait photographier continuellement une bande de terre de plus de quatre-vingts kilomètres de chaque côté de son fuselage et une « expédition » de presque cinquante mille kilomètres permettait d'obtenir quatre mille clichés imprimés. Les U-2 étaient donc un atout majeur. Cependant, Rimington et ses collègues chasseurs d'espions disposaient désormais d'un outil encore plus sophistiqué. Celui-ci combinait toutes les plus grandes techniques d'espionnage : le Sigint (soit ROEM, renseignement d'origine électromagnétique) ; l'Imint (soit ROIM, renseignement d'origine image) ; l'Humint (soit ROHUM, renseignement d'origine humaine). Il découlait du premier système d'analyse linguistique électronique de la guerre froide, qui pouvait distinguer les mots cyrilliques d'Asie centrale des multiples dialectes chinois. Mais, cette fois, sa langue était celle de l'espace, où les satellites américains tournaient silencieusement en orbite.

Les linguistes qui œuvraient à son élaboration en étaient à la phase que l'un d'entre eux décrivit, en 1974, comme « apprendre au bébé à parler correctement ». Néanmoins, ils avaient énormément avancé depuis cette soirée où, autour d'un agréable barbecue, l'un des hommes les plus puissants du monde occidental avait choisi de révéler certaines informations sur la surveillance par satellite.

*

En 1967, Lyndon Johnson, le président des États-Unis, tapotait avec sa fourchette à barbecue sur la pièce de bœuf embrochée dans laquelle il avait découpé des tranches pour ses invités, au ranch d'un ami, à Nashville, dans le Tennessee. Les convives avaient été soigneusement choisis pour leur loyauté et leur discrétion.

Dans la nuit, il pointa sa fourchette vers le ciel et posa une question : « Vous souvenez-vous tous de ce qui s'est passé là-haut il y a dix ans ? »

Ils n'avaient pas oublié. Comment quiconque aurait-il pu oublier qu'une décennie auparavant, une sphère russe, pas plus grosse qu'un ballon de volley, s'était mise à tourner autour de la Terre à une vitesse régulière de pratiquement trente mille kilomètres heure et à émettre un signal continuel. Des millions d'Américains, comme le reste du monde, avaient levé les yeux,

ébahis. Jusque là, on avait toujours considéré les États-Unis comme le berceau de l'innovation scientifique d'après-guerre : de la bombe atomique au vaccin contre la poliomyélite, de la chirurgie cérébrale à incision minimale aux médicaments contre les problèmes psychiatriques, des centaines de fois, les scientifiques américains avaient placé la barre au plus haut. Là, Moscou avait fait un grand pas en avant ; il faudrait attendre encore deux ans avant que l'astronaute Neil Armstrong marche sur la Lune et laisse à la postérité son « bond de géant pour l'humanité ». Le 4 octobre 1957, un bip-bip dans le ciel avait montré que l'Union soviétique avait déjà conquis l'espace avec son *Spoutnik* — un nom qui signifiait « compagnon de route ».

Johnson annonça à ses invités qu'il avait une nouvelle qui replaçait les États-Unis en tête de la course.

« Nous avons dépensé trente-cinq ou, plus probablement, quarante milliards de dollars pour ce dont je vais vous parler. Ce que nos scientifiques ont accompli vaut dix fois ce prix. Nous savons, aujourd'hui, où se trouvent les missiles et les bases de lancement des Soviétiques. Nous avons vu leurs visages en train d'attendre de pousser le bouton sur leurs sites principaux. Nous savons où se trouvent les installations radars des Nord-Coréens et nous avons regardé à l'intérieur de leurs bâtiments à leur insu. Nous savons où se trouvent les camps de terroristes en Libye ou en Syrie et nous avons vu la marque de leurs armes russes. Nous savons tout cela grâce à quelque chose de spécial. »

Johnson fit une pause, regarda ses auditeurs un à un, tel l'acteur confirmé qu'il s'était avéré être en retenant l'attention de millions de gens lors de sa campagne. Puis il planta un morceau de viande au bout de sa fourchette et l'agita en direction du ciel.

« Ce que nous avons, c'est la photographie spatiale en temps réel ! Nous sommes de nouveau en tête. »

Si certains de ses auditeurs ne comprenaient pas tout à fait ce qu'il entendait par « photographie spatiale en temps réel », cela ne les empêcha pas d'applaudir. *L'Amérique était de nouveau en tête.* C'était tout ce qui comptait.

*

Le président Johnson ne leur avait pas expliqué que les milliards dépensés avaient servi à positionner un collier de satellites américains dans l'espace, certains à mi-chemin de la Lune, d'autres en orbite basse, afin d'enregistrer les images d'événements au moment même où ils se produisaient. Il ne leur avait pas dit non plus que chaque robot espion était équipé d'oreilles mécaniques précisément réglées pour écouter dans toutes les directions. Les satellites pouvaient épier une conversation entre stratèges militaires à l'intérieur même du Kremlin ou photographier les aînés de la République populaire de Chine pendant qu'ils traversaient leur complexe de Zhongnanhai, à Pékin, à l'aide de déambulateurs ou de cannes fabriquées à partir du bois des forêts tropicales de la frontière birmane. Ils pouvaient surveiller les silos à missiles dans les montagnes de l'Oural, en Russie ; les temps de vol au départ des bases aériennes d'Europe de l'Ouest ; les usines d'armement secrètes chinoises cachées près de la frontière mongole ; et celles qui produisaient des armes chimiques au nord de Pyongyang, la capitale de ce pays pratiquement inaccessible qu'est la Corée du Nord mais où les satellites, vigilants et silencieux, étaient entrés sans difficulté. Leurs multicaméras couvraient tous les fiefs communistes du monde. Une nouvelle voie ferrée, les traces d'un véhicule inhabituel autour d'une usine, de la terre fraîchement creusée près d'une base militaire : c'était sur cela, et non sur les paysages grandioses de l'Asie et de la République soviétique, que les caméras se concentraient.

Dans le nouveau lexique du renseignement, l'utilisation des satellites était résumée par un seul mot : TECHINT *(technical intelligence*/renseignement technique). Ce terme englobait tout le système permettant de faire monter dans l'espace les plans des fusées qui se trouvaient encore sur les planches à dessin des Soviétiques, à l'insu total de leurs concepteurs ; de photographier, depuis un point situé à mi-chémin entre la Terre et la Lune, la plaque minéralogique d'un agent présumé du KGB ; de repérer des transmissions radio secrètes de courte durée et de localiser leur origine dans un village de la jungle du Nord-Vietnam, où opérait un agent secret chinois. Certains satellites étaient placés au-dessus des eaux territoriales chinoises et russes, géopositionnés en orbite haute sur trente-six mille kilomètres et se déplaçaient à la 'vitesse de l'orbite terrestre.

Cet immense système était si secret que pas une seule des personnes

ayant accès au produit final — le président des États-Unis, le directeur des chefs d'état-major américains et les directeurs de la CIA et du MI-5 et du MI-6 — ne savait ni comment on l'obtenait ni quel était le budget de l'ensemble du dispositif (en 2006, il était estimé à six cents milliards de dollars).

Le jargon relatif à ce système extrêmement complexe regorgeait de termes anodins — tels que Magnum, Chalet, Jumpseat, Oxcart, Idealist ou Keyhole — derrière lesquels se dissimulaient les plus noires des opérations noires. Seuls quelques rares élus savaient ce qu'elles avaient permis de découvrir : les directeurs des services secrets, les stratèges militaires et quelques présidents et Premiers ministres de pays occidentaux en bons termes avec les États-Unis. Grâce à ces informations, ils étaient mieux à même de faire face aux diverses menaces de l'Union soviétique ou de la Chine et de prendre les mesures adéquates. Cependant, pour leur parvenir, les renseignements devaient d'abord être recueillis et analysés par des spécialistes. On les appelait les *Deep Black Operators* (ceux qui opèrent dans le noir absolu). Ils travaillaient sur des secrets découverts grâce à l'espionnage spatial, dans l'immensité, où des sentinelles silencieuses voyaient et entendaient tout.

*

L'édifice de six étages, au carrefour de *First Street* et *M Street*, dans le sud-est de Washington, ressemblait à un entrepôt et ne différait en rien de tous ceux qui entouraient Old Navy Yard, au bord de l'Anacostia. Cependant, il était ceint d'une solide barrière grillagée et gardé par des marines armés. Il figurait sur la liste des priorités du Pentagone sous le nom de « bâtiment fédéral 213 ». D'autres signes indiquaient que cette structure d'aspect quelconque abritait l'un des plus importants éléments du réseau mondial de la défense stratégique américaine. Le premier était l'enseigne bleue et blanche qui surplombait l'entrée principale : *National Photographic Interpretation Centre* (Centre national d'interprétation photographique). Le deuxième était l'énorme système de climatisation qui flanquait le bâtiment 213. Il mesurait vingt-trois mètres de long et s'élevait, étage après étage, le long des fenêtres murées par des briques, pour rafraîchir les salles d'informatique. Certaines de ces dernières étaient de la taille d'une pièce

ordinaire, d'autres faisaient la surface d'une gigantesque maison et occupaient tout leur étage. Jour et nuit, les ordinateurs passaient au crible et scannaient des milliards d'informations en provenance des satellites. Ils éliminaient automatiquement les effets atmosphériques dus aux orages électriques au-dessus du désert de Gobi, aux tempêtes de sable en Asie centrale ou aux typhons au large des côtes chinoises. Une fois cette tâche effectuée, les clichés étaient transmis à des spécialistes chargés de les interpréter.

En tout, les douzaines de techniciens qui se relevaient dans le bâtiment fédéral 213 traitaient quotidiennement deux millions d'images. Ils avaient été les premiers à voir le visage courroucé d'un général soviétique en Allemagne de l'Est à l'ouverture du pont aérien de Berlin et les premiers à voir se développer la crise des missiles de Cuba, avant de la voir retomber avec le départ des bateaux russes ramenant leurs roquettes chez eux. Pour plaisanter, les techniciens disaient souvent qu'ils seraient les premiers à voir la fin du monde.

Chacun d'entre eux disposait d'un poste de travail équipé d'un scanner infrarouge, faisant, plus ou moins, office de microscope, afin de pouvoir examiner tous les points de l'image qui apparaissait sur son écran. Chaque point était comparé à celui d'un cliché antérieur du même sujet, quand on en avait un. On utilisait un copieur couleur pour obtenir des tirages papier et lorsqu'on en avait un jeu complet, on les vérifiait une dernière fois sur un écran de visionnage assez proche de ceux qu'utilisent les chirurgiens pour étudier les rayons X. Après ce processus de quelques secondes, les clichés étaient transmis par voie électronique au bureau d'analyse photographique, à Langley, et au centre d'analyse de la base aérienne de Bolling. Les photos étaient accompagnées de rapports techniques : position du satellite, heure et date de la prise de l'image, conditions atmosphériques. Les informations circulaient dans « la communauté » — le terme générique pour toutes les agences de renseignement américaines — puis envoyées sur l'écran des directeurs concernés. Ce processus était permanent.

Mais la course pour tenter de mettre fin à la suprématie de l'Amérique en matière d'espionnage spatial était déjà bien entamée. En 1980, l'Union soviétique avait déjà envoyé cinquante satellites en orbite et pouvait désormais transmettre de l'imagerie numérique en temps réel. Son dispositif, qui couvrait le monde entier, était relié à ses centres

d'interprétation photographiques à Lourdes (Cuba), et dans la baie de Cam Ranh dans le sud du Vietnam (ces deux sites ont été fermés en 2002, suite à l'aggravation de la crise économique en Russie). Pendant ce temps, la France était en train de créer un système de satellite mondial, avec des bases à Mayotte, dans l'océan Indien et en Nouvelle-Calédonie. En collaboration avec le BND, le service de renseignement allemand, le SDECE avait installé une station à Kourou, en Guinée française, pour y télécharger les informations concernant l'Amérique du Sud. Le SDECE avait déjà un autre site à Domme, dans le charmant décor rural de la Dordogne. Géostationnaires ou se déplaçant silencieusement, des centaines de satellites entouraient la Terre au nom des sécurités nationales.

X

Hors de l'ombre

De 1973 à 1985, trois directeurs s'assirent derrière le gros bureau d'acajou de Century House pour diriger le SIS. Il s'agissait de Maurice Oldfield, Arthur Temple Franks et Colin Frederic Figures.

Oldfield était le fils d'un fermier du Derbyshire et affirmait que sa corpulence, qui le faisait ressembler comme deux gouttes d'eau à Alfred Hitchcock, était due au fait qu'il avait mangé trop de viande rouge quand il était enfant. Il avait appris à jouer de l'orgue à l'église du village et obtenu une licence en histoire médiévale à l'université de Manchester. Il aimait, d'ailleurs, citer son passage préféré de Macaulay : « Un parfait historien ne doit pas manquer d'imagination, pourtant, il doit absolument la contrôler pour se contenter des informations qu'il découvre et s'interdire d'en combler les failles par des ajouts personnels. »

Oldfield expliquait aux nouvelles recrues qu'en matière d'espionnage, c'était précisément ces failles qu'il fallait combler. Il avait appris cela durant la Seconde Guerre mondiale, à l'époque où il était agent des services secrets militaires et qu'il essayait de comprendre quelles étaient les intentions de Rommel. Plus tard, alors qu'il travaillait comme contre-espion au SIS, il avait appliqué ce même principe avec les Russes. Cette volonté de savoir l'avait d'abord conduit à Singapour, en tant que commandant de station, responsable de plusieurs autres bases de la ceinture du Pacifique, avant de le mener à Washington.

Sa cordialité, ses traits d'esprit et son charme de célibataire endurci faisaient que ses hôtesses le plaçaient toujours à côté de la plus jolie femme de la table. Mais il rentrait toujours seul, sans avoir trahi le secret de son homosexualité. Peu après son arrivée à Washington, une unité du FBI l'avait pris en train d'accoster un jeune garçon prostitué. Edgar J. Hoover en avait été informé. Il avait conservé le rapport et ordonné qu'on cesse de le surveiller. Cette caractéristique d'Oldfield figurerait néanmoins dans le dossier consacré aux déviants sexuels du directeur.

En 1973, Oldfield fut nommé chef par le Premier ministre Edward Heath, lui aussi célibataire endurci et organiste doué. Au MI-6, on admirait Oldfield pour la façon dont il avait guidé le gouvernement d'Howard Wilson pendant sa crise politique extérieure : en 1964, la junte grecque, qui avait déjà pris le contrôle de Chypre, avait renversé son président, l'archevêque Makarios et c'était Oldfield qui avait organisé son évasion vers Malte. Cela avait été une parfaite conclusion à sa carrière. À la retraite, il commença à rédiger une biographie du premier directeur mais il abandonna cette tâche en 1979, quand Margaret Thatcher lui demanda de chapeauter ses services secrets en Irlande du Nord. Ce fut là que l'on finit par découvrir son homosexualité. En effet, il se fit de nouveau prendre par un policier avec un jeune homme prostitué mais, cette fois, il n'y avait pas de Hoover pour couvrir l'affaire. Oldfield reçut aussitôt l'ordre de rentrer à Londres. Lors d'un entretien tendu avec le secrétaire du cabinet du gouvernement, Robert Armstrong, il avoua qu'il était conscient depuis longtemps de son orientation sexuelle et qu'il avait menti à ce sujet dans son formulaire de demande d'approbation — ce qui le rendait vulnérable au chantage. Son accréditation de sécurité lui fut immédiatement retirée. Neuf mois plus tard, il était mort, officiellement d'une crise cardiaque. Son corps fut inhumé dans le caveau de famille au cimetière de l'église du village d'Over Haddon. L'organiste joua l'un des airs religieux préférés d'Oldfield, qui avait appris à le jouer sur le même instrument.

*

Arthur Temple Franks, qui fut directeur pendant quatre ans (de 1978 à 1981), était arrivé à ce poste par une voie maintes fois éprouvée : il avait d'abord été agent du SOE, en Europe, pendant la guerre, avant de passer trois ans à Téhéran, où il avait contribué à placer le jeune shah sur le « Trône du Paon ». De retour à Londres, il était d'abord devenu contrôleur pour le Moyen-Orient et responsable d'un territoire qui s'étendait de l'Égypte et la Syrie jusqu'aux montagnes d'Afghanistan et aux déserts d'Arabie saoudite.

Enfin, il avait été nommé à la tête de la station de Londres, un poste qui le mettait en première ligne face au KGB. Il avait dans son bureau une citation encadrée de Lénine : « Nous devons exploiter entièrement,

soigneusement, attentivement et habilement les moindres brèches de nos ennemis. » Franks en avait fait son leitmotiv et considérait que toute personne soupçonnée d'être un espion du KGB, même sous couverture diplomatique, devrait être immédiatement expulsée. Son appel trouva un écho dans les couloirs du Foreign Office mais il arriva à un moment où, une fois de plus, Whitehall imposait des restrictions financières.

Franks pensait que ces dernières faisaient partie d'un plan d'action du nouveau gouvernement dont l'objectif était de fusionner le MI-5 et le MI-6. L'idée avait été discutée lors d'entretiens avec le JIC. Le représentant de Downing Street y avait exprimé sa crainte d'une campagne visant à déstabiliser le gouvernement. Il était incontestable que la presse conservatrice publiait des informations défavorables aux travaillistes et que celles-ci semblaient venir des services secrets. Franks évita la fusion en acceptant les restrictions budgétaires. Cela suffit à apaiser Downing Street.

L'une de ces restrictions causa pratiquement la fermeture de la station de Téhéran. Sur ordre du Foreign Office, l'ambassadeur de Grande-Bretagne, Sir Anthony Parsons, refusa que le seul agent du MI-6 restant travaille depuis l'ambassade. Il dut opérer depuis un modeste logement de location avec un minimum de notes de frais et dépendre de la Savak, le service de renseignement du shah, pour savoir ce qui se passait dans le pays, dont la production pétrolière était vitale pour la Grande-Bretagne. La plupart des informations de la Savak étaient sans intérêt et laissaient, non pour la première fois, le SIS aveugle à tout ce qui se produisait dans l'envers du décor iranien, où le fondamentalisme islamiste commençait déjà à fermenter dans les ruelles de Téhéran et à déborder sur les villages.

*

Franks fut suivi de Colin Figures, qui fut le neuvième occupant du siège du directeur, au dixième étage de Century House. En bien des points, il était l'archétype du maître espion ; s'exprimant avec retenue, impeccablement vêtu et membre du Traveller's Club — depuis longtemps, le préféré du MI-6. Il avait été repéré par un de ses professeurs au Pembroke College, à Cambridge, et était entré directement au MI-6 après avoir obtenu ses diplômes de russe et de français. Ses compétences linguistiques le désignaient comme futur spécialiste du bloc soviétique et, après un premier

poste d'entraînement en Allemagne puis des fonctions de débutant à la station d'Amman — d'où il assista au désastre de Suez —, il était devenu chef de station à Varsovie.

Le succès de ses opérations pendant ses trois ans en Pologne avait fait de lui un agent d'exception qui savait recruter et diriger des espions étrangers. Trois d'entre eux étaient des agents polonais bien placés qui avaient spontanément proposé leurs services. L'un d'eux avait pour nom de code « Noddy » et recueillait certaines de ses informations lors de ses fréquents voyages à Moscou. Au début, on avait craint que Noddy ne soit l'instrument d'un coup monté orchestré par Moscou mais Figures l'avait authentifié et il prouvait fréquemment sa valeur. Dans un environnement tel que Varsovie, il était toujours dangereux de le contacter ; il fallait faire vite, se rencontrer en se croisant sans s'arrêter et avoir recours aux traditionnelles boîtes mortes. Malgré la difficulté de la situation, Figures et son agent avaient survécu.

Affecté à Vienne, Figures continua son travail de recrutement d'agents dans le dangereux monde des boîtes mortes et des rendez-vous secrets. Son film préféré était *Le Troisième Homme.* Selon certains de ses collègues, ce film lui allait comme un gant car son héros évoluait, lui aussi, dans les rues de Vienne. Le légendaire chasseur de nazis, Simon Wiesenthal comptait parmi les nombreux contacts que Figures avait établis dans la ville. Son temps de service dans la capitale autrichienne coïncidait avec l'invasion de la Tchécoslovaquie par les Soviétiques de 1968. Son évaluation de la façon dont finirait le Printemps de Prague accéléra sa promotion. Il devint directeur adjoint en 1979 puis succéda à Franks en 1981.

Au début de l'été de la même année, Figures décida de retourner faire un tour sur le terrain — cette fois-ci, en Afghanistan. Les Soviétiques avaient envahi le pays deux ans plus tôt et leur présence rappelait à Figures un certain adage : « On ne peut pas acheter la loyauté d'un Afghan, on ne peut que la louer. »

Même si Figures était en bonne condition physique pour ses cinquante-six ans, le voyage à travers les montagnes de l'Hindou Kouch qu'il avait entrepris pour rencontrer des dirigeants du *Moudjahid* — le mouvement de résistance afghan — restait physiquement éprouvant. Il s'était habillé de façon adaptée à l'occasion ; il portait un chapeau plat appelé *kapol* et le *shalwar kamiz,* l'ample tenue traditionnelle des montagnards. Pendant deux jours, Figures et son guide — qu'il avait rencontré à Peshawar avec le chef

de la station locale du MI-6 — étaient passés par des rivières gonflées par la neige fondue des montagnes et par des cols escarpés. Leur cible était un jeune combattant moudjahidine surnommé « le Lion du Panshir » (ou « le Lion des montagnes » au MI-6) à cause de son habileté à attaquer les Russes. Entre d'innombrables tasses de thé vert, tout en mangeant de la chèvre des montagnes rôtie, Figures et le Lion s'étaient entendus sur une alliance. Le Lion avait expliqué qu'il avait besoin de matériel de communication récent pour savoir quand les bombardiers soviétiques approchaient ou quand les tanks, en-dessous, avançaient en grondant. Il avait également ajouté que ses hommes avaient besoin d'être formés aux tactiques de guérilla moderne. En échange, ils évinceraient les Russes. Figures avait répondu que si le Lion pouvait envoyer ses meilleurs hommes à Peshawar, il ferait en sorte qu'un avion les amène en Grande-Bretagne pour y apprendre les techniques de combat adéquates. En deux mois, plus de cent moudjahidine arrivèrent secrètement en Écosse et y suivirent une formation au fin fond des Highlands, avant de repartir, tout aussi discrètement, pour Peshawar afin de montrer au Lion ce qu'on leur avait enseigné.

C'était presque un summum idéal à la carrière d'un directeur chez qui de nombreux membres du MI-6 retrouvaient les excellentes qualités qui avaient caractérisé le premier chef. Lorsque Figures prit sa retraite en 1985, il emporta deux objets personnels de son bureau : sa photo de mariage et le poste de radio sur lequel il écoutait les commentaires des matchs de cricket. Il mourut le 8 décembre 2006, à l'âge de quatre-vingt-un ans. Sur sa table de chevet, sa radio attendait, prête à lui donner les prochains résultats détaillés.

*

Ce furent ces trois hommes très différents les uns des autres — Oldfield, Franks et Figures — qui débarrassèrent progressivement le MI-6 des conséquences de l'invasion de Suez et du déclin dû à la trahison de Philby et des autres taupes soviétiques. Ce fut eux qui menèrent le SIS vers le rétablissement de ses relations avec la CIA. Si l'Agence n'avait pas oublié les mauvais moments, elle les avait pardonnés et, désormais, les services de renseignement des deux pays étaient bien déterminés à remporter la guerre froide ensemble.

Cela ne serait pas facile. Le régime islamiste de l'ayatollah Khomeini avait destitué le shah en 1979. Le Nord-Vietnam était en train de prendre le contrôle sur le reste de l'Indochine. Au Nicaragua, le vieux régime dictatorial de la famille Somoza avait été renversé et remplacé par un régime soutenu par Moscou. Fidel Castro avait recommencé à menacer de laisser Cuba devenir un satellite soviétique.

Où que le MI-6 et la CIA posent les yeux, une nouvelle crise semblait éclater. Mais, bien souvent, ils n'en avaient pas été suffisamment avertis ; et même, pas du tout quand le gouvernement polonais avait imposé la loi martiale et que l'armée du pays s'en était prise *à Solidarnosc ;* pas du tout non plus quand un marxiste, Maurice Bishop, s'était emparé du pouvoir sur la minuscule île de Grenade et avait aussitôt entamé des relations diplomatiques avec Cuba et Moscou. Les deux allaient lui fournir des armes pour « résister aux agresseurs impérialistes ».

Ces échecs découlaient de faiblesses antérieures. Jusqu'à la fin peu glorieuse de la guerre de Corée, en 1953, la CIA avait encore deux cents agents à Séoul. « Nous avions nos propres bars, nos propres filles, et un bordel de chaque côté de notre bâtiment, rue Pasteur, le quartier général de la CIA, à Cholon, dans la banlieue de la ville », m'a plus tard confié Bill Buckley. « La plupart des agents dépendaient des informations des espions coréens. La plupart d'entre elles étaient inventées de toutes pièces. Mais, comme la fin était proche, personne ne semblait s'en soucier. »

En 1953, pour tenter de découvrir le rôle de la Russie en Corée, la CIA avait envoyé l'un de ses hauts agents sous couverture à l'ambassade américaine de Moscou. En une semaine, l'homme s'était laissé séduire par sa bonne — un colonel du KGB — et avait été secrètement photographié en train de faire l'amour avec elle. Avant même que le KGB n'ait eu le temps de monter une opération de chantage contre lui, le malheureux agent avait été rappelé à Langley.

S'il y avait une leçon à tirer de cet incident, cela n'empêcha pas qu'il en survienne d'autres. Les informations de la CIA qui avaient conduit à l'invasion de la République dominicaine — selon lesquelles le pays était sur le point de devenir un satellite soviétique — étaient si erronées que, furieux, le président Johnson avait déclaré que l'Agence souffrait d'un grave « manque de crédibilité ».

À la fin de la guerre du Vietnam, il restait un millier d'agents de la CIA

dans le Sud-Est asiatique et, aux États-Unis, trois mille analystes — un nombre sidérant — essayaient de déterminer comment le Pentagone pourrait encore l'emporter. Selon Buckley : « Pour la plupart, il s'agissait d'une bande de diplômés qui avaient lu des ouvrages sur les campagnes du Pacifique et pensaient que les tactiques de MacArthur fonctionneraient encore. » L'un d'entre eux était Bill Gates, que la CIA avait envoyé à la base aérienne de Whiteman dans le Missouri pour y étudier la meilleure façon de lancer des bombes atomiques contre la Corée du Nord. « Je savais qu'il était impossible de gagner cette guerre », déclara-t-il plus tard.

*

Peu avant de quitter ses fonctions, John Rennie avait, une fois de plus, été forcé par une nouvelle révision du budget du MI-6 à diminuer ses activités sur le continent sud-américain. La station depuis laquelle on épiait les conversations en portugais avait dû fusionner avec la station hispanophone de Buenos Aires. À cause de la réduction de personnel qui en découla et d'un curieux message dans lequel Rennie demandait à son commandant de Buenos Aires, Mark Heathcote, d'accorder « la priorité à la collecte d'informations mais de basse catégorie », Londres ne reçut, dès lors, pas grand-chose de plus que des traductions d'articles de journaux.

Heathcote connaissait l'importance des contacts à haut niveau depuis qu'il avait servi comme chef de station adjoint du MI-5 en Irlande du Nord. Ceux qu'il avait établis à Buenos Aires étaient assez bien placés mais, visiblement, pas assez proches du petit groupe de stratèges de la junte qui planifia l'invasion des îles Malouines. Jusqu'au jour de 1982 où elle se produisit, les sources de Heathcote avaient maintenu que l'Argentine n'attaquerait pas même si les farouchement antibritanniques médias locaux clamaient haut et fort : « Les Malouines nous appartiennent. » Les informateurs du chef de station avaient-ils seulement mal interprété la situation ? Où bien faisaient-ils partie d'une conspiration soigneusement élaborée pour que Londres n'apprenne rien, de sorte qu'une fois les îles prises, il serait trop tard pour que Margaret Thatcher fasse traverser la moitié de la planète à ses forces pour les récupérer ? Si tel était le cas, ils n'avaient absolument rien compris à la Dame de fer. Sa victoire fut extrêmement médiatisée lorsque la Royal Navy rentra en Grande-Bretagne

après avoir de nouveau hissé le drapeau britannique sur les Malouines.

Une autre réussite avait eu lieu mais elle était si secrète que seule une poignée de hauts membres du SIS en connaissaient les détails.

*

Fin septembre 1974, Robert Browning, le commandant de la station du MI-6 de Copenhague, envoya un message codé à Century House pour signaler qu'un objectif suprême du SIS pendant la guerre froide venait d'être atteint — quelque chose que même la CIA n'avait pas réussi à faire. Il s'agissait non seulement d'avoir un espion au KGB mais également qu'il soit suffisamment haut placé pour avoir accès aux informations internes du Politburo. Il allait pouvoir combler le fossé entre les renseignements recueillis par les satellites et les projets des stratèges du Kremlin. Un espion capable de cela n'avait pas de prix. Et, à partir de ce jour de septembre, le SIS disposa d'un tel homme — et non pas une recrue mais un volontaire, le meilleur type d'agent double.

Il s'appelait Oleg Gordievski, et il s'agissait d'un agent politique de haut rang du premier directorat du KGB. Il connaissait plusieurs langues, dont l'anglais — qu'il parlait couramment —, et il avait atteint le grade de *rezident*, l'équivalent d'un commandant de station. Au fil de son ascension hiérarchique, il avait perdu ses illusions sur le système politique de son pays, qui méprisait ses tentatives d'expliquer rationnellement en quoi ce qu'il faisait ne pouvait qu'améliorer le sort du peuple russe. Mais il y avait les ennemis présumés de l'État que l'on torturait avant de les abattre d'une seule balle dans la tête et les camions à bétail qui emmenaient les prisonniers dans les goulags de Sibérie. Tout cela, et le reste, avait érodé sa foi en le système et lui avait fait renoncer à la promesse qu'il avait faite en entrant à l'école d'espionnage international, dans la forêt, aux alentours de Moscou. Il y avait appris la surveillance, les codes, les signaux de reconnaissance et la communication radio. On lui avait également enseigné comment repérer un *stukach*, un informateur infiltré parmi les étudiants, chargé de rapporter leurs conversations privées et d'essayer de les pousser à critiquer l'État, ce qui était passible de la peine de mort. Il s'était habitué à son nom d'emprunt et à éviter toute véritable relation amicale. On lui avait constamment répété qu'il était un rouage essentiel de la machine qui

protégeait la Russie.

Après sa formation, Gordievski avait été affecté au premier directorat du KGB, installé à la Loubianka, un immense édifice sur la place Rouge. Il y avait commencé par étudier les mentalités et les coutumes des étrangers et apprendre à les appâter pour qu'ils travaillent pour le KGB. Ensuite, on l'avait muté à la plus prestigieuse branche du directorat, le département 12. Depuis son quartier général, situé dans la forêt, près de Moscou, ses agents partaient aux quatre coins du monde, sous diverses couvertures : diplomates ; membres de missions commerciales ; professeurs d'université ou de l'Académie des sciences soviétique, venus participer à des conférences internationales et demandant la permission de faire des recherches dans des campus prestigieux. Telles étaient les fonctions d'Oleg Gordievski au moment où il décida de travailler pour le SIS.

Pendant onze ans, il fournit au MI-6 des renseignements sur les forces des pays du pacte de Varsovie, leur dispositif nucléaire, leur capacité de destruction en mégatonnes, leurs missiles et le plus secret de leurs programmes d'armement : l'utilisation de germes pour déclencher un Armageddon sur l'Occident. Mais les informations inestimables de Gordievski étaient également rassurantes : l'Union soviétique était encore « à quelques années de représenter une grave menace ».

*

Gordievski livrait des pages et des pages de documents hautement classifiés du Kremlin et d'instructions du KGB à ses agents. Accompagnées de son analyse de leur importance et des évaluations du MI-6, elles étaient ensuite transmises à la CIA dans un sac scellé que l'ambassade américaine de Londres envoyait quotidiennement au département d'État par la valise diplomatique. Le sac était remis à Aldrich Rick Ames par un messager du département d'État et le destinataire ne l'ouvrait qu'après avoir verrouillé la porte de son bureau. Il se conformait avec diligence à cette routine depuis qu'il avait été affecté à la division Russie/Europe de l'Est de la direction des opérations, et, en 1985, il était devenu le spécialiste en titre de l'Union soviétique à la CIA. Ses rapports finissaient souvent sur le bureau du président en place. Mais on n'en était pas encore là.

*

Le père d'Ames, Carleton, avait servi à la direction des opérations comme agent de terrain en Asie pendant deux ans, dans les années 1950, mais son travail avait été jugé « négatif à cause d'une grave dépendance à l'alcool ». Il avait été rappelé à Langley, où on lui avait confié un emploi de bureau. Il avait pris sa retraite en 1967 et était mort du cancer, cinq ans plus tard.

À ce moment-là, son fils était déjà entré à la CIA en tant qu'employé au classement et s'était montré suffisamment prometteur pour être sélectionné pour une formation approfondie en russe avant d'être envoyé comme agent « junior » en Turquie puis, plus tard, au Mexique. Mais son premier mariage battait de l'aile et le fait qu'il ait le même problème de boisson que son père n'arrangeait rien. Lors d'une fête de Noël de la CIA, il se soûla et on le retrouva à moitié nu dans le bureau d'une employée administrative en train de faire l'amour avec elle. Ceci marqua la fin de son mariage mais dans son rapport de carrière annuel, son travail fut décrit comme « de qualité supérieure et dépassant systématiquement les normes en vigueur dans la profession ».

Il fut ensuite envoyé à Mexico, où il rencontra Rosario Dupuy, la pétillante attachée culturelle de l'ambassade de Colombie, membre de l'association diplomatique locale à laquelle appartenait également le *rezident* du KGB. Ames, qui n'était maintenant pas loin de devenir alcoolique, tomba sous le charme de Rosario et se mit à l'entretenir généreusement —notamment, en l'emmenant en week-end dans les stations balnéaires des Caraïbes. Avec ces dépenses et ce qu'il devait verser à son ex-femme depuis leur divorce, il se retrouva rapidement endetté. Enjoint par sa banque de régulariser sa situation et craignant de perdre son emploi si la CIA découvrait sa situation, Ames commença à se demander comment il pourrait sortir de cette crise.

On le rappela alors à Washington pour traiter des informations sensibles dont s'occupait la division Russie/ Europe de l'Est. En étudiant tous les documents qui se trouvaient sur son bureau, provenant, pour la plupart, de Gordievski (dont Londres n'avait pas dévoilé l'identité), il comprit qu'il venait de trouver la solution à ses problèmes.

Par une chaude soirée washingtonienne, Ames resta derrière la porte

fermée à clé de son bureau et fit son premier pas dans la trahison. Il rédigea une lettre révélant que deux officiels d'ambassades soviétiques avaient contacté la CIA au Mexique et en Turquie pour proposer leurs services et que l'Agence les avait authentifiés comme de véritables agents doubles travaillant réellement pour le KGB. Il joignit à sa lettre une copie d'un répertoire classifié de la CIA dans lequel figuraient les noms et les postes de tous ses agents travaillant sur des opérations clandestines. Il surligna son propre nom et écrivit à côté le pseudonyme qu'il avait utilisé en Turquie et au Mexique quand il avait rencontré les officiels soviétiques. À la fin de son courrier, il demandait un paiement unique de cinquante mille dollars.

Le lendemain matin, le 16 avril 1985, Ames entra à l'ambassade soviétique de Washington et laissa sa lettre à la réception. Ce fut le début d'une accablante série de coups durs pour les opérations soviétiques de la CIA. Les activités du MI-6 derrière le rideau de fer en furent, elles aussi, gravement affectées.

*

Un mois après avoir déposé sa lettre, Ames fut invité à déjeuner par Sergeï Dimitrievitch Chouvakhine, un diplomate de l'ambassade soviétique, enregistré comme conseiller en contrôle de l'armement au département d'État. Les rencontres entre diplomates pour parler des violations présumées du traité sur l'armement étaient routinières.

En arrivant à l'ambassade, Ames fut accueilli par Chouvakhine dans une pièce où un homme lui tendit une feuille de papier pliée. On pouvait y lire qu'Ames recevrait cinquante mille dollars et que la même somme lui serait versée chaque fois qu'il apporterait de nouveaux renseignements. Chouvakhine organiserait leurs rencontres. Après un bref sourire, l'homme quitta la pièce et Ames serra la main de Chouvakhine pour sceller sa trahison envers les États-Unis. Deux jours plus tard, les deux hommes se retrouvèrent au bord de l'Anacostia et Ames reçut cinquante mille dollars en coupures d'un dollar. Cela lui permit de rembourser toutes ses dettes mais il vit également là un moyen de ne plus jamais en avoir. Son poste de chef du contre-espionnage pour l'Union soviétique à la CIA le lui garantissait.

Le 13 juin 1985, Ames commença à fournir au KGB ce qui allait devenir la plus grande quantité de documents sensibles de la CIA jamais transmise

aux Soviétiques. Il enveloppa sa première livraison dans un journal et plaça le paquet dans sa serviette. En sortant du quartier général de Langley, il savait que le risque d'être arrêté pour une fouille surprise n'existait plus depuis que George Herbert Walker Bush avait été le onzième directeur de la CIA. « Nous devons faire confiance aux nôtres », avait-il décrété.

Ce jour d'été fut le point de départ d'une trahison qui allait compromettre plus d'une centaine d'opérations de la CIA et du MI-6 contre l'Union soviétique et conduire à l'exécution de dix militaires et agents russes de haut rang, ainsi qu'à l'emprisonnement de nombreux autres. Sur le plan des faiblesses courantes chez les traîtres, Ames était un cas d'école : excès d'alcool, arrogance et impulsivité. Pourtant, ces traits de caractères, développés en long et en large dans son dossier personnel, n'avaient pas suffi à ce que la CIA le soupçonne d'être la taupe qui agissait en son sein. Son superviseur l'avait autorisé à poursuivre ses rencontres avec Chouvakhine car il lui avait dit qu'il essayait de convaincre le Russe de travailler pour l'Agence. Autour de coûteux repas, les deux hommes concoctaient des rapports, destinés au superviseur d'Ames, sur les progrès de la tentative de « retournement » de Chouvakhine. À la fin de chaque rencontre, l'Américain recevait cinquante mille dollars pour ses dernières révélations sur les opérations de la CIA, les noms des agents qui s'en occupaient et l'identité des nouvelles taupes en Union soviétique.

Au cas où ses nouveaux comptes bancaires éveilleraient des soupçons, Ames avait déjà prévu sa réponse : il s'agissait de ceux où étaient déposées les sommes substantielles que sa nouvelle épouse, Rosario, recevait de son héritage et de ses bénéfices en tant que directrice de l'entreprise familiale en Colombie. On ne demanda jamais à la station de Bogota de vérifier ces affirmations et personne à Langley ne se demanda comment Ames pouvait se permettre d'habiter un logement luxueux et d'avoir un train de vie largement au-dessus de ses moyens. En tout, sa trahison rapporta deux millions et demi de dollars à Ames.

*

À Londres, personne au SIS n'avait entendu parler de cette trahison jusqu'au matin du 21 février 1994 — *Presidents Day,* aux États-Unis —, où une équipe d'agents du FBI arrêta Ames alors qu'il quittait sa maison de

banlieue. L'homme aux cheveux gris et à lunettes, qui allait sur ses cinquante-trois ans et avait été une taupe soviétique pendant les neuf derniers, fut menotté et conduit à la prison d'Alexandria. En fouillant son domicile, on trouva cent quarante-quatre documents classifiés emballés et prêts à être livrés à Chouvakhine.

Le 28 avril 1994, Aldrich Ames et sa femme plaidèrent coupables aux accusations de conspiration d'espionnage et de fraude fiscale qui pesaient contre eux. Ames fut immédiatement condamné à la réclusion à perpétuité sans possibilité de liberté conditionnelle. Grâce à un plaidoyer de marchandage, Maria Rosario Ames fut condamnée à cinq ans et trois mois de prison pour conspiration d'espionnage et fraude fiscale sur deux millions et demi de dollars obtenus grâce aux activités illégales de son époux.

Suite à la trahison, six anciens agents de la CIA et cinq autres toujours en service, dont Ted Price, le chef du service clandestin, reçurent des lettres de blâme — l'équivalent d'un coup de bâton sur les doigts à l'Agence.

Au MI-6, le dévoilement des activités d'Ames suscita quelques sourires narquois. Dans le passé, le SIS avait subi les foudres de Langley pour n'avoir pas su découvrir les taupes soviétiques, un échec qu'aux plus hauts échelons de la CIA on avait considéré comme une aberration à la limite de la négligence criminelle. Pourtant, même Philby n'avait pas fait autant de dégâts qu'Aldrich Rick Ames.

*

Au début du mois de juillet 1985, Oleg Gordievski demanda au SIS de l'exfiltrer de Moscou de toute urgence. Deux mois auparavant, on l'avait soudain rappelé de Londres, où il avait été *rezident* du KGB et avait fourni au MI-6 les informations importantes qui passaient sur son bureau de l'ambassade russe, dans le quartier de Kensington. Il avait désormais affaire à John Scarlett — car Robert Browning avait subitement démissionné après avoir été affecté à Belfast ; ce qu'il considérait comme une rétrogradation par rapport à ses activités à Copenhague, où il était très impliqué dans le traitement de l'infiltration du KGB en Europe de l'Ouest.

Gordievski expliqua à Scarlett qu'il craignait d'avoir été dénoncé par un ancien agent du MI-5, Michael Bettany, qui avait proposé ses services au

KGB avant de se faire prendre par le meilleur chasseur de taupes du Service de sécurité, Eliza Manningham-Buller. Scarlett se montra rassurant : Bettany purgeait actuellement une peine de vingt-trois ans, en confinement solitaire, et rien dans le dossier de son affaire ne semblait indiquer qu'il ait été au courant de la duplicité de Gordievski. Cependant, Scarlett promit que la station de Moscou serait prévenue de se tenir aux aguets de tout signal indiquant qu'il devait être exfiltré d'urgence. Pour activer le processus, tout ce que Gordievski aurait à faire serait de s'arrêter à un coin de rue menant à la place Rouge avec un sac de provisions achetées dans un marché des environs. Ensuite, il devrait rentrer à son appartement. Un plan qui aurait pu sortir des pages d'un roman de John Le Carré.

Gordievski déclencha le signal dès le lendemain après avoir été interrogé pendant des heures par des agents du KGB l'accusant d'être un espion. Face à eux, il avait réagi calmement et fait usage de toutes les compétences qu'il avait acquises à l'école d'espionnage pour résister au passage sur le gril. Quoi qu'il en soit, le lendemain, il s'était tenu au coin de rue convenu avec un sac de courses. Dans l'heure, le vicomte Asquith, le commandant de la station du MI-6 à Moscou, envoya un message codé prioritaire à Century House, ce qui confronta Christopher Curwen à son premier défi en tant que directeur. Il avait cinquante-trois ans et était le dixième à occuper ce poste, le sommet de ses trente ans de carrière au SIS. Ayant servi en Thaïlande et à Kuala Lumpur, il avait d'abord épousé une psychothérapeute vietnamienne dont il avait divorcé avant de se remarier avec sa secrétaire de l'époque où il dirigeait la station de Washington et de rentrer à Londres pour y prendre les fonctions de directeur adjoint. Quand Colin Figures avait été nommé coordinateur du renseignement au cabinet, c'était à Curwen que l'on avait pensé en premier pour lui succéder. Là, en ce matin de juillet, alors que cela ne faisait pas une semaine qu'il avait pris ses fonctions, le message d'Asquith était arrivé sur son bureau.

Curwen fit venir Scarlett. Les deux hommes passèrent une heure à discuter des rouages de l'opération. Faire sortir Gordievski par avion était impossible. L'embarquer clandestinement sur un bateau était tout aussi hors de question. La seule façon de l'exfiltrer était par la route. Mais si l'opération était découverte, il y aurait de graves retombées politiques ; en outre, il était pratiquement certain que les Russes expulseraient toute la station moscovite du MI-6 et il n'était pas impossible qu'ils arrêtent les employés de l'ambassade dénués de protection diplomatique.

Curwen connaissait déjà l'importance de Gordievski. Des résumés de ses renseignements figuraient régulièrement dans le livre rouge du MI-6, un dossier top secret porté quotidiennement à la main à Downing Street. Et, depuis qu'elle était devenue Premier ministre en mai 1979, c'était le premier document que lisait Margaret Thatcher en se levant, à 5 h 30. Elle avait exigé que les rapports ne cachent rien et, au cours des dernières années, ils avaient souvent contenu des révélations embarrassantes pour le MI-6 : combien son incapacité à obtenir des informations à l'avance avait failli mener à une défaite aux Malouines ; le fait qu'il n'avait pas découvert le projet d'invasion de Grenade du Pentagone avant que les troupes des États-Unis ne soient en train de débarquer en masse sous les projecteurs des chaînes de télévision américaines ; l'humiliation quand on s'était aperçu qu'un agent de haut niveau de la station de Paris fabriquait de toutes pièces de faux rapports provenant prétendument d'un informateur au nom duquel il demandait des sommes substantielles, qu'il utilisait, en réalité, pour mener la belle vie. Quand Richard Dearlove, un futur directeur, avait découvert la supercherie, Colin Figures, le prédécesseur de Curwen, avait estimé que la seule façon d'éviter un scandale public était de permettre à l'agent de démissionner et lui trouver un poste important dans une banque de la City.

En ce jour de juillet, en cherchant le meilleur moyen d'exfiltrer Oleg Gordievski, Curwen et Scarlett savaient tous deux qu'il faudrait que l'opération soit approuvée par Margaret Thatcher. Depuis l'arnaque de Paris, elle avait clairement fait savoir qu'elle voulait connaître les « risques d'embarras » de chaque opération.

Elle se trouvait alors à Balmoral, la résidence écossaise de la famille royale, où elle était allée voir la reine, ainsi que tous les Premiers ministres devaient le faire tous les ans, vers la fin de l'été. Curwen prit le premier vol pour l'Écosse pour aller l'informer. Un peu plus tard, tandis que la reine promenait ses corgis dans le domaine de Balmoral, le Premier ministre et son chef espion sirotaient du grand whisky à l'intérieur du château.

« Quels que soient les risques, nous devons le faire sortir, Madame le Premier ministre », déclara Curwen pour clore leur conversation. « Alors, faites-le. Je vais appeler Geoffrey pour le prévenir. »

Geoffrey Howe était le secrétaire aux Affaires étrangères et le patron politique du SIS. Quand il repartit, Curwen avait réussi à convaincre Margaret Thatcher que, du fait des informations que détenait Gordievski,

cela valait la peine de prendre des risques pour le faire venir en Angleterre — ce qui nécessiterait, entre autres, un passeport britannique.

Le PET, le service de renseignement danois, qui entretenait depuis longtemps des relations avec le MI-6, proposa de cacher Gordievski dans l'une de ses planques, à Skovlunde, afin qu'il y soit en sécurité en attendant que tout soit prêt pour l'accueillir à Londres. Cependant, Gordievski craignait que, dans le cadre de la chasse à l'homme que ne manquerait pas d'entraîner sa fuite, certains des collègues, avec qui il avait travaillé au Danemark, puissent le reconnaître.

Asquith était parfaitement conscient que plus on mettrait de temps à élaborer le plan d'évasion, plus le KGB risquait d'arrêter Gordievski pour le questionner à nouveau. Avec toute l'assurance qu'il pouvait dégager, mais ne ressentait peut-être pas, Asquith fit dire fermement à Gordievski qu'il n'y aurait plus de discussion, qu'il devait faire exactement ce qu'on lui ordonnait, et que l'opération aurait lieu le dernier week-end du mois.

Un vendredi matin, Asquith prévint les autorités qu'il devait conduire une employée enceinte de l'ambassade jusqu'à Helsinki pour le traitement médical spécial dont elle avait besoin d'urgence. Les autorités pourraient prendre Lute annonce comme une insulte envers leurs propres équipements médicaux et cela leur mettrait peut-être la puce à l'oreille mais Asquith bénéficiait de l'immunité diplomatique et celle-ci couvrait également sa Saab. Le chef de station était convaincu que même le KGB n'oserait pas risquer un grave incident diplomatique en arrêtant le véhicule.

Pendant ce temps, Gordievski avait continué à faire son jogging quotidien, dans un parc proche du principal terminus ferroviaire de Moscou. En ce samedi matin, si quelqu'un le filait, il le sèmerait ; depuis qu'il était devenu un agent double, il avait déjà plusieurs fois prouvé qu'il savait le faire. Son billet simple pour Saint-Pétersbourg l'attendait dans un endroit déterminé depuis longtemps. Quand il l'eut récupéré, il sauta dans le premier train de la journée.

À l'approche de la ville, le train s'arrêta dans une petite gare où Asquith l'attendait. Sans bagages, il descendit du train et quitta la gare comme n'importe quel Russe faisant sa promenade du soir. Lorsqu'il arriva à la Saab, avec ses plaques CD bien visibles, il ouvrit calmement le coffre et se coucha à l'intérieur. Asquith ferma le coffre à clé, reprit la route et passa la frontière finlandaise à Voborg.

Asquith déclara plus tard : « Une centaine de choses auraient pu mal tourner. » Cependant, malgré l'importance des risques, l'opération se déroula sans incident. La directrice de la station d'Helsinki, Margaret Ramsay, attendait de l'autre côté de la frontière finlandaise. Elle conduisit Gordievski jusqu'à Oslo, d'où il prit un vol pour Londres le lendemain.

Curwen, Scarlett et le principal kremlinologue du MI-6, Gordon Barass, l'attendaient à Heathrow.

*

Après déjeuner, Scarlett conduisit Gordievski et Barass à Fort Monkton, le centre de formation du MI-6, à Gosport, sur la côte sud-ouest. Le Russe y fut interrogé pendant plusieurs semaines et ses révélations donnèrent lieu à un document de cinquante pages, intitulé *Perception soviétique de la guerre nucléaire*. Une copie en fut envoyée à William Casey, le treizième directeur de la CIA. Il fut si impressionné par ce qu'il lut qu'il montra le document au président Reagan. On a rapporté, plus tard, qu'après avoir lu le document à haute voix à sa femme, Nancy, il s'était exclamé : « Je vais tempérer mes attaques envers l'"empire du mal", sinon, cela va générer encore plus de paranoïa à Moscou. »

Contrairement à d'habitude, on n'envoya pas de transcription des confessions de Gordievski à Langley pour qu'Ames l'étudie. « Gardons cela chez nous pendant quelque temps », avait dit Curwen à l'équipe d'interrogateurs. Nul ne saura jamais combien cette décision a sauvé d'autres agents doubles soviétiques de l'exécution.

Quelques jours après la fin des interrogatoires, on conduisit Gordievski à Century House pour un déjeuner de célébration dans la salle à manger privée de Curwen. Des analystes du Foreign Office spécialisés dans le bloc soviétique, Michael Hanley, le chef du MI-5, et Peter Marychurch, le directeur général du GCHQ, comptaient parmi les convives. Ils avaient tous des copies de l'interrogatoire mais, en bon public averti, ils en voulaient davantage.

Gordievski ne déçut personne. Avec l'aisance à balancer des noms qui deviendrait plus tard sa marque de fabrique, l'agent double cita un journaliste d'une publication nationale anglaise, plusieurs grands dirigeants

syndicaux et trois membres, marqués à gauche, du parti travailliste. Il les présenta comme des « agents d'influence sur lesquels on [pouvait] compter pour promouvoir les positions soviétiques ». Cette description bien ciblée conforta son auditoire dans le sentiment que les contacts qu'entretenait le parti travailliste avec l'Union soviétique laissaient beaucoup à désirer.

Ce repas marqua le début d'une nouvelle carrière pour Gordievski. Guidé par son mentor au MI-6, il apprit à s'exprimer en public et donna des conférences pour faire connaître le danger que représentait l'Union soviétique et l'importance du rôle du KGB dans le processus décisionnel du pays. Il donnait des noms et, si nécessaire, montrait des documents pour étayer ses attaques contre son ancien service. Il devint le conduit permettant au MI-6 de révéler ce qu'il voulait à certains journaux ou médias. L'exercice était un morceau de bravoure tout à fait similaire à l'usage que le KGB faisait de Kim Philby.

En 2007, depuis longtemps divorcé de son épouse russe, Leila, et vivant confortablement, avec l'infirmière-chef d'une école privée anglaise, dans une maison que le MI-6 l'avait aidé à trouver, il continuait à critiquer le Kremlin du président Vladimir Poutine. Une grande partie de son discours lui était soufflée par le SIS.

*

Bien avant la découverte de la trahison d'Amer, la possibilité de la présence d'une autre taupe avait causé la fermeture des stations de Moscou et de Berlin-Est, dans le but de protéger ce qu'il restait du réseau, jadis puissant, d'agents doubles derrière le rideau de fer. Avec cette perte, William Casey se mit à craindre que son mandat de directeur (de 1981 à 1987) ne soit déjà entaché.

Physiquement, Casey avait une silhouette dégingandée et un visage aux joues tombantes, avec le tour des yeux constamment rougi, comme s'il manquait toujours de sommeil. Il marmonnait plus qu'il ne parlait. Mais de sa bouche molle sortaient des jugements perspicaces. Une fois retraité, il accorda plusieurs interviews (certaines à Bob Woodward du *Washington Post* et d'autres, à moi-même). Il y présenta Ronald Reagan comme « un homme en avance sur son temps et particulièrement visionnaire ». Le président Gerald Ford était « le mauvais homme au mauvais moment ».

William Webster, le directeur du FBI, avait « avalé une bibliothèque juridique et, chaque fois [qu'il (Casey) proposait] quelque chose qui n'était pas tout à fait conforme aux codes, il manquait de s'étouffer ». Nahoum Admoni (directeur du Mossad de 1982 à 1990) était « un Juif qui aurait voulu gagner un concours de celui qui pisse le plus loin par une nuit pluvieuse à Gdansk ». Alexandre Haig, le secrétaire d'État, était « un opportuniste qui savait diviser pour mieux régner ». Les services secrets britanniques étaient « des gens qui savaient assouplir les règles, généralement à leur avantage ».

Bill Buckley, qui était devenu l'un de ses amis proches, estimait que personne ne pouvait mieux que lui diriger la CIA. « Il était doté de cette classique mentalité volontaire qui fut la marque de fabrique de l'Agence jusqu'à ce que la désillusion s'installe. »

À mesure que le KGB déjouait les opérations de l'Agence, la possibilité qu'il y ait une autre taupe à la CIA aggravait le sentiment d'échec de Casey.

L'amiral Bobby Inman, qui avait été transféré de la direction de la NSA à la CIA, sur ordre de Reagan, pour y devenir l'adjoint de Casey, le considérait comme « à peine plus qu'un aventurier ». Lors de leur premier entretien, Casey avait marmonné : « Je veux plus d'action, moins de paroles. » Des agents qui travaillaient du côté obscur de la direction des opérations furent envoyés à la retraite. Des carrières s'achevèrent brutalement, non pas à cause de soupçons de trahison mais pour ce que Casey percevait comme un manque de zèle. Le 14 octobre 1985, Casey s'exprima lors d'une réunion à huis clos devant ce qu'il restait de l'équipe de direction : « L'Union soviétique a déjà formé environ six cents personnes au terrorisme et aux techniques paramilitaires. Pour certains d'entre vous, une connexion soviétique semble peut-être très vague mais, pour moi, elle est très proche. Les terroristes sont actuellement à Cuba et au Nicaragua et il faut que je sache qui les y a envoyés. Ensuite, on éradique la menace à la source. » Il annonça clairement qu'il voulait du sang neuf pour cette mission. Des gens prêts à faire ce qu'il voulait.

Mais, après l'évaluation psychologique erronée d'Aldrich Ames, c'étaient les exigences de Casey qui allaient conduire l'Agence au désastre.

Edward Lee Howard était entré à la CIA en 1981, à peu près en même temps que Casey. Le terrorisme avait commencé à prendre la voie destructrice qui finirait par attirer l'attention sur les États-Unis et Casey

avait adhéré à la conviction de la direction des opérations que l'Union soviétique finançait des organisations aussi variées que l'IRA en Irlande, les Brigades rouges en Italie, la Bande à Baader en Allemagne et les divers groupes palestiniens. On savait que leurs membres étaient formés dans des camps en Albanie, en Roumanie et en Bulgarie mais on manquait de détails. Casey voulait que des agents, capables de travailler sous couverture, essaient de découvrir l'emplacement exact des camps pour pouvoir les détruire — des agents de la CIA dirigeraient des mercenaires pour effectuer des « opérations noires » non imputables à l'Agence. Ces missions secrètes sont planifiées de sorte que le président des États-Unis (dans le cas de la CIA) dispose d'éléments assez solides pour pouvoir nier en avoir été informé. Pour William Colby, les opérations noires sont celles « dont on sait que, dans le feu de l'action, les participants pourraient être amenés à dépasser leurs instructions originales ». Selon les archives historiques du MI-6, l'usage de la possibilité de démentir remonte au jour où, au sujet de Thomas Becket, Henri II d'Angleterre s'était exclamé : « *Eh ! quoi, parmi tous ces lâches que je nourris, aucun n'est donc capable de me venger de ce clerc outrecuidant ! »* L'ecclésiastique avait été assassiné peu après à la cathédrale de Cantorbéry. Mais l'exhortation du roi soulevait une question sans réponse : ces paroles constituaient-elles vraiment un *ordre* de meurtre ? À ce jour, la possibilité de nier et les opérations noires comptent toujours parmi les zones d'ombre du monde du renseignement.

Howard fut l'un des premiers choisis. Parlant couramment le russe, il s'était entraîné pendant deux ans avec les Bérets verts avant d'être engagé par la direction des opérations. On lui expliqua que sa première mission consisterait à travailler à l'ambassade américaine de Moscou en tant qu'attaché de presse, un poste souvent utilisé pour les couvertures de la CIA., et à établir des contacts avec les groupes terroristes qui vivaient ouvertement dans la capitale afin d'obtenir des informations sur les camps d'entraînement. Pour l'y aider, on l'autorisa à lire les dossiers des rares contacts soviétiques de la CIA à Moscou qui avaient réussi, jusque-là, à ne pas se faire repérer. L'un d'entre eux était Adolf Tolkatchev, un scientifique travaillant dans l'industrie de l'armement.

Avant son départ pour la Russie, Howard, comme tous les agents qui entraient à la direction des opérations, dut passer au détecteur de mensonges. Ses résultats révélèrent qu'il avait un grave problème de boisson, mentait régulièrement et avait une petite tendance au vol. Son

contrat fut immédiatement résilié. Mais, selon une enquête ultérieure, Casey n'en fut pas informé.

En avril 1985, Howard prit un vol pour Vienne avant qu'on ait eu le temps d'annuler son passeport. Dans ses bagages, il avait le nom d'un agent du KGB qui, selon les dossiers de la CIA qu'il avait été autorisé à lire, se trouvait dans la capitale autrichienne. Comme Ames, il avait apporté des preuves de sa volonté de trahir : une photocopie du dossier de Tolkatchev et le nom de son agent traitant, ainsi que ceux de tous les agents basés à l'ambassade américaine de Vienne. Vingt-quatre heures après sa rencontre avec l'agent du KGB, Howard se trouvait à bord d'un appareil militaire volant en direction de Moscou.

Tolkatchev fut interrogé et torturé au sous-sol de la Loubianka avant d'être jugé et abattu par un peloton d'exécution.

À ce moment-là, Howard vivait dans un appartement moscovite proche de l'endroit où Guy Burgess vivrait ses derniers jours. Si l'on a toujours aucune idée de ce qu'il est advenu d'Howard, l'ampleur des préjudices qu'il a causés se reflétait dans une note de service de Casey à Clair George, le directeur adjoint des opérations, dans laquelle il se déclarait consterné « par la simple possibilité qu'un agent espionne pour le compte de l'Union soviétique ».

Ce qui rendait Casey furieux, c'était que, pendant un certain temps, Howard avait été l'un des leurs. La CIA l'avait formé. Pourtant, il avait trahi l'Agence et son propre pays. N'était-ce qu'un ivrogne mécontent qui avait voulu se venger ? Ou quelque chose de plus profond était-il à l'origine de sa déloyauté ? La recherche de ces réponses allait consumer Casey jusqu'à la fin de son mandat.

Pourtant, le 1er août 1985, une lueur d'espoir sembla se dessiner après cette avalanche d'histoires abominables.

XI

De grandes espérances

Le 1er août 1985, un jour de fournaise, après presque un mois sans un brin de vent à Washington, Bill Casey entra d'un pas pesant à la direction des opérations. Il lui arrivait souvent de passer pendant le week-end depuis ce jour d'avril 1983 où l'ambassade américaine de Beyrouth avait été totalement détruite lors d'un énorme attentat à la voiture piégée.

Parmi les soixante morts, on comptait dix-sept Américains, dont le chef de la station de la CIA, Kenneth Haas, son adjoint, James Lewis, et un vieil habitué de Beyrouth, Rob Ames. Il s'agissait non seulement des plus grosses pertes humaines que l'Agence ait jamais subies lors d'un seul événement, mais l'explosion avait également détruit ses dossiers et réduit à néant ses capacités à recueillir des informations au Liban.

Conscient que la CIA se retrouvait « pratiquement nue, en terme de renseignement », Nahoum Admoni, le directeur général du Mossad, prit un engagement. « Nous avons promis de lui trouver des vêtements », expliqua-t-il plus tard.

Sept mois plus tard, un kamikaze en voiture fit exploser une bombe encore plus puissante dans les casernes des US marines, à côté de l'aéroport international de Beyrouth. Il fallut deux jours pour ramasser les morceaux des deux cent quarante et un corps. Selon les enquêteurs du FBI, la puissance de la déflagration se calculait en kilotonnes, une mesure que l'on n'utilise normalement que pour les explosions d'origine nucléaire. Admoni avait peut-être promis de « trouver des vêtements » mais cela n'empêchait pas que, dans cette ville déchirée par les combats, aucun service secret étranger ne semblait avoir été informé à l'avance de l'attentat. Casey demanda à ses analystes de lui donner une première idée des responsables de l'attaque. Les trois services secrets avec lesquels la CIA entretenait des relations professionnelles au Liban étaient le Mossad, la DGSE et le MI-6. Ils étaient tous parvenus à la conclusion que l'Iran finançait le Hezbollah mais que la responsabilité finale revenait au KGB, qui opérait par le

truchement de la Syrie. Visionnaire, Casey dit à Reagan qu'un jour les États-Unis devraient s'occuper du régime de Damas.

Reagan lui avait alors répondu : « Une façon de le faire, Bill, c'est de s'assurer qu'Israël ne manque de rien. »

Le président n'avait pas oublié sa dette envers les Juifs, qui l'avaient soutenu sur le chemin de la Maison-Blanche, et il s'était souvent retrouvé au bord des larmes en entendant les descriptions poignantes des camps de concentration que faisaient les survivants de l'Holocauste qu'on lui présentait.

En ce samedi matin du mois d'août, Casey déclara : « On aborde Admoni comme un putt difficile au golf : on se contente d'espérer qu'il n'y a rien sur le green dont on n'a pas tenu compte. »

En entrant à la direction des opérations, Casey demanda à l'agent de service s'il avait reçu quelque chose de susceptible de lui remonter le moral. L'agent lui tendit un message décodé. Après l'avoir lu, Casey ordonna une réunion du personnel dans sa suite du sixième étage.

*

Six semaines auparavant, le Hezbollah, le Parti de Dieu, avait ajouté un point à son score de détournements d'avions en s'emparant du vol 847 de la TWA, alors qu'il décollait d'Athènes, à destination de New York, via Rome. L'un des passagers était un plongeur de l'US Navy. Il était sur le point de s'endormir quand les terroristes prirent possession de l'avion en criant à tous les voyageurs de leur remettre leurs passeports. En découvrant les papiers militaires du plongeur, les pirates l'amenèrent de force à l'avant de la cabine et lui tirèrent une balle dans la tête. Quatre-vingt-dix minutes plus tard, après l'atterrissage de l'avion à l'aéroport international de Beyrouth, ils jetèrent son corps à l'extérieur. Ce cadavre sur le béton brûlant marqua le début de ce que l'on allait appeler l'Irangate : l'échange d'otages américains contre des armes américaines.

*

Jimmy Carter se lança dans une dernière tentative désespérée de conserver ses fonctions — alors que cela faisait longtemps que ses imitations de la coiffure et de la façon de parler de John F. Kennedy n'impressionnaient plus les électeurs. Il autorisa une opération secrète pour secourir les soixante-quatre diplomates, marines et employés de l'ambassade américaine de Téhéran qui avaient été faits prisonniers le 4 novembre 1979 par le régime islamique de l'ayatollah Rouhollah Khomeini. Sous Carter, le directeur de la CIA était Stansfield Turner.

Il s'agissait d'un ancien amiral, commandant de l'OTAN en Méditerranée, ce qui incluait la sixième flotte américaine. Il était le troisième amiral à tenir la barre de la CIA. Quand il était monté à bord, il ne connaissait pratiquement rien au fonctionnement de l'Agence mais il avait décidé de la diriger comme un bateau : il fallait obéir à tous ses ordres sans poser de questions. Pour Carter, cette attitude faisait de lui le chef espion idéal, d'autant plus que les deux hommes partageaient la même fascination pour les mécanismes qui permettaient aux satellites de fournir des informations. N'étant pas habitué à la face obscure du renseignement, Turner ne tarda pas à se retrouver confronté à une situation qu'il n'avait jamais rencontrée en mer. Le chef du service clandestin de l'Agence lui demanda de résoudre un problème. « Il est venu me voir et m'a dit qu'ils avaient un agent proche du sommet d'une organisation terroriste mais que l'on venait, une nouvelle fois, de lui demander de prouver sa loyauté en assassinant un haut politicien. On me demandait d'autoriser cela. J'ai dit non, sortez-le de là. Les États-Unis ne pouvaient pas participer à un meurtre », relata plus tard Turner.

Ce problème l'amena à se battre, au sein de la CIA, pour que la technologie bénéficie d'une plus grosse part du budget que le renseignement humain. Il prit donc totalement le parti des technocrates. Chez les agents, ce fut la colère et la désillusion.

Pourtant, avant même d'être lancée, en avril 1980, la mission de Téhéran était perdue d'avance. On ne disposait d'aucune information fiable sur la situation dans la capitale iranienne et la CIA avait pratiquement était exclue de la planification. Dès le début de sa présidence, Carter avait déploré que l'Agence soit « surchargée en analystes, en administrateurs et en spécialistes du renseignement technique ».

Les informations qu'ils obtenaient auraient pourtant été bien utiles pour donner au sauvetage une chance de réussir. Carter avait confié la mission à

la Navy ; ses hélicoptères devaient se rendre sur place, accompagnés par un avion de transport des US Marines, et sortir les otages de leur lieu de détention, dans le centre de Téhéran. Personne à la Maison-Blanche n'avait vérifié si les hélicoptères avaient un système de navigation adapté à un long vol au-dessus du désert. On ne s'était pas non plus demandé où et comment on pourrait les ravitailler et encore moins comment ils pourraient repartir de l'une des villes les plus anti-américaines du Moyen-Orient. Bien avant d'arriver à Téhéran, deux hélicoptères s'écrasèrent, ce qui coûta la vie à huit marines, et la mission se termina dans les sables iraniens — avec les derniers espoirs de Carter de rester au pouvoir.

Le jour de l'investiture de Reagan, l'ayatollah Khomeini relâcha les otages — un dernier pied de nez à Carter et une façon de rappeler au nouveau président que l'Iran resterait un problème pour les États-Unis.

Jusqu'à sa démission en janvier 1981, Stansfield Turner argua que le renseignement humain avait ses limites. « Même si les systèmes techniques coûtent infiniment plus cher que les moyens humains, lire les messages d'autres pays grâce aux interceptions et écouter leurs dirigeants se parler grâce à des micros cachés peut révéler des intentions, avec souvent plus d'exactitude que le rapport d'un agent », écrivit-il plus tard.

À l'heure où Reagan capitalisait sur le soulagement des Américains après la libération des otages, Casey promettait une nouvelle aube pour la CIA. Il allait refaire des espions le premier instrument secret de la politique étrangère. Les satellites seraient toujours dans le noir complet de l'espace mais les agents auraient plus de liberté pour choisir les tâches qu'ils leur confieraient. Il n'y aurait plus d'entreprises à l'aveuglette comme le fiasco de Téhéran. Telle était la promesse de Casey et tout le monde la crut.

*

Il avait dirigé la campagne électorale de Reagan. C'était lui qui avait écrit les ébauches de ses discours sur la fermeté dont il fallait faire preuve face au terrorisme. Une fois directeur de la CIA, le président lui demanda conseil au sujet du détournement du vol de la TWA.

« Je vais parler à Admoni. Je vais lui demander de persuader son gouvernement de libérer ses prisonniers libanais », assura Casey.

À contrecœur, Israël relâcha d'abord cent, puis deux cents, puis trois cents prisonniers et les renvoya, en bus, de l'autre côté de la frontière libanaise. Pendant ce temps, Reagan avait approuvé un second marché : fournir à l'Iran deux cargaisons de cinq cents missiles TOW américains. Ce fut ce qui marqua le début de l'Irangate. Peu après, Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, le président du Majlis — le Parlement iranien —, fit libérer les otages. Un président américain et son chef du renseignement venaient de conclure un marché avec l'un des groupes terroristes les plus dangereux de la planète.

« Le Hezbollah était sous le contrôle de l'Iran. Le pays avait besoin d'armes pour combattre l'Irak. Pour récupérer ses otages, tout ce que Reagan avait à faire, c'était de les lui fournir. Tant pis pour les promesses de fermeté envers les terroristes qu'il avait faites durant sa campagne », expliqua plus tard Ari Ben-Menashe, un agent de haut niveau du Mossad ayant participé à l'Irangate en tant qu'intermédiaire, à Washington, pour les négociations de nouvelles ventes d'armes à l'Iran.

Il y avait un otage que Reagan voulait absolument voir libéré en échange des armes. Il s'agissait de Bill Buckley, le chef de la station de Beyrouth, que Casey avait envoyé rétablir après l'attentat contre l'ambassade. Buckley avait été pris le 7 mars 1984 et depuis, chaque dimanche, le fervent catholique qu'était Casey se rendait à l'église, près de chez lui, à Georgetown, où il faisait brûler un cierge et priait pour la libération de son agent.

Là, en ce samedi matin d'août 1985, Casey avait autre chose à faire. Il avait lu un message décodé, envoyé par le chef de la station de la CIA à Rome, selon lequel le colonel Vitali Iourtchenko, un membre de haut niveau du KGB, affecté à l'ambassade de Russie de la ville, voulait faire défection.

« Pour moi, cette nouvelle était comme si Noël arrivait en avance », se souvint plus tard Casey. Pendant des heures, ses plus hauts agents et lui discutèrent de la situation dans sa suite du dernier étage. Iourtchenko était-il sincère ou s'agissait-il d'un coup monté du KGB ? Il fut entendu que la seule façon de répondre à cette question était de le faire venir à Washington.

*

À Londres, alors que l'été 1985 touchait à sa fin, l'époque était au changement pour Stella Rimington. Son mariage n'avait pas tenu et elle s'était installée dans un nouveau logement avec ses deux filles. À cinquante ans, il n'était pas facile d'être un parent isolé tout en occupant depuis peu le poste de directrice de la contre-subversion. Cette fonction augmentait la durée de ses journées de travail, déjà longues auparavant, et elle ne pouvait pourtant pas expliquer à ses filles adolescentes que chasseuse d'espions n'était pas un métier à horaires réguliers comme celui des autres mères. Le sens du secret était si ancré chez Rimington que ses filles n'avaient pas la moindre idée de ce qu'elle faisait, pas plus que les membres de son petit cercle d'amis à l'extérieur du MI-5.

John Lewis Jones, le directeur général, subissait les foudres consécutives à la découverte d'une taupe du KGB, Michael Bettany. Il essayait de rassurer Casey en lui expliquant que Bettany avait été démasqué avant d'avoir eu le temps de faire de gros dégâts mais Casey savait que c'était improbable. Toute information en provenance du MI-5 était extrêmement précieuse pour le KGB.

Cela faisait longtemps que le personnel de Jones — un homme terne, tatillon et pédant — trouvait que la seule chose qui semblait vraiment lui importer dans un rapport était qu'il soit impeccablement présenté ; si ce n'était pas le cas, il le faisait refaire. Il avait également du mal à déléguer alors qu'il n'avait pas les compétences nécessaires pour maîtriser les complexités de tous les services du MI-5.

En examinant son cas dans le cadre de l'affaire Bettany, la Commission de sécurité remarqua ces déficiences. Après avoir nié toute faute personnelle par rapport à la trahison abracadabrante de Bettany et avoir rappelé que c'était un membre de son personnel, l'excellente Eliza Manningham-Buller, qui avait démasqué le traître, Jones afficha une autosatisfaction époustouflante. Il affirma que la trahison n'était une nouveauté pour aucun service et qu'il serait « complètement aberrant de juger le MI-5 sur un seul cas ». De plus en plus incrédules, les membres du comité observèrent Jones esquiver les questions et balayer les plus inquisitrices d'entre elles d'un haussement d'épaules. Puis les questions finirent par cesser. Jones resta assis un long moment dans la salle silencieuse où ses réponses venaient de révéler son inaptitude à diriger le Service de sécurité dont il était responsable depuis quatre ans. Peu après, il

donna sa démission et disparut dans une obscurité très probablement réconfortante.

Il fut remplacé par Tony Duff, le président du JIC. Duff avait alors soixante-cinq ans. Margaret Thatcher lui avait demandé d'exorciser la démoralisation presque totale que Jones avait laissée derrière lui. On n'aurait pas pu faire un meilleur choix que celui du paternel Tony Duff : avec ses costumes sombres à rayures et ses cols amidonnés, il avait le regard droit, ce qui n'était pas sans évoquer l'époque où, les yeux collés à son périscope, il avait été l'un des plus jeunes commandants de sous-marin de la Seconde Guerre mondiale.

Durant sa première semaine à Century House, il se présenta dans tous les bureaux, serra la main de leurs occupants, leur demanda ce qu'ils faisaient et promit de mettre en place les améliorations qu'ils demandaient. Personne ne se souvenait qu'un directeur général ait jamais fait cela. La crainte qu'il y ait d'autres taupes à démasquer s'envola et laissa place à ce que Stella Rimington appela « une forte loyauté collective ». La seule chose qu'elle avait à lui reprocher était d'appeler les femmes du personnel *dear.*

Dans la journée, Duff passait son temps au téléphone. Il appelait les directeurs des services de renseignement étrangers et envoyait des messages à ses commandants de station dans le monde entier. Il dînait régulièrement avec des membres du JIC et déjeunait avec Christopher Curwen dans un restaurant proche du MI-6. Il se rendait souvent au Home Office pour y rencontrer le secrétaire à l'Intérieur et, après cela, il rentrait à son bureau et dictait des notes de services, à taper et distribuer, à ses secrétaires ; celles-ci comptaient parmi les employés les plus occupés de Century House. Dans tout ce que faisait ou disait Duff, on pouvait déceler qu'il se sentait investi d'une mission : restaurer la réputation du Service de sécurité.

Il passait ses nuits à lire les dossiers importants que ses chefs de service lui avaient recommandés. Ayant compris que, sous Jones, à cause d'un réseau élitiste d'anciens, la promotion des agents ne dépendait pas de leurs mérites mais des personnes avec qui ils allaient au pub, il entreprit de redresser la situation. Beaucoup partirent tranquillement en retraite et furent remplacés par des jeunes. En outre, Duff promut plus de femmes que quiconque avant lui. Stella Rimington fut l'une des premières à monter en grade. Duff lui confia la responsabilité de la branche B, chargée du contre-espionnage.

L'amitié qui unissait Duff et Casey remontait à de nombreuses années, cimentée par un intérêt commun pour l'histoire de la marine militaire. L'une des premières choses que fit Duff après sa nomination fut d'appeler Casey. Ils parlèrent de la menace perpétuelle du KGB mais également de celle que commençait à représenter le fondamentalisme islamique. Ils estimaient qu'avec son histoire de terre d'asile, Londres risquait d'être confrontée à un problème.

Dans la luxueuse salle à manger du septième étage de Langley, Bill Casey avait convié à déjeuner un invité insolite : le colonel du KGB Vitali Iourtchenko. C'était la première fois qu'un agent d'un service de renseignement hostile était autorisé à pénétrer dans le bâtiment. Mais dès que Iourtchenko avait dit qu'il voulait changer de camp, Casey s'était intéressé de près à l'affaire. Il avait étudié les comptes-rendus d'interrogatoires dès leur arrivée sur son bureau et avait plusieurs fois rédigé les questions dont il voulait connaître les réponses pour la fois suivante. Il avait également lu les rapports des psychologues qui évaluaient régulièrement Iourtchenko et avaient noté son « authentique volonté de coopérer ». Plus Casey lisait, plus il était convaincu que Vitali Iourtchenko était un « vrai de vrai ».

En tant qu'avocat d'affaires, Casey s'était avéré doué pour juger les caractères. Il lui suffisait de regarder le client assis en face de lui, dans son bureau, pour savoir s'il disait la vérité. Ce don lui avait, d'ailleurs, permis de repérer plus d'un menteur durant la campagne électorale de Reagan. Au moment où il parlait du plat du jour, il était persuadé de ne pas avoir perdu cette aptitude.

« Les crabes viennent d'Alaska, là où vos sous-marins patrouillent au large de la côte », marmonna-t-il.

« Et où vos poste d'écoute les suivent à la trace », répondit Iourtchenko.

Cet échange donna le ton du repas : Casey, l'hôte détendu qui se servait de tout ce que Iourtchenko avait révélé au cours de ses semaines d'interrogatoire, et son invité, répondant une nouvelle fois à des questions déjà posées par d'autres dans une planque de la CIA, une petite maison aux murs de pierre au fin fond des bois du Maryland.

Iourtchenko avait révélé une multitude d'informations sur les opérations du KGB dans le monde entier et remis à jour ce que l'on connaissait du fonctionnement du service de renseignement soviétique depuis que Youri

Nosenko, un transfuge de haut niveau du KGB, était arrivé aux États-Unis en 1964. Nosenko avait, lui aussi, répondu à de nombreuses questions. Mais avait-il dit la vérité lorsqu'il avait affirmé que le gouvernement soviétique avait commandité l'assassinat du président Kennedy ?

Casey avait entendu dire que, selon Nosenko, l'assassinat avait été orchestré par le KGB dans le cadre d'un marché avec Castro par lequel Cuba devait devenir un représentant à plein-temps du gouvernement soviétique. Des années plus tard, Richard Helms réitéra cette affirmation durant les audiences du comité du Congrès consacrées à l'assassinat. Son témoignage figure dans un document déclassifié en 1998 : « Le gouvernement soviétique a commandité l'assassinat du président Kennedy. » Ce point de vue était également partagé par Lyndon Johnson vers la fin de sa présidence : « Kennedy essayait d'avoir Castro mais Castro l'a eu en premier. » N'étaient-ce que les paroles en l'air d'un vieil homme qui voulait juste donner son avis ?

Casey était encore profondément convaincu que les véritables circonstances de la mort de Kennedy n'avaient toujours pas été élucidées lorsqu'il demanda à son invité s'il pouvait confirmer que le KGB avait fait subir un lavage de cerveau à Lee Harvey Oswald pour en faire un assassin ? Iourtchenko répondit que si un tel dossier existait, son accréditation de sécurité n'aurait pas été suffisante pour qu'il y ait accès.

Cette réponse renforça la conviction de Casey que son invité disait la vérité sur les autres sujets.

*

Comme le faisaient tous les directeurs en prenant leurs fonctions, Casey avait lu le dossier d'un autre meurtre, comploté non par le KGB mais par la CIA pour couvrir ses propres tentatives de fabriquer des assassins grâce au lavage de cerveau. Ce programme, dont le nom de code était MK-ULTRA, allait rester le plus sinistre jamais entrepris par un organisme gouvernemental américain.

En novembre 1983, dans la planque où l'on avait interrogé Iourtchenko, des agents de la CIA s'étaient rencontrés pour parler de Frank Oison, un biochimiste de l'Agence, dont la spécialité était la diffusion dans l'air de

divers aérosols mortels. Il était également expert en matière d'utilisation du LSD à des fins de manipulation du comportement. Il avait fait de nombreuses expériences sur des prisonniers et, dans plusieurs hôpitaux américains, sur des patients atteints de troubles psychiatriques. À la direction des opérations, on avait décidé d'effectuer ces tests sur les agents doubles présumés qui étaient enfermés dans les centres de détention de l'armée américaine dans l'Allemagne d'après-guerre. On appelait ces hommes les « sujets jetables ». Après les avoir drogués, on les soumettait à de puissants électrochocs pour voir si leurs pensées étaient suffisamment altérées pour qu'ils obéissent à tous les ordres de leurs contrôleurs. Allen Welsh Dulles était convaincu que les Russes et les Chinois avaient réussi à laver le cerveau de leurs prisonniers durant la guerre de Corée.

Olson, qui n'avait jamais vu les résultats des drogues qu'il fabriquait dans son laboratoire, s'était rendu en Bavière où il avait vu les « sujets jetables » être drogués à mort et enterrés dans la forêt, près du *Schlass* — c'est-à-dire le manoir de style bavarois — où les expériences avaient lieu.

Sur son trajet de retour vers Washington, Oison s'était arrêté à Londres pour décrire ce qu'il avait vu au docteur William Sargant. Le psychiatre participait également à MK-ULTRA et, lors des passages précédents d'Oison en Angleterre, il l'avait conduit à Porton Down, l'institut de recherche biologique et chimique britannique. Dans le cadre du programme, auquel collaborait grandement le Royaume-Uni, on utilisait, à leur insu, les conscrits comme cobayes. Les soldats croyaient participer à la recherche d'un remède contre le rhume.

« À son retour de Bavière, Oison n'arrêtait pas de dire qu'il avait été témoin de meurtres et que c'était son devoir moral de rapporter ce qu'il avait vu », m'a plus tard raconté le docteur Sargant.

Quand Oison fut de retour à Washington, le docteur Sargant fit également ce qu'il estimait être son devoir. Il informa son contact au MI-6 de ce que le scientifique avait l'intention de faire et lui signala qu'à en juger par son état mental, il représentait probablement un risque pour la sécurité du programme. Tout le reste partit de là : l'appel de Dick White, le directeur du MI-6, à Dulles, puis la rencontre entre ce dernier et le docteur Sidney Gottlieb, le directeur au pied bot de MK-ULTRA.

Quand Oison revint à Fort Detrick, le centre biologique américain où il travaillait, il fut convoqué à la planque des bois du Maryland. Le docteur

Gottlieb et plusieurs autres membres de la direction des opérations l'y attendaient. Pendant le dîner, ils l'interrogèrent sur son voyage en Bavière et l'écoutèrent exprimer sa profonde inquiétude quant à ce qu'il avait vu. « Je pense qu'il faudrait tout arrêter », avait conclu Oison.

Au fil de la soirée, l'ambiance devint de plus en plus tendue et, à un certain point, le docteur Gottlieb se tourna vers George Hunter White. Ce dernier était un ancien agent de l'OSS à qui Gottlieb avait confié la tâche de s'occuper de toute menace éventuelle contre le caractère secret de MK-ULTRA.

White tendit à Oison un verre de Cointreau, son digestif préféré, dans lequel on avait versé du LSD sur ordre du docteur Gottlieb. Oison ne tarda pas à montrer des signes de trouble. La première étape du plan de Gottlieb passa à la vitesse supérieure. On conduisit le biochimiste, de plus en plus perturbé, à New York pour y être examiné par un thérapeute, Harold Abramson, que le docteur avait également recruté pour le programme MK-ULTRA. Selon le diagnostic d'Abramson, Oison était « dans un état psychotique, accompagné de paranoïa ». On ramena ensuite Oison au Statler Hotel, à Manhattan. Sept heures plus tard, il était mort — apparemment, après avoir sauté, à travers des rideaux tirés et une fenêtre à double vitrage, depuis le dixième étage et s'être écrasé sur le trottoir. Une partie de son crâne portait une trace pouvant correspondre à un coup violent autre que l'impact contre le trottoir. Durant sa carrière dans l'OSS, en Europe, George Hunter White était réputé pour tuer les espions ennemis d'un simple coup de poing.

Pendant des décennies, les véritables circonstances de la mort d'Oison restèrent un secret de la CIA, qui affirmait qu'il s'agissait d'un suicide dû à la « pression professionnelle » ou à des « problèmes personnels ». Mais, en novembre 1998, un procureur public new-yorkais, Steve Sorocco, commença à enquêter sur la possibilité que Frank Oison ait été assassiné.

À ce moment-là, White était mort. Mais Sorocco pensait, malgré tout, pouvoir faire condamner le docteur Gottlieb pour avoir organisé le meurtre. Il recueillit des indices auprès d'innombrables sources. Certains étaient des éléments à charge, d'autres apportaient un éclairage prêtant à réfléchir sur la façon obsessionnelle dont la CIA s'était acharnée à tenter de contrôler le comportement humain sans pour autant réussir à créer un assassin de toutes pièces. Mais, en mars 1999, alors que l'enquête de Sorocco avançait

lentement mais sûrement, le docteur Sidney Gottlieb mourut. Sorocco n'eut pas d'autre choix que de clore le dossier.

Là, en ce jour d'octobre 1985, Casey avait une question sur le même thème à poser à Vitali Iourtchenko. Il lui demanda où en était le KGB dans ses tentatives de fabriquer un assassin grâce au lavage de cerveau. Le transfuge le regarda et haussa les épaules : « Il y a des choses que nos scientifiques ont réussi à faire mais ils ont vite compris qu'il était impossible de laver le cerveau de quelqu'un. Cela fait longtemps qu'ils ont abandonné. »

Casey poussa plus loin : et les Chinois ? Iourtchenko haussa une nouvelle fois les épaules. « Les Chinois ? Nous ne savions jamais avec les Chinois. »

C'était encore une de ces réponses honnêtes qu'espérait Casey.

*

Au cours des jours qui suivirent le retour de Iourtchenko à la cabane, après son déjeuner avec Casey, les psychologues de l'équipe qui l'interrogeait avaient remarqué qu'il était joyeux et partait avec optimisme de sa vie future en Amérique. Il allait même peut-être accepter l'offre de devenir consultant de la CIA qu'avait évoquée Casey. Mais au fil des semaines, son enthousiasme s'atténua. Il se mit alors à s'enfermer pendant des heures dans sa chambre, devant la télévision, et à partir seul dans les bois.

Les psychologues établirent que Iourtchenko était victime de symptômes relativement courant chez les transfuges : prise de conscience croissante de la coupure définitive avec son passé, incertitude sur sa capacité à recommencer sa vie dans une culture très différente de la sienne.

Quoi qu'il en soit, Iourtchenko continua à donner des informations importantes, dont certaines sur le système d'armement biologique de la Russie. L'Union soviétique faisait partie des cent quarante signataires de la Convention sur l'interdiction des armes biologiques de 1972, qui prohibait « la mise au point, la fabrication, le stockage et l'acquisition, d'une manière ou d'une autre, d'armes bactériologiques à des fins hostiles ». Malgré cela, la Russie avait un programme, « Biopreparat », dont les instituts très secrets

continuaient d'effectuer des recherches et de produire d'énormes quantités d'armes biologiques, telles que la peste — la mort noire médiévale —, la tularémie, le typhus ou la redoutable toxine botulique. Biopreparat avait rassemblé suffisamment de microbes pour tuer tous les hommes, femmes et enfants de la planète, ainsi que tous les animaux jusqu'au dernier poisson.

Pendant des heures, seule la voix de Iourtchenko résonnait dans le salon de la cabane. Chacune de ses paroles était enregistrée pendant qu'il emmenait ses auditeurs dans un voyage où la mort biologique était entreposée près des frontières de la Russie avec la Finlande et la Pologne, au cœur des montagnes de l'Oural et jusqu'aux limites de l'Iran et de l'Afghanistan, ou encore à Vladivostok, sur la mer du Japon. En tout, trente-huit sites renfermaient un nombre inconnu de milliards de spores et de pathogènes.

À la fin de chaque séance, Iourtchenko retournait dans sa chambre pour appeler sa maîtresse, l'épouse d'un diplomate soviétique basé à Ottawa. Au départ, leurs conversations étaient personnelles, pleines de sous-entendus sexuels. Les psychologues les écoutaient pour les analyser. Ils furent surpris par l'intensité de la libido du Russe qui contrastait avec ses manières plutôt guindées. Mais son optimisme quant au fait que sa maîtresse viendrait le rejoindre laissa place à l'incertitude. Finalement, elle lui dit qu'elle n'en ferait rien mais qu'il devrait rentrer à Moscou, où ils pourraient parler de leur avenir.

Ayant senti son changement d'humeur, les psychologues demandèrent aux interrogateurs d'annuler leur prochaine séance. Mais, le lendemain matin, Iourtchenko se présenta au petit-déjeuner tout à fait comme avant, sûr de lui, et il répondit pleinement aux questions, paraissant n'avoir aucun souci. Il parla aux interrogateurs d'un certain nombre d'opérations d'assassinats réussies par le KGB. L'une de celles-ci avait été conduite contre Georgi Markov, un dissident bulgare, employé à la BBC, à Londres. Markov se rendait au travail quand un agent du KGB l'avait heurté à la jambe avec la pointe de son parapluie. Quelques heures plus tard, il était mort. L'autopsie révéla que Markov avait succombé à un empoisonnement à la ricine. Selon Iourtchenko, le meurtrier était Oleg Alexievitch Shuliks, un agent du KGB basé à l'ambassade soviétique de Paris. Il était rentré à Moscou le lendemain de l'assassinat de Markov. Il n'avait encore jamais été identifié jusqu'à ce jour.

La séance du matin terminée, Iourtchenko refusa de déjeuner et se rendit dans sa chambre pour appeler sa maîtresse. Elle ne répondit pas. Il passa le reste de la journée seul et refusa d'aller se promener dans les bois ou de regarder un match de football à la télévision. Les psychologues se demandèrent si ce changement d'humeur avait pu être déclenché par la crainte de subir le même sort que Markov, bien que la CIA lui ait promis une nouvelle identité pour que le KGB ne puisse pas le retrouver.

Au matin du vendredi 1er novembre 1985, il sortit de sa chambre, sa gaieté retrouvée. Il n'avait pas passé de coup de téléphone pendant la nuit et semblait avoir renoncé à l'idée d'aller rejoindre sa maîtresse à Moscou. Après le petit-déjeuner, quand il s'assit sur sa chaise habituelle, près de la cheminée, pour se préparer à répondre aux questions, ses interrogateurs avaient une bonne nouvelle à lui annoncer. On en avait enfin terminé et, pour fêter cela, ils l'invitaient à ce que l'un des agents appela un « somptueux repas ».

L'équipe de la CIA avait réservé une table au *Pied de cochon*, l'une des meilleures tables du quartier de Georgetown, à Washington. Tout en buvant des cocktails, ils parlèrent des projets de Iourtchenko pour commencer sa nouvelle vie : aller faire du shopping avec l'un de ses hôtes, acheter des vêtements de style américain et, plus tard, rencontrer un agent spécialisé dans le relogement des transfuges. Pendant le repas, ils plaisantèrent sur la force du bourbon américain par rapport à la vodka russe et Iourtchenko fit l'éloge de la nourriture, en affirmant qu'aucun restaurant n'égalait celui-ci.

Soudain, il se leva, se tourna vers l'un de ses hôtes et demanda : « Que feriez-vous si je partais ? Vous me tireriez dessus ? »

La question fut accueillie par des rires. « Prends donc un autre verre, Vitali », suggéra l'un des agents.

« Non. Non, répondez juste à ma question, insista Iourtchenko en souriant. Vous me tireriez dessus ? »

« Ce n'est pas comme ça que nous traitons les transfuges », s'entendit-il répondre.

Du regard, Iourtchenko fit le tour de la table. « Je serai de retour dans quinze ou vingt minutes. Si ce n'est pas le cas, ne vous en voulez pas. »

Il sortit du restaurant. Personne n'essaya de l'en empêcher. Ses hôtes avaient le sentiment qu'il s'agissait d'une sorte de test qu'il leur imposait

pour compenser tous ceux qu'ils lui avaient fait subir pour vérifier sa crédibilité.

Après vingt minutes, Iourtchenko n'avait toujours pas donné signe de vie. L'un des agents de la CIA s'écria : « Bon sang, l'ambassade soviétique n'est qu'à vingt minutes d'ici. »

En repensant à cette conversation, William Colby, un ancien directeur de l'Agence et l'une de mes principales sources, m'a déclaré : « Ces types ont dû avoir l'impression d'être sur une barque au milieu de l'eau sans même une seule rame. Tu emmènes le type au resto et il s'en va comme ça. »

Iourtchenko avait pris un taxi pour l'ambassade soviétique. Une unité de surveillance du FBI l'avait vu entrer mais personne ne saurait jamais ce qui s'était dit à l'intérieur du bâtiment. Trois jours plus tard, vêtu d'un costume russe mal coupé, Iourtchenko apparut à la télévision, en direct du bureau de l'ambassadeur, pour raconter une histoire étonnante. Il avait été kidnappé à Rome puis on l'avait drogué et envoyé à Washington dans un avion de l'armée. Pendant des semaines, on l'avait maintenu dans un état de stupeur chimique et des hommes qu'il pensait être des interrogateurs de la CIA l'avaient questionné. Après cela, il disparut aussi abruptement qu'il était apparu, laissant de nombreuses questions sans réponses. Comment l'avait-on drogué ? Par injection ? Avec des cachets ? Un liquide ? Comment avait-il pu répondre à des questions sous l'effet de la drogue ? Comment avait-il échappé à ses geôliers ? Comment s'était-il rendu à l'ambassade ? S'agissait-il d'un complot du KGB visant à mettre le président Reagan dans l'embarras à la veille du sommet pour la préparation du traité sur le contrôle des armes nucléaires avec le président Gorbatchev ?

Deux jours plus tard, Vitali Iourtchenko était à bord d'un vol pour Moscou. On ne l'a jamais revu et personne ne sait ce qu'il est devenu. Ce qui était indéniable, en revanche, c'était l'embarras de Casey qui, après son déjeuner avec Iourtchenko, avait assuré à ses contacts au Congrès que ce transfuge était « probablement [leur] plus précieux atout ». Reagan, plus démago que jamais, déclara au service de presse de la Maison-Blanche : « Je pense que quelqu'un qui aurait pu vivre aux États-Unis et préfère pourtant vivre en Russie peut très facilement prendre n'importe quel Américain au dépourvu. »

*

À la fin des années 1980, le MI-5 était toujours empêtré dans la campagne meurtrière de l'IRA en Irlande du Nord, tout en essayant d'éradiquer les agents du KGB et du service de renseignement polonais qui tentaient sans relâche d'espionner les sociétés scientifiques et industrielles travaillant sur des contrats militaires.

Stella Rimington — la première femme à être appelée « K » dans les correspondances internes — s'habituait à ses fonctions de directrice du contre-espionnage et ses journées de travail s'allongeaient. Ses week-ends s'écoulaient en une succession de réunions où l'on parlait de sujets tels que le recrutement d'agents « dotés d'un rare mélange de talents ; un bon cerveau et de grandes capacités analytiques ». Elle exigeait aussi que les recrues soient capables de prendre des décisions « dans les situations difficiles et dangereuses » quand il n'y avait pas d'agent expérimenté pour les y aider. Elle plaçait la barre très haut et nombreux étaient ceux qui ne la passaient pas. Les autres devaient travailler avec le même emploi du temps extrêmement serré que celui qu'elle s'imposait elle-même.

Au MI-5, beaucoup trouvaient que Rimington avait les mêmes redoutables caractéristiques que Margaret Thatcher. Elle rejetait les arguments faibles d'un ton cassant à vous glacer le sang et perdait patience dès qu'un exposé s'éloignait de l'essentiel. Elle s'emportait pour les moindres broutilles : des excréments de pigeon sur le bord de la fenêtre de son bureau ou un employé de l'entretien qui n'avait pas remis le portrait de la reine dans son exacte position originale après l'avoir dépoussiéré. La concision de ses notes de service et la brusquerie avec laquelle elle annonçait ses décisions rappelaient à tous que quiconque n'était pas capable d'apporter une solution à un problème en faisait partie intégrante. Des années plus tard, elle expliquerait : « Quand l'adrénaline monte, on se concentre mieux et puis je crois que j'ai toujours été un peu directive. »

Au sein du Service de sécurité, les conséquences de ce que l'on appelait l'enquête Stalker devinrent le nouveau problème de Rimington. En 1984, John Stalker, un commissaire divisionnaire adjoint des forces de la police de Manchester, fort d'un passé immaculé d'investigations sur des crimes importants, avait été nommé pour enquêter sur les affirmations, de plus en plus nombreuses dans les journaux, selon lesquelles une unité du RUC, entraînée par le SAS, avait pour consigne de « tirer pour tuer ». Si elle était

avérée, une allégation aussi énorme aurait d'immenses impacts politiques, aussi bien en Irlande qu'à Westminster : cela signifierait que les policiers, majoritairement protestants, tuaient de sang-froid les catholiques de l'IRA.

On avait compris qu'il fallait faire quelque chose quand un adolescent avait été tué par balle dans une grange à foin dans laquelle le MI-5 avait reçu l'ordre de placer des micros depuis que le RUC avait signalé que l'IRA y organisait des réunions. Stalker voulait vérifier s'il était vrai que, comme on le lui avait dit, on entendait les coups de feu et les voix de ceux qui avaient tué le jeune homme sur la bande. Il avait alors contacté Christopher Curwen, le directeur général du MI-5, et celui-ci avait nié toute implication du Service de sécurité. Peu après, on avait fermé le dossier et Stalker avait pris sa retraite, dont il complétait la pension en apparaissant à la télévision dans une publicité pour du double vitrage. Plus tard, il fut l'un des nombreux enquêteurs à travailler sur la mort de la princesse Diana et de son amant, Dodi al-Fayed : pour cela, il emprunta le même itinéraire qu'eux à la même vitesse que celle à laquelle ils avaient trouvé la mort. Stella Rimington qui, en tant que « K » avait accès aux activités du MI-5 en Irlande du Nord, ne parla pas de l'enquête Stalker dans ses mémoires, *Open Secret.*

*

Alors que, pour le MI-5, l'IRA restait essentiellement un problème intérieur, le terrorisme représentait un problème de plus en plus important à l'échelle internationale et Londres était en train de devenir le quartier général des prédicateurs islamiques extrémistes qui, grâce à un réseau d'organisations, propageaient la haine : la haine d'Israël, la haine de l'Amérique, la haine de l'Occident, la haine de toutes les démocraties attachées à la tolérance et à la liberté — les idéaux mêmes qui permettaient aux extrémistes d'opérer.

Au MI-5, on n'avait pas la moindre confiance en Harold Wilson, le Premier ministre travailliste. Dans son dossier, il était dépeint comme « un dangereux socialiste lié à une organisation commerciale Est/Ouest et comptant plusieurs hommes d'affaires immigrés d'Europe de l'Est parmi ses associés ». Le fait qu'il ait ouvert les portes du pays à des businessmen venus du Moyen-Orient et d'Extrême-Orient — et à leurs gros apports de

capitaux dans l'économie nationale n'avait fait que renforcer une suspicion à peine voilée.

Bientôt, les mosquées se remplirent de fondamentalistes islamiques recherchés pour terrorisme dans d'autres pays. Les gouvernements français, algérien, égyptien, jordanien, saoudien et américain avaient engagé des avocats aux honoraires très élevés pour plaider devant la Haute Cour de Londres afin que les terroristes présumés soient extradés pour être jugés pour les crimes dont ils étaient accusés sur leurs territoires respectifs. Mais les avocats de la défense réussissaient très souvent à empêcher ces extraditions sous prétexte que leurs clients risqueraient des persécutions, voire la mort.

Dans les mosquées, un nouveau nom s'ajouta au panthéon en perpétuelle expansion des héros et penseurs musulmans. Ce nouveau venu, dont on commençait à parler durant les prières du vendredi, était le fils d'un ouvrier illettré de la région pauvre de l'Hadramaout, en Arabie saoudite, qui était devenu millionnaire lorsque la famille régnante al-Saoud lui avait accordé le contrat de maintenance des lieux saints de La Mecque. Cela représentait assez d'argent pour qu'il envoie son fils à la prestigieuse université al-Azhar, au Caire, pour y étudier les grands érudits islamiques. Doté du même sens inné des affaires que son père, après avoir obtenu ses diplômes, le jeune homme devint l'un des hauts dirigeants de l'entreprise de construction familiale. Plus tard, contrairement aux princes royaux saoudiens qui dépensaient leur argent sur les lieux de villégiature européens, il partit aider les *moudjahidine* faire la guerre au régime afghan, soutenu par la Russie. Puis, pour son vingt-troisième anniversaire, il fit quelque chose de déterminant pour son avenir en ouvrant, au Pakistan, une agence de recrutement de combattants pour lutter contre les Russes. Il l'avait appelée *Sijill Al-Qaïda*, le « Registre de la base » mais on se contenta bientôt de l'appeler Al-Qaïda, « la base ». Son fondateur était Oussama Ben Laden.

*

L'enlèvement de William Buckley fit vivre à Casey une crise sans précédent. Il avait perdu deux chefs de station en peu de temps, ce qui n'était jamais arrivé à la CIA, même au summum de la guerre froide. Casey décrocha son téléphone : il appela Duff dans son bureau de Londres,

Admoni à son quartier général de Tel-Aviv, et les directeurs de la SDECE française, du BND allemand et du SISMI italien. Ils promirent tous de mobiliser leurs ressources à Beyrouth.

Un satellite de la NSA se mit à recueillir des images et des voix dans les ruelles de Beyrouth-Ouest et à les envoyer vers les bancs d'ordinateurs de Fort George Meade pour y être transcrites, vérifiées et triées en fonction des langues utilisées : arabe, dialectes farsi et français beyrouthin. D'autres informations arrivèrent des deux meilleurs instituts du monde cil matière d'observation du terrorisme au Moyen-Orient : les centres Jaffee et Dayan de l'université de Tel-Aviv. Ariel Merari, le directeur du centre Jaffee, m'a confié plus tard : « Nous avons essayé de leur faire comprendre l'état d'esprit des ravisseurs, qu'ils étaient motivés par la haine, et pourquoi leur proposer une rançon pour Buckley ne fonctionnerait pas. »

Certaines informations vinrent de sources inattendues. Le roi Hussein de Jordanie fit porter à la main un rapport de son chef du renseignement décrivant très clairement les conditions de détention des otages : isolés, enchaînés, encagoulés, déplacés d'une cellule souterraine à l'autre dans Beyrouth-Ouest. Le prince Bandar Ben Sultan, l'ambassadeur saoudien aux États-Unis, fournit un plan de la zone mais avertit néanmoins que toute tentative de sauvetage serait vouée à l'échec.

Le 7 mai 1984, cinquante-deux jours après l'enlèvement de Buckley, une vidéo fut livrée à l'ambassade américaine d'Athènes. L'enregistrement montrait Buckley sous la torture. L'absence de son rendait la scène encore plus obscène — ainsi que la façon dont la caméra s'approchait et s'éloignait de son corps blessé. Devant son ventre, il tenait un document portant l'inscription *Most secret*, ce qui prouvait qu'il y avait des renseignements sensibles dans son attaché-case. On voyait à son visage qu'il avait été drogué ; son regard était vague, ses lèvres semblaient molles et ses poignets et son cou portaient des traces de frottement comme s'il avait été attaché avec de la corde ou des chaînes.

La seconde vidéo arriva vingt-trois jours plus tard, par la poste, à l'ambassade américaine de Rome. Elle montrait Buckley les bras couverts de trous d'aiguille. Ses jambes tremblaient et faisaient des roulements de tambour contre le sol ; il ne pouvait plus contrôler ses pieds car la torture avait détérioré son système nerveux. Il implorait qu'on l'échange contre l'engagement des États-Unis à cesser d'exercer leur influence sur le Liban et

à obtenir la même chose d'Israël.

Des copies des transcriptions des paroles de Buckley furent envoyées à George Shultz, le secrétaire d'État. Le document était accompagné d'une déclaration de principe rédigée par Graham Fuller, un analyste de la CIA, spécialiste du Moyen-Orient. Il y expliquait qu'un retrait total des États-Unis ou d'Israël était « irréaliste » mais qu'il serait peut-être possible d'obtenir la libération de Buckley en utilisant l'Iran comme intermédiaire : les mollahs avaient besoin de plus d'armes pour continuer leur guerre contre l'Irak. Les leur fournir pourrait être la solution.

Shultz convoqua l'ambassadeur israélien pour en parler. Le diplomate demanda du temps pour consulter Tel-Aviv. Une réponse arriva quelques heures plus tard : Israël ne voyait aucune objection à équiper Téhéran d'armes dernier cri. Selon Ad Ben-Menashe, qui, plus tard, accompagnerait les armes en Iran : « Israël était ravi de voir l'Iran et l'Irak se saigner mutuellement à blanc avec leur guerre ».

Quatre cent quarante-quatre jours après sa capture, Bill Buckley mourut, étouffé par ses propres glaires, à cause de la pneumonie qui finit par l'emporter, le 3 juin 1985, dans les cellules souterraines de la prison de Basta, à Beyrouth.

*

Libéré après dix-sept mois de captivité dans la même prison, David Jacobson, le directeur de l'hôpital universitaire américain de la ville, put donner des informations sur la mort de Buckley. Il expliqua à Casey : « Buckley délirait. Il y a juste eu un long, long silence. Il était dans la cellule d'à côté mais je ne l'ai pas vu mourir parce que j'avais une cagoule sur la tête. Tout ce que j'ai entendu, c'est le bruit du corps de Bill qu'on traînait à l'extérieur. »

Le 15 décembre 1986, Casey arriva à son bureau du septième étage. Comme d'habitude, il étudia, une fois de plus, le dossier de Buckley. Plus d'une fois, il s'était demandé s'il avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour le sauver. Soudain, Casey s'effondra, victime d'une attaque due à un cancer du cerveau non diagnostiqué, et envoyé d'urgence au centre hospitalier universitaire de Georgetown. Le 29 janvier 1987, Bob Gates, son

adjoint, se présenta à son chevet.

« Salut Bill. »

Casey grommela quelque chose d'inintelligible. Gates expliqua qu'on lui avait demandé de lui porter une lettre du président Reagan. Sans un mot, Casey se redressa sur son oreiller. Gates lui proposa de lui lire la lettre. Quand il eut terminé, Casey avait les larmes aux yeux. Il s'agissait de sa lettre de démission. Pour la valider, il lui suffisait de signer sur les pointillés. Casey était trop faible pour tenir le stylo.

« Au diable ce truc », fit Gates en rempochant la lettre non signée.

Le lendemain, le président Reagan proposa à Gates d'assumer les fonctions de directeur de la CIA. Les deux hommes savaient que cette mesure n'était pas permanente. Gates avait été trop proche de Casey. Pour diriger l'Agence, Reagan voulait quelqu'un de nouveau. Gates occupa le poste pendant cinq mois.

Le 6 mai 1987, Casey succomba à une pneumonie après l'ablation de sa tumeur au cerveau. Il avait servi son pays pendant six ans et un jour. À son enterrement, les présidents Reagan et Nixon marchèrent en tête du cortège.

À ce moment-là, le dossier de Buckley avait déjà été envoyé au registre, au sous-sol de l'Agence. La seule trace visible de son passage à la CIA était l'étoile d'argent que le graveur de Langley avait incrustée dans un mur du hall de l'édifice, avec celles de tous ceux qui, comme lui, étaient morts en service. Tout près, se trouvait la plaque de marbre portant les mots de l'apôtre saint Jean : « Vous connaîtrez la vérité et la vérité vous affranchira. »

Bill Buckley m'avait, un jour, fait part de ce qu'il avait ressenti la première fois qu'il avait vu cette inscription : « J'avais des doutes là-dessus. Vraiment. »

XII

Nouvelles cibles

À 6 h 30, en ce début de journée du mois de novembre, seul le sommet du Washington Monument se dessinait dans les premières lueurs de l'aube. Sur l'autre rive du Potomac, les pierres tombales baignaient encore dans l'ombre sur la colline du cimetière d'Arlington. Chacun des deux hommes assis à l'arrière de la voiture gouvernementale noire connaissait au moins une personne qui était morte dans la bataille. L'Oldsmobile était équipée de vitres pare-balles, d'une carrosserie blindée et d'un châssis anti-mines. Seule la voiture du président des États-Unis disposait des mêmes protections. L'Oldsmobile était systématiquement livrée avec le poste de directeur de la CIA.

Le plus âgé des deux hommes, William Hedgecock Webster, occupait cette place depuis que le président Reagan l'avait choisi pour remplacer Casey en 1987. Sobrement habillé, le magistrat de soixante-quatre ans avait été procureur public et juge de district dans sa ville natale, Saint Louis, dans le Missouri, avant de diriger irréprochablement le FBI pendant neuf ans. Selon l'agent spécial responsable Ted Gunder-son : « Webster était d'une telle rigueur que nous l'appelions l'homme au règlement. » À Washington, en cette froide matinée de novembre, Webster n'ignorait pas que des gens se réveillaient en se demandant combien de temps il allait rester à la tête de la CIA.

Il était le quatorzième directeur de l'Agence et nul avant lui n'avait jamais été aussi froidement reçu à Langley. Dès son entrée dans le hall, quand il était passé devant les gardes et avait jeté un rapide regard aux paroles de l'apôtre saint Jean sur la plaque murale avant de prendre l'ascenseur qui lui était réservé, Webster n'avait pu que ressentir l'hostilité qu'il inspirait. À chacun des sept étages, on se souvenait de lui comme du juge qui avait prononcé la sentence contre les membres de l'Agence qui avaient survécu à l'Irangate.

La commission Tower, que le président Reagan avait chargé d'enquêter

sur le marché « armes contre otages », avait découvert que le gouvernement regorgeait d'incompétents qui avaient souvent flirté avec la criminalité au moment où ils avaient laissé les transactions avec l'Iran flétrir l'image des États-Unis dans des proportions encore inédites. Quand on avait découvert le rôle crucial qu'avait joué Israël dans la supercherie, un sentiment antiaméricain s'était développé dans le monde musulman. Chez les alliés européens des États-Unis, cela avait été la consternation et leur vision du gouvernement Reagan s'était gravement détériorée.

La plus noire des ombres s'était répandue sur la CIA quand la commission Tower avait établi que l'Agence était profondément impliquée dans les transactions secrètes avec l'ennemi reconnu qu'était l'Iran : elle lui avait fourni de pleines cargaisons d'armes américaines dernier cri, prétendument destinées à Israël ; elle avait collaboré avec l'État hébreu pour envoyer les armes à Téhéran ; elle avait secrètement payé des magouilleurs arabes, réputés pour être « aussi amoraux et roublards que des chats de gouttière ». Il faudrait, cependant, attendre cinq ans après le meurtre de Buckley et la mort de Casey pour que les derniers otages soient libérés.

Selon Ari Ben-Menashe, l'un des négociateurs israéliens : « À Langley, on m'a dit cent fois "Vas-y, laisse les Iraniens et les Irakiens s'entretuer. Nous t'aiderons à les y aider." Et c'est exactement ce que mes amis de la CIA ont fait. »

On avait justement engagé Webster pour qu'il se débarrasse des amis de cet Israélien au rapide débit verbal. Lors de son audience de nomination, on lui avait clairement fait comprendre que le Congrès voulait qu'il remette l'Agence sur les rails. Plus de Casey pour faire des pieds de nez au Congrès. Plus d'opérations illégales. Webster ne devait jamais oublier que tant qu'il serait le premier conseiller en renseignement du président, il travaillerait également pour le peuple des États-Unis. Sa première décision fut de renvoyer Clair George, qui, sous Casey, avait été le chef des opérations clandestines et avait mené ces dernières avec un savant mélange de ruse calculée et de charme contrôlé. Il n'y avait plus de place pour ce genre de finasserie dans la CIA de Webster. Ce dernier n'aimait pas non plus le titre de « directeur » et lui préférait celui de « juge ». Bientôt, de nombreux agents — qui, à eux tous, avaient servi dans tous les continents et acquis mille ans d'expérience — partirent dans le sillage de Clair George. Pour une grande partie des six mille employés restants, Webster était *Boring Bill* (Bill

l'ennuyeux). À en croire les quolibets, il n'était qu'un homme du Sud ne connaissant rien au fonctionnement de Langley. « Il n'a jamais compris qu'espionner dans le monde entier n'avait rien à voir avec diriger le FBI et ses agents en chemises à col boutonné qui se rasaient tous les matins », s'était indigné un membre de son équipe, le jour où il avait appris qu'on n'avait plus besoin de lui. On avait ouvert les paris sur le temps que tiendrait le « juge » avant de rentrer dans le Missouri en remportant avec lui ses attitudes provinciales.

*

Colin McColl était assis à côté de Webster dans l'Oldsmobile. Il portait un costume coupé dans le plus pur style des meilleures adresses de Saville Row, où les tailleurs faisaient choisir des échantillons de tissu aux directeurs de marketing de l'industrie britannique. En fait, McColl avait quelque chose de ces représentants de commerce qui avaient, jadis, parcouru l'empire : l'élocution aristocratique et un véritable arsenal de plaisanteries et d'anecdotes recueillies en des lieux dont les noms avaient, depuis longtemps, changé dans les atlas. Il avait, dans sa garde-robe, toute une collection de cravates de marque et un chapeau d'aventurier australien qu'il avait rapporté de l'un de ses voyages et avait toujours plaisir à porter le week-end lorsqu'il organisait des barbecues dans son jardin, à la campagne, dans l'Oxfordshire.

Même de repos, il avait un peu l'air d'un acteur, souvenir du temps où, à l'université, il avait été l'un des membres principaux du club de théâtre amateur. Plus tard, il avait dominé les scènes en des endroits aussi éloignés les uns des autres que Varsovie, Genève ou New York, ainsi qu'en tous les autres lieux où il avait servi. Seuls les quelques membres, triés sur le volet, de son cercle d'amis savaient que l'affable et souriant McColl était l'un des meilleurs agents secrets du SIS. Pourtant, même eux ignoraient les détails exacts de ses exploits et ce n'était que dans les plus hauts rangs du MI-6 qu'on l'appelait « l'espion parmi les espions ».

À soixante-trois ans, McColl n'avait été nommé à la tête du SIS que récemment mais, contrairement au directeur de la CIA, il y avait longtemps qu'il était entré dans l'univers sombre et dangereux qu'il avait choisi après avoir été repéré à Oxford. On l'avait d'abord envoyé à l'École de langues

orientales et africaines, à Londres, pour y apprendre le thaïlandais. Après cela, il avait pris des cours à Fort Monkton — le centre de formation du MI-6 — pour y acquérir les bases essentielles du métier : des codes aux boîtes mortes, en passant par la manipulation des armes. Ses instructeurs lui avaient accordé la meilleure mention possible : « hautement capable ».

Fort de tout ce qu'il avait appris, McColl avait été envoyé sur le terrain. À New York, il avait traqué les financiers qui fournissaient de l'argent à l'IRA pour acheter des armes. Il avait recruté des informateurs irlandais qui assistaient aux dîners de « bienfaisance » du Sinn Fein. Ils y repéraient les riches invités qui prenaient ensuite des vols Aer Lingus pour Dublin avec des bagages à main bourrés de dollars qu'ils remettaient à l'IRA à l'aéroport de Shannon. McColl avait lui-même fait le trajet pour évaluer les défaillances de la sécurité de l'aéroport Kennedy et de la police irlandaise à Shannon.

D'abord à Varsovie puis à Vienne, McColl avait consolidé sa réputation en parvenant à recruter des informateurs dans ces villes où l'on savait que le KGB assassinait impitoyablement les agents doubles. On n'avait pas tardé à le considérer comme l'un des meilleurs agents de l'unité bloc soviétique du MI-6.

Des années plus tard, Richard Tomlinson m'a raconté : « Être dans le bloc soviétique signifiait être sur la corde raide à chaque instant de la journée. Pour en être capable, il fallait être quelqu'un d'exceptionnel. »

McColl jouait très bien de la flûte traversière et le son envoûtant de son instrument s'échappait souvent de son bureau. Il trouvait que la flûte avait un effet apaisant. Cela lui permettait de se détendre pendant qu'il continuait d'enchaîner les opérations réussies contre le KGB.

Il avait repéré certains des blanchisseurs d'argent du service russe à Genève et découvert qu'ils utilisaient le respecté Crédit suisse, à son insu, pour financer des liens avec le crime organisé et des groupes terroristes du Moyen-Orient. Les fonds servaient aussi à payer le service de renseignement bulgare, la DS *(Darzhavna Sigurnost)*, chargé de tuer les dissidents soviétiques dans les pays occidentaux.

C'était en épiant des opérations du KGB, que McColl avait découvert que Robert Maxwell — le magnat de la presse britannique, propriétaire du tabloïd très vendu *The Daily Express* — travaillait pour le Mossad, alors qu'il avait refusé une proposition du MI-6, et qu'il avait établi des liens avec

des gangs criminels en Europe de l'Est. Le plus remarquable des contacts de Maxwell était Vladimir Krioutchkov, le directeur du KGB. Grâce à ses relations dans le monde des affaires en Europe de l'Est et à son statut d'éditeur puissant, Maxwell avait réussi à accéder à Krioutchkov et l'avait rencontré à la Loubianka, l'immense citadelle du KGB, à Moscou.

L'un des conseillers de Krioutchkov, le colonel Viatcheslav Sorokine, recruté par le MI-6, s'est souvenu de la première rencontre entre les deux hommes : « Maxwell était très agité et, à la fin de la rencontre, il a dit que son journal allait expliquer au monde combien l'Union soviétique était en train de changer. Plus tard, Krioutchkov a dit que Maxwell allait être très utile au KGB. » À partir de là, des cadeaux de Maxwell à Krioutchkov arrivèrent régulièrement par des vols British Airways en provenance de Londres : des caisses de vieux scotch et de champagne Krug, un pardessus en cachemire, des paires de boutons de manchettes en or massif, une chaîne stéréo et les meilleurs disques d'opéra. Tout fut dûment noté et Sorokine transmit les informations à son contact au MI-6. On en conclut que, bien qu'étant un informateur du Mossad, Maxwell cherchait surtout à s'imposer comme négociateur majeur en Union soviétique. Quoi qu'il en soit, le nom de Maxwell vint s'ajouter à ceux des nombreux autres hommes d'affaires et politiciens britanniques figurant sur la liste de surveillance commune du MI-6 et du MI-5.

Si beaucoup d'analystes, y compris au MI-6, se sont laissé surprendre par la chute du mur de Berlin, McColl n'était pas du nombre. Il ne partageait pas non plus l'opinion répandue selon laquelle il allait devenir plus facile de travailler dans le milieu du renseignement maintenant que la menace d'une confrontation entre les deux superpuissances avait disparu.

Avec sa carrière déjà brillante, McColl avait été rappelé à Londres pour y continuer sa progression sur la voie qui finirait par le conduire au sommet. Il s'était alors pris d'intérêt pour la révolution technologique. Elle créait de nouvelles ouvertures pour l'espionnage et ces possibilités l'enthousiasmaient plus que tout. McColl trouvait que la drogue, le blanchiment d'argent et le terrorisme devenaient de plus en plus préoccupants. Pour les vaincre, il faudrait parfaitement maîtriser les nouvelles technologies à la portée de l'espion traditionnel.

Margaret Thatcher avait demandé à McColl de s'assurer que le MI-6 ait sa place dans la conquête de ces nouvelles frontières de l'espionnage et en

fasse usage pour exploiter la chute de l'Union soviétique et l'unification de l'Allemagne. Elle l'avait également chargé de veiller à ce que les démocraties naissantes — en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Bulgarie, en Pologne et en Hongrie — créent de nouveaux services de renseignement qui puissent soutenir le MI-6.

McColl était ensuite retourné à son bureau et s'était mis à souffler dans sa flûte. Ses notes mélancoliques faisaient depuis longtemps l'objet d'une blague de couloir au Seniors Club, le bar qui se trouvait au sous-sol du MI-6 : on disait qu'en jouant de son instrument, McColl mettait de l'ordre dans ses pensées pour mieux conduire les ennemis du MI-6 à leur perte.

Par un matin de novembre, McColl prit un vol à destination de Washington pour voir comment les dernières armes de surveillance spatiale pouvaient l'y aider.

*

À une quinzaine de kilomètres au nord de Washington se trouve la plus grande et la plus puissante organisation de surveillance au monde. Ouverte en novembre 1952, descendante directe des cryptologues de la Seconde Guerre mondiale et de l'équipe de Bletchley, la NSA *(National Security Agency*/Agence de sécurité nationale) a, dans son hall d'entrée, des armoiries qui résument parfaitement son rôle : un aigle tenant une clé entre ses serres — symbole de son emprise mondiale sur le renseignement d'origine électromagnétique et des secrets qu'elle découvre grâce à une technologie avec laquelle aucune organisation ne peut, même de loin, rivaliser.

Sur les centaines d'hectares de Fort George Meade, son bâtiment anonyme s'élève au-dessus de la campagne du Maryland et, bien que ses activités soient aujourd'hui reconnues, on l'appelle toujours la *No Such Agency* (l'agence qui n'existe pas) dans certains milieux de Washington. Ceux qui y travaillent préfèrent dire Sigint city ; ce qui leur rappelle qu'ils sont à la pointe des codes et des cryptages, au sein de l'agence la plus hermétique de la communauté du renseignement américaine.

Il s'agit du plus récent regroupement de superordinateurs du monde, tous fabriqués spécifiquement d'après les plans de la NSA. Les machines sont

manipulées par le plus grand nombre de mathématiciens jamais réunis en une seule organisation, ainsi que par des milliers de cryptologues et d'analystes. Pendant les cinq premières années, pour accomplir leur tâche, ils ont consommé pour quarante millions de dollars d'électricité par an. (En 2007, on évaluait cette dépense annuelle à soixante millions de dollars.) Le budget annuel de la NSA reste un espace blanc sur les études financières que publient les journaux sérieux sur le coût de revient des services secrets américains. On estime qu'il s'élève, au minimum, à trente milliards de dollars. Un seul satellite peut coûter un milliard de dollars ; la NSA en possédait vingt-quatre en 2007. Les milliers d'ordinateurs de l'agence sont tous spécialement conçus pour elle. Ils sont le produit final d'un long travail de recherche et développement — souvent plusieurs années — dont l'objectif est de pouvoir traiter un nombre sans cesse croissant de communications. Les ordinateurs sont reliés à des systèmes de stockage contenant chacun un pétaoctet de données ; ce qui représente huit fois le nombre de mots de l'ensemble des ouvrages de la bibliothèque du Congrès ou de la British Library. Une partie du budget sert à financer le centre interne de recherches sur les superordinateurs, spécialisé dans l'informatique appliquée à la cryptologie et l'élaboration de techniques de traitement plus rapides.

La vitesse est l'élément le plus vital de l'analyse d'informations et la force motrice de toutes les activités de la NSA. La rapidité des ordinateurs est passée de milliards de données à la seconde à un quatrillion — la vitesse pétaflop, que seul le plus rapide des micro-ordinateurs ultrarapides peut atteindre.

Une autre partie du budget est consacrée au développement de logiciels de destruction des bases de données étrangères. Selon l'ancien directeur de la CIA, William Colby, tout ce qui se passe à la NSA « donne l'impression que les éclairs sont lents. Une fois, j'ai vu un programme qui pouvait traduire sept langues au rythme de cinq cents mots à la minute. Un mois plus tard, quand j'ai vérifié, il avait doublé sa capacité et, donc, réduit de moitié son temps de traduction. »

À Sigint City, on clamait depuis longtemps que les ordinateurs pouvaient, si on le leur demandait, capter les premiers cris d'un bébé et le suivre toute sa vie jusqu'à la mort, où qu'il aille sur terre. Que cela soit vrai ou non, cela faisait partie de l'idéologie volontariste des employés de Sigint

City pour qui rien n'était impossible. De jour comme de nuit, selon leurs factions, ils quittaient régulièrement leurs maisons — toutes dotées de leur petit carré de gazon à l'avant et de leur barbecue à l'arrière, dans l'un ou l'autre des lotissements réservés aux employés qui entouraient Fort George Meade — et empruntaient la sortie de la route Baltimore-Washington qui menait aux grilles gardées d'un monde si secret, si opaque, qu'aucun d'entre eux ne savait tout ce qu'il s'y passait.

Les informations recueillies étaient réparties en plus de trente catégories : elles étaient toutes secrètes, certaines plus que d'autres, et d'autres encore l'étaient tellement que les employés ignoraient d'où elles provenaient. Ils savaient seulement qu'une fois analysées, elles étaient envoyées à des organisations du renseignement américain telles que la CIA, le NIC *(National Intelligence Council/*Conseil national du renseignement) et le WSSIC *(Weapons and Space Systems Intelligence Committee/*Comité sur les armes et les systèmes de renseignement spatial). Il y avait plus d'une douzaine de services et chacun d'entre eux avait ses propres priorités. Ensemble, ils formaient le Système, le nom générique donné à tout ce que faisait la NSA pour intercepter les conversations des gouvernements étrangers et celles de leurs organisations diplomatiques et militaires. Aucun code ne pouvait résister aux cryptologues. Cela pouvait prendre des jours — voire, des semaines — mais, au bout du compte, leurs compétences finissaient toujours par triompher.

Dès que des mots étaient prononcés au téléphone, ou envoyés par fax ou par e-mail cryptés, à travers l'immensité de l'espace, ils étaient secrètement interceptés grâce aux moyens technologiques de la NSA, à Fort Meade ou dans l'un des vingt-cinq postes d'écoute dont elle disposait aux quatre coins du monde : depuis Waihopai, en Nouvelle-Zélande, et Kojarena, dans l'ouest de l'Australie, jusqu'à la frontière nord de la Finlande, le Système recueillait des informations. Un million de mots par seconde. Soixante-dix milliards par jour. Chaque jour. Chaque semaine. Chaque mois. Personne ne connaissait l'envergure du « butin ». Comme presque tout à la NSA, ces chiffres étaient gardés secrets.

Ceux qui travaillaient dans ce monde compartimenté baignaient dans les abréviations : du Comint *(Communications Intelligence*/Renseignement des transmissions) au Telint *(Telemetty Intelligence*/Renseignement télémétrique), c'est-à-dire les données transmises par les missiles, il y avait

un « int » pour chacune des tâches qui constituaient leur complexe univers. Un petit groupe avait pour unique mission de revoir, changer et créer de nouveaux noms pour réduire les risques de fuites. La superficie couverte par la NSA sur la planète était en perpétuelle extension : on lançait de nouveaux satellites ; on ajoutait de nouveaux systèmes télémétriques ; on sélectionnait de nouvelles pistes pour les orbites circumpolaires ; on ouvrait de nouvelles stations.

Deux de ces dernières venaient d'être mises en service, en ce jour de novembre 1989 où William Webster guida Colin McColl le long des vingt-deux mille places du parking du personnel (en 2007, on y comptait trente-huit mille places réservées).

*

Ce matin-là, McColl et Webster furent reçus par le vice-amiral de l'US Navy William Studeman, le douzième directeur de la NSA. La politique de Washington exigeait que l'organisation soit dirigée par un membre de la marine ou de l'armée car elle dépendait du département de la Défense ; on estimait que seul un militaire saurait comment garder à l'œil les plus fantasques des cryptologues et des mathématiciens, que le président Truman avait un jour qualifiés de « quasi-génies vivant hors des règles habituelles ».

Certains étaient des anciens de Bletchley qui, à l'ouverture de la NSA, avaient opté pour un salaire plus élevé et une meilleure vie pour leur famille en Amérique. Le déchiffrage du code *Enigma* allemand avait fait d'eux des figures légendaires au sein des communautés qui évoluaient autour de Fort George Meade. Ils comptaient parmi leurs voisins des spécialistes prêtés par le GCHQ, le quartier général des communications du gouvernement britannique, basé à Cheltenham ; d'autres arrivaient du Centre de la sécurité des télécommunications, créé au Canada après les scandales d'espions soviétiques qu'avait connus le pays durant l'après-guerre. D'autres venaient du DSD *(Defence Signals Directorate/* Conseil du renseignement électronique), en Australie, ou du GCSB *(Government Communications Security Bureau*/Bureau de la sécurité des communications du gouvernement), en Nouvelle-Zélande. Ces deux derniers avaient établi des liens étroits avec la NSA. L'agence avait depuis longtemps regroupé toutes ces organisations dans le cadre du traité UKUSA, un accord secret entre la

Grande-Bretagne et les États-Unis.

Selon les termes de cet accord, le GCHQ est le centre de coordination de l'espionnage électronique en Europe, en Afrique et en Russie, à l'ouest de l'Oural. La NSA se charge de tout ce qui se trouve à l'est de ces montagnes, y compris le Japon et la Chine, ainsi que les deux Amériques et les Caraïbes. Grâce à ce réseau mondial d'écoute, aucune région de la planète n'est laissée pour compte.

Sur les écrans de leurs postes de travail, à Fort George Meade, des employés avaient observé la spectaculaire chute du mur de Berlin, en 1989, et entendu le président Mikhaïl Gorbatchev déclarer que la Russie avait toujours « sa place en tant que superpuissance ». Pour ceux qui venaient de l'écouter, c'était une raison suffisante pour continuer à espionner leur vieil ennemi. Au GCHQ le budget annuel fut augmenté de six cents millions de livres (environ sept cent soixante millions d'euros), ce qui représentait, de loin, la plus grosse part du financement du renseignement britannique. Le centre reçut également de l'argent, issu de fonds dissimulés dans les dépenses des autres projets de défense américains, pour travailler sur les « projets noirs » de la NSA.

Avec son léger accent texan et la mention « hétérosexuel » inscrite dans son dossier de la Navy, Studeman avait pris les rênes de la NSA quelques semaines après la chute du mur de Berlin. Sa réputation d'agent secret coriace l'avait précédé : il avait servi comme chef des opérations de renseignement avec la septième flotte durant la guerre du Vietnam avant de devenir commandant du NOIC *(Naval Operational Intelligence Centre*/Centre des opérations de renseignement de la marine), à Washington. Il était connu pour faire rapidement de bons jugements.

Son personnel voyait en lui une figure rassurante et apaisante après les amères disputes qui avaient causé la perte de son prédécesseur, le général William Odom — qui avait fini par être renvoyé après s'être battu, en vain, pour obtenir des financements afin de créer une nouvelle génération de satellites à un milliard de dollars capables de survivre à une guerre nucléaire dans l'espace. Les trésoriers avaient trouvé le projet « inapproprié ». En revanche, il y avait eu de l'argent pour l'expansion d'Echelon.

Aucun autre réseau de surveillance de la NSA n'était plus secret et plus complet que ce que l'on considérait comme le plus beau joyau de sa couronne. Echelon pouvait accéder à tous les ordinateurs de la planète :

depuis ceux des géants de l'industrie, avec leur multi-mégaoctets, jusqu'aux PC portables dont se servaient les familles pour gérer leur budget. Echelon pouvait lire les comptes des clients dans les banques, les dossiers des patients dans les hôpitaux et les détails de transactions commerciales censées être secrètes. Et il pouvait avoir accès à bien d'autres choses encore : les courriels privés entre la princesse Diana et son amant, Dodi al-Fayed, faisaient partie des interceptions de routine d'Echelon durant les quelques semaines qui avaient précédé la funeste fin de leur relation.

Les dizaines de millions de regrets larmoyants, de furieuses réclamations et de misérables excuses qui parcouraient chaque jour les réseaux de communication du monde entier étaient passés au crible. Les messages jugés dignes d'intérêt (tels que les échanges entre Diana et al-Fayed) étaient stockés dans les archives électroniques de la NSA, qui pouvaient contenir jusqu'à cinq trillions de pages de texte. Selon Studeman, c'était « probablement la plus grande structure de traitement du monde ».

Echelon utilisait son propre logiciel, *Dictionary*, pour informatiser des milliards de noms, de commentaires et de numéros de téléphone de tous les pays du monde. L'accession par mot de passe à *Dictionary* était plus protégée que celle de la salle des coffres de n'importe quelle banque et le programme pouvait éplucher des milliers de listes en quelques nanosecondes.

C'étaient ces capacités qui avaient poussé Colin McColl à se rendre à Fort George Meade. Il voulait mieux comprendre l'importance du rôle que jouait dans le système Echelon une base que la NSA avait installée dans le nord de l'Angleterre.

*

À cinq mille kilomètres de Fort George Meade, de l'autre côté de l'Atlantique, la NSA loue, pour une bouchée de pain, deux cent vingt hectares d'un ancien pâturage de moutons, dans le Yorkshire — un cadeau que lui a fait le ministère de la Défense britannique en 1959. Sur le contrat, il figure sous le nom de « Projet 8313 ». Plus tard, le terrain a été rebaptisé base de la Royal Air Force de Menwith Hill — le terme *menwith* signifie « sol pierreux » en saxon. Cependant, ses seuls liens avec la Grande-Bretagne sont un symbolique agent de liaison de la RAF et un détachement

de la police du ministère de la Défense. En 2007, ce dernier patrouillait toujours le long de son grillage à haute tension et il ne semble pas que cela soit près de changer.

À tout point de vue, Menwith Hill est un morceau d'États-Unis transplanté : son supermarché vend des viandes, des confiseries et des alcools américains. Sa chapelle abrite, tour à tour, des célébrations catholiques, juives et protestantes. On y trouve des terrains de basket, de base-ball et de football américain. Les visites ne sont pas autorisées et l'on rappelle toujours aux deux mille employés de la base de se contenter de dire aux autochtones curieux qu'ils « travaillent pour l'armée ».

Dans les pubs, quand les moutons étaient partis et que l'on avait érigé les bâtiments, la rumeur courait que Menwith Hill était une station d'alerte précoce contre d'éventuelles attaques de bombardiers soviétiques ; en 1960, les journaux regorgeaient de ce genre d'histoires. Plus tard, on dit qu'on y recherchait des soucoupes volantes. Plusieurs personnes avaient affirmé avoir vu de drôles d'objets dans le ciel.

Quand les Américains étaient arrivés, le bruit s'était répandu que des sortes de balles de golf géantes se trouvaient derrière les barrières. Certaines étaient plus grandes que la plupart des bâtisses de la ville voisine de Skipton : d'immenses structures blanches, certaines collées entre elles, d'autres isolées. On aurait dit les restes d'un décor de film de science-fiction.

À l'époque, personne ne se doutait de ce dont il s'agissait : des radômes, le noyau même des activités d'oreille planétaire d'Echelon. Ils avaient été disposés par des experts de la NSA dans un alignement bien précis, surnommé la piste d'élan, qui permettait d'intercepter les messages des réseaux de communication. Les balles de golf étaient enveloppées dans du téflon renforcé pour arrêter la pluie en provenance de la mer du Nord. Elles étaient toutes équipées d'ordinateurs qui brouillaient les réseaux de sorte que les radômes puissent, à l'insu de tous, absorber les messages qu'ils s'échangeaient à travers le monde.

Le budget initial des radômes était de vingt-six millions de dollars : en l'espace d'un an, on y avait ajouté quinze autres millions pour ce que le département de la Défense américain appelait « le financement de l'expansion des missions classifiées ». Certaines de ces missions étaient loin de concerner des menaces à la sécurité du Royaume-Uni ou des États-Unis.

Les conversations de Jane Fonda, du docteur Benjamin Spock et du leader des Black Panthers, Eldridge Cleaver — tous des opposants médiatiques à la guerre du Vietnam — étaient surveillées à Menwith Hill.

En 1980, la base était l'utilisatrice exclusive de deux systèmes : « Silkworth » et « Moonpenny » ; des appellations choisies par le « comité d'attribution des noms » de Fort George Mead. Ces deux systèmes fonctionnaient avec des satellites positionnés au-dessus des zones cibles pour intercepter certaines communications longue distance par micro-ondes radio. En 1984, Silkworth était devenu suffisamment sophistiqué pour surveiller des conversations entre une société et ses succursales ou d'une installation militaire à une autre dans un pays déterminé. Un an plus tard, la technique permettant d'enregistrer les conversations sur les interphones d'un même immeuble fut perfectionnée. Au même moment le système Moonpenny avait réussi à s'immiscer dans les transmissions par satellites des autres pays pour intercepter les signaux qu'ils envoyaient à leurs bases au sol. Les messages supposément sécurisés de la Russie, d'Israël et des nations arabes, qui géraient l'Arabsat, étaient tous interceptés et décodés par les ordinateurs de Menwith Hill.

Durant la visite, Studeman avait expliqué à McColl que Menwith Hill pouvait traiter « environ deux millions de messages interceptés à l'heure. Parmi ceux-là, on n'en gardait que treize mille. Ensuite, on en envoyait environ deux mille à Fort George Meade où l'on en sélectionnait une vingtaine pour les analyser. » Cela signifiait qu'en 1989, Menwith Hill avait intercepté dix-sept milliards et demi de messages, dont dix-sept millions et demi avaient été analysés. Selon un ancien employé, il y avait « toutes les raisons » de penser que les chiffres de 2007 étaient « beaucoup plus grands ».

*

Tout au long de la décennie suivante, Menwith Hill allait rester le principal utilisateur d'Echelon, avec de nouveaux programmes appelés « Sire » et « Steeplebush ». En une année, 1993, le centre aida les firmes américaines à gagner vingt-six millions de dollars en transactions internationales en prévenant les gouvernements du tiers-monde que certains ministres touchaient des pots-de-vin. Édouard Balladur perdit une vente

d'armes de six milliards de dollars — ainsi que celle de l'Airbus européen — à l'Arabie, saoudite car Silkworth avait intercepté ses appels privés et cela avait permis à Boeing de décrocher le contrat. En 1994, Echelon espionna des coups de téléphone entre la société française Thomson-CSF et le gouvernement brésilien au sujet d'un contrat d'un milliard quatre cents millions de dollars pour l'installation d'un système de surveillance dans la forêt tropicale amazonienne. La NSA fit passer les informations aux Américains de la Raytheon Corporation qui remportèrent le contrat. Aux Philippines, au Malawi, au Pérou, en Tunisie et au Liban, grâce à Silkworth et Moonpenny, les contrats qui auraient dû aller à des sociétés européennes revenaient à des firmes américaines. En 2007, Brian Gladwell, un ancien expert en informatique de l'OTAN a déclaré : « Dans le cyberspace, nous nous trouvons actuellement dans une situation où le vol d'informations commerciales, financé par les États, est devenu une industrie en expansion. »

Quand Stella Rimington devint directrice du contre-espionnage, l'un des changements qu'elle encouragea — non sans rencontrer quelque résistance — fut celui des méthodes de recrutement du MI-5. Beaucoup de ses collègues masculins percevaient sa nomination à un poste qui n'avait jusqu'alors été occupé que par des hommes comme « un pas de trop ». « Et j'ai entendu parler de murmures de mécontentement dans les toilettes des hommes », se souvenait-elle. Ignorant les bruits de couloir, elle insista pour que le MI-5 place des annonces soigneusement rédigées dans les journaux et les magazines afin qu'il soit clair que les candidatures féminines étaient bienvenues.

Cependant, elle était consciente qu'il fallait également prendre certains problèmes en compte. Il y avait de fortes chances que les femmes qui répondraient aux annonces aient une vingtaine d'années et, même si elles avaient les compétences voulues, leur personnalité ne serait pas encore complètement développée. D'après sa considérable expérience personnelle, elle savait que travailler au contre-espionnage ou à l'analyse exigeait de la maturité et la capacité de prendre des décisions susceptibles d'avoir des conséquences très importantes.

Il y avait aussi les sacrifices personnels que devaient faire ceux qui travaillaient « du côté sombre de la maison », où opéraient les agents du contre-renseignement et de l'espionnage. Dans l'environnement

majoritairement masculin du Service de sécurité, le sentiment général était que peu de femmes accepteraient les longs horaires de travail, la séparation d'avec les amies et la famille pendant de longues périodes et les risques de violence de certaines opérations. Malgré sa détermination, Rimington n'avait pas toujours entièrement réussi à contrecarrer les objections à l'embauche de femmes. Néanmoins, elle restait convaincue que, pour que le MI-5 se développe, il faudrait en engager davantage et les encourager à briguer les plus hauts postes.

*

Annie Machon avait vingt-sept ans lorsqu'elle se présenta à l'examen d'entrée du Foreign Office. Elle était ambitieuse, d'une façon tranquille qui allait bien avec son passé insulaire d'habitante de Guernesey, l'une des îles Anglo-Normandes. Bien que n'étant pas dotée du même type de beauté que les femmes qui posaient sur les couvertures des ouvrages de la maison d'édition pour laquelle elle travaillait, elle ne manquait pas d'attrait : de longs cheveux blonds, des yeux bleu-gris et un sourire timide. Elle était également diplômée de Cambridge en langues classiques et connaissait suffisamment bien le français, l'allemand et le russe pour les utiliser dans un cadre professionnel. Travailler pour le Foreign Office lui permettrait d'assouvir son désir de « servir [son] pays ».

Au lieu de cela, elle reçut une lettre du ministère de la Défense lui signalant qu'il y existait un autre travail qu'elle trouverait peut-être plus intéressant. Tout ce qu'elle avait à faire, c'était de composer un certain numéro de téléphone. Sa première réaction fut : « Seigneur ! C'est le MI-5 ! » Tout ce qu'elle connaissait du monde du renseignement, c'était ce qu'elle avait vu dans les films de James Bond, au cinéma, ou dans l'adaptation télévisée de *La Taupe* de John Le Carré qu'elle avait regardée avec son père. Mais elle appela.

À Londres, le MI-5 disposait de bureaux de « première étape » où l'on distinguait rapidement les « improbables » des « possibles », les candidats qui pouvaient être envoyés vers la deuxième phase du recrutement. Chacun de ces endroits contenait un bureau standard du gouvernement avec une chaise de chaque côté. Le sol était recouvert de moquette et l'éclairage était aussi morne que les rideaux. L'un des bureaux se trouvait au-dessus d'une

agence spécialisée dans la vente de spectacles aux boîtes de nuit de province, un autre était proche du marché de Covent Garden et un troisième, sur Fulham Road.

Celui où Annie Machon avait été conviée était situé sur Tottenham Court Road, dans un quartier de fast-foods et de magasins pour petits budgets. Une femme, relativement jeune, portant une jupe longue de style hippie, était assise derrière le bureau. Les premières étapes furent celles d'un entretien d'embauche classique : parcours personnel, origines familiales, études. Puis on passa aux questions d'investigation : pourquoi se présentait-elle pour ce travail ? Avait-elle une véritable idée de ce que cela impliquait ? Quelles seraient ses attentes si on lui proposait un poste ? Accepterait-elle un salaire relativement modeste en dépit de ses qualifications et de ses compétences linguistiques ? Était-elle consciente que la promotion pouvait être lente ? Avait-elle des points de vue éthiques ? Avait-elle un avis sur les syndicats ? Refuserait-elle d'en devenir membre ou de participer à une grève ?

Elle répondit honnêtement : elle ne s'intéressait pas à la politique ; elle n'appartenait à aucun syndicat ; le salaire n'était pas sa principale préoccupation contrairement au fait d'aimer son travail ; elle n'avait aucun point de vue éthique ; elle n'avait jamais fréquenté de gens proches du communisme et n'avait jamais été contactée par un agent secret étranger. Enfin, les questions cessèrent.

La candidate demanda à son interlocutrice : « Pouvez-vous me dire pour qui je travaillerais ? »

La femme prit un document sur le bureau. « Veuillez-lire ceci. »

Annie lut l'exemplaire de *l'Official Secrets Act.* Cela confirmait ce qu'elle avait déjà deviné. Le ministère de la Défense lui avait écrit de la part du MI-5.

« Avez-vous compris ce que vous venez de lire ? » lui demanda la femme.

« Bien sûr. »

« Alors, veuillez signer. »

Annie Machon s'exécuta et rendit la feuille. « Signer le document était comme être admise dans l'une de ces sociétés secrètes sur lesquelles j'avais lu des choses », m'a-t-elle confié plus tard.

La femme se pencha vers elle et parla calmement. « Si vous êtes acceptée, on s'occupera de vous. Le poste sera au Service de sécurité. »

Ensuite, elle lui expliqua que le rôle du MI-5 avait considérablement changé et que, dorénavant, il avait « pratiquement cessé d'enquêter sur les communistes, les anarchistes et les membres de l'extrême droite que, pendant des années, les journaux avaient appelés « l'ennemi de l'intérieur » ».

En souriant, elle ajouta : « Les choses ont beaucoup changé depuis ce temps-là. »

Annie Machon acquiesça de la tête, ne sachant trop que dire, fascinée par ce qu'elle venait d'entendre.

Sans que l'on s'attarde sur le fait qu'en réalité le MI-5 s'occupait toujours de tous les ennemis de l'État, quelle que soit leur étiquette, l'entretien revint à Annie.

« Vous allez être soumise à l'EPV *(Enhanced Positive Vetting*/Processus d'approbation approfondi), le plus haut niveau d'accréditation de sécurité », déclara la femme. Annie se souvint plus tard qu'elle lui avait expliqué qu'elle devrait donner les noms de quatre personnes liées à « différentes phases de [sa] vie afin de dresser un tableau complet de [sa] personnalité ».

Le processus d'approbation comprenait un interrogatoire sur la vie sexuelle d'Annie Machon, qui a, plus tard, décrit son interlocutrice : « Une gentille vieille dame qui, bien qu'étant exactement comme ma grand-mère, savait comment vous pousser à parler en douceur. » Les hommes qui voulaient entrer au MI-5 ou au MI-6 étaient également interrogés sur leur vie sexuelle.

Quand Annie eut fini de subir cette enquête sur sa vie intime, on lui demanda de participer à deux jours d'examens au conseil de la section du service civil. Un agent du MI-5 l'interrogea et un psychologue lui posa une série de questions préparées par le docteur William Sargant.

Tous les entretiens d'Annie Machon se passèrent bien et elle fut admise au Service de sécurité. L'avenir lui semblait infiniment plus exaltant que si elle avait travaillé au Foreign Office.

*

En ce jour de janvier 1991, alors qu'elle avait répondu aux attentes de Stella Rimington en faisant preuve des qualités nécessaires à une femme pour grimper les échelons et devenir un agent de confiance, rien ne pouvait laisser deviner qu'Annie Machon allait devenir la plus célèbre « lanceuse d'alerte » du MI-5.

Les résultats de ses examens avaient été suffisamment bons pour la propulser à la branche antisubversion. Bien qu'on lui ait dit à son premier entretien que les communistes n'étaient plus une cible clé du MI-5, elle se retrouva à travailler sur les dossiers de membres du parti et à mettre à jour ceux des politiciens travaillistes qui s'étaient présentés aux élections de 1952. La bête noire du Service de sécurité, « les Rouges cachés sous le lit étaient encore quelque chose de très présent au MI-5 », m'a-t-elle affirmé plus tard. Mais elle fit ce qu'on lui demandait et ses rapports méticuleux lui valurent les louanges du directeur de son service.

Pendant deux ans, Annie Machon travailla dans les bureaux et s'occupa aussi bien des communistes présumés que de la menace que représentaient les attentats à la bombe de l'IRA, qui s'étaient propagés de l'Irlande du Nord au reste du territoire britannique. Si elle comprenait bien l'utilité de lutter contre l'IRA, elle se sentait de plus en plus mal à l'aise par rapport aux centaines de dossiers que constituait le MI-5 sur des « citoyens ordinaires » qui, selon elle, ne représentaient aucun danger pour la sécurité nationale.

Ainsi commença-t-elle à être de plus en plus convaincue que, si l'IRA était effectivement un dangereux ennemi de l'État, les libertés civiques élémentaires de trop de gens étaient bafouées par la façon dont opérait le MI-5 dans un système prétendument démocratique. Le fossé entre les ordres qu'elle recevait et ses valeurs morales se creusait chaque jour un peu plus. À cette époque, elle avait une relation avec un de ses collègues, David Shayler.

Avec ses cheveux longs et son air suffisant, Shayler travaillait pour la branche antiterroriste du MI-5. Il y dirigeait le bureau de la Libye, et ses briefings aux hauts fonctionnaires lui avaient valu des éloges dans son dossier personnel. Son travail l'avait également amené à être en contact avec le SIS et il avait découvert que des dissidents libyens projetaient d'assassiner leur chef d'État, le colonel Kadhafi.

Le côté théâtral de Shayler s'illustra particulièrement quand on découvrit le complot organisé par l'une de ses sources au MI-6, un autre personnage

spectaculaire qui tenait absolument à se faire appeler PT16B. Cette conspiration donnait à Shayler l'impression de participer à un événement exceptionnel qui, en cas de réussite, changerait indubitablement la carte politique du monde arabe. Hormis PT16B, les principaux intervenants étaient un officiel de haut rang du gouvernement libyen répondant au nom de « Tunworth » — un pseudonyme digne d'un roman d'espionnage — et un groupe d'extrémistes de la même nationalité que lui, appelé *Al Jamaa al islamiya al muqatila,* la Force de combat islamique. PT16B les avaient rencontrés à Malte et ils s'étaient entendus pour que Tunworth reçoive, en quatre fois, la somme de cent mille livres (plus de cent vingt-six mille euros) pour couvrir « les frais » de l'assassinat de Kadhafi. Le MI-6 avait versé l'argent en utilisant certains des comptes bancaires qu'il avait au Moyen-Orient. Après les virements, le chef du MI-6, Colin McColl avait rédigé un mémo de trois pages, à l'encre verte qu'utilisent traditionnellement les directeurs. Le document avait alors été remis au JIC, à Sir John Adye, le directeur du GCHQ, et à Patrick Walker, le directeur général du MI-5, qui en avait transmis une copie à Shayler.

Des mois plus tard, PT16B annonça à Shayler que la tentative d'assassinat contre Kadhafi avait échoué. Selon Shayler, lors de cette rencontre, qui s'avérerait être leur dernière, PT16B avait pris « une sorte d'air triomphal » pour lui déclarer : « Oui, nous avons failli réussir. » Plus tard, Shayler a décrit ce qu'il avait ressenti : « J'ai été complètement choqué. Ce n'était pas comme ça que je concevais mon travail dans un service de renseignement. On avait utilisé des milliers de livres du contribuable pour tenter d'assassiner un chef d'État étranger. »

Quand il raconta cela à Annie Machon, ils décidèrent tous deux de démissionner du MI-5. Shayler lança alors une campagne sans précédent pour rendre public ce que le *Mail On Sunday* — un tabloïd à très grand tirage — appela « une lamentable histoire de bourdes, de couvertures, d'assassinats manqués et de chasse aux sorcières contre des citoyens respectueux de la loi ». Il révéla l'affaire dans une émission à grande audience de la BBC intitulée *Panorama.*

Le Foreign Office répliqua en affirmant que les allégations de Shayler étaient « complètement farfelues ». Un porte-parole déclara aux journalistes : « Il est inconcevable que dans une situation de paix, le gouvernement autorise l'élimination d'un dirigeant étranger. » Mais la BBC

et Shayler campèrent sur leurs positions : « Le MI-6 a opéré hors de tout contrôle et illégalement. » Quelle que soit la vérité, elle est restée enterrée dans les archives du MI-6.

Après les révélations, le couple fuit la Grande-Bretagne pour se terrer en France, dans une ferme isolée. Shayler commença à y écrire un roman d'espionnage et Annie Machon se retrouva à jouer le rôle traditionnel de la femme au foyer : cuisine, ménage et courses.

Évidemment, les tensions entre eux s'aggravèrent. « Nous nous étions connus dans l'ambiance artificielle du MI-5, comme dans une serre, et nous n'avions jamais vécu notre relation hors de ce monde. J'ai découvert des choses qui me déplaisaient sur David », m'a confié Annie Machon en 2007. À ce moment-là, chacun avait repris sa route et leurs deux noms ne faisaient plus les gros titres. Mais, au cours de l'été de la même année, David Shayler annonça qu'il était Dieu. Les tabloïds s'en donnèrent à cœur joie. Annie Machon avait alors déclaré que c'était le résultat de la pression de sa vie dans les services secrets. Depuis, on a pu la voir faire la promotion du livre qu'elle a écrit sur ses années au MI-5.

*

À l'époque où Annie Machon découvrait pour la première fois les multiples cibles du MI-5, à Washington, le président George Herbert Bush ne se concentrait que sur une seule : le dictateur irakien Saddam Hussein.

Lors des premières phases de la guerre Iran-Irak, Donald Rumsfeld, alors simple secrétaire d'État de Reagan, s'était envolé pour Bagdad avec, dans ses bagages, des secrets qu'aucun gouvernement américain n'avait encore jamais partagés avec une nation étrangère en temps de paix. Il y avait parmi eux des photos satellites, fournies par la NSA, du déploiement de l'Iran sur le champ de bataille et des autorisations donnant à l'Irak libre accès à l'arsenal d'armes biologiques et chimiques que les États-Unis avaient développé pour se défendre contre la menace soviétique.

Les pathogènes avaient été fournis par l'ATCC *(American Type Culture Collection*/Conservatoire américain de micro-organismes) qui abrite, dans ses laboratoires du Maryland, l'assortiment de microbes le plus diversifié du monde. Les autorisations qui avaient permis à l'Irak d'obtenir les pathogènes

avaient été accordées en 1988 par le département des Douanes américain, à la demande de Rumsfeld. La justification officielle était qu'ils ne serviraient que pour « des motifs de défense ». En réalité, Saddam allait les lancer contre son ennemi : la population kurde, qui vivait sur la frontière irako-iranienne et soutenait le régime de Téhéran. À ce moment-là, les politiques américaines étaient tournées vers l'Irak et la Maison-Blanche ne voyait pas la menace qu'il représentait.

Richard James Kerr, le directeur adjoint de la CIA, avait averti la Maison-Blanche : « L'attaque de l'Irak sur le Koweït est imminente. » De son côté, Charles Allen, un analyste du bureau du Moyen-Orient de l'Agence, avait prédit : « Le risque d'une invasion est plus grand que jamais. » Enfin, William Webster était venu en voiture de Langley pour montrer au président Bush des photos satellites des deux divisions irakiennes — plus de cinquante mille hommes — qui étaient postées à la frontière koweïtienne. Bush appela ses trois contacts personnels au Moyen-Orient : le président égyptien, le roi d'Arabie saoudite et l'informateur de longue date de la CIA dans la région, le roi Hussein de Jordanie. Ils le rassurèrent tous : aucune information ne laissait penser que l'Irak allait attaquer le Koweït.

Ce ne fut que lorsque ses forces attaquèrent réellement le pays que Saddam devint l'ennemi public numéro un pour la Maison-Blanche. À partir de là, Webster s'assura que le briefing quotidien de la CIA au président se termine toujours en rappelant au bureau Ovale qu'une invasion du Koweït ne serait que la première étape du rêve de Saddam : devenir le vengeur d'Allah, élu pour libérer le monde arabe de toute domination étrangère.

À la mi-août, le briefing présidentiel commença par un rapport selon lequel l'Arabie saoudite n'allait pas tarder à être attaquée, la dynastie régnante déposée et les richesses pétrolières du pays rendues à son peuple. À Londres, Colin McColl demanda à son commandant de station à Riyad d'assurer au roi qu'il n'avait rien découvert qui confirme cette menace. L'information originale émanait, en effet, d'un dissident saoudien que le MI-6 considérait comme un fantaisiste.

Les contacts du MI-6 étaient pour la plupart des marchands d'armes et les renseignements qu'ils fournissaient étaient souvent perçus comme suspects et intéressés. En outre, il arrivait que les informations soient si nombreuses que les analystes chargés de les évaluer étaient dépassés.

Depuis l'invasion du Koweït, ils en recevaient jusqu'à un millier par semaine : coupures de presse, transcriptions d'émissions diffusées ou comptes-rendus de témoignages recueillis en Irak. Selon plusieurs d'entre elles, Saddam disposait d'un arsenal bactériologique.

De nombreux rapports furent envoyés au bureau du docteur David Kelly. Avec sa démarche guindée, sa barbe poivre et sel toujours bien entretenue, son regard autoritaire derrière ses lunettes et son élocution aristocratique, on aurait pu le prendre pour un commandant de sous-marin en permission. En vérité, il dirigeait le département microbiologique du CBDE *(Chemical and Biological Defence Establishment/*Centre de défense chimique et biologique), à Porton Down, en Grande-Bretagne.

Dans le monde encore très secret de la lutte contre la menace de l'armement biologique, le docteur Kelly était l'autorité suprême. Le MI-6 et le MI-5 le consultaient régulièrement. La première fois qu'on lui avait demandé de conseiller les services de renseignement, il avait été intrigué par la différence entre les méthodes scientifiques qu'on lui avait inculquées et la façon de travailler des analystes. Ils agissaient souvent dans quelque objectif lointain et flou alors qu'il avait appris à tirer ses déductions des expériences qu'il faisait ou recréait à partir des travaux réussis des autres. Sans ce repère, tout lui semblait suspect et le rendait même souvent extrêmement sceptique.

Peu à peu, il s'était habitué aux méthodes des analystes. Elles étaient conçues pour tirer des faits de l'obscurité, une tâche qu'ils accomplissaient avec une exactitude surprenante. À partir des rapports des informateurs, de bribes de conversations entendues dans quelque pays étranger et d'images satellites relayées depuis un point situé à mi-chemin entre la Terre et la Lune, les analystes pouvaient reconstituer une situation. Ils demandaient ensuite à Kelly d'examiner scrupuleusement leurs conclusions afin d'en garantir le bien-fondé.

À Tel-Aviv, la possibilité que Saddam envoie des missiles avec des ogives remplies d'anthrax, voire de variole, suscitait une peur compréhensible. Shabtaï Shavit, le directeur général du Mossad, ne savait pas avec certitude si l'Irak disposait vraiment de missiles capables de transporter ces ogives jusqu'à Israël. Gerald Bull, le concepteur d'armes « indépendant » qui avait proposé à Saddam de lui fabriquer un super-canon d'une portée suffisante pour atteindre l'État hébreu, avait été assassiné par

trois *kidonim* du Mossad. Il avait été abattu en ouvrant la porte de son appartement bruxellois. À tour de rôle, chaque *kidon* lui avait vidé le chargeur de son 7.65 dans la tête et la poitrine. Une fois l'équipe rentrée à Tel-Aviv, le service de guerre psychologique du Mossad avait fait paraître dans les médias que Bull avait été exécuté par une escouade de tueurs irakiens parce qu'il était revenu sur ses engagements envers Saddam Hussein. Son supercanon se trouvait désormais en pièces détachées dans le désert irakien. Mais se pouvait-il que Saddam dispose d'armes biologiques ou chimiques ?

Pour Shabtaï Shavit, la seule façon d'en être certain était d'envoyer un espion en Irak. Le nom de code de *ce* dernier était Sholam — en référence au légendaire Sholam Weiss, l'un des membres de l'équipe du Mossad qui avait capturé Eichmann — et il s'agissait d'un agent rompu aux missions dangereuses.

Né à Bagdad, il était le fils aîné d'un commerçant juif qui avait emmené toute sa famille en Israël lorsque Saddam avait pris le pouvoir. Sholam avait été repéré pendant son service obligatoire à Tsahal, puis envoyé au centre de formation du Mossad, à Herzliya, avant de suivre un entraînement spécial dans le désert du Néguev.

Il avait suivi une formation pour apprendre à se faire passer pour un *sarami,* c'est-à-dire un membre de la plus ancienne des sectes soufres. Il avait dormi dans le Néguev, partagé la nourriture des nomades et bu l'eau saumâtre des oueds. Il avait couru sous le soleil brûlant de midi pour améliorer son endurance. Pendant tout le temps qu'avait duré ce rigoureux entraînement, un psychologue du Mossad avait évalué son niveau de stress.

Sholam avait passé un mois à endurcir son corps noueux afin d'être capable d'affronter ce qui l'attendait. Dans le passé, il avait été envoyé au Yémen et en Arabie saoudite. Shavit lui avait dit que c'était pendant sa mission dans le désert de l'ouest irakien qu'il avait le plus de chances de repérer des traces de lance-roquettes mobiles qui pourraient ne pas avoir été détectés par les satellites à cause des tourbillons des tempêtes de sable. Ce serait encore plus dangereux que d'habitude car il faudrait qu'il s'approche suffisamment des lance-missiles pour les photographier.

Pendant les nuits sans lune, un instructeur l'avait emmené loin dans le désert du Néguev et lui avait rapidement montré une pile de photos de véhicules ou d'empreintes, dont des traces de porte-missiles. Sholam devait

tout identifier à deux secondes d'intervalles.

Après cela, un hélicoptère de Tsahal, dont on avait assourdi les rotors, amena Sholam à la frontière irakienne, et il disparut dans la nuit.

XIII

Glasnost sous la neige

Le 4 janvier 1991, dans le bureau Ovale, le président Bush appuya sur la touche d'un numéro préenregistré pour appeler le Premier ministre israélien, Yitzhak Shamir. Ils étaient régulièrement en contact depuis que l'Irak avait envahi le Koweït. Bush avait été averti de l'antiaméricanisme de Shamir, qui trouvait ses racines dans sa conviction que les États-Unis, sous la présidence de Roosevelt, n'avaient pas beaucoup agi pour faire cesser l'Holocauste et avaient approuvé l'opinion de Churchill qui pensait que bombarder les camps de concentration pour donner une chance de s'évader aux prisonniers n'était pas une priorité de guerre.

Le gouvernement Bush avait hérité de la présidence de Reagan une crainte profondément ancrée que Shamir ait autorisé la remise à l'Union soviétique des importants secrets contenus dans les cinq cents pages que l'agent du Mossad Jonathan Pollard avait volées lorsqu'il travaillait au plus classifié de tous les établissements de l'US Navy, à Suitland, dans le Maryland. Grâce à son accréditation maximale, Pollard avait transmis plus de dix mètres cubes de documents à Tel-Aviv.

« C'était un double coup dur. Il nous avait coûté tous nos secrets dignes d'intérêt. Et ils nous avaient été volés par un pays censé être notre allié », m'a expliqué Casey.

Avant la tromperie de Pollard, la CIA était devenue trop dépendante du Mossad pour ses informations sur le Moyen-Orient, d'autant plus qu'elles étaient présentées de manière flatteuse pour l'institut, ce qui faisait que la CIA les interprétait souvent mal. Mais en ce jour de juin, Bush et Shamir avaient trouvé un accord pour s'occuper de Saddam Hussein.

*

Malgré le rythme frénétique des événements à Washington et à Londres,

le temps semblait s'écouler au ralenti tandis que le monde attendait de savoir s'il y allait avoir une guerre contre l'Irak. Les Nations unies avaient demandé à Saddam Hussein de se retirer du Koweït, au plus tard, le mardi 15 juin 1991 — ce que Washington avait interprété comme midi (heure d'hiver de New York), à cette date.

Pendant que les forces américaines et celles de la coalition se rassemblaient au Koweït, à Bagdad, Saddam multipliait les provocations à la radio irakienne.

À Londres, le JIC se réunissait quotidiennement pour évaluer comment la guerre pourrait affecter directement la Grande-Bretagne. Tout le monde s'accordait sur le fait que le danger le plus probable était une série d'attentats biologiques ou chimiques commis par les agents dormants irakiens du pays. Porton Down envoya à Londres une équipe munie d'une vaste gamme d'antidotes. Le docteur David Kelly campait dans le sous-sol du ministère de la Défense, où il faisait de courtes siestes entre les interminables réunions de planification.

« Nous savions que nous n'avions pas suffisamment d'antidotes pour faire face à une attaque sur Londres et que nous ne pourrions traiter que les personnes indispensables à la défense de la ville. Nous savions aussi que nous ne pourrions rien faire pour les autres villes si elles étaient attaquées », avoua-t-il plus tard.

Le MI-5 et le MI-6 dressèrent une liste de « sympathisants de Saddam connus » et plus de sept cents personnes furent expulsées suite à une intensive opération de surveillance du MI-5, dirigée par Stella Rimington, qui venait juste de devenir l'une des deux adjoints du directeur général du Service de sécurité. À une marche du contrôle total du MI-5 et étant la première femme dans ce cas, il arrivait parfois à Rimington de trouver que certains de ses collègues masculins « avaient du mal à traiter une femme de grade supérieur comme un être humain ». Parmi les exceptions, on comptait Colin McColl et John Adye, le directeur général du GCHQ, qui reconnaissaient son rôle crucial dans la défense du royaume.

Dehors, le compte à rebours de la guerre continuait : on avait installé un camp d'internement sur la plaine de Salisbury et réservé des cellules à la prison d'York afin d'y enfermer les autres Arabes qui se feraient prendre dans le cadre de l'opération de surveillance. On n'avait pas pris de telles précautions depuis la Seconde Guerre mondiale.

*

À cinq jours de la date butoir, les informations de la CIA continuaient d'affluer au bureau Ovale. Contre toute attente, Webster avait conservé son poste et vu partir de puissantes figures du gouvernement. L'une d'entre elles était John Sununu, l'ancien gouverneur du New Hampshire qui avait tout fait pour que ce soit Bill Gates qui reprenne la direction de l'Agence. Au lieu de cela, Bush l'avait nommé conseiller adjoint à la sécurité nationale et avait gardé Webster sur recommandation de Brent Scowcroft, un personnage lugubre et monacal, qui avait dirigé le bureau washingtonien de Kissinger Associate — une organisation, créée par l'ancien secrétaire d'État, qui entretenait des liens sans pareils avec la Chine. Scowcroft soutenait Webster depuis les jours où il dirigeait le FBI. Il savait qu'en tant que directeur de la CIA, le juge serait un puissant allié pour un projet secret élaboré après l'invasion du Koweït par Saddam Hussein.

L'idée de ce plan était née lorsque James Lilley, l'ambassadeur américain en Chine, et un agent de la CIA — qui avait servi au Laos, à Taïwan et à Pékin — avaient apporté des preuves que la Chine avait vendu à Saddam mille tanks T65, neuf mille armes antichars, cent cinquante jets F-7, douze millions d'obus et de mines, et quatre milliards de balles.

La Chine avait également fourni à l'Irak de grandes quantités de lithium 6, l'un des composants clés nécessaires à la fabrication d'une bombe atomique. Tout au long de l'année 1990, la *Non-Ferrous Metals Import-Export Corporation* avait livré plusieurs douzaines de bidons de la substance granuleuse gris-blanc à Bagdad. Chacun d'entre eux contenait deux cent cinquante grammes de lithium 6. Ils étaient enfermés dans des barils de plomb portant des étiquettes sur lesquelles on pouvait lire que leur contenu était destiné aux laboratoires médicaux irakiens. Un plein avion de scientifiques et de techniciens chinois, dont beaucoup avaient contribué à ce que leur pays puisse tester sa propre bombe à hydrogène, avait atterri à l'aéroport Saddam, à Bagdad.

La volonté du président Bush de ne pas laisser ces ventes influer sur une guerre visant « à restaurer le droit démocratique du Koweït » à exister en tant que nation souveraine était présentée comme un point crucial du projet. Mais les membres du gouvernement qui affirmaient que l'Amérique voulait

mener une « guerre juste » — courte et décisive, peut-être un Panama, mais plus jamais un Vietnam — avaient juste oublié que la démocratie, telle qu'ils l'entendaient, n'avait jamais existé au Koweït. Le royaume du golfe était, tout au mieux, une dictature familiale qui employait du personnel étranger dans de terribles conditions et où les droits de l'homme étaient fréquemment bafoués. En bien des façons, le Koweït était aussi répressif que l'Irak ou la République populaire de Chine. Cependant, cette dernière, en tant que membre permanent du conseil de sécurité des Nations unies, avait le pouvoir d'opposer son veto à la décision de Bush de partir en guerre si Saddam n'obéissait pas avant le 15 janvier ; pour le président américain, l'attitude du dictateur irakien faisait office de *casus belli* et, par moments, le discours de la Maison-Blanche ne valait guère mieux que celui de Bagdad.

Avec l'effondrement du marxisme-léninisme en Europe de l'Est, la Chine se considérait comme le dernier bastion contre la démocratie. Pourtant, la grande survivante du communisme avait donné au gouvernement Bush un avantage qu'aux plus hauts échelons de la Maison-Blanche, on surnommait alors « l'atout Tian'anmen ».

Pendant cinquante-cinq jours, en 1989, les étudiants de Pékin, encouragés par plus d'un million de leurs concitoyens, avaient occupé la place Tian'anmen pour demander au régime d'instaurer des droits démocratiques élémentaires ; un appel qui avait tenu le monde entier en haleine. Le régime chinois, isolé dans son complexe de Zhongnanhai, près de la place, avait réfléchi à la réponse qu'il devait apporter à ces manifestations. Le résultat de ses décisions tomba avec une violence ahurissante. Dans la nuit du 3 au 4 juin 1989, l'Armée populaire de libération envahit la place Tian'anmen. Quand elle repartit, des hélicoptères avaient embarqué les corps dans des filets pour aller les faire brûler dans les monts de l'Ouest, près de Pékin. Le nombre de morts est estimé entre cinq et dix mille. Personne n'a jamais su le chiffre exact. La puanteur des bûchers resta sur la ville pendant des semaines.

À Washington, le président Bush condamna ce massacre en soignant bien la formulation. Les Chinois le comprirent. Sa façon de penser était plus proche de la leur que celle de la plupart des dirigeants occidentaux. Ses paroles furent prises pour ce qu'elles étaient : le strict minimum de protestation nécessaire pour apaiser la colère publique dans le pays. À l'insu des citoyens, des diplomates anonymes du bureau chinois du département

d'État américain avaient commencé à rencontrer leurs homologues de l'ambassade de la République populaire de Chine, à quelques pas de la Maison-Blanche. Séparément, ils longeaient Jackson Place jusqu'à la porte 716, une maison de ville en briques, propriété du gouvernement, où de nombreuses conversations clandestines avaient déjà eu lieu. C'était dans ce bâtiment, vieux de cent treize ans, que Nelson Aldrich Rockefeller avait mené son enquête sur les activités intérieures de triste notoriété de la CIA dans les années 1960. C'était là également qu'un ancien directeur de l'Agence, l'amiral Stansfield Turner, avait informé le président Carter que la Chine avait permis à la CIA d'installer des postes d'écoute à sa frontière nord pour espionner la Russie, à l'époque où Moscou était toujours considéré comme le principal ennemi de l'Amérique. Les détails des négociations — Qui proposa quoi ? Qui demanda du temps pour recevoir de nouvelles instructions ? — ne resteraient que pures conjectures. « Tout ce que je peux dire, c'est que c'était comme jouer au poker à l'aveugle », m'a déclaré un des participants.

Ce que le gouvernement Bush attendait de ce marché était crucial pour l'opération « Tempête du désert » : connaître l'emplacement exact de tous les sites de missiles chinois Silkworm en Irak, celui des barils de lithium 6 et les caractéristiques de toutes les autres armes fournies par la Chine. En échange, Washington mettrait fin à toutes les restrictions commerciales américaines imposées après le massacre de la place Tian'anmen, soutiendrait l'entrée de la Chine à l'OMC et au GATT, et s'assurerait que le prêt de la Banque mondiale à la Chine, qui avait également été suspendu après le massacre des étudiants, puisse reprendre comme avant. À New York, le secrétaire d'État, James Baker, rencontra Zheng Tuobin, le ministre des relations économiques et du commerce chinois, et lui déclara : « Il est temps que nous laissions le passé récent derrière nous. »

*

Le 12 janvier 1991, Sholam, l'agent du Mossad, faisait partie de ceux qui étaient réunis autour de la table de conférence du commandement des opérations spéciales des États-Unis, à la base de l'Air Force de Pope, en Géorgie. Des agrandissements des photos des lance-missiles qu'il avait prises dans le désert irakien se trouvaient sur la table. Les missiles étaient

des Scud.

Cinq jours plus tard, après le début de l'opération « Tempête du désert », sept missiles Scud frappèrent Tel-Aviv et Haïfa. Ils détruisirent mille cinq cent quarante-sept bâtiments et blessèrent quarante-sept civils. Peu après, des bombardiers américains, armés d'un millier de bombes, anéantirent ce qu'il restait des missiles et des lance-roquettes irakiens. Les cibles avaient été localisées à la fois grâce aux informations chinoises et aux photographies de Sholam.

*

Le jour du lancement de l'opération « Tempête du désert », Wang Dan, l'un des dirigeants étudiants de la place Tian'anmen comparut devant le tribunal populaire intermédiaire de Pékin. Il portait le sweatshirt et le large pantalon noir qui avaient constitué son uniforme distinctif sur la place Tian'anmen, vingt mois plus tôt, la nuit où les massacres avaient eu lieu. Depuis sa dernière apparition publique, il avait perdu du poids et ses lunettes glissaient constamment le long de son nez. Debout, tête baissée, il paraissait chétif et plus vieux que ses vingt-deux ans. Le plus vieux de ses trois juges — des hommes d'âge moyen portant des vestes à col mao — déclara qu'il était accusé de tentative de renversement du gouvernement. Wang Dan ne se défendit pas. Le juge dit que l'un des devoirs de la cour était de « remettre les délinquants sur le droit chemin » en les condamnant à être « rééduqués » et en leur montrant comment revenir dans la société chinoise grâce à une « totale compréhension du marxisme ». Sa peine durerait jusqu'à ce que la cour apprenne qu'il avait retrouvé « le droit chemin ».

Le procès n'avait duré que quelques minutes — beaucoup moins de temps qu'il n'en avait fallu au département d'État et aux diplomates chinois pour s'entendre sur le fait que le gouvernement Bush n'émettrait aucune critique sur le procès de Wang Dan ou ceux qui suivraient. Ce jour-là, dix-sept dirigeants étudiants furent condamnés à des peines de prison de durée indéterminée.

*

Quand la brève guerre du Golfe s'acheva, Saddam Hussein était toujours au pouvoir. C'était la politique de la Maison-Blanche, et non celle de la CIA, qui avait dicté l'issue du conflit. Le président Bush avait promis aux Américains que les combats dureraient moins de cent heures et avait appelé à la fin des hostilités le 27 février 1991. On demanda à Webster que la CIA surveille les mouvements de Saddam. Les agents savaient qu'il avait six camping-cars Winnebago et trois d'entre eux furent repérés et détruits. Les autres, dans l'un desquels devait être Saddam, ne furent retrouvés que des mois plus tard, abandonnés près de la frontière syrienne. Pendant ce temps, à Washington, Bush avait publiquement demandé aux Chiites, dans le sud du pays, et aux Kurdes, dans le nord, « de renoncer à Saddam et de faire revenir l'Irak dans la famille des nations pacifiques ». Sous le regard des forces américaines et de la coalition, des masses populaires peu armées se soulevèrent et furent écrasées par la garde républicaine. Du jour au lendemain, à Washington, l'appel à débarrasser l'Irak de son « dictateur maléfique » se transforma en « rapatriez nos garçons victorieux » — un slogan conçu pour que Bush reste à la Maison-Blanche. Quoi qu'il en soit, le président suivant fut Bill Clinton.

*

Le 2 août 1991, un Transall C-160 blanc, portant les marques distinctives des Nations unies, atterrit à l'aéroport international Saddam, près de Bagdad. Le docteur David Kelly et son équipe de vingt-huit inspecteurs en armement, qui allait l'aider à rechercher des armes biologiques, descendirent de l'appareil. À l'instar du docteur, chaque homme avait été choisi pour son domaine de compétences particulier. Il y avait des microbiologistes, des experts en biotechnologie et des spécialistes des munitions et de la sécurité. Ils venaient d'une demi-douzaine de pays et, à eux tous, parlaient le double de langues, y compris l'arabe. Des membres du SAS, ainsi que des agents de la Delta Force, du MI-6 et de la CIA, les accompagnaient. Ils avaient, eux aussi, été soigneusement sélectionnés et leur travail consistait à faire face à toute menace éventuelle contre les inspecteurs.

Le docteur Kelly avait déjà fait l'expérience d'une telle investigation. Il

avait, en effet, conduit l'inspection des usines russes et des laboratoires du programme Biopreparat, après la signature du très secret traité trilatéral russo-anglo-américain, par lequel on avait interdit ce type d'armement après l'effondrement de l'Union soviétique. Cette inspection s'était déroulée dans un esprit de coopération. Cependant, Kelly avait prévenu son équipe qu'elle devait s'attendre à de l'hostilité de la part du régime de Saddam car les Nations unies l'avaient forcé à accueillir l'inspection. Sachant cela, le docteur s'était donc préparé tout l'été à une mission qu'il savait potentiellement dangereuse. « Les sites que nous voulons contrôler pourraient être contaminés par des agents biologiques ou chimiques, ou truffés de bombes ou de mines », m'a-t-il confié lorsque nous nous sommes rencontrés le jour de l'arrivée de l'équipe à l'hôtel Sheraton de Bagdad.

Avec le souci du détail qui faisait de lui l'homme idéal pour diriger l'inspection, le docteur Kelly avait informé ses assistants des « coups fourrés » que les cerbères du gouvernement irakien risquaient de leur réserver.

« Dès le premier jour, ils ont tout fait pour nous retarder ou nous induire en erreur en refusant de nous montrer des documents puis en affirmant que les éléments de la liste, par exemple, des vaccins, faisaient partie d'un programme défensif contre d'éventuelles attaques biologiques de la part d'Israël », m'a plus tard raconté Kelly.

Salman Pak, au sud-ouest de Bagdad, était le premier site biologique présumé de la liste. Ignorant les protestations de ses responsables, selon qui il fallait « prendre rendez-vous » pour la visite, le docteur Kelly y conduisit son équipe. Il y fut accueilli par la directrice, le docteur Rihab Taha. Elle avait un peu plus de trente ans ; une coiffure bouffante surplombait son front large et son menton pointu. Selon le docteur Kelly : « Elle vacillait entre une méfiance anxieuse et une attitude défensive irritée. Ayant obtenu un doctorat en toxicologie à l'université d'East Anglia, elle parlait bien anglais. Mais quand mes questions ne lui plaisaient pas, elle poussait de grandes exclamations en arabe et se mettait à pleurer. Une vraie petite actrice. »

Rihab Taha s'était accrochée à sa version des faits. Les travaux de recherches de Salman Pak en étaient encore à leurs balbutiements lorsqu'ils avaient été détruits par les bombardements de précision au début de la guerre. « Vous en avez la preuve tout autour de vous », s'était-elle écriée, en

agitant les mains.

Pendant cinq jours, face à une hostilité croissante de la part des responsables, le docteur Kelly et son équipe examinèrent les gravats laissés par les bombardements. Ils remarquèrent quelque chose qui avait pu être une chambre d'aérosolisation, des signes indiquant qu'il y avait eu des cages à animaux, des restes de produits chimiques dans les zones de stockage, des lambeaux de vêtements de protection et des morceaux de filtres. Tout cela révélait que les recherches étaient beaucoup plus avancées que Taha n'avait bien voulu le laisser croire. Plus tard, Kelly résuma la situation : « Notre problème était qu'après la guerre, elle avait eu le temps de dissimuler la réalité. J'étais convaincu qu'il y avait anguille sous roche... mais elle ne se montrait pas. »

Puis, à la plus grande surprise de Kelly, le docteur Taha essaya de marchander. D'un placard fermé de son propre bureau, elle sortit des bouteilles de micro-organismes bactériens. « Elles font partie de ce que monsieur Rumsfeld nous a permis d'obtenir à l'époque où nous étions un allié de l'Amérique », dit-elle, sans chercher à cacher son amertume.

Le docteur Kelly inspecta les fioles encore scellées.

« Nous ne les avons pas utilisées. Ce n'était pas le genre de travaux que nous conduisions ici », insista-t-elle.

Kelly lui montra les étiquettes des bouteilles : anthrax, botulisme, gangrène, tétanos et tularémie. Il en prit note, ainsi que de la façon dont elle expliqua leur présence.

« Les Américains disaient que nous pouvions nous en servir pour créer des vaccins contre les armes israéliennes. Ce que vous voyez ici est la totalité de notre programme biologique militaire. »

Elle tendit une feuille de papier au docteur Kelly et lui demanda d'écrire qu'il considérait cela comme la vérité. Il refusa.

Au même moment, on accorda à la quête d'armes chimiques et nucléaires — menée par d'autres équipes des Nations unies — la priorité sur la recherche d'armes biologiques. Par conséquent, le soutien logistique promis au docteur Kelly — voitures, radios et renforcement de la sécurité, suite à des tirs contre des membres de son équipe — ne se matérialisa pas. À New York, les décideurs des Nations unies estimaient que son travail était moins urgent et avait moins de chances d'aboutir. Lors de son dernier jour à

Bagdad, le docteur Kelly m'a confié : « Ils ont fermé la porte sur la possibilité de connaître la totalité du programme biologique de Saddam. »

Le docteur Kelly rentra à Londres, certain qu'une autre opportunité se présenterait. D'après tout ce qu'il avait vu et entendu, il était convaincu que Saddam poursuivrait son programme de création d'armes biologiques. Pour en avoir la preuve, il faudrait d'autres visites, prendre plus de risques dans un pays de plus en plus hostile et subir les autres formes de pressions inhérentes à sa profession. En ce mois d'août 1991, il n'avait pas la moindre idée de ce que ces pressions allaient lui coûter.

*

Depuis la fenêtre de sa chambre, Stella Rimington avait vu les premières glaces se former sur la Moskova avant de disparaître sous une couche de neige homogène. Depuis son excellent point de vue, à l'ambassade britannique, elle avait vu la neige recouvrir les pavés de la place Rouge tandis que s'installait l'interminable hiver russe. Cela ne faisait que quelques jours qu'elle avait quitté Londres et laissé derrière elle les incessantes discussions auxquelles elle devait participer pour obtenir à temps le budget des nouveaux locaux du MI-5, à Thames House — une responsabilité qui venait s'ajouter à sa charge de travail déjà bien assez lourde.

Le caustique directeur du MI-5, Michael Hanley, s'était emporté auprès de Rimington au sujet des exigences insensées du Trésor, qui lui demandait de « prouver et justifier toutes les dépenses ». Une fois de plus Whitehall était en période de restriction et l'on parlait beaucoup de gestion des ressources dans les couloirs des services secrets. Au cours de l'année passée, Rimington avait souvent accompagné Hanley à ce qu'il appelait « ces foutues réunions à la Chambre étoilée », où les ministres examinaient les coûts de tout.

Mais, d'une certaine façon, le fait qu'elle se trouve à cette fenêtre, en ce mois de décembre 1991, prouvait leur utilité. Elle se disait que ces perpétuelles tracasseries financières étaient largement compensées par sa venue à Moscou en tant qu'invitée de son vieil ennemi, le KGB.

L'invitation n'était pas arrivée de façon aussi inattendue que le soudain effondrement de l'Union soviétique. Les espions russes étaient la première

cible de Rimington pratiquement depuis le jour où elle était entrée au MI-5 et ils étaient, évidemment, toujours là, mais la fin de la guerre froide exigeait d'établir rapidement de nouveaux objectifs.

De nombreux espions du KGB ne se voyaient aucun avenir dans une société dont les dirigeants s'étaient entendus pour former un ensemble d'États indépendants, même si peu d'entre eux comprenaient vraiment ce que cela signifiait. Dans les rues, les mendiants parlaient de Glasnost comme s'il s'agissait de la seule façon de remédier à une crise économique en pleine aggravation et les *babouchkas* vendaient des tasses de bouillie faite maison. À Moscou, le grand magasin Gum n'avait presque plus rien en rayon. C'était un monde où les écolières proposaient leur corps aux premiers touristes venus voir l'ancien « empire du mal », qui s'offraient de sordides rapports sexuels pour quelques poignées de roubles dont le cours changeait quotidiennement.

Certains des hommes du KGB se firent engager comme « conseillers » des services secrets en Libye, en Iran et en Amérique latine. D'autres restèrent en espérant le mieux tout en craignant pire. Le KGB était réputé, à juste titre, pour son passé de violence et de criminalité. Le chantage et l'extorsion étaient, pour un grand nombre de ses agents, un moyen de compléter les maigres salaires que leur versait l'État.

Stella Rimington était venue à Moscou pour leur montrer comment ils pouvaient s'adapter de manière à servir une démocratie naissante et leur apprendre que si le renseignement restait important pour la défense de cette dernière, cela n'était pas incompatible avec le fait de se soumettre aux lois et aux contrôles qui devaient inévitablement accompagner une telle activité. Elle allait les conseiller sur les méthodes de recrutement et de formation du personnel qui remplacerait les vétérans de la guerre froide — qui, selon elle, « étaient corrompus par leurs activités sous le communisme ».

Elle n'était pas vraiment venue de son propre chef. Il s'agissait, en fait, d'une idée de Margaret Thatcher, qui avait invité Colin McColl à déjeuner et lui avait expliqué les avantages qu'auraient le MI-5 et le MI-6 à soutenir les initiatives diplomatiques avec la nouvelle fédération. Elle avait déclaré à Mikhaïl Gorbatchev qu'il était le genre d'homme « avec qui elle pouvait faire des affaires ». Celles-ci incluaient le fait de participer au développement d'un nouveau KGB, qui n'espionnerait plus la Grande-Bretagne et pourrait même fournir de précieuses informations à ses services

secrets. Si Rimington comprenait le sens des propos de Margaret Thatcher, cela ne l'empêchait pas d'éprouver un curieux sentiment : « C'était comme si, soudain, tout s'était mis à marcher sur la tête mais que rien n'était impossible. »

Même après s'être consciencieusement renseignée sur les changements déjà en cours au KGB, elle était arrivée à Moscou sans trop savoir à quoi s'attendre. Au cours des vingt ans qu'elle avait passés à lutter contre les espions soviétiques, elle n'avait jamais imaginé un seul instant qu'elle serait, un jour, invitée d'honneur à la Loubianka, leur quartier général, dont une partie abritait une prison. Le nouveau directeur du KGB, Vadim Bakatine — nommé après le coup d'État manqué contre Gorbatchev, au mois d'août précédent —, avait déjà commencé à démanteler l'ancien KGB et à créer une nouvelle agence qui ne s'occuperait que de renseignement et de contre-espionnage. Les gardes-frontières du KGB avaient été transférés dans la police et le service chargé de protéger les dirigeants ne faisait plus partie de l'agence.

En ce matin d'hiver, tout en se préparant pour une nouvelle rencontre avec les Russes, Stella Rimington pensait à tout ce qui pourrait être accompli en collaboration avec eux : « Nous pourrions résoudre définitivement les problèmes du terrorisme et du crime organisé. »

*

Personne, y compris Rimington, ne savait que dans les montagnes de Tora Bora, en Afghanistan, Oussama Ben Laden continuait de fulminer contre les « forces infidèles » qui avaient lancé l'opération « Tempête du désert » et la famille royale saoudienne qui les avait laissés mettre les pieds dans le pays aux deux lieux saints. Le nombre de ses partisans était encore peu élevé mais il s'accroissait jour après jour. Le jour de son trente-quatrième anniversaire, il promit à ceux d'entre eux qui étaient venus le congratuler de s'occuper, sans tarder, de l'« apostasie » des gouvernants arabes qui coopéraient avec l'Occident avant de se charger des « infidèles ».

*

À l'ambassade américaine de Moscou, durant la semaine de Noël 1991, l'ambassadeur, Robert Strauss, raccrocha son téléphone, se tourna vers le chef de station de la CIA et lui annonça : « Bakatine veut que j'aille le voir. Il dit vouloir me faire un cadeau. C'est peut-être une caisse de cette vodka qu'ils ont servie au dîner en l'honneur de Rimington. »

« Espérons qu'elle ne se laissera pas embobiner par tous ces discours de changement », lui répondit le vétéran de l'espionnage.

Pour tous les diplomates et agents étrangers présents à Moscou, la vitesse incroyable — et toujours croissante — à laquelle les choses évoluaient était époustouflante. On ne voyait plus de véhicules de surveillance devant les immeubles d'appartements où vivaient les employés de l'ambassade et leurs familles. Soudain, c'étaient des voix amicales qui, au ministère des Affaires étrangères, s'étaient mises à répondre aux diplomates. Quand Strauss sortait de la maison Spaso, sa résidence officielle, il n'y avait plus de limousine Zil pour le suivre. Et, un jour que le chef de station de la CIA faisait son jogging matinal, le long de la Moskova, un membre du MBR, la force de sécurité intérieure russe, qui courait généralement à une certaine distance de lui, s'était placé à côté de lui et, dans un excellent anglais, lui avait parlé de sport. Il n'était jamais réapparu après cela.

Strauss avait plusieurs fois rencontré Bakatine autour de déjeuners et de dîners détendus dont le toast final avait été porté à la nouvelle amitié russo-américaine. L'ambassadeur ne doutait pas de la sincérité des espoirs du KGB, mais il redoutait que tant de précipitation puisse faire dérailler un tel optimisme.

Pour aller chercher son cadeau, Strauss se rendit, en voiture, au bureau de Bakatine, au Kremlin. La dernière fois qu'il y était venu, c'était pour voir Vladimir Krioutchkov, un homme trapu, à l'haleine fortement chargée de fumée de cigare et au torse couvert de médailles remportées en servant la Russie, souvenirs de ses quatorze années à la première direction générale du KGB. À la grande surprise de Strauss, Krioutchkov avait accepté les premières réformes instaurées par Gorbatchev. Cependant, il n'avait pas tardé à s'y opposer, conscient qu'elles signifieraient la fin du KGB qu'il avait toujours connu. Il avait pourtant refusé de s'impliquer dans le coup d'État pour tenter de renverser le Parlement, où Boris Eltsine continuait d'instituer des changements. Quoi qu'il en soit, cela n'avait pas empêché Eltsine de le remplacer par Bakatine, qui avait rapidement confirmé son

soutien à la réforme en invitant Stella Rimington.

Avant l'arrivée de cette dernière, Bakatine avait ordonné que la femme et les filles d'Oleg Gordievski soient autorisées à rejoindre en Angleterre l'agent double qui avait causé plus de préjudices au KGB que n'importe quel autre traître.

« J'espérais que, pour Londres, ce serait un signe clair que les choses n'étaient plus comme avant », expliqua-t-il plus tard. Peu après, dans le but d'apaiser les partisans de la ligne dure qui avaient encore de l'influence à Moscou, Eltsine se laisserait persuader de remplacer Bakatine par un nouveau directeur plus à leur goût. Il s'agirait d'Evgueni Primakov et le KGB serait renommé Service de renseignement fédéral.

Mais en ce matin de décembre, l'ambassadeur Strauss ne pouvait pas savoir que son hôte serait bientôt victime de comploteurs du gouvernement. Avec son sourire habituel, Bakatine lui offrit du café et des biscuits tout juste sortis des cuisines du Kremlin. Les deux hommes discutèrent un moment de la précocité des chutes de neige et des projets de vacances de l'ambassadeur. Puis, soudain, Bakatine se leva.

« Et là, il est allé à son coffre et en a retiré un gros dossier et une mallette. Il l'a ouverte et m'a montré qu'elle était pleine d'appareils high-tech. Ensuite, il est passé au dossier et en a sorti ce qui ressemblait à des plans », relata plus tard l'ambassadeur.

Comme Strauss regardait ces documents en se demandant de quoi il pouvait s'agir, Bakatine lui décocha un grand sourire en les désignant.

« Monsieur l'ambassadeur, ce sont les plans qui nous ont servi à mettre votre ambassade sur écoute. » Il se tourna ensuite vers la mallette et ajouta : « Ce sont les appareils que nous avons utilisés. Ce sont vos cadeaux. »

Strauss était trop stupéfait pour parler. Bakatine sortit un micro de la valise et le tendit à l'ambassadeur. « Je suis sûr que le directeur de la CIA aimerait beaucoup voir ça. Alors, je veux que vous les preniez. Et, comme vous dites, cela n'engage à rien. »

Plus tard, Strauss expliqua à James Adams, l'ancien directeur du bureau de Washington du journal londonien le *Sunday Times*, qu'il avait craint « une sorte de coup fourré » et refusé de prendre la mallette et le dossier. Il était rentré à l'ambassade et en avait parlé avec le chef de la station de la CIA. Après un échange de messages codés à Langley, Strauss était retourné

chercher le cadeau. On l'avait ensuite envoyé à Langley par la valise diplomatique et, pendant des mois, des techniciens de la CIA avaient étudié les micros et les plans. En dépit des signes indiquant que la Russie allait continuer à évoluer vers la création d'une agence de renseignement plus démocratique, le Congrès décida de dépenser deux cent vingt millions de dollars pour construire une nouvelle ambassade équipée d'un dispositif de brouillage à la pointe du progrès.

*

Malgré les innombrables banquets dans la splendeur des salons du Kremlin et les hommages vibrants à sa réussite au sein du MI-5, c'était avec un autre souvenir impérissable que Stella Rimington allait rentrer à Londres. Elle était allée au mausolée de Staline — où, pour quelques roubles, les touristes se faisaient photographier avec le sosie du dictateur en train de les tenir par les épaules dans une sorte de macabre évocation de l'emprise qu'il avait eue sur toute la nation —, on l'avait emmenée visiter la maison de Tchekhov et elle avait vu le ballet du Bolchoï, assise dans l'un des fauteuils dorés du premier rang des places d'orchestre réservées aux invités du gouvernement.

Toutes ces choses avaient leur place dans sa mémoire. Mais son dernier soir à Moscou lui avait laissé un souvenir, beaucoup moins agréable, dont elle sut, plus tard, planter le décor avec le style de l'auteur de romans d'espionnage qu'elle espérait devenir un jour.

« Dans la nuit sombre, froide et enneigée », on l'avait conduite, dans la Rolls Royce de l'ambassadeur britannique, à ce qu'elle pensait être une ancienne planque du KGB. Elle avait du mal à réprimer l'impression d'avoir « glissé, sans savoir comment, dans un film de James Bond et que la réalité se confondait avec la fiction ».

Pendant qu'elle enlevait ses après-ski, à l'intérieur de la *datcha,* la silhouette menaçante d'Evgueni Primakov apparut en haut des escaliers obscurs. Le faible éclairage donnait à son visage un aspect irréel. Quand il se mit à parler, sa voix était enrouée, comme s'il souffrait d'un rhume chronique. Il expliqua que la maison avait été le bureau de Lavrenti Beria, le confident de Staline, dont la réputation d'avoir été l'un des plus impitoyables espions des services secrets russes lui avait longtemps

survécu. Primakov avait commencé comme journaliste à la *Pravda,* ce qui lui avait, plus tard, servi de couverture pour ses opérations au Caire, à Damas et à Bagdad.

« Nous sommes montés à l'étage, dans un salon éclairé où pendaient de lourds rideaux derrière lesquelles n'importe quoi aurait pu se tapir. Nous avons eu une brève conversation, plutôt froide. J'ai dit qu'il y avait beaucoup de possibilités de collaboration sur des questions de sécurité telles que le terrorisme et le crime organisé à grande échelle. Cependant, pour qu'il y ait une véritable coopération, il faudrait réduire l'espionnage sur le Royaume-Uni », se souvenait Rimington.

Sa requête essuya un cuisant refus. Primakov qualifia l'idée de « ridicule ». Ses espions continueraient d'opérer « comme ils le [voulaient] pour la défense de la Russie ». Rimington annonça qu'il était temps qu'elle s'en aille et, après le plus bref des au revoir, son hôte disparut derrière le rideaux ; ce qui ne manqua pas de renforcer son impression d'être entrée dans le décor d'un film de James Bond.

*

En 1991, au moment des fêtes de fin d'année, à Century House, on spéculait sur l'identité du prochain directeur général. Patrick Walker, le tenant du titre, allait avoir soixante ans au mois de février suivant. Durant ses trois ans à ce poste, il avait essayé de trouver un équilibre entre les réformes et la pression de Margaret Thatcher — proche de la fin de son premier mandat — qui insistait pour que l'on prenne garde à ce qu'elle appelait « l'ennemi de l'intérieur ».

Tout ce que faisait Walker pour continuer la réforme instaurée par son prédécesseur, Anthony Duff — comme, par exemple, encourager des jeunes à entrer au Service de sécurité ou ne plus limiter la circulation des dossiers les plus confidentiels, classifiés « *eyes only* », aux plus hauts échelons du gouvernement afin que les ministres de moindre envergure soient mieux informés — devait être approuvé par Margaret Thatcher.

Depuis Churchill, aucun Premier ministre ne s'était autant intéressé au MI-5. Chaque matin, Margaret Thatcher recevait un résumé des rapports de la veille, qu'elle lisait en prenant son petit-déjeuner, avant de les renvoyer à

Century House avec ses commentaires soulignés à l'encre bleue ; des formules telles que « attention à ceci » ou « agissez immédiatement » apparaissaient régulièrement. Quand un point l'intéressait particulièrement, elle le notait et en parlait à la prochaine réunion du JIC à laquelle elle participait. Elle était le seul Premier ministre à jamais avoir assisté à ces conclaves secrets, au deuxième étage du Cabinet Office. Plus d'une fois, elle avait rappelé à ses auditeurs quelque peu surpris qu'ils ne devaient pas oublier que « l'ennemi de l'intérieur » pouvait toujours se tapir au sein du MI-5 et du MI-6. Plus tard, son chancelier de l'Échiquier, Nigel Lawson — qui avait empêché sa propre fille, la célèbre cuisinière Nigella Lawson, de devenir une espionne —, fit la révélation suivante : « Margaret était incontestablement folle des romans d'espionnage de Frederick Forsyth. » Lors de ses rencontres privées avec Walker, Margaret Thatcher demandait souvent si les secrets qu'il lui avait divulgués pouvaient être confiés à d'autres. Elle ajoutait ensuite : « Il y a des forces en action que vous devez surveiller. »

S'il existait de véritables raisons de s'inquiéter, d'autres étaient totalement fantaisistes. Peter Wright, par exemple, affirmait que l'ancien Premier ministre travailliste, Harold Wilson, avait été un espion soviétique — une idée paranoïaque qui avait valu à Wright (jadis, étoile montante du MI-5) d'être considéré comme un fou dangereux par ses collègues et de se faire renvoyer par Walker. Il était plus justifié pour le Premier ministre de se préoccuper de ceux qui suivaient les traces du trio de traîtres — Philby, Burgess et Maclean —, des hommes brillants qui avaient vendu leur pays. Comment avaient-ils réussi à tenir si longtemps avant d'être pris ? Elle avait lu leurs dossiers et, de son propre aveu, elle n'en était pas plus éclairée. Plus récemment, il y avait eu le cas Cathy Massiter, une championne des tenues vestimentaires de mauvais goût qui avait longtemps travaillé aux côtés de Stella Rimington puis sidéré tout le monde en démissionnant et en apparaissant dans les journaux pour expliquer qu'on lui avait ordonné de mener « des enquêtes inappropriées » sur les syndicats et les partisans du désarmement nucléaire. Ensuite, il y avait eu David Shayler qui, lors d'une campagne médiatique, avait accusé le MI-6 d'avoir tenté d'assassiner le colonel Kadhafi.

Margaret Thatcher et Walker se demandaient qui encore attendait de sortir de l'ombre pour mettre dans l'embarras ceux qui étaient chargés de défendre le royaume.

Patrick Walker avait développé un esprit affûté et analytique à l'époque où il était agent au service colonial en Irlande, c'est-à-dire au moment où l'IRA était en pleine effervescence. Il avait cependant du mal à s'expliquer comment des hommes et des femmes qui avaient proposé leurs services pour défendre leur pays pouvaient ensuite le trahir. Selon lui, un aspect de leur personnalité avait forcément échappé aux contrôles psychologiques.

Dans son esprit, la question n'était certainement pas encore résolue quand Stella Rimington fit son rapport lors de la réunion du haut personnel du lundi matin, juste avant Noël. Après avoir fait un récit détaillé de son voyage à Moscou, elle enchaîna sur la perpétuelle croissance des réseaux criminels internationaux — y compris dans les républiques de la fédération de Russie — et sur la nécessité de les combattre en priorité.

L'un de ces groupes était l'Ordre du Soleil levant, la plus grande organisation criminelle de Moscou, dirigée par Semion Yukovich Mogilevich, un Juif ukrainien qui avait ouvert plus de cinquante sociétés écrans dans le monde pour blanchir les sommes colossales que lui rapportaient le trafic de drogue et la vente d'armes au Moyen-Orient.

Walker autorisa une enquête pour déterminer si certaines des sociétés de Mogilevich avaient des liens avec la City.

La réunion aborda ensuite le thème de l'arrivée continuelle de nouveaux groupes islamistes à Londres. Walker voulait une évaluation du danger qu'ils représentaient.

Une à une, le directeur avait formulé toutes ses requêtes. Après trente minutes, la séance était terminée. Quand tout le monde commença à quitter son bureau, Walker fit signe à Rimington de rester assise. Il attendit que la porte se referme sur le dernier des participants puis il se leva et s'approcha de sa collègue, les bras grands ouverts.

« Félicitations, Stella. Vous allez être la prochaine directrice générale. »

Elle en resta bouche bée. La seule chose qu'elle arrivait encore à se dire, c'était que personne ne lui avait demandé si elle souhaitait ce poste. Elle se demanda même ce que Walker dirait si elle le refusait. Le directeur reprit la parole : « À propos, Stella, votre nom sera annoncé publiquement. Je suis sûr que vous comprenez pourquoi. »

Elle comprenait. Elle serait la première femme à diriger le Service de sécurité. Elle savait que cela ferait sensation dans les médias.

*

Rimington, qui, d'habitude, était extrêmement réservée sur sa vie privée, se retrouva au cœur d'un maelström médiatique auquel ni elle ni le MI-5 ne s'attendaient. Elle devint « la super-espionne femme au foyer », « la reine de tous nos secrets » et, inévitablement, « l'épouse secrètement séparée à la tête du MI-5 » — un titre, paru dans un tabloïd, qui annonçait un article, plutôt romancé, du divorce qu'elle avait vécu quelques années auparavant. Le *Sunday Times* engagea un détective privé pour éplucher son compte en banque et affirma qu'on y avait découvert une petite somme supposément versée par le directeur du KGB. Un autre journal organisa un concours invitant ses lecteurs à envoyer leur meilleure anecdote sur « l'énigme faite femme ». La nouvelle directrice générale était traquée comme n'importe quelle célébrité, photographiée en train de sortir ses courses de la semaine de sa voiture. Certains quotidiens allèrent même jusqu'à masquer ses yeux d'une bande noire pour alimenter le mystère qui régnait autour de sa personnalité. Avec l'impertinence qui les a toujours caractérisés, les journalistes de Fleet Street s'en amusaient bien. Rimington, elle, trouvait cela beaucoup moins drôle : les terroristes de l'IRA représentaient un véritable danger et elle savait que, pour eux, la tuer serait une grande victoire ; comme l'avait été l'attentat à la bombe perpétré contre Margaret Thatcher au *Grand Hotel* de Brighton. Puisque ni elle ni personne ne pouvait calmer les médias, elle dut prendre des précautions dont elle n'avait jamais eu besoin jusqu'alors et utiliser les trucs pour échapper aux filatures qu'elle avait appris durant sa formation.

Dans l'ensemble, au sein du MI-5, sa nomination était plutôt bien accueillie, particulièrement chez les femmes, de plus en plus nombreuses, qui, après avoir été secrétaires ou avoir travaillé dans les bureaux, étaient devenues des agents à part entière, souvent grâce à ses encouragements.

Jonathan Evans fut l'un des premiers à la féliciter. Avant de revenir à Century House, il avait lutté contre les terroristes en Irlande du Nord et il savait donc très bien à quel point l'IRA ciblait les agents de la sécurité. Il était toujours disposé à prêter une oreille compatissante à qui en avait besoin ; un trait de caractère qui remontait à l'époque où il avait étudié les langues classiques à l'université de Bristol, où il était connu pour aider ceux

qui avaient des difficultés à rendre leur devoir trimestriel. D'après l'un de ses professeurs, il aurait « fait un bon enseignant et probablement pu aller jusqu'au professorat ». Au lieu de cela, il était entré au MI-5 en 1980. Au cours de sa progression, il était passé par l'anti-terrorisme avant de devenir responsable de la sécurité interne et, après son retour d'Ulster, on l'avait chargé de conseiller le Home Office sur la meilleure façon de protéger les dignitaires qu'il invitait.

Calme et poli, avec son front dégarni qui le vieillissait„ Evans faisait partie des jeunes agents repérés pour leur capacité à évoluer rapidement et c'était pour cela qu'on lui avait demandé de concrétiser les mesures de changement que Walker avait laissées inachevées.

Durant son temps libre, entre ses tâches habituelles, il s'était mis en tête d'étudier un sujet particulier : la politisation de l'islam moderne. Il était fasciné par la façon dont elle s'était développée à partir de la lutte de pouvoir entre la monarchie saoudienne et le fondamentalisme de l'ayatollah Khomeini. Il l'était aussi par celle dont, plus tard, Saddam Hussein — un laïciste — avait mobilisé les groupes religieux irakiens pour les empêcher de tomber sous le contrôle de Khomeini, une décision qui avait mené à sept ans de guerre entre les deux pays. Parmi le méli-mélo d'organisations qui émergèrent de ce conflit, Evans s'était particulièrement intéressé à Al-Qaïda et à son leader messianique, Oussama Ben Laden.

En 1991, Ben Laden avait établi sa « base » dans un immense complexe sécurisé de Khartoum, protégé par le régime militaire soudanais. En plus des « combattants de la liberté » originaux d'Al-Qaïda, qui avaient repoussé les troupes russes hors d'Afghanistan, la réputation de Ben Laden avait fini par attirer des membres des tribus somaliennes et yéménites. Il les appelait les « véritables moudjahidine ». Au nom du prophète Mahomet, ils allaient renverser le régime de Riyad. Chaque jour, alors qu'il réitérait cette promesse, il était flanqué de son principal associé, le corpulent universitaire égyptien Ayman al-Zawahiri, le religieux qui rappelait quotidiennement à ses disciples les principes du *djihad :* lorsque l'islam était attaqué, chaque musulman devait être prêt à donner sa vie pour le défendre. Il affirmait que chacune des paroles du cheik Ben Laden les préparait à résister à l'offensive contre l'islam que préparait l'Amérique, le Grand Satan.

Les photos de Ben Laden et d'al-Zawahiri firent partie des premières images que Jonathan Evans plaça dans son dossier consacré à Al-Qaïda.

*

L'intérêt qu'Evans portait à l'organisation s'intensifia en 1989, après sa rencontre avec le docteur David Kelly, à Porton Down. Le microbiologiste rentrait juste de Montréal, où il avait aidé le CSIS (les services secrets canadiens) en confirmant que les trente-deux tonnes de bouillon de culture que l'on avait découvertes pouvaient être utilisées comme armes biologiques. On les avait trouvées dans un entrepôt proche de l'autoroute Saint-Laurent. À en croire leur licence d'exportation, elles étaient destinées à l'Irak et « strictement à usage médical ». Le propriétaire de l'entrepôt était un homme d'affaires soudanais domicilié à Londres. Interrogé par des détectives de Scotland Yard, il avait maintenu que son locataire était une association caritative, basée à Khartoum, qui envoyait du matériel médical en Irak. Quand le MI-5 découvrit que l'organisation faisait partie d'Al-Qaïda, le businessman était déjà reparti au Soudan.

Pour Evans et le docteur Kelly, cela signifiait qu'il ne fallait pas interpréter la puissance émergeante que représentaient Al-Qaïda et Oussama Ben Laden comme le fait d'une simple bande de fanatiques en quête de cause. Grâce à ses recherches, Evans savait que le groupe comptait dans ses rangs des médecins, des ingénieurs et des hommes tels que le businessman qui était jusqu'alors resté hors des habituelles sphères du pouvoir politique arabe. Al-Qaïda promettait l'utopie et la fin des régimes arabes souillés par la corruption et la faillite morale à cause de leurs liens étroits avec l'Occident.

*

Le voyage au Canada du docteur Kelly n'était que l'un des nombreux déplacements qu'il avait l'habitude de faire pour conseiller les organisations gouvernementales sur les méthodes de défense contre les toxines, les bactéries et les virus mortels que possédaient les nations hostiles et les groupes terroristes. Il avait rencontré d'autres experts et partagé leurs expériences. Cependant, rien ne l'avait préparé au coup de téléphone qu'il reçut, durant la deuxième semaine d'octobre 1989, du chirurgien-

commandant de la marine royale, Christopher Davis, du DIS *(Defence Intelligence Staff*/État-major du renseignement de défense). Expert en armement chimique et biologique, Davis demanda au docteur Kelly de venir à son bureau du Metropole Building, près de Trafalgar Square. Lorsque le docteur Kelly arriva, Davis l'accueillit avec un grand sourire.

« Nous avons un transfuge qui a spontanément offert ses services. Notre principale source au sein du programme d'armement biologique soviétique. Il faut que vous nous aidiez à l'interroger. »

Le docteur Vladimir Pasechnik était l'un des plus grands biochimistes de Russie et participait effectivement au programme d'armement biologique de son pays. Il était spécialisé dans les séquences d'ADN ; des recherches très complexes jouant un rôle important dans le développement des armes microbiennes. Dans un moment digne d'un roman d'espionnage, le biologiste de cinquante-trois ans était sorti d'un forum pharmaceutique parisien en disant à ses collègues qu'il allait acheter des souvenirs pour sa femme et ses enfants, restés à Saint-Pétersbourg. En vérité, il avait hélé un taxi et s'était fait conduire à l'ambassade britannique. Jusque-là, il n'avait eu aucun contact avec un pays étranger. Après avoir estomaqué le réceptionniste en lui annonçant qu'il était un scientifique russe qui souhaitait faire défection, il avait été prié de patienter dans une salle d'attente ornée du portrait officiel de la reine.

Un petit diplomate était arrivé. Pasechnik lui avait tendu sa pièce d'identité officielle du ministère de la Défense soviétique et quelques documents en russe. Le diplomate les avait pris et était reparti. Un moment plus tard, l'agent résident du MI-6 à l'ambassade était entré dans la pièce. Il avait questionné Pasechnik en prenant quelques notes sténographiées. Davis en montra une transcription au docteur Kelly. Elle commençait par ces paroles de Pasechnik : « Je fais partie de Biopreparat, un grand programme secret consacré à la recherche, au développement et à la production d'armes biologiques en URSS. J'ai travaillé sur *la yersinia pestis.* »

Le docteur Kelly s'arrêta de lire et regarda le docteur Davis. Ils ne dirent rien. Le docteur Kelly reprit ensuite la lecture du message prioritaire et s'aperçut que Pasechnik était non seulement une rareté, un transfuge venu de sa propre initiative, mais qu'il pourrait également boucher les trous que les satellites de la NSA n'arrivaient pas à remplir : ce qui se passait à l'intérieur des laboratoires. Il pouvait expliquer la structure du

commandement ; qui donnait les ordres ; qui les exécutait ; comment l'Union soviétique avait enfreint la Convention sur l'armement biologique qu'elle avait signée en 1972 ; où étaient cachés ses laboratoires et ses entrepôts de stockage ; et combien il y en avait. Il pourrait aussi leur révéler où en étaient leurs travaux pour faire une arme de *la yersinia pestis* — plus connue du grand public sous le nom de peste : la maladie qui, en 1348, emporta un tiers de la population européenne en transmettant ses germes par une toux semblable à celle de la pneumonie. Une fois transformée en arme mortelle incontrôlable, la peste se propagerait « comme un feu de forêt ».

Dès qu'il posa les yeux sur le Russe, le docteur Kelly « apprécia ce [qu'il] vit ». Pasechnik était trapu, avec un torse de lutteur et le visage buriné. Cependant, ce furent ses mains qui fascinèrent Kelly : c'étaient des mains de fermier, avec de gros doigts et la peau tannée par les éléments. Il ne parlait pratiquement pas un mot d'anglais mais un traducteur était disponible et Pasechnik avait déjà donné son nom de code, « Truncate ». Le docteur Kelly n'eut pas le temps de se demander comment ce nom avait été choisi ; si tout se passait comme il l'espérait, Pasechnik aurait tellement d'informations à communiquer qu'il faudrait des semaines pour les analyser.

Vladimir Pasechnik avait été le directeur en chef de l'Institut pour les préparations biologiques ultra-pures de Leningrad (aujourd'hui Saint-Pétersbourg). Travaillant sur diverses variétés de supermicrobes, les quatre cents scientifiques et techniciens du centre avaient modifié des missiles de croisière de sorte qu'ils puissent propager la peste et la variole. C'était ce qui avait fini par le décider à faire défection.

« Je veux que l'Occident sache. Il doit y avoir un moyen d'arrêter cette folie », avait-il déclaré à l'équipe d'interrogateurs.

Pendant des heures d'affilée, tout en sirotant du café agrémenté de cognac, Pasechnik décrivit comment — au lieu de la toux semblable à celle de la pneumonie qui avait ravagé l'Europe pendant des mois — un appareil soviétique sans pilote, volant pratiquement à la vitesse du son, allait tuer des millions de gens en quelques minutes en larguant leurs charges mortelles.

« Ce qui était vraiment terrifiant, c'était que je savais que Vladimir disait la vérité. Ce n'était pas des paroles en l'air. Sa certitude rendait ses propos encore plus effrayants », m'a, plus tard, confié le docteur Kelly.

Le travail de Pasechnik avait consisté à manipuler des bactéries et des

microbes contre lesquels « l'Occident n'aurait aucune défense ». Il percevait un salaire inférieur à deux mille euros par an. Pour cette somme, il avait travaillé sept jours sur sept, avec un seul bref congé annuel. Pasechnik avait corrigé, confirmé et clarifié la façon dont les Russes avaient recréé leur ancien programme d'armement biologique après avoir signé la convention en 1972. À la fin de l'interrogatoire, le docteur Kelly se fit l'écho de tous ceux qui venaient de passer trois mois à écouter les révélations de Pasechnik : « C'était véritablement effroyable. »

XIV

Les espions du rideau de bambou

En 2002, le complexe de l'ambassade américaine de Pékin occupait presque tout un côté de Xiu Bei Jie, le quartier des légations étrangères de la ville. De hautes rambardes de fer séparaient la route mal entretenue, dont la ville était responsable, des allées et des pelouses que les jardiniers de l'ambassade tenaient aussi soignées que l'extérieur de n'importe quel bâtiment fédéral de Washington. Dans la journée, il arrivait que des passants chinois s'arrêtent pour regarder à travers la clôture. Peut-être étaient-ils mécontents que tant de terrain soit agencé en jardin d'ornement alors qu'il pourrait être mieux utilisé en y élevant des canards ou y plantant des récoltes. Cependant, ils ne pouvaient pas s'attarder trop longtemps car ils étaient vite délogés par des soldats armés en uniforme et calot olive ; extrêmement nombreux autour de l'entrée du complexe, ils observaient toutes les allées et venues.

La véritable surveillance s'opérait, jour et nuit, depuis les voitures garées en face, à l'intérieur desquelles se trouvaient des agents du CSIS, le service de renseignement chinois, en contact radio avec l'un des bâtiments dont disposait l'organisation dans la ville. Le contre-espionnage se trouvait sur la rue Qiananmen Ouest. Les renseignements internationaux opéraient depuis un immeuble moderne situé près de la gare principale. Le centre de formation était derrière le bureau des appels téléphoniques longue distance, sur l'avenue Fuxingmennie. Les analystes politiques étaient logés près du Stade des Travailleurs, sur la route de l'aéroport international.

Le Bureau d'investigation était le plus secret de tous et se situait dans un bâtiment proche de l'extrémité sud du lac du Zhongnanhai, le complexe, à l'intérieur de la Cité interdite, depuis lequel les empereurs avaient régné pendant sept cents ans. L'une des premières décisions des survivants de la Longue Marche, quand Mao Zedong avait proclamé une nouvelle Chine, le 1er octobre 1949, avait été de faire du Zhongnanhai l'un des complexes les plus fortifiés du monde. Il y avait des postes de gardes — juste assez grands pour y loger un homme — creusés dans les arbres et d'autres dans les

pavillons de bois disséminés dans le parc ou cachés dans les massifs d'arbustes. Des capteurs, des fils tendus au sol et des caméras de surveillance complétaient le dispositif de sécurité. Aucun avion n'était autorisé à survoler les cent hectares du complexe. Seul le bruit des hélicoptères qui transportaient les aînés pour faire la navette avec leurs palais d'été — situés dans les collines, à l'ouest de la ville — venait troubler la tranquillité du Zhongnanhai.

Depuis ses locaux, le Bureau d'investigation contrôlait des agents qui opéraient, sous couverture diplomatique, dans toutes les ambassades de Chine, souvent officiellement en tant que premier ou second secrétaire. Peu d'agences occidentales avaient des espions d'aussi haut niveau. Le Bureau rendait des comptes au Département central de liaison externe, une entité qui n'avait d'équivalent dans aucune autre organisation de renseignement. Ceci n'était pas seulement dû au nombre de ses employés, estimé à plus de mille par la CIA, mais également à la multiplicité de ses activités, qui comprenaient, entre autres, la supervision de la sécurité interne et de l'espionnage à l'échelle planétaire. Il traitait toutes les demandes de visa et déterminait l'étendue des vérifications à faire sur le passé de chacun des demandeurs. Et, lorsqu'un visa était accordé, il choisissait le service du CSIS qui serait chargé de déterminer l'utilité que pourrait avoir le visiteur pour la République populaire de Chine.

Le Département décidait du niveau de confidentialité applicable aux moindres opérations : s'il faudrait utiliser une femme pour séduire un homme d'affaires étranger ou si celui-ci devrait être installé dans une chambre d'hôtel équipée des dispositifs d'écoute.

Il surveillait toutes les autres organisations d'espionnage gouvernementales et civiles. L'appareil de renseignement chinois était entièrement interconnecté et extrêmement contrôlé.

Dans une note d'avertissement standard du Foreign Office destinée à tous les ambassadeurs britanniques envoyés à Pékin, on peut lire : « Les activités de renseignement chinoises sont généralement prudentes, souvent effectuées dans un cadre légal et particulièrement discrètes. Il n'y a pas à se préoccuper, contrairement à ce qu'il faudrait avec les Russes, de l'usage du chantage ou de la corruption. L'approche chinoise est plus subtile et ceux qui travaillent pour le CSIS sont invariablement très motivés et totalement incorruptibles. C'est la raison pour laquelle les "transfuges" chinois doivent

être traités avec circonspection. »

En Chine, la tradition de l'espionnage remonte à plus de deux mille cinq cents ans et les agents sont très fiers de leur réputation de rarement se faire prendre ou expulser. On estime que dix millions d'agents et d'assistants ont été sous les ordres de Qiao Shi au cours des seize dernières années.

Inhabituellement grand pour un Chinois, Qiao Shi mesurait presque un mètre quatre-vingt-trois mais son dos voûté lui donnait l'air plus petit. Selon la rumeur, il devait cette déformation de la colonne vertébrale aux trop longues heures qu'il avait passées, enfant, à apprendre les subtilités de sa langue maternelle. Il avait, en effet, dû mémoriser les radicaux et les différences d'épaisseur de trait qui, en calligraphie chinoise, permettent de faire la distinction entre la phonétique et l'interprétation.

Même les personnages les plus hauts placés du gouvernement traitaient Qiao avec respect. Personne n'aurait osé lui faire remarquer que, pour un homme doté d'un tel pouvoir, il avait peu de goût en matière d'habillement ; il donnait souvent l'impression d'être allé chez un tailleur de l'un des nombreux *hutongs* — les passages étroits — de la ville et avait acheté le premier costume qui lui était tombé sous la main. Les gens supposaient qu'il y avait une autre raison que son excentricité à son manque de style vestimentaire. Mais les diplomates étrangers qui se souvenaient de lui depuis l'époque où il travaillait au ministère des Affaires étrangères, se rappelait que sa carrière avait été une suite de mouvements aussi habiles que discrets ; il était passé d'un service à l'autre en se faisant le moins remarquer possible. À chaque fois, il avait renforcé sa réputation. Il avait beaucoup voyagé — Londres, Paris, Berlin, Madrid et New York s'étaient toutes trouvées sur son itinéraire. Un jour, il était diplomate et le lendemain, il dirigeait la sécurité de l'État ; à partir de là, peu de gens surent où il allait et qui il voyait.

Ce qui était certain, c'était que Qiao Shi connaissait tous les secrets, ainsi que les petites casseroles et imperfections, de tous les membres du gouvernement. Il savait qui était déjà corrompu, qui pouvait l'être et, plus important encore, il n'ignorait rien de l'état de santé de Deng Xiaoping : après avoir survécu à la paranoïa de Mao, celui-ci avait régné sur la Chine avec une adresse consommée ; ce qu'il avait, d'ailleurs, prouvé en anticipant que les gouvernements étrangers ne protesteraient pas vraiment contre la façon dont il avait ensuite écrasé la rébellion estudiantine de la place

Tian'anmen. Trois mois après le massacre, il avait reçu deux anciens secrétaires d'État américains, Henry Kissinger et le général Alexander Haig, ainsi que Prescott Bush, le frère du président George Herbert Bush. Ils étaient venus le rassurer en lui confirmant que la Chine serait le plus précieux partenaire de l'Amérique pour la décennie à venir.

Haig était présent en tant que président de *Worldwide Associates* pour parler d'entreprises communes avec la CITIC, le bras bancaire du gouvernement chinois. Kissinger était là pour des raisons similaires. Prescott Bush avait été engagé comme consultant par *Asset Management* pour investir soixante milliards de dollars, pour commencer, dans le développement de projets communs. L'un de ces derniers était la construction d'un country club. Les espions de Qiao Shi avaient surveillé toutes ces activités. James Lilley, l'ancien chef de la CIA à Pékin, devenu ambassadeur des États-Unis en Chine, avait déclaré aux espions de la ville : « On reste ouvert pendant les travaux. »

*

Après le massacre de la place Tian'anmen, Qiao Shi ordonna la rétrogradation d'une centaine de ses espions. Certains furent envoyés jouer les gardes dans des camps de travail près des frontières avec la Mongolie et la Mandchourie ; d'autres furent mutés dans des bases du CSIS éloignées de Pékin. On estimait qu'ils avaient tous failli durant les cinquante-cinq jours de protestation des étudiants pékinois en se montrant incapables d'identifier les « fauteurs de trouble ». Pourtant, six prisons étaient submergées par des milliers de prévenus attendant d'être jugés pour avoir participé aux manifestations. Des agents, ayant survécu à la purge de Qiao Shi, parcoururent tout le pays pour interroger des suspects et plus de deux cent soixante-dix mille personnes virent leur carte du parti résiliée. Ceux qui, parmi les soixante millions d'habitants du delta du Yangzi, avaient élevé la voix pour soutenir les étudiants furent envoyés dans des camps de travail lors de la plus grande rafle qu'on ait jamais vue depuis la Révolution culturelle.

D'autres agents furent envoyés à l'étranger pour découvrir qui, parmi les millions de Chinois expatriés aux États-Unis et en Europe, avait fourni de l'argent ou toute autre forme d'aide aux étudiants. Quand on identifiait des

coupables, leurs familles restées au pays étaient punies. Beaucoup d'entre elles durent payer d'importantes amendes et furent temporairement privées de prestations sociales.

Qiao Shi ordonna aussi une intensification de la surveillance sans précédent. En plus de celles des campus universitaires et des lycées, on installa des dizaines de milliers de caméras : dans tous les bâtiments de toutes les villes et villages, dans les bus, les trains, les bateaux de transport fluvial et sur le bord des routes. Des concepteurs de systèmes furent chargés d'élaborer des appareils pour recueillir et analyser les informations personnelles. Les classes, les bureaux et les usines se transformèrent alors en zones de surveillance dotées d'un équipement électronique épiant chaque minute de la journée de travail, enregistrant en silence les cadences de production et les pauses toilettes. Le dispositif existant fut également amélioré de manière à faciliter les mises sur écoute.

Selon Privacy International, un groupe de défense des droits de l'homme basé à Londres, suite à Tian'anmen, quelque trois cents nouvelles bases de données interconnectées ont été créées. Les étrangers ne sont pas épargnés par ce réseau de surveillance nationale. On enregistre les e-mails qu'ils envoient ou reçoivent, les endroits où ils changent leurs devises, le type de véhicule qu'ils louent, les endroits où ils logent et les personnes qu'ils rencontrent. Ces données sont analysées au Département central de liaison externe. La surveillance est devenue une industrie florissante qui s'est répandue à tous les niveaux du commerce en tant qu'instrument de pacification, d'intimidation, de brouillage, de propagande et de contrôle.

Selon plusieurs services secrets et missions diplomatiques basées à Pékin, environ sept cents étudiants arrêtés pendant les manifestations de la place Tian'anmen ont été exécutés et leurs organes vitaux — reins, cœurs, poumons, yeux — ont été vendus à de riches Chinois en attente de transplantation. Les organes étaient prélevés selon un rituel bien établi. En général, on abattait les prisonniers d'une balle dans la nuque mais quand on avait besoin de leurs yeux, on tirait dans le cœur. Ceux dont on voulait prendre les organes n'étaient pas torturés et bénéficiaient d'un régime alimentaire spécial pour améliorer leur condition physique avant leur exécution. Aussitôt après, les cadavres étaient transférés dans un bloc opératoire tout proche et les organes étaient prélevés.

Après les événements de Tian'anmen, on désigna l'hôpital Nanjiang, à

Canton, comme principal centre de transplantation pour les patients étrangers. Selon Amnesty International, au cours de l'année qui suivit les protestations, plus d'une centaine de Chinois vivant aux États-Unis bénéficièrent de telles opérations. L'hôpital disposait d'une section spéciale consacrée aux étrangers et proposait ses services uniques dans les médias d'expression chinoise. Le remplacement d'un cœur coûtait vingt mille dollars ; celui d'un foie, six mille dollars ; celui d'un rein, cinq mille dollars ; les yeux coûtaient trois mille dollars chacun. Un porte-parole de l'hôpital m'a expliqué : « Nos activités ne posent aucun problème éthique. Ceux dont utilisons les organes sont des criminels. On n'a pas besoin de leur consentement puisqu'ils seront exécutés de toute façon. »

*

Après Tian'anmen, pendant deux ans, Qiao Shi renforça les opérations internationales du CSIS. Il commença par la station de Londres, où il envoya certains de ses meilleurs agents. Depuis la création de la République populaire, la Grande-Bretagne avait toujours été une cible de premier ordre à cause de ses entreprises informatiques et scientifiques. Le CSIS finançait les études supérieures de jeunes Chinois à Cambridge, Oxford ou dans d'autres universités équipées d'excellentes structures de recherche dans le domaine de la haute technologie. On les encourageait ensuite à chercher du travail dans ce secteur, dans lequel de nombreuses sociétés avaient des contrats sensibles avec le ministère de la Défense. Les étudiants engagés étaient formés par le CSIS pour voler les secrets de leurs employeurs et les porter dans des planques du quartier de Soho, à Londres, ou dans toute autre ville ayant son Chinatown.

Selon le MI-5, en 1992, le CSIS avait vingt-quatre agents en Grande-Bretagne. Outre ceux qui bénéficiaient d'une couverture diplomatique, ils opéraient depuis des sociétés commerciales et des agences de voyages chinoises. (En 2007, le MI-5 estimait le nombre d'agents du CSIS à quarante-six, le plus grand nombre d'espions du même pays infiltrés en Grande-Bretagne.) Le Service de sécurité pensait que sur une période de deux ans — de 1989 à 1991 — le CSIS avait volé pour quatorze milliards de livres (presque dix-huit milliards d'euros) de secrets.

*

Qiao Shi transféra Kao Ling, le directeur des opérations du CSIS sur le continent africain, de sa base de Zanzibar aux Nations unies, à New York, pour y agir sous la couverture de correspondant de l'agence de presse Chine nouvelle. Étant donné que sa tâche consistait à écrire des articles positifs sur les entreprises américaines qui investissaient en Chine, il fut accueilli à bras ouverts dans toutes les grandes firmes du pays. Un grand nombre d'entre elles avaient des contrats avec la défense et Kao Ling put ainsi acquérir une quantité considérable de données à faire analyser par les scientifiques et les techniciens de Pékin. La Maison-Blanche avait exhorté les compagnies américaines à « remotiver la Chine à avoir des liens techniques et militaires avec [les États-Unis] et à permettre à leur nation d'avancer ». Deux ans après Tian'anmen, les deux pays avaient signé pour deux milliards de dollars de contrats.

En Afrique, Kao Ling avait été remplacé par Teng Cheng, qui avait servi en Thaïlande, au Laos et à la Havane. D'âge moyen, ses yeux tombants lui donnaient une apparence que certaines femmes trouvaient attirante et il avait eu plusieurs maîtresses à travers le continent. Dans son profil au Mossad, on pouvait lire : « L'agent le plus efficace que le CSIS ait en Afrique. Il peut corrompre n'importe qui mais il est, lui-même, incorruptible. »

Il avait renforcé le CSIS dans toute l'Afrique, entre autres, au Soudan, où selon un agent sous couverture du Mossad, il avait rencontré Oussama Ben Laden. Leur discussion avait tourné autour de la défaite de l'Armée rouge en Afghanistan, puis Teng Cheng avait annoncé à Ben Laden que la Chine pouvait fournir à Al-Qaïda toute l'aide qu'elle voulait. Ben Laden avait décliné l'offre.

Le CSIS s'était également développé dans tous les pays du Pacifique, y compris en Australie et en Nouvelle-Zélande. En Europe, il avait augmenté le nombre de ses espions à Berne et à Paris. Des agents avaient été postés dans plusieurs pays d'Amérique latine, ainsi qu'en Iran, en Irak et en Syrie. On trouvait aussi des hommes de Qiao Shi en Turquie, en Espagne et en Allemagne, où ils travaillaient comme cuisiniers ou serveurs. Ils exerçaient n'importe quelle profession pourvu qu'elle dissimule leur véritable mission : celle de recueillir des informations pour les analystes de Pékin. Ils étaient

les fantassins de l'ambition chinoise de devenir la superpuissance technocratique du millénaire à venir.

*

Début 1992, Teng Cheng prit un vol pour Johannesburg afin de tenter d'en apprendre plus sur un programme très secret qui, pendant douze ans, avait fait partie intégrante du régime de l'apartheid.

Physiquement, Wouter Basson s'était avéré trop petit pour devenir le joueur de rugby que son policier de père aurait voulu qu'il soit et il ne jouissait pas, non plus, des talents vocaux de sa mère, cantatrice du dimanche. Cette dernière l'avait poussé à étudier la médecine ; peut-être deviendrait-il un jour aussi célèbre que. le fameux chirurgien sud-africain Christiaan Barnard, auteur de la première transplantation cardiaque. Moins ambitieux, Basson voulait être gynécologue. Hélas pour lui, son rêve de poursuivre sa formation en Angleterre s'était envolé lorsque ses parents lui avaient expliqué qu'ils n'avaient pas les moyens de payer les cours du grand CHU qui l'avait accepté, l'hôpital St Mary, à Londres.

Basson avait obtenu d'excellents résultats dans les écoles privées du Cap et avait été admis avec les meilleures notes en faculté de médecine, à l'université de Pretoria. Son sourire amical était strictement réservé aux Blancs. « Les Noirs sont là pour servir, pas pour qu'on sympathise avec eux », l'avait-on entendu dire un jour. Son père lui ayant transmis dès le berceau sa conviction du bien-fondé de l'apartheid, Basson était déjà un nationaliste invétéré lorsqu'il était arrivé au campus. Les autres étudiants disaient qu'il s'était laissé pousser le bouc pour se donner l'air d'un véritable Afrikaner du bush et que c'était pour la même raison qu'il mâchait du *biltong* — des bâtonnets de viande de koudou séchée — et engloutissait de bonnes doses de bière locale. Les filles l'appréciaient pour son esprit vif et son charme, et il avait une vie sociale bien remplie.

Comme toutes les écoles de médecine publiques, celle de Pretoria avait dans son personnel un individu chargé de repérer d'éventuelles recrues pour les services de renseignement du pays : la DCC *(Directory of Covert Collection/*Direction du renseignement secret) — c'est-à-dire les services secrets militaires — et le BOSS *(Bureau of State Security*/Bureau de la sécurité d'État).

Après avoir obtenu son doctorat de médecine, Basson était entré comme interne à l'hôpital HF Verwoerd, le plus grand CHU du pays. C'était là qu'était né son intérêt pour les pathogènes mortels. Ces derniers avaient été brièvement abordés durant ses cours mais, à l'hôpital, il avait rencontré des médecins qui avaient servi dans les forces spéciales et les avaient utilisés contre les ennemis de l'Afrique du Sud, en Rhodésie (le Zimbabwe actuel), en Angola, en Namibie et au Mozambique. On lui avait alors expliqué que ces mesures avaient été purement « défensives », une réaction à l'arrivée en Angola de troupes cubaines dotées d'armes biologiques soviétiques. « Eh, on trouvait logique de prendre des précautions de défense », se rappelait-il avoir entendu dire ses collègues médecins.

Peu après, comme tous les jeunes hommes de sa génération, Basson avait été appelé par la SADF *(South African Defence Force*/Force de défense sud-africaine). Sous le régime de l'apartheid, le service militaire était obligatoire. Étant donné ses qualifications médicales, on lui avait offert de choisir le domaine dans lequel il souhaitait se spécialiser et sa première idée — devenir gynécologue — avait cédé place au désir d'étudier la physiologie et la chimie physiologique afin de préparer une maîtrise. C'était une opportunité d'apprendre comment se servir de microbes pour débarrasser l'Afrique du Sud de tous les ennemis qui l'entouraient. Leur utilisation contre les terroristes — qui avaient déjà prouvé que leur haine envers le pays pouvait les amener à massacrer des femmes et des enfants — serait *défensive* et non *offensive.*

À en croire Basson, faire croître des micro-organismes n'avait rien de compliqué : « Pour un chimiste qualifié, c'était un peu comme brasser de la bière. » Pourtant, d'après ce qu'il avait lu, « la SADF semblait ignorer jusqu'aux bases de la manipulation biologique : pour que les germes puissent être lancés contre un ennemi, il fallait, avant de les stocker, les transformer en armes en les congelant pour qu'ils sèchent. »

Dans le bush rhodésien, comme dans plusieurs pays situés au nord du fleuve Limpopo, les forces spéciales de la SADF s'était contentées d'empoisonner les puits et les *rondavels* — des cabanes à toit rond où l'on entreposait de la nourriture. Pour vraiment semer la terreur chez l'ennemi, il fallait disséminer des microbes dans l'air, comme les Japonais l'avaient fait contre les Chinois dans les années 1930, ou les nazis, pendant leurs expériences de la Seconde Guerre mondiale. Basson estimait que la SADF

avait négligé d'étudier comment les diffuser de sorte qu'ils infiltrent insidieusement les défenses naturelles du système respiratoire humain, en vainquant les barrages des vibrisses et les cils de la trachée-artère pour atteindre directement les poumons et traverser leurs tissus humides jusqu'à entraîner la mort du sujet. L'anthrax pouvait faire cela. Mais, d'après ce qu'avait lu Basson, il n'en existait pas une spore en Afrique du Sud et personne à la SADF n'avait encore envisagé d'utiliser des microbes comme arme alors qu'il suffisait d'une boîte d'anthrax pour tuer des millions de gens. Pourquoi cela ne s'était-il jamais fait ? Même les Soviétiques ne l'avaient pas fait au summum de la guerre froide. Était-ce par crainte des représailles ? Était-ce pour cela que l'Afrique du Sud avait signé la convention des Nations unies qui interdisait les armes biologiques ? Les questions auxquelles Wouter Basson ne trouvait pas de réponses étaient innombrables.

À la fin de son service militaire, fier détenteur d'une maîtrise dans les deux sujets qu'il avait choisis, le jeune scientifique en savait plus sur le potentiel de l'utilisation de pathogènes en tant qu'armes que n'importe qui dans la république. Il ne soupçonnait pas que cet intérêt avait été remarqué par son commandant, le médecin-général Nicol Nieuwoudt. Il ne savait pas non plus que ce dernier avait participé à une réunion dirigée par le chef de la force de défense, le général Constand Viljoen, au quartier général de la SADF, à Speskop, près de Pretoria, en présence du lieutenant-général Pieter van der Westhuisen, le directeur du renseignement militaire. Il y avait été décidé que Basson serait promu général de brigade et nommé à la tête d'un programme top secret dont le nom de code était « projet Coast ». Quelques jours avant son trentième anniversaire, Basson fut appelé devant les trois officiers et le général Viljoen lui déclara : « À part vous, personne à la SADF ne connaît quoi que ce soit aux armes chimiques et biologiques mais il nous en faut. Bien que vous n'ayez pas été formé à l'espionnage, vous devrez vous occuper vous-même de trouver les ingrédients nécessaires à leur fabrication. Vous pouvez utiliser toutes les méthodes que vous voulez, choisir avec qui vous souhaitez travailler et disposer d'un budget illimité mais, en aucun cas, la SADF ne doit être associée à vos travaux. Est-ce clair ? »

Plus tard, Nieuwoudt conduisit Basson dans le *veld*, à une quinzaine de kilomètres au nord de Pretoria, et lui montra une vieille ferme, près du barrage de Roodeplaat, où se dérouleraient les travaux du projet Coast.

Nieuwoudt expliqua qu'on avait choisi ce site parce qu'il était suffisamment éloigné de la ville pour garantir un certain isolement. On allait le cerner de barrières électriques et des patrouilles de police seraient sur le qui-vive vingt-quatre heures sur vingt-quatre avec des chiens dressés pour tuer. Conformément aux exigences de Wouter Basson, il y aurait des laboratoires de confinement de niveau L3 et tout le matériel que le biochimiste avait demandé sur sa longue liste d'achats lui serait fourni. Tout serait prêt pour le moment où il reviendrait avec des toxines mortelles.

Nieuwoudt se tourna vers Basson avec un « air fier » dans les yeux et lui dit : « Wouter, vous avez été engagé pour créer une vaste gamme d'armes qui tueront ou paralyseront les terroristes du bush, leurs dirigeants qui, dans nos villes, organisent des campagnes contre nous, et leurs compagnons de voyage, les marxistes et les communistes qui menacent la survie même de notre pays. »

Ce discours n'était pas sans évoquer le congrès de Nuremberg, où Hitler avait promis que le Troisième Reich durerait encore mille ans.

*

On avait fourni à Basson un jet affrété par le gouvernement pour qu'il puisse se rendre partout sur la planète, une carte de crédit sans plafond et l'accès à des comptes bancaires dans une douzaine de pays. C'était sa porte ouverte sur le monde des toxicologues et des microbiologistes. Il se mit alors à diriger des réunions dans les plus grands hôtels de Londres, de Washington et de Paris. Chaque soir, il rédigeait ses notes. Certaines concernaient ses visites secrètes aux deux complexes de production chimique de Rabta et Trahunan, au fin fond du désert de Libye. Cachés par les sables, ces laboratoires développaient les armes biologiques du colonel Kadhafi.

Un agent du Mossad infiltré sur le site de Rabta remarqua les visites de Basson et, à Tel-Aviv, le directeur de l'institut, Shabtaï Shavit, accepta que son nom soit ajouté à la liste des cibles potentielles du *Kidon*. Les membres de l'unité commencèrent alors à rassembler des informations sur sa vie privée, ses amis et sa proposition de mettre ses compétences au service de la Libye pour l'aider à accroître sa puissance en matière d'armement biologique. En échange, il ne demandait que les souches des microbes que

la Libye avait obtenues de l'Irak, dont, au départ, Donald Rumsfeld avait autorisé la livraison à Saddam.

Les paquets de microbes congelés ne tardèrent pas à arriver aux laboratoires du projet Coast. Ses chambres de confinement de niveau L3 étaient profondément enfouies avec les cages renfermant les primates et les beagles qui servaient de cobayes. Les pathogènes comprenaient une sélection des quarante-cinq souches d'anthrax stockées à Rabta tandis que de Trahunan, arrivaient, dans des containers de plomb scellés, des fioles contenant le choléra, le botulisme et le plus meurtrier de tous les agents biologiques, la peste. Vers le milieu de l'année 1992, le projet Coast reçut également de grandes quantités des virus Ebola et Marburg. Selon Magnus Malan, le ministre de la Défense, transformer ces microbes en armes pouvait *los die probleem* — résoudre le problème. Un jour, Wouter Basson justifia ses actes en des termes inoubliables (face à la Commission sud-africaine pour la vérité et la réconciliation qui enquêta, plus tard, sur le projet Coast) : « J'ai une fille et, un jour, les Noirs prendront le pouvoir. Et si ma fille me demande "Qu'as-tu fait pour éviter cela ?", j'aurai ma conscience pour moi. »

Vers le milieu de l'année 1992, Basson et la petite équipe de scientifiques qui partageaient ses idées commencèrent à transformer leurs microbes en armes. Ils mélangèrent de l'anthrax à la colle d'enveloppes destinées à être vendues dans les marchés de rue où l'on servait les Noirs ; des toxines botuliques et du thallium furent versés dans des fûts de bière vendue dans les *shebeens* des bidonvilles ; des bactéries de fièvre paratyphoïde furent insérées dans des déodorants en aérosols ; et l'on mit du venin d'un serpent appelé « mamba » dans le chocolat à la menthe poivrée préféré de la communauté noire. Les laboratoires du projet Coast devinrent l'un des plus diaboliques centres de recherches que l'on ait jamais connus depuis les expériences des nazis durant la Seconde Guerre mondiale.

*

Quand il n'était pas en voyage, Wouter Basson descendait chaque matin à son complexe de laboratoires. En sortant de l'ascenseur, il tombait sur une lourde porte métallique qu'il ouvrait en plaçant sa carte d'identification contre un capteur mural. De l'autre côté se trouvait son bureau ; du sol au

plafond, ses étagères étaient couvertes de livres, de journaux scientifiques et de documents en provenance du monde entier, tous consacrés à l'armement biologique. Certains étaient déjà dans le domaine public, d'autres avaient été obtenus par les agents du service de renseignement militaire sud-africain, qui voyageaient avec de faux passeports, en se faisant passer pour des étudiants, des chercheurs ou des journalistes scientifiques. Sur ordre de Basson, ils étaient allés fouiner jusqu'à Silicon Valley, en Californie, et dans les campus des plus grandes universités américaines. Ils s'étaient rendus à Londres, à Paris, à Madrid, à Munich et dans tous les autres endroits où l'on pouvait trouver des informations sur les microbes. Basson avait visité le centre d'armement chimique et biologique de Taïwan et avait commandé certaines pièces de son matériel de pointe.

Sur les étagères, on trouvait des études sur la façon dont le Pentagone avait, à une certaine époque, envisagé d'attaquer le Cuba de Fidel Castro avec des toxines, en amont de la crise des missiles. D'autres expliquaient comment, pendant la guerre du Vietnam, les scientifiques de Fort Detrick avaient trouvé un moyen de conserver le virus de la variole. Grâce à un processus appelé lyophilisation, ils avaient réussi à le congeler de sorte qu'il reste dormant mais devienne encore plus virulent qu'avant lorsqu'on le ramenait à température ambiante.

Des documents relataient comment l'Amérique et la Grande-Bretagne avaient secrètement testé des systèmes pour répandre des microbes sur des villes entières. Des livres étaient consacrés à l'encéphalite équine du Venezuela, un virus que l'on trouve sur les chevaux et les mules en Amérique du Sud et en Amérique centrale, qui laisse les humains aux portes de la mort. Des manuels traitaient de chacune des sept formes de botulisme, de toxines les plus mortelles ou de l'histoire du développement de la ricine — qui, utilisée comme arme, entraîne des accidents vasculaires et une mort certaine.

Les documents de recherches donnaient des explications détaillées sur la variole hémorragique, la forme la plus virulente de la maladie, dont le taux de mortalité est de cent pour cent. D'autres révélaient que des chercheurs avaient développé une nanopoudre, composée de particules microscopiques de silice qui, mélangée à une arme biologique, permettait à cette dernière de mieux circuler dans l'air et, par conséquent, d'infiltrer les poumons humains. D'autres encore traitaient des agents bactériens les plus tristement célèbres

de l'histoire : la peste noire — la « mort noire » du Moyen Âge — et la fièvre (dite) espagnole, qui en 1918 fit un nombre de morts plusieurs fois supérieur à celui de la Grande Guerre. Certains de ces documents provenaient des centres d'armement biologique prétendument hautement protégés de pays tels que les États-Unis, la Grande-Bretagne et Israël. D'autres avaient été achetés sur les marchés noirs des pays du bloc de l'Est.

Tous les écrits relatifs au sujet de recherche original de Basson, le plus secret d'entre tous ceux du projet Coast, étaient enfermés dans une armoire à dossiers qu'il était le seul à pouvoir ouvrir grâce à un code que personne d'autre ne connaissait. Selon ses supérieurs politiques du régime de l'apartheid, il s'agissait de l'arme ultime, celle qui garantirait la survie de la nation, en stérilisant non pas un individu mais une race tout entière. Ce serait une « bombe génétique ».

Basson avait suivi les débats incessants de la communauté scientifique sur la faisabilité de la production d'une telle arme. Ses partisans rappelaient que les maladies endémiques avaient contribué à la défaite des Aztèques et des Incas contre les conquistadors espagnols, qui semblaient souvent immunisés contre les microbes qui ravageaient l'Amérique latine. Les Britanniques avaient lancé leur propre « bombe génétique » rudimentaire en distribuant des couvertures infestées par le virus de la variole aux Amérindiens et avaient constaté que leurs propres taux de mortalité étaient largement inférieurs à ceux qui frappaient les tribus ; les médecins militaires qui accompagnaient les forces d'invasion pensaient que les « manteaux rouges » étaient dotés d'une meilleure résistance physique, acquise au fil des siècles.

Durant l'intervention américaine au Nicaragua, les spécialistes de la CIA avaient travaillé sur l'idée de créer une « bombe génétique ». On avait dépensé beaucoup d'argent pour obtenir des prélèvements sanguins de Nicaraguayens afin de faire des tests dans les laboratoires de la CIA. On n'avait trouvé aucun gène spécifique au Nicaragua. Le projet avait été abandonné pour n'être restauré qu'à l'époque où Cuba s'était mis à représenter une menace croissante pour Washington. La CIA avait alors cherché un « gène spécifiquement cubain ». Là encore, on n'avait rien trouvé.

Mais la possibilité de trouver une arme biologique ciblant une race particulière avait continué à mobiliser les compétences des biologistes

soviétiques — et celles de Wouter Basson. Il savait désormais que l'idée de créer une bombe ethnique ne relevait plus du domaine de la fiction. C'était devenu ce que le Prix Nobel de science Joshua Lederberg appelait « le monstre dans notre cour ». Selon l'anthropologue John Moore, un expert reconnu en ce qui concerne les dangers que pourrait représenter une bombe ethnique, 'son utilisation engendrerait des variations génétiques qui entraîneraient, à leur tour, des contagions à grande échelle dans toute la population humaine, ainsi que des taux de mortalité tels que ceux du fictif *Mystère Andromède,* susceptibles d'exterminer l'espèce. Wouter Basson estimait que cela suffirait pour contrôler la population noire d'Afrique du Sud.

*

En septembre 1992, Wouter Basson et l'un de ses assistants, le docteur Jan Lournes, un biochimiste à l'air studieux, prirent l'avion pour Londres. Dans leurs bagages à main se trouvaient un parapluie pliant, deux fioles enveloppées de plomb et une petite boîte à outils contenant un jeu de tournevis d'horloger. Les fioles renfermaient de la ricine, l'une des armes les plus mortelles de tout l'arsenal biologique. Le parapluie et les tournevis devaient servir à assassiner les deux dirigeants de l'ANC basés à Londres. L'un d'entre eux était Ronnie Kasrils, le plus haut agent secret de l'organisation en Europe ; l'autre était le docteur Palio Jordan, son principal représentant en Grande-Bretagne. Kasrils serait tué selon la méthode utilisée contre le dissident bulgare Georgi Markov ; alors qu'il se rendait au travail à pied, à Londres, un agent des services secrets de son pays l'avait piqué avec l'embout d'un parapluie couvert de ricine. Jordan, dont le goût pour l'horlogerie était de notoriété publique, mourrait après avoir utilisé l'un des tournevis enduits de la même substance.

Trevor Floyd, un agent de haut niveau du BOSS, attendait Basson et Lournes à l'aéroport d'Heathrow. Il était chargé de la surveillance des activités du nombre considérable de dirigeants de l'ANC qui s'étaient réfugiés en Grande-Bretagne en attendant la fin de l'apartheid. Floyd conduisit les deux arrivants à un cottage que Basson avait loué près d'Ascot, dans le Berkshire, pour que le projet Coast dispose d'une planque en Grande-Bretagne. L'adresse *1 Faircloth Farm — Watersplash Lane* était

officiellement le siège social de *WPW International Incorporated*, une société enregistrée aux îles Caïman. En 2007, le cottage changea de mains et l'on retira le logo de WPW du carrelage de la salle de bains. Les voisins se souvenaient vaguement des passages réguliers de Basson. Ils se rappelaient également qu'il avait reçu un aimable Américain bronzé.

Il s'agissait du docteur Larry Creed Ford, un mormon de quarante-neuf ans, diplômé de l'université Brigham Young. Il était marié à Diana, sa bien-aimée de l'époque du catéchisme, et il avait enseigné à l'UCLA, à Los Angeles. Dans ce coin perdu du Berkshire, personne ne se doutait que le sympathique Américain qu'on voyait se promener dans les ruelles des alentours du cottage avait des liens avec la CIA ; que sa cour contenait un petit arsenal d'armes, de munitions et d'explosifs militaires ; que, dans le réfrigérateur d'une dépendance se trouvait pour un million de dollars de pathogènes, enfermés dans des pots d'aliments pour bébés ; et qu'il s'était plusieurs fois rendu en Corée du Nord pour y parler d'armement biologique.

L'autorité sous laquelle il avait agi resterait l'un des nombreux secrets que le docteur Larry emporterait dans sa tombe. Par un lumineux matin de printemps, en mars 2002, à Irving, en Californie, dans sa tenue décontractée préférée et chaussé de baskets montantes, après un entretien de cinq heures avec son fondé de pouvoir, Ford serra la main de ce dernier, quitta son bureau, rentra chez lui dans sa nouvelle décapotable, et se tua d'une balle. On ne découvrit ses liens avec Wouter Basson qu'un an plus tard.

*

Mais en ce jour d'automne, dans le Berkshire, Basson avait des préoccupations autrement plus importantes que Ford. Il observa attentivement Floyd quand il prit possession des fioles, du parapluie et de la boîte à outils. Il y eut, cependant, un moment théâtral quand le doigt de Floyd toucha l'un des tournevis. Le scientifique commença à haleter, prit un flacon dans son attaché-case, avala une gorgée et se précipita vers la salle de bains pour vomir dans la cuvette des toilettes. Basson le fit boire une deuxième fois au flacon et lui fit ingurgiter une immense quantité d'eau. Il fallut, malgré tout, un bon moment au chimiste pour s'en remettre.

« Seigneur Jésus, murmura Floyd. Imaginez en tenant vraiment ce tournevis. »

« Là, vous auriez eu un autre problème », lui répondit Basson.

Floyd retourna à Londres pour briefer l'équipe chargée de tuer les deux hommes de l'ANC. Cependant, on n'entendit jamais parler de cette tentative avant que certains éléments du complot fassent surface pendant les audiences de la Commission pour la vérité et la réconciliation, qui se déroulèrent plus tard au Cap, à la demande du premier président noir d'Afrique du Sud, Nelson Mandela. Personne n'expliqua pourquoi l'exécution n'avait pas eu lieu ni ce qu'étaient devenues les armes. Selon ce que m'a confié une source au MI-5, il se pourrait que Floyd ait prit conscience que l'apartheid était voué à disparaître et que le président Mandela souhaitait que le changement de pouvoir s'opère aussi pacifiquement que possible.

*

Le MI-5 et le MI-6 avaient remarqué l'existence du projet Coast pratiquement dès le début. Le docteur Kelly les avait avertis que l'un des contacts de son immense réseau de scientifiques avait rencontré Wouter Basson lors d'une conférence aérospatiale, à San Antonio, au Texas, et l'avait ainsi décrit : « Charmant et très généreux au bar mais le seul aspect de l'aérospatiale qui semblait l'intéresser était de se procurer toute sorte de documents traitant des systèmes de propagation de microbes par voie aérienne. »

Basson avait quitté la conférence avec une grosse mallette remplie de documents et avait pris un vol pour Washington, où il s'était présenté comme biochimiste afin de pouvoir rentrer dans une zone fermée au public de la bibliothèque du Congrès. Il y avait, entre autres, photocopié un rapport d'enquête du CDC *(Centre for Disease Control/*Centre pour le contrôle des maladies) sur une secte religieuse de l'Oregon qui, en 1984, avait utilisé des armes biologiques pour tenter d'empoisonner une petite commune des environs hostile à ses activités. Douze personnes avaient perdu la vie lors de ce qui fut le premier acte de bioterrorisme jamais perpétré aux États-Unis. Le docteur Kelly s'était demandé pourquoi Basson s'intéressait à un événement que le CDC avait décidé de ne pas rendre public afin de ne pas encourager d'autres extrémistes.

Suite à un tuyau de l'un de ses informateurs à la SADF, un agent du MI6

à Pretoria partit en voiture pour le barrage de Roodeplaat et découvrit que les trois cents hectares de brousse autour de la ferme avaient été clôturés et que des pelleteuses avaient creusé de grands trous autour du bâtiment, dans lesquels des camions de l'armée avaient déchargé des caisses portant l'inscription « matériel médical ». Des vérifications révélèrent que ces dernières venaient de Libye. Les trous abritaient les laboratoires de confinement. L'agent apprit également que la faculté de médecine de l'université de Pretoria recrutait des biologistes prêts à « faire de la science intéressante ». Le directeur du projet s'appelait Wouter Basson.

Au même moment, le MI-5 avait découvert que Basson s'était rendu à une autre convention médicale, à Londres, dans le quartier de Bloomsbury, et qu'une nouvelle fois il y avait acquis tous les documents disponibles sur l'armement biologique. Pour son voyage suivant, il s'était rendu au congrès mondial des toxicologues médico-légaux, à Gand, en Belgique. Là, il avait été suivi par un agent du MI-6 qui l'avait vu s'inscrire comme « Directeur, Laboratoires de médecine légale, boîte postale X620, Pretoria, Afrique du Sud ». L'agent découvrit que l'organisation en question n'existait pas et que c'était Basson qui avait ouvert la boîte postale. Au SIS, ces informations furent intégrées à son dossier.

C'était là, avant de quitter Londres, que Basson avait loué le cottage de Watersplash Lane. Le MI-5 avait surveillé chaque étape de la transaction : le biochimiste avait utilisé un diplomate de l'ambassade d'Afrique du Sud comme façade et fait appel à un notaire de Fleet, dans le Hampshire, pour enregistrer le bail à long terme. Quand Basson était parti pour la Belgique, un technicien de surveillance du MI-5 était entré dans le cottage et y avait installé des micros.

À Washington, un agent du MI-6 avait enquêté sur la visite de Basson à la bibliothèque du Congrès et découvert qu'il n'avait pas seulement photocopié le document du CDC mais qu'il était reparti chargé de copies de documents sur les recherches biologiques de la Corée du Nord. L'agent découvrit aussi qu'après s'être rendu dans plusieurs centres de recherche de la capitale ou de ses environs, il avait expédié plusieurs paquets à sa boîte postale de Pretoria, en passant par un transporteur privé. Pendant ce temps, le docteur Ford était allé deux fois à Pyongyang, la capitale de la Corée du Nord, au nom d'une petite société de recherche médicale, *Breaking Thru Inc*, basée à Newport Beach, en Californie. Officiellement, il était venu pour

en savoir plus sur une information selon laquelle un institut local aurait découvert un traitement contre la calvitie. Il avait également étudié la possibilité de travailler avec des généticiens nord-coréens pour chercher un remède contre le sida, qui commençait déjà à prendre des proportions pandémiques en Afrique. Parmi ces généticiens, le docteur Ford avait rencontré le docteur Yi Yong Su. Ce nom n'avait fait que renforcer l'intérêt du bureau de la Corée du Nord du MI-6.

Le docteur Yi menait plusieurs projets de recherche dans toute la Corée du Nord. Certains de ses laboratoires travaillaient sur la biologie cellulaire et le génie génétique en utilisant des hormones de croissance humaines. Ses scientifiques avaient également entamé des recherches sur la création d'organismes conçus pour attaquer les récoltes ou les systèmes immunitaires et nerveux humains. Les recherches les plus importantes s'effectuaient à l'institut 398.

Le service de renseignement britannique demanda au docteur Kelly de lui expliquer l'importance de la pièce centrale de l'empire du docteur Yi. Il commença par dire que l'institut 398 — qui figurait sur la liste du manuel de l'état-major des forces armées populaires nord-coréennes employait plus de quatre cents des meilleurs scientifiques du pays pour développer des antidotes et des méthodes de décontamination contre les radiations, ce qui incluait les masques et les combinaisons de protection. Situé à Sogam-ri, dans le sud du pays, il était protégé par une ceinture de trois bataillons de soldats. Selon le docteur Kelly, cela donnait déjà une idée de ce qui se passait dans les laboratoires souterrains.

Kelly avait le don de savoir présenter des cas scientifiques complexes avec des termes compréhensibles. Il expliquait, par exemple, que cent millions de virus pouvaient confortablement cohabiter sur une tête d'épingle, ou pourquoi la souche de variole India-1 résistait aux vaccins et que les scientifiques russes du programme Biopreparat en avait transformé d'immenses quantités en armes. Là, dans un bureau du JIC, il révéla, avec sa vivacité habituelle, tout ce qu'il savait sur les recherches de l'institut 398. Sur ordre de Kim Jong-il, le chef de l'État, le docteur Yi avait demandé à son équipe de « créer une arme biologique pour battre [leur] pire ennemi — les suprématistes blancs d'Amérique ».

L'anthrax développé à l'institut avait déjà été testé sur des prisonniers sortis d'un goulag et placés dans une grande cage où l'on en avait vaporisé

des particules. Ils avaient tous souffert de lésions cutanées et de cloques, et craché du sang un avant-goût de l'horreur de la guerre biologique. Leurs corps avaient été brûlés dans l'incinérateur de l'institut. Après ce test, les scientifiques avaient enveloppé les spores d'anthrax dans des composés organiques pour les protéger des rayons ultraviolets car elles perdent de leur puissance lorsqu'elles sont exposées au soleil. Ils avaient ensuite continué leurs expériences sur d'autres Nord-Coréens piochés parmi les deux cent cinquante mille des prisonniers enfermés dans les goulags du pays. Le nombre de victimes resterait un secret de plus de ce pays qui en garde tant. Le docteur Kelly avait appris tout cela au cours des plusieurs semaines qu'il avait passées à interroger le docteur Vladimir Pasechnik. Celui-ci avait révélé que l'institut employait certains des scientifiques de Biopreparat, que la Corée du Nord avait recrutés pour travailler sur son programme d'armement biologique. D'autres étaient partis en Chine, en Syrie, en Libye et en Iran.

Avant la fin de la réunion, le docteur Kelly déclara aux agents du renseignement qu'il confirmait les craintes du docteur Pasechnik que le dernier projet de l'institut ne porte sur quelque chose de beaucoup plus puissant que l'anthrax, une arme contre laquelle aucun pays occidental ne pouvait fournir d'antidote, qui n'attaquerait que le génome — les soixante à quatre-vingt mille gènes qui constituent l'ADN humain — de la population blanche de la planète.

Kelly se demandait ce que le docteur Ford savait à ce sujet. On prit alors la décision de demander à la CIA de faire interroger le gynécologue par le FBI. Quelques jours plus tard, Colin McColl, le directeur du MI-6, reçut pour réponse que le docteur Ford était un informateur de la CIA et ne subirait donc pas d'interrogatoire. On rangea cette réponse dans un dossier Y, où sont stockées les communications les plus secrètes du MI-6.

*

En octobre 1998, la Commission pour la vérité et la réconciliation publia son rapport final. Elle avait, de toute évidence, respecté le souhait du président Mandela que la transition entre l'apartheid et son gouvernement d'unité nationale s'opère pacifiquement et qu'elle ne soit pas troublée par des révélations extrêmement embarrassantes sur les douze ans pendant lesquels

Wouter Basson avait secrètement dirigé un programme d'armement biologique. À ce moment-là, Basson avait déjà détruit les preuves de son projet de bombe ethnique visant la population noire, ainsi que toutes les autres pièces susceptibles de l'incriminer. La commission avait conclu : « Le haut commandement militaire de l'ancien gouvernement a été incroyablement négligeant en approuvant un programme d'armement biologique et chimique qu'il ne comprenait pas. »

*

En Afrique du Sud, par un matin de printemps ensoleillé, le docteur Kelly et deux agents du MI-6, accompagnés d'une personne chargée de prendre des notes, entrèrent dans une salle du quartier général de la SADF, à Pretoria. Wouter Basson était assis de l'autre côté de la table. Ce n'était que grâce à des pressions exercées à contrecœur sur le président Mandela qu'il avait fini par venir répondre à des questions que la Commission pour la vérité et la réconciliation n'avait pas posées — et auxquelles Mandela avait convenu qu'il fallait apporter des réponses si l'Afrique du Sud voulait retrouver sa place dans le monde.

Le docteur Kelly fut frappé par l'arrogance de Basson : « Il fit clairement comprendre qu'il était là par obligation et que, plus vite ce serait terminé, plus vite nous pourrions tous rentrer chez nous. »

Il connaissait bien cette attitude. Il l'avait déjà rencontrée en Irak quand le docteur Rihab Taha avait réagi de la même façon alors qu'il l'interrogeait de son ton ferme mais toujours poli. Au début, Basson n'apporta que des réponses brèves ou balaya les questions avec des haussements d'épaule. Mais le docteur Kelly persista en répondant aux réactions de Basson par des questions supplémentaires sur les méthodes de production et de propagation du projet Coast. Ce fut un interrogatoire particulièrement technique et les autres personnes présentes ne l'interrompirent pas. Heure après heure, la guerre des nerfs entre Basson, qui avait perdu son arrogance, et l'implacable docteur Kelly se poursuivit. De quelle façon Basson avait-il transformé les microbes en armes ? Comment avait-il évalué leur efficacité ? Comment les avait-il stockés ? Avait-il procédé à des essais en plein air ? Qui étaient ses cibles et où se trouvaient-elles ?

Le docteur Kelly fut surpris par les réponses qu'il obtint. Il n'y avait pas

eu de diffusion par l'air car le climat « ne s'y prêtait pas ». Au lieu de cela, les toxines avaient été placées dans la nourriture et l'eau. Quelle avait été son arme de prédilection ? Toxine botulique, anthrax, choléra ou peste ? Le docteur Kelly se souvint plus tard que Basson s'était redressé sur son siège et avait réfléchi avant de parler. Aucun de ces microbes n'avait été utilisé comme arme « parce que [son équipe et lui] n'avaient pas trouvé de bon moyen pour les faire entrer dans la chaîne alimentaire ».

Restait-il des armes biologiques ? Basson répondit avec mépris : « Nous n'avons pas fabriqué d'armes biologiques telles que vous l'entendez. » Le docteur Kelly ne lâcha pas. Il existait de nombreuses preuves qu'on en avait fabriquées. « Mais aucune n'a dépassé la phase des essais », insista Basson. Avait-on conservé certaines de celles qui étaient allées jusqu'à ce stade — cachées, peut-être ? Basson rétorqua : « Bon sang, nous les avons détruites. » « Comment ? », demanda Kelly. « Par la chaleur et avec de l'eau de Javel », révéla Basson.

Le MI-6 prit la relève et le questionna sur ses voyages en Libye. L'entretien fut bref. Les agents voulaient juste confirmer ce qu'ils savaient déjà. « Vous avez conscience, docteur Basson, que votre nom est sur une liste du Mossad. Si jamais vous retournez en Libye, vous n'en sortirez pas vivant. C'est bien clair ? » demanda l'un des agents. Wouter Basson acquiesça de la tête. L'interrogatoire était terminé. L'avertissement était sans équivoque. S'il essayait de reprendre ses activités, il serait assassiné par le Kidon, l'unité du Mossad spécialisée dans l'exécution des ennemis d'Israël.

*

À partir du 4 octobre 1999, Wouter Basson comparut devant la Haute Cour de Pretoria pendant trente mois. Dans la matinée du 11 avril 2002, le juge Willie Hartzenberg conclut que ni les éléments apportés par les cent cinquante-trois témoins, ni les milliers de pages de déclarations sous serment de ses anciens subalternes, ni les documents ayant échappé à la destruction, ne suffisaient pour déclarer Wouter Basson coupable de l'une ou l'autre des soixante et une charges qui pesaient contre lui. Le tribunal n'avait ni appelé le docteur Kelly à témoigner, ni utilisé la transcription de l'interrogatoire de Basson.

À ce jour, quatre malles métalliques remplies d'informations classifiées

sur le projet Coast sont toujours enfermées dans une salle des coffres gouvernementale, à Pretoria. Seules deux clés permettent d'y accéder. L'une d'entre elles est restée en possession du président Nelson Mandela jusqu'à ce qu'il quitte ses fonctions. Il a toujours obstinément refusé de parler du projet Coast. On ignore qui détient les clés aujourd'hui.

*

Bien avant la fin du procès de Wouter Basson, Teng Cheng, l'agent du CSIS, fut rappelé à Pékin pour devenir l'assistant personnel de Qiao Shi. En 2007, on a pu entendre qu'il était responsable de la sécurité des Jeux olympiques de 2008.

XV

Un nouveau monde : l'adaptation ou la mort

En ce jour de mars 1991, alors qu'il fêtait son soixante-septième anniversaire en compagnie de son épouse, Lynda, et qu'il ajoutait un diplôme honoraire à tous ceux qu'il avait déjà obtenus au lycée et à l'université, le juge William Webster savait que son mandat de quatre ans à la tête de la CIA touchait à sa fin. Bientôt, ses récompenses seraient complétées par la médaille du Service distingué dans le renseignement, la médaille présidentielle de la Liberté et la médaille de la Sécurité nationale. Mais ses détracteurs, à la Maison-Blanche, au département de la Justice et à Langley, parlaient de « babioles d'adieu ». La plaisanterie était cruelle pour un homme qui s'était toujours efforcé de fournir au président Bush ce qu'il lui demandait — « des informations de qualité avant que je ne les découvre sur CNN ». Le lynchage de Webster avait commencé le jour où Bush l'avait humilié en lui déclarant devant son personnel qu'il en apprenait plus à la télé, constamment allumée sur la chaîne d'information, du bureau Ovale que par le briefing présidentiel quotidien.

Selon le général Vernon Walters, un ancien directeur adjoint de la CIA : « Webster était devenu une sorte de mort vivant, plus personne ne voulait le regarder dans les yeux. »

Webster traînait incontestablement quelques casseroles. L'une d'entre elles avait été l'incapacité de l'Agence à anticiper l'évolution des événements après la chute du mur de Berlin et le démantèlement de l'Union soviétique. Pourtant, le bureau soviétique de la CIA, dirigé par Douglas McEachin, n'avait fait que répéter avec insistance que le meilleur moyen de savoir ce qui se passait en URSS était de lire les journaux locaux ; dont la plupart arrivaient à Washington presque un mois après leur publication. Pour compenser, McEachin avait envoyé une équipe à Berlin afin qu'elle y acquière de pleines étagères de dossiers de la Stasi, la police secrète d'Allemagne de l'Est, dont le quartier général avait été pillé par les Berlinois.

Il y avait également eu le fiasco Noriega. Pendant vingt ans, le dictateur corrompu avait géré le Panama comme la dernière plaque tournante par laquelle transitait la drogue avant d'être expédiée clandestinement aux États-Unis. Il savait qu'il pouvait compter sur ses contacts à la CIA pour l'avertir des dernières mesures prises par la DEA *(Drug Enforcement Agency*/Agence de lutte contre la toxicomanie) pour l'arrêter. Chaque mois, le général Manuel Noriega versait de l'argent sur les comptes bancaires aux îles Caïman de ses informateurs de la CIA.

Arthur H. Davies, ambassadeur américain au Panama depuis des années, avait maintes fois avertit le département d'État des activités de Noriega et demandé instamment que le dictateur soit renversé. Quatre tentatives avaient échoué jusqu'à ce que le Pentagone lance une véritable invasion du pays. Des bombes intelligentes avaient alors réduit en ruines de grandes zones de la ville de Panama puis les forces spéciales avaient capturé Noriega et l'avait ramené enchaîné à Miami.

Par la suite, on reprocha beaucoup à Webster de n'avoir pas su empêcher le chef de la station de la CIA au Panama, Dan Winter, de se transformer en lanceur d'alerte au moment du procès pour trafic de drogue de Noriega. Winter révéla que Noriega avait été leur « meilleur agent de liaison avec Fidel Castro » et que ses « acomptes », qui atteignaient un total de trois cent vingt mille dollars au moment de son arrestation, avaient été bien dépensés.

Là, en mars 1991, pour ce qui serait sa dernière décision importante avant de quitter ses fonctions, Webster avait demandé à l'aile clandestine de l'Agence de recruter des taupes dans les conseils d'administration de grandes firmes japonaises, dont Sony, Honda et Mitsubishi.

Il avait pris cette résolution après que Bush eut lu un rapport de la CIA peu flatteur pour les Japonais : « Un peuple amoral et manipulateur, dont, culturellement, l'objectif est la domination économique du monde. Le japon est également une nation raciste et non-démocratique. »

Il s'avéra que ce rapport était tiré de deux ouvrages. L'un était *The Coming War With Japan* (La Guerre imminente contre le Japon) de George Friedman et Merith Lebard, deux économistes conservateurs, selon qui la concurrence commerciale avec le Japon « aboutirait presque certainement à une guerre ». D'après le second livre — de Shintaro Ishibari, un magnat des affaires japonais connu pour son radicalisme —, le Japon allait devoir « se confronter à l'Amérique s'il voulait survivre en tant que grande puissance du

Pacifique avec des liens commerciaux dans le monde entier ». La Maison-Blanche avait commandé des exemplaires de ces ouvrages pour les envoyer aux membres du gouvernement — non sans avoir d'abord qualifié, avec mépris, le rapport de la CIA de « pauvre pastiche de points de vue réfléchis ».

Webster, le seul Américain à avoir dirigé le FBI et la CIA, se retira de la fonction publique, entra dans un cabinet juridique washingtonien et obtint de nouvelles récompenses.

*

Le 8 mai 1991, *Air Force One* volait à trente-huit mille pieds en direction de la base Andrews, près de Washington, dans son ranch du Texas. Durant tout le vol, il était resté enfermé dans son bureau avec ses hauts conseillers qui l'avaient aidé à choisir un remplaçant pour Webster. Plusieurs noms avaient été proposés, débattus puis rejetés. Finalement, Bush avait fait appeler Bob Gates.

L'ancien directeur adjoint de la CIA avait déjà refusé de prendre la succession de Casey lorsqu'il avait compris qu'une pénible audience de confirmation l'attendait à cause de son rôle dans le scandale de l'Irangate. Étant resté un ami proche de Bush, il avait accepté de l'accompagner au Texas pour une « séance de brainstorming » sur les événements mondiaux.

Les ans n'avaient pas maltraité Gates : il était toujours svelte, seuls ses cheveux commençaient à montrer quelques signes de grisonnement et, même assis dans son fauteuil, dans l'avion, son énergie était palpable. Plus tard, un agent de la CIA le décrivit comme « un homme résolu et efficace ».

Bush alla droit au but. « Je veux que tu diriges l'Agence, Bob. Ça te convient ? » Gates fit oui de la tête. Il se souvint plus tard qu'il avait été « ravi mais légèrement terrifié ».

Sa réaction était compréhensible. Il avait rêvé de diriger la CIA depuis qu'il y était entré vingt-quatre ans plus tôt. Il était donc bien placé pour savoir que pour survivre, l'Agence devait avoir l'analyse pour force motrice, et qu'il était impératif d'apprendre à s'en servir aux consommateurs de renseignements, c'est-à-dire au président et à ses conseillers. Il estimait que le renseignement ne consistait pas seulement à déchiffrer le présent mais

également à se projeter dans l'avenir.

Gates considérait le renseignement comme autre chose que les barbouzeries de la guerre froide. Pour être efficace, il devait dorénavant être traité comme une science sociale ne traitant pas uniquement des sujets militaires et politiques mais également des tendances économiques et sociales. Dans ces domaines, l'espionnage n'avait pas forcément besoin d'être obsédé par le secret : la chute du communisme en Europe de l'Est avait ouvert les portes de vastes archives, notamment en Allemagne de l'Est, ce qui avait permis d'accéder à d'importantes données technologiques et démographiques que de bons analystes étaient capables d'interpréter pour déterminer la tournure qu'allait prendre le nouveau monde.

Gates était conscient qu'en plein développement de l'ère de l'information, il faudrait des agents d'un nouveau genre pour gérer les éternels éléments clés de la CIA : des espions pour recueillir des informations ; le contre-espionnage pour protéger celles de l'Agence ; des analystes pour étudier les renseignements obtenus grâce aux tout derniers outils technologiques.

Gates avait également remarqué que le CSIS chinois utilisait de plus en plus les sociétés écrans, les programmes d'échange entre étudiants et le placement de leurs agents dans les délégations commerciales et scientifiques. En outre, de plus en plus d'agents dormants chinois, entraînés pour détecter les nouveautés technologiques, avaient été envoyés aux États-Unis sous diverses couvertures. La Corée du Nord avait également son quota d'agents dormants dans les communautés ethniques de Californie dans le but d'obtenir des renseignements économiques et technologiques. Depuis que Jonathan Pollard avait volé les secrets militaires américains, le Mossad n'avait jamais cessé de rechercher des secrets high-tech du côté de Silicon Valley ou de la route 128 de Boston. Gates avait d'ailleurs rappelé au président Bush qu'Israël était encore sur la liste de la CIA des six pays étrangers « menant toujours des opérations clandestines, orchestrées et dirigées par leurs gouvernements, dans l'objectif de découvrir des secrets civils américains ».

Pour Gates, il était essentiel de disposer d'analystes capables de déterminer le genre d'informations que les services étrangers étaient susceptibles de briguer. Les espions nord-coréens recherchaient-ils des données scientifiques pour les intégrer à leur ordre de bataille ? Une nation amie telle qu'Israël visait-elle, en particulier, des informations économiques

et sociales qui lui permettraient de négocier avec ses voisins arabes ? L'une des priorités des espions . étrangers serait toujours — et absolument, *toujours* — de chercher à savoir quelle puissance pourrait déployer la défense américaine si le pays était attaqué par surprise. À cause de cela, il fallait que les analystes soient capables d'évaluer la réalité d'une menace à partir de rapports d'agents de terrain de la CIA qui signalaient, par exemple, que, dans la capitale de quelque pays potentiellement hostile, les lumières restaient soudain allumées au ministère de la Défense. Pourquoi les dirigeants militaires se rendaient-ils à leurs bases plus souvent que d'habitude ? Le stockage de nourriture et les préparatifs qui se déroulaient dans les salles de crise n'étaient-ils que des exercices militaires ?

Il fallait caser les réponses dans le puzzle et reconstituer un tableau cohérent à partir de quelques bribes d'informations. Pour cela, il était indispensable que les facultés intellectuelles des analystes s'accompagnent d'une parfaite compréhension des exigences du renseignement moderne. Étant donné qu'ils s'étaient construits autour de multiples groupes culturels et religieux, les États-Unis auraient pu disposer d'un avantage certain pour ce qui était de recruter le bon type d'analystes. Cependant, on engageait toujours du personnel maîtrisant les langues européennes, le chinois et le japonais, alors qu'une bonne connaissance des parlers du Pakistan, de l'Afghanistan et des autres pays du Moyen-Orient n'était pas encore devenue une priorité. Richard Clarke, qui allait devenir l'autorité suprême américaine en matière d'antiterrorisme, déclara plus tard : « Les membres du gouvernement Bush ne semblaient pas avoir remarqué qu'un nouveau mouvement international était en train de prendre de l'ampleur et ne demandait qu'à pratiquer le terrorisme gratuit dans le seul but d'imposer sa propre interprétation de l'islam. » Seuls des linguistes spécialement formés pour cela auraient pu mesurer l'importance de leur progression.

Pour Oussama Ben Laden, qui portait désormais le titre de cheik, Al-Qaïda se devait de bâtir un nouveau califat ; c'est-à-dire de restaurer la théocratie répressive musulmane du quatorzième siècle. Il avait expliqué à ses partisans que, pour cela, il faudrait détruire l'Amérique. Pourtant, en ce jour de mai 1991, cette menace ne risquait pas d'être étudiée car pas un seul des analystes de la CIA n'en avait encore entendu parler.

*

Pendant *qu'Air Force One* descendait sur Andrews, Bush demanda à Gates comment il gérerait la CIA. « Il y a un nouveau monde dehors. C'est l'adaptation ou la mort », répondit-il. Bush sourit : il avait fait le bon choix.

*

Sous la poigne ferme de Stella Rimington, le MI-5 continuait de changer. Le fonctionnement du Service de sécurité ne reposait plus sur la phallocratie et la directrice nommait de plus en plus de femmes à des postes importants dans les départements où elle s'était fait sa propre réputation : la contre-surveillance, le contre-espionnage et l'antiterrorisme. Certaines de ces femmes intégraient des équipes de surveillance et participaient à des opérations souvent dangereuses, telles que traquer les terroristes de l'IRA et les trafiquants de drogue. D'autres étaient désignées pour mettre en application les centaines de mandats d'écoutes téléphoniques délivrés par le secrétaire à l'Intérieur. Cela signifiait passer des heures dans une camionnette Transit, garée devant le bureau ou le domicile d'un suspect, avec un casque sur la tête pour écouter des conversations incriminantes.

Rimington avait également brisé un autre tabou en invitant à déjeuner des rédacteurs en chef de la presse écrite afin de promouvoir le Service de sécurité en faisant connaître ses réussites. À la télévision, le secrétaire à l'Intérieur, Ken Clarke, avait déclaré : « C'est une bonne chose que d'avoir une directrice générale qui est aussi un être humain, qui respire et qui marche, que les gens peuvent rencontrer et à qui l'on peut faire confiance pour parler aux directeurs des journaux. »

Parfois, un journaliste allait trop loin. William Rees-Mogg, l'ancien rédacteur en chef du *Times*, avait écrit dans sa colonne que le MI-5 avait mis sur écoute les appels de certains membres de la famille royale. Un agent de haut niveau avait alors rugi : « Voilà ce qui se passe quand notre dame invite des scribouillards à déjeuner. » Miranda Ingram, un agent du contre-renseignement, avait rétorqué : « Le problème de nos collègues masculins, c'est qu'ils s'accrochent au côté mystérieux de nos activités. »

Rimington avait dit à ses chefs de service que le temps où ils se comportaient comme « des barons représentant chacun leur propre fief »

était révolu. Elle voulait une approche collégiale du fonctionnement du Service de sécurité et que l'on fasse appel à des experts du milieu des affaires ainsi qu'à diverses organisations étrangères à Whitehall afin que le MI-5 ne soit pas « coupé du monde extérieur ».

Elle organisait des week-ends dans des hôtels à la campagne pour discuter de ces nouveaux changements. Après les dîners en commun, elle appelait tout le monde à pousser la chansonnette autour du piano. Ces réunions étaient appelées des « SWOT », car on y traitait des forces, des faiblesses, des opportunités et des menaces — en anglais : *Strenghts, Weaknesses, Opportunities, Threats.* Elles devinrent un élément distinctif du mandat de Rimington et il en naquit l'idée de publier un livret sur le MI-5 qui serait autre chose que la brochure sur papier glacé d'une entreprise pour son assemblée annuelle des actionnaires. Le *Times* rappela à Rimington : « Une vierge intelligente n'enlève pas ses voiles. » Ce à quoi elle répondit, devant son personnel : « Une vierge encore plus intelligente sait exactement combien de voiles elle peut retirer en toute sécurité. » Ce genre de bouffonneries l'encourageait encore plus à développer une atmosphère féminine au MI-5. Trouvant que cela faisait trop militaire, elle fit décrocher une épée, offerte par un autre service de renseignement européen, que son prédécesseur avait suspendue au mur de son bureau. Ensuite, elle fit repeindre la pièce et y apporta des plantes.

Quand le livret fut publié, après avoir été plusieurs fois approuvé par de hauts fonctionnaires de Whitehall — qui avaient passé des heures à se torturer l'esprit sur certains mots et les implications de chaque phrase —, il devint le premier best-seller jamais produit par un service de renseignement britannique. Rimington posa pour une séance de photos, tirée à quatre épingles et maquillée. Ayant réussi à sourire à l'objectif, elle avait plus l'air d'une directrice de pension pour jeunes filles que d'une contre-espionne. Peu après, elle prononça un discours sur la sécurité en démocratie à la télévision. Là encore, chaque mot avait été décortiqué pour s'assurer qu'elle pouvait l'utiliser. Par la suite, Rimington dut trouver qu'il s'était glissé dans l'air de Whitehall un peu de l'ambiance de sa dernière nuit à Moscou — le soir où elle avait eu l'impression d'échapper de justesse aux griffes du méchant dans un film de James Bond.

Pendant plusieurs semaines après son apparition télévisée, on parla beaucoup d'elle. Dans les médias sérieux, c'était surtout parce qu'il était

nouveau de voir sortir un espion — qui plus est, une espionne — encore en fonction. Pour les tabloïds, elle devint un personnage d'un intérêt infini : ce qu'elle portait, où elle faisait ses courses ; rien n'était trop inepte pour remplir les colonnes. Quand elle organisa un déjeuner pour un comité parlementaire de supervision du renseignement et proposa des « côtelettes réforme » à ses invités, le menu fut largement reproduit dans la presse du lendemain.

Mais au-delà du comportement qui lui valait de faire les gros titres, elle restait profondément impliquée dans la lutte contre le terrorisme à un moment où la campagne de l'IRA s'intensifiait et où des attentats à la bombe avaient frappé les Docklands de Londres et le cœur même de Manchester.

Consciente que la branche spéciale était sous haute pression, elle envoya une équipe, composée de ses meilleurs agents féminins, aider Scotland Yard. Beaucoup d'entre elles avaient une expérience considérable pour ce qui était de traquer l'IRA. Le jour de leur arrivée au Yard, elles furent fraîchement accueillies et on les harcela pour les pousser à retourner au MI-5. Le summum fut atteint lorsque l'une d'elles, en entrant dans la salle des opérations de la branche spéciale, trouva un tas de vêtements d'homme sales avec un mot dactylographié : « À laver. » L'agent prit le linge et le jeta par la fenêtre. Quand les caleçons, les gilets et les chemises furent étalés sur le trottoir, elle retourna à son bureau et passa ses premiers appels de la matinée. Ce fut la fin du harcèlement.

*

Par un jour de mai 1992, un homme dégingandé aux cheveux hirsutes, portant un costume froissé et des chaussures râpées, entra à Century House avec la confiance impertinente du journaliste qu'il avait prétendu être toute la semaine. Richard Tomlinson montra brièvement son passe au garde qui se tenait dans le vestibule et prit l'ascenseur jusqu'à la division d'Europe de l'Est. L'agent D/813317 venait de terminer une mission de plus.

Tomlinson avait traversé la Serbie, déchirée par la guerre, avec un passeport britannique au nom de Ben Presley et une carte de presse selon laquelle il était membre du respecté *National Union of Journalists*, le syndicat des journalistes britanniques. Les deux documents étaient des faux, fabriqués au département des services techniques du MI-6.

L'Union européenne avait négocié un cessez-le-feu qui avait aussitôt été suivi d'hostilités en Bosnie-Herzégovine. Les musulmans et les Croates continuaient de se battre. Il y avait des massacres tous les jours et les survivants affamés étaient enfermés dans des camps de prisonniers qui n'étaient pas sans rappeler l'Holocauste. Au milieu du carnage, des espions, des informateurs et des agents doubles exerçaient leurs activités partout, relayant des informations et trahissant chacun des deux camps.

L'un d'entre eux était serveur dans l'un des cafés en plein air du port de Split, en Croatie. Il avait récemment été recruté par le MI-6 et, à Londres, on avait indiqué à Tomlinson la table à laquelle il devrait s'asseoir et ce qu'il devrait commander. Ce serait une nouvelle fois l'un de ses contacts appelés *brush pass* (remise ou échange furtif de documents) dont l'agent était devenu un adepte. Quand le serveur lui apporta son café, Tomlinson trouva un morceau de papier plié dans le sucrier. Il l'empocha et rentra à son hôtel, où il ferma la porte de sa chambre à clé avant de déplier soigneusement le papier. Comme il s'y attendait, il était vierge. De sa trousse de toilette, il tira un flacon d'après-rasage et un morceau de coton. Il posa le papier sur le couvercle en plastique des toilettes, versa un peu d'aftershave sur son coton et frotta délicatement. Bien que lisant le français, l'allemand et l'espagnol, les mots qui apparurent ne voulaient rien dire pour lui. Mais pendant l'année où il avait travaillé comme agent de terrain, il avait appris que son contrôleur ne pratiquait que la politique du « besoin de savoir ». Il replia méticuleusement le papier, pressa le velcro de la fermeture de sa trousse de toilette de manière à ouvrir un petit espace pour y insérer le message. En frottant une deuxième fois le velcro, toute trace de l'interstice disparut.

En rentrant à Century House, il rendit ses faux papiers et sa trousse de toilette, répondit aux questions de son contrôleur et fut renvoyé chez lui pour une bonne nuit de sommeil avant de faire son rapport à la division.

*

Tomlinson avait été repéré à Cambridge où il avait étudié l'aérodynamique avancée après avoir été diplômé de l'institut de technologie du Massachussetts, dans le cadre du programme « Kennedy Scholarship ». Le lendemain du jour où il avait obtenu sa licence avec mention très bien, un de ses professeurs l'invita à prendre le thé et lui demanda s'il aimerait

faire « quelque chose d'intéressant au service extérieur ». Il passa toutes les étapes habituelles : un rapide passage devant un conseil de sélection administratif et le processus d'approbation. Il répondit à la dernière question de son entretien final en affirmant qu'il voulait devenir espion « pour d'authentiques raisons patriotiques ».

Il était sorti de Fort Monkton, le centre de formation du MI-6, à Gosport, avec diverses compétences qui allaient de savoir faire un *brush pass* — tel que celui qu'il avait fait avec le serveur — à être devenu expert en prises de judo. En outre, il avait appris à se faire passer pour un pilote, un plaisancier ou un homme d'affaires, ainsi qu'à subtilement rendre son accent néo-zélandais plus nasillard afin qu'on le prenne pour un Sud-Africain. Il imitait également assez bien divers accents régionaux anglais et son espagnol était assez bon pour faire croire qu'il avait travaillé en Amérique latine. On l'avait encouragé à faire usage de son charme sur les jeunes femmes dans les pubs de Portsmouth et plus d'une était tombée. Son instructeur avait remarqué qu'il manipulait bien les armes et utilisait aussi facilement un Browning 9 mm qu'un Uzi israélien. « C'était amusant mais mon instructeur ne se souvenait pas de la dernière fois qu'un agent avait porté une arme. C'était strictement réservé à Bond », m'a plus tard confié Tomlinson.

On l'avait distingué comme l'un des meilleurs de la promotion 1991 du SIS. Il savait particulièrement bien se servir d'un scanner de la taille d'une télécommande qui pouvait photographier un demi-million de mots et les transmettre, par petites fournées, à un satellite afin que le GCHQ puisse les télécharger. Il avait mémorisé les codes du MI-6 qui permettaient d'identifier les informations limitées à la circulation interne et celles que l'on pouvait partager avec la CIA ou d'autres services de renseignement. Avant chaque mission, il avait appris par cœur les noms des personnes sur qui l'on pouvait compter en cas d'urgence. Pour sa mission dans les Balkans, on lui avait remis la liste des journalistes travaillant pour les médias britanniques.

*

Le lendemain de son retour à la division, Tomlinson fut convoqué au bureau de Nicholas Fishwick — identité : P4/ Ops/11 —, l'agent de haut niveau responsable des Balkans. Le bureau de Fishwick était identique à

tous les autres de l'étage : un vieux bureau de l'administration gouvernementale, des murs couverts de cartes indiquant les nouvelles frontières de l'ancien bloc soviétique, des coffres forts en acier — du même gris que les navires de combat et d'environ un mètre cinquante de hauteur — avec des autocollants rouges rappelant qu'ils devaient être fermés quand le bureau était vide. Des gardes vérifiaient régulièrement tous les bureaux du bâtiment et quand ils trouvaient un coffre ouvert, on émettait un avertissement d'enfreinte des règles de sécurité. Trois avertissements menaient à un blâme pour faute grave qui figurait ensuite au dossier personnel de l'agent, ce qui signifiait que sa candidature ne serait jamais envisagée pour des missions à l'étranger. En général, six avertissements aboutissaient à un renvoi du MI-6.

Le bureau de Fishwick était sauvé par sa vue sur le palais de Lambeth et la Tamise. Entre les cartes, les murs étaient ornés de tableaux à l'huile et de bibelots qu'il avait rapportés de l'étranger.

Encore à quelques années de l'âge de la retraite obligatoire, soixante ans, Fishwick avait un petit rire engageant et l'œil pour repérer les plus jolies des secrétaires. Ce matin-là, alors que ces dernières sirotaient leur thé, il s'était tourné vers Tomlinson et lui avait demandé s'il aimerait finaliser un plan d'assassinat du président serbe, Slobodan Milosevic.

Tomlinson était habitué aux plaisanteries décalées de Fishwick quand il s'agissait de la façon de choisir une cible. Dans le passé, il avait introduit une conversation en rappelant à Tomlinson que le MI-6 avait participé à plusieurs complots de meurtre contre Hitler et un autre contre Saddam Hussein, durant la guerre du Golfe. Quoi qu'il en soit, Tomlinson n'oublierait jamais l'impression de choc qu'il ressentit en lisant le dossier que Fishwick venait de jeter sur son bureau.

Il était signalé comme « hautement confidentiel » par la bande jaune apposée sur la chemise. Celle-ci contenait un document de deux pages, auxquelles était agrafée une petite carte jaune, signifiant qu'il s'agissait d'un « rapport certifié » plutôt que d'une ébauche de proposition. Par « certifié », il fallait entendre « prêt à être mis en œuvre ». Le document était intitulé « Proposition d'assassinat du président serbe Slobodan Milosevic ».

À mesure qu'il avançait dans sa lecture, Tomlinson se rendait compte du point auquel le projet était déjà avancé. On avait déterminé trois options. La première consistait à entraîner des membres d'un groupe serbe d'opposants à

Milosevic — Tomlinson se demandait si le serveur du café de Split en faisait partie — pour accomplir l'assassinat ; exactement comme le SOE avait formé des agents tchèques pour tuer Reinhard Heydrich, le *Gauleiter* nazi, en 1942. Le document évaluait la possibilité de réussite de l'opération comme « imprévisible ». La seconde proposition était qu'une équipe mixte du SAS et du SBS *(Special Boat Service*/Service spécial de la marine) tue Milosevic au moyen d'une bombe ou d'une embuscade de tireurs d'élite. Cette méthode garantissait un résultat mais il restait le risque de ne pas pouvoir nier : on pourrait remonter aux origines des éclats d'obus ou des balles, ce qui entraînerait ce que le rapport appelait « de graves répercussions ». La dernière et la « meilleure » option était de provoquer un accident de la route. « On pourrait utiliser un appareil incapacitant pour éblouir le chauffeur de la voiture de Milosevic quand il emprunterait l'un des tunnels autoroutiers de Genève, où le président devait assister à la conférence internationale sur l'ancienne Yougoslavie, afin de provoquer un accident fatal. Milosevic avait toujours aimé être transporté à grande vitesse. »

Richard Tomlinson rendit le dossier sans un mot et sortit du bureau. Plus tard, il se dit que c'était à ce moment-là que sa carrière prometteuse d'agent G5, un grade qui accélère généralement la promotion, avait dérapé. On l'envoyait toujours dans les Balkans mais il était de plus en plus traumatisé par les atrocités qu'il y voyait. On lui avait dit que les informations qu'il rapportait n'étaient « ni substantielles ni de qualité ». On avait cessé d'ajouter des éloges à son dossier personnel et les recommandations selon lesquelles il avait les qualités requises pour diriger un service étaient noyées sous d'autres commentaires moins favorables.

Au retour d'un voyage de plusieurs mois, quand il rentra dans son appartement londonien, il découvrit que sa petite amie était morte durant son absence. Personne au MI-6 n'avait pensé à l'en informer alors qu'elle avait été la seule personne à qui il pouvait se confier, même si, en faisant cela, il enfreignait la loi sur les secrets officiels. Il tomba en dépression, se mit à repenser à toutes les fois où il avait risqué sa vie pour des opérations qu'il désapprouvait de plus en plus sur le plan éthique. Ainsi qu'il me l'a expliqué plus tard, il en était arrivé à la conclusion suivante : « Le MI-6 ne rend pas suffisamment de comptes et génère un terrain propice à la corruption. »

Par un lundi matin pluvieux, après un week-end de solitude, Tomlinson se trouvait dans la fille d'attente de l'entrée du personnel du nouveau quartier général, à Vauxhall Cross. Le climat n'arrangeait rien à son moral, même s'il avait effectué une ou deux missions au Brésil et en Afrique du Sud. À son retour, on lui avait annoncé qu'il dépendait désormais d'un nouveau chef du personnel.

Il savait que la direction du personnel employait des agents de carrière proches de la retraite qui n'avaient aucune formation en management. Selon Tomlinson, ces derniers géraient le service « par l'intrigue et le secret, en faisant appel à leurs chefs de département pour décider de l'avenir de quelqu'un. » Il expliquait : « On n'avait pas le droit de lire ou de signer les transcriptions des entretiens qui pouvaient faire ou briser la carrière d'un agent. Depuis que j'y étais, plus d'un bon agent était tombé, viré. On surnommait mon nouveau chef du personnel "le nain venimeux", non seulement à cause de son physique mais aussi à cause de sa grossièreté gratuite. »

La première rencontre se passa mal. « Le nain venimeux ne s'embarrassa pas des politesses d'usage et m'accusa, d'emblée, de ne pas m'intéresser à mon travail. Il dit que mes résultats étaient continuellement médiocres. » Tomlinson enfreignit la loi sur les secrets officiels en tapant le rapport de l'entretien chez lui, sur son ordinateur portable. Sachant que le MI-6 avait les moyens techniques d'accéder aux ordinateurs de tous ses employés, c'était une idiotie.

Pendant qu'il attendait sous la pluie, Tomlinson savait qu'il devait voir le nain venimeux plus tard dans la matinée. Ferait-il mieux d'aller voir son médecin et lui expliquer que l'énorme pression de son métier était en train de le submerger ? Mais révéler qu'il travaillait pour le MI-6 serait une enfreinte encore plus grave à la loi sur les secrets officiels.

L'homme qui se trouvait devant lui dans la file franchit les portes sécurisées puis ce fut à son tour d'introduire sa carte magnétique dans la fente. Il tapa son code sur le pavé numérique — six, neuf, deux, un — et attendit l'habituel feu vert qui précédait l'ouverture des portes. Mais ce fut une lumière d'un rouge éclatant qui s'alluma. Pensant avoir fait une faute de frappe, il recomposa son code. La lumière rouge réapparut. Derrière lui, on s'était mis à murmurer. Tomlinson fit une troisième tentative. Cette fois, le feu rouge s'accompagna du bip d'une alarme à l'intérieur du bâtiment.

Soudain, la porte VIP, située à côté de l'entrée du personnel, s'ouvrit d'un coup. Deux agents de sécurité apparurent et se placèrent aussitôt de chaque côté d'un Tomlinson stupéfait.

« Êtes-vous membre du personnel ? » demanda l'un des gardes.

« Oui, bien sûr. Je suis PTCP/7, numéro d'employé 813317.»

Les gardes conduisirent Tomlinson dans leur salle à l'intérieur du bâtiment. L'un d'eux entra le numéro d'employé dans l'ordinateur pendant que l'autre éteignait l'alarme. Les deux hommes virent apparaître sur l'écran un message annonçant que son accréditation avait été annulée et qu'il fallait l'escorter jusqu'au service du personnel.

« Le nain venimeux m'attendait. Il m'a dit qu'il était clair que mon travail n'allait pas s'améliorer. J'étais viré. On m'a dit de rentrer chez moi et ne plus essayer d'entrer dans le bâtiment. »

Il avait fallu moins d'une minute pour mettre fin à la carrière de Richard Tomlinson. En colère et plein de rancœur, sa nouvelle vie de lanceur d'alerte allait bientôt commencer. Sa formidable mémoire et les nombreuses notes qu'il avait prises sur son ordinateur seraient ses armes. Il ne comprenait pas du tout pourquoi on l'avait renvoyé et cela avait renforcé sa détermination à écrire un livre pour révéler toute la vérité — du moins, telle qu'il la percevait — sur le MI-6. Il allait rétorquer en frappant là où il pensait que cela ferait le plus mal au SIS : « dans la lumière publique ».

Cependant, il jugea judicieux d'écrire au MI-6 pour « demander conseil » quant à la façon de soumettre un manuscrit à une approbation de sécurité. La réponse fut aussi brève que rapide. En aucun cas, il ne devait essayer d'écrire un livre. Les choses se passèrent très vite. Son ordinateur portable fut volé dans son appartement. Tomlinson était convaincu que le vol avait été organisé par le MI-6. À ce moment-là, il avait déjà envoyé un synopsis de son livre à un éditeur australien. Comme l'avait fait Peter Wright avec *Spycatcher,* il projetait de faire éditer son ouvrage à l'étranger. « Une fois mon livre publié, le MI-6 cesserait d'essayer de m'arrêter, tout comme cela s'est passé pour *Spycatcher* avec le MI-5 », m'expliqua plus tard Tomlinson.

Mais il avait sous-estimé la détermination du SIS. Accusé d'avoir enfreint la loi sur les secrets officiels, il fut condamné à huit mois de détention à Belmarsh, la prison haute sécurité de la Grande-Bretagne. Des terroristes extrêmement dangereux qu'il avait contribué à arrêter s'y trouvaient en même temps que lui. Libéré, il partit pour la France et finit par

écrire son livre, qui trouva un éditeur inattendu à Moscou — le même que celui du traître Kim Philby.

Pendant deux ans, il circula en Europe en travaillant comme moniteur de snowboard, matelot de pont, professeur de mathématiques ou traducteur, sans jamais retrouver la sensation exaltante ni l'impression d'avoir un but qu'il admettait que le MI-6 lui avait apportées. Il a fini par s'installer dans le sud de la France, à Antibes, où il travaille pour une société de location de yachts.

Le 30 août 1997, en début d'après-midi, sous un ciel bleu cobalt, un jet privé atterrit à l'aéroport du Bourget, à une quinzaine de kilomètres au nord de Paris. À son bord se trouvait Lady Diana, princesse de Galles, et son nouvel amour, Dodi al-Fayed, le fils du millionnaire propriétaire du grand magasin Harrods, Mohammed al-Fayed. Cet arrêt à Paris était imprévu et avait été organisé à la hâte pour modifier l'emploi du temps original du couple quand, la veille, les paparazzis avaient assiégé leur cachette de vacances en Sardaigne. Ce serait le dernier vol qu'ils prendraient ensemble. Vingt et une heures plus tard, à minuit vingt-trois, le 31 août, la princesse fut gravement blessée sur le siège arrière de la Mercedes à bord de laquelle elle se trouvait. À côté d'elle gisait le corps de Dodi, tué sur le cou. Quand la voiture avait rebondi sur le treizième pilier du tunnel du pont de l'Alma et s'était écrasée, sur le côté, contre son mur de béton. La bataille pour tenter de sauver Diana avait duré quelques heures, puis sa mort avait été prononcée peu après quatre heures du matin, à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

La première fois que Tomlinson vit les images à la télévision, sa première réaction fut : « Mon Dieu, comment cela a-t-il pu se produire ? »

Dans le monde entier, des millions de gens se posèrent la même question. Une réponse ne tarda pas à devenir plus populaire que les autres. À en croire un incessant mantra, Diana avait été tuée par le MI-6 sur ordre du prince Philip parce qu'elle projetait d'épouser Dodi, un musulman, et allait ainsi générer une crise constitutionnelle sans précédent pour la famille royale. Cette revendication devint le leitmotiv des théoriciens du complot de toute la planète — et mena Tomlin-son à chercher l'aide-mémoire qu'il avait rédigé après sa rencontre avec Nick Fishwick, lorsqu'il lui avait montré le document sur la façon dont on pouvait assassiner Slobodan Milosevic. Le projet n'avait pas été mis à exécution. Mais se pouvait-il qu'il

ait servi d'ébauche à la terrible tragédie du tunnel ? Tomlinson n'en doutait pas. « Ce serait tout à fait possible. Il faudrait être fou pour croire que le MI-6 n'en avait pas les moyens et ne les avait jamais utilisés dans le passé », m'a-t-il affirmé.

Par la suite, des milliards et des milliards de mots avaient été prononcés ou écrits au sujet de la mort de Diana et Dodi. Parmi les innombrables allégations qu'on avait pu entendre, c'était sur celles de Tomlinson que Mohammed al-Fayed s'était appuyé pour lancer son extraordinaire, et parfois étrange, campagne contre la famille royale : il l'accusait d'avoir fomenté, sous la houlette du duc d'Édimbourg, le complot de tuer Diana parce qu'elle portait l'enfant de Dodi et que la monarchie avait préféré cela plutôt que le futur roi William ait un beau-père musulman.

Interrogé par les détectives de Scotland Yard, Tomlin-son affirma avec une conviction inébranlable que non seulement le document sur le projet d'assassinat de Slobodan Milosevic existait bien mais également qu'il se trouvait dans un dossier Y, c'est-à-dire hautement confidentiel. Dans son enquête, Lord Stevens, l'ancien commissaire de Scotland Yard, confirma son existence. Cependant, il insista sur le fait qu'il n'avait aucun rapport avec la mort de Diana et Dodi.

En octobre 2007, à la fin de l'enquête, qui s'était déroulée publiquement sous la pression de Mohammed al-Fayed, le juge en cour d'appel Scott Baker avait déclaré qu'il faudrait étudier toutes les hypothèse d'assassinat car plusieurs témoins affirmaient avoir vu « des éclairs de lumière dans le tunnel juste avant l'accident ». L'un de ces témoins, Brian Anderson, passager d'un taxi doublé par la Mercedes de Diana et Dodi, disait avoir vu « un flash d'une grande intensité, comme du magnésium qui s'enflammerait, puis entendu une explosion ». Pour Tomlinson, c'était suffisant pour confirmer que le MI-6 avait « soit directement participé au complot soit fait faire le travail par d'autres ».

De nombreux observateurs (dont moi-même) restent convaincus que, quelles que soit les conclusions de l'enquête, la théorie de Richard Tomlinson continuera d'avoir des échos. Au sein du MI-6, l'idée que le lanceur d'alerte avait agi par vengeance était tout aussi ancrée.

*

En 1995, au moment de Noël, personne au MI-5 ne savait qu'après vingt-sept ans au Service de sécurité, dont quatre en tant que directrice générale, Stella Rimington avait décidé de démissionner au mois d'avril suivant.

Le souvenir de la belle matinée d'été où elle était entrée à Leconfield House en tant qu'agent assistant, sans savoir à quoi s'attendre mais totalement déterminée à faire de son mieux, avait depuis longtemps laissé place à la satisfaction d'avoir été la première femme à diriger un service de renseignement en Grande-Bretagne et à la conviction d'avoir joué un rôle important dans la construction de l'avenir du MI-5. Elle avait étroitement collaboré avec plusieurs Premiers ministres et secrétaires à l'Intérieur, parfois avec quelques difficultés, et avait appris que Whitehall était dominé par des politiciens motivés par leur intérêt personnel et pas toujours incapables de la poignarder dans le dos. Elle les avait traités comme elle le faisait avec tous ceux qui essayaient de prendre le dessus sur elle, avec un regard froid suivi d'une réaction ferme. Son plus grand plaisir personnel avait été de voir le nombre croissant de femmes qui arrivaient chaque année, non pas simplement comme secrétaires, mais avides d'utiliser leurs capacités intellectuelles pour s'occuper d'affaires sérieuses de terrorisme et de crime.

La technologie avait pris dans sa vie quotidienne une place qu'elle n'aurait jamais crue possible dix ans plus tôt. Internet et les systèmes de téléphonie portable étaient absorbés par des centaines de réseaux satellites. Quelques étages en-dessous de son bureau, les informaticiens parlaient de « listes de portes dérobées » et de « logiciels renifleurs ». Elle s'était battue avec le Trésor pour s'assurer que le MI-5 reçoive suffisamment de fonds pour rester dans la course informatique. Elle avait appris qu'un ordinateur quantique pouvait scanner une énorme quantité de messages interceptés et qu'au tournant du millénaire, les ordinateurs les plus récents, les nano-machines, seraient équipés de systèmes circulatoires qui les rendrait cent milliards de fois plus rapides que le portable qu'elle utilisait.

En Grande-Bretagne, dans la fonction publique, l'âge réglementaire de la retraite est fixé à soixante ans. Rimington avait consacré une grande partie de sa vie à son métier et les autres aspects de son existence étaient restés en second plan ; son mariage et ses amitiés hors du MI-5 en avaient d'ailleurs pâti. La perspective de rester assise à tricoter — lorsqu'elle n'entrerait plus à Thames House en sachant qu'elle contrôlait absolument tout et tout le

monde à l'intérieur du bâtiment — lui faisait horreur. Elle se demandait si elle devrait essayer d'obtenir un poste à Cambridge ou Oxford, d'où, au fil des ans, étaient arrivés tant de ses agents. Elle avait postulé pour une chaire à l'Emmanuel College de Cambridge, mais à peine l'avait-elle fait que la presse en avait eu vent. Sa candidature avait alors été rejetée car la confrérie de l'établissement craignait que les risques qu'elle représentait, en termes de sécurité, ne soient trop importants pour ses vénérables locaux. Peu après, l'IRA avait perpétré un impressionnant attentat au camion piégé dans les Docklands. Cependant, la nouvelle de sa candidature avait soulevé des questions au MI-5. Quand allait-elle prendre sa retraite ? Qui la remplacerait ?

Rimington avait déjà cette idée en tête lorsqu'elle s'était rendue à l'un de ces dîners que lui imposaient ses fonctions, cette fois-ci, avec le corps diplomatique londonien. Durant le repas, l'ambassadeur d'un ancien pays du bloc soviétique se tourna vers les autres convives et leur déclara que Rimington connaissait les noms de toutes ses maîtresses. Elle évita de répondre grâce à un sourire poli, mais elle se demanda si c'était ainsi que certaines personnes voyaient son travail, comme celui de quelqu'un qui envoyait ses employés fureter dans les petites histoires sexuelles des gens. Peter Wright, sa bête noire, avait certes déclaré que ce genre de choses faisait partie de ce qui était « amusant quand [ils] entraient par effraction et plaçaient des micros partout dans Londres, au nom de l'État, et que les hauts fonctionnaires pompeux de Whitehall, avec leurs chapeaux melon, faisaient semblant de regarder ailleurs ».

Il y avait dans cette remarque une part de vérité. Quand la loi sur l'interception et les communications de 1985 était passée et avait donné au MI-5 et au MI-6 le droit de mettre des téléphones sur écoute et d'intercepter du courrier, on ne pouvait que s'attendre à ce qu'il soit délicat au niveau politique d'inclure les conversations privées à cette mesure. Mais, comme Rimington ne l'ignorait pas, cela se faisait toujours : les services secrets étrangers le faisaient et les agences de détectives aussi. Exclure cela d'une loi était une chose, la réalité en était une autre.

Au début de l'année 1996, au MI-5, on se demandait si Rimington avait décidé de prendre sa retraite après l'une des réunions, au JIC ou au département de l'Intérieur, durant lesquelles on avait débattu de la nécessité d'avoir un ministre du terrorisme au gouvernement. Cette idée s'était

particulièrement développée après l'intensification des attentats de l'IRA. La directrice s'était opposée à ce concept, estimant qu'il politiserait les services de renseignement ; en outre, il y avait déjà suffisamment de gens pour les surveiller au Parlement, au JIC comme au département de l'Intérieur.

Dans quelle mesure son apparition devant un comité de sécurité nationale, à Washington, pour étudier la situation en Irlande du Nord, avait-elle joué un rôle dans sa décision de partir ? Le comité n'avait aucune autorité pour le lui ordonner, mais elle y était allée pour leur expliquer que le danger que représentait le terrorisme au niveau intérieur était bien réel. Cependant, ses interrogateurs s'étaient montrés hostiles dès le départ et n'avaient souvent qu'à peine dissimulé leur soutien aux catholiques « oppressés », en soulignant qu'il était inévitable qu'ils cherchent de l'aide auprès de l'IRA pour lutter contre « l'armée d'occupation britannique ».

Elle était rentrée en sachant qu'elle allait devoir se justifier face au Comité au renseignement et à la sécurité. Créé en 1994, ce dernier était constitué de députés dont la tâche consistait à « examiner les dépenses, l'administration et la politique » du MI-5, du MI-6 et du GCHQ Ses neuf membres se réunissaient chaque semaine pour des séances secrètes dans la salle 150 du Cabinet Office afin de rédiger des « rapports thématiques » qui étaient ensuite portés, en mains propres, au Premier ministre, par une porte menant directement à son bureau de Downing Street. En 2007, la dernière chose que fit Tony Blair avant de quitter ses fonctions fut de signer l'un de ces rapports ; et l'un d'entre eux figurait parmi les premiers documents que lut Gordon Brown en devenant Premier ministre.

Les rumeurs concernant la date du départ de Rimington s'étaient éteintes pour laisser place à celles relatives à son remplaçant. Deux candidats sortaient du lot. L'un d'entre eux était Julian Hansen. En fin de quarantaine, il avait l'allure et la façon de parler du grand ponte de Whitehall typique. Il gardait prudemment ses opinions pour lui jusqu'à ce qu'il ait sondé la situation en profondeur puis il livrait son verdict en quelques paroles concises. Il était l'adjoint de Rimington et avait beaucoup plus de points communs avec le « Smiley » de John Le Carré qu'avec le « Bond » de Ian Fleming. L'autre favori était Stephen Lander. Brusque avec les agents débutants, il avait un jour dit à Annie Machon qu'il ne se fatiguait pas à lire les rapports alors qu'elle venait de passer la matinée à rédiger une évaluation des risques terroristes. Avec le SAS, Lander avait participé à

l'exécution de trois membres de l'IRA à Gibraltar, alors qu'il savait qu'ils n'étaient pas armés. Après cet incident, il avait progressivement grimpé les échelons hiérarchiques jusqu'au poste de directeur des affaires générales. Il était responsable du registre et chargé de s'assurer que le Service de sécurité dispose des ordinateurs et des logiciels les plus récents. L'un de ces derniers était le système Promis, un outil de surveillance développé par Inslaw, une société spécialisée de Washington. Le Service de sécurité s'en servait pour suivre les mouvements d'un nombre croissant de groupes du Moyen-Orient qui avaient établi des bases à Londres, ainsi que ceux des membres de l'IRA qui traversaient fréquemment la frontière avec la République d'Irlande. Selon, l'ancien conseiller à la sécurité nationale israélien, Ari Ben-Menashe, qui avait contribué au développement d'une version spéciale pour le Mossad : « Promis a changé la façon de penser de tout le monde du renseignement. »

Avec sa malice habituelle, Lander fit tout pour augmenter ses chances de devenir le prochain directeur générai du Service de sécurité. Petit, sur la défensive, prompt à blâmer autrui et piquant, il s'assura le soutien de la sculpturale Eliza Manningham-Buller, qui était alors directrice des opérations principales, responsable de la surveillance, des écoutes téléphoniques et des recherches secrètes. Aussi bien physiquement qu'intellectuellement, elle était largement au-dessus de Lander et, juste après Rimington, elle était celle qui connaissait le mieux les nombreuses tâches qu'exigeaient les opérations du MI-5. Contrairement à Lander, elle avait une expérience considérable en matière de direction d'agents ; avait participé à l'enquête de Lockerbie ; avait dirigé la section Moyen-Orient ; et avait servi à Washington comme agent de liaison du MI-5. Énergique, persévérante et calme sous la pression, elle était l'antithèse de Lander. Mais, au nouvel an 1996, le « couple mal assorti », ainsi que me les décrivit un ancien agent du MI-5, montra « des signes qu'il se mijotait quelque chose ». Manningham-Buller et Lander passaient du temps ensemble dans leurs bureaux et se soutenaient mutuellement durant les réunions hebdomadaires des chefs de service. « Il y avait d'autres petits signes, comme s'asseoir tous les deux dans un coin du bar puis partir en même temps et déjeuner dans le même restaurant. Tout cela était bien mignon mais ce n'était pas une de ces histoires qui fleurissaient et fanaient régulièrement à Thames House. C'était une bonne vieille conspiration. »

À un certain moment, en janvier 1996, Lander demanda à voir

Rimington. Il lui expliqua qu'elle devait bien comprendre qu'il comptait sur son soutien pour son remplacement. Si la directrice fut étonnée par une aussi flagrante tentative de lobbying, elle le cacha bien — en grande partie parce qu'elle savait que c'était le Premier ministre en place qui prenait la décision finale et qu'elle avait pris soin de ne pas faire connaître ses préférences à Downing Street. Le moment venu, elle ne pourrait rien faire de plus que de donner des recommandations.

Quelques jours plus tard, Lander demanda une nouvelle fois à la voir. Cette fois, il arriva avec Manningham-Buller. Ils dirent tous deux qu'ils n'étaient pas convaincus que Hanser ait les compétences nécessaires pour la remplacer à la direction du MI-5. Lander le qualifia d'« inefficace » et Manningham-Buller dit qu'il « manquait de présence ».

Derrière sa porte close, après avoir demandé à sa secrétaire de ne pas lui passer d'appels, Rimington écouta Lander et Manningham-Buller jouer à quitte ou double : si Hansen était nommé directeur général, ils démissionneraient. Leur départ ferait non seulement beaucoup de bruit dans les médias mais il aurait également d'énormes conséquences sur le moral du Service de sécurité. À la fin de l'entretien, Rimington accepta de demander à Hansen d'abandonner son projet de prendre sa succession. En retour, elle s'assurerait qu'il reste directeur adjoint. Hansen accepta de bonne grâce, conscient qu'il était victime des manœuvres d'un puissant nouvel axe au sein du MI-5. On apprit plus tard que Lander avait promis à Manningham-Buller de la prendre pour adjointe et de soutenir sa candidature à la direction générale lorsqu'il prendrait sa retraite. C'était un coup d'État classique, digne d'un roman de John Le Carré.

*

Le jour où Rimington finit par prendre sa retraite, en avril 1996, elle enleva de son bureau les photos de ses deux filles et ses autres objets personnels qu'elle mit dans un carton pour rapporter chez elle avec le bouquet de fleurs que lui avaient offert ses collègues. Elle remercia ces derniers par un bref discours malicieux et quitta Thames House pour la dernière fois sans qu'un autre travail l'attende mais avec une idée en tête. Elle allait écrire son autobiographie. Elle savait que sa carrière avait suscité un intérêt considérable et se disait que le récit de sa vie attirerait les

lecteurs. Pas un seul instant, elle ne se douta de la fureur que sa décision allait déclencher.

Après avoir terminé son manuscrit, Stella Rimington tapa une note à l'attention de son successeur, Stephen Lan-der, pour lui dire qu'elle ne voyait aucun inconvénient à effectuer les modifications nécessaires pour respecter la loi sur les secrets officiels. Elle ajouta ce mot à son texte et le fit porter à Thames House par un ancien collègue. À l'exception d'un bref accusé de réception, elle n'en entendit plus parler pendant deux mois. Elle n'en fut pas particulièrement surprise ; elle savait le temps que pouvait durer un tel processus.

En revanche, elle ignorait totalement la réaction qui avait suivi l'arrivée de son manuscrit au MI-5. Lander avait personnellement autorisé que l'on en fasse des copies et, quelques jours plus tard, ces dernières circulaient au JIC et au Cabinet Office, examinées avec la même attention que le *Spycatcher* de Peter Wright, le livre de Tomlinson ou celui, plus ancien, de Kim Philby. Il y eut au moins deux réunions au JIC durant lesquelles le manuscrit de Rimington fut passé au peigne fin, page par page et, même souvent, ligne par ligne. Tout le monde s'accorda à dire que Rimington était une nouvelle lanceuse d'alerte et qu'il fallait l'empêcher de publier son livre. Afin qu'elle comprenne bien la gravité de la situation, il fallait la convoquer devant l'homme le plus haut placé à Whitehall pour juger de telles affaires, Sir Richard Wilson, le secrétaire du Cabinet.

En attendant, on utiliserait des méthodes officieuses pour décourager les éditeurs britanniques de publier l'ouvrage. Le MI-5 mobiliserait ses sympathisants journalistes — des contacts que Rimington avait contribué à établir — à qui l'on dirait que le livre n'était qu'une tentative de couvrir son incompétence et que, par endroits, il s'agissait même d'un « monstrueux acte de trahison ». On en fit parvenir un exemplaire au *Sun*, le journal à grand tirage qui avait été choisi dès le début comme outil de la campagne qui s'ensuivit. Après avoir exprimé la colère que lui inspirait le texte et avoir fait une copie de ce dernier, le quotidien renvoya le manuscrit à Downing Street.

Rimington fut mise au pilori comme n'importe quel lanceur d'alerte. Quand un torrent d'injures s'abattit sur elle, elle eut l'impression d'être un personnage de Kafka. Mais le pire moment fut celui où elle se présenta face à Sir Richard Wilson, dans son splendide bureau de Downing Street. Wilson

était aussi froid et incisif qu'un juge prononçant une peine capitale. Il commença simplement par lui demander de ne pas sortir le livre. Elle expliqua qu'il ne s'agissait que d'une ébauche et qu'elle était prête à retirer tous les passages que l'on pourrait considérer comme des enfreintes à la loi sur les secrets officiels. Cette proposition était le signal qu'attendais Wilson pour passer sur son célèbre mode brutal et menaçant.

Le livre ne pouvait pas être publié sous sa forme actuelle. Rimington vit une ouverture : elle coopérerait à tous les changements exigés. Wilson la regarda fixement en perdant progressivement son attitude belliqueuse. Si l'on pouvait s'entendre sur toutes les modifications nécessaires, il autoriserait la publication d'une version tronquée, à condition que le gouvernement ait son mot à dire.

Finalement, sous sa forme publiée, le livre fut décrit comme « un récit fade et inoffensif ». Elle n'y parlait pas du fait qu'elle avait vécu son entretien avec Wilson comme « une engueulade polie — la plupart du temps polie mais parfois sacrément vive ». Son ouvrage n'évoquait pas non plus la façon dont Wilson lui avait rappelé que « tout » ce que disait un ancien directeur général du MI-5 pouvait être utile aux ennemis du royaume. Elle n'avait pas perdu sa loyauté envers l'État qu'elle avait si longtemps servi et qui l'avait remerciée en montant une campagne médiatique contre elle.

XVI

Tango en sous-sol

Au cours de la première semaine de juillet 1997, au centre de commandement, dans les locaux en sous-sol du quartier de Vauxhall Cross qui abritaient le SIS depuis deux ans, l'ambiance n'était pas sans rappeler l'époque de la Seconde Guerre mondiale où les agents de haut niveau attendaient d'apprendre la réussite des bombardements des cibles allemandes. On y retrouvait la même tension maîtrisée, les hochements de tête furtifs, les coups d'œil aux montres et les regards qui se tournaient chaque fois que quelqu'un entrait dans le grand espace ouvert ou en ressortait. Mais, outre cela, le centre n'avait pas grand-chose à voir avec son prédécesseur du temps de la guerre, avec ses tableaux noirs et ses cartes couvertes de bandes de couleur indiquant les itinéraires aller et retour des missions, sous la lumière violente et crue des plafonniers.

La pièce était faiblement éclairée. Seules des flaques de lumière, conçues pour ne projeter aucune ombre, illuminaient les postes de travail. Ces derniers étaient tous équipés d'un ordinateur et d'un standard de communication grâce auxquels on pouvait joindre tous ceux qui se trouvaient sur la liste de noms confidentielle qui se trouvait à côté. Ceux qui travaillaient là portaient de minuscules écouteurs et des micros-cravates afin de toujours pouvoir parler à quiconque ils avaient besoin de joindre.

Un grand écran plasma se trouvait au bout de la pièce. Il était relié à un satellite de la NSA de la série Trumpet, équipé des tout derniers dispositifs de reconnaissance vocale. Une horloge était accrochée au-dessus de l'un des coins supérieurs de l'écran. Elle donnait l'heure qu'il était en Bosnie. L'écran pouvait être divisé en deux afin de montrer des vues différentes d'un même site ou des images d'endroits différents, prises par le satellite et relayées par Menwith Hill.

Trumpet avait été réglé pour suivre les allées et venues de Simo Drljaca, un chef de la police serbe, et du docteur Milan Kovacevic, un anesthésiste. Ils étaient tous deux inculpés de « purification ethnique », durant la guerre

de Bosnie, par le tribunal de La Haye. Jusqu'à présent, on n'avait pas réussi à les arrêter.

Les contrôleurs de l'opération « Tango » — le nom de code de l'enlèvement et du transfert à La Hague des deux Serbes afin qu'ils soient jugés — étaient assis en demi-cercle devant l'écran. L'ordre de mission était tombé après une réunion du JIC, présidée par Pauline Neville-Jones, un haut fonctionnaire du Foreign Office à la réputation de « fonceuse ». Le Premier ministre Tony Blair avait aussitôt approuvé l'opé- ration et demandé au MI-6 de l'organiser. La première étape, la planification, avait été confiée au service de guerre contre-révolutionnaire du SAS. Celui-ci disposait de sa propre salle de guerre au quartier général du SAS, à Regent's Park. On s'était procuré, en Bosnie, des photos des deux hommes recherchés et Menwith Hill les avait envoyées au satellite. Parallèlement, des agents de l'OTAN avaient recueilli des informations sur leurs familles et leurs amis. On avait ainsi obtenu des renseignements sur leurs derniers mouvements, une description des véhicules qu'ils utilisaient et une estimation du nombre de leurs gardes serbes — entre trente et cinquante vétérans aguerris de la guerre de Bosnie.

Après la détermination et l'approbation d'un plan, l'équipe du SAS s'était installée dans le sous-sol de Vauxhall Cross, alors que le mois de juin touchait à sa fin. Une semaine plus tard, le centre de commandement était totalement opérationnel. Parmi les agents de haut niveau du SAS, deux venaient de la quatorzième compagnie de renseignement, qui avait acquis la réputation d'être la plus meurtrière du service en luttant contre l'IRA, en Irlande du Nord. La vitesse et l'offensive étaient au cœur de toutes ses activités et elle était toujours la première à recevoir toutes les nouveautés électroniques. Comme chez tous les agents du SAS, personne ne portait d'écusson d'identification à l'épaule ; dans la salle, tout le monde savait qui ils étaient. Les autres portaient des écussons de l'OTAN.

*

L'unique civil au milieu des uniformes était David Spedding, le premier chef du SIS à ne jamais avoir servi dans les forces armées. En cette semaine de juillet, il avait cinquante-deux ans et après trois ans à la tête du MI-6, il était le plus jeune à avoir jamais dirigé le service. C'était un très gros

fumeur depuis l'époque où il était chef de classe à la Sherborne School. Plus tard, militant contre la bombe atomique, il avait participé à des manifestations à Londres, au grand dépit de son père qui était colonel au Border Regiment (une unité territoriale). Le parcours de Spedding était aussi brillant que celui de tous les agents présents au centre de commandement.

Après avoir étudié l'histoire médiévale à Oxford et appris le français et l'espagnol pendant son temps libre, il avait passé un an à l'ambassade britannique de Santiago, où son travail consistait à sélectionner des articles dans la presse chilienne pour les envoyer à Londres. La qualité de ses choix suffit à ce qu'on lui propose — selon la formule habituelle —de « faire quelque chose d'un peu plus intéressant ». Il sortit de Fort Monkton avec un niveau assez élevé pour être envoyé au Liban, afin d'y apprendre l'arabe à Shenlan, l'école de langues où était allé Kim Philby.

Deux ans plus tard, il était entré à la station du MI-6 de Beyrouth. La ville était déjà en train de devenir un endroit dangereux et la tension des rues se reflétait dans ses plus de cent mosquées durant les prières du vendredi. Les imams rappelaient aux fidèles que Dieu — non pas celui de la chrétienté ou du judaïsme mais le Allah du Hezbollah — voulait qu'ils vengent, un jour prochain, la catastrophe de 1948 : le moment où plus de deux millions d'Arabes avaient été chassés de leur terre natale parce qu'on avait besoin du territoire pour créer Israël.

Parmi eux, Spedding s'était créé son propre réseau d'informateurs — des petits cireurs de chaussures, des vendeurs de tapis, des hommes d'affaires — qui le tenaient au courant des tensions sous-jacentes. Capable de parler leur langue, de comprendre leur culture et de compatir à leur amertume, il apprenait beaucoup de choses lorsqu'il rencontrait ceux qu'il appelait « mes gens » à l'hippodrome ou dans les cafés en plein air de la corniche Mazraa. Avec ceux qui préféraient, il parlait français, la seconde langue de Beyrouth, et parfois même espagnol avec les étudiants qu'il avait recrutés à l'université américaine. Néanmoins, dans l'ensemble, c'était à son arabe courant qu'il se fiait pour saisir les nuances de ce qu'on lui relatait.

Ses rapports à Londres décrivaient l'inflation croissante et les opinions aussi belliqueuses que subjectives des deux journaux du Hezbollah. Ils parlaient également des premières barricades entre le Beyrouth chrétien et l'ouest de la ville, musulman, où les Chiites pratiquaient un culte dans

lequel mourir en martyr garantissait une place au paradis. Spedding remarquait que les imams vociféraient de plus en plus fort que le temps serait bientôt venu de faire du Liban une société totalement islamique où l'Occident n'aurait pas sa place. On félicita l'agent pour la qualité de ses rapports et la division du Moyen-Orient décida d'élargir son expérience du monde arabe en l'affectant à Abou Dabi, aux Émirats arabes unis. Spedding était exactement ce qu'attendait le MI-6 et cette satisfaction était visible aux éloges qui figuraient dans son dossier personnel.

Ce fut à cette époque que Spedding vit Oussama Ben Laden pour la première fois, lorsqu'il l'observa tenir son auditoire envoûté sur la place poussiéreuse de Tarif Murban, une ville située au bord du Golfe. Le cheik était venu de Khartoum pour faire son sermon, durant lequel il cita énormément l'ouvrage du militant érudit Abdullah Azzam, *Défendre la terre des musulmans est le plus grand devoir de tout homme.* Extrapolant à partir du texte, Ben Laden demandait que chaque musulman s'implique dans le *djihad.* Spedding se procura un exemplaire du livre et le compara au discours de Ben Laden, que ses partisans avaient distribué après le sermon. Même si les mots qu'employait le cheik étaient moins subtils que le texte d'Azzam, Spedding constata l'intelligence avec laquelle Ben Laden avait adapté le livre à son propre thème ; c'est-à-dire au fait que l'*Oumma,* la communauté islamique mondiale, subissait des attaques depuis deux siècles : d'abord avec l'invasion française en Égypte, à la fin du dix-huitième siècle, puis avec l'occupation de ce même pays par les Britanniques, suivie de la prise de la Libye par les Italiens. Ensuite, il y avait eu le réalignement que la Grande-Bretagne et la France avaient imposé à tout le Moyen-Orient après la Seconde Guerre mondiale ; ce qui avait conduit à la création d'Israël. Et, pour finir, il y avait la domination américaine sur l'ensemble de la région. Ben Laden concluait en avertissant clairement que l'Amérique assujettirait l'*Oumma* jusqu'à ce que son peuple se soulève. Ce ne serait pas la puissance militaire qui mènerait les fidèles à la victoire. Ce serait leur foi islamique.

Le rapport que Spedding envoya à la division du Moyen-Orient fut le premier document concis que reçut le SIS sur les intentions d'Oussama Ben Laden : sa guerre devait être religieuse et dénuée de la moindre once de cette valeur traditionnelle qu'est la tolérance envers les non-croyants. Ce serait une guerre sans merci, lancée par tous les musulmans, pour chacun desquels ce serait une obligation individuelle puisque l'*Oumma* était

toujours menacée.

Mais, à la division, on se contenta de classer l'avertissement lancé sur une place poussiéreuse du Golfe avec les autres rapports sur les prédicateurs islamiques qui fulminaient contre leurs ennemis — tant d'entre eux n'avaient abouti à rien.

Deux ans plus tard, Spedding devint commandant de station à Amman, en Jordanie, et fut une nouvelle fois félicité après avoir découvert qu'Abou Nidal, le leader d'un groupe dissident de l'OLP, projetait d'assassiner la reine d'Angleterre durant sa visite officielle. Malgré les doutes du Foreign Office, Spedding avait conseillé de ne pas annuler le voyage, un avis approuvé par la reine et Margaret Thatcher. Lors de son passage, Sa Majesté le fit commandeur de l'ordre royal victorien. C'était la première fois qu'elle décorait un agent du MI-6 au cours d'un voyage officiel.

Spedding était désormais sur la voie rapide pour accéder au sommet : il fut nommé contrôleur de toutes les opérations antiterroristes au Moyen-Orient et, au début de la guerre du Golfe, il prit la direction des opérations du MI-6 au Koweït et en Irak. Ensuite, Colin McColl le prit comme adjoint.

Lorsqu'il devint le douzième directeur du SIS, Spedding supervisa le déménagement au nouveau quartier général de Vauxhall Cross, au *85 Albert Embankment,* et se chargea personnellement de la pendule fabriquée par le premier chef, Mansfield Cumming. Il se réjouissait de quitter Century House car les employés s'étaient plaints que le bâtiment était nocif et l'on avait diagnostiqué des cancers chez un ou deux d'entre eux. Nul ne savait que Spedding avait, lui-même, commencé à développer les premiers symptômes de la maladie — et que ses médecins lui avaient recommandé d'arrêter de fumer. Il avait ignoré cet avertissement et, en cette première semaine de juillet 1997, alors que l'opération Tango approchait de son point culminant, il fumait toujours ses deux paquets par jour.

*

L'équipe de guerre contre-révolutionnaire du SAS, accompagnée d'une unité de la quatorzième compagnie de renseignement, décolla de la base de la RAF de Brize Norton. Un agent du MI-6 partit avec eux pour faire la liaison avec le centre de commandement de Vauxhall Cross.

En arrivant au quartier général multinational de Sarajevo, l'équipe passa dans des hélicoptères américains Black Hawk et, lors de ce que l'on appela plus tard « une parfaite opération éclair », fondit sur la ville de Prijedor. Simo Drljaca se cachait dans une caserne de la police. Quand il ouvrit le feu sur les hélicoptères qui se posaient à côté, il fut abattu et ses hommes prirent la fuite. Quelques minutes plus tard, le docteur Milan Kovacevic fut arrêté dans un hôpital de la ville.

Le signal envoyé au commandement se résuma à deux lettres : « DD ». *Done and dusted* — mission accomplie, ménage fait.

*

En janvier 1998, cela faisait huit ans que les Soviétiques n'occupaient plus l'Afghanistan, où Oussama Ben Laden les avait combattus. Dans cette contrée différente des autres pays du Moyen-Orient, avec sa longue tradition de combat en montagne et de résistance totale aux tentatives d'invasion, le rôle de Ben Laden passa pratiquement inaperçu par rapport aux énormes ressources en argent et en armement — et au soutien complet du Pakistan — dont disposaient les Américains. Ben Laden était incontestablement un héros pour les Arabes qu'il avait conduits au combat grâce aux explosifs américains qu'il recevait par pleins camions du Pakistan et aux missiles Stinger, américains aussi, qu'il utilisait pour descendre les bombardiers russes. Mais pour le reste du monde, il n'était qu'un détail dans un conflit barbare dans lequel les Russes comptèrent quinze mille morts et presque quarante mille blessés. Près de deux millions d'Afghans y avait laissé la vie. Leurs villages avaient été rasés et leur bétail, massacré.

Cela avait été un tournant pour Ben Laden. Déjà touché par les discours grisants de l'ayatollah iranien Rouhollah Khomeini, il considérait qu'il se devait d'être un combattant engagé dans la lutte contre les ennemis de l'islam. Son interprétation du Coran lui permettait de donner une justification théologique aux paroles qu'il avait constamment répétées aux hommes qu'il avait menés au combat contre les Soviétiques : « L'épée est la clé du paradis que seuls les guerriers saints peuvent utiliser. »

Même pour les agents de la CIA avec qui il avait combattu, il restait un personnage distant qui ne leur parlait que par l'intermédiaire d'un interprète et, généralement, pour leur demander plus de vitamines et de l'Arcalon, un

médicament servant normalement à régénérer les muscles, ce qui conduisit, des années plus tard, à la déduction qu'il avait contracté son insuffisance rénale en Afghanistan. Il maintenait que ce médicament l'aidait à se concentrer sur la façon d'affronter ses ennemis. Les agents le considéraient comme un drôle de type qui vivait dans une tente au plein cœur de l'hiver, mâchait de la glace et se baignait dans des rivières pratiquement gelées. Entre-temps, il priait. Il déroulait son tapis cinq fois par jour, son fusil près de son bras gauche, sur lequel il portait une montre qu'il avait prise sur le cadavre d'un officier russe.

Après ses ablutions, il s'asseyait et écrivait des discours définissant ses ambitions à long terme. Il les griffonnait sur un bloc-notes avec un stylo à bille tiré de la boîte qu'il avait toujours dans son sac à dos. Pas un seul instant, les agents ne s'étaient doutés qu'il écrivait sa haine de tout ce que leur pays représentait. Des copies de ses textes avaient été envoyées à Langley mais la demi-douzaine d'analystes du bureau du Moyen-Orient avait des préoccupations plus urgentes : ce que la presse arabe disait de Yasser Arafat, du Hezbollah et de l'OLP. De plus, l'équipe des interprètes du bureau ne comportait aucun membre dont l'un des dix-neuf parlers de la région était la langue maternelle.

Avant de partir pour l'Afghanistan, Ben Laden avait synthétisé son point de vue : « Parce que les infidèles ont tué, nous devons vous tuer. Nos innocents ne sont pas moins innocents que les vôtres. » Cofer Black, qui dirigeait depuis longtemps la station de Khartoum, avait prévenu Langley du danger que représentait Ben Laden. Mais on lui avait répondu que ce genre de menaces s'adressait au roi Fahd d'Arabie saoudite parce qu'il avait laissé les troupes américaines rester dans son royaume après la guerre du Golfe, qui avait libéré le Koweït de l'Irak de Saddam. Personne n'avait pensé que l'antipathie de Ben Laden pour le monarque pourrait s'étendre à la nation des soldats étrangers présents sur le sol saoudien, que le terroriste tenait pour plus sacré que n'importe quel autre.

*

À Londres, en 1998, Jonathan Evans, devenu directeur de la branche antiterroriste internationale du MI-6, continuait d'étudier le passé de Ben Laden et l'influence croissante qu'exerçait Al-Qaïda sur ses cellules en

Europe, en Afrique du Nord et dans le Golfe. Partout, les gouvernements du monde musulman se retrouvaient confrontés à une nouvelle génération, composée non seulement de pauvres des grandes villes mais également de jeunes intellectuels. Pendant ce temps, en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne, les enfants de l'immigration s'étaient mis à adopter des points de vue radicalement différents de ceux de leurs parents, qui s'étaient conformés aux lois et à la culture des pays où ils s'étaient établis. Ils en voulaient à leurs pays de résidence qu'ils estimaient aussi incapables de leur offrir une éducation et des emplois dignes de ce nom que de les protéger du racisme et des harcèlements policiers. Ces revendications s'étaient alors immiscées dans les prières du vendredi, où certains ecclésiastiques s'étaient mis à déclamer des paroles d'Oussama Ben Laden. Mais il n'y avait toujours pas suffisamment de linguistes au MI-5 pour les traduire. Leur priorité restait de lire les newsletters pro-IRA rédigées en langue irlandaise et d'analyser ce que publiait la presse arabe londonienne. Le nom de Ben Laden n'apparaissait jamais ; c'étaient encore Arafat et quelques autres leaders d'organisations moyen-orientales qui faisaient les gros titres.

Pourtant, de Bosnie en Tchétchénie, et à travers toute l'Europe, de plus en plus de jeunes musulmans rejoignaient les rangs de la communauté des croyants, hypnotisés par les paroles d'Oussama Ben Laden qui, presque dix ans plus tôt, dans la forteresse que constituaient les montagnes afghanes, avait déterminé les objectifs utopistes d'Al-Qaïda : « Établir la vérité, débarrasser le monde du mal infidèle et créer une nation islamique. Cela se fera en délaissant l'éducation proposée par les infidèles et en ne lisant que le livre saint. » Aux séances de prière du vendredi, on répétait ces mots aux fidèles pour leur rappeler leur devoir.

Evans se demandait comment des musulmans britanniques, nés dans le pays, élevés, éduqués et immergés dans sa culture, pouvaient accepter aussi facilement une telle doctrine. Jusqu'où iraient-ils pour la mettre en pratique ?

*

En quête de réponses, Evans lut le dossier sur Abou Hamza, l'imam radical de la mosquée de Finsbury Park, à Londres, qui terminait tous ses sermons en annonçant le *djihad* contre les Juifs et les descendants des

croisés qui avaient pris la mosquée d'Al-Aqsa, à Jérusalem, le 10 juillet 1099, avant d'en être expulsés par Saladin. Bientôt, les nouveaux « bataillons de la foi » écraseraient, une fois de plus, les infidèles de Grande-Bretagne. Hamza criait à ses partisans qu'Oussama n'avait rien promis de moins.

Plus que n'importe quel autre imam, il avait attiré de jeunes musulmans souvent impressionnables : ils n'étaient pas toujours londoniens et venaient parfois de villes aussi éloignées que Bradford, Birmingham ou Leeds. Hamza avait un talent naturel d'orateur de rue et ses auditeurs l'applaudissaient lorsqu'il louait les militants d'Égypte ; un pays qu'il avait fui pour sauver sa vie à cause de ses positions extrémistes, après quoi il avait obtenu l'asile politique en Grande-Bretagne. Tout excités, les jeunes approuvaient de la tête lorsqu'il les encourageait à aller dans des camps d'entraînement à la frontière nord-ouest du Pakistan pour apprendre à se défendre contre les haïssables infidèles. Ils l'avaient encore plus approuvé quand, à l'arrivée des talibans en Afghanistan, il avait exhorté ces derniers à appliquer la *charia* afin d'éradiquer l'« anarchie », à rendre obligatoire le port de la *burka* pour les femmes et à exécuter publiquement tous ceux qui enfreignaient la loi.

Chaque semaine, avec sa grande barbe, son strabisme et le crochet, à la place de sa main gauche, qui lui donnait l'air d'un méchant de cinéma, Hamza donnait des informations à son auditoire médusé : comment l'islamisme avait réussi à prendre le pouvoir dans d'anciennes républiques communistes, telles que le Tadjikistan et la Tchétchénie ou comment de jeunes musulmans qui avaient combattu en Afghanistan avaient rejoint les rangs d'Al-Qaïda. Quand Hamza avait terminé son prêche, il poussait sa congrégation à entrer dans le combat. Ceux qui avaient de l'argent devaient en faire don. Il s'assurerait qu'il soit bien dépensé pour payer le voyage de ceux qui souhaitaient aller dans les camps d'entraînement au Pakistan. Ils y seraient accueillis, disait-il, par le plus grand combattant d'entre tous, le cheik Oussama. Quand ce nom avait résonné dans la mosquée, il avait été remarqué par l'agent du MI-5 qu'y avait envoyé John Evans pour entamer le lent processus de collecte d'indices qui, en 2006, aboutirait à ce qu'Abou Hamza soit condamné à sept ans d'emprisonnement pour « avoir promu et exercé des activités terroristes ».

À ce moment-là, les spécialistes du Service de sécurité — les

psychiatres, les psychologues, les comportementalistes, les scientifiques et les analystes vocaux — avaient commencé à faire des déductions sur Ben Laden. Selon un comportementaliste, il se pouvait qu'il ait développé une « folie messianique », une psychose religieuse dans laquelle la mort tenait une place prépondérante. Il cita, pour exemple, la réaction de Ben Laden à l'attentat à la voiture piégée qui avait tué sept personnes — dont cinq Américains — dans le centre de Riyad, en novembre 1995. Avant d'être publiquement décapités, les terroristes avaient affirmé avoir été inspirés par les écrits de Ben Laden. En juin 1996, quand dix-neuf soldats américains avaient été tués et des centaines d'autres blessés, lors d'un nouvel attentat, en Arabie saoudite, Ben Laden avait déclaré qu'il espérait que ces morts feraient réfléchir la famille régnante saoudienne quant à sa politique d'autoriser des soldats étrangers à rester dans le pays. Un psychologue s'était demandé si cette requête donnait un nouvel indice sur sa personnalité : « Le mari apparemment dévoué aux quatre épouses qui lui avaient donné vingt-quatre enfants considérait l'assassinat de sang-froid des fils de mères américaines comme un moyen adéquat de modifier la politique étrangère saoudienne. »

Il n'existait que quelques photos de Ben Laden (les vidéos n'apparaîtraient qu'après le 11 septembre). Leurs agrandissements avaient été étudiés en détail par des experts en informatique maîtrisant le logiciel FACES *(Facial Analysis Comparison and Elimination System*/Système d'analyse faciale par comparaison et élimination), qui, à partir de quarante-neuf caractéristiques créait des images de l'aspect qu'aurait Ben Laden dans divers états d'esprit — dont la colère, l'incertitude, la satisfaction et la déception.

Physiquement, Ben Laden était facile à repérer : longue barbe poivre et sel, regard pénétrant, pommettes hautes et lèvres fines. L'une des photographies le représentait souriant ; sa dentition était en mauvais état. Un spécialiste s'était demandé si Ben Laden n'avait pas volontairement négligé les soins dentaires alors que dans la société où il avait été élevé des dents saines représentaient un signe de richesse. N'était-ce pas qu'une façon supplémentaire de tourner le dos au passé pour que les pauvres s'identifient mieux à lui ?

Evans avait demandé à un banquier de la City d'évaluer la situation financière de la famille Ben Laden. Presque pauvre au départ, elle s'était

élevée jusqu'à devenir l'une des plus puissantes d'Arabie saoudite et la valeur du SBG *(Saudi-Binladin group)* était estimée, en 1997, à huit milliards de dollars. La société employait trente-trois mille ouvriers pour des projets de construction, parmi lesquels on comptait celui de l'hôtel Hyatt d'Amman, en Jordanie, et une base de cent cinquante millions de dollars, destinée à abriter quatre mille soldats américains, à côté de Riyad. Le SBG s'occupait également de distribuer des boissons non-alcoolisées américaines au Moyen-Orient et détenait la licence de Disney nécessaire pour publier des livres basés sur Mickey Mouse ou les autres personnages des films d'animation de la firme. Cependant, la part individuelle des profits du groupe que recevait Oussama Ben Laden n'avait jamais excédé vingt-sept millions de riyals saoudiens, soit un peu plus de sept millions de dollars. Même si cette somme était suffisante pour faire de lui un homme riche, elle ne le plaçait pas au même niveau que les autres descendants de familles de businessmen saoudiennes. Après les attentats sur Riyad, le roi Fahd avait ordonné au SBG de ne plus lui verser ses dividendes annuels ; en même temps, ses sites en Arabie saoudite avaient été fermés, son passeport et sa citoyenneté annulés et il avait été interdit de séjour dans le royaume. Depuis Khartoum, Ben Laden avait exprimé son mépris : « Nous vivons dans la dignité et l'honneur, ce dont nous remercions Dieu. Il est bien mieux que nous vivions sous un arbre, ici, sur ces montagnes, plutôt que dans des palaces sur la terre la plus sacrée pour Dieu, pourtant assujettie à la disgrâce de ne pas le vénérer sur le territoire le plus saint du monde, où l'injustice est si répandue. »

Les spécialistes savaient que ces paroles stimuleraient l'imagination de ses partisans. Ils le verraient comme le leader qui avait renoncé au luxe de sa famille et de ses pairs pour vivre la vie d'un saint. Il n'avait peut-être pas la subtilité littéraire de certains autres exégètes du Coran mais il parlait d'une façon qui donnait des forces aux pauvres illettrés, aussi bien en tant que pieux musulmans qu'en tant qu'avocats d'une transformation radicale du monde où ils étaient obligés de vivre à côté des infidèles.

Pourtant, en 1998, même Jonathan Evans, alors reconnu comme l'expert du Service de sécurité en ce qui concernait Al-Qaïda, était incapable de spéculer sur la façon dont Oussama Ben Laden utiliserait son autorité religieuse pour lancer sa propre version de l'Armageddon.

*

Par un matin brumeux de février 1998, deux voitures convergeaient vers le carrefour qui marquait le sommet de Sally Gap, un site pittoresque des montagnes de Wicklow, en République d'Irlande. Dans l'un des véhicules se trouvait un agent du MI-5 qui avait pris le premier vol Londres-Dublin de la matinée. L'autre voiture était conduite par un terroriste de l'IRA qui arrivait d'Irlande du Nord. Son nom de code était « Skate » et l'agent voyageait sous le nom de « Wilson » ; aucun de ses faux noms ne resservirait après la rencontre.

Le lieu avait été choisi pour deux raisons : à cette époque de l'année, il était improbable de trouver des touristes au-delà des collines des tourbières ; d'autre part, le climat limiterait la visibilité en cas d'une opération de surveillance de la *Gardai,* même s'il y avait peu de chances que la branche spéciale irlandaise ait eu vent de cette rencontre. L'agent secret et le terroriste de l'IRA connaissaient, l'un comme l'autre, l'importance d'une sécurité hermétique pour ce que le Service de sécurité appelait « la diplomatie parallèle » — le système qui permettait au MI-5, comme aux autres services de renseignement, de maintenir des canaux de communication officieux avec les ennemis de l'État ; des contacts qu'il serait politiquement inconcevable — et même dangereux physiquement — d'envisager pour d'autres fonctionnaires gouvernementaux. La CIA avait établi des liens avec l'OLP bien avant que Yasser Arafat n'ait été invité à la Maison-Blanche par le président Clinton ; le Mossad avait ses propres couloirs avec le renseignement égyptien et, de temps en temps, avait eu des intérêts communs avec le KGB et son successeur, le Service de sécurité fédéral russe ; le MI-6 avait entretenu des contacts avec l'ANC en amont de la reprise pacifique du pouvoir par les Noirs en Afrique du Sud et lui avait parfois servi d'intermédiaire pour ses négociations avec le service de renseignement du régime de l'apartheid.

L'ancien directeur général du Mossad Meir Amit, souvent considéré comme l'un des meilleurs ouvreurs de portes du monde mystérieux des couloirs officieux, m'en a expliqué le fonctionnement : « Nous disons à l'autre camp ce que nous aimerions voir arriver. En général nous nous adressons à des agents de renseignement de haut niveau que nous savons influents au sein de leurs gouvernements. S'il s'agit de terroristes, nous

partons de la même supposition. C'est un monde obscur dans lequel un bon carnet d'adresses est essentiel. Parmi nos contacts, il y a souvent des hommes d'affaires et des gens qui travaillent à la limite de la légalité. » Il était arrivé à Amit d'avoir recours à ses contacts pour ouvrir la voie à un échange de prisonniers ou tendre des ponts permettant aux diplomates israéliens d'avoir des rapports professionnels avec la Jordanie et le Liban.

Selon Jonathan Evans, les rencontres du type de celle qui avait lieu dans la campagne irlandaise servaient à « s'assurer que tout avait bien été abordé afin de faire avancer la cause de la paix ». Gerry Adams, le leader du Sinn Fein, la branche politique de l'IRA, qui avait lui-même participé à de tels entretiens, admit, plus tard, qu'il y avait eu « de nombreux contacts » entre le MI-5 et son organisation.

William Casey, l'ancien directeur de la CIA s'était un jour décrit comme « accro aux couloirs officieux » et m'avait expliqué pourquoi : « Ces couloirs impliquent une confiance mutuelle qui, souvent, n'est pas possible avec les voies habituelles. Nous avons constaté cela quand l'ambassadeur du Japon à Washington a menti à notre gouvernement au sujet de Pearl Harbor. Sachant ce que nous avons appris plus tard, s'il y avait eu un couloir officieux avec Tokyo, les choses auraient peut-être fini différemment. Avec de tels canaux, il faut absolument entretenir une base de confiance, sinon cela ne sert à rien de se rencontrer. Les deux camps viennent se voir parce que leurs supérieurs politiques leur ont demandé d'étudier la possibilité de faire avancer une situation délicate. Tous ceux qui y participent savent bien qu'il n'y aura pas de conclusion finale tant que les politiciens n'auront rien signé mais cela permet de tâter le terrain ; dans ce cadre, tout le monde sait qu'au moment où les représentants des deux camps rentrent chez eux, la conversation n'a jamais eu lieu. Si l'un des côtés ne respecte pas cette convention, il peut être certain à cent pour cent qu'il n'y aura pas de seconde chance. De toute ma carrière, je n'ai jamais vu le camp opposé enfreindre cette règle. »

Après le retrait du MI-6 d'Irlande du Nord, suite au fiasco des frères Littlejohn, le MI-5 continua à développer ses propres contacts avec l'IRA. Les rencontres se déroulaient dans des planques de l'organisation, d'un côté ou de l'autre de la frontière. Celles-ci posaient énormément de problèmes. Le MI-5 n'avait pas de mandat du gouvernement britannique pour répondre aux demandes de l'Armée républicaine. Selon l'un de ses membres, le

Service de sécurité avait pour consigne « de voir ce qui était possible ». Il fallait des semaines pour organiser les rencontres et, du côté de l'IRA, elles devaient être approuvées par le conseil. Beaucoup se terminaient par des échecs car, bien souvent, dès que les agents rapportaient les exigences de l'IRA au gouvernement, celui-ci s'empressait de les refuser catégoriquement. Cependant, le couloir officieux restait ouvert et, après avoir brisé la glace de l'hostilité de départ, quelque chose de proche de la compréhension mutuelle se prolongeait tard dans la nuit, autour de quelques bouteilles de whiskey irlandais.

Les règles étaient toujours les mêmes. Il ne devait y avoir aucune surveillance autour du lieu de rencontre — ni patrouilles de l'armée, ni hélicoptères équipés de matériel d'écoute à longue distance. Pas plus de deux agents du MI-5 ne devaient être présents et, quelles que soient les circonstances, aucun membre du RUC *(Royal Ulster Constabulary)* n'était toléré. Aucun camp ne devait porter de micro. Afin d'éviter des litiges ultérieurs, on avait le droit de prendre des notes sur les points qu'on avait abordés ou sur lesquels on s'était entendu. À la fin de l'entrevue, il était interdit d'essayer de suivre les négociateurs de l'IRA.

Un jour, on finit par organiser une rencontre avec Martin McGuinness, qui commandait alors la brigade de Derry de l'IRA. Il commença par lire une déclaration aux agents du MI-5 puis il les avertit : « Pas un mot de ceci ne doit être changé. » Il y eut un moment de silence puis la voix sèche de McGuinness reprit : «soit entendu que nous sommes prêts à entamer le dialogue pour un cessez-le-feu non annoncé et à dialoguer dans l'objectif d'aboutir à une paix durable. »

Les agents du MI-5 ne parvinrent pas tout à fait à réprimer un sourire. Toutes ces années de rencontres officieuses avaient fini par mener à un progrès majeur. Celle qui avait eu lieu dans les brumes de Sally Gap fut la dernière à préparer ce que l'on a ensuite appelé l'accord du Vendredi saint, qui fut signé en avril 1998 et permit enfin à l'Irlande du Nord de retrouver la paix.

Le 14 mars 2008, à la veille de la semaine de Pâques — une période spéciale en Ulster, où l'on commémore les victimes de « la lutte armée » entre l'IRA et le gouvernement britannique —, un mystère fut enfin expliqué. Depuis 1993, Martin McGuinness était acclamé comme l'homme dur du commandement de l'IRA qui avait fini par appeler au dialogue avec

Londres et, au fil des ans, on l'avait salué comme « le pacificateur ». Comme tant d'autres histoires en Irlande du Nord, le récit de la façon dont McGuinness avait persuadé le commandement de l'IRA de déposer les armes et de lui permettre de dire « à ces foutus Anglais [qu'ils étaient] prêts à négocier » était entrelacé dans la tapisserie d'un âpre conflit de plusieurs dizaines d'années.

Même les partisans de McGuinness avaient cessé de clamer qu'il était l'homme qui avait appelé au dialogue. Pourtant, en ce jour de mars, un ancien Premier ministre britannique, John Major, qui avait beaucoup participé à la préparation de la paix en Irlande du Nord, loua de nouveau le rôle de McGuinness durant une émission de la BBC.

Chez lui, à Londonderry, Brendan Duddy, qui venait de prendre sa retraite de la Commission de la police d'Irlande du Nord, entendit la déclaration de Major et décida qu'il était temps de « remettre les pendules à l'heure ». Pendant vingt ans, l'ancien vendeur *de fish and chips* avait été le pivot central d'un processus de paix secret qui avait conduit McGuinness à lancer son appel. En vérité, c'était Duddy qui l'avait rédigé et avait motivé McGuinness à l'utiliser.

« Psychologiquement, McGuinness était incapable de demander leur avis aux Britanniques quant à la fin du conflit — la guerre de l'IRA. Ce n'est pas dans sa nature ou son caractère », se souvenait Duddy.

Ayant travaillé en proche collaboration, depuis les années 1960, avec un agent du MI-5, dont le nom de code était « Robert », Duddy était devenu un membre clé du couloir officieux grâce auquel communiquaient le Service de sécurité et le commandement républicain. Avec réticence, au départ, puis en réalisant qu'il n'était pas vendu aux Britanniques mais, une rareté en Ulster à l'époque, qu'il était un patriote capable de voir les deux aspects d'un même problème.

« Ma mission, à partir de ce moment-là, consista à remplacer la violence par le dialogue. J'étais motivé par ma foi chrétienne et complètement opposé aux bombes, au sang et aux balles, d'un côté comme de l'autre », révéla plus tard Duddy. Seuls Robert et le chef de son département, au contre-espionnage du MI-5, connaissaient l'importance du rôle de Duddy. Des rencontres avaient régulièrement lieu dans sa boutique de *fish and chips*, où l'air exhalait l'huile et le vinaigre. Parfois, Duddy désespérait de parvenir à une solution. Les analystes du MI-5 considéraient McGuinness

comme le plus grand partisan d'une politique de violence du conseil militaire de l'IRA. Cependant, Duddy avait réussi à convaincre Robert qu'il était le seul membre du commandement ayant le statut et la crédibilité nécessaires pour appeler au dialogue avec la Grande-Bretagne. Si, après l'accord du Vendredi saint, McGuinness avait accédé à de hautes fonctions — il fut même, un moment, ministre de l'Éducation de la province —, Duddy, lui, était resté silencieux. Ce fut la diffusion de *la* déclaration de Major, pour commémorer l'accord, qui finit par pousser Duddy à tout révéler « pour le bien de l'histoire et de la vérité, ainsi que pour faire progresser la paix entre les deux communautés ».

Le rôle de bâtisseur de pont entre Duddy et le MI-5 qu'avait joué Robert ne fut jamais reconnu. Après l'appel au dialogue de McGuinness, l'agent secret avait été rappelé à Londres et renvoyé pour s'être « trop impliqué ». Aujourd'hui, il vit d'une modeste retraite et refuse toujours de parler publiquement du bon vieux temps où il contribua, avec Duddy, à des travaux secrets dont l'influence continue de se ressentir en Ulster.

*

Le 7 août 1998 — la date anniversaire du jour qui, cinquante-trois ans auparavant, avait séparé le bombardement américain sur Hiroshima de celui sur Nagasaki —, Oussama Ben Laden menaça de tuer « autant d'Américains et de leurs alliés à chaque opportunité ». Cette promesse entrait dans le cadre des engagements du « Front islamique mondial », qu'il avait fondé, au mois de février précédent, avec l'Égyptien Ayman al-Zawahiri, devenu le meilleur stratège d'Al-Qaïda qui ne cessait de prendre de l'ampleur. Aucun des six hommes qui avaient dirigés la CIA au cours des cinq dernières années n'avait réussi à régler le cas d'al-Zawahiri.

Ben Laden continuait d'agrandir son organisation pendant que l'agence de renseignement la plus puissante du monde, qui aurait dû chercher à la détruire, titubait d'un désastre à l'autre. Durant le bain de sang en Bosnie, la CIA n'avait pas un agent dans le pays pour rapporter le massacre perpétré par les Serbes à Srebrenica ; il fallut trois semaines complètes aux analystes photographiques de Langley pour confirmer les images satellites du carnage. L'Agence fut également embarrassée lorsque le gouvernement français expulsa, très publiquement, Dick Holmes, le chef de la station de

Paris, et quatre de ses agents pour espionnage économique. D'autres chefs de station, en Amérique latine, avaient été rappelés à Langley pour être jugés, accusés d'avoir volé des sommes substantielles qu'ils avaient reçues pour lutter contre les trafiquants de drogue ; ils avaient tous été autorisés à démissionner sans faire de vagues. Les directeurs n'avaient fait que défiler, incapables de gérer ce qu'ils considéraient comme une agence incontrôlable. Jim Woolsey avait envoyé sa lettre de démission, par porteur, au président Clinton et quitté Washington par le premier avion pour que personne ne puisse tenter de le faire changer d'avis. John Deutch avait tenu pendant dix-sept mois de tumulte avant d'être renvoyé. Clinton avait alors proposé le poste à son conseiller national, Tony Blake. Celui-ci n'était même pas allé jusqu'à Langley, ayant échoué à l'audience de confirmation. George Tenet — qui, en tant que directeur adjoint avait pratiquement dirigé l'Agence pendant que Clinton cherchait quelqu'un pour prendre le calice empoisonné — observait en coulisses. Ne trouvant pas de preneurs, Clinton finit par faire appel à Tenet, l'adjoint au cou de taureau et la démarche de flic new-yorkais. « Remettez les choses d'aplomb à Langley », lui avait ordonné le président.

Tenet vécut ainsi sa nomination : « J'avais l'impression d'avoir été projeté par un canon. Je rebondissais d'une réunion à l'autre, où des gens me glissaient d'épais dossiers de briefing dans les mains et me les en arrachaient presque avant que j'aie eu une chance d'en lire la première page. »

Assermenté dix-huitième directeur de la CIA le 11 juillet 1997, Tenet était confronté à toujours plus de problèmes, où qu'il regarde. La situation financière de l'Agence était encore pire qu'il ne le croyait. La CIA avait du mal à rester en phase avec l'ère de l'information qui explosait sur tous les fronts. Désormais, grâce à Internet, même des lycéens pouvaient facilement crypter un message. Pour couronner le tout, on avait découvert un nouveau traître dans la maison. Harold Nicholson, l'ancien chef de la station de Roumanie avait été rappelé pour diriger la Ferme, le centre de formation de la CIA, près de Williamsburg, en Virginie. C'était là que le FBI l'avait pris. Il avait fourni aux Russes le nom de tous les candidats admis, ce qui les rendait pratiquement inutilisables pour toutes les missions à l'étranger. Il avait été condamné à vingt-trois ans de prison. Personne ne savait pourquoi il avait trahi.

Le Comité sur le renseignement de la Chambre des représentants reprochait à l'Agence de ne pas avoir « la profondeur, l'envergure et l'expertise requises pour être un espion dans le monde moderne ». Confortablement installé dans sa suite du septième étage de Langley, Tenet s'était retrouvé pris dans les célébrations du cinquantième anniversaire de la CIA, qui allaient avoir lieu au mois de septembre suivant. « Il se trouvait que Ben Laden était déterminé à pisser sur notre parade. », raconta-t-il plus tard. L'une des premières décisions qu'il avait prises en devenant directeur avait été d'ordonner l'élaboration d'un plan pour capturer Ben Laden « si, et [c'était] un grand si, on le retrouvait un jour ». La ministre de la Justice, Janet Reno, l'avait prévenu qu'il serait tout à fait illégal de le tuer avant qu'il ait pu comparaître devant une cour américaine.

Mike Scheuer, un vétéran novateur en matière d'opérations antiterroristes, fut chargé du plan. Il commença par le baptiser « Alec Station », d'après le nom de son fils adoptif coréen. Scheuer envoya un agent qui avait servi en Afghanistan interroger les quelques informateurs dont l'Agence disposait encore dans les tribus pour tenter de localiser Ben Laden.

Pour son plus grand plaisir, Scheuer apprit que Ben Laden vivait depuis quelques mois dans une maison des alentours de Kandahar. Le plan passa alors en vitesse maximale. Le moment venu, des Afghans dirigés par la CIA feraient une descente sur la maison. Avec des armes munies de silencieux, ils élimineraient quiconque tenterait de s'interposer, puis ils s'empareraient de Ben Laden. Ils le conduiraient immédiatement dans une grotte repérée à l'avance, dans les montagnes des abords de Kandahar, et l'y tiendraient bâillonné, attaché et encagoulé. À partir de là, ils lui feraient passer clandestinement la frontière pakistanaise, où un container d'expédition de la marine commerciale attendrait dans un aéroport militaire des environs, et ils l'amèneraient aux États-Unis dans un avion C-130.

Le container avait été équipé d'un siège de dentiste qui, selon les spécifications de Scheuer, devait pouvoir « retenir une personne d'un mètre quatre-vingt-dix-huit et dont les sangles devaient être suffisamment solides pour immobiliser les chevilles, les cuisses et les bras ». Ben Laden ne mesurait qu'un mètre quatre-vingt-six et n'était pas particulièrement connu pour sa force physique. On avait fabriqué une cagoule de lin spéciale, conçue pour qu'il puisse respirer aisément et être nourri pendant le vol. On

la fixerait sur sa tête par des attaches métalliques qui le feraient ressembler à Hannibal Lecter. Un système de chaise percée avait été installé. À l'intérieur du container, il y aurait une petite armoire à pharmacie remplie d'une large gamme de sédatifs. Ces derniers lui seraient administrés « si nécessaire » par un médecin sélectionné parmi ceux que la CIA avait toujours sous la main. Il voyagerait à l'intérieur du container. On avait également prévu un appareil à dialyse afin de pouvoir faire face à un éventuel problème car Scheuer avait lu dans plusieurs rapports que Ben Laden souffrait d'une maladie des reins.

Une fois le container déposé au Pakistan, Scheuer ordonna qu'un C-130 s'entraîne à aller et venir sur le petit aérodrome qui n'accueillait habituellement que des avions de chasse. Toujours sur ordre de Scheuer, une piste d'atterrissage suffisante pour un C-130 avait été construite dans le ranch texan où le président Lyndon Johnson avait, autrefois, captivé ses amis en leur indiquant un satellite dans le ciel. La fin du plan serait tout aussi spectaculaire. Un agent du FBI attendrait sur le lieu d'atterrissage de l'avion. On ouvrirait la porte de la soute et abaisserait la rampe. Afin de respecter les ordres stricts de la ministre de la Justice, Janet Reno — qui avait également rappelé que « seuls le FBI et la police étaient habilités à procéder à une arrestation » —, l'agent attendrait jusqu'à ce que la chaise de dentiste touche le sol américain avant de s'avancer, de retirer la cagoule de Ben Laden, de lui demander officiellement son nom puis de l'arrêter en lui lisant ses droits. Une caméra serait là pour filmer ce moment historique.

Mais des événements extérieurs vinrent perturber le plan. L'Inde testa une bombe atomique. Le Pakistan réagit en faisant exploser six sous des montagnes proches de l'itinéraire qu'avait choisi Scheuer pour évacuer Ben Laden. Puis, soudain, les Afghans recrutés pour effectuer la descente sur la maison de Kandahar disparurent. Oussama Ben Laden se volatilisa. Personne à « Alec Station » n'avait la moindre idée d'où il était passé.

Après avoir augmenté jour après jour, le pressentiment d'une catastrophe imminente qui avait empêché George Tenet de dormir — et l'avait forcé à faire attention à ne pas déranger son épouse, Stéphanie — finit par se matérialiser aux premières heures du 7 août 1998.

*

Ce matin-là, à 5 h 31, la routine méthodique du centre antiterroriste de la CIA, à Langley, fut brisée par un appel du chef de la station du Caire. Un peu plus tard, il en arriva un autre de la station de Tel-Aviv. Les deux rapportaient que les ambassades américaines de Nairobi, au Kenya, et de Dar-es-Salaam, en Tanzanie, venaient de subir des attentats à la voiture piégée. Le plus gradé des agents de service au centre jeta un rapide coup d'œil au calendrier électronique de son poste de travail : ce jour marquait l'anniversaire de celui où les troupes américaines avaient posé le pied sur le sol saoudien pour la première fois. Il se souvint de ce qu'il avait lu dans le *Post* et dans *rime*, quelques mois plus tôt, quand Ben Laden avait lancé sa *fatwa* contre les États-Unis. C'était la suite logique. Le premier appel de l'agent fut pour George Tenet.

Depuis qu'il avait été nommé directeur, le sous-sol de sa maison, en banlieue, dans le Maryland, était devenu un poste de commandement de sécurité. Occupé vingt-quatre heures sur vingt-quatre par deux hommes armés, il s'y trouvait un coffre à documents classifiés et une console de communication.

À 5 h 32, le voyant rouge de la console commença à clignoter. Un instant plus tard, Tenet arriva, sa première tasse de café à la main, pour prendre l'appel. Il écouta le rapport de l'agent de service qui savait maintenant que les pertes humaines risquaient d'être lourdes. Tenet passa son premier coup de téléphone de la journée.

Richard Clarke, qui était le coordinateur national de la lutte contre le terrorisme à la Maison-Blanche depuis 1992, était en train de s'habiller quand il reçut l'appel. Les premières estimations indiquaient au moins cent morts et, peut-être, un millier de blessés. Clarke se souvint plus tard que Tenet lui avait dit qu'il y avait des Américains parmi eux.

Clarke dit qu'il allait appeler le président. Pendant ce temps, après avoir rappelé l'agent de service à l'antiterrorisme pour que tout le monde prenne son poste de crise aussi vite que possible, Tenet se rendit au centre sécurisé de vidéoconférence, dans l'aile ouest de la Maison-Blanche.

À 5 h 35, la console sonna sur la table de chevet du président Clinton. Il décrocha le combiné et écouta ce que Clarke avait à lui dire. Clinton trouva que Clarke n'avait pas son pareil pour résumer une crise à ses points essentiels. Après avoir expliqué la raison de son appel, il ajouta : « Il semblerait qu'il y ait plus de deux cents morts et près de trois mille blessés.

Il y a probablement des Américains parmi eux, monsieur le président. »

« Savez-vous qui est derrière tout ça ? »

« Ben Laden. Ça ne peut être que lui, monsieur le président. Il nous a déclaré la guerre. »

Clarke pouvait imaginer l'expression d'horreur sur le visage du président. Cependant, rien ne transparaissait dans sa voix.

« O.K., Dick. Quoi que vous recommandiez, je serai totalement derrière vous. »

*

À Nairobi, dans leurs ambassades, les agents secrets y compris ceux du MI-6 — assemblaient les premières informations sur les attentats. La bombe de la voiture piégée qui avait démoli l'ambassade américaine avait été construite à partir de TNT, de nitrate d'aluminium et de poudre d'aluminium. Les ingrédients avaient été mélangés puis placés dans des cageots de bois, tels que ceux dans lesquels les fruits et les légumes étaient présentés sur les marchés, puis reliés à des batteries, enfermées dans un camion Toyota. Étant donné l'ampleur de la destruction, il semblait probable qu'on ait utilisé environ une tonne d'explosifs. Bien que plus petite, la bombe de Tanzanie avait été renforcée en la connectant à des bouteilles de gaz, telles que celles que l'on utilise pour la cuisine domestique ; quand elles explosaient, elles faisaient d'efficaces bombes à fragmentation. Pour foncer dans l'ambassade de Dar-es-Salaam, on avait utilisé un camion-citerne d'essence.

Pour les agents expérimentés du Mossad qui se trouvaient dans les deux villes, les bombes semblaient être l'œuvre d'un expert, peut-être quelqu'un qui avait acquis son savoir-faire en fournissant leurs voitures piégées aux kamikazes de Beyrouth. Mais ce qui les intriguait, c'était le fait que les deux bombes aient sauté à deux minutes d'intervalles. Cela avait-il une signification ? Ou bien la décision de les faire exploser pratiquement en même temps relevait-elle d'une volonté d'Al-Qaïda de laisser sa signature ? Même les kamikazes beyrouthins n'avaient jamais déclenché leurs bombes en tandem et, jusque-là, les attentats d'Al-Qaïda étaient de modeste ampleur comparativement à ceux du Hezbollah et du Hamas.

Ce double attentat, commis en deux lieux très distants, était-il une façon d'annoncer que non seulement Al-Qaïda entrait dans le terrorisme international mais également qu'il le faisait avec un mode opératoire auquel personne ne s'attendait ?

*

Le centre sécurisé de vidéoconférence était une petite salle, aux parois couvertes de panneaux de bois sombre, équipée d'un mur de moniteurs. Le sceau présidentiel trônait face à Clarke, qui était assis en bout de table. Autour de celle-ci se trouvaient certains membres de l'équipe antiterroriste de la NSA, tous soutenus par leurs supérieurs hiérarchiques. Plusieurs d'entre eux semblaient juste tombés du lit. Ce n'était pas le cas de Gayle Smith, la conseillère spéciale du président sur les affaires africaines. Dans son élégant tailleur deux-pièces et bien maquillée, on l'aurait plus facilement imaginée sur le point de se rendre à une soirée qu'en train d'assister à une réunion de crise à une heure où la plupart des Washingtoniens n'avaient pas encore pris leur petit déjeuner.

Des assiettes de bagels et des cafetières étaient éparpillées sur la table. Personne n'y touchait ; tous les yeux étaient rivés sur les moniteurs sur lesquels apparaissaient rapidement des visages familiers dans leurs studios du Pentagone, du département d'État, de la Justice, du FBI et de la Défense. À 6 h 40, à peine une heure après le premier appel au centre antiterroriste, tout le monde était en place.

Clarke entama la réunion par une mise à jour. On avait bel et bien confirmé la mort d'une douzaine d'Américains, dont un agent de la CIA. Deux cent cinquante autres personnes de diverses nationalités avaient également été tuées. Le nombre de blessés, souvent gravement, dépassait les cinq mille. Les ambassades étrangères des deux pays faisaient tout ce qu'elles pouvaient pour aider. Le personnel des ambassades américaines d'Afrique du Sud, du Caire et d'Europe arrivait par avion.

Clarke rappela à toutes les personnes présentes, dans la pièce comme sur les écrans, que le « mode de crise » était activé. Quand on ne parlait pas, il fallait couper les micros. Si quelqu'un voulait intervenir, il devait lever la main. Clarke désigna un téléphone rouge sur la table qui se trouvait devant. lui : si quelqu'un voulait lui dire quelque chose d'« ultrasensible », il devait

l'appeler sur cet appareil.

Il se tourna vers Gayle Smith. Elle serait responsable du matériel lourd sur les sites dévastés. C'était une priorité, pour retrouver les corps et peut-être — seulement peut-être — secourir quelques survivants. L'Air Force enverrait des équipes médicales. Elles partiraient de leur base en Allemagne pour aller chercher les blessés dans leurs ambulances volantes.

Clarke s'adressa à l'écran sur lequel Susan Rice, la secrétaire adjointe aux Affaires africaines, regardait fixement la caméra. Elle devait organiser des sites médicaux pour les blessés en Europe : Espagne, France, Grande-Bretagne — partout où elle trouverait des lits d'hôpital, elle devrait les réserver.

Il se tourna vers un autre écran, sur lequel apparaissait le visage de Louis Freeh, le directeur du FBI, assis, l'air impassible, dans son studio vidéo, à quelques bâtiments de son bureau. Il devrait envoyer ses équipes spécialisées chercher des indices sur les deux sites.

Freeh leva la main et prit la parole : « J'ai eu John O'Neill, à New York. Il a une équipe de l'Air Force basée au New Jersey. »

O'Neill était agent résident responsable à New York. C'était un Irlandais, gros buveur, qui triait ses agents sur le volet et les défendait avec une loyauté inébranlable. Clarke avait fait de lui l'un des membres fondateurs du CTG *(Counter-Terrorism Group*/Groupe de lutte antiterroriste).

« Louis, John part par le premier vol. »

Clarke se tourna vers la femme qui se trouvait à sa gauche, Lisa Gordon-Hegarty, du Conseil de sécurité nationale, son aide la plus fiable. Il annonça aux autres qu'elle serait la contrôleuse générale de la mission.

Pendant une heure, Clarke donna des ordres de son ton calme et autoritaire à la fois. Trois C-141 de l'Air Force étaient parés à décoller. Il en fallait douze autres et encore six après cela. Le département de la Défense se chargerait du ravitaillement en vol.

Enfin, le spécialiste de l'antiterrorisme s'adressa à Tenet. La CIA s'occuperait de la réponse. Tenet hocha la tête : il n'y avait rien à ajouter à cela.

Clarke fit le tour des visages qui l'entouraient, dans la salle comme sur les écrans, et s'adressa à tous : « Quand vous en aurez fini avec ça, nous commencerons à élaborer un plan pour éviter le prochain. »

*

Jonathan Evans voyait les attentats comme une suite inévitable aux mois que Ben Laden avait passés à claironner dans la presse arabe qu'Al-Qaïda disposait d'une armée parfaitement équipée pour lancer le *djihad. Mais* il se demandait toujours si cette revendication n'était qu'une de ces forfanteries dont les autres groupes terroristes étaient coutumiers. Les attentats contre les ambassades n'étaient-ils qu'un moyen d'attirer de nouvelles recrues ? Étant donné la totale surprise qu'ils avaient provoquée, l'équipe de soutien devait être réduite : il avait dû suffire de quelques hommes pour acquérir les explosifs et les porter chez l'artificier. Les experts en balistique du MI-5 avaient dit à Evans que les bombes avaient dû être faciles à fabriquer et que les installer dans un camion n'exigeait pas plus de précaution que la manipulation de n'importe quel autre produit volatil. Il avait demandé à ses agents d'essayer de découvrir s'il existait des liens entre les kamikazes et certains membres des communautés musulmanes britanniques. Des immigrants étaient récemment arrivés du Kenya et de Tanzanie — ainsi que de Somalie. Mais cette piste était encore très incertaine.

À Vauxhall Cross, David Spedding se trouvait en pleine réunion de planification lorsqu'il avait appris la nouvelle des attentats. Depuis ce moment-là, son directeur des opérations, Richard Dearlove, qui avait servi à Nairobi, et lui-même n'avaient fait que parler de la meilleure façon dont le MI-6 pouvait apporter sa contribution.

Sur le plan logistique, les Américains n'auraient besoin de rien pour gérer une opération de rétablissement dès que le mouvement vers l'Afrique de l'Est serait lancé. Là où le MI-6 pourrait aider, ce serait sur le plan des renseignements de terrain. Nairobi avait toujours été l'une de ses principales stations en Afrique : c'était de là qu'un agent vétéran, Daphne Park, avait organisé le renversement du Premier ministre procommuniste du Congo, Patrice Lumumba. La station avait lutté contre la pénétration soviétique en Afrique centrale en infiltrant et « retournant » des organisations subversives. Elle avait élaboré les plans qui avaient mené à l'élection de leaders probritanniques tels que Tom M'Boya au Kenya, Julius Nyerere au Tanganyika, Hastings Banda au Nyassaland, Kenneth Kaunda en Zambie et Joshua N'Komo en Rhodésie. Ils avaient tous reçu des fonds substantiels

pour devenir des « agents d'influence ». Le 5 août 1962, l'un des membres clés de l'ANC avait été arrêté près de la ville d'Howick, dans le Natal. C'était une époque où le pays regorgeait d'espions étrangers, dont la plupart étaient du MI-6 et de la CIA ; sans oublier quelques agents secrets français et allemands. Certains s'étaient « déclarés » au gouvernement d'apartheid et bénéficiaient, de ce fait, de l'immunité diplomatique. Mais de nombreux autres étaient « non déclarés » et pouvaient être poursuivis s'ils étaient pris. Le service de renseignement sud-africain, le BOSS, était présent à tous les niveaux de la société : chez les étudiants, les banquiers, les politiciens et les gangsters. Le BOSS avait également infiltré l'ANC et plusieurs de ses membres s'étaient fait prendre à l'aider. Il avait également exploité l'incertitude et l'hypocrisie qui transparaissaient dans de nombreux rapports des espions du MI-6 et l'incapacité de la CIA à établir des contacts directs avec les groupes politiques africains. En 1961, le chef de station avait écrit que ces derniers avaient des « motivations communistes ».

Il existait entre la CIA et le MI-6 une intense rivalité, partiellement parce que le SIS ne pensait qu'à protéger le principal intérêt de la Grande-Bretagne — la voie maritime vers l'empire, qui passait par le Cap — tandis que la CIA voulait obtenir le contrôle des ressources minières du pays, principalement l'uranium, nécessaire à l'armement nucléaire.

Mais sentant un « vent de changement » souffler sur le pays, le MI-6 avait établi des contacts avec Mandela et d'autres politiciens de l'ANC, dont Oliver Tambo et Walter Sisulu. Leur intention était de recruter des « agents d'influence » mais personne n'avait succombé aux cajoleries du MI-6 ; la CIA leur avait dit que le SIS entretenait des liens étroits avec le BOSS.

L'arrestation de Mandela mit fin à toute tentative de recrutement car le gouvernement d'apartheid arrêta ensuite ceux des autres dirigeants du parti politique africain qui n'étaient pas partis en exil. Afin de mieux empêcher le MI-6 d'enrôler des membres de l'ANC, la CIA se mit à répandre la rumeur dans le milieu du parti que le SIS avait donné la date, l'heure et l'itinéraire de Mandela en cette journée d'août.

En 1986, Paul Eckel, qui avait été l'un des agents secrets de la CIA en Afrique du Sud à cette époque, révéla la raison de l'arrestation de Mandela. Dans un rapport à Langley, il écrivit : « L'arrestation de Mandela arrangeait les États-Unis parce qu'il avait des tendances communistes. » Une dizaine d'années plus tard, Henrik van den Bergh, directeur du SASS, le service de

renseignement postapartheid du pays, a reconnu : « C'est la CIA qui a donné Mandela au BOSS. » Avec le bouleversement qui a marqué la fin de l'apartheid et l'émergence du nouveau gouvernement de l'ANC, ces allégations passèrent pratiquement inaperçues.

Mais au bout d'un an, chez les Afrikaners invétérés, on commença à murmurer que Mandela, le premier président noir du pays, avait réellement été un informateur et que le SIS avait lui-même soufflé le « vent de changement » qui avait mis fin à l'apartheid. En 2001, cette revendication fut attestée par l'historien britannique Stephen Dorill, ce qui déclencha la furie du gouvernement de Mandela, qui l'accusa d'une « futile tentative de ternir son image ». Dorill récusa cela mais ne révéla pas ses sources.

En février 2008, Richard Tomlinson, l'agent renégat du MI-6, témoigna durant l'enquête sur la mort de la princesse Diana et de Dodi al-Fayed. Peu après, j'ai contacté séparément deux de mes sources haut placées dans le milieu du renseignement, l'une à Londres et l'autre à Pretoria. Selon ces deux personnes, c'était Tomlinson qui était à l'origine de la thèse qui voudrait que Mandela ait réellement été un agent du MI-6 car il affirmait en avoir vu la preuve à l'époque où il travaillait pour le SIS. Pour une fois, l'ancien espion, habituellement loquace, a refusé de commenter le sujet, si ce n'est pour déclarer : « Je connais la vérité et cela me suffit. »

Tomlinson a également confirmé qu'il s'était rendu à Johannesburg en 1995, après avoir appris que l'un de ses anciens collègues du MI-6 y avait été envoyé « pour s'occuper des deux plus importants agents du SIS en Afrique du Sud ». Selon lui, son collègue lui a dit que l'un d'entre eux était un important officier de l'armée et l'autre un haut fonctionnaire du gouvernement sud-africain. « Ils avaient des postes si élevés qu'il m'a dit que personne à la station du MI-6 à Pretoria n'avait le droit de les contacter. Quand je suis arrivé, mon ancien collègue m'a pratiquement fermé la porte au nez en m'avertissant que si j'essayais d'entrer au contre-espionnage sud-africain, j'aurais de gros ennuis. L'idée ne m'était jamais venue à l'esprit. » Les services secrets du pays n'avaient pas non plus envisagé cette éventualité. Ils ne tentèrent pas de le contacter pendant ses deux semaines sur place.

Tomlinson assure que lorsqu'il affirme des choses — comme il l'a fait au sujet de la mort de Diana et de Dodi al-Fayed — il n'est pas motivé par l'appât du gain mais seulement par « le besoin que la vérité fasse surface ».

*

Spedding estima que la meilleure façon dont le MI-6 pouvait aider était d'activer le réseau d'informateurs, toujours actif, de sa station de Nairobi pour rechercher les coupables de l'attentat contre l'ambassade. Pour lui, la mort dans l'explosion de Prudence Bushnell, l'ambassadrice américaine, était une tragédie personnelle. Il l'avait rencontrée lors d'une visite à Washington. Il envoya un message au commandant de la station de Nairobi afin que l'on transmette ses condoléances à qui de droit.

À Tel-Aviv, Efraïm Halevy, le neuvième directeur du Mossad, était un homme que Tenet avait apprécié dès leur première rencontre : « Quelqu'un sur qui je pouvais compter. Nous avions des motivations et des préoccupations communes. » Le raffiné Halevy, à un an de la retraite, avait un long et distingué passé diplomatique en Europe et en Afrique de l'Est. Il promit de mobiliser ses contacts.

Les analystes du Mossad avaient déjà commencé à faire des déductions. L'heure des attentats — 10 h 30, heure locale — était celle à laquelle les musulmans pratiquants étaient dans les mosquées pour les prières du vendredi. C'était un signe supplémentaire de l'implication d'Al-Qaïda. Déjà, Ben Laden avait récemment répété, lors d'un discours, que tant que les musulmans faisaient leur *chahada*, c'est-à-dire leur profession de foi, le premier des cinq piliers de l'islam, il ne pouvait rien leur arriver de mal.

Peu après, Ben Laden reconnut être responsable des attentats avec une déclaration qui fait froid dans le dos : « Par la grâce de Dieu tout-puissant. J'ai apporté le bonheur dans le monde islamique avec ces attaques contre les Américains. Une immense vague de joie et de bonheur envahit tout le monde islamique. »

*

Dans le bureau Ovale, quand Tenet lui lut la traduction à haute voix, le président Clinton s'enfonça dans son siège. Il le regarda par-dessus ses lunettes à monture invisible et prit la parole, avec, dans la voix, une gravité contenue que le chef de la CIA ne lui avait encore jamais entendue.

« Écoutez, rétorquer à ces attentats, c'est très bien mais il faut qu'on se débarrasse de ce type une bonne fois pour toutes. Vous comprenez bien ce que je vous dis ? »

Tenet hocha la tête et dit qu'il avait « des renseignements en temps réel » sur l'endroit où il allait se trouver — « non pas où il était mais où il *allait* être », insista-t-il. « Il doit assister à un sommet terroriste dans un endroit appelé Khost. » Tenet avait alors déplié une carte et désigné un point en Afghanistan, près de la frontière pakistanaise.

Clinton déclara que l'attaquer montrerait que les États-Unis étaient prêts à détruire Al-Qaïda « partout dans le monde ».

Le 20 août, on dépensa un million de dollars pour tirer une salve de missiles depuis des bateaux de l'US Navy postés dans le Golfe. La ville fut rayée de la carte. Plus tard, on n'y trouva aucune trace d'un « sommet terroriste » et encore moins du passage de Ben Laden. Au sein du gouvernement de George W. Bush — dont le père avait fièrement dirigé la CIA — on estimait que cet échec était dû au fait que l'Agence s'était « contentée de deviner » où se trouvait Ben Laden. En 2004, sous les feux de la critique, Bush réitéra ce reproche à propos des informations que la CIA lui fournissait sur l'Irak. Jusqu'alors, jamais un président en place n'avait porté une telle accusation. Lors de l'une des réunions hebdomadaires qui suivirent, John Scarlett, alors directeur du MI-6, déclara à son haut personnel que, pour une fois, il y avait « plus d'un élément de vérité dans les paroles de Bush ».

XVII

Sur la route du 11 septembre

Alors que son cancer s'aggravait, David Spedding ignorait toujours les conseils de ses médecins et des quelques collègues haut placés qui suivaient la progression de sa maladie depuis 1999 et se demandaient si celle-ci avait commencé à affecter son jugement. Il leur avait déjà expliqué que lorsque le moment de partir serait venu, il voulait que l'on se souvienne de lui pour son modernisme. Il était indéniable que certaines de ses décisions avaient fait lever quelques sourcils chez les traditionalistes de Vauxhall Cross. L'une d'entre elles avait été la fois où il avait autorisé les réalisateurs du dernier James Bond, *Le monde ne suffit pas, à* filmer devant le bâtiment ; d'autant plus qu'il avait pris le temps de les regarder tourner le long de la Tamise. Après cela, il avait personnellement invité l'actrice Judi Dench à la fête de Noël 1999 du MI-6 et l'avait présentée à ses collègues stupéfiés comme le « M qui correspondait, chez Bond, à [leur] C ». Un peu plus tard, il avait annoncé, lors d'une réunion du haut personnel du lundi matin, qu'il venait d'affecter un agent homosexuel et son compagnon à la station de Prague en ajoutant qu'il tenait à faire savoir que, désormais, cette spécificité ne serait plus prise en compte dans le processus d'approbation.

À Whitehall, cette décision avait amené Robin Cook, le secrétaire à l'Intérieur, et le Premier ministre Tony Blair — tous deux au courant de la condition médicale de Spedding — à la conclusion qu'il fallait, d'ores et déjà, penser à son remplacement. Selon un fonctionnaire du Foreign Office : « Personne n'avait envie de pousser un homme malade vers la sortie mais il fallait encourager Spedding à prendre sa retraite. » En février 1999, Cook le convoqua et lui expliqua qu'il serait « bienvenu de faire connaître le nom de son successeur de manière à mettre fin aux spéculations des médias » qu'avaient suscitées quelques fuites relatives aux mesures qu'il avait prises. Cook conclut cet entretien en déclarant qu'il avait l'intention de confier le poste de treizième chef du MI-6 à Richard Dearlove. Seuls Cook, la personne chargée de prendre les notes et Spedding sauraient comment avait réagi ce dernier mais il prit sa retraite le 30 août 1999. Il est mort du cancer

vingt-trois mois plus tard, à l'âge de cinquante-huit ans. À son enterrement, George Tenet faisait partie du cortège.

*

Au MI-6, le sentiment général était que Richard Dearlove était un bon choix. Il savait écouter, jouissait du respect de ses directeurs de départements et, ce qui était tout aussi important, de celui des directeurs des services secrets étrangers. Depuis trente ans, il avait été affecté à des postes aussi éloignés les uns des autres que Nairobi, Prague ou Paris. Dans chaque pays, il avait soit créé un réseau d'informateurs soit développé celui qui s'y trouvait. Ses collègues ne manquaient jamais de mentionner les élégants dîners que sa femme, Rosalind, et lui organisaient dans leur confortable maison, dans la banlieue de Londres.

Dès ses débuts en tant que chef, Dearlove fit la preuve de ses talents de négociateur en persuadant le Trésor de rallonger le budget du. MI-6 de quatre millions de livres (plus de cinq millions d'euros). Une partie de cet argent fut investie dans la poursuite d'une initiative de Spedding. Ce projet, dont le nom de code originel était « Jessant », a plus tard été appelé « archives Mitrokhine », en référence à Vassili Mitrokhine, qu'un grand nombre d'agents du SIS considéraient comme le plus important transfuge depuis Oleg Gordievski. Contrairement à son prédécesseur, dont l'exfiltration s'était déroulée comme dans un roman d'espionnage, Mitrokhine s'était contenté de frapper poliment à la porte de la nouvelle ambassade de Grande-Bretagne en Lettonie, par un froid après-midi de mars 1992, et de poser sa valise en annonçant à la réceptionniste qu'il avait été le plus haut responsable des archives du KGB pendant douze ans. Puis, en désignant la valise, il avait ajouté qu'il avait « des documents intéressants à montrer à qui de droit ».

Aussitôt, la réceptionniste appuya sur une touche de son téléphone et, quelques minutes plus tard, le chef de station apparut. Une fois de plus, Mitrokhine fit un geste en direction de sa valise, après quoi il demanda : « Vous préférez voir ça ici ou dans votre bureau ? »

L'agent britannique ouvrit la voie vers le fond du bâtiment et, une fois à destination, Mitrokhine en dit un peu plus sur son parcours : il avait travaillé pendant huit ans au sous-sol de la Loubianka, où il avait passé son

temps à classer des documents dont certains étaient si secrets que seuls les plus gradés des agents du haut commandement les avaient vus. En ouvrant sa valise, il expliqua que, pendant des années, il avait soigneusement sélectionné ceux qui, selon lui, avait « un intérêt historique particulier » et qu'il en avait apporté quelques exemples.

Il commença alors à en montrer quelques-uns, en insistant sur le fait qu'il en avait beaucoup d'autres. En les lisant, le chef de station se rendit compte qu'il avait entre les mains ce que l'on a plus tard décrit comme de l'« or pur ». Il posa donc sa première question. Où étaient les autres documents ?

« En lieu sûr. Dans deux bidons de lait que j'avais enterrés sous l'une de mes deux *datchas. »*

Le chef de station ne parvint pas à dissimuler sa surprise : « Deux bidons ? Deux *datchas ? »*

Mitrokhine lui adressa un grand sourire : « Mon travail était bien rémunéré. »

Il expliqua qu'après la fin du KGB, le nouveau service de renseignement russe, le FSB, lui avait proposé de superviser le transfert des archives de la Loubianka vers son nouveau quartier général, au fin fond d'une forêt de bouleaux, au sud-ouest du périphérique de Moscou. Le déménagement terminé, il avait rempli les deux bidons de documents et les avaient portés en Lettonie en voiture. Les bidons se trouvaient maintenant dans un autre lieu sûr.

Le chef de station prit soin de bien formuler sa question suivante : que voulait Mitrokhine en échange de ses informations ?

« Que vous les publiez en Occident comme témoignage des vices du système soviétique. Et que ma famille et moi puissions vivre en Angleterre. »

L'agent britannique s'engagea à accéder à ces deux requêtes dès qu'on aurait vérifié l'authenticité des documents. À l'improviste et sans avoir consulté Londres, c'était une promesse extrêmement inhabituelle. Mais l'agent avait l'intime conviction que les documents qui se trouvaient dans les bidons de lait étaient aussi authentiques que ceux qui sortaient de la valise. Au pire, ces derniers avaient suffisamment de valeur pour justifier de faire venir Mitrokhine, sa femme et son fils en Angleterre. Quelques jours plus tard, toute la famille prit un vol pour Londres, sur lequel se trouvaient

également deux bidons enfermés dans une caisse protégée par l'immunité diplomatique.

À Londres, la sécurité des Mitrokhine fut confiée à John Scarlett, qui avait lu dans l'un des documents les détails de sa propre expulsion de Moscou, en janvier 1994, à l'époque où il y était commandant de station. On découvrit des milliers d'autres secrets. Une fois qu'ils furent analysés et enregistrés sur CD, on transmit une partie d'entre eux aux services secrets de pays amis avant de sélectionner ceux que Mitrokhine pourrait utiliser pour le livre qu'il projetait de publier. Édité par Christopher Andrew, un historien de Cambridge, l'ouvrage devint l'une des lectures obligatoires de tous les principaux services secrets ayant eu affaire au KGB. Néanmoins, seule une poignée de spécialistes de la Russie du MI-6 eurent accès à tous les documents que contenaient les deux bidons. Entre beaucoup d'autres choses, ceux-ci permettaient d'établir, de façon unique et fiable, le profil psychologique d'un ancien directeur du KGB, le président Vladimir Poutine. Tous les éléments indiquaient qu'il méprisait l'Occident.

*

Alors qu'on préparait la publication des archives Mitrokhine, Dearlove avait vu la recherche des coupables des attentats de Nairobi et de Dar-es-Salaam s'assoupir. Cela était partiellement dû au fait que le KIS, le service de renseignement kenyan, tenait à jouer un rôle majeur dans l'opération. N'ayant pas suffisamment d'expérience pour apporter quelque chose d'utile à une chasse à l'homme internationale, ses agents ne savaient pas utiliser le matériel servant à combattre le terrorisme moderne : ils n'étaient pas plus formés à la surveillance satellite qu'aux autres nouvelles technologies.

Lors des premiers jours critiques, avant l'arrivée de la CIA et du FBI, les agents du KIS avaient surtout cherché à comprendre pourquoi tant de Kenyans étaient morts. Pourquoi cela s'était-il produit ? Pourquoi Ben Laden avait-il choisi de s'en prendre à deux pays qui n'avaient pas de contentieux avec Al-Qaïda ? Et où se trouvait-il maintenant ? Quand Louis Freeh, le directeur du FBI, l'avait appelé pour la première fois de Nairobi, John O'Neill avait déclaré : « Les autochtones sont encore en train de fouiller le poulailler alors qu'il y a longtemps que le renard est parti. »

Durant l'un de ses nombreux appels à Tenet, Dearlove avait dit que,

selon lui, Ben Laden était probablement de retour en Afghanistan et que l'y retrouver serait pratiquement impossible. Les deux hommes savaient qu'après le fiasco de Khost, qui avait déclenché la fureur de la presse pakistanaise, tout raid de l'aviation nécessitant de survoler l'espace aérien du pays pourrait être perçu comme venant d'Inde : la situation était très tendue entre ces deux pays dotés de l'arme nucléaire. Si des missiles de croisière américains à destination de l'Afghanistan étaient pris pour une offensive indienne, le Pakistan risquerait de réagir par une attaque atomique.

De son côté, Dearlove ne voulait pas que le MI-6 soit à la traîne dans la lutte contre Al-Qaïda. Récemment, on avait demandé à des agents à la retraite — qui, selon l'un d'eux, avaient « servi dans des coins où les ruelles n'ont pas de nom » — de revenir s'asseoir derrière leurs bureaux, à Vauxhall Cross, pour prêter main forte aux spécialistes du Moyen-Orient.

Pendant ce temps, dans le monde musulman, le nom et le visage d'Oussama Ben Laden faisaient l'objet de dizaines d'émissions de télévision et de couvertures de magazines. On l'acclamait comme le nouveau héros de l'anti-américanisme. Ses commentaires sur les *hadiths,* les paroles du prophète, se vendaient comme des petits pains. On s'arrachait également ses biographies et ses partisans voyaient un parallèle entre le voyage du prophète à Médine, en l'an un de l'hégire, avant qu'il ne revienne à La Mecque pour révéler l'islam au monde, et la détermination de Ben Laden à débarrasser l'*Oumma* des impuretés infidèles. Il avait déclaré dans plusieurs interviews que les carnages de Nairobi et de Dar-es-Salaam constituaient un premier pas dans cette direction. Les Américains pouvaient bien augmenter la prime de cinq millions de dollars qu'ils avaient mise sur sa tête. Cela ne ferait aucune différence car rien ne le ferait s'écarter du véritable chemin de la lumière. Ils pouvaient envoyer leurs roquettes et leurs bombes. Elles ne l'atteindraient jamais parce qu'il avait « réveillé l'islam ». Et chaque musulman devait se souvenir : « Le *djihad* est le devoir de tout homme — un *fard ayn. »*

*

À Washington, la première réaction à la destruction des ambassades avait été la signature du décret présidentiel 13099 par Bill Clinton. Il avait pour objectif de découvrir les réseaux financiers d'Al-Qaïda et, lorsque c'était

possible, de geler ses avoirs en faisant appel à un service du Trésor appelé l'OFAC *(Office of Foreign Assets Control/*Bureau de contrôle des avoirs étrangers). On pouvait pardonner les soupirs de Richard Clarke, le plus grand spécialiste de l'antiterrorisme sous Clinton. Malgré son titre ronflant et ses bureaux bien équipés, l'OFAC n'avait obtenu que de maigres résultats lorsqu'elle avait enquêté sur les opérations financières des cartels de la drogue colombiens, et ses méthodes de blanchiment d'argent restaient un mystère. On comprit rapidement que l'OFAC ne ferait guère mieux avec Al-Qaïda. L'organisme n'avait pratiquement aucun dossier sur le financement du terrorisme et ses employés n'avaient commencé à recueillir des informations qu'au moment où le décret présidentiel était arrivé sur leur bureau.

Après cet appel au réveil, Clarke, toujours énergique, s'empressa d'expliquer ce qu'il attendait. Tous les services nationaux devaient participer : depuis les diplomates inabordables du département d'État jusqu'aux magistrats à l'esprit étriqué du ministère de la Justice, en passant par la CIA, le FBI et toutes les autres agences qui faisaient de Washington la plus grande ville gouvernementale du monde. Clarke avait insisté : « Ce n'est pas le moment de traîner. Tout le monde doit s'y mettre à fond et trouver des réponses. »

Au lieu de cela, il se retrouva embourbé dans les multiples structures bureaucratiques qui continuaient à se développer dans la capitale malgré son mélange nocif de paroles en l'air et d'espoirs oxydés. Furieux, Clarke constata que non seulement personne ne faisait de propositions quant à la façon d'en savoir plus sur le financement d'Al-Qaïda mais que « chacun abordait la question depuis son propre point de vue limité sans montrer le moindre intérêt pour une stratégie unifiée ». C'était un phénomène dont il connaissait la cause : « Certains sont impliqués depuis longtemps dans des luttes territoriales entre ce qu'ils considèrent comme des sections concurrentes du gouvernement. »

Le FBI estimait que la tâche de suivre la piste de l'argent ne revenait qu'à lui seul. Clarke fulminait : la CIA avait fourni « un gros tas de données non triées, toutes les informations sur lesquelles elle était tombée à ce sujet, et estimait que cela suffisait à expliquer comment Al-Qaïda était financée ».

Selon le grand spécialiste de l'antiterrorisme, profondément en colère, « pratiquement personne ne comprenait quoi que ce soit à la façon dont les

malfaiteurs faisaient circuler l'argent à travers le monde et on pensait qu'il ne servait à rien de chercher plus loin car faire sauter deux ambassades ne coûtait pas cher. »

Une fois son courroux retombé, Clarke mit lui-même un réseau en place, au sein de sa propre organisation, le CTG *(Counter-Terrorism Group*/Groupe de lutte antiterroriste). Avec l'aval de l'autorité présidentielle, ses hommes pouvaient aller où ils voulaient et poser toutes sortes de questions. Ils ne devaient pas craindre de piétiner des ego ou des mini-empires. Clarke voulait des réponses et il les voulait vite.

Il ne fallut que quelques semaines aux membres de son équipe pour les lui apporter. Ils avaient fait des recherches sur Internet, en vérifiant et revérifiant tout et en se faisant souvent passer pour d'autres afin d'avancer toujours plus loin sur une piste financière dont, jusqu'alors, on ignorait l'existence même. C'était ainsi qu'ils avaient découvert la machine de financement d'Al-Qaïda, dont les ramifications s'étendaient bien au-delà du Moyen-Orient, partout où l'on trouvait des communautés musulmanes.

Il y avait des millions de musulmans en Indonésie et des centaines de milliers aux Philippines ou dans les provinces du nord de la Chine. En Amazonie, on n'en comptait que quelques centaines. Certains dirigeaient des sociétés parfaitement légales, d'autres étaient des criminels impliqués dans la traite des humains et le trafic de drogue, d'autres encore contrôlaient des organisations « caritatives » ou des ONG. Ils avaient tous quelque chose en commun : soit ils avaient reçu la visite d'un membre d'Al-Qaïda, venu leur demander une contribution financière, soit ils avaient été contactés par téléphone ou par fax. Aucune formation politique occidentale ne disposait d'un aussi bon système de collecte d'argent. Mais les fonds avaient-ils circulé grâce à des virements bancaires ? D'après les premiers indices, ils transitaient par des organismes financiers basés en des lieux aussi divers que : Le Caire, Damas, la City londonienne, Paris, Francfort, l'Afrique du Sud, Hong Kong, Taïwan, Rangoon, Tokyo, Minsk, Leningrad et Bucarest. Mais comment cela se passait-il ?

*

Richard Dearlove, qui travaillait toujours sur cette question, avait demandé de l'aide à la Banque d'Angleterre et au Trésor. Les deux

organismes disposaient d'experts spécialisés dans le blanchiment des recettes du crime organisé et la circulation dans le monde des énormes sommes générées par le trafic de drogue, la vente d'armes et la prostitution.

À Vauxhall Cross, ces spécialistes expliquèrent à Dearlove et au directeur financier du MI-6 qu'une organisation de l'envergure d'Al-Qaïda avait presque certainement ses propres experts financiers : des banquiers corrompus ou forcés à « jongler » avec des sommes colossales et à faire en sorte qu'il soit impossible de remonter jusqu'à la « signature » électronique du virement — consistant généralement en une série de chiffres n'apparaissant qu'une fois chacun. Les banquiers avaient également dû concevoir des codes spéciaux au nom de dizaines, sinon de centaines, voire de milliers de sociétés écrans. Certains de ces codes n'étaient probablement actifs que pendant les horaires d'ouverture d'une banque déterminée à une date particulière. Grâce aux codes, on pouvait transférer une somme durant les quelques minutes précédent la fermeture d'une société écran vers une autre sur le point d'ouvrir à l'autre bout du monde. Un système Internet appelé CHIPS permettait de suivre les virements électroniques à la trace dans trente-six pays mais il ne couvrait ni l'ex-Union soviétique ni l'Arabie saoudite.

L'officiel de haut niveau de la Banque d'Angleterre expliqua à Dearlove qu'il y avait toutes les chances que, pour mieux dissimuler son argent, Al-Qaïda se soit mise à traiter avec la mafia russe, les cartels de la drogue colombiens, les tongs et les triades chinois, et les yakuza japonais ; des organisations qui ont toutes des sociétés écrans un peu partout sur la planète.

La station du MI-6 à Riyad avait établi que de nombreuses organisations « caritatives » saoudiennes étaient directement liées à leur gouvernement et promouvaient une forme d'extrémisme islamique que Ben Laden continuait d'approuver. Le régime l'avait banni du pays mais n'avait pas fait grand-chose pour durcir ses réglementations financières, ce qui aurait rendu plus difficile le transit de fonds de soutien à Al-Qaïda.

Le Foreign Office avait prévu d'appeler l'ambassadeur saoudien pour l'avertir que toute forme d'« aide matérielle » à Al-Qaïda était inacceptable. Quand Dearlove en parla à Tenet, celui-ci émit de sérieux doutes sur l'efficacité des pressions diplomatiques de Londres et de Washington. Selon lui, il valait mieux faire usage de leurs couloirs officieux avec le prince

Turki, le chef du renseignement saoudien, et le prince Nayef, le directeur du service de sécurité intérieure du pays. Les deux membres de la famille royale avaient des connexions avec les systèmes bancaires par l'intermédiaire du prince Bandar, depuis longtemps ambassadeur de l'Arabie saoudite aux États-Unis, et le prince Abdallah, l'héritier de la couronne. Tenet proposa — et Dearlove l'approuva — de contacter ensemble Turki et Nayef en leur offrant des informations susceptibles de les aider pour leurs propres conflits avec Ben Laden. Cependant, il fallait commencer par vérifier que tout ce qui pouvait empêcher Al-Qaïda d'utiliser l'Arabie saoudite comme « tirelire » avait été fait.

Aucun des deux chefs espions ne mentionnerait l'époque où la famille régnante saoudienne éludait les questions sur son soutien au terrorisme, aussi prudent que celui-ci ait pu être. Cependant, les princes comprendraient forcément que le décret présidentiel de Clinton voulait clairement dire qu'il ne tolérerait pas que les amis arabes de Ben Laden continuent à lui apporter une aide financière.

*

Pendant ce temps, à Washington, l'un des enquêteurs de Clarke s'était rendu au sous-sol de l'immeuble du Trésor, d'où opérait l'unité de lutte contre la criminalité financière. Une heure plus tard, il en était ressorti avec un petit sourire aux lèvres. Sa serviette contenait un dossier sur le *hawala,* un système traditionnel du monde musulman qui permet de déplacer de l'argent sans laisser de traces écrites. Cette méthode, vieille de plusieurs siècles, était idéale pour que tous les musulmans répondant à l'appel de Ben Laden à contribuer au financement du *djihad* puissent en permanence envoyer des fonds à Al-Qaïda.

Le processus était aussi simple qu'infaillible. Il avait été créé par les marchands arabes sur la Route de la Soie, qui s'étendait de la Chine à l'Europe, et reposait sur les *hawaladars.* Chaque communauté musulmane avait son quota de ces sortes de courtiers : des chauffeurs de taxi, des petits commerçants, des entrepreneurs de pompes funèbres et même des imams. Tous devaient jurer le secret et on ne pouvait être admis dans la corporation que sur recommandation d'un autre *hawaladar.* Tout le système était entièrement basé sur la confiance, car il arrivait qu'il serve à transférer des

sommes substantielles. En revanche, la moindre entorse résultait immédiatement en l'expulsion et la disgrâce du « courtier ».

Toute transaction se terminant dans les coffres d'Al-Qaïda commençait par la visite d'un donateur à un *hawaladar*. Il lui remettait la somme qu'il souhaitait verser et donnait le nom et l'adresse du bénéficiaire. Le *hawaladar* y ajoutait sa taxe, généralement pas plus de 0,5 pour cent du montant à transférer. Ensuite, il contactait un *hawaladar* du pays destinataire, soit par téléphone soit par fax, en lui donnant le code personnel qui lui permettait de faire partie du réseau. Le courtier contacté savait que la prochaine fois qu'il aurait affaire à son correspondant pour une opération dans le sens inverse, l'argent qu'il avait versé lui serait remboursé. Le système reposait sur un tel niveau de confiance qu'aucun procédé bancaire officiel ne pouvait l'égaler.

En lisant le document que lui avait apporté son enquêteur, Richard Clarke comprit enfin comment Al-Qaïda avait pu recevoir d'immenses sommes d'argent sans que personne n'ait rien vu avant les attentats contre les ambassades. Pourtant quand il demanda au FBI de trouver les réponses à « des questions aussi basiques que le nombre, la situation géographique et les activités des *hawaladars* aux États-Unis, sans même parler d'agir », on lui recommanda de s'adresser à l'organisme émetteur du document. Le fonctionnaire du Trésor qui l'avait fourni avait été licencié.

*

La veille de son investiture, en janvier 2001, George W. Bush rencontra le président Bill Clinton au *716 Lafayette Park,* l'immeuble proche de la Maison-Blanche où les Chinois et les Américains s'étaient entendus au sujet du massacre de Tian'anmen. Depuis le mois de novembre précédent, le bâtiment servait de base à l'équipe de transition chargée de préparer la prise de fonction du nouveau gouvernement, après une rude bataille électorale, dont le résultat s'était joué à très peu de voix près lors du dépouillement des votes de la Floride.

Pendant deux heures, Clinton donna au président désigné son point de vue personnel sur la situation mondiale du moment. Ben Laden, plus insaisissable que jamais, restait la plus grande menace. Les auteurs des attentats contre les ambassades avaient disparu et on n'avait pas la moindre

idée de l'endroit où ils pouvaient se trouver. Les retombées du bombardement de l'ambassade chinoise à Belgrade par des B52, durant la guerre des Balkans, continuaient de handicaper les relations avec Pékin ; croyant que le bâtiment était un important dépôt militaire serbe, la CIA avait fourni des cartes trop vieilles aux membres du Pentagone chargés de préparer le raid. La Chine avait bien voulu admettre qu'il s'agissait d'une authentique erreur mais les rapports entre Washington et Pékin ne s'en étaient pas moins visiblement refroidis. Clin-ton conclut cette dernière rencontre avant l'entrée en fonction de Bush en passant en revue les divers points du globe qui posaient problème. Parmi ceux-ci, on comptait l'Irak, l'Iran, le Pakistan, l'Afghanistan et la Corée du Nord.

« La Corée du Nord, répéta Bush. Ça, c'est une nouveauté. »

Par une fraîche matinée de printemps, en avril 2001, un homme d'âge moyen se présenta poliment au marine de service, à l'entrée de l'ambassade des États-Unis à Séoul, la capitale de la Corée du Sud. Un attaché-case à la main, il déclara s'appeler Ku Kim Bok et avoir rendez-vous. Le marine vérifia sa liste, le nom s'y trouvait bien, tout comme il y était aussi dix jours plus tôt. Il demanda néanmoins à Ku d'ouvrir sa mallette ; depuis les attentats sur les ambassades de Nairobi et Dar-es-Salaam, la sécurité de toutes les missions américaines était restée renforcée. La serviette ne contenait que des documents en coréen, une langue que le marine ne savait ni lire ni écrire.

Dans l'aire d'accueil l'attendait un homme enregistré comme agent du protocole sur la liste du personnel de l'ambassade. Ses fonctions officielles consistaient, entre autres, à faire la liaison avec les communautés locales, assister aux manifestations culturelles et accompagner l'ambassadeur lors de ses déplacements importants. La première fois qu'il avait rencontré Ku, il s'était présenté sous le nom de Tim.

Depuis, Tim avait vérifié l'authenticité de l'histoire déchirante que lui avait racontée Ku. En Corée du Nord, un informateur au service du régime de Kim Jong-il avait entendu la femme de Ku, enceinte de plusieurs mois, se plaindre que lorsque l'enfant serait né, elle n'aurait pas assez, voire pas du tout, de nourriture à lui donner. On était venue la chercher chez elle pour l'emmener dans la prison la plus redoutée du pays : Nongpo, dans le sud de Sinuiju.

Ku avait continué son récit avec la précision d'un homme formé à relater

des faits : il était rentré chez lui et avait travaillé, pendant une longue semaine, comme technicien électrique à l'usine 395, où l'on fabriquait des systèmes de guidage de missiles, près de Naijin, dans le nord-est du pays. Il avait fini par apprendre le sort qu'avait connu son épouse — celui de toutes les femmes enceintes envoyées à Nongpo.

Elle avait été enfermée dans une cellule si petite qu'elle ne pouvait que s'y tenir accroupie. Elle n'avait pas pu s'étendre pour accoucher. Quand le bébé était né, un garde s'en était emparé, l'avait posé face contre terre et lui avait écrasé la tête à coups de bottes. Cela se passait ainsi chaque fois qu'une femme accouchait à Nongpo. Ku expliqua qu'il y avait de nombreuses prisons comme celle-ci dans le pays. Cependant, c'était Nongpo qui avait la pire réputation et il savait que son épouse n'en sortirait pas vivante.

Horrifié et révulsé, Ku s'était enfui pour Séoul en passant par le nord-est de la Chine. Il y avait été aidé par des organisations de défense des droits de l'homme qui se consacraient à la dangereuse tâche de faire sortir du pays des gens qui tentaient d'échapper au régime de Kim Jong-il. Ce soutien provenait de sources diverses : associations caritatives bouddhistes ou chrétiennes, missionnaires de toutes confessions, intermédiaires en quête de profits et officiels corrompus. Au-delà des frontières chinoises, ils étaient assistés par des femmes au foyer japonaises, des rebelles birmans, des politiciens droitistes de Corée du Sud et des diplomates de presque une douzaine de pays différents. Chacun avait ses propres motivations : compassion, religion, appât du gain. Des agents secrets se fondaient dans ce mélange pour repérer les réfugiés susceptibles de leur fournir des informations ou, mieux encore, ayant participé aux programmes militaires ultrasecrets de la Corée du Nord.

Non seulement c'était le cas de Ku mais les détails qu'il avait apportés sur la façon dont on tuait les bébés à Nongpo et dans les autres prisons constituaient un bonus pour l'agent de la CIA. Tim avait contacté la NSA et, quelques heures plus tard, il avait reçu des images satellites de Nongpo, ainsi que des photos des usines soupçonnées de fabriquer des systèmes de guidage de missiles.

En ce matin d'avril, il escorta Ku jusqu'à l'un des bureaux exigus et sans caractère que la station de la CIA utilisait pour les entretiens. Le Nord-Coréen âgé qui les y attendait ferait une nouvelle fois office de traducteur.

Un plateau de gâteaux de riz cuits à la vapeur et du café étaient posés sur la table. Les images satellites se trouvaient à côté. Pendant que Ku mangeait et buvait, le traducteur sortit un petit magnétophone. Quand il le mit en marche, Tim annonça d'un ton formel que cet enregistrement était une entrevue avec le transfuge nord-coréen Ku Kim Bok. Ensuite, il donna la date et l'heure. L'accent nasillard new-yorkais de Tim contrastait fortement avec la voix feutrée de Ku.

Il commença doucement en posant à Ku des questions auxquelles il avait déjà répondu. Chaque fois, il devait attendre la traduction et, de temps en temps, il en profitait pour prendre des notes sur un bloc, de brefs résumés de ce qui était enregistré. Tim demanda à Ku quelles étaient ses fonctions à l'usine 395. Ku expliqua d'abord que celle-ci fabriquait des systèmes de guidage pour des missiles conçus pour porter des ogives nucléaires mais que l'on pouvait également les équiper d'ogives chimiques ou biologiques.

Personnellement, son travail consistait, entre autres, à acheter des pièces pour les systèmes de guidage. Pour la plupart, elles venaient du Japon. Des représentants venaient régulièrement à l'usine faire des démonstrations de leur nouveau matériel. Ku sortit des documents de sa mallette et les tendit au traducteur. On pouvait y lire les noms des représentants et ceux des sociétés pour lesquelles ils travaillaient. Le calme et la façon posée dont Ku donnait des informations aussi importantes impressionnaient Tim. En effet, cette attitude semblait confirmer qu'il était un oiseau rare : un informateur qu'on n'avait pas besoin d'amadouer, faire chanter, corrompre ou forcer à parler.

Les renseignements sur les représentants furent transmis à la station de la CIA à Tokyo ; on allait, peut-être, enfin pouvoir recruter un informateur ayant accès à l'usine 395.

Ku développa la description, malheureusement trop connue, de l'oppression du régime qu'il avait commencée lors du premier entretien : les rafles à l'aube, les familles à qui l'on demandait de s'espionner mutuellement, la famine et les abus de pouvoir de ceux qui avaient la faveur du gouvernement. Le cas de sa femme illustrait bien la sévérité avec laquelle on punissait la moindre indiscrétion. Des hommes étaient envoyés au goulag pour avoir souri devant l'un des portraits du dirigeant du pays qui ornaient tous les lieux publics. Des femmes étaient victimes de viols collectifs dans des casernes de la police. Après cela, certaines d'entre elles

se suicidaient.

Ku avait soigneusement noté les noms de certaines victimes de brutalités, ceux de leurs tortionnaires et les lieux où les actes avaient été commis. À l'usine, il avait vu une femme être rôtie dans un four électrique et un autre battu à mort avec des barres d'acier. Ils avaient tous deux, été pris à voler de la nourriture dans les cuisines de l'usine.

Un jour, Ku avait été convoqué à une réunion au quartier général de l'état-major, à Pyongyang, pour y faire un rapport sur le dernier système de guidage développé à l'usine. Il supposait qu'une grande partie des informations techniques échapperait à son auditoire mais il n'avait pris aucun risque. Quand son prédécesseur n'avait pas réussi à donner suffisamment de détails lors d'une conférence militaire et qu'un ingénieur russe s'était moqué de son exposé, le directeur de l'usine avait été exécuté. Être responsable d'une atteinte à l'honneur de la communauté scientifique était puni de la peine capitale.

Tim continua en montrant des photos d'usines à Ku. Il les étudia une à une et fit non de la tête à chaque fois. Il n'en reconnaissait aucune. Les espoirs de Tim se confirmaient : certains des clichés étaient ceux de sites sud-coréens que Ku n'aurait pas pu connaître. Cela semblait donc indiquer que ses révélations étaient authentiques. Énormément de réfugiés mentaient pour tenter d'obtenir un visa pour les États-Unis. Quand on s'en apercevait, on les remettait au gouvernement sud-coréen pour qu'il les réinstalle de la façon qu'il jugeait adéquate.

Tim montra un nouveau cliché. On y voyait que l'usine 395 était entourée par une demi-douzaine d'autres. Tim demanda combien de personnes elles employaient. Ku n'eut aucune hésitation : plus de dix mille. Tim savait qu'il n'avait pas dit un chiffre au hasard : il correspondait à l'estimation de la CIA. Il approfondit sa question : dans quelles proportions le personnel était-il réparti entre les projets nucléaire, chimique et biologique ? La réponse de Ku confirma à Tim qu'il n'avait pas affaire à l'un de ces demandeurs d'asile qui disaient ce qu'ils croyaient que leurs interrogateurs avaient envie d'entendre. Ku expliqua que la fabrication de bombes atomiques était toujours la principale priorité militaire du pays mais qu'on travaillait également à la recherche et à la production d'armement chimique et biologique ; chaque section employait environ quatre cent mille personnes. Encore une fois, les chiffres concordaient avec les estimations de

la CIA.

Tim tendit à Ku la photo d'une femme. Il confirma qu'il s'agissait du docteur Yi. Elle l'avait écouté et avait pris des notes à la réunion durant laquelle il avait expliqué comment incorporer un système de guidage à l'un des missiles SS-18 achetés à l'Union soviétique peu avant son effondrement. À la fin de son exposé, le docteur Yi avait demandé quand le système serait prêt à porter des armes biologiques. Dans un an ? Plus ? Moins ? Un général trapu, d'âge moyen, était intervenu en rappelant que ce n'était pas à Ku d'en juger.

Là, des mois plus tard, Ku venait de révéler tout ce qu'il savait. On lui promit qu'il pourrait aller aux États-Unis, où on l'aiderait à s'intégrer à la croissante communauté nord-coréenne du pays.

*

Pratiquement tous les matins, vers 7 h 30, l'heure de pointe, la voiture gouvernementale de George Tenet se frayait un chemin dans la circulation. À côté de lui, sur le siège arrière, se trouvait un porte-parole de la CIA avec un exemplaire du texte du briefing quotidien du président. Une copie en avait déjà été remise à Wilma Hall, dans la salle 345 du Bâtiment du bureau exécutif Eisenhower, juste en face de la Maison-Blanche. Cela faisait des années que cette femme aux cheveux grisonnants dirigeait le « bureau en ville » de l'Agence et, pour Tenet, son calme était comme une ancre rassurante dans un océan de perpétuels changements. Il y en avait eu beaucoup depuis que Bush s'était installé au bureau Ovale. Tenet les avait gérés rapidement, avec un hochement de tête et un ordre aboyé dans un téléphone, sans oublier sa formule préférée : « Je veux que ce soit comme si c'était fait. » Il savait que le président l'appréciait et le fait qu'il ait rebaptisé Langley *George Bush Center for Intelligence,* en l'honneur de son père, n'y était probablement pas pour rien. Cependant, tout le monde continuait de dire Langley.

Le porte-parole cherchait à gravir les échelons hiérarchiques de la CIA et les nuits qu'il consacrait à la préparation du briefing présidentiel faisaient partie de ses efforts en ce sens. Il lui fallait absolument savoir porter des jugements éclairés sur les tonnes de rapports qui arrivaient sur son ordinateur et bien résumer ceux qu'il sélectionnait. Personne n'exerçait cette

fonction plus d'un an sans montrer de signes de surmenage. Selon Tenet, c'était « une tâche tuante mais également l'occasion d'être personnellement aux premières loges de l'histoire. »

Le rapport était imprimé sur du papier de qualité et protégé par une épaisse couverture de cuir. Le porte-parole devait lire à Tenet les sujets qu'il avait sélectionnés avant d'arriver à sa réunion habituelle dans le bureau de Wilma Hall. À la fin de la séance, Tenet traversait la route pour rejoindre l'aile ouest de la Maison-Blanche et gravissait l'escalier de service jusqu'au bureau Ovale. On se demandait encore si c'était le même escalier qu'empruntait Monica Lewinsky pour accomplir les tâches que lui confiait le président Clinton. Le mot « buisson » se disant *bush* en anglais, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, n'aurait, paraît-il, pas pu résister à l'une des plaisanteries dont on le prétendait coutumier en déclarant qu'on se souviendrait de l'ère Clinton comme de celle du « sexe entre les buissons ».

Pendant le trajet, les deux téléphones de la console de la voiture sonnaient constamment : des appels du département des opérations de Langley ; des appels de hauts membres du personnel en attente de décisions ; des appels de la Maison-Blanche pour vérifier qu'il serait à l'heure ; des appels de la voiture d'escorte qui leur collait au train ; des appels de l'équipe de sécurité, postée devant le Bâtiment du bureau exécutif Eisenhower, pour confirmer qu'ils arriveraient dans les temps. Cela faisait longtemps que Tenet s'était habitué à répondre tout en écoutant le programme du briefing.

À 7 h 45, Tenet entrait dans la salle 345, où Wilma Hall l'attendait, prête à lui offrir une tasse de café bouillant, en compagnie d'un analyste de la CIA qui avait déjà étudié le rapport. Selon Tenet : « Nous nous rassemblions tout de suite autour du "livre" pour essayer de prévoir les questions que poserait le président. » Le même rituel se répétait tous les matins.

À huit heures, Tenet se rendait à pied au bureau Ovale, accompagné par ses gardes du corps. Quand il entrait dans la pièce, il y trouvait tout le monde à sa place, sur des sièges disposés en demi-cercle : le vice-président, Dick Cheney, était assis à la gauche de Bush et Condoleezza Rice, la conseillère à la sécurité nationale, à sa droite. Chacun avait sa copie du rapport. Comme toujours, les derniers renseignements sur la Corée du Nord étaient les premiers de la pile. Depuis qu'il s'était étonné de cette

« nouveauté » Clinton, Bush avait clairement stipulé qu'il fallait rattraper le retard en ce qui concernait ce régime secret à l'autre bout du monde.

En vérité, la CIA n'avait que très peu d'informations sur la Corée du Nord et le peu dont elle disposait remontait à la guerre de Corée. L'Agence n'avait aucun espion dans le pays et le département d'État n'y avait pas plus de représentants. Il s'était avéré pratiquement impossible de recruter les rares diplomates européens et asiatiques accrédités à Pyongyang. La majorité des réfugiés qui avaient réussi à s'échapper dépeignaient les mêmes horreurs et si le témoignage de Ku Kim Bok était très précieux, il n'en laissait pas moins de nombreux vides à combler.

C'étaient le Mossad et le MI-6 qui avaient découvert des informations de grande valeur sur les activités d'Abdul Qader Khan, le brillant scientifique nucléaire qui haïssait autant l'Occident qu'il aimait être acclamé chez lui, au Pakistan, comme « le père de la bombe islamique ».

Un agent du département contre-prolifération du MI-6 avait appris que Khan avait volé des documents technologiques hautement classifiés sur son ancien lieu de travail, le laboratoire de dynamique physique FDO, aux Pays-Bas. Ceux-ci étaient essentiels pour construire les centrifugeuses grâce auxquelles on obtient de l'uranium enrichi. Le laboratoire — implanté en Grande-Bretagne, en Allemagne et aux Pays-Bas — fournissait ce matériel aux pays européens afin que leurs réacteurs puissent produire de l'énergie. Les documents permirent donc à Khan de créer l'arsenal atomique pakistanais. Quand la nouvelle fut connue, il devint un héros dans son pays.

Mais au Mossad, on le connaissait plus pour son côté sombre — et beaucoup plus dangereux pour Israël. Non seulement, il était antisémite mais il avait participé à des rencontres secrètes avec la Corée du Nord. Un agent de l'institut avait découvert ces contacts en pénétrant dans sa suite, dans un hôtel genevois, et en photographiant les documents qui se trouvaient dans sa serviette. C'était ainsi que l'on avait eu les premières preuves formelles qu'en échange des centrifugeuses dernier cri qu'il construisait dans ses laboratoires au Pakistan, Khan avait reçu presque deux millions de dollars. Selon l'un des documents, il avait déposé l'argent sur un compte suisse.

Plus tard, se faisant passer pour un journaliste de magazine, un autre agent du Mossad l'avait interviewé. Khan s'était alors présenté comme « le pacificateur du monde grâce à la bombe atomique ». L'agent l'avait

également enregistré en train de lire à haute voix un extrait d'un rapport rédigé par la *John F. Kennedy School of Government*, la faculté de sciences politiques de Harvard, comportant le passage suivant : « Une bombe d'une kilotonne explose à New York. Cinq cent mille personnes meurent et les États-Unis connaissent un préjudice économique d'un billion de dollars. »

Khan avait déclaré que ce sinistre scénario était une façon opportune de rappeler à l'Amérique qu'elle n'était plus la seule puissance nucléaire suprême. La menace n'aurait pas pu être plus claire : Khan pouvait faire en sorte que des nations plus faibles disposent des armes nécessaires pour attaquer les États-Unis et leurs alliés. « Il a bien fait comprendre qu'il avait tout ce qu'il fallait pour cela », avait noté l'agent.

Tenet prit alors immédiatement rendez-vous avec Richard Dearlove et Efraïm Halevy. Ils étaient d'accord sur le fait que même si Khan représentait un grave danger, il ne servirait à rien de l'éliminer car il laisserait derrière lui une organisation disposant déjà de ses scientifiques nucléaires, probablement recrutés en ex-Union soviétique, et d'un nombre considérable d'employés pour faire tourner ses laboratoires. Tant que son réseau ne serait pas détruit, le mieux serait encore de surveiller Khan de près pour voir si sa piste menait plus loin que la Corée du Nord.

Il fut convenu qu'il faudrait former une équipe mixte, composée de membres de la CIA, du MI-6 et du Mossad, pour espionner l'organisation. Les trois directeurs sélectionneraient dans leurs propres services les agents qui devraient s'infiltrer dans le monde où Khan et ses cohortes tenteraient de faire passer des États voyous à l'ère atomique. À son retour, George Tenet était conscient qu'il s'engageait dans un projet qui allait occuper la CIA, le MI-6 et le Mossad pour quelque temps. À l'heure actuelle, les résultats de l'équipe comptent toujours parmi les secrets les mieux gardés des trois agences.

*

À la mi-juin 2001, le docteur Kelly s'envola pour Washington à la demande du MI-6 pour vérifier si, comme on l'assurait constamment, Al-Qaïda prévoyait un attentat biologique. À Fort Detrick, le centre de recherches sur l'armement biologique américain, les scientifiques lui expliquèrent que, selon des sources de la CIA au Moyen-Orient, on était en

train de transformer des microbes en armes pour semer la terreur en Amérique et en Europe : dans les galeries marchandes, les grands théâtrès, les stades et tous les autres endroits où l'on trouvait du monde. Les premiers rapports venaient d'Arabie saoudite mais donnaient peu de détails, sinon qu'un attentat était imminent.

Le docteur Kelly savait que l'on pouvait créer de telles armes dans des laboratoires aussi peu sophistiqués que ceux dont sont équipés les lycées. Mais cela avait-il réellement été fait ? Si oui, comment avait-on obtenu les germes ? Où avaient-ils été transformés ? Par qui ? Nul ne savait. Pourtant la CIA n'arrêtait pas d'avertir qu'il ne fallait pas seulement craindre une bombe atomique mais également des pathogènes. Les cibles présumées étaient une demi-douzaine des plus grandes villes du monde, dont New York, Londres et Paris. L'une d'entre elles allait être victime de ce que l'on surnommait « la bombe à hydrogène du pauvre ».

À Londres, un agent du MI-6 montra au docteur Kelly un e-mail de Richard Clarke à Condoleezza Rice, daté du 29 mai : « Quand ces attentats auront lieu, ce qui est très probable, nous nous demanderons ce que nous aurions pu faire avant. »

Le docteur Kelly savait que Clarke avait la réputation de savoir évaluer une menace : s'il lui semblait qu'un attentat était probable, il fallait le prendre au sérieux. Cependant, si Kelly n'ignorait pas qu'il existait plus de trente moisissures, bactéries et virus dont on pouvait faire des armes, leur propagation nécessitait des systèmes compliqués, prenant en compte les caprices du climat — la force du vent, la pluie et la neige étaient des facteurs cruciaux. Mais si on utilisait des puces ou des rats, plusieurs millions de personnes mourraient : un quart de la population européenne avait succombé à la « mort noire » au quatorzième siècle. Une seule piqûre de puce pouvait envoyer jusqu'à vingt-quatre mille cellules de la peste dans le système sanguin d'un individu. En une journée, une puce pouvait infecter des milliers de gens qui, à leur tour, en contamineraient des milliers d'autres. En une semaine, un million de personnes pouvaient être touchées.

Selon les réponses apportées aux scrupuleuses questions du docteur Kelly, aucun insecte ou rongeur infecté n'avait été trouvé hors des laboratoires de haut confinement de niveau 3 du centre. Il n'existait aucun cas avéré de victime d'arme biologique aux États-Unis, ni même ailleurs. Mais on continuait à entendre qu'une attaque était imminente : si ce n'était

pas la peste, *la yersinia pestis,* alors c'étaient des germes d'anthrax ou de variole qui, d'une façon ou d'une autre, était tombés entre les mains des terroristes, prêts à les répandre. Dans les deux cas, les taux de mortalité étaient très élevés. Mais, encore une fois, on n'avait pas la moindre preuve.

Avant de s'envoler pour Washington, le docteur Kelly en parla avec Vladimir Pasechnik, le scientifique russe qu'il avait interrogé après sa défection. Les deux hommes étaient devenus amis et Kelly avait aidé Pasechnik à monter sa propre société de recherche, Regma, près de Porton Down. Il avait également fait en sorte que le Russe ait un petit laboratoire au centre de recherche. Pasechnik avait alors tenu à annoncer que Regma était un nouvel acteur du monde scientifique et avait émis un communiqué de presse. Le docteur s'en était légèrement irrité : « Le communiqué fleurait un peu le charlatan et j'ai bien rappelé à Vladimir qu'il ne devait pas impliquer Porton Down. »

Le docteur Kelly savait que certains des diplomates de l'ambassade russe étaient chargés de lire les publications scientifiques britanniques. Il était donc probable que l'un d'entre eux ait fait passer les informations sur les projets de Pasechnik, et sur l'endroit où il se trouvait, à ses collègues du renseignement. Cependant, le MI-6 avait expliqué à Kelly que le transfuge n'était plus sous protection car les Russes ne représentaient plus un danger pour lui.

À la cafétéria de Porton Down, au cours d'un déjeuner où il était question de la probabilité d'un attentat biologique commis par des terroristes, Pasechnik affirma qu'à moins que ces derniers ne parviennent à recruter des experts capables de créer un système de diffusion pour leurs microbes, ils n'avaient pratiquement aucune chance de réussir. Plus tard, Kelly se souvint de l'avoir entendu dire : « Un tel système nécessiterait, au minimum, une petite roquette équipée d'une ogive remplie de germes ». Sur l'instant, il avait trouvé rassurant qu'il partage son point de vue. Quoi qu'il en soit, il lui avait demandé si, tant qu'il serait à Washington,'il pourrait voir le docteur Ken Alibek. Celui-ci avait été le patron de Pasechnik à Biopreparat. « À ma grande surprise, Vladimir avait répondu : "Ça vous regarde mais quand je travaillais avec lui, il était du genre à affirmer trop de choses." »

Avant de passer aux États-Unis, à l'automne 1992, Kanatjan Alibekov avait dirigé Biopreparat. Peu après son arrivée en Amérique, il avait changé son nom en Ken Alibek. « C'était ma façon d'intégrer ma nouvelle vie »,

avait-il confié à des journalistes. Sous la houlette de la CIA, il se mit ensuite à publier des articles expliquant la menace que représentait l'armement biologique et, avec son fort accent et son sens de la formule, les médias ne tardèrent pas à se l'arracher. Son expertise et ses effrayantes révélations renforcèrent sa réputation à Langley et au Capitole. On voyait sa silhouette trapue dans les comités du Congrès ou du Sénat, où tout le monde l'écoutait attentivement dévoiler que les Russes travaillaient encore au développement d'armes biologiques alors que l'Union soviétique avait signé un traité l'interdisant en 1972.

Alibek donna les noms de scientifiques partis continuer leurs travaux sur l'anthrax et la variole en Irak, en Iran et en Corée du Nord. Il avait insisté sur le fait que le virus de la variole était particulièrement dangereux parce qu'une fois génétiquement modifié, il n'était plus seulement potentiellement mortel mais tuait même les personnes vaccinées. Ses affirmations comptèrent pour beaucoup dans la décision que prirent les Américains de consacrer des millions de dollars à préparer des moyens de défense contre l'anthrax et la variole.

Parmi les chercheurs qu'avait rencontrés le docteur Kelly, plusieurs doutaient du bien-fondé scientifique des assertions de leur confrère russe. Le docteur Philip K. Russel — un éminent physicien et un expert de haut rang en matière d'armement biologique, que respectait le docteur Kelly — était entré au gouvernement Bush peu après l'élection du président. Il admettait qu'Alibek « avait de solides informations sur la production d'anthrax en ex-Union soviétique ». Cependant, en juillet 2007, cela ne l'empêcha pas de déclarer : « Mais quand il s'agissait de variole génétiquement modifié. j'ai commencé à me dire que Ken était déjà plus fantaisiste. Il affirmait que certaines choses avaient été faites et quand on entrait dans le vif du sujet, il ne savait rien — il en avait juste entendu parler par quelqu'un. Comme, par exemple, son histoire d'ajouter des gènes d'Ebola au virus de la variole. C'était plutôt tiré par les cheveux et probablement faux. »

Néanmoins, en cet été 2001, grâce à la façon dont les médias vantaient son expertise, Alibek bénéficiait du soutien de nombreux sénateurs et membres du Congrès. Il avait grandi dans la pauvreté des rudes banlieues d'Almaty, la capitale du Kazakhstan, et, aujourd'hui, il mangeait dans les plus chers restaurants de Washington. Tout en sirotant sa vodka-champagne,

il appâtait son auditoire avec des descriptions de l'arsenal meurtrier de Biopreparat : le virus Marburg, la peste, et de virulentes souches d'anthrax. Il concluait toujours en expliquant que son plus grand espoir était de réunir assez d'argent pour développer des traitements renforçant la résistance du système immunitaire face à ces terrifiants pathogènes. Mais il faudrait des sommes astronomiques pour concevoir des vaccins et des médicaments capables d'« éliminer les toxines du sang » et d'« agir rapidement contre les agents génétiquement modifiés des armes biologiques ». Il soulignait qu'il aimerait non seulement être associé aux recherches des grandes compagnies américaines mais également — maintenant qu'il n'y avait plus d'Union soviétique ouvrir son propre site en Ukraine. Il assurait pouvoir produire des agents antiviraux et des antibiotiques génériques qui reviendraient « trois, quatre, cinq fois » moins cher que s'ils étaient fabriqués aux États-Unis. Selon lui, « tout le monde serait gagnant, les investisseurs comme les clients ».

Le financement ne tarda pas à arriver. Une société washingtonienne, *Advanced Biosystems*, dans laquelle il était devenu cadre, remporta un contrat de 3,59 millions de dollars avec la DARPA, une agence gouvernementale de recherche pour la défense. « C'était le nom "Ken Alibek" sur l'en-tête de ses courriers qui attirait les investissements », avait expliqué Vladimir Pasechnik au docteur Kelly, lorsqu'il était rentré de Washington sans avoir réussi à rencontrer le Russe. Chaque fois qu'il avait essayé, on lui avait dit qu'il était en Ukraine, occupé à la mise en œuvre de son site. « Il ne m'a jamais rappelé », fit plus tard remarquer le docteur Kelly.

En 2007, alors qu'il était en Ukraine, Alibek m'a confié, lors d'un entretien téléphonique : « Grâce à mes contrats avec le gouvernement américain, mes fonds de recherche sont actuellement supérieurs à vingt-cinq millions de dollars. Mon site en Ukraine travaille dans l'objectif de produire des médicaments antiviraux et antibiotiques afin d'empêcher que des millions, sinon des milliards de gens, soient tués par les armes biologiques que possèdent la Corée du Nord et l'Iran. »

*

Le bureau du docteur Kelly, adjacent au couloir d'entrée de sa demeure

de Southmoor, dans l'Oxfordshire, était une pièce aux murs couverts de livres. Il appartenait à ce que son épouse, Janice, appelait « le monde secret de David ». C'était là qu'hors de ses horaires de service, il recevait les appels du MI-5, du MI-6 ou des autres services de renseignement qui connaissaient son numéro de téléphone. C'était là qu'il utilisait ses ordinateurs reliés au SIS, au Service de sécurité, au GCHQ, au ministère de la Défense et au Foreign Office. Chacune de ces organisations avait installé son propre ordinateur afin que Kelly puisse s'en servir en leur nom et échanger des messages cryptés avec elle.

Ces ordinateurs contenaient des informations en provenance du monde entier ; certaines très sécurisées. J'autres moins. Le plus important, plaisantait le biochimiste, était stocké sous son front arrondi et ce qu'il lui restait de cheveux gris.

Il avait tapé son rapport sur sa visite à Washington sur l'ordinateur du MI-6. Il y résumait les points de vue des scientifiques de Fort Detrick, ceux des spécialistes du FBI et de la CIA et ceux de ses collègues de l'équipe qu'il avait dirigée en Irak après la guerre du Golfe — lorsqu'ils avaient tous cherché, en vain, des armes biologiques de destruction massive. Il y décrivait ses réunions à l'USAMRIID *(US Army Medical Research Institute of Infectious Diseases*/Institut de recherche médicale sur les maladies infectieuses de l'armée des États-Unis). Il y relatait également ses discussions avec les microbiologistes du centre de contrôle des maladies d'Atlanta, l'un des deux seuls endroits légalement autorisés à entreposer des germes de variole. Enfin, il y rapportait les avis de ses contacts à Los Angeles, San Francisco et Chicago. Tous étaient parvenus à la même conclusion : dans le futur proche, une attaque biologique contre les États-Unis ou l'Europe était improbable.

Une fois le rapport codé automatiquement, Kelly l'envoya au MI-6 par voie électronique. Plus tard, il s'installa à son sixième ordinateur, celui qu'il appelait son « aide-mémoire », où il enregistrait les dates d'anniversaire des membres de sa famille et de ses amis, les tâches à accomplir dans le jardin et, à l'occasion, les choses inhabituelles sur lesquelles il était tombé au cours de ses nombreuses promenades. Au fil des ans, il avait parcouru tous les sentiers des environs.

Plus récemment, il avait noté qu'il devait demander une augmentation de salaire à son supérieur hiérarchique ; le supplément d'argent serait fort utile

pour payer le traitement privé de Janice, dont l'arthrite s'aggravait beaucoup. Lors de son dernier voyage en Amérique, il avait parlé à ses amis de l'éventualité de venir travailler aux États-Unis dans le secteur privé. À cinquante-sept ans, il commençait à trouver difficiles les continuelles pressions des services secrets et les exigences de son travail à Porton Down.

Mais là, alors qu'il passait avec Janice les derniers jours de l'été 2001, il se disait que nulle part il n'aurait été mieux qu'en Angleterre. Septembre approchait et il ne voyait rien sur son calendrier qui pourrait venir troubler ou bouleverser sa vie.

XVIII

Le jour où leur vie changea

À 8 h 25, par une matinée estivale sans nuages de septembre 2001, la voiture de George Tenet s'arrêta devant l'hôtel St Regis, à Washington, car le directeur y avait rendez-vous pour le petit-déjeuner. Il put constater que ses consignes de sécurité avaient été respectées : devant une porte, deux hommes surveillaient la rue et l'agent de haut niveau Tim Ward contrôlait les entrées et sorties dans le lobby. Tenet passa rapidement de la voiture à l'hôtel et, flanqué de Ward, se dirigea d'un bon pas vers le restaurant.

Habituellement, à cette heure-ci, Tenet était en train de quitter le bureau Ovale avec un exemplaire du briefing présidentiel sur lequel étaient notés les points à suivre. Mais George Bush était parti en Floride pour tenir l'un de ses engagements, visiter une école locale. Durant le trajet vers l'hôtel, un agent des services secrets de la Maison-Blanche, qui accompagnait le président, avait appelé sur le téléphone de la voiture pour signaler que tout se passait bien ; ce qui rappelait qu'en plus de diriger la CIA et d'être l'autorité suprême nationale en matière de renseignement, Tenet était responsable de la sécurité personnelle du président. Il avait souvent fait remarquer à sa femme, Stéphanie, qu'être devenu le superviseur de « la jungle de miroirs » du monde du renseignement américain représentait une sacrée ascension pour un fils de travailleurs immigrés grecs, né et élevé dans le Queens, à New York.

Les dernières semaines de l'été 2001 prouvaient, une fois de plus, à Tenet que, même si son travail était toujours très exigeant, il restait à la fois passionnant et frustrant d'avoir constamment à gérer les secrets et les mensonges, l'incertain et l'inconnu, et les machinations des ennemis des États-Unis qu'il était toujours aussi déterminé à déjouer. Selon lui, il avait le meilleur de tous les postes gouvernementaux.

Plusieurs autres services continuaient de l'aider. Le MI-6 avait découvert que des groupes yéménites projetaient d'attaquer la Jordanie. Tenet avait demandé à son chef de station à Riyad de vérifier auprès des services

secrets saoudiens si cela avait un rapport avec une menace antérieure de faire sauter l'école américaine de Djeddah. Le DAS, le service de renseignement colombien, avait prévenu que les FARC, les terroristes gauchistes du pays, planifiaient de faire exploser un centre commercial de Bogota où le personnel de l'ambassade américaine de la ville avait coutume de faire ses achats. Tenet avait ordonné à l'ambassadeur de s'assurer que les employés n'y aillent plus et avait proposé d'envoyer une équipe prêter main forte aux agents du DAS. L'offre avait été poliment déclinée : Tenet savait que le DAS avait beaucoup plus d'orgueil que d'expérience et le tempérament sud-américain exaspérait parfois le fougueux Grec qui sommeillait en lui.

Efraïm Halevy avait personnellement appelé pour dire que le Mossad avait de solides preuves que le Hezbollah en était à un stade avancé de la planification d'une « opération à grande échelle » contre les banques et les entreprises juives en Asie du Sud. L'institut suivait l'affaire mais il viendrait peut-être un moment où il serait nécessaire de lancer une attaque préventive contre le groupe. Tenet savait qu'avant que les États-Unis y participent, il devrait en parler à son équipe de lutte contre le terrorisme. Ensuite, il lui faudrait probablement organiser une téléconférence avec Martin Indyk, l'ambassadeur américain en Israël, et William Burns, le secrétaire d'État adjoint aux Affaires proche-orientales. Il devrait également consulter le président avant toute intervention. Halevy s'était dit conscient que les États-Unis devaient tenir compte de « considérations politiques » et avait ajouté qu'Israël était prêt à s'occuper seul de toute menace contre ses intérêts.

Certains rapports relataient des opérations réussies : Le SISMI, le service de renseignement italien, avait démantelé un groupe terroriste basé en Algérie qui projetait un attentat contre l'ambassade américaine au Vatican. Les services secrets malais, en collaboration avec des agents de la CIA, avaient empêché de justesse des attaques terroristes contre des sites américains dans le pays. En tout, dix-neuf services étrangers continuaient à faire parvenir des rapports à l'Agence.

Le roi Abdallah de Jordanie avait demandé à son chef du renseignement d'informer Tenet que son pays était prêt à envoyer deux bataillons de ses forces spéciales en Afghanistan pour « s'occuper d'Al-Qaïda ». À Langley, cette proposition avait suscité le plus grand intérêt. Cependant, il faudrait que la décision de l'accepter puisse « s'intégrer dans le contexte politique

général de la région ». Les services secrets égyptiens avaient découvert deux extrémistes qui préparaient un attentat à la bombe contre un site américain du Caire. La petite, mais efficace, agence de renseignement des Émirats arabes unis avait arrêté un Arabe en route pour Paris alors qu'il partait faire sauter l'ambassade américaine de la ville. Les renseignements boliviens avaient arrêté six Pakistanais qui complotaient le détournement d'un avion de ligne américain.

Si les menaces étaient, certes, plus nombreuses que les opérations réussies, aucune d'entre elles ne laissait supposer qu'une attaque majeure contre les États-Unis était en cours de préparation. En ce jour de fête du Travail officielle, la vie à Washington suivait son cours normal. Tenet, après avoir passé l'été à traiter des tonnes de rapports, était parvenu à se libérer une heure pour voir l'homme qui était, à la fois, son meilleur ami et son mentor : David Boren. L'ancien sénateur de l'Oklahoma avait, en effet, sorti Tenet de l'anonymat en le nommant chef d'état-major du SSCI, le comité au renseignement du Sénat, qu'il présidait. C'était Boren qui avait conseillé à Tenet de rester sous le gouvernement Bush pendant six mois avant de décider si le mode de fonctionnement de la Maison-Blanche correspondait ou non à la façon dont il voulait qu'opère la CIA. Ce petit-déjeuner avait pour objectif de voir si Tenet était satisfait sur ce plan.

*

Pendant que Tenet et Boren commandaient leur petit-déjeuner, Richard Clarke dirigeait une conférence au *Ronald Reagan Building*, à trois blocs d'immeubles de la Maison-Blanche. Il en avait conduit de nombreuses autres au cours de ses trente années au service du gouvernement : d'abord au département d'État puis au Pentagone et, depuis sa nomination par Bill Clinton, en tant que premier coordinateur national de l'antiterrorisme — un poste que le président Bush lui avait demandé de conserver. Les réunions comme celle de ce matin faisaient partie intégrante de son travail.

Après les attentats de Nairobi et de Dar-es-Salaam, Clarke avait fait en sorte que le groupe antiterroriste soit toujours prêt à être au centre sécurisé de vidéoconférence de l'aile gauche — ou à l'une des autres stations vidéo approuvées de la ville — en cinq minutes durant les heures ouvrables et en vingt le reste du temps. Il tenait également à ce qu'on lui transmette des

copies de tous les rapports que recevait Tenet, ainsi que de tous ceux des cinquante-six bureaux de terrain du FBI. La plupart des rapports concernaient des prises de drogue ou les activités du crime organisé ; il n'y avait jamais d'informations sur les activités de radicaux islamiques dans le secteur. Quand il avait demandé pourquoi à Freeh, le directeur du FBI, celui-ci lui avait répondu : « Parce qu'il n'y en a probablement pas dans ces villes-là. »

La seule exception était les rapports de John O'Neill, l'agent spécial responsable de New York. Depuis son retour de Nairobi et Dar-es-Salaam, O'Neill maintenait qu'il se pouvait que certains de ceux qui avaient préparé les attentats contre les ambassades vivent en Amérique, très probablement dans l'une des communautés ethniques de New York. Comme les mémos qu'il envoyait au FBI ne suscitaient aucune réaction, l'obstiné O'Neill s'était mis à en faire parvenir des copies à Clarke. Ce n'était que l'une des actions de leur effort commun pour alerter Washington d'un danger en provenance d'Al-Qaïda dont ils étaient convaincus de l'imminence.

Le 4 septembre 2001, lors d'une réunion à la Maison-Blanche, en présence de Condoleezza Rice, de Donald Rumsfeld et de Dick Cheney, Clarke avait demandé à Rice : « Que regretterez-vous de ne pas avoir fait quand Al-Qaïda aura tué des centaines d'Américains ? » Elle n'avait pas répondu.

Six jours plus tard, la conférence que présidait Clarke avait pour but d'insister sur cette menace invisible. Il avait commencé par rappeler brutalement que plus le dernier attentat contre l'Amérique était ancien, plus le suivant était proche.

*

À cinq mille kilomètres de l'endroit où Clarke s'exprimait avec sa conviction habituelle, à Thames House, il était 13 h 40, cinq heures de plus que l'heure de New York. Dans sa salle à manger privée, Stephen Lander, le directeur général du MI-5, déjeunait avec Eliza Manningham-Buller, son adjointe, et disséquait, tel un médecin légiste, les trois premiers mois du second mandat de Premier ministre de Tony Blair. Le discours de Lander révélait son obsession du détail : où et quand Blair avait fait telle ou telle remarque ; qui était présent à telle soirée à Downing Street ou à telle autre,

organisée par Cherie, un week-end, au Chequers. Lander décrivait chaque moment par de longues phrases entrecoupées de grandes pauses.

C'était toujours ainsi que s'exprimait cet homme que nombre de ses employés trouvaient pédant. On ne pouvait nier qu'il s'habillait et parlait encore comme un réfugié de l'Institut de recherches historiques de l'université de Londres, où il avait travaillé avant d'entrer au MI-5 : il affectionnait toujours les costumes de tweed et citait régulièrement des passages d'ouvrages dont personne n'avait jamais entendu parler.

Le psychiatre William Sargent m'a un jour déclaré que Lander était un « parfait exemple d'individu dénué de la moindre autorité naturelle mais qui dissimulait cela en prononçant des sentences semblables à celles d'un juge médiéval lors d'une condamnation à mort ».

Quand Lander avait rencontré Blair pour la première fois, afin de lui expliquer les activités du MI-5, il ne l'avait pas du tout apprécié et, en cet après-midi de septembre, ce sentiment n'avait pas changé. Dans un coin de la salle à manger, la télévision était allumée, le volume en sourdine, et montrait des images de Brighton où Tony Blair devait bientôt prononcer le discours d'ouverture du Congrès des syndicats britanniques.

*

John Scarlett, le directeur du JIC, était assis dans son bureau de Whitehall et jetait un coup d'œil final à l'ordre du jour d'une réunion interne. On allait, entre autres, y parler d'approuver l'expansion du département mixte de recherche et de développement afin que « le MI-5 bénéficie également de tout le matériel offensif conçu par les scientifiques du MI-6 ». Scarlett savait que Manningham-Buller pousserait en ce sens. C'était le genre de bataille territoriale qu'elle avait plaisir à remporter lors des réunions du JIC. On allait aussi débattre des dernières requêtes d'allocations budgétaires pour la lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent dans les deux services. Le programme était léger et la réunion, prévue à 14 heures, ne durerait probablement pas plus d'une heure. Il ne restait plus qu'un quart d'heure à attendre. Il était donc 13 h 45 à Londres.

*

Une minute plus tard, sur la côte est des États-Unis, à 8h46 (heure d'hiver de New York), le mardi 11 septembre 2001, débuta une succession d'événements qui allaient changer pour toujours la vie de George Tenet, de Richard Clarke, de Stephen Lander, d'Eliza Manningham-Buller, de John Scarlett et de millions de personnes anonymes. Le premier de deux avions s'encastra dans l'une des tours jumelles du World Trade Center, à Manhattan, et quelques minutes plus tard, un autre avion de passagers détourné plongea sur le Pentagone, tandis qu'un quatrième appareil, qui visait la Maison-Blanche ou le Capitole, s'écrasait dans un champ en Pennsylvanie.

Telles d'inexorables ondes de choc, les images de l'effondrement des tours jumelles et du Pentagone en flammes firent le tour du monde. On n'avait jamais rien connu de tel : le nombre de morts civils, trois mille, dépassait celui de tout autre massacre moderne ; le coup catastrophique porté à la suprématie de l'Amérique en tant que plus grande puissance commerciale et financière du monde ; tout ceci, et bien plus, allait s'ancrer profondément dans la mémoire collective de l'humanité pour des générations. Mais, pour le moment, en ce jour de septembre, au-delà des conséquences de l'événement, une question se posait : comment ce qu'on appelle aujourd'hui « le 11 septembre » avait-il pu se produire ?

*

Dans la salle des petits déjeuners de l'hôtel St Regis, Tenet était sur le point de prendre un autre café lorsqu'il vit Tim Ward, le chef de sa sécurité personnelle, se précipiter vers la table. David Boren, l'invité de Tenet, vit son hôte se lever pour aller à la rencontre de son agent. Celui-ci l'informa qu'un avion de ligne venait de se projeter contre la tour sud du World Trade Center.

Tenet se retourna vers Boren et lui répéta la nouvelle. Plus tard, le sénateur se souvint que Tenet avait ajouté : « C'est un attentat terroriste, ça ne peut être que ça, et ça doit être Ben Laden. »

Guidé par Ward, sous le regard curieux des clients des autres tables, Tenet quitta la salle à toute vitesse. Dans le lobby, ses hommes de sécurité

formèrent un cercle autour de lui et, dans un mouvement concerté, se dirigèrent vers sa voiture dont le moteur tournait déjà. Tenet monta à l'arrière et commença à répondre aux coups de téléphone tandis que le véhicule, gyrophare allumé, fonçait déjà sur Langley.

*

Sur la côte sud de l'Angleterre, il était 14 h 03 (heure d'Europe de l'Ouest). Dans sa suite du *Grand Hotel*, Tony Blair était en train de peaufiner son discours pour le Congrès des syndicats. Tout en sirotant de l'eau, il soulignait les mots sur lesquels il devrait mettre de l'emphase et les endroits où il lui faudrait laisser des pauses pour les applaudissements. Son équipe, dirigée par Anji Hunter, son assistante personnelle, et Alastair Campbell, son directeur de la communication, avait travaillé sur plusieurs ébauches durant la nuit. Campbell, ancien journaliste pour un tabloïd, avait le don d'écrire pour Blair des phrases percutantes qui lui garantissaient une exposition médiatique.

Au départ, Hunter voulait insister sur le fait que les travaillistes étaient résolus à s'occuper des terroristes. Campbell avait mis son veto : les journaux avaient passé l'été à publier des articles sur les terroristes et les lecteurs commençaient à en avoir assez de leur ton alarmiste. Selon lui, le Premier ministre n'avait pas besoin de parler d'une « bande de mecs avec des torchons sur la tête, dirigés par un taré dans sa grotte » pour rappeler aux délégués qu'ils étaient en sécurité entre ses mains. Son discours devait avoir une tonalité rassurante reflétant les projets qu'avaient les travaillistes pour les quatre ans à venir.

À 14 h 06, Hunter et Campbell entrèrent en courant dans la suite et l'assistante alluma une des télévisions. La chaîne Sky News diffusait en direct des images de New York.

« On dirait un terrible accident », s'exclama Hunter. Plus tard, elle souvint de la façon dont Blair avait regardé fixement l'écran et s'était écrié « Oh, mon Dieu ! », avec une sorte d'air absent avant de se tourner vers Alastair en disant : « Il va falloir que je parle de cela au début de mon discours, tu ne crois pas, Ali ? » Avant que celui-ci n'ait eu le temps de répondre, Robin Hill, le secrétaire politique de Downing Street, entra. « Reuters vient juste d'annoncer qu'un autre avion avait percuté la tour

nord », dit-il la gorge serrée.

Sur l'écran, on pouvait voir la confirmation du second choc. Un agent de la branche spéciale, chargé de protéger le Premier ministre, qui se tenait devant la porte ouverte de la suite déclara : « Ce ne sont pas des accidents. C'est du terrorisme. »

*

Vers 9 h 30, Richard Clarke avait quitté le *Ronald Reagan Building*, roulé jusqu'à la Maison-Blanche, foncé le long des couloirs de l'aile gauche et, ignorant les regards ahuris des employés, il était entré sans frapper dans le bureau du vice-président, Dick Cheney. Celui-ci s'y trouvait, en train de regarder les images télévisées avec Condoleezza Rice. Il leur dit qu'il était certain qu'il s'agissait d'un attentat d'Al-Qaïda et rappela à Rice qu'il l'avait prévenue que « quelque chose d'énorme » allait arriver.

Elle répondit en lui annonçant qu'elle le nommait « directeur de crise ». Cheney approuva de la tête. Un agent du service secret entra par la porte ouverte du bureau et d'autres accoururent derrière lui. Clarke demanda où était Potus. « Potus » était l'acronyme de « President of the United States » qu'utilisaient les employés de la Maison-Blanche. La voix de l'agent se fit plus pressante pour dire à Cheney qu'il devait partir immédiatement. Le vice-président prit une feuille de papier sur son bureau et la consulta : « D'après mon emploi du temps, Potus est en train de parler aux mômes d'une école maternelle en Floride. »

L'agent semblait s'impatienter. Cheney prit d'autres documents. Dans le bureau, plusieurs autres agents attendaient pour former un cordon de sécurité afin d'escorter Cheney au Centre des opérations d'urgence du président, l'abri antibombardement.

« Faites tout ce que vous avez à faire », déclara Cheney en partant. Clarke se dirigea vers le centre de vidéoconférence, tout en donnant des ordres sur son téléphone portable. Il voulait qu'on ouvre une ligne avec le NORAD *(North American Aerospace Defense Command*/Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord), créé pendant la guerre froide afin de prévenir toute attaque aérienne soviétique. Il voulait que Norman Mineta, le secrétaire aux Transports soit sur écran, ainsi que Jane

Garvey, l'administratrice de la FAA, l'organisme responsable de l'aviation civile américaine ; et le président des chefs d'état-major interarmes ; et le ministre de la Justice. De plus, il voulait une ligne ouverte avec le capitaine de marine Deborah Lower, la directrice du PC de crise de la Maison-Blanche, qui voyageait avec Potus. Elle serait chargée de tenir le président informé.

Derrière Clarke, les talons de Condoleezza Rice cliquetaient sur le sol.

*

Il avait fallu quinze minutes au chauffeur de Tenet pour descendre le *George Washington Parkway* jusqu'à Langley. Le directeur se rendit directement à la salle de conférence adjacente à sa suite du septième étage. Il avait demandé à l'avance que tout son haut personnel s'y rassemble, mette les lignes téléphoniques en route et ouvre le lien avec le centre de vidéoconférence de l'aile gauche de la Maison-Blanche. On lui apprit que le vol American 77 s'était écrasé sur le Pentagone et qu'un quatrième avion, également détourné, était toujours dans le ciel, probablement en direction de Washington. Il s'agissait du vol United 93.

Pendant ce temps, le moulin à rumeurs s'était mis à tourner dans la salle de conférence : on avait découvert une bombe à la Maison-Blanche ; le Capitole et le département d'État étaient en feu ; il y avait d'autres avions détournés. Toutes ces informations étaient fausses. Cependant, elles reflétaient bien la panique croissante qui, alimentée par les allégations des médias, à Washington comme à New York, se répandait dans tout le pays comme un feu de forêt.

Quoi qu'il en soit, deux informations bien véridiques, elles, courrouçaient Tenet. Pendant que les tours jumelles commençaient à s'effondrer, le directeur de l'ISIS pakistanais *(Inter-Service Intelligence Service*/Service de renseignement inter-service), le général Mahmoud Ahmed — dont de nombreux agents avaient des liens avec Al-Qaïda — était reçu au Capitole par Porter Goss, qui avait travaillé à la CIA sous Allen Dulles et Richard Helms. Tenet aurait bien voulu connaître la raison de cette rencontre ; Goss ne s'était pas donné la peine de l'en informer à l'avance, ce qui lui aurait donné une chance de pouvoir faire interroger Mahmoud Ahmed sur les activités d'Al-Qaïda. De plus, il y avait une autre

réunion dont Tenet n'avait appris l'existence qu'en arrivant à Langley. Au moment où il avait précipitamment quitté l'hôtel St Regis, le frère d'Oussama Ben Laden, Shafiq, se trouvait tout près, à l'hôtel Carlton, à la conférence annuelle des investisseurs du très fermé Groupe Carlyle. Il était de notoriété publique que les deux frères ne se voyaient pas mais parler à Shafiq aurait été une opportunité d'en apprendre plus sur son frère terroriste.

Vers 10 heures, Clarke confirma sur le réseau vidéo que l'on évacuait la Maison-Blanche, ainsi que le département d'État, le département de la Justice et la Banque mondiale. À New York, le siège des Nations unies se vidait de ses douze mille employés. Pendant qu'ils se précipitaient dans la rue, la nouvelle tomba que le vol United 93 s'était écrasé à Shanksville, en Pennsylvanie.

Depuis le bunker de la Maison-Blanche, Dick Cheney appela pour demander s'il restait « la moindre possibilité » de subir une nouvelle attaque. *Air Force One* avait décollé de Floride, avec le président Bush à son bord, à destination du quartier général souterrain du STRATCOM *(US Strategic Command*/Commandement stratégique des États-Unis), à la base aérienne d'Offutt. Grâce au système de communication dont était équipé l'appareil, Bush put demander qui était derrière tout cela. Tenet lui répondit ce qu'il ne cessait de répéter à tous ceux qui l'entouraient : Al-Qaïda. Le président dit qu'il voulait que l'on retrouve tous les participants, à commencer par Ben-Laden, pour qu'ils soient conduits devant la justice. Quoi que cela coûte en termes d'effectifs et de ressources, il fallait le faire. Rien ne devait être interdit à Tenet. Ceci marqua le début du processus qui transforma l'agence de renseignement qu'était avant tout la CIA en un service de police militaire mondiale doté du pouvoir inédit d'arrêter n'importe qui sur le moindre soupçon, de l'emprisonner et de le faire torturer dans des prisons secrètes en Égypte et en Jordanie ou à Guantanamo Bay. Ceci fut fait au nom de la soif de vengeance du président. Le *New York Times* relata clairement les méthodes de l'Agence : « Il est possible que les renseignements américains usent de leurs relations avec les plus durs des services étrangers au monde : des hommes qui peuvent s'apparenter à des terroristes, penser et agir comme eux. Si quelqu'un interroge un homme dans un sous-sol du Caire ou de Quetta, ce sera un agent égyptien ou pakistanais. Les services secrets américains prendront les informations sans trop poser de questions juridiques. »

Mais ce mardi matin-là, dans la salle de conférence, on se demandait plutôt : « Pourquoi attendre de l'aide ? Nous avons le droit de le tuer maintenant. »

Tenet appela le général Michael Hayden, le directeur de la NSA. Pouvait-il mettre sur écoute tous les terroristes présumés des États-Unis ? La réponse était oui.

Un agent ressortit de son ordinateur un rapport envoyé un an plus tôt par la station du Caire sur une cellule d'Al-Qaïda qui étudiait comment lancer un avion sur le quartier général de la CIA. Le projet avait été abandonné car il semblait impossible. Comment pouvaient-ils obtenir un avion ? Un pilote pour le diriger ? Tout en mâchant furieusement un mégot de cigare, Tenet rugit qu'apparemment aucun de ses deux points n'avait été un problème.

Un autre agent suggéra d'évacuer Langley. Tenet opta pour un compromis : le personnel administratif devait partir mais les autres restaient.

Il fallait que le centre antiterroriste envoie une alerte toutes les stations de la CIA de la planète pour leur dire de ressortir les moindres bribes d'information dont ils disposaient sur les agresseurs.

À 10 h 05, la station de Tel-Aviv rapporta que POLI venait juste de revendiquer les attentats. Tenet repoussa cette affirmation. « C'est Al-Qaïda », répéta-t-il une fois de plus.

Vers 10 h 15, pendant que les milliers d'employés du service administratif quittaient le bâtiment principal, Tenet rassembla les membres de sa force clé dans l'imprimerie de l'Agence. Comme eux, dans l'urgence, il participa à l'installation d'une salle des opérations de fortune au milieu des rotatives. Les téléphones, les banques de données et les ordinateurs se connectaient au réseau.

Vers 10 h 40, les arrivées et les départs de tous les vols commerciaux avaient été annulés et les frontières du pays avec le Canada et le Mexique étaient fermées. Des jets de l'Air Force contrôlaient l'espace aérien américain.

À 11 h 43, la FAA rapporta qu'un avion de passagers New York-Londres avait éteint son transpondeur, le dispositif dont sont équipés tous les appareils afin que l'on puisse déterminer leur position. Celui de l'avion censé se diriger vers Heathrow restait silencieux, à l'exception de rares

petits bruits sourds. Tenet décrocha un téléphone et appela la ligne directe de Richard Dearlove à Vauxhall Cross. Une voix lui demanda de ne pas quitter et, un instant plus tard, il se retrouva à parler à Stephen Lander, qui commença à expliquer que Dearlove était « absent » et qu'il « s'occupait momentanément du MI-6 ». Tenet lui coupa la parole. Selon ce qu'a entendu un agent présent dans la salle des opérations : « Il se fichait de savoir qui le faisait mais il fallait que quelqu'un se charge d'intercepter cet avion. »

*

En milieu d'après-midi, ce mardi-là, Tony Blair et ses assistants, dans la suite du *Grand Hotel, à* Brighton, regardaient les événements qui se déroulaient en Amérique à la télévision tout en parlant de sujets qui les affectaient directement.

Lander avait appelé pour signaler l'avion au transpondeur silencieux et la RAF avait reçu l'ordre de l'intercepter. D'après son plan de vol, en descendant vers Heathrow, l'appareil passerait près de Brighton. Blair avait refusé que l'on ferme les deux aéroports de Londres mais, dans la suite, tout le monde se souvenait qu'en 1979 l'IRA avait failli tuer Margaret Thatcher et son gouvernement en faisant sauter une énorme bombe dans l'hôtel durant une conférence du parti conservateur. Et si l'avion avait été détourné par des terroristes projetant de le jeter contre le *Grand Hotel ?* Quels ordres fallait-il donner à la RAF ? Le forcer à dévier ? L'abattre ?

Ni Blair ni ses conseillers n'avaient encore pris de décision quand Jeremy Heywood, le secrétaire privé du Premier ministre, appela depuis le *10 Downing Street*, et demanda s'il devait évacuer l'immeuble. Anji Hunter lui répondit d'appeler Richard Wilson, le secrétaire du Cabinet, qui était en train de rentrer de Brighton en voiture. La brève conversation qui s'ensuivit reflétait bien la nervosité ambiante. Wilson demanda à Heywood vers où il comptait évacuer. Il ne savait pas. Plus tard, Wilson se souvint lui avoir répondu : « Il est judicieux de ne pas évacuer un lieu avant de savoir où l'on va. » Après cet échange tendu, on abandonna toute idée de vider le numéro 10.

L'appel suivant émanait de John Scarlett qui voulait annoncer à Blair que le silence du transpondeur était dû à un dysfonctionnement dans le cockpit que le pilote avait fini par résoudre. Quoi qu'il en soit, Scarlett avait

demandé à la RAF d'escorter l'avion jusqu'à Heathrow. La suite de la conversation en dit également long sur la tension qui régnait dans la suite.

Blair demanda à Scarlett si le MI-6 avait trouvé qui était derrière les attentats. Il s'entendit répondre : « Rien de certain pour le moment mais la CIA pense que c'est Al-Qaïda. » Blair voulait savoir où était Bush. Selon Scarlett, il était à bord *d'Air Force One* mais personne ne connaissait sa destination. Le Premier ministre prit alors une décision : il allait rentrer immédiatement à Londres en voiture. Scarlett le lui déconseilla vivement en lui expliquant qu'« un convoi automobile est une cible facile » et il lui recommanda de prendre le train.

Un membre de l'équipe de Blair essaya une nouvelle fois de contacter la Maison-Blanche. Personne ne répondit.

Dans le train de Londres, Alastair Campbell commença à plancher sur le communiqué que, selon lui, Blair devrait émettre depuis Downing Street. Comme toujours, le style très tabloïd de Campbell ne pourrait que plaire à la presse : « Il ne s'agit pas d'une bataille entre les États-Unis d'Amérique et le terrorisme mais entre le monde libre démocratique et le terrorisme. Par conséquent, ici, en Grande-Bretagne, nous sommes solidaires de nos amis américains en ces heures tragiques et, comme eux, nous ne connaîtrons de répit que lorsque le monde en sera débarrassé. »

Après avoir lu ces mots, Blair en avait ajouté quelques autres : « Rien que de concevoir ce carnage absolu, qui a emporté tant d'innocents, est difficile. »

Selon, Tom Kelly, un membre de l'équipe du Premier ministre, celui-ci « voulait que l'Amérique sache qu'elle n'était pas seule ».

Un peu avant 17 heures, Blair, Campbell et Hunter arrivèrent au petit bureau du Premier ministre, à côté de la salle du Cabinet, à Downing Street. Scarlett et Lander les y attendaient déjà, assis dans des fauteuils. Dans un coin de la pièce, quelqu'un prenait des notes. Ces dernières reflétaient, elles aussi, l'ambiance de la journée.

Blair demanda si le MI-6 avait « fermement confirmé l'identité des responsables ». Lander répondit qu'il y avait deux possibilités. La plus probable était Al-Qaïda. « Mais ce pourrait être un groupe islamiste du Moyen-Orient car il s'agissait d'attentats-suicides », ajouta-t-il. Blair lui demanda s'il était censé être au courant de l'imminence d'une telle attaque. La réponse de Lander fut, plus tard, citée comme une référence en matière

d'autoprotection : « Si vous avez lu les rapports du JIC, vous avez dû tomber sur des choses dans ce genre. » Blair s'en tint à un seul mot : « Soit. »

*

Au centre de vidéoconférence de l'aile gauche, Richard Clarke, le pourtour des yeux rougi par l'épuisement — et, parfois, par la colère — écoutait les dernières nouvelles. À l'exception du temps qu'il lui avait fallu pour avaler un sandwich et un café, il avait travaillé non-stop, à écouter, noter et donner des ordres. Il deviendrait l'un des nombreux héros que généra cette journée.

Les autorités portuaires de New York avaient fermé tous les ponts et les tunnels permettant d'accéder à Manhattan. Le FBI avait ordonné l'évacuation de tous les sites phares : la Sears Tower à Chicago ; Disney World à Orlando et Anaheim ; et la Transamerica Pyramid, à San Francisco. Le NORAD avait envoyé des AWACS — c'est-à-dire des avions de guet — survoler New York et Washington. La garde aérienne nationale patrouillait de la Floride à Boston. Les premiers de vingt bateaux de garde-côtes convergeaient vers New York. Tous les pompiers disponibles de la ville se trouvaient à l'ancien emplacement des tours jumelles.

Sur un des écrans vidéo, Dale Watson, le directeur de l'antiterrorisme au FBI, leva la main. Ce geste signifiait qu'il souhaitait parler à Clarke en privé. Celui décrocha le combiné de l'un des téléphones de son bureau.

Son visage se mit à trahir une soudaine furie lorsque Watson lui apprit que le FBI avait obtenu les listes des passagers des quatre avions et qu'elles comprenaient les noms de terroristes d'Al-Qaïda que la CIA avait dans ses dossiers depuis l'attentat contre le World Trade Center du 25 février 1993. Cette fois-là, une bombe avait explosé dans le parking souterrain de la tour sud. Elle avait fait six morts et plus de mille blessés. L'attentat avait été planifié par Omar Abdel Rahman — le cheik que la CIA avait considéré comme un héros à l'époque où il avait recruté des milliers de combattants arabes qui s'étaient joints à Ben Laden pour lutter contre les Soviétiques en Afghanistan. Plus tard, il avait été jugé et acquitté par la cour du Caire pour l'assassinat du président Anouar el-Sadate et, trois ans après cela, on l'avait autorisé à vivre aux États-Unis grâce à un visa émis par le chef de la station

de Khartoum. Watson précisa que les noms figurant sur les listes des passagers étaient ceux d'acolytes de Rahman. Plus tard, Clarke se souvint combien il avait enragé au téléphone. Comment était-ce possible ? Watson répondit que la CIA n'avait pas communiqué les noms.

Après avoir couvé toute la journée, les désaccords entre le FBI et la CIA firent alors surface dans l'ambiance extrêmement tendue du centre de vidéoconférence. Mais Clarke savait que ce n'était pas le moment de perdre le contrôle. Il étouffa sa colère, ne se souvenant que trop qu'il y avait du travail à faire. Les nouvelles informations continuaient d'arriver. La FAA avait réussi à faire atterrir plus de quatre mille avions. Seul *Air Force One* était actuellement dans les airs. Des porte-avions et des croiseurs de la flotte atlantique avançaient vers New York. La FEMA *(Federal Emergency Management Agency*/Agence fédérale des situations d'urgence) avait envoyé ses premières équipes dans la zone où le World Trade Center numéro 7 s'était également écroulé, ensevelissant le poste de commandement du maire et le bureau de terrain du service secret de New York.

À 19 h 30, *Air Force One* atterrit à la base d'Andrews. Ses turbines tournaient encore quand Bush descendit précipitamment les marches pour rejoindre *Marine One*, l'hélicoptère présidentiel. Deux appareils identiques faisaient déjà du surplace en l'air, prêts à faire diversion, tandis que deux F-15 et deux F-16 volaient au-dessus d'eux. Quelques minutes plus tard, *Marine One* se posa sur la pelouse sud de la Maison-Blanche.

Rumsfeld et Cheney, entourés par des gardes munis de gilets pare-balles, de fusils et de pistolets-mitrailleurs MP5, sortirent du bunker de la Maison-Blanche. Bush demanda au vice-président à combien on estimait le nombre de morts. Cheney lui répondit que personne ne savait vraiment : « Peut-être des milliers. »

Tandis que Bush ouvrait la voie vers la Maison-Blanche, Cheney lui apprit que les marchés des titres étaient immobilisés et que la Bourse de Wall Street avait subi des dommages structurels. Bush, sans s'arrêter d'avancer à grands pas, donna son premier ordre : « Le monde doit savoir que l'Amérique continue de travailler. » Cheney dit qu'il avait déclaré l'état d'urgence dans l'État de New York, en Virginie et dans le district de Columbia. Rumsfeld n'avait toujours pas dit un mot.

Dans le bureau Ovale, Karen Hugues, la directrice de la communication

de Bush, lui tendit une ébauche du discours qu'il ferait à la nation à 20 h 30, ce soir-là. Il commençait ainsi : « Nous ne ferons aucune distinction entre les terroristes et ceux qui les cachent. » L'esprit de sa déclaration rejoignait celui de l'allocution de Tony Blair, que CNN avait diffusée plus tôt en direct de Londres.

Au bureau Ovale, dans l'aile gauche, dans les bureaux des employés qui étaient revenus à la Maison-Blanche, à Washington, dans tous les États-Unis, dans le monde entier, partout, les écrans de télévision diffusaient les mêmes images d'horreur.

Quelques minutes avant minuit, Condoleezza Rice annonça que le président était parti se coucher et proposa que tout le monde aille dormir quelques heures afin d'être dispos pour le lendemain matin.

*

Le mercredi 12 septembre, Clarke se réveilla bien avant l'aube et découvrit que l'horreur était toujours là. Il savait que ce serait encore le cas le surlendemain et les jours suivants. Le cauchemar s'étalerait sur des semaines. Puis des mois. Des mois et des mois.

Il se posait sans cesse les mêmes questions : Combien restait-il d'agents dormants d'Al-Qaïda en Amérique ? Où projetaient-ils de perpétrer leurs prochains attentats ? Quand les commettraient-ils ? Il s'était mis à porter le 357 que lui avait fourni le service secret. À chaque réunion, il insistait pour que ces questions restent à l'ordre du jour.

Puis vint le jour où Clarke participa à une réunion avec le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, et son adjoint, Paul Wolfowitz. Il les écouta attentivement dire qu'Al-Qaïda n'avait pas pu agir seule, que l'organisation avait dû être soutenue par un État, et que celui-ci devait être l'Irak.

Clarke n'en croyait pas ses oreilles. Parmi tous les renseignements qu'il avait obtenus, aucun n'avait jamais mis l'Irak en cause. En fait, selon certains rapports, Saddam et Ben Laden se détestaient cordialement pour des raisons religieuses : Ben Laden était un fervent islamiste fondamentaliste tandis que Saddam affichait sa laïcité.

Pourtant, Rumsfeld insistait : « L'Irak est derrière les attentats. C'est un mécène du terrorisme d'envergure mondiale. » Wolfowitz conclut : « Notre

priorité, désormais, est de nous occuper de Saddam. Tant qu'on ne sera pas débarrassé de lui, l'Amérique et ses alliés ne seront jamais en sécurité. »

Clarke eut presque véritablement la nausée lorsqu'il comprit que ce dont lui avaient parlé des amis au Pentagone était devenu une réalité. Le gouvernement Bush projetait vraiment de partir en guerre contre l'Irak. Quelques heures plus tard, les craintes de Clarke se matérialisèrent, lorsqu'il entra dans la salle de situation de la Maison-Blanche et trouva le président avec l'air de « quelqu'un qui cherche quelque chose à faire ». Plus tard, Clarke se souvint que Bush l'avait regardé et lui avait demandé si les attentats pouvaient être liés à Sad-dam Hussein : « Voyez s'il était impliqué. Je veux connaître les moindres détails. Penchez-vous sur l'Irak. Saddam. »

Sans attendre de réponse, Bush était sorti à vive allure et, pour Clarke, ce fut la confirmation du début de la guerre d'Irak.

*

À 12 h 30, le lendemain du 11 septembre, Tony Blair se trouvait dans son antre de Downing Street, occupé à étudier les derniers documents du JIC que lui avait envoyés Scarlett. La veille, jusqu'à tard dans la nuit, Scarlett avait montré au Premier ministre divers dossiers sur Al-Qaïda pendant que le standard de Downing Street rapportait régulièrement qu'il était toujours impossible de joindre le président. Mais là, Bush était en ligne.

Selon, John Sawers, l'un des conseillers en affaires étrangères de Blair : « Le Premier ministre était vraiment enchanté » que Bush lui dise qu'il était le premier chef d'État qu'il appelait. La « relation spéciale » à laquelle Blair attachait tant d'importance restait intacte. D'après Sawers : « Le Premier ministre avait déjà clairement dit que les attentats de New York et de Washington seraient le principal problème de Bush — et, par conséquent, le sien — pour les années à venir. »

Durant les premières minutes de l'appel, Blair avait exprimé son espoir que Bush n'agirait pas « précipitamment ou disproportionnellement » et le président l'avait interrompu : « Je sais ce que j'ai à faire. Je ne veux pas juste envoyer des missiles de croisière dans le sable. »

Un nouveau jalon venait d'être posé sur la route de Bagdad.

*

Tout au long de l'automne et de l'hiver 2001, le docteur David Kelly partagea son temps entre des réunions au MI-5, au MI-6 et au Home Office pour débattre de la possibilité que des terroristes s'en prennent à la Grande-Bretagne — non en envoyant des avions s'écraser contre des bâtiments mais en empoisonnant les rivières, les réservoirs et les sites de traitement des eaux.

Pour le gouvernement, envisager l'éventualité d'une attaque biologique était devenu une priorité et le scepticisme dont avait fait preuve le docteur Kelly en rentrant de Washington durant l'été avait disparu. Cependant, il n'en pensait pas moins que « la réalité, et non la panique, devait être à l'ordre du jour ».

De sa voix calme et autoritaire, lors d'une conférence à huis clos, il avait rappelé à ses auditeurs que depuis l'effondrement de l'Union soviétique, beaucoup de microbiologistes du pays étaient partis travailler en Iran, en Irak et en Corée du Nord ou avaient pu être recrutés par des organisations terroristes. À cause de leur simplicité et de leur faible coût, les armes biologiques étaient tentantes pour les organisations extrémistes, d'autant plus qu'elles étaient difficiles à identifier et qu'il était pratiquement impossible d'empêcher leur fabrication car les moyens de l'ingénierie génétique étaient de plus en plus sophistiqués.

Il avait décrit la large gamme d'armes utilisables — dont l'anthrax, le botulisme, la tularémie et la fièvre jaune — qui pouvaient toutes répandre la mort d'un bout à l'autre du pays. Le docteur Kelly était l'un des scientifiques qui avaient contribué à déchiffrer le code génétique de la peste et, malgré son insistance pour que les résultats ne soient pas publiés, même dans les journaux scientifiques les plus respectés, cela avait été fait. Par la suite, ils étaient apparus sur Internet, et d'innombrables sites Web — dont certains étaient liés à des groupes terroristes — avaient diffusé le code, ainsi que celui de la variole et du choléra. Le docteur Kelly rappela que d'autres microbes pouvaient déclencher des épidémies de dysenterie et d'autres maladies invalidantes. Utilisées comme armes, de simples puces pouvaient servir à propager des microbes meurtriers ; on pouvait en loger cinq cent mille dans une boîte à chaussures.

Même si l'on pouvait fabriquer des vaccins, ils ne pouvaient apporter qu'une protection réduite. Un microbiologiste de Porton Down qui avait cherché un vaccin contre la peste avait fini par l'attraper et en mourir. Une expérience secrète, menée par un autre scientifique, avait démontré que des « bactéries inoffensives » lâchées depuis un bateau de la Royal Navy, sur la Manche, pouvaient se répandre dans « tout le pays en dix heures ». Bien que ce test ait eut lieu dans les années 1950, au summum de la guerre froide, il n'y avait aucune raison de croire qu'un groupe terroriste ne pouvait pas réussir à faire la même chose.

Le docteur Kelly rappela des événements plus récents /à son auditoire : en mars 1995, une secte de Tokyo avait libéré du sarin, contenu dans des sacs plastiques, dans le métro de la ville. Six personnes étaient mortes et cinq mille autres étaient tombées malades. La même année, un membre d'un groupe de Blancs suprématistes de l'Ohio s'était confectionné du papier à l'en-tête d'un laboratoire pour commander trois fioles de germes de la peste à l'ATCC *(American Type Culture Collection/*Collection de culture de type américain) — le laboratoire que Donald Rumsfeld avait autorisé à envoyer des microbes mortels en Irak pour des « recherches médicales ». L'extrémiste de l'Ohio n'avait été pris que parce qu'il avait appelé pour demander une « livraison urgente ». Le docteur Kelly expliqua qu'un laborantin avait eu des soupçons parce qu'un véritable chercheur aurait su qu'il fallait jusqu'à six semaines pour préparer une commande de germes de la peste. Le FBI avait arrêté le suprématiste.

Au cours des réunions, le docteur Kelly avait signalé qu'il existait plus de mille cinq cents banques de microbes où l'on pouvait acheter des souches mortelles pour d'authentiques recherches médicales : il était pratiquement impossible de repérer une arme biologique fabriquée par des terroristes et encore plus de la détruire. On pouvait la dissimuler dans une bouteille, un bocal, une cannette ou encore un tube de dentifrice ou de crème cosmétique. La simple vérité était qu'il n'existait aucun moyen efficace de protéger la population britannique.

Et c'est toujours le cas au moment de la rédaction de ces pages.

*

À cause de son rôle de conseiller sur d'éventuelles attaques biologiques

terroristes, le docteur Kelly recevait des informations d'autres microbiologistes. En octobre 2001, on lui transmit un intriguant rapport.

Le 4 octobre 2001, un avion de ligne d'Air Sibir, le vol 1812, au départ de Tel-Aviv et à destination de Novossibirsk, en Sibérie, s'était fait abattre au-dessus de la mer Noire par un missile sol-air ukrainien. Tous les passagers étaient morts. Le gouvernement ukrainien avait reconnu que le missile s'était « inexplicablement » éloigné de plus de cent cinquante kilomètres de sa trajectoire contrôlée par ordinateur lors d'un tir d'essai. Parmi les morts se trouvaient cinq microbiologistes qui avaient travaillé au centre de virologie et de biotechnologie russe. Appelé Vector, cet institut était situé à environ une trentaine de kilomètres de Novossibirsk. Le docteur Kelly l'avait visité à l'époque où il était responsable de l'équipe chargée d'inspecter le démantèlement des sites biologiques militaires russes, dans le cadre de l'accord trilatéral qu'avaient passé la Grande-Bretagne, les États-Unis et la Russie. Vladimir Pasechnik avait dit au docteur Kelly que Vector avait concentré ses recherches sur les séquences ADN susceptibles d'être utilisées pour développer des pathogènes ne visant que certains groupes génétiques. Était-ce pour cela que les microbiologistes s'étaient rendus en Israël ?

En 1998, la fuite d'un rapport de la CIA qu'avait pu obtenir le *Sunday Times* londonien avait suscité un tollé international : des scientifiques israéliens étaient « en train d'essayer de profiter des progrès de la médecine pour identifier les gènes distinctifs de certains Arabes afin de créer une bactérie ou un virus génétiquement modifié. Encore dans ses premières phases, le projet [avait] pour objectif d'exploiter la façon dont les virus et certaines bactéries peuvent altérer l'ADN des cellules vivantes de leur hôte. » Selon le journal, le véritable but des recherches était de « tenter de créer une arme qui ne toucherait que les Arabes ». Courroucé, le gouvernement israélien avait réfuté cette allégation — en outre, à cause du dérangeant parallèle avec les expériences génétiques nazies. Dedi Zucker, alors membre de la Knesset, avait déclaré : « Plus que tout autre peuple, nous ne devons pas fabriquer de telles armes. »

Les microbiologistes russes avaient-ils participé aux recherches sur une arme ne touchant qu'un groupe ethnique défini ? Le docteur Kelly demanda au MI-6 de l'aider à obtenir leurs noms et de découvrir s'ils avaient travaillé à l'institut d'armement biologique israélien à Tel-Aviv. Mais, pour une fois,

le SIS s'avéra incapable de les identifier et d'apprendre ce qu'ils étaient allés faire en Israël. Le crash de l'avion fit l'objet d'un black-out médiatique total.

Le Mossad avait envoyé une équipe enquêter en Ukraine. Son rapport a été remis au gouvernement israélien et n'a jamais été rendu public. Les noms des cinq microbiologistes et les informations sur leur visite en Israël resteraient secrets.

Le 12 novembre, cinq semaines après l'événement, un biologiste cellulaire que le docteur Kelly connaissait un peu, le docteur Benito Que, fut retrouvé dans le coma, près de son laboratoire, à la faculté de médecine de l'université de Miami, en Floride. Âgé de cinquante-deux ans, l'expert en maladies infectieuses cherchait à comprendre comment un virus, comme celui du VIH, pouvait être manipulé génétiquement de manière à en faire une arme. Ses travaux classifiés sur les séquences ADN étaient partiellement financés par le département de la Défense des États-Unis. Chercheur méticuleux et à la vie réglée comme une horloge, le docteur Que avait soudain quitté son labo après avoir reçu un coup de téléphone. Plus tard, on l'avait retrouvé inconscient sur le parking de la faculté de médecine. Le verdict fut « mort de cause naturelle ». Malgré les protestations de la famille du docteur Que qui voulait savoir pourquoi on n'avait pas pris en compte un témoignage sous serment selon lequel le biologiste semblait avoir « reçu plusieurs coups de batte de base-ball », la police de Miami continua de maintenir qu'il était inutile de rouvrir le dossier.

Le docteur Don Wiley comptait parmi les microbiologistes les plus réputés des États-Unis. Il était spécialisé dans les séquences ADN et expert en ce qui concernait les réactions du système immunitaire à divers microbes mortels. Le docteur Kelly, ami de Wiley, savait qu'il était très proche de la CIA et voyageait fréquemment entre son laboratoire de l'institut médical Howard Hughes, à l'université Harvard, et Washington. « La spécialité du docteur Wiley consistait à déchiffrer des images haute résolution des virus, une étape nécessaire avant l'identification de ceux qui pouvaient servir d'armes biologiques. Son laboratoire avait des contrats avec le Pentagone pour créer des défenses contre le virus Ebola, la fièvre de Marburg et divers autres microbes mortels », m'a expliqué le docteur Kelly.

Le 14 novembre, le scientifique de cinquante-sept ans s'était rendu à Memphis, dans le Tennessee, pour visiter Graceland, le sanctuaire d'Elvis Presley. Il avait dit à ses amis qu'il était curieux d'en savoir plus sur le

chanteur. Le lendemain, il avait assisté à un dîner pour chercheurs en médecine à l'hôtel Peabody de Memphis et en était parti vers minuit. Les autres convives se souvenaient qu'il était d'humeur joyeuse et qu'il n'avait pas trop bu. Quand il fut porté disparu, on informa la police de son statut de scientifique de renommée mondiale et des recherches furent lancées. On retrouva sa voiture de location abandonnée sur un pont au-dessus du Mississippi. La clé de contact était à sa place, le réservoir était plein et les feux de détresse n'étaient pas allumés. Il n'y avait pas le moindre signe de collision. L'hôtel Peabody n'était qu'à quatre minutes de route de l'endroit où l'on avait retrouvé le véhicule. La voiture était orientée vers la frontière de l'Arkansas — dans la direction opposée de celle où le docteur Wiley logeait avec son père. Le pont était toujours très fréquenté, même de nuit. Pourtant, aucun automobiliste n'avait signalé un véhicule gênant. La police était incapable de dire comment elle avait pu arriver sur ce pont. Elle fouilla le secteur mais ne trouva aucun signe du docteur Wiley ou d'actes de violence.

Le biologiste n'était pas en bonne condition physique. La police estimait « possible » qu'il se soit garé sur le pont, peut-être pour regarder la rivière, et qu'il y soit tombé ou s'y soit jeté. Cependant, il aurait justement fallu être en bonne condition physique pour enjamber la rambarde. On ne connaissait au docteur Wiley aucun antécédent de dépression ou de menace de suicide. On l'enregistra comme « personne disparue ».

Plus tard, le FBI se rendit à son laboratoire et examina ses notes sur son travail sur les séquences ADN. Il en manquait certaines. Le FBI a toujours refusé de dire pourquoi. Il fallut attendre le 20 décembre avant que l'on retrouve le corps du docteur Wiley environ cinq cents kilomètres plus loin, pris dans un arbre, au bord du Mississippi. Le cadavre portait des traces de graves blessures à la tête mais on ne pratiqua pas d'autopsie pour essayer d'en déterminer la cause. L'examinateur médical local déclara que la mort était « accidentelle ».

Le 21 novembre 2001, Vladimir Pasechnik quitta son bureau de Regma Technologies. Il paraissait joyeux et en bonne santé. En rentrant chez lui, il prépara son souper, fit sa toilette et alla se coucher. Le lendemain, on le retrouva mort dans son lit. Aucun signe apparent n'indiquant les causes de sa mort, la police la classa comme « inexpliquée ». Cependant, après une autopsie, le coroner accepta la conclusion du médecin légiste selon laquelle

Pasechnik avait succombé à une attaque. Aucun détail de l'autopsie ne fut jamais rendu public. Alors que la loi anglaise exige que les enquêtes du coroner soient ouvertes au public, la presse ne fut avertie ni de la date ni du lieu de l'examen du corps. Aucun journaliste ne couvrit l'événement. Son enterrement, qui, normalement, aurait dû susciter l'attention de la presse, ne fut pas rapporté.

Cela faisait déjà presque un mois qu'on l'avait inhumé quand de brèves informations sur sa mort furent révélées par le docteur Christopher Davis, l'agent qui l'avait interrogé au moment de sa défection. Il était désormais retraité du service et vivait aux abords de Washington, en Virginie. Fier détenteur de l'ordre de l'Empire britannique, il pensait que c'était précisément au fait qu'il ait aidé le docteur Kelly à interroger Pasechnik qu'il devait cet honneur. Kelly, lui, n'avait reçu aucune récompense.

Set Van Nyugen, un chercheur né au Vietnam, travaillait depuis quinze ans dans un centre de recherche australien, à Geelong, et correspondait régulièrement avec le docteur Kelly au sujet des séquences ADN. Des scientifiques de l'institut avaient récemment créé un nouveau type virulent d'ectromélie infectieuse, une maladie cousine de la variole, et se demandaient s'il serait possible que des manipulations génétiques similaires permettent de produire une souche de variole plus puissante. Le 11 décembre 2001, Van Nguyen alla chercher des échantillons d'anthrax dans une chambre froide de l'institut. Il n'ouvrit jamais l'armoire dans laquelle se trouvaient les spores. Personne ne vit ce qui s'était passé mais, peu après, on retrouva le microbiologiste de soixante et un ans étendu sur le sol. Selon le verdict officiel, il avait été terrassé par une fuite inexpliquée de l'azote du système de refroidissement de la pièce. Cependant, une telle cause aurait déclenché des symptômes d'avertissement qui auraient dû laisser à ce scientifique expérimenté le temps de fuir avant de succomber au manque de souffle et à la fatigue — les deux effets secondaires habituels d'une exposition à une quantité excessive d'azote.

Le 9 février 2002, le commandant de la station du MI-6 à Moscou informa le docteur Kelly de la mort de Victor Korchounov, le directeur du département de microbiologie de l'université de la ville. On l'avait retrouvé assassiné devant sa porte d'entrée, sa clé à la main. Le docteur Kelly avait rencontré Korchounov lors d'une conférence sur la microbiologie à Stockholm. Depuis, les deux hommes étaient restés en contact dans le cadre

du réseau de scientifiques créé par Kelly. Dans un courrier récent, le Russe avait révélé qu'il travaillait sur un vaccin contre l'anthrax. Selon la police de Moscou, on lui avait fendu le crâne d'un coup de hachette. Il vivait dans un immeuble résidentiel très occupé mais personne n'avait rien vu ni entendu. On n'avait ni touché à son porte-monnaie ni essayé de pénétrer chez lui à l'aide de sa clé. La police prit tous ses dossiers professionnels et conclut qu'il avait été tué par un voleur qui avait aussitôt pris la fuite.

Le docteur Kelly s'intéressa également à la mort du docteur Ian Langford. Il s'agissait d'un ancien grand professeur permanent de l'université d'East Anglia — où le docteur Rihab Taha avait étudié pendant cinq ans avant de rentrer en Irak pour y diriger le programme d'armement biologique du pays. Le docteur Kelly avait rencontré Langford durant son enquête sur le docteur Taha. Le 19 février 2002, Langford avait été retrouvé mort chez lui, à Norwich, où il vivait seul. Selon le *Times*, toutes les portes de la maison étaient fermées de l'intérieur. Quand les policiers entrèrent, ils trouvèrent son corps à demi nu et partiellement glissé sous une chaise dans sa chambre maculée de sang. La pièce avait visiblement été fouillée. L'autopsie ne permit pas de déterminer les causes de la mort.

Le docteur Kelly n'était pas superstitieux ; toutes ses paroles et tous ses actes reposaient sur des paramètres scientifiques. Cependant, il connaissait tous ces microbiologistes, à l'exception des cinq qui avaient été tués dans l'avion. Leur mort pouvait-elle être liée à la rumeur persistante qu'il avait entendue lors de plusieurs conférences médicales, selon laquelle des pays tels la Corée du Nord, la Chine et l'Iran essayaient de recruter des microbiologistes — et les menaçaient de mort lorsqu'ils refusaient ?

Ken Alibek affirmait avoir été contacté par « un représentant du gouvernement de la Corée du Sud pour partager ses informations sur le programme d'armement biologique de la Corée du Nord ». Il avait refusé. Cependant, il avait dit au docteur Kelly qu'il avait été approché par d'autres pays depuis. Alibek avait laissé entendre que ses refus mettaient sa vie en danger.

Plus le docteur Kelly réfléchissait à la question, plus il se demandait si la mort de ses confrères microbiologistes pouvait être liée à leur refus de travailler ailleurs. Chacun de ces hommes avait des connaissances susceptibles de faire gagner des mois, voire des années, de coûteuses recherches, à une nation cherchant à développer ou améliorer son

programme d'armement biologique. Kelly dressa alors une liste des pays qui, selon lui, seraient capables de tuer des scientifiques repoussant leurs offres d'emploi. Le premier de la liste était la Corée du Nord et l’Iran venait en deuxième position.

XIX

Retour vers le futur

Par une chaude soirée de juin 2003, Sir Richard Billing Dearlove traversa la plus vieille loge d'entrée de toutes les universités de Cambridge, celle du Pembroke College. Depuis l'intérieur, il jouissait d'une splendide vue sur la magnificence architecturale du lieu. L'ancien tribunal dans lequel l'établissement avait été fondé presque huit siècles plus tôt ; la chapelle adjacente, conçue par Christopher Wren ; les jardins, réputés pour disposer de plus d'espèces végétales, soigneusement sélectionnées, que ceux de n'importe quelle autre université de Cambridge ; la zone protégée de végétation semi-sauvage qui datait de la veille de Noël de l'an 1347, quand Édouard III avait autorisé Marie de Saint-Pol, la veuve du comte de Pembroke, à fonder l'établissement ; les rangées de platanes, tous là depuis des siècles, aussi impressionnants que ceux de Vauxhall Cross.

En dirigeant le Pembroke College, Dearlove allait régner sur un fief très différent du MI-6. Il ne serait plus responsable d'espions mais de plus de six cents étudiants. Il n'aurait plus à signer de notes de services rédigées à l'encre verte ; ni à se faire porter des dossiers Y ultrasecrets ; ni à répondre à des appels téléphoniques au milieu de la nuit ; ni à assister aux réunions du JIC ; ni à prendre des avions pour Washington afin d'y rencontrer Tenet.

Des liens s'étaient noués entre les deux chefs espions au lendemain du 11 septembre : Dearlove s'était alors rendu à Washington en jet privé, en compagnie d'Eliza Manningham-Buller, alors directrice adjointe du MI-5, et David Manning, le conseiller en politique étrangère de Tony Blair. Tenet avait été très étonné de les voir : pratiquement aucun avion n'était admis dans l'espace aérien américain. Dearlove avait souri et murmuré qu'ils étaient venus pour manifester leur soutien. Tenet en avait été visiblement touché et, pendant le dîner, il avait porté un toast à « la relation exceptionnelle entre [leurs] pays ». On avait ensuite parlé jusque tard dans la nuit de la menace que représentait Ben Laden. Aux premières heures du jour, Tenet avait conduit ses visiteurs jusqu'au Pentagone qui était encore fumant. Le lendemain, Dearlove était rentré à Londres pour informer le JIC

de ce qu'il avait vu et entendu à Washington. À partir de là, il avait participé à toutes les étapes de la contre-attaque.

Mais il ne serait bientôt plus qu'un simple observateur qui n'aurait plus à décider comment le SIS devait contre-attaquer Al-Qaïda. Bientôt, il n'aurait plus besoin d'une voiture blindée contre les bombes ; ni de laisser son téléphone portable spécial constamment allumé, où qu'il aille ; ni d'informer certaines personnes à Downing Street et au Foreign Office de ses destinations lorsqu'il partait en vacances.

Tant de choses allaient disparaître de son quotidien : faire son rapport au Premier ministre et au secrétaire aux Affaires étrangères ; rencontrer les chefs des autres services de renseignement européens ; lire les documents qui, bien que sélectionnés avec diligence par son personnel, formaient une pile impressionnante de pages à parcourir — toutes relatives, d'une façon ou d'une autre, à la menace croissante du terrorisme.

Chaque fois, c'était lui qui, après avoir comparé les risques à l'importance des résultats escomptés, avait dû décider en dernier des mesures à prendre. Cependant, pour tenter de remporter une guerre différente de toutes les autres — celle contre le terrorisme —, il avait fallu resserrer les liens avec les autres services secrets européens. Dearlove y avait consacré beaucoup de temps, particulièrement avec les agences espagnoles et italiennes, qui jusqu'alors n'avaient pas souvent figuré sur les listes de distribution d'informations du MI-6. Durant ses lectures quotidiennes, il avait pu constater qu'en retour Madrid et Rome lui faisaient fréquemment parvenir des renseignements de très bonne qualité.

Mais, bientôt, il lirait des rapports sur les coûts de maintenance des bâtiments et du gazon immaculé du terrain de boules de Pembroke — réputé pour avoir été utilisé sans interruption depuis plus longtemps que n'importe quel autre en Europe.

Le mois précédent, en mai, Dearlove avait fait part à Tony Blair de sa décision d'accepter la direction de l'établissement, l'un des postes les plus respectés du milieu académique britannique. Il en avait profité pour recommander son adjoint, Nigel Insker, pour lui succéder. Insker était allé à Oxford à la même époque que Blair. Ensuite, en 1975, il était entré au MI-5 qui l'avait très souvent affecté en Asie. Avec sa réputation de prendre des décisions fermes mais justes, il était apprécié à Vauxhall Cross. Blair ne s'était pas engagé et avait répondu qu'il voulait « laisser passer un été

difficile » avant de décider qui serait le prochain directeur du MI-6.

Dearlove savait que cela signifiait que la nomination d'Insker n'était pas garantie. Cela ne laissait qu'un seul concurrent en lice : John Scarlett. Depuis déjà plusieurs semaines, le bruit courait qu'il mourait d'envie de revenir au MI-6. Dearlove était convaincu que cette décision entraînerait un tollé public à cause du rôle qu'avait joué Scarlett dans la présentation des renseignements à l'origine de la guerre d'Irak.

*

Le 18 mars 2003, l'invasion de l'Irak commença, dirigée par les États-Unis et le Royaume-Uni, avec l'appui de forces terrestres australiennes, polonaises et danoises. George Bush et Tony Blair avaient ordonné ces hostilités parce que Saddam Hussein n'avait pas saisi ce qu'ils appelaient « une dernière opportunité » de vider l'Irak de ses armes nucléaires, chimiques et biologiques, décrites comme « une menace immédiate et intolérable à la paix dans le monde ». Ils voulaient également « empêcher Saddam de continuer à soutenir le terrorisme et libérer le peuple irakien ».

Quand la guerre cessa, le 1er mai 2003, Saddam Hussein et le parti *baath* avaient été renversés. On mit alors un nouveau gouvernement en place sous, l'occupation des forces de coalition — dont presque huit cents hommes avaient été tués ou blessés au combat. Les estimations du nombre d'Irakiens tués ou blessés se situaient entre des chiffres aussi éloignés que soixante-cinq mille et six-cent cinquante mille. Des violences sectaires et des insurrections éclatèrent. Elles allaient se prolonger. Les opposants à la guerre étaient chaque jour plus nombreux. En juin 2003, on évaluait que trente-six millions de personnes avaient participé à l'une ou l'autre des presque trois mille manifestations organisées aux quatre coins de la planète. Leur point commun était de mettre en doute la revendication selon laquelle l'Irak possédait des armes de destruction massive.

Cette affirmation avait été proférée pour la première fois par le secrétaire d'État Colin Powell, face à l'assemblée générale des Nations unies, le 5 février 2003. Pour son habile présentation, il avait apporté une fausse fiole d'anthrax et parlé de véhicules qui, selon lui, étaient « des usines mobiles d'armement biologique errant dans les déserts du pays, prêtes à lancer leurs charges ». Powell avait insisté sur le fait qu'il disposait de preuves

incontestables fournies par le MI-6 qui, lui-même, les tenait de sources totalement fiables.

À Londres, Richard Dearlove s'en était alarmé et avait rédigé un mémo : « Bush veut se débarrasser de Saddam par une action militaire, justifiée par la conjonction du terrorisme et des armes de destruction massive ; il mélange les renseignements factuels avec la politique. » (La version originale de ce texte a été publiée par le *Washington Post*, le 13 mai 2005.)

C'était Scarlett, en tant que directeur du JIC, qui avait recueilli les informations dont parlait Dearlove. Il avait également supervisé la transmission d'un renseignement incorporé à ce que l'on appellerait plus tard le *sexed-up dossier* (le dossier rendu plus sexy) : Saddam pouvait lancer une offensive nucléaire en quarante-cinq minutes. C'était l'un des arguments qu'avaient utilisé Blair et Bush pour justifier leur départ en guerre.

Le docteur David Kelly faisait partie de ceux à qui l'on avait demandé d'étayer ce genre d'allégations. Il était plus particulièrement chargé de fournir des preuves que l'Irak avait développé un programme autour du virus de la variole et possédait des « usines chimiques mobiles ». Il avait exprimé de sérieux doutes sur l'existence de ces deux menaces. Néanmoins, on n'avait tenu compte de ses réserves ni pour la version finale du « dossier sexy » remis à Downing Street, ni dans le discours qu'avait prononcé Powell aux Nations unies au mois de février. Une fois la guerre terminée, lorsque la demande de preuves de l'existence d'armes de destruction massive s'intensifia, plus d'un millier d'experts furent envoyés faire des recherches en Irak. Le docteur Kelly était du lot.

*

Alors que d'autres cherchaient des preuves de l'existence d'armes nucléaires et chimiques, le docteur Kelly était concentré sur les emplacements supposés d'éventuels obus et missiles dotés d'ogives capables de lâcher de grandes quantités de microbes. Selon ce qu'on lui avait dit, on les avait secrètement développés entre les guerres et ils se trouvaient enterrés dans le désert. Il avait donc fait retourner des milliers de tonnes de sable. On n'avait rien trouvé. On lui avait alors dit que les armes étaient cachées sous divers domiciles privés, sous des blocs de bureaux, sous les

fondations d'une école et même dans un hôpital. Il avait fouillé rigoureusement tous ces endroits. On n'avait jamais trouvé la moindre arme biologique.

Quand le docteur Kelly était rentré à Londres, on lui avait aussitôt demandé d'y retourner voir. Il s'était exécuté. Une fois de plus, il était revenu bredouille, et plus convaincu que jamais que s'il y avait eu des armes, elles n'étaient plus en Irak. Pendant des heures, il avait interrogé le docteur Taha dans le camp de prisonniers proche de l'aéroport de Bagdad où elle attendait d'être jugée. Elle avait toujours maintenu avoir supervisé la destruction « du peu de microbes qu'il lui restait » peu avant que la guerre éclate.

Le ministère de la Défense, à Whitehall, le JIC et Downing Street voulaient tous la même chose : il fallait absolument trouver les armes de destruction massive de l'Irak. Plus il semblait apparaître que le pays n'en possédait pas, plus la demande se faisait pressante.

Le docteur Kelly continua à chercher. Il interrogea de nouveau les scientifiques qui avaient travaillé pour le docteur Taha. Rien. Une fois encore, il la questionna en personne. Elle niait toujours formellement. Il fit creuser d'autres trous dans le désert à côté des précédents. Plusieurs autres bâtiments furent fouillés jusque dans leurs fondations. Rien. Mais on continuait d'exercer des pressions sur le docteur Kelly.

Les événements des dernières semaines lui avaient fait prendre conscience que les ministres du gouvernement Blair utilisaient le renseignement pour manipuler un public de plus en plus sceptique. Il avait vu comment étaient traitées les informations brutes que le MI-6 envoyait au Foreign Office et au ministère de la Défense : elles étaient d'abord évaluées par le JIC puis, pour d'évidentes raisons politiques, présentées de manière à étayer l'allégation de Downing Street selon laquelle Saddam Hussein pouvait lancer des armes de destruction massive en quarante-cinq minutes. Élaborée à partir d'ébauches auxquelles Kelly avait contribué, la version finale du document affichait une certitude qui ne reflétait pas les nuances et les mises en garde des renseignements sur lesquelles le docteur avait bâti sa propre opinion. Le docteur Kelly approuvait les raisons qui avaient poussé Robin Cook, le secrétaire aux Affaires étrangères, à démissionner du cabinet de Blair à l'aube de la guerre contre l'Irak. « Seules les bribes d'informations qui convenaient aux motivations du gouvernement avaient

été sélectionnées. Le résultat n'était une grossière distorsion des faits », écrivit Cook plus tard. Comme ce dernier, le docteur Kelly se sentait trahi.

Il finit par confier au journaliste Andrew Gilligan — le présentateur de la prestigieuse émission de radio *Today,* sur la BBC — qu'il croyait que le rapport publié par Downing Street à la veille de la guerre, selon lequel l'Irak possédait des armes de destruction massive, était erroné. À l'antenne, Gilligan affirma que le dossier avait été « rendu sexy » et précisa que sa source était une personne crédible du milieu du renseignement.

Avec le tollé qui s'ensuivit, la BBC et le gouvernement Blair se retrouvèrent coincés dans une lutte titanesque au sujet de la véracité des informations diffusées. Le docteur Kelly décida d'aller voir son supérieur hiérarchique au ministère de la Défense pour lui avouer que c'était lui qui avait parlé au journaliste. Cependant, il déclara ne pas reconnaître « environ quarante pour cent » de ce qui avait été diffusé. Contrairement à ce qu'il aurait cru, le ministère transmit son nom aux médias. Le docteur Kelly se retrouva alors au centre de toute l'affaire. Se sentant cruellement trahi, il commença à redouter, à l'âge de cinquante-neuf ans — c'est-à-dire à moins d'un an de la retraite —, de perdre sa pension en plus de sa réputation. Ses craintes augmentèrent quand il se présenta devant le Comité au renseignement des Affaires étrangères de la Chambre des communes. Ses membres, dont certains étaient partisans du gouvernement, le questionnèrent vigoureusement.

Dans la soirée du mercredi 16 juillet 2003, le docteur Kelly arriva chez lui, visiblement épuisé et ébranlé par cette épreuve. Janice le réconforta pendant qu'ils regardaient, à la télévision, les continuelles rediffusions de son passage devant le comité parlementaire. Sur l'écran, il avait l'air aussi triste que seul ; représentant malgré lui de deux factions diamétralement opposées : l'une pour et l'autre contre la guerre.

Le docteur Kelly se trouvait dans la même situation que Rubashov, le héros impuissant du roman d'Arthur Koestler *Le Zéro et l'Infini,* qui traite des procès spectacles du stalinisme. Exactement comme dans le livre, il était devenu le personnage central d'un monde où l'hésitation signifiait la culpabilité, où le silence avait valeur d'aveu et où la réprobation et la stigmatisation étaient les deux faces d'une même pièce. Il se demandait probablement comment tout cela avait pu arriver. Il avait parlé au journaliste de la BBC en se croyant protégé par la règle de la confidentialité

des sources. Il appelait ce genre de rencontres des « entretiens de vision globale » car il n'y livrait que des informations contextuelles qui, bien souvent, étaient déjà accessibles au public. Il l'avait fait plusieurs fois et avait toujours clairement précisé aux reporters que, s'il traitait effectivement avec les services de renseignement, il n'en était pas un employé. Il se considérait comme « un consultant, une sorte de témoin expert ».

Les conseillers combinards et les « docteurs Folimage » à la solde de Whitehall se l'étaient renvoyé comme une balle jusqu'à le laisser au bord des larmes face au comité parlementaire. Ses amis avaient été sidérés de le voir autant mettre ses émotions à nu. Pour eux, il était resté l'homme à la voix douce qui avait toujours des tas de choses à raconter sur ses trente-sept voyages en Irak ; celui qui leur avait relaté comment il avait tenu la route, toast après toast, en levant son verre avec des biologistes russes lors d'un banquet organisé juste après le démantèlement de leurs sites d'armement biologique qu'il avait supervisé à la fin de la guerre froide. Et là, ses proches le voyaient victime de cruelles humiliations et calomnies publiques.

Ce jeudi-là, en déjeunant avec Janice, dans la cuisine de leur maison de Southmoor, le docteur Kelly ne montrait aucun signe de la colère qui s'était emparée de lui suite au comportement de ses supérieurs du ministère de la Défense et de ceux auprès de qui il avait travaillé dans le monde obscur du renseignement. Quoi qu'il en soit, il en résultait que le gouvernement de Blair allait être ébranlé par une crise telle qu'il n'en avait jamais connue ; que la façon dont le public percevait la BBC ne serait plus jamais comme avant ; et que les activités des services secrets britanniques allaient être plus exposées qu'elles ne l'avaient jamais été. Si le docteur Kelly avait conscience de toutes ces conséquences, il n'en montra rien à Janice.

*

Pendant que Janice préparait des sandwichs dans la cuisine, le docteur Kelly, dans son bureau, répondit à plusieurs appels de ses collègues de Porton Down et du ministère de la Défense, qui lui téléphonaient pour lui exprimer leur indignation face au traitement qu'on lui infligeait. À l'un d'eux, il déclara qu'il ne faudrait pas être surpris si « un jour, on retrouvait [son] cadavre dans les bois ». S'agissait-il des paroles d'un homme qui envisageait le suicide ? Où insinuait-il quelque chose de plus sinistre ? Le

sort de tous ces autres microbiologistes avait-il commencé à le hanter ? La semaine suivante, avant de retourner, une fois de plus, en Irak pour chercher des armes de destruction massive, un agent du MI-6 devait l'interroger sur ses liens avec Wouter Basson. Le docteur Kelly estimait avoir déjà tout dit dans son rapport sur le projet Coast. Mors, pourquoi cela refaisait-il surface ? Pour voir s'il avait bien fait part de toutes ses préoccupations à son supérieur hiérarchique ?

Un incident avait perturbé Janice. Quelques semaines auparavant, elle était assise avec David dans le salon lorsque le téléphone avait sonné dans le bureau de son mari, tard dans la soirée. Cela n'avait rien d'inhabituel mais après l'appel, il avait passé les vêtements qu'il ne portait que pour les réunions importantes à Whitehall et avait quitté la maison sans une explication. « Cela ne lui ressemblait pas, se souvint plus tard Janice. Quand il est rentré, il avait l'air un peu soucieux. » Cela faisait longtemps qu'elle avait appris à ne pas lui poser de questions sur ce genre de sujets : comme ses enfants, à l'intérieur du cerveau du docteur, elle était dans une boîte qui lui interdisait tout accès aux autres compartiments de son esprit.

Avant d'aller déjeuner avec elle, le docteur avait déclaré à un interlocuteur téléphonique que « dans l'ensemble [il tenait] bon mais que Janice [traversait] une époque difficile, physiquement comme mentalement ».

À table, dans la cuisine, Janice trouva que son mari avait l'air « fatigué et triste mais pas déprimé ». Elle l'avait déjà vu dans cet état : au retour d'un voyage à l'étranger, par exemple, ou encore d'une longue journée à Londres ou à Porton Down. Mais, pendant le repas, ce fut Janice qui montra les premiers signes d'épuisement par rapport à la tempête politique de plus en plus forte qui ne cessait de les engloutir. Elle quitta la table en s'excusant pour aller s'étendre à cause des douleurs que lui causaient son arthrite et de violents maux de tête. Pendant qu'elle montait les escaliers, le téléphone sonna, une fois de plus, dans le bureau du docteur. Après avoir répondu, il monta à l'étage pour voir si Janice se sentait mieux. Elle le rassura et, satisfait, il dit qu'il allait faire une courte promenade pour soulager le mal de dos dont il souffrait depuis quelques années.

*

À 14 h 30, ce mardi après-midi-là, l'inspecteur chef Alan Young s'assit dans son bureau, au quartier général de la police de la vallée de la Tamise, à Kidlington, dans l'Oxfordshire, et commença à rédiger un dossier hautement confidentiel sur son ordinateur sécurisé.

Young était un agent expérimenté et avait l'habitude de gérer des affaires sensibles. De hauts politiciens, des membres des services de sécurité et des fonctionnaires de White-hall vivaient dans sa juridiction ; puisqu'ils ne voulaient pas abandonner leurs maisons à la campagne, les allers-retours à Londres étaient une nécessité.

Le policier savait que le docteur Kelly voyait les choses comme eux et se disait que cela valait la peine de prendre le train pour Londres aux heures de pointe ou de conduire de chez lui à Porton Down parce que sa femme et lui appréciaient la vie villageoise de Southmoor. Janice était membre de la société historique locale ; quant à lui, il allait à pied jusqu'à l'autre bout du bourg pour jouer au *cribbage* dans son pub de prédilection, le *Wagon and Horses*. Là, tout en buvant une pinte, il entendait les rumeurs locales sur le prix des maisons qui augmentait et l'insidieuse urbanisation qui menait à la disparition des terres agricoles au profit des lotissements. Toujours prêt à payer sa tournée, il était apprécié dans l'établissement. Il ne parlait jamais de son travail mais les habitués se doutaient qu'il était, ainsi que l'a formulé l'un d'entre eux, « quelqu'un d'important à Londres ».

En haut de son écran, Young tapa un nom de code : *Opération Mason*. En-dessous, il ajouta : *Ne pas divulguer. Informations opérationnelles de la police*. Toujours en-dessous, il écrivit les chiffres *14.30* et *17.07.03* — l'heure et la date de l'ouverture du dossier.

Young avait commencé son dossier après une matinée de discussions, souvent tendues, dans divers bureaux gouvernementaux de Whitehall. La comparution du docteur Kelly devant le comité au renseignement de la Chambre des communes avait encore des réverbérations au Foreign Office, au ministère de la Défense et au JIC. John Scarlett, qui dirigeait le JIC depuis deux ans, avait passé beaucoup de temps au téléphone. En ce jeudi après-midi, avec son flair assez finement aiguisé pour sentir venir les ennuis, il était bien conscient que les réponses du docteur Kelly face au comité parlementaire et les querelles continuelles entre le gouvernement et la BBC — à qui l'on reprochait d'avoir affirmé que le dossier avait été rendu plus « sexy » — devenaient problématiques.

Scarlett avait joué un rôle clé dans l'élaboration du document. Dans le processus, il avait supprimé les éléments scrupuleusement évalués que le docteur Kelly avait apportés à la première ébauche. Les informations brutes originales étaient arrivées du MI-6. Elles avaient été approuvées par Richard Dearlove avant de circuler par voie électronique dans le milieu de l'espionnage, en passant notamment par le DIS, le service militaire de renseignement. Personne ne s'était rangé du côté du docteur Kelly, qui estimait qu'à cause du manque de preuves, il n'était pas sans danger d'affirmer que Saddam disposait d'armes de destruction massive. Mais en disant la même chose à un journaliste de la BBC, il avait généré l'inquiétude chez les grands pontes de Whitehall.

Dans la toile emmêlée qui commençait à prendre le scientifique au piège se cachait la crainte que ce fonctionnaire de moyenne importance puisse causer de nouveaux torts au gouvernement. En ce jeudi matin, la question qui avait circulé sur les lignes téléphoniques sécurisées de Whitehall était : parmi les choses que pourrait encore faire Kelly, lesquelles allait-il *vraiment* faire ?

À un certain point, on avait décidé de mettre en place l'opération « Mason ». On ne saurait jamais qui l'avait ordonnée, tout comme on ne connaîtrait jamais le contenu du dossier ouvert par l'inspecteur chef Young pour lancer l'enquête de police sur « les circonstances de la mort du docteur Kelly ». On notera cependant que Young en avait reçu l'ordre une heure avant le départ en promenade du scientifique.

*

Le 30 juin 2003, le MI-5 envoya à toutes les forces de police de Grande-Bretagne un courriel intitulé *Alerte à l'espionnage.* On pouvait y lire : « Nous savons que des agents russes se déplacent à travers tout le Royaume-Uni et que certaines de leurs activités sont relatives au renseignement. Les services secrets de la fédération de Russie sont considérés comme une menace IMPORTANTE pour la Grande-Bretagne. Il faut noter l'immatriculation et le type des véhicules, la date, l'heure et le lieu où ils ont été vus, leur direction, le nombre de passagers à bord et la description de ces derniers. Il ne faut ni les arrêter, ni les suivre, ni interroger les passagers. Les rapports doivent être envoyés au Service de

sécurité. » Le message d'alerte se concluait en rappelant que les plaques d'immatriculation commenceraient par 248D, le préfixe attribué à tous les véhicules diplomatiques russes.

Une semaine avant la promenade du docteur Kelly, une voiture de la police de la vallée de la Tamise avait remarqué une Land Rover dont la plaque portait ce préfixe en train de se diriger vers Southmoor. Les informations avaient été envoyées par radio au quartier général de la police de la route, d'où on les avait transmises à Thames House sur une ligne sécurisée. La présence du véhicule dans le secteur était-elle une simple coïncidence ? Peut-être emmenait-on un diplomate récemment arrivé en visite touristique à Oxford ? Ou bien s'agissait-il d'un voyage de reconnaissance pour voir où vivait le docteur Kelly, l'itinéraire qu'il empruntait pour quitter Southmoor ou y revenir, et la configuration de la campagne autour du village ?

Bien que le docteur Kelly ait été chargé de trouver des armes biologiques en Irak, on avait décidé de ne pas le protéger excessivement. Il avait chez lui un bouton d'alarme lui permettant d'appeler les agents de la branche spéciale de la police de la vallée de la Tamise. Il aurait été difficile d'en faire plus car il avait clairement spécifié qu'il ne le souhaitait pas. Après sa comparution devant le comité parlementaire, il avait bien accepté à contrecœur que deux policiers le raccompagnent mais, une fois devant sa porte d'entrée, il les avait poliment remerciés et leur avait dit de rentrer à Londres.

Il existait une autre menace dans la vie du docteur Kelly. Même si la guerre d'Irak était terminée, il était extrêmement dangereux d'y rechercher des armes biologiques. Son contrôleur au MI-5 l'avait averti que lorsqu'il y retournait, il serait pris pour cible par les escadrons de la mort de Saddam Hussein qui erraient dans le pays pour venger la défaite de leur leader. Mais quand on lui avait parlé de ces risques, le docteur Kelly les avait balayés d'un haussement d'épaule « Ça va avec le territoire. » Il n'avait toujours pas parlé de ces dangers à Janice au moment où il était parti se promener, un certain jeudi après midi. Il y avait de l'amour dans leur mariage mais il était souple et, après trente-six ans, ils en connaissaient tous deux les limites.

*

Après dix minutes de marche, le docteur Kelly croisa une voisine, Ruth Absalom. Ils échangèrent quelques politesses puis elle repartit en direction de Southmoor et lui, vers Kingston Bagpuize. Avant d'y arriver, il devait emprunter deux petits chemins de campagne ; l'un d'entre eux se transformait en un sentier menant à Harrowdown Hill, une zone boisée et solitaire, avec des ronces suffisamment touffues pour décourager la plupart des gens. La seule certitude que l'on ait quant à ce qui s'est passé cet après-midi-là, c'est que le docteur Kelly a reçu deux appels sur son téléphone portable.

Plus tard, les reporters, toujours plus nombreux, qui — depuis son passage spectaculaire devant le comité parlementaire — enquêtaient sur le passé du docteur Kelly, poseraient des questions sur ces fameux coups de téléphone. Se pouvait-il qu'ils aient été passés par le ministère de la Défense, le MI-5 ou le MI-6 ? Les journalistes spécialisés dans les questions de sécurité comprirent que les rapports du docteur Kelly avec les deux services secrets étaient plus étroits qu'ils ne le pensaient. Les appels avaient-ils pour but de le localiser et de lui rappeler qu'il devait rester en contact à cause de cette histoire qui prenait de plus en plus d'ampleur à Whitehall ? Ou provenaient-ils d'un agent d'un service étranger ? Ari Ben-Menashe, ancien conseiller en renseignement du gouvernement israélien, admit plus tard que, puisque l'on savait que le docteur Kelly était à l'origine de la diffusion sur la BBC de l'affaire du « dossier rendu sexy », la station du Mossad à Londres s'était « intéressée de près au docteur Kelly à cause de ses relations avec les autres microbiologistes morts ». Sur Internet, on continuait de spéculer sur leur mort et certains assuraient même qu'ils avaient été victimes d'un escadron de la mort des services de renseignement chinois parce qu'ils avaient refusé de travailler pour le programme d'armement biologique de leur pays. Ces affirmations furent réfutées mais on les inscrivit néanmoins dans les dossiers sur le docteur Kelly du MI-5 et du MI-6, ainsi que dans celui que l'inspecteur Young était en train de monter.

*

Plusieurs heures avant de partir se promener, depuis son bureau, le docteur Kelly avait envoyé un e-mail à Judith Miller, une journaliste du

New York Times et Prix Pulitzer, dans lequel il disait : « De nombreux acteurs obscurs se livrent à des jeux. » Cette femme faisait partie du nombre croissant de journalistes sérieux qui commençaient non seulement à estimer qu'il avait été maltraité mais également qu'il avait encore des choses à révéler. C'était également le cas de Jim Rarey, un journaliste d'investigation américain respecté, qui avait découvert que le docteur Kelly avait discuté avec un éditeur spécialisé, basé à Oxford, de la possibilité d'écrire un livre sur les rapports entre la politique du gouvernement et la guerre. Selon Rarey : « Les sujets évoqués avaient mis l'élite du renseignement de plusieurs pays en mode d'endiguement. »

*

Chez elle, Janice était étendue sur son lit, paralysée par une crise d'arthrite et espérait que son mari ne tarderait pas à rentrer. Normalement, il ne marchait pas plus d'une demi-heure. Au bout d'une heure, elle commença à se demander où il était passé. Au crépuscule, elle appela la police et des recherches furent lancées.

Peu après huit heures du matin, le vendredi 18 juillet 2003, après une nuit blanche, Janice Kelly ouvrit sa porte à un policier de la vallée de la Tamise et trois hommes en costume sombre. Pour répondre à sa question, le policier lui dit que l'on ne savait toujours pas où se trouvait son mari mais que les recherches se poursuivaient. L'un des hommes expliqua que ses collègues et lui étaient venus pour « récupérer » l'ordinateur du docteur Kelly. Janice ne s'y opposa pas. Cela faisait longtemps qu'elle était habituée au comportement du ministère de la Défense. Elle les conduisit au bureau de son mari et les attendit dans la cuisine pendant qu'ils faisaient leur travail. Le policier montait la garde devant le bureau. Les hommes étaient des experts en informatique de l'unité d'évaluation technique du MI-5. Ils débranchèrent les six ordinateurs, les chargèrent à bord de leur van Transit et repartirent. L'opération ne leur avait pris qu'une dizaine de minutes.

*

En ce vendredi matin, cela faisait déjà quelque temps que l'on cherchait

le docteur Kelly et que des équipes de la police, assistées par des volontaires locaux, fouillaient les bois des environs de Southmoor. Louise Holmes avait apporté un colley pour l'aider à vérifier sous la végétation dense et se dirigeait vers Harrowdown Hill en compagnie de Paul Chapman, un autre volontaire connaissant bien la région. L'animal était un peu en avance quand il se mit à aboyer et revint vers eux. « Contrairement à son habitude, il refusait de bouger, comme si quelque chose l'avait effrayé », se souvint plus tard Louise. Paul et elle coururent vers l'endroit d'où arrivait le chien et trouvèrent le corps du docteur Kelly « appuyé contre un arbre ». Avec son téléphone portable, Louise appela la police sur le numéro que l'on avait donné à tous ceux qui participaient aux recherches. On lui dit de ne pas toucher au corps et que des « agents de soutien » étaient en route. En attendant, Paul et elle « devaient s'éloigner de la scène afin de ne rien déranger ».

En retournant vers leur voiture, ils croisèrent trois hommes qui se présentèrent comme des « détectives » de la police de la vallée de la Tamise. Plus tard, Louise se souvint que l'un d'entre eux avait montré sa carte et demandé où se trouvait le corps. Elle lui avait indiqué la direction du doigt et était repartie, avec Paul, vers la voiture. Trente-cinq minutes après la découverte du cadavre du docteur Kelly, deux auxiliaires médicaux ambulanciers, David Bartlett et Vanessa Hunt, arrivèrent sur les lieux. Ils affirment que le corps était étendu sur le dos à quelques pas de l'endroit où Louise Holmes et Paul Chapman avaient déclaré l'avoir trouvé « appuyé contre un arbre ». Tous deux expérimentés, ils estimèrent qu'il n'y avait pas assez de sang sur les lieux pour que ce soit sa petite blessure au poignet gauche qui ait entraîné la mort du docteur Kelly. Ils doutaient donc qu'il se soit délibérément tranché les veines pour se suicider.

*

Le mystère autour de la mort du docteur Kelly commença dans la tente de médecine légale que la police avait montée autour de son corps, à Harrowdown Hill. Un agent du MI-5 était arrivé en même temps que le médecin pour récupérer le téléphone portable que l'on avait trouvé dans la poche de veste de Kelly. L'agent était reparti et ce qu'il était advenu du téléphone resterait l'une des nombreuses énigmes de cette journée.

Avant d'entreprendre l'examen du corps, le médecin légiste demanda qu'on lui procure les archives dentaires du docteur Kelly. On découvrit alors qu'elles avaient disparu du cabinet où le docteur passait chaque année une visite préventive. Le dentiste expliqua que lorsqu'il était arrivé au travail ce matin-là, il avait trouvé une fenêtre ouverte alors qu'il l'avait fermée la veille au soir. Celle-ci était suffisamment large pour que quelqu'un d'assez menu puisse s'y faufiler, mais la police ne fit aucun prélèvement pour tenter de trouver des indices sur l'effraction. Deux jours plus tard, les dossiers réapparurent, à leur place exacte, dans le système de classement du cabinet. Mais, là encore, on n'essaya même pas de prélever des empreintes. Cependant, la disparition des dossiers préoccupa tellement la police qu'on demanda au médecin de procéder à un test ADN pour « confirmer qu'il [s'agissait] bien du docteur Kelly ». Quoi qu'il en soit, le mystère de la disparition et de la réapparition des archives dentaires n'a jamais été élucidé. Avaient-elles été prises par un spécialiste des entrées par effraction du MI-5 ?

Une autre question restée sans réponse concernait la plaquette de cachets analgésiques que la police avait trouvée sur le corps. Ces comprimés, vendus par trente, avaient été prescrits à Janice Kelly pour la soulager des douleurs de l'arthrite. Lors de leur première fouille du corps, les policiers avaient remarqué qu'il ne restait plus qu'un cachet. En toute logique, ils avaient supposé que le docteur Kelly avait dû prendre les autres. Pourtant, on n'en trouva aucune trace à l'autopsie et l'on apprit qu'il détestait prendre des cachets. Ces médicaments avaient-ils été placés dans la veste du docteur Kelly pour renforcer l'idée qu'il s'était suicidé ? Le couteau qu'il possédait depuis son enfance et que l'on avait retrouvé près de son corps faisait-il partie d'un plan visant à faire croire qu'il s'était lui-même donné la mort ? La lame ne portait ni traces de sang ni le moindre signe indiquant qu'elle aurait été essuyée sur la veste de la victime ou sur l'herbe. Quelqu'un d'autre l'avait-il nettoyée avec un chiffon ? Là encore, aucune réponse ne fut apportée à ces troublantes questions.

Dans son rapport final, le médecin légiste conclut que le docteur Kelly s'était suicidé en se servant de son couteau pour trancher l'artère ulnaire de son poignet gauche. Trois autres médecins — un traumatologue, un radiologue et un chirurgien vasculaire — conclurent collectivement, et très publiquement, que le verdict ne corroborait pas le suicide : « Si le docteur Kelly avait voulu se donner la mort, il aurait coupé son artère radiale. » Une

mise en question aussi directe, sans parler du fait qu'il s'agissait d'une affaire qui faisait les gros titres dans la presse internationale, était inédite dans le milieu conservateur de la médecine britannique.

Janice Kelly avait dit à la police que son mari s'était converti au bahaïsme — un culte pacifiste qui condamne le suicide — et qu'elle avait l'impression que cette nouvelle croyance aidait son mari à faire face aux pressions de son travail.

L'une des trois cents personnes qu'interrogea la police était le docteur Julian Perry Robinson, un ami de longue date du docteur Kelly, qui révéla que celui-ci envisageait de prendre sa retraite un an plus tard, abandonnant ainsi un poste qui lui rapportait soixante-trois mille livres par an (environ quatre-vingt mille euros), et peut-être partir pour l'Amérique, où un meilleur salaire lui permettrait de payer les plus récents traitements pour Janice. Selon lui : « David avait tout à gagner et le suicide aurait été la dernière chose à lui venir à l'esprit. »

Cette théorie fut soutenue par une source haute en couleur. Il s'agissait de Mai Pederson, une ancienne danseuse du ventre, qui s'était engagée dans l'armée des États-Unis, s'était mariée deux fois et, selon l'un de ses anciens époux, « avait une étonnante capacité à ensorceler les hommes ». Ce qui était certain, c'était que sa maîtrise de la langue arabe lui avait valu un rôle dans le monde du renseignement et qu'elle avait rencontré pour la première fois le docteur Kelly en Irak, en 1998. Elle lui avait fait découvrir la religion bahaïe et ils étaient restés proches amis. Lors de ses déplacements réguliers en Amérique, il mettait un point d'honneur à la rencontrer. Cependant, elle maintenait que leur relation n'avait été que « purement platonique ». Ils s'étaient parlé juste quelques jours avant sa mort et lorsqu'elle avait appris la nouvelle, elle avait été « absolument certaine qu'il ne s'était pas suicidé

Pendant ce temps, à Washington, l'idée que le docteur Kelly pourrait avoir été assassiné avait commencé à susciter l'intérêt d'un juriste, Michael Shrimpton — qui conseillait le SSCI, le puissant comité au renseignement du Sénat, sur les questions de sécurité nationale. « Mes contacts personnels de haut niveau m'avaient dit que Kelly se ferait descendre. Quarante-huit heures après la découverte de son corps, un agent du renseignement britannique m'a téléphoné pour m'annoncer que Kelly avait été assassiné. Mais il a insisté sur le fait que le MI-5 et le MI-6 n'y étaient pour rien », déclara-t-il à Tim Shipman, l'un des nombreux journalistes d'investigation

qui ont essayé d'en savoir plus sur le destin du docteur Kelly.

Pendant qu'ils creusaient, fouillaient et dépensaient d'énormes sommes d'argent dans les pubs de Whitehall et au *Wagon and Horses, à* Southmoor, interrogeant tous ceux qui se souvenaient de David Kelly, Tony Blair avait nommé un juge retraité de soixante-douze ans pour diriger une enquête gouvernementale approfondie sur la mort du docteur. Issu d'une famille bourgeoise protestante de Belfast, Lord Hutton s'était forgé une réputation quand, en jugeant des terroristes de l'IRA, il avait rejeté plusieurs accusations pour manque de preuves. À l'époque, il n'avait pas encore perdu son accent d'Irlande du Nord et il déconcertait ses amis en les invitant à venir regarder avec lui des rediffusions de la série *Lone Ranger.* En bien des points, son travail correspondait à sa personnalité ; il était autoritaire et aimait lire les derniers rapports de la *Law Society* — le barreau britannique.

Downing Street avait fait savoir que la nomination de Lord Hutton à la place du coroner de l'Oxfordshire Nicholas Gardiner avait pour objectif de rendre l'enquête plus formelle. Au lieu de cela, cette décision avait déclenché une controverse. Des experts en médecine légale firent remarquer que Hutton avait beau être un haut magistrat siégeant à la Chambre des Lords, il n'avait jamais conduit d'enquête auparavant. Plusieurs grands juristes rappelèrent qu'il avait acquis sa réputation en agissant pour la Couronne à l'époque où il avait représenté l'armée dans l'affaire du *Bloody Sunday* avant de devenir président de la Haute Cour d'Irlande du Nord. L'avait-on sorti de sa retraite pour s'assurer, selon les termes d'un avocat, que « l'enquête se limite strictement à la façon dont David Kelly était mort » ? Roy Hattersley, ancien leader adjoint du parti travailliste, fit publiquement la spéculation suivante : « Ce choix est tactique. Tony Blair a nommé Hutton pour être sûr qu'on ne poserait pas de questions sur le fait que Kelly n'ait pas réussi à trouver d'armes de destruction massive en Irak. » Mais en ce vendredi matin, on n'en était pas encore là.

Quelques minutes après la découverte du corps, l'inspecteur chef Young reçut un coup de téléphone. Il ajouta sa dernière note au dossier de l'opération Mason : *09.00 18.07.03. Corps retrouvé.*

Plus tard dans la matinée, le rapport fut transmis au Home Office, l'autorité suprême des forces de police britannique, et Young ne travailla plus sur l'affaire par la suite. Le Home Office envoya ensuite des copies du document au MI-5 et à Downing Street. Après sa nomination, Hutton en

reçut également une. Il l'avait lue lorsqu'il se rendit chez Janice Kelly, une semaine après la mort de son époux. Il resta moins d'une heure avec elle, sur la chaise où David Kelly avait l'habitude de s'asseoir. À la demande du magistrat, le contenu de leur conversation est resté secret. L'existence du dossier sur l'opération Mason n'a été révélée que durant l'audience, quand Hutton a autorisé que sa première page soit rendue publique. Le reste du texte est toujours enfermé au registre du MI-5.

Au cours des semaines suivantes, loin de la clairière où était mort le docteur Kelly, de rutilantes berlines, payées par l'État, arrivèrent à la Cour royale de justice et de nombreux résidents du maquis de Whitehall défilèrent à la barre. L'un après l'autre, on les fit entrer dans la salle 73 pour témoigner sous le regard de chouette de Lord Hutton. Tony Blair se présenta accompagné de son garde du corps de la branche spéciale, bâti comme un taureau du Hereford. Tandis que battaient les veines de son crâne chauve, celui-ci put entendre le Premier ministre affirmer que « connaître l'existence » d'un document ne voulait pas dire « l'avoir vu ». Plusieurs des principaux collaborateurs de Blair étaient passés après lui : Sir David Ormand, le directeur de la coordination du renseignement au Cabinet Office ; Sir David Manning, le premier conseiller en politique étrangère du Premier ministre ; John Scarlett, le président du JIC, sur le point de reprendre le MI-6 ; Jonathan Powell, le chef de cabinet de Tony Blair ; et Geoff Hoon, qui donna son nom complet lorsqu'on le lui demanda : « Je m'appelle Geoffrey William Hoon. » « Et vous êtes secrétaire d'État à la Défense, monsieur Hoon ? », demanda James Dingemans, l'avocat de la Couronne. « Oui, en effet. » À ce moment-là un murmure s'échappa de la tribune du public : « Mais pour combien de temps encore ? »

Selon certains médias, le ministère de Hoon était coupable d'avoir poussé le docteur Kelly au suicide en donnant son nom aux journalistes. Le conseiller spécial de Hoon, Richard Taylor, avait déclaré à un Lord Hutton impassible que le secrétaire à la Défense avait participé à une réunion lors de laquelle il avait été décidé de révéler l'identité du docteur Kelly. Un journaliste spécialisé écrivit que Taylor avait quitté le tribunal « comme un directeur d'hôtel évitant un incident dans le hall ».

Si les grands pontes s'étaient exprimés dans le langage de la cour, Janice Kelly témoigna de façon très différente. S'appuyant sur une canne et soutenue par sa fille cadette, Rachel, elle prononçait bien ses consonnes, ce

qui faisait ressortir l'authenticité de ses propos : soucieuse pour son mari, elle avait essayé de lui épargner les conséquences de ses problèmes de santé. Sa dignité face à son décès était beaucoup plus bouleversante que l'élocution affectée des autres témoins, qui semblaient avoir passé des heures à préparer leur apparition sous les projecteurs.

Après plusieurs semaines, les audiences cessèrent enfin. On n'entendrait plus, chaque matin, à 10 h 30, l'huissière de Lord Hutton ordonner « Veuillez vous lever » quand il entrait dans le tribunal. Ressemblant encore plus que d'habitude à une chouette endormie retournant vers son nid, il partit préparer son verdict sur la base de tout ce qu'il avait entendu.

*

Durant les semaines précédant le nouvel an 2004, les médias spéculèrent de plus en plus — parfois jusqu'à la limite de l'hystérie — sur le fait que le rapport de Lord Hutton s'avérerait la ruine du gouvernement car le Nord-Irlandais ferait toute la lumière sur l'affaire et révélerait au monde comment le docteur Kelly était mort.

Tant de journalistes voulaient l'entendre prononcer son jugement qu'on avait réservé la salle 76, l'une des plus grandes de la Cour royale de justice. Vers 12 h 30, le mercredi 28 janvier, elle était bondée et tous les yeux étaient levés vers la haute estrade où était assise sa seigneurie. Impassible, dans son costume gris, il regardait par-dessus ses lunettes en demi-lunes en attendant que le silence s'installe dans la tribune publique. Les reporters se tenaient prêts, carnet en main, et les magistrats, élégamment vêtus, étaient à leur table. Pendant un moment, Lord Hutton pencha la tête, les yeux rivés sur le document qui contenait son résumé de milliers de pages d'éléments, fournis par soixante-quatorze témoins pendant plus de vingt-cinq jours, sur « les circonstances entourant le décès du docteur David Kelly ».

Durant les audiences, il n'avait que très peu parlé. Il avait laissé la parole aux avocats du gouvernement, de la BBC, de la famille et des autres parties intéressées. Il avait pris des notes, remercié courtoisement tous les témoins et, occasionnellement, posé quelques questions. À partir de ces dernières, certains des commentateurs du procès avaient conclu qu'il « recherchait la vérité, toute la vérité et rien que la vérité », qu'il avait promis de révéler lors de son préambule, un mois plus tôt.

Au début, sa superbe éloquence envoûta l'auditoire. Puis des regards de surprise, presque d'incrédulité, se mirent peu à peu à apparaître sur les visages, à mesure qu'il devenait clair que Lord Hutton était en train de lancer une offensive froide et calculée contre la BBC, à propos de sa désormais tristement célèbre diffusion de l'émission *Today* consacrée au « dossier rendu sexy ».

L'expression était déjà considérée comme crue ; là, elle fut littéralement expédiée aux oubliettes. « La formule *sexed up* (rendu plus sexy), dit-il en faisant bien sonner la dernière consonne, est une expression argotique dont la signification manque de clarté dans le contexte de la discussion de ce dossier. » À partir de là, il continua en décortiquant la hiérarchie de la BBC, exposant ce qu'il considérait comme une veine de défaillance collective partant du plus haut de la corporation — où ses dirigeants étaient assis dans une position aussi élevée que celle de Lord Hutton sur son estrade — jusqu'à Gilligan. À chaque fois qu'il mentionnait « monsieur Gilligan » la répugnance transparaissait dans sa voix. Lord Hutton conclut que le gouvernement — Tony Blair, les hauts fonctionnaires du numéro 10, ceux du ministère de la Défense et John Scarlett, du JIC — avait « agi raisonnablement » en prenant les décisions qui avaient permis de découvrir que « la source de monsieur Gilligan » était le docteur Kelly. Il regarda longuement et fixement les avocats de la BBC avant de reprendre :

« Après avoir étudié une grande quantité d'éléments, je considère que. le Premier ministre et ses collaborateurs n'ont jamais élaboré de stratégie indigne, frauduleuse ou marquée par la duplicité. »

Dans les regards, l'incrédulité augmentait chaque fois qu'on l'entendait renforcer ses accusations accablantes avec des termes meurtriers comme « infondé », « en faute » ou « critiquable ». Quand il eut terminé, après quatre-vingt-cinq minutes, les journalistes avaient déjà noté quelques commentaires : « C'est un affront aux indices que nous avons entendus » ; « Des têtes vont tomber ». Gavin Davis, le président de la BBC, et Greg Dyke, son directeur général, démissionnèrent pratiquement aussitôt.

Lord Hutton n'avait pas catégoriquement expliqué ce qui avait poussé le docteur Kelly au suicide ; ni pourquoi le microbiologiste n'avait pas laissé de mot ; ni pourquoi — dans l'hypothèse où il se serait vraiment donné la mort — il avait choisi une méthode tellement rare qu'elle était pratiquement inconnue. Pourquoi le rapport complet de l'opération Mason n'avait-il pas

été présenté aux audiences, afin que Lord Hut-ton puisse porter son propre jugement sur un document que l'on avait commencé à rédiger une bonne heure avant la mort du docteur Kelly ? Lord Hutton n'avait pas non plus ne serait-ce qu'effleuré les allégations selon lesquelles le docteur Kelly aurait pu être assassiné.

Ces absences ne pouvaient qu'aboutir à ce que l'enquête Hutton soit qualifiée de parodie de justice — et pas uniquement sur les sites Web conspirationnistes dédiés à ce sujet ; les théories des internautes ne seraient considérées que comme les délires d'une bande de marginaux. Cependant, un investigateur beaucoup plus difficile à dédaigner n'allait pas tarder à faire surface : Norman Baker, un député qui démissionna de ses responsabilités de porte-parole du parti libéral démocrate au Parlement pour mener sa propre enquête. Déjà connu pour avoir l'habitude de s'en prendre à l'establishment, il avait révélé les dépenses extravagantes des députés ; il avait forcé un ministre du gouvernement travailliste, Peter Mandelson, à démissionner ; il avait mené des campagnes contre la vivisection et les persécutions chinoises au Tibet. Au sujet du rapport Hutton, il m'a un jour confié : « Dès le début, il m'est apparu comme un abus de pouvoir. »

En novembre 2007, Baker a publié ses découvertes dans un ouvrage très documenté, *The Strange Death of David Kelly* (La Mort étrange de David Kelly). Comme tant d'autres personnes ayant publié leurs hypothèses sur les circonstances du décès du scientifique, on l'a catalogué comme théoricien de la conspiration. Il s'était, en effet, « écarté du droit chemin » en affirmant que le docteur Kelly avait été tué par un « escadron de la mort » irakien : soit des loyalistes voulant venger Saddam soit, plus probablement, des dissidents soutenus par la CIA et le MI-6, Ahmed Chalabi et Iyad Allaoui, qui avaient tous deux espéré se voir confier le pouvoir après l'invasion anglo-américaine. Le fait que le docteur Kelly ait affirmé qu'il n'y avait pas d'armes de destruction massive alors que Chalabi et Allaoui maintenaient qu'elles existaient, ainsi qu'ils me l'ont dit personnellement — avait mis fin à tous leurs espoirs de devenir les pantins de Washington en Irak. Ses découvertes publiées, Baker fut invité par la BBC à un célèbre talk-show télévisé du dimanche matin. Le journaliste vétéran de la corporation, Tom Mangold — qui se présentait comme un ami de la famille Kelly — l'attendait pour le piéger. Il qualifia le livre de Baker de « cochonnerie » tout en admettant ne pas en avoir lu « le moindre mot ». Pour ajouter de donner plus de crédibilité à sa conviction que le microbiologiste s'était

suicidé, Mangold alla jusqu'à montrer son carton d'invitation aux funérailles de David Kelly. Baker n'eut aucune chance d'évoquer une anecdote incontestée figurant dans son ouvrage : l'épouse de Tony Blair, Cherie, a vendu aux enchères un exemplaire du rapport Hutton afin de collecter des fonds pour le parti travailliste.

Près de l'église St Mary dont dépend Southmoor, la tombe du docteur Kelly se trouve tout au fond du cimetière. Au loin, on aperçoit les bois de Harrowdown Hill, où il a trouvé une mort dont les circonstances ne seront probablement jamais élucidées. Par la route, le cimetière est situé à cent vingt kilomètres de la salle 76, où Lord Hutton a prononcé son verdict. Beaucoup estiment qu'on est encore bien plus loin de la vérité.

*

Le 7 juillet 2004, George Tenet appela successivement John Scarlett, devenu directeur du SIS ; Meir Dagan, qui avait succédé à Efraïm Halevy à la tête du Mossad ; et Eliza Manningham-Buller, qui avait pris la direction du Service de sécurité à la suite de Stephen Lander. Il les remercia pour l'aide fournie par leurs services durant les sept années pendant lesquelles il avait dirigé la CIA et conclut tous ses appels en souhaitant bonne chance à ses interlocuteurs dans la lutte contre le terrorisme. Il leur dit ensuite qu'il allait démissionner le lendemain. Ils ne lui demandèrent pas pourquoi ; ils le savaient. Tenet était le chef du renseignement qui avait dit au président Bush — qui l'avait répété à Tony Blair — que la CIA avait des preuves « en béton » que l'Irak possédait des armes de destruction massive. Cela avait fourni à Bush et Blair la justification qu'il leur manquait pour partir en guerre. Plus que n'importe qui, Tenet avait totalement dénigré le discours du docteur Kelly et des autres sceptiques.

Pourtant, pendant que Tenet passait ses coups de téléphone, un rapport discréditant ses affirmations sur les armes de destruction massive et soulevant de nouveaux doutes sur le rapport Hutton se trouvait sur son bureau. Il avait été élaboré par son ancien adjoint, Richard Kerr, le seul homme qu'il avait estimé capable de rédiger un rapport détaillé et impartial sur la façon dont on en était arrivé à affirmer que l'Irak possédait ces fameuses armes. Tenet avait été dévasté en y lisant qu'après avoir cherché pendant dix ans la vérité sur l'arsenal de Saddam, les espions de la CIA

avaient puisé leurs informations auprès de sources aussi trompeuses que douteuses. En étudiant le rapport de Kerr, Tenet avait compris qu'on le jugerait incompétent et que l'on se souviendrait de lui comme du directeur qui se trouvait à la tête de l'Agence au moment de sa plus grande défaillance. Rien, de ce qui s'était passé au cours des sept ans précédents ne pouvait effacer cela : l'Amérique et ses alliés étaient partis en guerre sur une énorme contrevérité. *L'Irak ne possédait pas d'armes de destruction massive.*

XX

Un bilan provisoire

Après le remplacement de Tenet par Porter Johnston Goss, depuis Vauxhall Cross, John Scarlett avait observé les événements à Washington avec un étonnement croissant. Pendant la guerre froide, à l'époque où il était affecté à la station de Londres, l'ancien espion de l'Agence était venu frapper à la porte du MI-6 en quête de « bonnes informations sur le KGB ». Son manque de connaissance du renseignement russe n'avait pas impressionné l'agent de liaison du MI-6 et Goss était reparti à Washington plein de ressentiment, ce qui n'était pas rare chez lui.

Grâce à son adresse politique, il avait obtenu un siège au Congrès et n'avait pas tardé à devenir le président du SSCI, où il avait fait usage de toute son influence pour constamment reprocher à la CIA de « devenir une bureaucratie rigide sur la pente vers le proverbial précipice ». Ces paroles avaient suffi à ce que le président Bush le nomme et il avait remporté sa confirmation du Sénat avec une écrasante majorité. On l'avait alors promptement conduit à Langley « pour se faire une idée de l'endroit ». À peine quelques jours plus tard, il s'était mis à renvoyer des tas d'agents vétérans, dont Stephen Kappes, le directeur du service clandestin et ancien chef de la station de Moscou, qui était un espion très estimé de Scarlett. Ensemble, Kappes et lui-même avaient récemment réussi à convaincre le colonel Kadhafi d'abandonner ses armes de destruction massive en échange de ne plus traiter la Libye en pays paria.

Dix-neuf mois plus tard, le 5 mai 2006, Bush finit par renvoyer Porter Goss car l'amertume permanente qu'il y avait générée à l'Agence menaçait — selon les termes de Carl Ford, le secrétaire d'État adjoint — de « pratiquement anéantir la CIA ». « Elle est en si piteux état qu'on a peine à le croire », avait-il ajouté. À ce moment-là, John Dimitri Negroponte, un ancien ambassadeur des États-Unis en Irak, venait d'être nommé à la tête de la toute nouvelle Direction du renseignement national. Cela avait été l'une des premières recommandations de la Commission nationale sur les attaques terroristes après l'immense échec de la CIA et du FBI. Ce poste

donnait à Negroponte l'autorité suprême sur toute la communauté du renseignement américaine. La CIA se trouvait alors sous le contrôle, désormais diminué, du général Michael Hayden, l'ancien directeur de la NSA. Pour son premier voyage à l'étranger en tant que directeur de l'Agence, il se rendit à Londres afin d'y rencontrer Scarlett. Les deux hommes croyaient tous deux beaucoup en la surveillance électronique et partageaient la conviction qu'il fallait s'en servir pour la traque hors juridiction des terroristes — sans se soucier des frontières. De ce fait, ils étaient encore amis en 2007.

*

Même ses détracteurs reconnaissaient que Jonathan Evans était un bourreau de travail. Il arrivait souvent à Thames House avant l'aube et ne rentrait chez lui qu'à l'heure où les théâtres du West End se vidaient de leurs spectateurs. Son personnel suspectait qu'il était mû par l'espoir de devenir, un jour, la seizième personne à occuper le poste de directeur général du Service de sécurité. Depuis les attentats de Londres, en juillet 2005, le MI-5 était sous le feu de violentes critiques, dont la plupart tombaient sur les larges épaules d'Eliza Manningham-Buller, dont beaucoup demandaient la démission. Seul Evans savait qu'elle n'avait pas attendu les attentats pour décider de prendre sa retraite en avril 2007, à la fin de son mandat de quatre ans ; elle lui avait dit qu'il serait temps de voir une nouvelle tête à la barre. Elle ne le lui avait pas dit mais il avait eu l'impression que le poste serait pour lui.

Quand il fut nommé directeur adjoint en 2005, cela faisait déjà longtemps que le personnel le considérait comme « un animal à sang froid, peu sociable et aussi lugubre qu'un croque-mort ». Selon Colin Wallace, un agent qui avait travaillé avec lui en Irlande du Nord : « Evans était l'espion parmi les espions. Il évoluait comme personne dans les rues de Belfast. Il savait comment recruter des informateurs et était toujours prêt à prendre des risques calculés avec eux. Mais cela fonctionnait toujours. À la fin, il avait un informateur proche de Gerry Adams. » Stella Rimington, son ancienne patronne, trouvait qu'Evans était « un homme difficile à connaître mais dont on ne pouvait pas douter du sens du détail ».

Après les attentats de Londres, ses détracteurs au MI-5 reconnaissaient

qu'il avait l'art d'utiliser ses vastes connaissances pour aboutir à des informations de très haute qualité et que c'était un atout capital pour découvrir les liens entre les terroristes nés en Grande-Bretagne et Al-Qaïda, au Pakistan. Ils savaient également qu'il fournissait régulièrement des renseignements aux vingt-deux autres services secrets pour qui Oussama Ben Laden était une cible prioritaire. Alors que les autres n'étaient pas encore arrivés ou avaient terminé leur journée, derrière la porte close de son bureau, Evans étudiait toutes les nouvelles informations sur Ben Laden et chaque parole que ce dernier avait prononcée pour louer les meurtres commis en son nom : à Bali, il y avait eu deux cents morts, principalement de jeunes touristes britanniques et australiens ; en Tunisie, cinquante autres vacanciers avaient été tuée par un camion piégé en sortant d'une synagogue vieille de deux mille ans ; à Londres, les attentats-suicides avaient fait cinquante morts, des centaines de blessés et encore plus de traumatisés.

Ben Laden invoquait régulièrement la réciprocité pour justifier ces violences et ces destructions : « Tout comme vous tuez, vous serez tués ; tout comme vous envoyez des bombes, vous recevrez des bombes. » D'un bout à l'autre du ramadan — et même le jour le plus sacré du calendrier musulman, l'Aïd el-Kébir, la fête du Sacrifice —, il avait appelé au *djihad.* Il avait également fait une promesse : « Tous les guerriers de l'islam seront récompensés en devenant l'un des chevaliers qui, depuis les hauteurs du col de montagne où ils vivent, descendent affronter leurs ennemis. »

Evans avait compris que l'univers mental d'Oussama Ben Laden n'autorisait aucune autre forme de contact que la destruction avec l'Occident. Cependant, il reconnaissait que ses moyens techniques offraient d'incroyables opportunités de faire des ravages à une échelle sans précédent. Evans avait été le premier agent du MI-5 à avertir que les activistes allaient s'inscrire dans les universités britanniques pour y étudier la recherche appliquée et diverses matières technologiques. Ils pourraient ainsi apprendre à entretenir la tempête de feu que Ben Laden demandait en des termes soigneusement choisis pour démontrer la crédibilité de ses menaces : *Ce que vous nous avez fait, nous vous le ferons.* Le terroriste avait également convaincu ses partisans, de plus en plus nombreux, que le moment n'était pas encore venu de créer un mouvement qui mobiliserait les masses. Cela viendrait plus tard. D'après ses discours, ce qui était important *maintenant,* c'était de croire que le pouvoir de la violence immédiate était assez grand pour ébranler l'Occident — le grand Satan américain et son

disciple, la Grande-Bretagne — jusqu'au cœur de ses fondements. Là, le monde musulman pourrait se soulever en *djihad*.

Cela ne s'était pas produit. Lors d'une réunion du personnel, Evans avait déclaré : « Notre travail consiste à nous assurer que cela n'arrive jamais. »

Eliza Manningham-Buller prit sa retraite le jour d'avril où elle avait promis de le faire et lors de sa fête d'adieux — à laquelle assistaient des directeurs de services de renseignement européens et américains —, elle accompagna aimablement Evans aux quatre coins de la salle pour lui présenter tous ses invités. Lors de son discours, elle rappela à tous que c'était la dernière fois qu'ils entendraient parler d'elle ; puis, dans un dernier éclat de rire sonore, elle précisa qu'ils n'avaient rien à craindre de ses mémoires. Elle ne les écrirait pas. Certains invités perçurent cette remarque comme une pique en direction de Stella Rimington qui avait publié les siens.

Le lendemain matin, Jonathan Evans s'installa dans le bureau du directeur général. Il commença par ranger ses livres et ses documents consacrés à Al-Qaïda puis il étudia les derniers rapports sur l'organisation : le Salvador faisait désormais partie des pays où Al-Qaïda blanchissait son argent, qui circulait toujours dans le monde entier. Le FBI avait envoyé une mise à jour sur les dernières compagnies — pour la plupart, des leaders de l'industrie high-tech — dont on suspectait fortement qu'Al-Qaïda possédait des actions. Evans avait énormément de rapports à examiner. Il était presque minuit quand s'acheva sa première journée à la direction.

Tôt le lendemain matin, Evans fut conduit jusqu'à une grande pièce, en espace ouvert et sans fenêtres dans le centre de Londres. On ne pouvait y accéder qu'avec une carte magnétique dont le code changeait régulièrement. C'était ici que travaillaient les « surfeurs », cinquante agents hautement qualifiés du MI-5 qui passaient leurs factions de dix heures avec des écouteurs collés aux oreilles. Devant leurs postes de travail, avec leurs ordinateurs et leur matériel d'enregistrement, ils scrutaient Internet pour rechercher les sources des forums secrets sur lesquels les djihadistes de Grande-Bretagne communiquaient avec l'un des plus dangereux recruteurs de Ben Laden. Omar Bakri Mohammed était interdit de séjour au Royaume-Uni, mais pénétrait en profondeur dans la communauté que constituaient les deux millions de musulmans du pays avec ses messages de haine. Il avait donné à chacun de ses partisans un mot de passe pour entrer sur le forum.

Tout comme celui des cartes magnétiques des techniciens pour entrer dans la salle de recherches, ceux des sites Web changeaient sans arrêt. Chaque fois que les informaticiens découvraient un site et le détruisaient électroniquement, Bakri en ouvrait un autre avec de nouveaux mots de passe.

Noyés parmi tous ces sites — entre les horribles photos des soldats britanniques et américains tués en Irak et en Afghanistan — se trouvaient des messages demandant aux djihadistes britanniques de se tenir prêts à « se soulever et lancer la guerre sainte contre les infidèles ». Dans les envois qu'il effectuait depuis les cafés Internet de Beyrouth — où il vivait et d'où il opérait en 2007 —, c'était le message qu'Omar Bakri voulait transmettre lorsqu'il publiait les adresses des familles des soldats morts accompagnées de la requête suivante : « Informez-les qu'elles ne sont pas à l'abri de vous tous qui soutenez notre cause. »

Lors de son dernier jour en fonction, Eliza Manningham-Buller avait dit à son personnel : « À moins que nous n'arrêtions le flot de rhétorique islamique radicale en Grande-Bretagne, il se peut fortement que le carnage de Bagdad fasse irruption dans les rues de villes telles que Bradford, Leeds ou partout où se trouvent des enclaves musulmanes pleines de gens mécontents. »

Le lendemain matin, Evans écouta quelques-uns des enregistrements de Bakri et de plusieurs autres religieux extrémistes. Rien que pendant qu'Evans se trouvait dans la pièce, les « surfeurs » avaient détruit une douzaine de sites. Il y en aurait donc bientôt d'autres à traquer. Une bataille sans fin se livrait dans le cyberspace.

*

La grande expérience qu'avait acquise Jonathan Evans en Irlande du Nord, en luttant contre l'IRA, lui avait appris que l'organisation était composée de plusieurs groupes. Il en allait de même pour Al-Qaïda, qui était une source d'inspiration toujours plus grande pour les attentats contre des cibles occidentales des groupes affiliés. Evans était convaincu que si Al-Qaïda avait un quartier général, il se trouvait probablement dans la lointaine forteresse des montagnes du Waziris-tan, une province de l'impénétrable zone nord-ouest du Pakistan. Là, dans l'une des vallées

pratiquement inaccessibles à une armée moderne, se trouvait un refuge sûr pour les dirigeants d'Al-Qaïda, traqués sur toute la planète depuis des années. Grâce à une végétation dense en été et d'épais amas de neige en hiver, dans leurs caves, ils étaient même protégés des satellites de surveillance les plus sophistiqués.

Evans avait découvert que, dans ce bastion, Ben Laden avait augmenté à vingt-cinq le nombre des membres du conseil de la *choura* d'Al-Qaïda, le haut commandement de l'organisation. L'un de ceux qui venaient d'être nommés était Adam Gadahn, un Californien de vingt-huit ans qui, depuis sa conversion à l'islam, était surnommé « Azzam l'Américain » et s'occupait de la propagande. Les analystes du MI-5 pensaient que c'était lui qui avait rédigé le texte et enregistré la dernière cassette audio de Ben Laden, l'une des soixante qu'avait déjà réalisées Al-Qaïda en 2007.

Un autre nouveau membre du conseil était Abou al-Masri, qui avait travaillé avec certains des terroristes des attentats de Londres quand ils s'étaient rendus au Pakistan. Son nouveau titre était « chef des opérations extérieures ». Evans avait établi, l'un après l'autre, les profils des hommes clés de Ben Laden : Atiyah Abdel-Rahman était responsable du recrutement des djihadistes en Algérie, au Maroc et en Tunisie ; Abou Yahia al-Libi était devenu le haut commandant pour l'Afghanistan quand son prédécesseur avait été tué lors d'un raid de bombardement américain ; Khalid Habib était le nouvel agent de liaison d'Al-Qaïda en Éthiopie.

La nomination la plus inquiétante était celle de Mohammed Khalil al-Hakaymah en tant que chef du renseignement. Selon l'un des sites Web utilisés par Al-Qaïda, son rôle consistait à « coordonner tous les attentats majeurs à venir et entraîner [ses] guerriers à infiltrer les services de renseignement ennemis ». Al-Hakaymah s'y vantait également de pouvoir apprendre aux recrues à déjouer les détecteurs de mensonges.

Ce qui préoccupait Evans, c'était que de telles revendications attireraient toujours de plus en plus de jeunes musulmans britanniques impressionnables. Ses agents lui avaient dit qu'on recrutait des enfants dès l'âge de quinze ans pour faire partie d'une armée « d'agents dormants, radicalisés et endoctrinés, que l'on préparait à commettre des actes terroristes ».

En 2007, il était convaincu que plus de quatre mille musulmans nés en Grande-Bretagne étaient allés dans des camps d'entraînement en

Afghanistan et au Pakistan. Ce chiffre était deux fois supérieur à celui qu'avait donné Eliza Manningham-Buller juste avant de prendre sa retraite.

*

Dans les dernières semaines de 2007, une nouvelle opération visant à localiser Ben Laden était en cours à Thames House. Personne ne l'avait dit aussi clairement mais s'il était pris, il serait abattu sur-le-champ. Un procès risquerait d'être extrêmement embarrassant — beaucoup plus que celui de Saddam Hussein —, principalement à cause de son statut de héros dans le monde islamiste et de son éloquence.

Depuis le 11 septembre, les vingt-deux services secrets qui le recherchaient avaient multiplié les tentatives d'assassinat. À la CIA, le bureau qui lui était dédié disposait d'effectifs suffisants et d'un budget illimité. Depuis les attentats de juillet 2005, des unités similaires existaient au MI-5 et au MI-6. Les services avaient fourni les renseignements qui avaient conduit à de lourds bombardements sur les secteurs où l'on pensait que Ben Laden se cachait et à des assauts terrestres contre ses refuges, menés par les forces spéciales américaines, le SAS britannique, les commandos australiens et les légionnaires français. À chaque fois, Ben Laden avait réussi à s'échapper à travers les montagnes afghanes pour rejoindre les *badlands* de la frontière nord-ouest.

En six ans, les États-Unis avaient dépensé plus de trois cents millions de dollars pour tenter de localiser Ben Laden avec leurs satellites, leurs drones sans pilotes et leur matériel électronique à la pointe du progrès. On avait consacré des sommes immenses pour encourager ses partisans à le trahir et recevoir le butin de vingt-cinq millions de dollars offert pour sa tête. Aucun d'entre eux ne s'était présenté car le prix de la déloyauté était plus élevé que n'importe quelle somme d'argent ; non seulement les proches des délateurs seraient immédiatement tués mais leur famille éloignée et leurs amis subiraient le même sort. Une lignée entière serait éliminée. C'était grâce à de telles méthodes que l'idéologue du terrorisme parvenait toujours à ne pas se faire prendre.

À huit mille kilomètres de l'endroit où l'on pensait que Ben Laden se cachait — dans une zone de cent cinquante kilomètres carrés au nord-ouest du Pakistan —, c'était Jonathan Evans qui, du côté britannique, dirigeait les

opérations de recherche. C'était lui qui avait eu l'idée du plan et il la revendiquait avec une intensité qui confirmait à certains de ses collègues qu'il était — comme le formula l'un d'entre eux — « un drôle de type ».

Le plan avait été développé dans le plus grand secret par le MI-5, le MI-6, le SAS, les forces spéciales australiennes et la CIA. Des agents parlant afghan avaient été envoyés dans les régions montagneuses des alentours du secteur pour y faire office de postes d'écoute avancés. Leur matériel leur permettait de recevoir des images envoyées par un satellite hyperspectral géopositionné au plus profond des ténèbres de l'espace, dont les bandes étroites de longueurs d'ondes captaient l'énergie des objets au sol, distinguant les rochers de la végétation et les grottes vides de celles qui étaient occupées par des animaux ou des êtres humains. Avec les agents se trouvaient des techniciens spécialisés dans les radars à synthèse d'ouverture, des appareils permettant de recevoir des images même par temps de blizzard. En retrait mais sur le sol afghan, les forces mixtes du SAS, des États-Unis et de l'Australie attendaient le signal. Pour cette mission, les deux cents chasseurs alpins s'étaient entraînés dans les paysages enneigés norvégiens. Tous leurs hélicoptères étaient équipés de réducteurs de bruit qui rendaient leur approche de la zone cible pratiquement indétectable.

Le président Pervez Musharraf avait délibérément été exclu des préparatifs. Le Pakistan commençait, en effet, à s'agiter et il avait été forcé de renoncer à son grade de commandant en chef de l'armée. Malgré la déclaration d'état d'urgence national, la crise politique avait empiré à la veille des élections de 2008 et des manifestations violentes éclataient tous les jours — une situation idéale pour Al-Qaïda. Mais Jonathan Evans avait décidé de ne pas lancer d'assaut sur la cachette de Ben Laden avant qu'il n'y ait, selon ses propres termes, « une forte probabilité » que le terroriste le plus recherché de la planète s'y trouve. Ben Laden avait si souvent réussi à s'évanouir dans les ravins couverts de glace et les montagnes enveloppées par les nuages.

Le satellite de la NSA était un élément central du plan. La zone avait été choisie parce qu'en 2007, des agents de la branche G du MI-5 y avaient repéré, en Grande-Bretagne, de jeunes djihadistes qui rentraient juste du Pakistan. Ils venaient de passer quelque temps dans les camps d'entraînement situés près de la frontière, où les patrouilles nationales n'opéraient pas. Parmi ceux-ci se trouvait Abdul Patel, dix-sept ans, qui

avait fourni des informations sur le secteur. Plus tard, il a été condamné à six mois d'emprisonnement pour avoir été « prêt, disposé et apte » à aider Al-Qaïda. On lui a expliqué que la peine était légère parce qu'il avait collaboré avec les services de renseignement.

Chaque jour, les caméras du satellite, qui ne cillaient jamais, envoyaient des images à la station de la NSA, à Menwith Hill. Des ordinateurs les analysaient et transmettaient les résultats au GCHQ, À partir de là, les clichés partaient pour le bureau d'Evans. Ils étaient accompagnés de bulletins météo indiquant la densité des chutes de neige à diverses altitudes, dans les vallées et sur les parois escarpées des falaises. Une photo montrait quelles étaient les ouvertures de grottes qui, parmi les mille estimées dans la région, avaient disparu, cachées par les blizzards. Ces images étaient expédiées aux techniciens qui se trouvaient à la frontière afghane pour qu'il puisse vérifier avec leurs radars. Evans était persuadé que c'était depuis certaines de ces grottes que Ben Laden déterminait de nouvelles cibles en Europe, engageait de nouvelles recrues en Grande-Bretagne, encourageait le mouvement taliban en Afghanistan et restructurait Al-Qaïda sur le modèle d'une grande compagnie internationale — *Terrorism Incorporated,* comme l'appelait Evans.

Si Ben Laden était l'équivalent du président du conseil d'administration, son adjoint, al-Zawahiri, correspondait à un gérant ; il s'occupait au quotidien des affaires d'un noyau central de services, tels que le recrutement, les finances ou les communications. Il y avait même un « service des pensions » pour verser des compensations aux familles des kamikazes. Le financement de *Terrorism Incorporated* provenait toujours des dons des princes saoudiens et de riches musulmans asiatiques. Depuis des mois, Evans suivait de près la piste de la circulation de fonds de soutien à Ben Laden en provenance de la ceinture du Pacifique. Toutes les informations étaient enregistrées dans les dossiers de son ordinateur.

En ces jours de décembre 2007, la première chose que faisait Evans en arrivant à son bureau était d'étudier la météo de l'autre bout du monde. Avec les tempêtes de neige, il ne restait pratiquement plus d'entrées de grottes visibles. Ben Laden allait-il en profiter pour faire une pause ? Il l'avait déjà fait, de nombreuses fois. On avait eu un aperçu de sa façon de penser grâce à son garde du corps personnel, Nasser Ahmad al-Bahri. Sur le site d'Al-Qaïda, il avait affirmé : « Le cheik Oussama m'a donné un fusil spécial et

m'a dit que s'il était attaqué sans que l'on puisse le sauver, je devais m'en servir pour lui tirer dessus. » N'était-ce que de la propagande ou était-ce une nouvelle confirmation du fait que Ben Laden préférait mourir en martyr plutôt que de finir au bout d'une corde comme Saddam Hussein ?

Quand il était étudiant, Evans avait appris beaucoup de choses sur les légendes posthumes et, indubitablement, celle de Ben Laden lui survivrait longtemps. Mais Evans était convaincu que, dans les générations futures, tous les musulmans verraient Ben Laden tel qu'il était : obsessionnel, charismatique et fanatique mais n'ayant pas compris que le terrorisme ne pouvait pas fonctionner en tant que credo.

Evans était de plus en plus conscient que si Ben Laden clamait que les attentats — ceux du 11 septembre, ceux de Londres, ceux de Madrid et tous les autres — étaient nécessaires pour établir son nouveau califat, ils étaient, en réalité, le symbole même de son échec. Aussi horribles qu'aient pu être les massacres, ils n'avaient pas déclenché la tempête de feu mondiale qu'il avait promise ; celle qui devait précéder le moment où l'extrémisme islamiste dominerait non seulement le monde musulman mais également le reste de la planète. Aux derniers jours de l'année 2007, son rêve semblait plus loin de se réaliser qu'il ne l'avait jamais été.

Evans avait prévenu son personnel qu'il fallait, évidemment, s'attendre à d'autres attentats. Mais ils ne conduiraient pas plus Al-Qaïda au pouvoir qu'ils ne l'avaient fait pour les ultraradicaux soutenus par Moscou dans les années 1960. Evans avait conclu : « Pour l'instant, Ben Laden continue à créer une mystique pour le *djihad* mais elle ne durera pas longtemps après sa mort. Plus tôt elle viendra, mieux ce sera pour tous ceux qui se sont laissé berner. »

*

Dans les semaines qui suivirent l'exfiltration vers Londres, réussie par le MI-6, du général Ali-Reza Asgari et de sa famille, le chef espion iranien fut longuement interrogé dans une planque aux abords de la ville. On venait le chercher en voiture tous les matins, sauf le week-end, à l'endroit où il était logé avec sa famille. Un professeur y venait leur donner des cours d'anglais et les enfants, en particulier, avaient fait de bons progrès. Asgari parlait déjà suffisamment bien la langue pour répondre aux questions que lui posaient

les stratèges et les analystes. Ils se penchèrent donc avec lui sur les vingt ans durant lesquels l'Iran avait mené son programme nucléaire — en se fournissant au marché noir, principalement en Corée du Nord — et sur le soutien qu'apportait le pays au terrorisme. Les interrogateurs connaissaient déjà certains des renseignements qu'Asgari leur donnait mais il y en avait beaucoup de nouveaux et Asgari présentait ses informations avec la mémoire du détail d'un agent secret professionnel. Après plusieurs semaines d'interrogatoires approfondis, des agents de la CIA et du Mossad lui firent subir un processus similaire ; leurs questions portaient surtout sur les dangers pesant sur leurs propres nations. En juin 2007, Asgari répondit enfin aux dernières questions.

Pendant tout l'été, l'agent du MI-6 qui s'occupait d'Asgari et de sa famille les emmena visiter divers endroits, à Londres et ailleurs, pour qu'ils choisissent celui où ils aimeraient s'installer. Au lieu de cela, en rentrant de l'une de ces sorties, Asgari annonça que, finalement, sa famille et lui préféreraient s'établir aux États-Unis. On lui avait signalé que c'était possible dès son arrivée en Grande-Bretagne. Les arrangements nécessaires furent rapidement exécutés puis approuvés par le Foreign Office et le département d'État. Tous les membres de la famille reçurent des passeports américains, sous de nouvelles identités, et, en août, une équipe de transition arriva de Washington pour les accompagner en Amérique. Une fois aux États-Unis, ils bénéficièrent du programme de protection des témoins et on leur assura que, durant les prochains temps, ils compteraient par les mieux protégés des citoyens américains.

*

Pendant ce temps, à Vauxhall Cross, le bureau iranien, continuait d'étudier les plans d'Israël de lancer un assaut préventif contre les trois principaux sites d'enrichissement d'uranium de l'Iran : Natanz ; une usine de conversion d'uranium à Ispahan ; et le réacteur à eau lourde d'Arak. On n'utiliserait des bombes « bunker buster », de faible puissance, que sur Natanz, car le site était profondément enfoui. Ce serait la première fois que l'on utiliserait des armes atomiques depuis que les États-Unis avaient lancé les leurs sur Hiroshima et Nagasaki, en 1945. La puissance des bombes israéliennes serait quinze fois moindre que celle d'Hiroshima.

Deux escadrons de F-151 et de F-161, basés dans le désert du Néguev, au sud de Tel-Aviv, s'étaient entraînés pendant des semaines pour cette mission. L'ordre de largage serait donné par le général Eliezer Shkedi, pilote vétéran et commandant des forces aériennes israéliennes, que le Premier ministre Ehoud Olmert avait chargé de préparer l'opération. Elle commencerait par des bombes à guidage laser conventionnelles, conçues pour s'enfoncer profondément dans le sol avant d'exploser. Celles qui tomberaient sur Natanz seraient suivies de *mini-nukes* qui exploseraient à une vingtaine de mètres sous terre pour réduire le risque de retombées radioactives. Un analyste du bureau iranien du MI-6 avait demandé à un scientifique de Harwell, le centre de recherche nucléaire britannique, de calculer le niveau de risque par ordinateur. On lui avait répondu que cela dépendrait de la profondeur à laquelle aurait lieu l'explosion et des voies de sortie vers la surface. Mais il y aurait, de toute façon, quelques retombées.

La probabilité d'un assaut augmenta lorsque des jets israéliens furent repérés en train de survoler toute la Méditerranée avant de faire demi-tour à Gibraltar pour simuler le vol de trois mille kilomètres aller-retour jusqu'à Natanz. D'autres signes montraient qu'Israël se sentait de plus en plus obligé de réagir à la menace iranienne. Meir Dagan avait accepté de rester en fonction jusqu'à fin 2008 pour continuer de superviser la collecte d'informations en Iran. Le Mossad avait des agents sous couverture sur les sites atomiques. On avait, une nouvelle fois, demandé aux « Force 700 » — les trois sous-marins nucléaires israéliens — de rester immobiles sur les fonds marins du Golfe. Chacun d'entre eux transportait vingt-quatre missiles de croisière, qui seraient guidés vers leurs cibles grâce à un logiciel américain. Mais le président Bush, à un an de la fin de son mandat, allait-il autoriser le lancement de l'attaque ? Ou bien l'assaut se réduirait-il à ce qu'en avait dit Ephraïm Sneh, le ministre adjoint de la Défense israélien : « Au bout du compte, il revient toujours aux Juifs de faire face au problème de l'Iran. Nous vivons actuellement dans l'ère de la prévention et le peuple juif n'ayant pas oublié la dernière fois que le monde a regardé sans rien faire, nous sommes déterminés à ce que cela ne se reproduise plus jamais. » Les analystes du bureau iranien ne se posaient plus qu'une seule question : combien de temps attendrait encore Israël avant de prendre l'affaire en main ?

À Londres, cette question restait l'une des préoccupations des réunions du JIC. Des dirigeants militaires et Scarlett informaient les participants sur

le rôle que l'on risquait de demander de jouer au Royaume-Uni si le gouvernement Brown avalisait le plan sur lequel Tony Blair s'était entendu avec le président Bush : lancer d'énormes raids aériens contre plus d'un millier de cibles militaires en Iran. Ce chiffre, que l'on avait donné à Scarlett, était beaucoup plus élevé que tous ceux qu'il avait reçus auparavant. Jusque là, le Premier ministre, Gordon Brown, n'avait pas encore pris de décision. Pendant ce temps, Meir Dagan continuait d'envoyer à Scarlett des rapports des agents sous couverture du Mossad infiltrés en Iran selon lesquels les sites d'enrichissement nucléaires avaient augmenté leur production.

*

Le réchauffement de la planète préoccupant les dirigeants politiques, le MI-5 et le MI-6 se retrouvèrent contraints de se préparer à une menace éventuelle tout à fait inhabituelle. Les scientifiques du gouvernement avaient calculé que plus de cent millions de tonnes d'hélium-3 étaient enterrées à environ trois mètres de profondeur sous la surface de la Lune. Cette source d'énergie illimitée pourrait approvisionner la Terre pendant un millier d'années ; environ six tonnes suffiraient, par exemple, à satisfaire tous les besoins énergétiques annuels de la Grande-Bretagne.

La NASA avait déjà annoncé qu'avec le soutien de l'Agence spatiale européenne, elle disposerait d'une base sur l'un des pôles de la Lune dès 2014. Des ingénieurs spatiaux britanniques, américains et européens commenceraient alors à extraire le gaz. Il serait apporté sur Terre dans des réservoirs géants et déposés des sites d'atterrissage spéciaux. Ensuite, il ne resterait plus qu'à conduire le gaz vers des réacteurs à fusion récemment construits.

On avait demandé au MI-5 et au MI-6 d'évaluer les risques d'attentats terroristes sur les sites d'atterrissage et les réacteurs, qui seraient basés au fin fond des landes écossaises et dans l'ouest de l'Angleterre. On savait déjà que les systèmes de défense des réacteurs nucléaires britanniques n'étaient pas si sûrs que cela et protéger des sites d'atterrissage pour cargaisons lunaires ou des réacteurs à fusion serait probablement encore plus difficile. Les deux services de renseignement avaient donc été chargés de déterminer comment on pouvait élaborer et empêcher une attaque.

En mai 2007, des agents du MI-6 à Moscou et à Pékin découvrirent que la Russie et la Chine avaient signé un accord pour extraire de l'hélium-3 sur la Lune. Roscosmos, l'agence spatiale fédérale russe, et l'agence d'exploration lunaire chinoise prédisaient toutes deux qu'elles seraient capables de rapporter des cargaisons d'hélium-3 cinq ans avant leurs rivaux américains et européens. Après son atterrissage en Russie et en Chine, le gaz serait traité et, une fois les besoins intérieurs satisfaits dans les deux pays, il serait mis sur le marché mondial à des prix fixés par Moscou et Pékin. Il s'agissait d'une extension de la menace du président Vladimir Poutine d'utiliser ses vastes ressources pétrolières comme arme de marchandage avec l'Occident.

Une équipe d'experts informaticiens du MI-5 et du MI-6, soutenue par des spécialistes en guerre cybernétique du GCHQ détermina que si un attentat était perpétré contre les sites d'atterrissage des cargaisons britanniques, ce serait en utilisant la toute dernière génération de systèmes informatiques développés par la Russie et la Chine. En 2007, ces derniers étaient déjà en avance sur ceux de l'Occident et capables de contourner les pare-feux ou les logiciels antivirus les plus sophistiqués. Ils pourraient s'infiltrer électroniquement dans les sites d'atterrissage et même être programmés pour endommager les cargaisons au moment de leur entrée dans l'atmosphère, ce qui les amènerait à s'écraser et entraînerait des conséquences catastrophiques.

À l'automne 2007, le Pentagone avait eu une preuve de l'avance de la Chine en matière de guerre cybernétique. On avait découvert que, depuis leur quartier général souterrain des monts de l'Ouest, près de Pékin, les spécialistes de l'Armée de libération populaire chinoise s'étaient « introduits » soixante-dix mille fois dans le système du Pentagone ; et encore plus souvent dans ses six autres millions d'installations à travers la planète. Dans une note d'information, Lin-ton Wells, le responsable du réseau informatique mondial du Pentagone, avait écrit : « Les attaques contre notre système font partie d'un plan dont l'objectif final est de s'en prendre à la flotte de porte-avions américaine dans le Pacifique, tout en brouillant simultanément les communications entre son quartier général de Pearl Harbor et le Pentagone. Cela signifie que les communications entre le Pentagone et sa flotte de combat dans le Pacifique ne fonctionneraient plus correctement. »

Selon Sami Saydjari, qui dirigeait une équipe du Pentagone chargée de protéger les États-Unis contre une agression cybernétique de la part de la Chine, une attaque, même limitée, sur le système d'approvisionnement en énergie américain pourrait priver le pays d'électricité pendant six mois.

À Londres, le groupe de travail enquêtant sur la menace que le terrorisme informatique pourrait représenter pour le programme d'extraction sur la Lune est parvenu à la conclusion suivante : « Il s'agit, en réalité, d'une course à l'armement, dans laquelle l'Occident essaie encore de rattraper son retard. La Chine et la Russie semblent toutes deux considérer le lancement d'une offensive informatique comme la première étape d'une guerre. »

La menace se fit plus proche lorsqu'en novembre 2007, Jonathan Evans lança une alerte sans précédent en envoyant un mémo confidentiel à trois cents directeurs exécutifs et chefs de la sécurité de banques, de sociétés de comptabilité et de firmes juridiques pour les avertir qu'ils subissaient déjà « les attaques d'organisations nationales chinoises ». C'était la première fois que le gouvernement britannique accusait directement la Chine d'espionnage informatique.

À Washington, la CIA assurait, de la même façon, que la guerre cybernétique chinoise contre les États-Unis représentait désormais « le plus grand risque pour la sécurité de la technologie américaine ».

*

En décembre 2007, John Scarlett, Jonathan Evans, David Pepper et le nouveau directeur du JIC, Alex Allan, se rencontrèrent pour leur traditionnel déjeuner de Noël, afin de discuter des menaces durables, en perpétuelle mutation, auxquelles ils seraient confrontés l'année suivante. Au moment de l'apéritif, ils se moquèrent gentiment d'Allan, à cause de son site Web, sur lequel il avait dressé la liste de ses hobbies : écouter le groupe culte américain *The Grateful Dead,* jouer aux cartes et circuler en planche à voile sur la Tamise quand les trains étaient en grève. Dans le plus pur style *Facebook,* Allan y donnait également son adresse et son numéro de téléphone, ainsi que les coordonnées de sa famille et de ses amis, mais tout ceci avait été promptement effacé après sa nomination. Cela étant, ainsi qu'en avait plaisanté Scarlett, cela éviterait aux espions étrangers d'avoir à chercher où il vivait.

Pendant le repas, la conversation passa à des sujets plus sérieux. Ils avaient tous reçu de la station du MI-6 à Washington un exemplaire classifié du NIE *(National Intelligence Estimate*/Estimations du renseignement national) de 2007. Ayant nécessité des mois de préparation, il contenait les évaluations des seize services de renseignement qui opéraient aux États-Unis sous la houlette de la CIA et de la NSA. Il recelait un véritable trésor d'informations sensibles et classifiées, soumises à des contrôles et des traitements spéciaux. Ces renseignements permettaient d'estimer les capacités, les points vulnérables et les actions probables des nations étrangères — amies, ennemies et neutres — pour 2008.

Publié sous la signature du directeur de la CIA, le NIE donnait le point de vue global du monde du renseignement américain. En bas des pages, des notes indiquaient quand une agence particulière avait une opinion différente de celle du consensus. En plus des études régionales et nationales, le NIE avait également une section « Estimations de la situation mondiale ». Conformément à la tradition, le premier exemplaire du rapport avait été remis au président Bush. Ensuite, les directeurs des trois services de renseignement britanniques avaient été parmi les premiers à en découvrir le contenu.

Au cours des semaines précédentes, Scarlett avait appris par le « téléphone arabe » que le contenu du NIE 2007 pourrait être plus explosif que d'habitude. Cependant, même lui n'aurait jamais deviné ce qu'il révélait : « L'Iran a arrêté son programme en 2003 et il n'existe aucune preuve qu'il aurait enrichi de l'uranium pour fabriquer une bombe atomique ; le pays est moins déterminé à développer de l'armement nucléaire que nous le pensons depuis 2005. Cette décision a été guidée par une approche coûts-bénéfices qui a dissuadé le gouvernement iranien de se précipiter pour acquérir de l'armement nucléaire sans tenir compte des coûts politiques, économiques et militaires. »

Selon Donald Kerr, le directeur adjoint du renseignement national du gouvernement Bush, qui a supervisé le rapport, celui-ci « montrait que le point de vue [de la communauté du renseignement] sur les capacités iraniennes avait changé ». Par conséquent, il autorisa la déclassification des passages relatifs à l'Iran afin d'aboutir à « une représentation exacte » de la situation.

Cette décision fut présentée par la Maison-Blanche comme « un espoir

que le problème de l'Iran puisse être résolu par la diplomatie, sans recours à la force, ainsi que le gouvernement a toujours essayé de le faire ».

Cette affirmation suscita quelques sourires narquois chez les employés du MI-6. Ils savaient combien le Pentagone était favorable à une intervention militaire en Iran. Mais la fenêtre d'ouverture sur un assaut rétrécissait de jour en jour. En novembre 2008, le mandat présidentiel de Bush prendrait fin et il semblait que son remplaçant — quel qu'il soit — serait plus modéré.

Les quatre hommes penchés sur leur déjeuner de Noël trouvaient tous qu'il était trop tôt pour relâcher leur surveillance sur l'Iran — comme, d'ailleurs, sur la Russie. Au Nouvel An, Vladimir Poutine ne serait plus président. Cependant, il avait indiqué qu'il resterait l'homme d'influence du pays. Richard Morningstar, analyste de la défense américain spécialisé dans les affaires russes, avait annoncé ce qu'il se produirait si Poutine continuait de renforcer la collaboration entre le FSB et le CSIS chinois : « En 2008 et dans les années à venir, ces deux services formeront une force puissante contre l'Occident. Nous devons nous préparer à protéger la liberté et non pas nous contenter de veiller à notre sécurité car seule la liberté garantit une sécurité solide. »

Il était impératif de faire comprendre au public qu'on ne lançait des alertes au terrorisme que lorsque cela semblait indispensable. En outre, il fallait rappeler à la population que les services de renseignement ne pouvaient pas évaluer l'ampleur totale des menaces — ni même leur portée, leur diversité ou la répartition entre celles d'origine intérieure et celles qui provenaient de l'étranger.

Ensuite, Jonathan Evans mena le débat sur les espoirs de prendre Oussama Ben Laden. Mais, puisqu'il s'agit d'une cible actuelle, nous n'en dirons pas plus ici.

Après cela, la discussion s'orienta vers des considérations budgétaires et la nécessité de recruter — particulièrement des linguistes et des experts en informatique.

David Pepper donna succinctement son point de vue général sur la façon dont le GCHQ et la NSA opéraient en parfaite harmonie. Il n'en oublia pas pour autant d'évoquer sa proche collaboration avec les dispositifs de surveillance français et allemands pour traquer les cibles qui, dans le monde entier, menaçaient directement leurs nations respectives.

La majeure partie de ce qui s'est dit autour de la table restera inconnue de tous, ce qui est compréhensible. Néanmoins, de plus en plus d'acteurs de ce monde secret qu'est le renseignement — celui de l'espionnage, des révélations, des analyses et des missions — estiment que, même sur des questions de sécurité, le mystère n'a plus forcément lieu d'être une fin en soi.

C'est, d'ailleurs, dans cet état d'esprit que cet ouvrage a été rédigé. S'il a été perçu ainsi, il a atteint son objectif.

XXI

Une note personnelle

Un ouvrage traitant du MI-5 et du MI-6 ne peut avoir de conclusion. Au moment même où vous lisez ces lignes, de nouvelles menaces surgissent des endroits les plus inattendus. Selon Peter Hennessy — un spécialiste du renseignement qui enseigne à l'université Queen Mary, à Londres —, il est impossible de calibrer, et encore plus de contrôler, les fluctuations du processus action/réaction d'une menace terroriste nationale ou internationale. Une seule certitude : faire face à la nouvelle forme du terrorisme international, alors que le MI-5 et le MI-6 auront, tous deux, cent ans en août 2009, va devenir de plus en plus difficile et prendre beaucoup de temps. Le travail de ces deux services ne sera pas aussi clairement défini qu'il l'a été pendant quarante ans de guerre froide ou trente ans de lutte contre le terrorisme irlandais.

Aujourd'hui, Oussama Ben Laden est la seule véritable incarnation du terrorisme. S'il lui arrive d'être presque poétique lorsqu'il explique au monde qu'il est en train de lancer une guerre, ses motivations n'ont rien à voir avec la liberté et la démocratie. Elles reposent sur sa conviction absolue qu'il a été appelé — lui et lui seul — pour libérer le monde de l'impérialisme. Selon les conclusions de Michael Scheuer, l'ancien directeur de l'unité Ben Laden de la CIA (de 1996 à 1999) : « Ben Laden est une personne rationnelle dont les moindres pensées et actions se reflètent dans la précision avec laquelle il expose ses raisons de déclarer la guerre à l'Amérique car elles sont toutes liées à la politique et aux mesures qu'appliquent les États-Unis dans le monde musulman. »

En 2007, Gordon Brown, le Premier ministre britannique, a clairement exprimé qu'il n'aimait pas la formule de « guerre contre le terrorisme » du président Bush. Il la trouve simpliste et lui reproche de rester focalisée sur les attentats du 11 septembre, alors que l'antiterrorisme actuel exige une vision d'ensemble de la menace. En Grande-Bretagne, la façon d'y répondre a suscité d'importants débats sur le plan éthique. La controverse sur les « restitutions extraordinaires » — le processus, employé par la CIA, qui

consiste à envoyer des terroristes présumés dans des pays étrangers non soumis aux lois sur les interrogatoires du système juridique américain — a conduit à un tollé international. Il en résulte, entre autres, que lorsqu'un agent du MI-5 arrête un terroriste, il n'est pas rare qu'il doive appeler les juristes du Service de sécurité pour s'assurer qu'au tribunal, un avocat ne pourra pas dénoncer de vice de forme dans les méthodes dont il aura usé pour obtenir des renseignements.

Un autre problème auquel le MI-5 et le MI-6 sont toujours confrontés est celui de trouver le bon équilibre dans leurs relations avec les autres agences de renseignement de l'Union européenne — on en compte vingt-cinq en 2008 — sans nuire à leurs rapports privilégiés avec les agences américaines. Pour vaincre le terrorisme, il faut que les agences de renseignement britanniques, européennes (continentales) et américaines partagent plus généreusement leurs secrets avec des services qui n'auraient jamais figuré sur leurs listes de distribution avant le 11 septembre. Peu de membres de *ce* milieu désapprouveront le jugement de l'analyste, spécialiste de la défense, Michael Smith : « Il va falloir que les informations soient exemptes de toute corruption et, contrairement au fameux dossier (rendu « sexy »), aussi authentiques que précises. »

Je partage son point de vue sur le fait que la protection des sources doit rester primordiale mais que le monde du renseignement va devoir être plus ouvert sur ses activités. Mon avis a été parfaitement résumé par James Angleton, le célèbre maître espion : « Ne rien dévoiler publiquement mène souvent à des récits aussi invérifiables que différents des mêmes événements ; il n'est, d'ailleurs, pas rare qu'ils soient totalement contradictoires et distordus. » Angleton en savait quelque chose ; toujours retors — et dangereux comme jamais lorsqu'il était ivre —, il a envoyé des tas d'agents de la CIA à la mort en Albanie, ou lors d'autres missions conçues par son esprit tordu et impénétrable. D'après Rafi Eitan, le directeur des opérations du Mossad, même les durs à cuire de l'institut le trouvaient souvent insondable.

Cela fait plus de cinquante ans que j'écris, enseigne et participe à des émissions sur le thème du renseignement. J'ai rencontré de nombreux agents et j'ai sympathisé avec certains d'entre eux, qui ont généralement beaucoup donné à leur métier — ou le font encore.

Mon défunt beau-père, Joachim Kraner, était de ceux-là. C'était

également le cas de Bill Buckley, l'ancien chef de station de la CIA à Beyrouth — où le Hezbollah l'a capturé et assassiné. Grâce à eux, j'ai pris conscience, entre beaucoup d'autres choses, de la fonction du renseignement ; non seulement durant la guerre froide mais aussi dans cette nouvelle ère stratégique — « l'âge de l'information » — qui a conduit à l'avènement du terrorisme planétaire.

Ils m'ont aidé à comprendre qu'il fallait placer chaque service de renseignement dans son contexte historique, ce qui est particulièrement vrai pour le MI-5 et le MI-6. L'évolution de leurs méthodes et de leur technologie a contribué à faire passer l'espionnage de l'amateurisme au professionnalisme high-tech.

Beaucoup de ceux qui m'ont aidé sont énumérés à la fin de cet ouvrage. Ils l'ont notamment fait en me signalant régulièrement la déclassification de certaines informations — jusqu'alors secrètes — de l'époque de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide. Cela m'a été d'autant plus utile que, si les données disponibles dans les archives d'Europe de l'Est et de l'ancien KGB m'avaient apporté quelque chose, c'était surtout un supplément de confusion quant aux revendications et contre-revendications du monde du renseignement.

Comme dans tous mes ouvrages précédents, les sources des citations sont fréquemment citées. Ceux qui m'ont parlé l'ont fait parce qu'ils me faisaient confiance pour rendre leurs propos avec exactitude. Cependant, il est impossible de refléter parfaitement la vérité quand on écrit sur le monde secret des espions ; souvent, eux-mêmes sont loin de tout savoir sur les opérations auxquelles ils participent. C'est la nature même de leur travail.

Les noms d'une grande partie des personnes interrogées figurent à la fin de ce livre. D'autres m'ont demandé de ne pas révéler leur identité parce qu'elles travaillent toujours dans le renseignement mais elles m'ont, néanmoins, fourni de la « matière » sur des sujets sensibles. En réalité, beaucoup de ceux qui sont dans cette situation refusent de parler d'affaires de sécurité si leur anonymat n'est pas garanti.

Au cours du demi-siècle que j'ai consacré à écrire sur ce thème, l'idée de la nécessité d'ouverture s'est beaucoup développée au sein de la communauté du renseignement, dans le monde entier. J'ai découvert cela lors des conférences qu'il m'arrive de donner. L'une d'entre elles était accueillie par le DAS, le service colombien. Des agents de quarante-deux

nations s'y trouvaient, dont des représentants de la CIA, du MI-5, du MI-6, du Mossad et de divers services européens. On m'avait demandé de discourir sur le thème de « la nécessité d'une plus grande ouverture dans le monde du renseignement ». Plus tard, à Washington, j'ai fait la même chose lors d'une conférence à laquelle assistaient des membres des diverses agences américaines. Mon travail a été loué pour la qualité de ses sources et pour ce qu'un agent a qualifié d'« utilisation responsable d'informations sensibles ». Meir Amit, ancien directeur du Mossad, a déclaré : « Thomas raconte les choses telles qu'elles étaient — et telles qu'elles sont. » Ce sont des encouragements comme celui-ci qui m'ont permis de combler les vides de certaines publications antérieures. Dans tous les cas, je me suis efforcé de n'écrire ici que la vérité totale et absolue — aussi incroyable qu'elle puisse parfois sembler.

Les recherches nécessaires à la rédaction de ce livre ont été effectuées tout au long de ma cinquantaine d'années de carrière : de la crise du canal de Suez, en 1956, jusqu'à ce jour — en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie et en Europe. Sur tous les continents, j'ai suivi les pas du MI-5 et du MI-6. C'est grâce à cela que j'ai pu écrire sur le renseignement et son mode de fonctionnement. Quelque part en chemin, l'idée de faire un livre de toutes ces informations a germé dans mon esprit. En 2006, mon éditeur français, Yannick Dehée — lui-même auteur talentueux — m'a dit estimer que j'avais désormais assez d'expérience pour le faire. Selon lui, mon ouvrage *Histoire secrète du Mossad,* qui avait très bien marché, apportait un éclairage intéressant sur l'univers secret du « grand jeu ». Depuis le départ, son soutien a énormément contribué au texte final.

D'autres personnes m'ont également beaucoup aidé : Barbara Lowenstein, Madeleine Morel, Norman Kurz et Zoe Fishman, qui, à eux tous, ont participé à ce projet depuis sa mise en route avec leur compétence habituelle. Je suis également redevable envers l'excellent documentariste Steve Cole. Il a trouvé en mon livre le potentiel pour une importante série télévisée et m'a poussé à penser en ce sens ; si cela se fait, ce sera surtout dû à son savoir-faire. Parmi les nombreux journalistes dont les encouragements signifient beaucoup pour moi, il faut compter Stuart Winter, Dick Dismore et, surtout, Sean Carberry. Depuis des années, ce dernier est mon premier lecteur et son avis m'a permis de beaucoup améliorer mon manuscrit.

Je tiens également à exprimer ma gratitude à mon assistante de longue

date, Emer Lenehan ; son regard affûté s'est avéré inestimable au moment de l'impression. La dernière, mais non la moindre, personne que je remercie est mon épouse, Edith. Elle a toujours été là pour lire, vérifier ou chercher des sources. Je lui dédie ce livre, non seulement en hommage à son père mais également pour sa patience et toute l'aide qu'elle m'a apportée pour que cet ouvrage quitte mon bureau sous la meilleure forme possible.

Gordon Thomas,
février 2008.

Directeurs de services
de renseignement

MI5 : Fondé le 1er août 1909

1909 - 1940	Général de division Vernon Kell
1940 - 1946	David Petrie
1946 - 1953	Percy Sillitoe
1953 - 1956	Dick White
1956 - 1965	Roger Hollis
1965 - 1972	Martin Furnivall Jones
1972 - 1979	Michael Hanley
1979 - 1981	Howard Smith
1981 - 1985	John Lewis Jones
1985 - 1988	Anthony Duff
1988 - 1992	Patrick Walker
1992 - 1996	Stella Rimington
1996 - 2002	Stephen Lander
2002 - 2007	Eliza Manningham-Buller
2007 -	Jonathan Evans

MI-6 : Fondé le 1er août 1909

1909 - 1923	Capitaine Mansfield Smith Cumming
1923 - 1939	Amiral Hugh `Quex' Sinclair
1939 - 1952	Général de division Stewart Menzies
1952 - 1956	Général de division John Sinclair
1956 - 1968	Dick White
1968 - 1973	John Rennie
1973 - 1978	Maurice Oldfield
1978 - 1981	Arthur `Dickie' Franks
1981 - 1985	Colin Figures
1985 - 1989	Christopher Curwen
1989 - 1994	Colin McColl
1994 - 1999	David Spedding
1999 - 2004	Richard Dearlove
2004 -	John Scarlett

GCHQ : Fondé le 1er janvier 1946

1946 - 1952	Edward Travis
1952 - 1960	Eric Jones
1960 - 1965	Clive Loehnis
1965 - 1973	Leonard Hooper
1973 - 1978	Arthur Bonsall
1978 - 1983	Brian Tovey
1983 - 1989	Peter Marychurch
1989 - 1996	John Adye
1996 - 1997	David Omand
1998 - 1998	Kevin Tebbit
1998 - 2003	Francis Richards
2003	David Pepper

Acronymes

Alec Station : Station « virtuelle », dépendante du centre antiterroriste de la CIA, qui se concentre particulièrement sur Oussama Ben Laden et Al-Qaïda.

ANA : *Arab News Agency*/Agence de presse arabe

ASIS : *Australian Secret Intelligence* Service/Service secret de renseignement australien

BND : *Bundesnachrichtendienst/*Service fédéral de renseignement ; Allemagne

BOSS : *Bureau of State Security/*Bureau de sécurité d'État ; Afrique du Sud

CDC : *Centre for Disease Control/*Centre pour le contrôle des maladies ; États-Unis

CIA : *Central Intelligence* Agency/Agence centrale de renseignement ; États-Unis

COI : *Office of Coordination of Information/*Bureau de coordination des informations ; États-Unis

CSIS : *Canadian Secret Intelligence Service/*Service secret de renseignement canadien

CSIS : *Chinese Secret Intelligence/*Service secret de renseignement (extérieur) chinois

CX : Rapport du SIS

DAS : Service de renseignement colombien

DCC : *Directorate of Covert Collection/*Direction du renseignement secret ; Afrique du Sud

DEE : Service de renseignement roumain

Dina : *Dirección de inteligencia nacional/*Direction nationale du renseignement ; Chili

DIS : *Defence Intelligence Staff*/État-major du renseignement de défense ; Grande-Bretagne

DGSE : Direction générale de la sécurité extérieure ; France

DS : *Darzhavna Sigurnost/*Comité à la sécurité d'État ; Bulgarie

DST : Direction de la surveillance du territoire ; France

Force Delta : Unité commando d'opérations spéciales ; États-Unis

FSB : Service fédéral de sécurité ; Russie

GCHQ : *Government Communications Headquarters/*Quartier général des communications ; Grande-Bretagne

GRC : *Global Risks Controllerate/*Observatoire des risques internationaux ; Grande-Bretagne

GRU : Service de renseignement militaire russe

ISC : *Intelligence Security Committe/* Comité au renseignement et à la sécurité ; Grande-Bretagne

Ise : *Inter-Services Intelligence Service*/Service de renseignement interservice ; Pakistan

JIC : *Joint Intelligence* Committee/Commission mixte au renseignement ; Grande-Bretagne

JTAC : *Joint Terrorism Analysis Centre/* Centre mixte d'analyse du terrorisme ; Grande-Bretagne

KIS : Service de renseignement kenyan

Komrnandatura : Quartier général de l'armée russe

MI5 : Service secret intérieur britannique (Service de sécurité)

MI6 : Service secret extérieur britannique (SIS)

MIT : Service de renseignement militaire turc

MITI : Agence de renseignement économique et commercial japonaise

Mossad : Service de renseignement israélien

NIB : *National Intelligence Bureau/*Bureau national de renseignement ; Birmanie

NIE : *National Intelligence Estimate/*Rapport annuel des agences de renseignement américaines

NKVD : Service de renseignement soviétique durant la Seconde Guerre mondiale — ensuite renommé KGB

NSA : *National Security Agency*/Agence de sécurité nationale ; États-

Unis

OFAC : *Office Of Foreign Assets Control*/Bureau de contrôle des avoirs étrangers (service du département du Trésor américain)

OSS : *Office of Strategic Services/*Bureau des services stratégiques ; États-Unis

PET : Service de renseignement danois

SADF : *South African Defence Force*/Force de défense sud-africaine

SASS : *South African Secret Service*/Service secret sud-africain

SAS : *Special Air Service*/Service spécial de l'aviation ; Grande-Bretagne

Savak : *Szmn-e Ettel't va Amniyat-e Keshvar/*Service de sécurité iranien

SBS : *Special Boat Service*/Service spécial de la marine ; Grande-Bretagne

SDECE : Service de documentation extérieur et de contre-espionnage ; France

Sigint : *Signals intelligence*/Renseignement d'origine électromagnétique (ROEM)

SIS : *Secret Intelligence Service*/Service secret de renseignement ; Grande-Bretagne

SISMI : Service de renseignement italien

SŒ : *Special Operations Executive*/Direction des opérations spéciales ; Grande-Bretagne

Vevak : Ministère du renseignement iranien

Sources principales.

Le MI-5 et le MI-6 comptent parmi les plus anciens des services secrets modernes ; seuls les espions du Vatican et ceux du service secret de renseignement chinois ont une plus longue histoire. Bien entendu, ils gardent tous leurs secrets mais il y en a désormais qui, sans pour autant révéler d'informations dangereuses pour la sécurité nationale, estiment qu'une plus grande ouverture est nécessaire. C'est grâce à eux que ce livre a pu paraître.

***Stanislas Alexandrovitch* :** Ancien *rezident* du KGB à Tokyo
***Ken Alibek* :** Ancien directeur adjoint de Biopreparat, le programme d'armement nucléaire soviétique
***Meir Amit* :** Ancien directeur général du Mossad
***Juval Aviv* :** Ancien agent de terrain du Mossad
***Norman Bailey* :** Ancien analyste de la NSA
***Ehoud Barak* :** Ancien Premier ministre d'Israël
***Ari Ben-Menashe* :** Conseiller en renseignement du gouvernement d'Yitzhak Shamir
***Cheryl Bentov* :** Ancien agent du Mossad
***William Buckley* :** Ancien chef de station de la CIA au Liban
***Vera Butler* :** Spécialiste du renseignement
***William Casey* :** Ancien directeur de la CIA
***Eddie Chapman* :** Ancien agent double du MI-5
***Eli Cohen* :** Ancien agent de terrain du Mossad
***William Colby* :** Ancien directeur de la CIA
***David Dastych* :** Ancien agent de la CIA
***Moshe Dayan* :** Ancien chef d'État-major des Forces de défense israéliennes
***Éric Denécé* :** Directeur du CF2R (Centre français de recherche sur le renseignement)
***Ivan Drake* :** Agent du SOE
***Rafi Eitan* :** Ancien directeur des opérations du Mossad
***Marer Elmer* :** Directeur de la sécurité du Vatican
***Moshe Goldberg* :** Ancien agent de terrain du Mossad
***Ted Gunderson* :** Ancien agent responsable du FBI à Los Angeles
***Efraïm Halevy* :** Ancien directeur général du Mossad
***Isser Harel* :** Ancien directeur général du Mossad
***Richard McGarrah Helms* :** Ancien directeur de la CIA
***Barbara Honegger* :** Chercheuse en affaires militaires de l'US Navy
***Docteur David Kelly* :** Ancien directeur des recherches microbiologiques à Porton Down
***Annie Machon* :** Ancien agent du MI-5
***Robert D. Morningstar* :** Spécialiste de l'analyse photographique et de l'infographie

Daniel Nagier **:** Ancien agent du renseignement militaire israélien

Gamal Abdel Nasser : Ancien président de l'Égypte

Docteur Vladimir Pasechnik **:** Ancien microbiologiste à Porton Down

Andres Peñate **:** Directeur général du DAS, le service de renseignement colombien, de 2005 à 2007

Victor Alexandrovitch Penkov **:** Ancien agent du GRU à Paris

Carlos Rodrigues **:** Ancien agent du DAS, le service de renseignement colombien

Uri Saguy **:** Ancien directeur de l'Aman, le renseignement militaire israélien

William Sargant **:** Psychiatre consultant, conseiller du MI-5 et du MI-6

John C. Stennis **:** Membre du SSCI, le comité au renseignement du Sénat américain

Richard Tomlinson **:** Ancien agent du MI-6

Colin Wallace **:** Ancien agent de haut niveau du MI-5

Marcus Wolff **:** Ancien directeur de la Stasi, le service de renseignement de l'Allemagne de l'Est